Compte rendu des séances publiques
N° 15 – Session ordinaire 2003-2004

53e séance, jeudi 29 avril 2004
54e séance, jeudi 29 avril 2004
55e séance, mardi 4 mai 2004
56e séance, mercredi 5 mai 2004

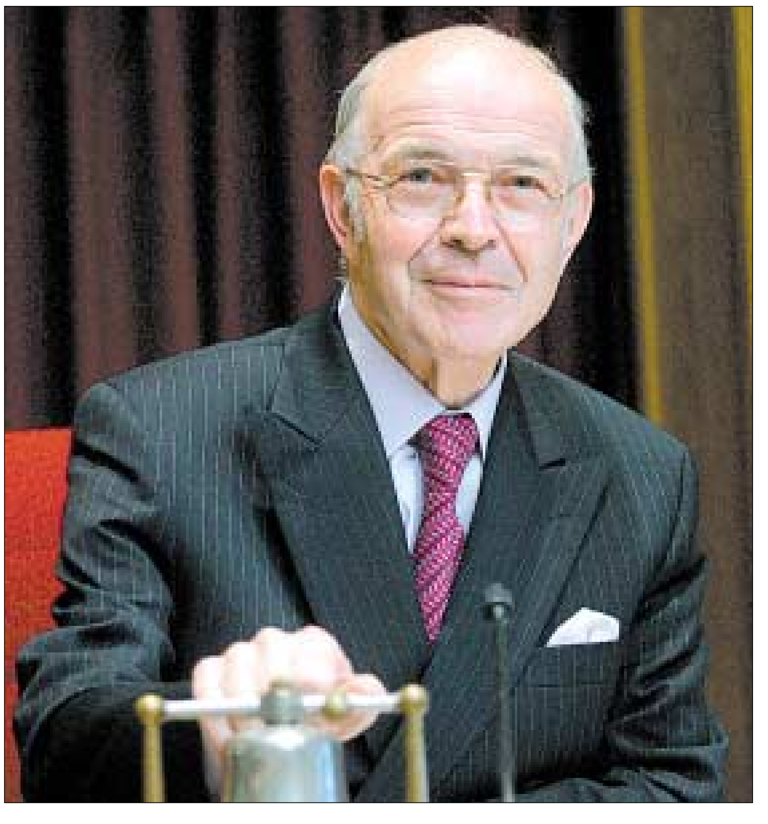
Chambre des Députés
LUXEMBOURG

# La dernière séance

La 68e séance publique de la session parlementaire 2003-2004 - qui s'est tenue vendredi, le 21 mai - était la dernière pour le Président de la Chambre des Députés, M. Jean Spautz. En effet, au terme de 45 ans de présence dans la politique nationale, M. Spautz a décidé de ne plus se présenter aux élections législatives du 13 juin 2004. Il figure par contre sur la liste de son parti CSV pour les élections européennes ayant lieu le même jour.

M. Spautz a été élu une première fois à la Chambre des Députés en 1959. Il a été réélu depuis à chaque élection sur la liste du Parti Chrétien-Social, circonscription du Sud. Pendant dix ans, il a été le plus jeune député luxembourgeois.

En mars 1980, suite au décès de M. Jean Wolter, M. Jean Spautz entre au Gouvernement Werner/Thorn pour s'y occuper des Ministères de l'Intérieur et de la Famille, du Logement social et de la Solidarité sociale. M. Spautz est reconduit dans ses fonctions



après les élections législatives du 17 juin 1984. Dans le Gouvernement formé en 1989, M. Spautz reste en charge du Ministère de l'Intérieur et se voit en outre confier le Ministère du Logement et de l'Urbanisme.

A l'issue des élections de 1994, M. Spautz continue à exercer les fonctions de Ministre de l'Intérieur et de Ministre du Logement. Il quitte le Gouvernement le 26 janvier 1995 et est élu Président de la Chambre des Députés lors de la séance publique du 31 janvier 1995. Réélection le 13 juillet 1999.

La dernière séance publique de la législature s'est terminée par un hommage à M. Jean Spautz pour 45 ans d'efforts au service des citoyens. A la même occasion, la Chambre des Députés a également salué les mérites de deux autres membres qui ont décidé de se retirer de la vie politique: M. Nicolas Strotz (CSV, député depuis 1989) et Mme Renée Wagener (DÉI GRÉNG, députée depuis 1994).

*Renée Wagener*

*Nicolas Strotz*

*Conférence européenne des Présidents de Parlement*

# La démocratie à la une de la Conférence européenne des Présidents de Parlement

Du 17 au 19 mai 2004 s'est tenue à Strasbourg la Conférence européenne des Présidents de Parlement qui a rassemblé plus de soixante Présidents de parlement des 45 États regroupés au sein du Conseil de l'Europe. La Chambre des Députés, qui siégeait en même temps, y a été représentée par son Secrétaire général, M. Claude Frieseisen.

Les Présidents des parlements avaient choisi des thèmes ambitieux et pertinents. Ainsi se sont-ils demandés dans quelle mesure nos démocraties sont véritablement démocratiques. Ils se sont prononcés sur la compatibilité des technologies modernes avec les procédures démocratiques et ont proposé des idées pour améliorer la coopération entre les parlements nationaux et les assemblées européennes.

**Notre démocratie est-elle démocratique?**

Les Présidents de parlement ont eu un débat sur la question de la confiance des citoyens par rapport aux institutions démocratiques de l'État voire aux partis politiques, et sur la manière dont ils participent à la vie politique et à la prise de décision.

Les Présidents ont été unanimement d'accord à déclarer que la démocratie parlementaire libre et pluraliste doit rester le concept clé dans leurs agissements.

Cependant la participation faible et décroissante des citoyens à la vie publique, ainsi que la diminution de la confiance dans la politique en général, requiert une nouvelle définition de l'essence de la démocratie en fonction des nouveaux défis du XXIe siècle.

Le droit d'initiative législative, le référendum national, l'instauration du vote obligatoire dans les pays qui ne le connaissent pas, la multiplication des enceintes de dialogue ne furent que quelques pistes ébauchées pour inciter une réflexion sur les voies et moyens en vue de contrecarrer la crise de la citoyenneté.

Les technologies modernes et les procédures démocratiques

D'entrée les Présidents ont été confrontés à un scénario pour 2020 en matière de technologies de l'information et de la communication (TIC) présenté par le Dr Alexander Trechsel de l'Université de Genève.

D'accord à ce que les nouvelles technologies soient utilisées pour améliorer à la fois l'information des citoyens et les méthodes de travail des parlementaires, certains participants de la conférence éprouvaient néanmoins des difficultés à accepter le monde futuriste d'une "plate-forme électorale virtuelle" comprenant:

1. un module SMARTVOTE, où il est proposé aux candidats de remplir un questionnaire en ligne comprenant un ensemble exhaustif de courtes propositions d'action après quoi le module en question calculera le taux de concordance entre les réponses de tous les candidats aux élections et celles du citoyen;

2. un module MP-MONITOR, où en cas de vote par appel nominal au Parlement, le vote d'un parlementaire est immédiatement enregistré dans une base de données en ligne qui produit le profil objectif de chacune des initiatives politiques de ce parlementaire pendant son mandat;

3. un module DISCUSSION-FORUM qui donne aux citoyens la possibilité d'échanger leurs opinions avec des concitoyens ou des candidats et de débattre de manière approfondie de n'importe quel sujet politique;

4. et finalement un module E-VOTING permettant à l'électeur de voter en ligne.

Alors que le monde politique est persuadé que les technologies de l'information et de la communication peuvent renforcer la démocratie représentative, il est aussi conscient qu'au stade actuel la mise à disposition d'informations par voie électronique ne saurait suffire à elle-même, car il faudra éviter "la fracture numérique" qui verrait coexister ceux qui auraient accès à l'Internet et les autres.

**Coopération pour plus de démocratie - parlements nationaux et assemblées européennes**

Finalement les Présidents ont étudié de quelle manière les assemblées européennes, et notamment l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, peuvent aider les parlements nationaux à renforcer la démocratie.

Il fut constaté que de nombreuses décisions d'une importance déterminante pour la vie des citoyens ne sont plus prises dans la sphère politique. Le Président du Conseil de l'Europe, M. Peter Schieder, arguait qu'il était temps d'agir pour les parlements qui "voient leur autorité entamée par le fait que certains des plus graves défis auxquels sont confrontées les sociétés actuelles, et en particulier le terrorisme, ont fait glisser l'initiative du législatif à l'exécutif, du niveau national au niveau international, du multilatéralisme de la communauté internationale à l'unilatéralisme des grandes puissances".

L'une des clés du renforcement de la démocratie parlementaire au niveau national peut, d'après le Président Schieder, "être trouvée dans une coopération plus étroite et intense entre les parlements nationaux et les assemblées internationales, notamment européennes".

## Ordre du jour

1. Communication
2. 5332 - Débat sur l'état de la nation (suite)

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre; Mme Lydie Polfer, Vice-Premier Ministre; Mme Marie-Josée Jacobs, MM. Henri Grethen et François Biltgen, Ministres.

***(Début de la séance publique à 9.03 heures)***

**M. le Président.**- D'Sitzung ass op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

**M. Jean-Claude Juncker,** *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Neen, Här President. Déi huet se virgëschter gemaach.

**M. le Président.**- Dat ass net de Fall.

### 1. Communication

Ech hu folgend Kommunikatioun ze maachen:

Monsieur Carlo Wagner, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale, a déposé au Greffe de la Chambre des Députés, en date du 28 avril 2004, le projet de loi N° 5334 modifiant

1. la loi du 25 juillet 2002 concernant l'incapacité de travail et la réinsertion professionnelle

2. le Code des assurances sociales

3. la loi modifiée du 24 mai 1989 sur le contrat de travail

4. la loi modifiée du 21 février 1976 concernant l'organisation et le fonctionnement de l'Administration de l'emploi et portant création d'une Commission nationale de l'emploi

5. la loi modifiée du 30 juin 1976 portant 1. création d'un fonds de chômage; 2. réglementation de l'octroi des indemnités de chômage complet

6. la loi modifiée du 17 juin 1994 concernant les services de santé au travail

7. la loi modifiée du 24 décembre 1996 portant introduction d'une bonification d'impôt sur le revenu en cas d'embauchage de chômeurs.

Dir Dammen an Dir Hären, haut de Moie fiert d'Chamber weider mat den Debatten iwwert d'Lag vun der Natioun. D'Lëscht vun de Riedner ass verdeelt ginn. Als éischte Riedner ass haut de Moien den Här Serge Urbany agedroen. D'Wuert huet den Här Urbany.

### 2. 5332 - Débat sur l'état de la nation (suite)

**M. Serge Urbany** *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ugesiichts vun der Geschicht, déi séier dréint, huet de Regierungschef a senger Usprooch zur Lag vun der Natioun historesch Bezuchspunkten an der Resistenz gesicht.

Ech fannen, dat ass luewenswäert, well d'Resistenz, wéinstens déi geliefte Resistenz, ass am Ufank oft d'Affär vu Minoritéiten a selte vun deenen, déi um Rudder sinn. Ech denken zum Beispill un den Asaz vun de Spueniekämpfer géint de Faschismus an den 30er Joren, dee laang net unerkannt ginn ass. Si waren an hirer grousser Majoritéit, d'Spueniekämpfer, och sozial engagéiert Stolaarbechter. An hei schléisst sech de geschichtleche Bou vun der Resistenz zur politescher Aktualitéit. Wéi se an engem Gesetz de 16. Juli 2003 rehabilitéiert goufen, an deem dat Gesetz vun 1937 ofgeschafe ginn ass, wat aus hinne Stroftäter gemaach hat - et war d'Parallellgesetz zum Maulkuerf deemools -, ech muss soen, Här President, dat war fir mech e ganz bewegende Moment, vläicht dee bewegendste Moment an deene leschten zwee Joer, wou ech d'Éier hat hei ze sëtzen.

Ech wëll awer hei weder Resistenz nach Sozialromantik maachen. Ech mengen awer trotzdeem, dass mer och haut verstäerkt an enger Zäit liewen, wou soziale Widderstand erëm néideg gëtt, wann och ënner aneren historesche Viraussetzungen.

Dat vereenegt Europa, dat den 1. Mee - an zwee Deeg also - a Kraaft triede soll, bedeit net d'Enn vun der Noutwendegkeet vum Widderstand, mä et hieft seng Noutwendegkeet op en neien Niveau, an deen Niveau gëtt menger Meenung no wesentlech bestëmmt vun zwou Froen, déi sech elo a vill méi engem grousse Kader wéi virdru stellen. Éischtens geet et drëm, an de Länner selwer an an Europa d'Souveränitéit vun de Leit, déi schaffen, iwwert d'Wirtschaft ze stäerken. Zweetens geet et ëm eng Ëmverdeelung vun de geschafene Wäerter vun uewen no ënnen, wou elo während op d'mannst zwee Jorzéngte permanent a systematesch de Contraire geschitt ass.

Bis elo ass déi éischt Fro, déi vun der Souveränitéit vun de Leit, iwwer hir ekonomesch Bedingungen ënnert deenen se schaffen a liewen, virun allem vun engem Gesiichtspunkt gesi ginn: Wat kënne mer maache fir nei Aktivitéiten unzezéien? Si ass gekuckt ginn am Fong geholl duerch de Bréll vun den Investisseuren oder vun de Betribschefen.

Ech muss soen, mech stéiert dat wesentlech, an ech fannen, dass et e kolossalen Enjeu ass vun zukünftege Resistenze grad déi Froen do ze thematiséieren an an der ëffentlecher Debatt no vir ze bréngen an d'Fro ze stellen: Fir ween ass d'Wirtschaft do a vu weem ginn d'Wäerter geschafen?

Firwat soe mer zum Beispill, ech zitéieren, Här Statsminister, aus Ärer Ried e Saz: „Am Handwierk geet d'Zuel vun den Aarbechtsplaze stänneg an d'Luucht. 4.171 Betrieber zielt d'Handwierk haut. 54.352 Leit schaffen an hinnen.“ Firwat soe mer net zum Beispill: 54.352 Leit sécheren duerch hir Aarbecht, duerch hir Lounaarbecht 4.171 anere Leit eng mëttelstänneg Existenz? Dat wier jo och eng Vue, déi ee kéint anhuelen an där Fro.

***(Interruption)***

Wat gelift?

**M. Jean-Claude Juncker,** *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Da wier d'Ried ze laang.

**M. Serge Urbany** *(déi Lénk).*- En anert Beispill. Et gëtt vill vun de Stolproduzente geschwat. Et huet een hei awer d'Impressioun wéi wann dat déi wieren, déi hei bei eis elo viru kuerzem souzen, fir eis d'Lag an d'Vuen ze erkläre vum Management vun der Arcelor. Ech sinn awer der Meenung, dass déi eigentlech Stolproduzenten d'Aarbechter an d'Ingenieure sinn. Alles ass an deenen hire Käpp gewuess an duerch hir Hänn gaangen, ier et iwwer Maschinnen, déi si entworf a gebaut hunn, erëm erausgelaf ass aus der Produktiounschaîne, an d'Besëtzer vun der Arcelor, op d'mannst déi heiteg Besëtzer vun der Arcelor, hunn dacks nach keng Schmelz vu banne gesinn an et interesséiert se och net vill wat an deene Schmelze geschitt. Wat se interesséiert, dat sinn déi Prozenter, déi se aus hirer Investitioun an Aktien erauszéien.

Dat ass awer net virrangeg eng Fro vun ekonomeschen Noutwendegkeeten, dass dat esou ass, mä et ass eng Fro vu gesellschaftleche Realitéiten. Mä zu deene gesellschaftleche Realitéite mengen ech awer och, dass gehéiert, dass de Stat sech och am Kapitalismus, an deem mer liewen, ëmmer och wirtschaftlech an industriell engagéiert huet, well et net méiglech ass sech komplett aus der wirtschaftlecher Verantwortung erauszezéien ouni an e komplette soziale Chaos ze verfalen. An dobäi kommen ech op dem Premier säi wichtege Saz aus senger Ried vu virgëschter, ech wëll deen hei nach eng Kéier zitéieren: „D'Kapital däerf net Meeschter ginn, mä d'Politik muss d'Kadere setzen an d'Gestaltungsprozesser am Grapp behalen.“

Ech hunn esou e Saz, muss ech soen, net am Wahlprogramm gelies, weder vun der CSV, nach vun der DP. Ech weess net, ob dat och seng Partei zum Beispill bënnt an ob dat déi Parteie bënnt, déi de Moment an der Regierung d'Soen hunn.

Den Här Juncker huet gesot, hie wéilt bei der EU-Konferenz ënner Lëtzebuerger Présidence prinzipiell doriwwer nodenken, wéi een dat mécht fir dee Gestaltungsprozess do erëm an de Grapp ze kréien. Fir do kënne wierksam ze sinn, an deenen Iwwerleeungen - an ech mengen och, dass mer him net eleng déi Iwwerleeunge solle loossen -, mengen ech musse mer elo schonn ufänken eng Rei vu Propositiounen an Iddien ze entwéckelen, wéi ee kéint dat da maachen, fir dass d'Kapital net méi Meeschter bleift an dass d'Politik Kadere setzt an erëm de Gestaltungsprozess a Gank kritt.

Ech wëll dozou e puer Propositiounen hei nach eng Kéier kuerz ëmräissen, déi mer gemaach hunn an eisem Programm an déi mer och an enger erweiderter Form op enger Pressekonferenz d'lescht Woch virgestallt hunn.

Éischtens mengen ech, dass mer de Secteur vun der Stolindustrie an deenen entwéckelten europäesche Länner brauchen, dass en néideg ass, well selbstverständlech och do d'Demande nom Stol net wäert zréckgoen. An et entsprécht och enger ekonomescher Rationalitéit, an éischter Linn do ze produzéiere wou d'Fachleit sinn a wou d'Instrumenter sinn.

Lëtzebuerg ass nach ëmmer eng éischt Adress an Europa wat d'Stolproduktioun ugeet, déi nach ëmmer e wichtege soziologesche Facteur och hei am Land ass. D'Virstellung, datt et zu Diddeleng keng Stolaktivitéit méi gëtt, deet wéi, sot de Premier. Dofir mengen ech, dass de Stat, d'Kollektivitéit dofir do ass, fir deene wirtschaftlechen a soziale Considératioune Liewen ze ginn a fir se virun déi kuerzfristeg finanziell Interesse vun den Aktionären ze stellen.

Mir mengen duerfir, dass de Stat soll en Industrieplang ausschaffen, dee mat därselwechter Energie muss ugestrieft a realiséiert gi wéi de Plang fir d'Diversifizéierung vun der Bankeplaz. Ech mengen et sollt net nëmmen en defensive Kampf sinn ëm all Schmelz, all Standuert, all Segment an all Posten, sou wéi dat hei duergestallt ginn ass, mä et soll virun allem och an eisen Aen en offensiivt Konzept vu Reindustrialiséierung sinn. Well defensiv Konzepter, Rationaliséierungsinvestitiounen, wou zwar en aalt Instrument duerch en neit ersat gëtt, wou awer d'Palett vun deene Produiten, déi hei am Land produzéiert ginn, ëmmer méi kleng an ëmmer méi reduzéiert gëtt; esou Rationaliséierungsinvestitiounen hu mer schonn eng Partie an der Vergaangenheet kannt an d'Aarbechtslosenzuel ass awer ëmmer erofgaang an de Chômage ass gewuess.

Ech mengen och, dass déi Diddelenger Belegschaftsvertrieder eng Partie gutt Argumenter entwéckelt hunn, an zwar net nëmme sozial Argumenter, mä och industriell Argumenter, fir ze erkläre firwat an hiren Aen d'Kalwalz, wéi zum Beispill zu Diddeleng, misst weider bestoen.

Et gëtt och bestëmmt Argumenter, déi fir nei Créneauen an der Stolindustrie schwätzen, an der Stolproduktioun an an der Weiderveraarbechtung vum Stol, an ech mengen, fir dass een endlech en neien Ufank ka maachen, muss een an déi Richtung weiderdenken. An do fannen ech, dass d'Regierung an och d'Parlament déi néideg Energie a Fantasie misst spille loossen. Ech gesinn och do eng wichteg Roll, zum Beispill fir d'Uni Lëtzebuerg a fir d'Cité des Sciences op Belval, fir en offensive Stolplang auszeschaffen, deen an d'Zukunft kuckt an deen net nëmme vu kuerzfristege Pläng ausgeet vun den Aktionäre vun deem Betrib.

D'Regierung selwer, mengen ech, huet och e bëssen d'Noutwendegkeet dovun erkannt andeem se sechs Woche virun de Wahlen d'Iddi vun engem Innovatiounspakt fir Lëtzebuerg lancéiert huet.

Als éischte Punkt misst an eisen Aen de gefuerderte Stolplang stoen. Dozou ass awer niewent Verhandlungen eng wierklech national Debatt och doriwwer noutwendeg. Mä fir e Beispill ze gi wéi esou Debatten a Wierklechkeet gefouert ginn. Wéi mer d'Arcelor hei haten, fir mat eis ze diskutéieren an deenen zwou zoustännege Kommissiounen, hunn ech gefrot fir déi Ënnerlagen ze kréien, déi se eis hei projezéiert hunn. Dat war jo wahrscheinlech nach nëmmen en Deel vun där Benchmarking-Etüd, déi se gemaach hunn an et ass eis gesot ginn, mir géifen déi Ënnerlagen net erauskréien. Ech mengen, dat weist och drop hin, wéi wierklech de Wëllen do ass fir d'Parlament, wat jo awer déi zentral Institutioun soll sinn an der Demokratie, och wierklech mat anzebezéien an esou Diskussiounsprozesser.

Et geet bei der Industriepolitik ëm eng wesentlech Fro vun ëffentlechem Interesse, quasi ëm eng Mission de service public géif ech esouguer soen, wann ee kuckt wéi grouss nach de Stellewäert riskéiert ze si vun der Industrie an eisem Land an e puer Joer. An dofir mengen ech, misst ee kënnen en Accord um europäesche Plang fannen, fir d'Uleies vu Lëtzebuerg wat d'Industriepolitik an Zukunft ugeet, wat och zum Beispill d'Subventiounen ugeet fir esou eng Industriepolitik am ëffentlechen Interessen ze förderen, well jo grad d'Bréisseler Kommissioun déi ass, déi de Monolithismus vun der Bankeplaz als eng Gefor fir eis Ekonomie an engem Avis duergestallt huet.

Ech mengen och als Moyen misst ee kënnen en Deel vun deenen appréciable kollektive Reserven huelen, déi vun der Sécurité sociale, 200 Milliarden aler Lëtzebuerger Frang, 24% vum PIB, vun deenen e groussen Deel d'lescht Woch geholl gi si fir an eng reng finanziell Spekulatioun op der Bourse ofzeféieren. An ech mengen, wann ee géif nei Aarbechtsplazen an esou engem Industrieplang schafen, da géifen och nei Cotisatiounen erakommen, déi d'Sécurité sociale kënnten an Zukunft ofsécheren an och an Zukunft d'Rente kënnte garantéieren.

Vun esou Fongen, déi kënnte geholl gi fir esou e Stolplang um Terrain duerchzeféieren, kënnten all interesséiert Akteure profitéieren, selbstverständlech d'Arcelor, mä och anerer, privater oder ëffentlecher oder halleföffentlech Akteuren. Akteuren zum Beispill um Gebitt vun der Économie solidaire, déi wëllten am industrielle Secteur täteg ginn.

Ech mengen, dass wann d'Demokratie nach eppes heesche soll zu Lëtzebuerg am Joer 2004, dass et muss méiglech sinn esou gemeinsam Virstellunge fir eng zukünfteg wirtschaftlech Basis ze entwéckelen a fir dee Saz, wou de Premier a senger Allocutioun geschwat huet, och mat Liewen ze erfëllen.

Zweetens mengen ech, dass mer selbstverständlech och eng europäesch Industriepolitik brauchen. D'USA hunn eng Industriepolitik, China natierlech och. Grad vun där chinesescher ëffentlecher staatlecher Politik profitéiert jo d'Arcelor ganz gewalteg de Moment duerch déi Commanden, déi se kritt, nodeem se an eise Länner, wou se hierkënnt, duerch staatlech Interventioune vun deene Länner an och massiv Interventioune vum Lëtzebuerger Stat zu deem „global player“ konnt ginn, dee se de Moment ass. An ech mengen, dat muss och verflichten. „Kapital verflicht“, huet et jo emol eng Kéier an engem Slogan geheescht. Et ass haut aktuell, dass een dat erëm afuerdert.

En Deel vun enger europäescher Industriepolitik misst doranner bestoen den europäeschen Industriekonzerner Oplagen ze maachen a puncto Investitiounen am Sënn vun enger nohalteger Entwécklung vun de Regiounen. Zu engem Moment wou an Amerika net nëmmen iwwert ee chiffréierten a subventionéierte Programm vun Aarbechtsplazen am Secteur vun den alternativen Energien nogeduecht gëtt - den Här Bausch huet dat erwähnt a senger Ried gëschter -, mä och wou zum Beispill an Amerika konkret nogeduecht gëtt iwwer Gesetzgebunge fir Délocalisatiounen ze verhënneren, gesinn ech net an, firwat net déi Froe vun der Industriepolitik sollen an Europa an den nächste Jore kënne ganz offensiv an esou eng Richtung diskutéiert ginn, an ech mengen, dat huet näischt ze di mat Protektionismus, mä dat huet ze di mat nohalteger wirtschaftlecher a sozialer Entwécklung.

Et ass wuel sécher, dass esou Iddië géint déi aktuell Politikopfaassunge stousse wéi op eng Mauer, mä ech mengen, dass de Wand sech an där Hinsicht nach an Zukunft wäert dréinen an et gëtt och schonn éischt Unzeechen an déi Richtung. Et ass jo vum Widderstand geschwat ginn. Et misst een och Widderstand leeschte géint deen Démantèlement vun den öffentlechen Déngschter, deen op europäeschem Plang gemaach gëtt. Et misst ee prinzipiell géint all europäesch Pläng sinn, déi op d'Liberaliséierung vun ëffentleche Servicer erauslafen an ech mengen, et misst een och op nationalem Plang vill méi widderstriewend a vill méi restriktiv déi Direktiven, déi bestinn, ëmsetzen a gläichzäiteg all Privatiséierungen, déi a kengem europäeschen Text erfuerdert sinn, oflehnen.

Parallell dozou misst een eng Entwécklung vu de bestehenden Instrumenter vu staatlecher a kommunaler Wirtschaftspolitik, Eisebunn, Transport an Energie, Post, Spuerkeess an esou weider am Kader vun engem wirtschaftlichen Investitiounsplang an Ugrëff huelen. Doniewent misst innovéiert ginn, och wat d'Liewensqualitéit vun de Leit an den Uertschaften an an de Quartiere betrëfft. Et feelt iwwerall u Geschäfter, un Déngschtleeschtungen, un Handwierksleit, et feelt u Wunnengen an den Uertschaften. Programmer kënnte lan-

céiert gi mat öffentleche Mëttelen, déi bestehend Akteuren, wéi och nei Akteuren am Kader vun der Économie solidaire géife mat abezéien, amplaz dass dee Secteur elo an deem neie Gesetz, wou ech hoffen, dass et net méi gestëmmt gëtt virum Enn vun der Legislatur, erëm enger kommerzieller Logik soll ënnerworf ginn.

Et gëtt natierlech eng wesentlech Viraussetzung fir esou e Programm vu Relance vun der Ekonomie. Dat ass, dass d'Sue geholl ginn aus dem Resultat vun der Ekonomie an dat werft d'Fro vun der Steierpolitik op. Dës Regierung huet, an dat ass eng Tatsaach, d'Steiere fir d'Betriber op en historesch niddregen Niveau erofgesat. Dat gëtt an der Erklärung zu der Lag vun der Natioun als richteg a gewot duergestallt. Ouni déi zolidd Steiermoossname kënnte mer de Buttek vun de wirtschaftlechen Diversifikatiounen zoumaachen, heescht et, an et gëtt suggeréiert dee Steierdumping wier deen eenzege Wee fir Betriber unzezéien, wéinstens esou laang wéi et net eng europäesch Regel fir Mindestbetribssteiere gëtt.

Ech fannen, dass et falsch ass déi Décisioun als déi eenzeg richteg duerzestellen, wéi wa se géif geschéien an engem Ëmfeld op dat d'Regierung keen Afloss hätt. Ech mengen awer, dass d'Regierung wuel an der Steierfro net nëmmen dat erleit wat anerer maachen, mä dass d'Regierung och selwer dacks virun anerer geet, fir dee Steierdumping unzekuerbelen. Ech fanne Lëtzebuerg huet e wesentlechen Undeel an Europa fir d'Ukuerbelung vum Steierdumping.

Eis Finanzdiplomatie, wéi dat neierdéngs jo heescht, huet konsequent a mat Geschéck, muss ee soen, d'Interesse vun der Bankeplaz verteidegt op alle Pläng. D'Regierung weess awer och, dass mat deene wirtschaftlechen Interessen, déi se do verteidegt, keng europäesch Steierharmoniséierung ze erreechen ass, well déi Kreesser ebe just vu Steierdumping liewen. Steiererliichterunge spillen eng wesentlech Roll bei der krisenhafter Entwécklung vun de Finanzmäert, déi zum Börsekrach kënne féieren.

Ee Kapitel am leschte Buch vum Nobelpräisträger Joseph Stiglitz, "The roaring nineties", ass iwwregens iwwertitelt: "Wie Steuersenkungen den Goldrausch anheizten".

Och kleng Spuerer sollen ugelackelt ginn un d'Bankeplaz. Mat Steiersenkungen op Zënsen sollen se interesséiert gi fir déi Kapitalmäert, sollen se mathëllefen d'Finanzblos mat unzeheizen an de Kompromiss vu Feira huet jo net nëmmen en internationalen Aspekt, mä bedeit och, datt Zënsen op Kapitalerträg zu Lëtzebuerg net méi ganz a progressiv versteiert gi mat der Steiererklärung, mä dass se versteiert ginn iwwert de Wee vun enger eemoleger Quellesteier vun 10% an ech froe mech aus wat fir enger Ursaach Kapitalerträg, déi op der Bourse ugeluecht ginn, manner solle besteiert gi wéi d'Akommes wat aus der Aarbecht kënnt.

Dës Regierung huet Lëtzebuerg ouni Zweiwel zum Niddregsteierland fir Betriber, Aktionären a Kapitalbesëtzer gemaach an ass mat Irland zesummen eent vun deene Länner, dat am wäitste gaangen ass.

D'Beispiller si bekannt. D'Héchststeierlaascht fir Persounen ass vu 46 op 38% erofgesat ginn. Dat bréngt - ech hunn déi Zifferen am DP-Wahlprogramm nogekuckt - 16 Milliarde Lëtzebuerger Frang manner an de Statsbudget eran, virun allem zu Gonschte vu Besserverdénger. D'Regierung huet déi duerchschnëttlech Steierlaascht fir Betriber vu 37 op 30% gesenkt. Dat soll 13 Milliarde Lëtzebuerger Frang manner an de Budget bréngen. Dobäi kommen aner Steiererliichterungen, déi permanent nach zënterhier virgeholl ginn, wéi bei der Abonnementstax zum Beispill.

Déi Sue wäerte feele bei all deenen Infrastrukturprogrammer, déi an der grousser Moderniséierungsdebatt ëm deen integrative Verkéierts- a Landesplang awer noutwendeg sinn. Si wäerte feelen am öffentlechen Transport, beim Logement, bei der Educatioun, bei de Services publics oder och an der Sozialpolitik. Zum Beispill hu se gefeelt bei der leschter geplangter Erhéijung vum Kannergeld, déi der Steierreform zum Opfer gefall ass.

Da gi vläicht d'Rolllueden net méi erofgelooss wann déi Investissementer kënnen am erfuerderte Mooss gemaach ginn, mä dann erstécke mer am Verkéier, da gi mer weider a schlecht Schoulen an hunn net genuch Wunnengen. Oder awer mir maachen dat alles, awer da maache mer et käschtendeckend iwwer Gemengentaxen, iwwer héich Käschtebedeelegungen an iwwer Steieren, déi awer net vun de Betriber bezuelt ginn. An dat geet erëm eng Kéier op Käschte vun der sozialer Gläichheet.

Et kann ee sech also dréinen a kéiere wéi ee wëllt, leschten Enns reduzéiert sech alles op d'Fro wéi de Räichtum, dee geschafe gëtt, verdeelt gëtt. Déi aktuell Regierungsparteie verspriechen keng wesentlech Ännerung vun hirer Politik, au contraire. Si verspriechen weider e Steierdumping, zum Beispill d'Ofschafe vun der Verméigenssteier. D'DP versprécht souguer geziilte Steiererliichterunge fir déi ganz räich Leit. An da maache mer wahrscheinlech e Steierdumping fir de Michael Schumacher aus der Schwäiz op Meesebuerg ze lackelen.

***(Interruption)***

D'CSV an d'DP verspriechen bei der Krankekeese Leeschtungsverschlechterunge viru Cotisatiounserhéijungen. Dat steet däitlech an hirem Programm. D'CSV versprécht den héije Revenuen , dass se net méi ënnert d'öffentlech Krankeversécherung falen op enger Franchise a wahrscheinlech da mussen eng Privatversécherung huelen. Nodeems jo e Maart geschafe ginn ass fir komplementar Pensiounsregimer, wou d'Assurancen déi grouss Bénéficiairen dovu sinn an elo scho vill Leit ugelackelt hunn, fir esou eng Privatpensioun ze ënnerzeechnen, kréien dann d'Assurancë wahrscheinlech e weidere Cadeau andeems och d'Privatkrankekeesen an Zukunft méi eng grouss Roll wäerte spillen.

D'CSV versprécht och an hirem Wahlprogramm, dass d'Lounkäschte fir d'Betriber net steige sollen, a versprécht d'Aarbechtsrecht verstäerkt zouzeschneiden - an ech fannen dat awer eng ganz bedenklech Äusserung - op mëttelstänneg Betriber. D'PAN-Gesetz géif nach eng Kéier ënnersicht ginn, 2007, grad op déi Aspekter. Da géif gekuckt ginn ob d'Aarbechtszäit net kéint besonnesch ugepasst ginn an eenzelne Secteuren. Dobäi hu mer eréischt en Horesca-Gesetz hei verabschiet, wou d'Aarbechtszäit endlech an deem Secteur op 40 Stonnen erofgesat ginn ass, an ech verstinn net wat esou Äusserungen da sollen an engem Wahlprogramm. Déi mussen een op jidde Fall ganz bedenklech stëmme fir d'Zukunft.

Iwwer all Fraktiounen ewech heibanne ginn och ëmmer niddreg Lounniewekäschten esou duergestallt wéi wa se e Seege wieren. De Käschtepunkt vun der Aarbecht misst bëlleg bleiwen, gëtt gesot. D'Aarbecht däerft net benodeelegt ginn an d'Ëmwelt misst méi taxéiert ginn. Géif een esou räsonnéieren, Här President, bei den Nettoléin, wann ee géif soen, d'Nettoléin däerfen net erhéicht ginn, well d'Aarbecht däerf een net benodeelegen, dann hätte mer muer e Generalstreik am Land.

Ech sinn awer der Meenung, dass d'Cotisatiounen och Léin sinn, eben indirekt Léin. Si sinn en Deel vun de Lounkäschten a si ginn och an der Statistik als solch gefouert. Si sinn deen Deel vum Loun, deen de Patron bezilt, fir dass d'Aarbecht unerkannt gëtt, net nëmme wann de Mann oder d'Fra schafft, mä och wann en net schafft, wann e krank ass oder wann en a Pensioun geet, an dat ass eng wesentlech Errungenschaft gewiescht vum leschte Jorhonnert, fir dass d'Leit net an d'Aarmut sollen ofrëtschen.

Dofir fannen ech et guer net positiv wa gesot gëtt, d'Cotisatioune musse bëlleg sinn. Sécher gëtt och hei wéi bei de Steieren d'Kompetitivitéit vun de Betriber dobäi an d'Feld gefouert. Mä déi aner Säit vun der Medail ass dann awer eng manner grouss Kompetitivitéit vun de Leit an hirem Alldag, méi Eegeversécherung a méi sozial Ongerechtegkeet virun der Krankheet, duebele Klassesystem bei der Versuergung vis-à-vis vun der Krankheet an esou weider.

Ech muss soen, mir hunn do aner Virstellungen. Sécher, déi Virstellunge sinn net majoritéitsfäeg de Moment, mä dat stéiert eis och weider net. Mir sinn och wahrscheinlech déi Eenzeg heibannen, déi net drop aus si fir an eng Regierungsbedeelegung eranzekommen, well mer genau wëssen, dass mer eis Virstellung de Moment am aktuelle gesellschaftleche Kontext jo absolut net kënnen duerchsetzen. Mir sinn awer iwwerzeegt, dass eis Virstellung rationell sinn an och zukunftsträchteg sinn, well se op der Solidaritéit an op der Verantwortung berouen.

Mir sinn zum Beispill fir d'Bäibehale ganz däitlech prinzipiell vun de Sozialbeiträg op de Léin als Haaptfinanzéierungsquell vun der Sécurité sociale, well si de Lien mat der Aarbecht hierstellen, well si d'Patronen un hir sozial Responsabilitéit bannen a well se och deene Leit direkt zegutt kommen, déi och dofir geschafft hunn, an och visiblement vum Ertrag vun hirer Aarbecht, déi se geleescht hunn, ofgehale gi fir quasi als indirekte Loun an eng Reserv geluecht ze ginn, wou se gebraucht ginn, wann d'Leit krank ginn oder wa se hir Pensioun huelen. Dat ass transparent, dat ass kloer nozevollzéien.

Mir mengen och, dass d'Sozialbeiträg eng sécher Erhiewungsbasis sinn, well et schwéier ass och ze fuddele bei de Sozialbeiträg, well d'Léin gekuckt ginn, well d'Leit dat selwer kënne kontrolléieren ob dat och ofgehale gëtt an ob et och weidergeleet gëtt, fir hir Pensioun, fir hir Krankheet. Et ass vill méi schwéier ze fälsche wéi zum Beispill den Ëmsaz vun engem Betrib oder d'Gewënner vun engem Betrib. Ech mengen dofir, dass, wann een iwwer alternativ Finanzéierungsquelle schwätzt op jidde Fall d'Cotisatioun déi wesentlech finanziell Basis vun der Finanzéierung vun de Krankekeesen a vun de Pensiounskeese muss bleiwen.

Fir nëmmen ee Beispill vu Gréisstenuerdnung ze ginn: D'Cotisatioune bréngen all Joer an d'Pensiouns-, an d'Krankekeesen 2,2 Milliarden eran, während awer zum Beispill d'Gewënnsteier dem Statsbudget nëmmen 1,1 Milliard erabréngt. Do gesäit ee schonn den Ënnerscheed vum Volume vun där Cotisatioun, déi op de Léin erhuewe gëtt, eng sécher Basis, déi kontrolléierbar ass vis-à-vis vläicht vun enger Gewënnsteier wou och ka gefuddelt ginn, wou et Steierhanneréiunge gëtt an esou weider. Dofir och aus där Ursaach, net nëmme prinzipiell, menge mer, dass et richteg wier, dass d'Cotisatioune weiderhin eng wichteg Roll spillen, vu dass mer e Finanzéierungsproblem hunn.

Besonnesch bei der Krankekeess schloe mer vir, d'Cotisatioun um ganze Loun ze bezuelen, amplaz dass se nëmmen op deem Loun géif bezuelt ginn, dee fënnefmol de Mindestloun ausmécht an doriwwer eraus net méi. Ech mengen duerch dëse Beitrag géifen déi Leit, déi besser verdéngen, déi dann iwwert deem Montant leien, dat heescht Leit - fir dat konkret ze soen -, déi iwwer 250.000 Frang de Mount verdéngen, weiderhin Usproch hunn op déi verbessert Leeschtunge vun der Krankekeess, amplaz dass se missten deier Privatversécherunge kontraktéieren.

An esou géife mer dee Prinzip vun der Franchise, deen de Statsminister öffentlech annoncéiert huet, ersetzen duerch de Prinzip vun der Solidaritéit, och vun der solidarescher Finanzéierung och op de Revenuen, déi iwwert deem Montant leien. Vu dass d'Leit jo anscheinend déi Suen hu fir kënnen ze bezuelen, wa se kënnen eng Franchise domadder finanzéieren, da sinn och genuch Suen offensichtlech do fir déi zur Finanzéierung vun der öffentlecher Keess ze huelen, wou d'Leit da selwer och weiderhi profitéiere vum öffentleche Versécherungssystem.

***(Interruption)***

Als zousätzlech Finanzéierungsquell - ech sinn elo e bëssen a Schwieregkeeten, Här Gibéryen, fir mat menger Zäit auszekommen, ech géif lech duerfir bieden, vläicht herno Är Remarque ze maachen, da géif ech vläicht versichen drop ze äntwerten - schloe mer eng Solidaritéitssteier vir vu 4% op der Kierperschaftssteier an der Héicht also vun där Solidaritéitssteier, déi de Moment geholl gëtt fir de Fonds pour l'Emploi ze finanzéieren. Dat bréngt do 48 Millioune Euro eran an dat hätt den Avantage, dass se eleng op de Gewënner géif erhuewe ginn, vu dass dacks gesot gëtt, d'Cotisatioune wiere fir d'Betriber eng Belaaschtung. Da géifen déi zousätzlech Einnahme jo nëmmen eng Belaaschtung dee Moment fir déi Betriber duerstellen, déi och wierklech Gewënner maachen.

Mir schloen des Weideren d'Finanzéierung vum Chômage nom Verursacherprinzip vir. D'Betriber sollen ugehale ginn, virsiichteg ze sinn, wa se d'Instrument vun de Kënnegunge benotzen. Et gëtt dacks geschwat vu Mëssbrauch bei deem Instrumentbenotzen, zum Beispill wann et ëm Leit geet, déi méi wéi 50 Joer hunn an esou virun. Ech mengen, wann d'Betriber selwer géifen en Deel vum Chômage bezuelen, wiere se vläicht méi virsiichteg d'Leit esou séier an de Chômage ze setzen. Ech kéint mer virstellen, dass een als éischt Moossnam géif déi Cotisation spéciale fir d'Betriber, fir de Chômage ze finanzéieren, déi jo 1984 ofgeschafe ginn ass, erëm aféieren. Ech hunn ausgerechent, dass dat, wann een dat an Héicht vun 1% géif aféieren, deemools waren et mengen ech 0,25%, dass dat eng Mehreinnahm géif bréngen vu 86 Millioune. Dat ass esou vill, wéi de Moment d'Solidaritéitssteier ausmécht, déi op de Léin a Benefisser erhuewe gëtt.

Mir fannen och, dass dat méi richteg wier wéi d'Erhéijung vu 7 Cents vun den Accisen um Bensin zur Finanzéierung vum Chômage, déi am Ganzen, laut Budgetsgesetz, 57 Milliounen dëst Joer erabréngt. Déi Erhéijung misst een awer net onbedéngt zréckhuelen, mä et kéint ee se jo vill méi zweckgebonnenen ekologeschen Investitiounen zouféieren. An déi Kategorie géifen se éischter passe wéi an d'Kategorie Finanzement vum Chômage, wou - nach eng Kéier wëll ech dat betounen - mir fannen, dass do d'Betriber hir Verantwortung missten iwwerhuelen, dass et net normal ass, dass d'Autofuerer de Chômage bezuelen an net d'Betriber selwer.

Ech wëll elo zum Schluss da kommen. Och als kleng oppen Ekonomie kënnt eist Land net un de Froe vu sozialer Gerechtegkeet laanscht. Och eis grouss Sozialgeschicht verlaangt, dass mer eis deene Froe weiderhin aktiv stellen. Wa mer bis elo derlaanscht komm sinn eis déi Froen ze stellen, wa mer bis elo e soziaalt Netz hunn, wat am Wesentlechen nach esou besteet, wéi et ëmmer bestanen huet, ouni ze vill ofgebaut ze ginn, dann huet dat just mat engem Faktor ze dinn, an dat ass de sou genannte „Motor vun der Groussregioun".

Dat ass déi richteg Entwécklungsmaschinerie, déi do ugekuerbelt ginn ass zënter zéng, zwanzeg Joer, déi am Fong geholl déi Suen, déi eis duerch de Steier- a Sozialdumping verluer ginn am Budget, an der Sozialversécherung, duerch niddereg Steieren, duerch niddereg Cotisatiounen, déi déi Suen ersetzt duerch d'Aarbechtskraaft vu jonke Frontalieren, vu jonke Frontalieren, déi een och an engem gewësse Sënn als bëlleg Aarbechtskraaft ka bezeechnen.

Ech mengen de Rapport vum Här Glesener, deen ech awer nëmme relativ iwwerflächlech gelies hunn, deen hien erstallt huet iwwer Froe vun Immigratioun an Aarbechtsmaart, zesumme mam Sesopi, huet de Mérite ebe grad just déi Froen do, och vum Beitrag, net nëmme vun de Laaschte vun de Frontalieren, mä och vum Beitrag vun de Frontalieren fir eis Ekonomie, ganz kloerzestellen.

Ech fannen all Diskussiounen iwwer theoretesch PIB-Zuelen, iwwer theoretesch Entwécklungszuelen an esou weider hu kee Sënn, wa mer net och deene Froen do op de Fong ginn a kucken, wéi de Beitrag vun der Groussregioun och ass fir d'Entwécklung vun eisem Land, och vun der finanzieller Entwécklung vun eisem Land.

Well, ech mengen, esou e Mechanismus, wéi e bis elo fonctionnéiert huet, stéisst haut u Limiten - och intern Limiten. D'Konkurrenz um Aarbechtsmaart dreift de Chômage an d'Luucht, a wann ee seet méi Employabilitéit, et muss een d'Leit méi trimmen, fir dass se eng Aarbechtsplaz fannen, dat heescht och an engem gewësse Sënn, mir mussen se méi an dee Moule pressen, deen déi Leit hinne setzen, déi awer eleng bestëmmen nach ëmmer iwwert d'ekonomesch Ausriichtung, an dat sinn d'Betriber.

Wa mer méi Flucht no vir maachen duerch ëmmer méi Wuesstem, iwwer ëmmer méi Dumping, mengen ech, dass dat net onbegrenzt méiglech ass, well esou entzéie mer dem Stat ëmmer méi Moyene fir eng durabel Entwécklung. De Stat brauch haut Mëttelen. Fir zum Beispill nëmmen den IVL ze verwierklechen, do brauch e riseg Mëttelen an Zukunft. Dat ass duergestallt ginn als grousse Moderniséierungsprojet. Dee Moderniséierungsprojet brauch riseg Mëttelen. Déi Mëttele si vläicht elo am Budget do. De Budget geet elo nach op. Mä wéi ass et an e puer Joer? Ech mengen, déi Froe sinn ëmmer nach richteg gestallt, och wann een de Moment finanzarithmetesch ka vu Regierungssäit aus eng aner Situatioun noweisen. Dat Beispill vun dem Fonds du rail, wou nëmmen 200 Millioune dra sinn an op där anerer Säit votéiert Projeten an der Héicht vun 1,4 Milliarde virleien, illustréiert ganz däitlech déi Situatioun.

Ech mengen awer och - an ech sinn direkt fäerdeg, Här President -, dass de Wee no hannen an d'sozial Regressioun absolut verhënnert muss ginn. Dofir ass et noutwendeg, dass op alle Pläng sech géint esou eng Entwécklung gewiert gëtt. Dofir ass et wichteg an noutwendeg, dass d'Gewerkschaften demonstréieren. Dofir ass dat wichteg an noutwendeg, wat zu Diddeleng geschitt, dat wat geschitt, wann d'Leit vun der Bankeplaz op d'Strooss ginn, dat wat geschitt, wann d'Leit aus dem Sozialsecteur op d'Strooss ginn.

Et ass ouni Zweiwel net einfach, Äntwerten hei ze fannen.

**M. le Président.**- Är Zäit ass ofgelaf.

*(Coups de cloche de la Présidence)*

**M. Serge Urbany** *(déi Lénk)*.- Ech sinn direkt fäerdeg. Et ass ouni Zweiwel net einfach, Léisungen an Zukunft ze fannen. Mä ech mengen, dass Léisungen némme kënne leien an enger Verbindung vun enger europäescher, regionaler a lëtzebuergescher Politik, déi a Richtung geet vun enger verstäerkter Solidaritéit a Souveränitéit iwwert d'Wirtschaft an enger Ëmverdeelung vun uewen no ënnen.

Ech soen Iech merci!

**M. le Président.**- Als nächste Riedner ass den Här Claude Wiseler agedroen. Den Här Wiseler huet d'Wuert.

**M. Claude Wiseler** *(CSV)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, eist Land op d'Zukunft virbereeden heescht sécherlech kucken, datt eis Wirtschaftsstruktur klappt, datt mer kënnen ekonomesch gutt do stoen, fir deenen nächste Joren an d'Aen ze kucken; heescht och eis Infrastrukturen esou prett ze maachen, datt se zukunftsträchteg sinn an datt se den Défië vu mar standhalen; heescht och eis Finanzen esou ze équilibréieren, datt mer déi Erausfuerderungen, déi op eis zoukommen an deenen nächste Joren, net brauchen ze fäerten; heescht och eis Plaz an Europa ze sichen an eis Plaz an Europa ze fannen, fir als klengt Land an engem groussen Europa eise Mann kënnen ze stellen. Heescht dat alles.

Heescht awer och dofir ze suergen, dass eis jonk Leit, déi d'Zukunft vu mar bedeiten, och hir Chancë kréien, fir mat all deenen Atouten, déi se kënne kréien, der Zukunft an d'Aen ze kucken an an déi Zukunft ze goen. Heescht also eng Schoulpolitik ze maachen, déi deem Rechnung dréit an déi déi Bildungsstandarden ofséchert, déi deene jonke Leit erlaben der Zukunft, wéi gesot, an d'Aen ze kucken.

Heescht och eng Héichschoulpolitik opbauen, déi Weiche stellt an déi Konnexioune mat der Recherche mécht, fir esou op där enger Säit d'Ausbildung an op där anerer Säit eis Ekonomie, eis Wirtschaft mateneen ze verbannen an déi richteg Gleisen do zesummenzebréngen.

Wou si mer haut? Wou sti mer haut an deem ganze Kontext? Éischtens stellen ech fest, dass déi Reformen, déi virun enger Rei vu Jore gemaach gi sinn, wéi zum Beispill d'Aféierung vum Précoce, wéi zum Beispill d'Reform vum Passage vum sechste Schouljoer op Septième, wéi zum Beispill d'Reform vum Stage vun den Enseignanten - Reformen, déi déi Zäit vill kontestéiert gi sinn, haut als Normalitéit, als eppes Positives an der Schoulwelt existéieren - net méi a Fro gestallt ginn an als eppes extrem Wichteges a Positives geliefert ginn.

Ech stellen och haut fest, dass e groussen Deel vun deene Reformen, déi am Regierungsprogramm stoungen, gemaach gi sinn. E puer Beispiller: zousätzlech Enseignanten agestallt, nei Lycéeë gemaach, geplangt, de premier cycle mat deenen zwee éischte Schouljoren agefouert, nei Bicher hiergestallt, de Cycle supérieur vum Enseignement secondaire reforméiert, nei Benoutungssystemer, nei Zensuren, e Privatschoulgesetz gemaach.

Ech liesen och am DP-Programm, datt u sech et gëllt heibäi eng Rei kleng Schrëtt an engem laangwierege Prozess ze maachen, déi Deel vun engem Ganzkonzept sinn.

Dat kléngt elo net ganz offensiv, et kléngt awer par contre ganz räsonnabel…

*(Interruption et hilarité)*

…a fir déi, déi Schoulpolitik maachen, mengen ech, ass dat schonn de richtege Wee Schoulpolitik ze maachen: Schrëtt fir Schrëtt a räsonnabel.

Et stinn awer nach e puer Projeten op momentan. Zum Beispill de Projet de loi de base steet nach op, deen ass an der Chamber déposéiert, de Projet iwwert d'Lycées an d'Lycées techniques, de Projet, ee vun deene wichtegste Projeten, d'Gesetz vun 1912, d'Reform vum Primärschoulgesetz - alles Projeten, déi elo an der Chamber déposéiert sinn, déi och schonn zu engem Deel diskutéiert ginn, déi awer kaum alleguerten nach wäerten an dëser Legislaturperiod duerchgoen. Et sinn awer wichteg Texter - jo, et ass schued -, well se wichteg Reforme bedeiten, déi an eisem Schoulsystem awer hir Plaz hunn a wou mer mussen drugoen.

Tëschent dem Regierungsprogramm 1999 an haut sinn awer och an der Schoulpolitik eng Rei Evenementer virkomm. D'PISA-Etüd zum Beispill. D'PISA-Etüd huet net onbedéngt e schéine Bilan vun der Lëtzebuerger Schoulpolitik gewisen. Verschiddentlech gëtt och probéiert en ze nuancéiere mat richtegen Argumenter zu engem Deel, well et ass wouer, datt eis Kanner an engem System getest gi sinn, wou d'Sprooch net hir war - contrairement zu de Kanner aus anere Länner -, datt mer net gewinnt waren un esou Tester an datt net ëmmer déi Seriositéit him bäigemooss ginn ass, déi een em hätt misse bäimoossen. Dat haaptsächlecht Resultat ass, dass eisen nationale Stolz zu engem Deel ugekraazt ginn ass. Ech mengen, dass, wann déi Konditioune besser gewiescht wären, méiglecherweis mer déi eng oder aner Plaz gewonnen hätten.

Mä trotzdeem, mengen ech, datt mer eis net sollen an deene Saachen do einfach Excusë sichen an op den nächste Sujet iwwergoen. Ech mengen, et muss een déi Saach seriö huelen an et muss een och déi Konklusiounen, déi an der PISA-Etüd stinn, vläicht op méi eng nuancéiert Aart a Weis, mä trotzdeem seriö huelen, well soss vergësst een eppes, wat wesentlech a mengen Aen ass.

PISA huet gewisen, datt mer sécherlech eng Kenntnis hu vu Sprooche wat eng ganz theoretesch Kenntnis ass, mä datt awer an der prakteschen Utilisatioun dovunner ganz oft eis Kanner, eis Schüler eng Rei Problemer hunn. PISA huet gewisen, datt mer eng grouss Differenz tëschent de soziale Milieuen an eiser Schoul hunn. A PISA huet gewisen, datt déi Schüler, déi staark an der Schoul sinn, déi eng ganz Rei Kompetenzen hunn, awer net dee Kompetenzniveau erreeche wéi staark Schüler am Ausland, an datt mer bei deene Schüler, déi schwaach sinn, eng ganz Rei vu Schüler hunn, déi Schwieregkeeten opweisen.

Dofir muss een niewent all deem, wat gemaach ginn ass an deene leschte Joren, sech kloer Zilsetzunge fir d'Schoul vun deenen nächste Jore ginn. Ech mengen, datt mer eng Schoul brauchen, déi méi Autonomie huet, méi Autonomie kritt. Net well dat e Schlagwuert ass. Net well dat a Moud ass. Net well dat momentan schéi kléngt fir ze soe mir brauchen eng Schoul mat Autonomie. Mä ganz einfach, well mer mengen, datt Autonomie eppes ass, wat d'Schoul kann ootmen doen, wat déi noutwendeg Responsabilisatioun an d'Schoul bréngt, wat déi noutwendeg Motivatioun erëm kann an d'Schoul zréckbréngen, an datt dat, Responsabilisatioun a Motivatioun, wesentlech Elementer vun dem gudde Fonctionnéiere vun engem Schoulsystem vu mar wäerte sinn.

Mir brauchen eng Schoul, déi Autonomie kritt. Mir brauchen eng Schoul, déi net nëmme budgetär Autonomie kritt - dat fannen ech eng Selbstverständlechkeet -, mä déi och en Deel vu pedagogescher Autonomie kritt. D'Festsetze vun den Zilsetzunge muss selbstverständlech national bleiwen. D'Festsetzung vu Minimumstandarden, déi een an der Schoul muss erreechen, muss selbstverständlech national bleiwen.

D'Fräiheet an d'Autonomie leien a mengen Aen net an den Ziler, mä an de Methoden an an den Aart a Weisen, wéi een déi Ziler an deenen eenzelne Schoulen, an deenen eenzelne Klassen ugeet. Doranner muss e groussen Deel vun Autonomie bestoen, well dat bréngt Motivatioun, dat bréngt Responsabilisatioun mat sech.

Autonomie och an deene Projeten, déi déi eenzel Schoule kënne maachen. Well et genau déi Projete sinn, déi een an der Autonomie ka maachen, déi den Intérêt souwuel vum Enseignant wéi vun de Schüler ka mat sech bréngen. An dofir sinn ech och iwwerzeegt, wa Schoulen Autonomie-Projeten ubidden, datt et och muss esou sinn, datt déi Schoule kënne gewielt gi vu souwuel den Enseignantë vun de Schüler, déi déi Autonomie wëllen an déi an esou engem Projet wëlle matmaachen, well dat jo dee Moment hiren Zilsetzungen entsprécht. Dofir ass déi Iddi vun enger Carte scolaire nach ëmmer eng Iddi, déi mir net kënnen deelen, wa se absolut sollt duerchgesat ginn.

Dat Ganzt, also Autonomie, bréngt Responsabilisatioun a Motivatioun. An ee Beispill wat ech aus enger Etüd eraushuelen, déi an deene leschte Woche vun der Éducation nationale publizéiert ginn ass, déi net vill kommentéiert ginn ass, mä déi a mengen Aen extrem interessant ass - “Votre école et vous” heescht se -, eng Etüd, déi bei den Enseignantë gemaach ginn ass fir am Fong ze moossen, wat den Zefriddenheetsgrad vun den Enseignantë mat deene verschiddenen Aspekter vun der Schoul ass, wou gesot gëtt, datt d'Enseignantë d'Formation continue als eppes Wichteges emfannen, mä datt d'Formation continue méi benotzt gëtt, wa se am Kader vun der Autonomie vun de Gebaier gemaach gëtt. Wat also e Beweis ass, datt ee ka wesentlech Aspekter vun enger Schoul an der Autonomie maachen an datt se da vill méi effikass sinn, wéi wann een se anescht géif maachen, wéi wann een se generell an national géif ubidden. Et schéngt logesch, wann een esou drun denkt. Et ass och heiduerch bewisen. Et muss also, mengen ech, och an deenen nächste Joren nach méi, wéi et elo ass, an d'Realitéit ëmgesat ginn.

Mä Autonomie heescht awer och, datt mer an dee ganze System Transparenz erabréngen. Autonomie heescht, datt ee kann all Aspekter vun der Schoul hannerfroen, gesi wat geschitt, an och d'Resultater, net nëmmen den Input, net nëmmen déi Suen, déi mer drastiechen, mä den Output och, dat wat erauskënnt, moossen an och public analyséieren a gesinn. Dat heescht, datt mer d'Verifikatioun, de Contrôle vun deem, wat an der Schoul geléiert gëtt, zum Beispill duerch regelméisseg Tester, national Tester, wou jiddferee sech ka vergläichen, wou jiddferee ka gesinn, wou en do steet, maachen. Dat ass an dëse Joren agefouert ginn. Dat muss och nach méi systematesch, méi transparent a méi public - a mengen Aen - gemaach ginn.

Mir brauchen dee Moment eng aner Evaluatioun vun de Schüler. Dovun ass scho vill gesot ginn, och Aspekter net nëmme vu sommativer an normativer Evaluatioun, mä och vu formativer Evaluatioun. Mir brauchen och eng Evaluatioun vun den Enseignementer, déi am Kader vun der Autonomie vun de Schoule gemaach gëtt, déi verbonne gëtt mat enger Formation continue fir dofir kënne motivant ze sinn. Mir brauchen eng Evaluatioun vun deenen eenzelne Schoulgebaier an hire Projeten. Esou zum Beispill fannen ech et wesentlech, datt déi nei Pilotprojeten, déi agefouert gi sinn am Cycle inférieur vum Secondaire technique, och eng regelméisseg Evaluatioun all Joers kréien, fir ze wësse wou mer dru sinn, an net eréischt zum Schluss vum Zyklus. A mir brauche regelméisseg eng Evaluatioun vum ganze Schoulsystem, wéi PISA et gemaach huet, déi eis jo awer eng Rei Realitéite gewisen huet. Et ass wichteg, datt mer a regelméissegen Ofstänn deene Realitéite kënne riicht an d'Ae kucken a se benotzen, fir eis dann och ze verbesseren, do wou et muss sinn.

Ech hunn an de Programmer vun der LSAP gelies, datt och si an den offensive Beräich vun der Bildungspolitik iwwerginn an elo eng Ganzdagsschoul virschloen. Zwou Froe bleiwen awer ouni Äntwert. Ech stellen se eng Kéier, well se awer fir mech wichteg sinn, elo ouni Polemik. An där ganzer Problematik vun der Ganzdagsschoul mengen ech muss een awer eng Kéier definéieren, wat eng Ganzdagsschoul bedeit. Wat ass dat? Wéi spillt sech dat of? Wéi geet dat?

Ech mengen net, datt eng Ganzdagsschoul - op jidde Fall ass dat eis Opfaassung vun der Ganzdagsschoul - am Lycée eng Schoul ka sinn, wou mer deen normale Schoulsystem, esou wéi mer en haut kennen, maachen, an dann niewendrun eng Rei Strukture setzen, déi d'Kanner an de fräien Nomëtteger opfänken, fir och nach déi eng oder déi aner pedagogesch Aktioun mat hinnen ze maachen. Wann dat d'Ganzdagsschoul ass, mengen ech, da bréngt se eis net wäit.

D'Ganzdagsschoul muss eng Schoul sinn, déi sech dann iwwert de ganzen Dag ausbreet, do wou och déi Zäit genotzt gëtt vun der Schoul fir eben ze léieren, ze schaffe mat de Kanner, déi Appui, déi eng ganz Rei aner pedagogesch Initiative mat integréiert, déi Sport, déi Kultur mat integréiert an déi iwwert de ganzen Dag dat esou verspreet, wou d'Kanner am réceptiivste si fir et ze kréien. Dat heescht eng Presenz vu Schüler. Dat heescht eng Presenz vun Enseignanten. Dat heescht eng aner Organisatioun vun der Schoul. Dat heescht eng Diskussioun iwwert d'Tâchen. Dat heescht eng Diskussioun iwwert d'Sujeten, wéi Koeffizienter an esou weider. An dat heescht eng Fro selbstverständlech och iwwert d'Finanzen, déi esou eng Schoul kascht. Iwwer all déi Froe muss een dann och bereet sinn ze schwätzen, all déi Froe mussen op den Dësch geluecht ginn an am Detail duerchdiskutéiert ginn.

Mir sinn der Meenung, datt esou eng Ganzdagsschoul eng Noutwendegkeet ass. Datt ee se soll an engem oder deem anere Gebai ausprobéieren. Datt se awer keng Obligatioun soll sinn, well et sinn eng Rei Familljen, eng Rei Leit, déi se net wëllen, déi léiwer deen anere System hunn, an do besteet och eng gewësse Fräiheet, fir kënnen dann an dee System eranzegoen, wou ee wëllt eragoen.

Mir mengen och, datt am Primärschoulunterrecht net onbedéngt Ganzdagsschoul, mä do e Ganzdagsugebot - géing ech dat léiwer nennen - eppes Wesentleches ass, wou d'Schoul, wéi se haut ass, existéiert a wou niewendru vun de Gemengen oder wiem och ëmmer Strukturen ugebuede ginn, déi och e pedagogeschen Zweck hunn, mä wou de System e wéineg anescht leeft.

D'Schoul ass net eriwwer wann et schellt. Dat ass ee vun de wesentlechen Aspekter vun enger Schoul vun haut. Well alles dat Appui ass, wat Hëllef ass, wat Disponibilitéit ass, wat Diskussiounen iwwert d'Zukunft vum Kand ass, mat de Kanner, mat den Elteren, dat bedeit ee vun de wesentlechen Aspekter vun der Schoul, an ech mengen, datt mer musse kucken, wéi mer dat besser nach an Zukunft organiséiert kréien.

D'Schoul vu mar ass och Flexibilitéit an Différenciatioun, well mer wëssen, datt net all Kanner op deemselwechte Rhythmus kënne schaffen, well mer wëssen, datt se och mat ganz aneren A-priorien heiansdo, mat ganz aneren Erfahrungen an d'Schoul kommen, datt mer déi Nécessitéit vun enger éischter an enger zweet Sprooch zum Beispill - als nëmmen ee Beispill ënnert villen - als eng Moossnam vun der Flexibilitéit kënne fir d'Zukunft dobausse gesinn.

Mir hunn och eng Uni kritt. Mir hunn an déi Uni den ISERP integréiert. Ech hoffen, datt mer kënnen dovunner bénéficiéieren, fir déi Formatioun vun den Enseignanten am Primaire eng Kéier ze iwwerkucken. Déi Inhalter mussen nei definéiert ginn an deen Enseignement muss eng Kéier iwwerkuckt an och anescht nei definéiert ginn.

Mä ech hoffen, datt d'Uni net nëmmen dat ass, well d'Uni kann hei zu Lëtzebuerg e ganz vaste Instrument sinn, en Instrument fir Recherche ze maachen, fir eist Schoulwiese mat den Entreprisen ze verbannen. En Instrument, wat eis gutt Leit kann op Lëtzebuerg aus dem Ausland bréngen, ob dat Enseignantë sinn, ob dat Schüler, Studente sinn. En Instrument, wat eis Kompetenze ka valoriséieren am Droit, an de Finanzen. D'Kompetenzen, déi hei zu Lëtzebuerg sinn. An, wann se de Kader vun der Universitéit fannen, och sech nach besser kënnen développéieren, och nach léiwer op Lëtzebuerg kommen.

D'Uni huet och eng Spezifissitéit, déi et kann erlaben, wa mer dat gutt ausnotzen, fir sech op der europäescher Uniskaart anzeschreiwen. Déi Villsproochegkeet, déi mer hei hunn, déi Obligatioun d'Studien an zwou Sproochen ze maachen, déi och am Gesetzestext ageschriwwen ass, an déi Obligatioun fir een Deel vun deene Studien an engem anere Land ze maachen, wat och am Gesetzestext ageschriwwen ass, gëtt där Uni hei eng spezifesch Nues, déi et kann erméiglechen, wa mer et gutt upaken, wa mer déi Relatioun an dësem Joer, an deenen nächste Joren och ordentlech iwwert d'Bühn kréien, fir e besonnesche Status an eiser Uni ze kréien a fir se dofir mat deene Particularitéiten op engem gudde Ranking op déi Uniskaart vun Europa anzeschreiwen.

A se gëtt eis och déi intern Méiglechkeete fir déi Etüden, fir déi Recherche ze maachen iwwer eis Sprooch, iwwer eis Geschicht, iwwer eis Particularitéiten, déi mir als Lëtzebuerger einfach brauchen an déi keen anere fir eis mécht.

Déi Uni setzt sech an d'Mise en place. Ech hoffen, datt déi Mise en place och esou geschitt, datt et eng Qualitéitsuni gëtt, mat engem gudde Ranking an domat dat Instrument wat mer fir d'Zukunft brauchen.

Voilà, dat sinn déi puer Wierder, déi ech wollt hei zousätzlech soen zu engem Sujet, dee mer awer an dëser Debatt en eminent wichtege schéngt, vun deem villes fir d'Zukunft hei an dësem Land ofhänkt.

Ech soen Iech merci fir d'Nolauschteren.

**M. le Président.**- Als nächste Riedner ass den Här Alex Bodry agedroen. Den Här Bodry huet d'Wuert.

**M. Alex Bodry** *(LSAP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, anstatt sech mat der Lag vum Land an dem Bilan vun dëser Legislaturperiod ofzeginn, hunn d'Spriecher vun der CSV a vun der

DP gëschter sech vornehmlech mat der gréisster Oppositiounspartei, der LSAP, beschäftegt. Dat weist zwou Saachen.

1. Dass de Bilan vun dëser Koalitioun net berauschend ass, soss géife se méi driwwer schwätzen an dass et wierklech u gemeinsame Perspektiven iwwert de Wahltermin eraus bei dëser Koalitioun feelt.

2. Dass fir déi zwou Regierungsparteien den haaptpolitesche Géigner, wann net deen eenzegen, d'LSAP ass. Dat éiert eis. Mir huelen dat zur Kenntnis.

Déi vum Premier no baussen dokumentéiert Rou an Nodenklechkeet huet längst, dat huet ee bei den Debatte gëschter gesinn, enger gewësser Hektik an Iwwerflächlechkeet am Koalitiounslager an esouguer beim Premier selwer Plaz gemaach. Dem Premier seng Ried war formal gesi staatsmännesch, mä inhaltlech gesi war se iwwer breet Strecken déi vum CSV-Spëtzekandidat, de Versuch mam Jongléiere vun Zuelen iwwert d'Schwächte vun dëser CSV-DP-Koalitioun ewechzetäuschen.

Laanscht eng Fro kënnt een net a jiddfer Bierger wäert se sech de Juni stellen. Haut 2004, fënnef Joer nom Amtsuntrëtt vun dëser schwaarz-bloer Regierung, sinn d'Perspektive vum Land méi ongewëss wéi viru fënnef Joer. D'Strukturproblemer hu sech zougespëtzt an d'Noutwendegkeet vun engem entschlossenen Handeln ass méi akut ginn. Vill Probleme si verdrängt a verschuppt ginn, an nëmmen e Brochdeel vun deene sëllechen Etüden an Auditen, déi am 99er Regierungsprogramm stongen an déi duerchgefouert gi sinn, hunn och wierklech an deene leschte Joren zu konkrete Konklusiounen an Aktioune gefouert. Dat ass gréisstendeels och op déi nächste Wahle verschuppt ginn.

Am europäesche Verglach ass Lëtzebuerg a ville Beräicher, net an allen, ofgerutscht vun enger Spëtzepositioun, déi et jorzéngtelaang hat, bis hin an d'Mëttelfeld. Dat ass keen Drama, mä et ass eng Realitéit, där ee muss an d'Ae kucken an déi een net sollt beschéinegen. An dat ass dee Virworf, deen een dëser Regierung, dem Premier an der Koalitioun muss maachen.

Wann ee beschéinegt, wann ee mécht wéi wa keng Problemer do wieren, wéi wann een alles am Grëff hätt, wann een aschléifert, da kann een net erwaarden, dass gläich drop d'Leit sech solle mobiliséieren, all Potentialer, all positiv Kräfte sollen entwéckelt ginn, fir dass mer an dësem Land eng gewëssen Opbrochstëmmung erreechen, eng Bereetschaft vun alle Bierger, fir d'Zukunftsgestaltung an och fir Efforten an där Zukunftsgestaltung virzehuelen. Wann een dat wëllt erreechen, wann ee vu grousse Projete schwätzt an dee schwammege Begrëff hei vun enger Moderniséierungsdebatt an d'Diskussioun werft, wéi de Premier dat gemaach huet, da muss een all Fakten op den Dësch leeën. Da muss een de politesche Courage hunn, fir net nëmmen iwwert d'Atouten ze schwätzen, déi mer hunn, glécklecherweis, mä och iwwert d'Handicapen ze schwätzen, déi mer zu Lëtzebuerg hunn, wa mer an d'Zukunft kucken.

Loosse mer zu deene Fakte kommen, déi, déi de Premier an d'Riedner vun der CSV a vun der DP net genannt hunn an hiren Interventiounen, grad och an der Wirtschafts- a Finanzpolitik vum Lëtzebuerger Stat an deene leschte Joren. Fakt ass, dass mat dëser Regierung d'Statsausgaben zënter 2001 däitlech méi staark gewuess si wéi eis Wirtschaft. Fakt ass, dass dës Regierung an de Budgeten 2003 an 2004 d'Kapitalausgaben däitlech erofgesat huet, déi lafend Statsausgaben awer weider geklomme sinn. Fakt ass, dass wann een d'Statsreserven, d'Budgetsreserven an d'Reserve vun de Fongen Enn 1999 kuckt a se vergläicht mat Enn 2004, dass déi Reserven, entgéint deem wat de Premier gesot huet, net eropgaange sinn, sech net verduebelt hunn, mä erofgaange sinn an dëser Period.

D'Cour des Comptes - dës Kéier ass et net d'Banque centrale - schwätzt an hirem leschte Bericht vun enger „dégradation préoccupante de la situation financière des fonds spéciaux". D'Investitiounsfonge vum Stat wäerten no de Regierungsdokumenter 2006 alleguerten um Dréchne leien.

Fakt ass och, dass während deene leschten dräi Joer: 2002, 2003 an 2004, dës Regierung hemmungslos déi sëllechen okkult Statsreserven, dat heescht Steierréckstänn vun der Regierung, integral agezunn huet. Dee berühmt berüchtegten Apel fir den Duuscht, en ass giess um Enn vun dësem Joer a wann en neien Duuscht kënnt, ass keen Apel méi do. Also net nëmmen, dass déi sichtbar Statsreserven net eropgaange sinn, mä derniewent sinn honnerte Milliounen Euro vu Statsreserve vollends opgebraucht ginn ënnert dëser Regierungsperiod. Wann dat eng wäitsiichteg a virsiichteg Politik ass, da verstinn ech vu Finanze wierklech näischt méi.

En éierlechen an e komplette Bilan, deen dës Regierung hätt missen zéie bei de Statsfinanzen, hätt déi dote Realitéit onbedéngt missen erëmspigelen.

Fakt ass schliesslech och, dass 2004 an nach méi staark 2005 an 2006 d'Gewerbesteier, d'Haapteinnahmequell vun de Gemengen, wäert abriechen. No Regierungszuelen ëm net manner wéi 20% an dësem Joer 2004 par rapport zu 2003. A wann ee weess, dass déi lescht Steierreform bei der Gewerbesteier, déi d'Assiette refondéiert huet, sech nach net ausgewierkt huet bei den Einnahme vun där dote Steier, da weess ee wat déi nächst Joren op d'Gemengen duerkënnt, d'Gemengen, déi de Motor si vun der wirtschaftlecher Entwécklung, och hei zu Lëtzebuerg.

D'Regierung sëtzt do, si mécht d'Aen zou, si gesäit näischt, si héiert näischt a si seet näischt, schliesslech sti Wahle virun der Dier. Dës Regierung huet sécherlech net alles falsch gemaach. Vill Gesetzesprojete sinn och mat eise Stëmmen duerch dëst Parlament gaangen. Mä d'politesch Éierlechkeet verlaangt vun dëser Regierung, dass se Feeler hätt missen agestoen, Feeler an der Aschätzung, eng Entwécklung, déi se ze spéit gesinn huet kommen, an ongenügend Reaktiounen op ganz villen Dossieren.

Ech wëll net esou grausam sinn de Bilan ze maache vun deem wat ugekënnegt ginn ass, net emol virun de Wahlen, net emol an den ale Programmer, mä am Koalitiounsprogramm vun 1999 an dat wat schlussendlech ëmgesat ginn ass an deem Ganzen. Ech wëll mech do inspiréieren un dem Här Rippinger senger Ried 1999, dee wierklech muss eng kal Dusch kritt hunn an deene leschte fënnef Joer mat där Euphorie wou en eragaangen ass a mat deem luesen Toun, mat deem en de Bilan hei ofgelies huet gëschter an dësen Debatten.

Als éischte Punkt, d'Institutiounen. Dee grousse Chantier vun dëser Regierung, wou anscheinend natierlech der DP hir Handschrëft onverkennbar ze verzeechne war. Loosse mer kucken, wat geleescht ginn ass bei deenen institutionelle Reformen.

Éischte Punkt, erwähnt vum Här Rippinger 1999, déi grouss Verfassungsreform. En huet geschwat vun enger Aart Jorhonnertwierk. Ech weess net wat fir e Jorhonnert, dass e gemengt huet, mä et gesäit net aus, dass am 21. Jorhonnert nach eppes do géif passéieren, well mat deem dote Rhythmus komme mer net wäit, wou mer et färdeg bruecht hu ganzer sechs Artikele vun der Verfassung ze änneren. Vun enger globaler Verfassungsreform mat Referendum, wéi d'Regierung se ugekënnegt huet, ass keng Rieds méi.

D'Volleksinitiativ, de Referendum. Dat Eenzegt wat virläit ass eng sozialistesch Propos, ëmgesat an eng Verfassungsreform. De Projet de loi ass verschlof ginn, en ass ze spéit erakomm. Et bleift an der Fro vun der partizipativer Demokratie bei rengen Ukënnegunge vun dëser Regierung.

D'Kontroll vun der Verfassungsméissegkeet vun den internationale Verträg ass begruewe gi vun alle Parteien. Just d'DP wollt se, mä si huet sech do net duerchgesat. An ech kënnt weiderfueren.

A puncto Sécherheet ginn Zuelen hei opgeworf, déi esou net richteg sinn, well et ass vergiess ginn, dass bei deem Personalopbau, dee stattfonnt huet, dee muss weidergefouert ginn, dass do natierlech och den Ersatz vu Leit dran ass. Dat sinn iwwer 200 Poste gewiescht, wou Leit a Pensioun gaange sinn an deene leschte fënnef Joer. Den Nettozouwuess ass also manner grouss.

Et gëtt vergiess ze soen, dass et eng eklatant Entwécklung gëtt bei der Opklärungsquot vun de Verbriechen hei zu Lëtzebuerg, déi steeteg erofgaangen ass vun 39% am Joer 1999 op nach 34% am Joer 2003. An dann hëlleft et wéineg, dass de Premier sech driwwer freet, dass eise Prisong esou schéi voll ass mat Prisonnéier, wann ee weess, datt d'Opklärungsquot hei zu Lëtzebuerg erofgaangen ass an deene leschte Joren.

A wéi ass et da mam Afferschutz? Den Afferschutz wäert erëm eng Kéier net kommen an dëser Koalitioun. Dës Regierung huet deen doten zentralen Dossier an der Justizpolitik verschlof, nodeems dass se jorelaang gewaart huet an eng sozialistesch Proposition de loi während dräi Joer kommentarlos an engem Tirang verstëbse gelooss huet, an op deem kruziale Punkt, der Besserstellung vun der Situatioun vun den Affere vu Gewalt a Verbriechen, keen Text hei duerch d'Chamber bruecht huet! Dat wäert eng prioritär Aufgab vun der nächster Regierung a vun der nächster Chamber ginn.

**Une voix.**- Très bien.

**M. Alex Bodry** *(LSAP)*.- Ech kommen zu engem leschte Punkt, dee mech maasslos enttäuscht huet an där Interventioun hei, wann een dës Deklaratioun vum Premier vergläicht mat deem wat en am Laf vun deene leschte Jore gesot huet. E seet hei, Wirtschaft, Finanzen a Sozialpolitik, dat ass d'Häerzstéck vun der Politik. Am Joer 2000 sot en, et wär d'nohalteg Entwécklung. Dunn sollt sech alles ronderëm d'nohalteg Entwécklung dréinen. Wou ass dann déi drëtt Standbeen vun der nohalteger Entwécklung, niewent der Wirtschaft, niewent dem Sozialen? Wou ass d'Ëmweltpolitik hei an deem Ganzen? Se ass dee grousse Absent an der Deklaratioun vum Premier an an der Regierungspolitik vun deene leschte fënnef Joer!

Dat beweist, dass all déi schéi Rieden, déi hei gehale gi sinn, och vum éischte Mann an der Regierung déi lescht Joren, alles nëmme lau Loft war, an d'Regierung et net färdeg bruecht huet, sech Strukturen ze ginn an deem Ganzen, an d'Regierung och net wëlles huet, an deem Ganzen do virunzekommen. Si ass engem Modetrend nogelaf an hire Rieden, an der Praxis ass an deem dote Punkt näischt geschitt. Ech sinn der Meenung, dass et schued wär, wann déi dote Politik nach sollt fir weider fënnef Joer virugoen. Eng besser Politik hei zu Lëtzebuerg ass net nëmme méiglech, si ass och batter néideg.

Merci.

**Plusieurs voix.**- Très bien!

**M. le Président.**- Als nächste Riedner ass den Här Marco Schroell agedroen. Den Här Schroell huet d'Wuert.

**M. Marco Schroell** *(DP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Statsminister huet virgëschter a senger Ried iwwert d'Lag vun der Natioun folgend Sätz dem Logement gewidmet, ech zitéieren: „De Logement, den Hausbau geet besser. Dofir ginn déi spezifesch Steiermoossnamen, déi mer d'lescht Joer fir de Bau agefouert hunn, fir d'Joer 2005 verlängert, fir dass et zu kengem Stau op dem Bau kënnt. Déi viregt Joer ugekënnegt Besteierung vun der Baulandspekulatioun muss déi nächst Regierung zum virgeschloenen Termin a Kraaft setzen."

Dat gëtt mir d'Geleeënheet, d'Logementspolitik vun dëser Regierung kuerz ze beliichten an en Ausbléck ze maachen op dat wat nach kënnt. Dir kënnt Iech erënneren un dee groussen Débat d'orientation sur la politique du logement du Gouvernement, dee mer den 19. Mäerz 2003 hei an der Chamber haten. Här President, Bauen a Wunnen zu Lëtzebuerg sinn deier.

**M. Mars Di Bartolomeo** *(LSAP)*.- Et ass e Luxus ginn.

**M. Marco Schroell** *(DP)*.- Während d'Baukäschten normal evoluéieren, sinn d'Terrainen an deene leschte 15 Joer dräimol méi deier ginn…

**M. Mars Di Bartolomeo** *(LSAP)*.- Richteg!

**M. Marco Schroell** *(DP)*.- …an dat iwwert d'ganzt Land. Eng vun den Haaptursaache läit sécher an engem Déséquiliber tëschent der Offer an der Demande. Bis elo gouf d'Demande ëmmer erëm ënnerstëtzt duerch sëllech Prämien, Subventiounen a Steiervirdeeler. Elo soll och d'Offer vun Terrainen duerch nei Incitantë stimuléiert ginn.

Esou hu mer am Juli 2002 hei an der Chamber eng Rei vu steierleche Moossname geholl betreffend d'Erofsetze vum Droit d'enregistrement respektiv vun der direkter Besteierung vun der Plus-value beim Verkaf vun Immobilien a Bauplazen. Enn 2004 soll eng Evaluatioun gemaach ginn, fir ze kucken, ob eppes sech gedoen huet um Niveau vun der Offer vum Bauland. Sollt dat net de Fall sinn, da goufe contraignant fiskal Moossnamen an Aussiicht gestallt, fir d'Spekulatioun op de Bauterrainen ze ënnerbannen.

Wann ech de Premier gutt verstanen hunn, dann ass de Succès vum Gesetz vun 2002 ongenügend…

**M. Mars Di Bartolomeo** *(LSAP)*.- Bal null!

**M. Marco Schroell** *(DP)*.- …an d'Regierung hält an der nächster Legislatur eng Besteierung vun der Spekulatioun fir onëmgänglech. Wahrscheinlech ass et scho wouer, dass eréischt d'Drohung vun esou enger repressiver Moossnam méi Dynamik an de Marché immobilier ka bréngen.

**M. Mars Di Bartolomeo** *(LSAP)*.- Entschëllegt, Här Schroell, ass et déi ganz Regierung, déi dat mengt, oder ass et just de Premier?

***(Coups de cloche de la Présidence)***

**M. le Président.**- Ënnerbriecht de Riedner net! Här Schroell, fuert weider!

**M. Marco Schroell** *(DP)*.- Et ass den Deputéierte Schroell, deen d'Wuert huet, Här Mars Di Bartolomeo!

**M. le Président.**- Et soll een de Riedner net dauerend ënnerbriechen!

**M. Mars Di Bartolomeo** *(LSAP)*.- Ah, Dir äntwert also net! Dat ass och eng Äntwert.

**M. Marco Schroell** *(DP)*.- Här President, eng zweet Rei Mesurë goufen duerch d'Gesetz iwwert d'Aides aux constructions d'ensembles vum 8. November 2002 beschloss. Dobäi kréien all déi öffentlech Promoteuren, an dat ass entre autres de Stat mam Fonds du logement, dat sinn d'Gemengen, dat sinn eventuell awer och Privatpromoteuren, wa se sech un d'Regelen halen, massiv staatlech Subventiounen, fir de soziale Wunnengsbau ze förderen. Esou konnt am leschte Mäerz am Regierungsrot den aachte Programme de constructions d'ensembles aus dem Joer 2002 aktualiséiert ginn, woubäi an deenen nächste Joren iwwer 10.000 - ech soen 10.000! - Sozialwunnenge geplangt sinn.

Här President, an den Debatten an der Chamber ass ervirgestrach ginn, dass awer och déi net subventionéiert Mietwunnengen ze kuerz kommen, an dat virun allem well net genuch Ureiz besteet fir d'Privatinvesteuren hei Geld unzeleeën. Een Drëttel vun de Lëtzebuerger Famillje wunnen an enger Mietwunneng an zwee Drëttel si Propriétaire, wat atypesch ass par rapport zum Ausland. An der Schwäiz zum Beispill an och an Holland ass d'Relatioun ëmgekéiert, well do sinn nëmmen een Drëttel vun de Famillje Propriétaire an zwee Drëttel wunnen als Locataire.

Mä och hei zu Lëtzebuerg ass e Mentalitéitswandel a puncto Bezéiung zur Proprietéit ze verzeechnen, well vill jonk Leit denken net méi drun, sech e Liewe laang op därselwechter Plaz nidderzeloossen, well si mobil bleiwe wëlle wat hir Beruffscarrière ubelaangt a well si och dee finanziellen Engagement iwwer 20, 30 an nach méi Joren, dee bei engem Immobiliekaf meeschtens obligatoresch ass, scheien. Stellt Iech vir, wa Leit mat 35 Joer esou e Kredit ophuelen, si se beim Ofbezuelen oft scho laang an der Pensioun!

Fir de Secteur locatif ze stimuléieren, ass dës Regierung op de Wee gaange fir d'Mietgesetz op de Leescht ze huelen an ee Projet de loi ass de Moment um Instanzewee. Dëse Projet gesäit ënner anerem vir, éischtens, dass keen Ënnerscheed méi gemaach gëtt tëschent de Gebailechkeeten, déi virun oder no 1945 gebaut gi sinn, mä dass eenzeg an eleng dat investéiert Kapital bei der Berechnung vum Loyer zielt, onofhängeg also vum Baujoer.

Zweetens, de Loyer ass net méi immuabel, mä kann um Enn vum Kontrakt adaptéiert ginn. Drëttens, bei der Garantie bancaire kann de Stat a gewësse Fäll hëllefen. Véiertens, bei eegenem Bedarf vum Propriétaire soll d'Kënnegung vum Wunnraum méi séier iwwert d'Bühn goen. A fënneftens, och soll déi net autoriséiert Réaffectatioun vu Wunnraum zu Bürofläche strofbar gemaach ginn.

Här President, de leschte wichtege Punkt an der Logementspolitik vun dëser Regierung ass de Konzept vum IVL, dem integréierte Verkéiers- a Landesplanungskonzept, deem seng Ëmsetzung fir déi nächst Jore sécher eng vun den haaptpoliteschen nationalen Erausfuerderungen duerstellt. Mir wäerte méi Awunner op Lëtzebuerg kréien a brauchen doduerch och méi Wunnengen.

Fir d'Zersiedlung vum Territoire ze verhënneren, proposéieren d'Experten eng Upässung vun der Wunnengsbaupolitik, déi een nom Débat de consultation vun der leschter Woch hei an der Chamber folgendermoosse kënnt resüméieren: Vereenbarkeet hierstellen tëschent Aarbecht, Wunnen a Ver-

kéier, Dezentraliséierung ervirbréngen duerch eng regional Bebauungsplanung, eng méi dicht Bauweis an esou weider, Modeller, déi an Holland zum Beispill mat Erfolleg applizéiert ginn.

Här President, ofschléissend mengen ech dierfen ze soen, dass dës CSV-DP-Regierung déi Logementsproblematik fundamental analyséiert huet an doraus eng ganz konstruktiv Wunnengsbaupolitik entwéckelt huet. Wann d'Politik eppes mat Antizipatioun ze dinn huet, dann ass dës Regierung um richtege Wee.

Ech soen Iech merci.

**Plusieurs voix.**- Très bien!

**M. le Président.**- Als nächste Riedner ass den Här Aly Jaerling agedroen. Den Här Jaerling huet d'Wuert.

**M. Aly Jaerling** *(ADR)*.- Här President, wann ech an déi Debatt hei agräifen, dann ass et fir een Thema unzeschneiden, wat mer besonnesch um Häerz läit a wat och fir meng Partei a mech am Moment dat wichtegst Thema zur Lag vun der Natioun ass, an dat ass d'Ofsécherung an d'Schafe vun Aarbechtsplazen.

En Dënschdeg hunn ech zu Diddeleng un enger Manifestatioun deelgeholl fir géint den Aarbechtsplazenofbau bei der Arcelor ze protestéieren. Ech war net do fir mech als Politiker ze weisen, mä ech war do wou ech nach ëmmer war wann et geheescht huet Aarbechtsplazen ze verdeedegen, an zwar an der Mëtt vun deenen, déi ech mäi Liewe laang vertrueden hunn. An um Wee dohinner, währen der Manif, hunn ech gespuert, wéi gedréckt d'Stëmmung war. Awer och d'Angscht an de Gesiichter war kloer ze erkennen, mä awer och d'Hoffnung an déi, déi se geruff haten, fir gewuer ze ginn, wouhinner dass et dann elo soll goen. Se sinn och méi oder wéineger net enttäuscht ginn, well jiddfereen, dee geschwat huet, huet versprach, fir d'Erhale vun all eenzelner Aarbechtsplaz bis zum Leschten ze kämpfen.

An do si mir awer e puer Erënnerunge komm. Hate mir dat doten net schonn eemol virun 20 Joer? War dat net och zu Diddeleng uganks 1984, wéi de Stéckel sollt zougemaach ginn a wéi versprach gouf, e géif net zougemaach ginn, wann d'LSAP an d'Regierung kéim? An d'LSAP ass an d'Regierung komm, an dat éischt Industriebegriefnis, wou se an der éischter Rei stoungen, dat war de Stéckel.

An och dem Här Di Bartolomeo schéngen Erënnerunge komm ze sinn, well dat éischt, wat hien a senger Usprooch den Dënschdeg zu Diddeleng ugeschwat huet, war de Stéckel. D'LSAP hätt de Stéckel deemools net ersatzlos opginn, mä si hätten Alternative geschafen an der Industriezon Beetebuerg-Diddeleng. An dat ass net wouer! Den Här Di Bartolomeo soll emol bei hirem Dräi-Kape-Kandidat Castegnaro Geschichtsunterricht huelen, da géif e gewuer ginn, dass d'Industriezon Diddeleng-Beetebuerg uganks der 80er Joren eng Initiativ vun der CSV-DP-Regierung war…

**Plusieurs voix.**- Très bien!

**M. Aly Jaerling** *(ADR)*.- …, dat am Zesummenhang mat enger Rei Synergien, déi fir d'Diversifizéierung vun eiser Ekonomie ofgeschloss gi sinn, fir alternativ Aarbechtsplazen ze schafen. An domadder hat d'LSAP iwwerhaapt näischt ze dinn, si huet sech just no 1984 an deene gudden Initiative gesonnt, an dat während 15 Joer.

Här President, ech hu mech awer nach un eppes erënnert vun deemools. An dat war de Generalstreik, deen awer gi war, fir déi deemoleg ugekënnegt Austéritéitsmoossnamen ze verhënneren. Moossnamen, vun deene mir haut wëssen, dass se noutwendeg waren, fir eist Land aus enger wirtschaftlech prekärer Situatioun erauszeschaffen. Och deemools stoung ech mat menge Stolkolleege virum Portal fir ze manifestéieren, well ech deene vertraut hunn, déi eis opgeruff haten, fir géint déi sozial Ongerechtegkeet ze demonstréieren, déi déi deemoleg Regierung beschléisse wollt.

De Streik huet deeselwechten Dag stattfonnt, un deem och d'Ofstëmmung an der Chamber war iwwert d'Austéritéitsmoossnamen. An deen Dag owes géint néng Auer hunn d'Sozialisten net nëmmen d'Stolaarbechter, mä och all déi verroden, déi hinne gegleeft hunn, se géifen d'Gesetz iwwert d'Austéritéitsmoossname verhënneren. Si hunn aus polit-takteschen Ursaachen d'Chamber verlooss, ouni géint d'Austéritéitsmoossnamen ze stëmmen, well si ganz genau woussten, dass, wa se an d'Regierung kéimen, och si keng aner Wiel hätten, wéi dës Moossname weiderzeféieren. A si hu se weidergefouert, well während 15 Joer LSAP-Regierungsbedeelegung ass d'Virschossindextranche vun 1,5%, déi duerch d'Austéritéitsmoossnamen ofgeschaaft ginn ass, net erëm agefouert ginn.

Während 15 Joer war d'LSAP mat u permanenten Indexmanipulatioune bedeelegt. Do wëll ech just nëmmen un déi duebel Berücksichtigung vun de Pëtrolspräisser am Indexwuerekuerf erënneren. An och d'Solidaritéitssteier besteet nach ëmmer. An haut maachen d'Sozialisten esou, wéi wann dat eng vun hiren Errungenschafte wär, ouni déi mir de Chômage net méi kéinte bezuelen.

Här President, ech hunn esou wäit missen aushuelen, well ech hei awer elo virun eppes wëll warnen. Ech wäert net toleréieren, an ech wäert mech och net méi manipuléiere loossen, dass déi dramatesch Situatioun bei der Arcelor politesch mëssbraucht gëtt, esou wéi dat virun 20 Joer de Fall war, well ech och verschidde Kreesser dovir wëll warnen, elo eist Land net erëm vun engem Sozialkonflikt an deen aneren ze geheien, nëmme fir eng Partei an d'Regierung ze kréien.

An ech wëll och nach e Message un den Här Di Bartolomeo weiderginn: Déi 2.000 Leit, déi zu Diddeleng manifestéiert hunn, waren net nëmme fir d'Diddelenger Schmelz do, mä fir d'Erhale vun allen Aarbechtsplazen. Dat soll eis Missioun sinn, d'Aarbechtsplazen ze erhalen, egal wou se a Gefor sinn.

**M. Mars Di Bartolomeo** *(LSAP)*.- Firwat mengt Dir, dass déi aner do waren? Dat doten ass jo eng Frechheet! Et ass éischtens net de Stéckel, mä et ass de Steckel, an zweetens ass de Laminoir an d'Plaz vum Steckel komm, mä dat interesséiert Iech net.

***(Interruptions)***

Erzielt roueg egal wat weider.

***(Interruptions)***

**M. Aly Jaerling** *(ADR)*.- Dat waart Dir net.

An ech wëll Iech elo emol nach eppes soen, Här Di Bartolomeo: An dëser Situatioun ass just een, dee sech an enger komfortabeler Situatioun befënnt, dat ass Ären Dräi-Kape-Kandidat. Wann d'Arcelor sech duerchsetzt, da kritt en als Administrateur vun den Aktionären op d'Schëller geklappt. Wann d'Gewerkschafte sech duerchsetzen, da gëtt e vum Personal féliciéiert, a wann e mat der LSAP an d'Chamber kënnt, da kritt en hei eng Zousazpensioun. Dat huet awer de Virdeel, dass en dann net méi brauch op dee Jeton vum Arcelor-Verwaltungsrot ugewisen ze sinn, deen e kritt huet fir de Mond ze halen.

***(Interruptions)***

**M. Mars Di Bartolomeo** *(LSAP)*.- Dat sinn Är Methoden, fir d'Leit ee géint deen aneren auszespillen…

**M. Gast Gibéryen** *(ADR)*.- Här Di Bartolomeo, d'Manifestatioun ass eriwwer!

**Une voix.**- Dat sinn Dommheeten.

**M. Aly Jaerling** *(ADR)*.- Här Di Bartolomeo, ech wëll Iech just eent hei soen: Ech loossen net méi zou, dass Dir mat Ärer Partei déiselwecht Szenerie hei ofzitt, wéi Dir dat ufanks den 80er Jore gemaach hutt, fir dass Är Partei erëm an d'Regierung soll kommen.

**M. Mars Di Bartolomeo** *(LSAP)*.- Erzielt Dir roueg egal wat weider! Erzielt Dir roueg egal wat weider! Et hëlt Iech dach kee seriö!

***(Interruption)***

**M. Aly Jaerling** *(ADR)*.- Oh, do géif ech mech awer net esou drop verloossen.

**M. Lucien Lux** *(LSAP)*.- Sot eis emol, wéi vill den NGL bei de Wahlen am November an der Stolindustrie vu Prozenter nach hat. Wéi vill Leit representéiert Dir do?

**Une voix.**- Wat huet dat dann heimadder ze dinn?

**M. Lucien Lux** *(LSAP)*.- E schwätzt dach am Numm vun deenen!

***(Interruptions)***

**Une voix.**- Ass dat dann eng Rechtfertigung, datt d'Sozialisten d'Leit kënnen uschmieren?

***(Interruptions et coups de cloche de la Présidence)***

**M. Aly Jaerling** *(ADR)*.- Wann den NGL vläicht méi staark gi wär, da géift Dir dat haut do net maachen, wat Dir haut mat de Stolaarbechter maacht, mat Ärer Gewerkschaft, scho säit 15 Joer.

***(Interruption et hilarité)***

**M. le Président.**- Här Jaerling, fuert virun! Déi aner solle roueg sinn an nolauschteren.

**M. Aly Jaerling** *(ADR)*.- Ech hu mir schonn eeschthaft d'Fro gestallt, ob mir Iech mathuelen.

***(Interruption)***

**M. Mars Di Bartolomeo** *(LSAP)*.- Dat ass net seriö, wat déi dote behaapten!

***(Interruptions)***

**M. le Président.**- Hei huet jiddfereen d'Recht seng Meenung ze soen, an Dir hutt d'Recht an Dir hutt och nach Zäit genuch, fir herno d'Wuert ze froen a fir eng Saach kloerzestellen, wa se net…

**M. Mars Di Bartolomeo** *(LSAP)*.- Dir musst awer zouginn, Här President, dass dat net seriö ass, wat do gemaach gëtt. Dir waart e ganz gudde Gewerkschaftspresident, da musst Dir dat zouginn.

***(Interruptions)***

**Une voix.**- Den Här Di Bartolomeo schalt ëmmer de Mikro gär an!

**M. le Président.**- Här Jaerling, fuert virun!

**M. Aly Jaerling** *(ADR)*.- Här President, ech hunn einfach just d'Fakten hei zitéiert.

**M. Lucien Lux** *(LSAP)*.- Mir och!

**M. Aly Jaerling** *(ADR)*.- Jo, awer Fakten, déi näischt mat dësem Débat ze dinn hunn, a Fakten, déi och näischt mat der Chamber ze dinn hunn.

***(Interruption)***

Här Lux, et war eng aarmséileg Rechtfertegung fir elo hei op d'Sozialwahlen anzegoen. Dat hei huet mat de Sozialwahlen näischt ze dinn.

**M. Mars Di Bartolomeo** *(LSAP)*.- Ma, Äert Resultat war aarmséileg!

**M. Aly Jaerling** *(ADR)*.- Ma, dat, wat Dir gëschter hei opgefouert hutt, Här Di Bartolomeo, dat war nach méi aarmséileg, well Dir hutt hei ënnerstallt…

***(Interruptions et coups de cloche de la Présidence)***

…Dir hutt hei Leit ënnerstallt, se hätten déi 1.000 Aarbechtsplazen schonn ofgebaut. Ass dat seriö?

***(Interruption)***

**M. François Biltgen**, *Ministre du Travail et de l'Emploi.*- Wann Dir nëmme géift schwätzen, wann Dir op der Tribün wiert, Här Di Bartolomeo, da géift Dir net vill heibanne schwätzen.

***(Interruption)***

**M. Aly Jaerling** *(ADR)*.- Dir hutt hei gëschter der Regierung ënnerstallt, si hätt d'Aarbechtsplaze schonn ofgebaut. Ass dat seriö?

**M. le Président.**- Esou, an elo haalt Dir op mat deene Provokatiounen, déi eng esou gutt wéi déi aner, an Dir fuert viru mat Ärer Ried. Kommt zum Thema zréck, an net dauernd hei een deem aneren eppes reprochéieren. De Wahlkampf soll een dobausse féieren, net hei an der Chamber.

**M. Aly Jaerling** *(ADR)*.- Bon, Här President, ech wëll dann awer och kloermaachen, dass d'Situatioun bei der Arcelor zimlech eesäiteg beliicht ginn ass, well, wat nämlech net esou grouss diskutéiert ginn ass, dat ass, wat d'Arcelor da géif aspueren dank deem Lëtzebuerger Modell oder wat se scho säit Joren aspuert. D'Arcelor beschäftegt momentan 6.400 Leit, wat hiren Aussoen no 380 Milliounen Euro d'Joer kascht. Dat heescht also, wann een dat géif ëmrechnen, am Duerchschnëtt géif dann eng Persoun 59.375 Euro pro Joer kaschten. Wann 1.000 Persounen - mir hoffe jo net, dass dat esou ass - géifen ofgebaut ginn, spuert d'Arcelor 59,375 Milliounen Euro pro Joer.

Wa mer elo d'Joer 2004 alleng huelen, an deem 331 Stolaarbechter d'Konditiounen erfëllen, fir an d'Préretraite-ajustement ze goen, da mécht dat eng Aspuerung vun 19,653 Milliounen Euro aus. Wéi vill et der an deenen nächsten zwee Joer wäerte sinn, hu mer an enger Question parlementaire beim Sozialminister ugefrot, esou dass mir déi Chifferen deemnächst och wäerte kréien.

Wa mer dann nach dobäihuelen, dass ronn 300 Leit am CDR beschäftegt sinn, déi zu 80% vum Stat finanzéiert gëtt, da mécht dat eng zousätzlech Erspuernis vu 14,250 Milliounen Euro fir dëst Joer aus. No dem Strategiepabeier vun der Arcelor sollten awer ab 2007 ronn 600 Leit, also dat Duebelt, am CDR beschäftegt ginn, dat mécht eng zousätzlech Aspuerung vun 28,5 Milliounen Euro aus. Bis dohinner sollen awer ronn 300 Leit pro Joer am CDR beschäftegt bleiwen.

D'Fuerderunge vun de Gewerkschafte ginn esouguer dohin, dass den CDR nach soll weider ausgebaut ginn. Musse mir dann einfach d'Fro stellen, komme mir net iergendwann dann eng Kéier zur Konklusioun, dass mer einfach d'Stolbelegschaft solle verstaatlechen. Ech mengen, da bräichte mir déi ganz Mesuren do net mi anzeféieren, well bis d'Joer 2005 an 2006 ginn nämlech nach eng Kéier 28,5 Milliounen Euro Aspuerungen iwwert den CDR gemaach, also reng an deenen dräi Joer géif d'Arcelor 71,25 Milliounen Euro iwwert den CDR vum Lëtzebuerger Steierzueler kasséieren.

Wann een dann nach ab 2007 déi 59,275 Milliounen Euro Erspuernis pro Joer duerch déi 1.000 Leit manner dobäirechent, gëtt dat 130,250 Milliounen Erspuernis - dat ouni déi normal Ofgäng iwwert d'Invaliderent an iwwert déi fräiwëlleg Départë mat a Betruecht ze zéien. Well am Strategiepabeier ass nämlech och vermierkt, d'Indemnité de départ erëm opliewen ze loossen, fir fräiwëlleg Ofgäng ze förderen.

Et ass och matgedeelt ginn, dass Arcelor wëllt 360 Milliounen Euro hei am Land investéieren. Dovunner sinn der awer schonn 170 Milliounen an déi nei Mëtteleisestrooss op ARBED-Belval investéiert ginn. Ech mengen, dat dierf een awer net vergiessen. Den Invest, dee bleift, ass wuel nach grouss, awer net esou gewalteg, wéi dat ugedeit ginn ass. An et dierf een och net vergiessen, dass dat Invester sinn, déi schonn am Zesummenhang mat fréiere Restructuratioune längst fälleg waren.

***(Brouhaha général et coups de cloche de la Présidence)***

Fazit vun deem Ganzen ass, dass wann de Strategiepabeier vun Arcelor tel quel ugeholl gëtt, a bis elo konnt nach kee mech iwwerzeegen, dass dat net esou ass, dann ass den Invest vun Arcelor scho méi wéi bezuelt. Engersäits duerch déi Ënnerstëtzung, déi se scho säit Joren iwwert d'Finanzéierung vum CDR kréien, anerersäits iwwert dat, wat hinnen och elo nach wäert zougeschoustert ginn.

Elo zu deem, wat eis als ADR awer am meeschte rose mécht. Nämlech op Säite vun der Regierung oder de Regierungen, déi säit 1993 de Kleesche fir d'ARBED a säit dem 18. am Spierkel 2002 fir Arcelor spillen, an dat am Zesummenhang mat der Préretraite-ajustement. Mir wëllen hei vu vir erop kloerstellen, dass mer net géint d'Weiderféiere vun der Préretraite-ajustement sinn, anerersäits wëlle mir awer, dass se aus dem Fonds pour l'emploi bezuelt gëtt, an anerersäits awer deelweis un Neiastellunge vu jonke Leit, déi op eisem Aarbechtsmaart zur Verfügung stinn, endlech misst gebonne sinn, esou wéi dat bei der Préretraite-solidarité och ass.

Säit 1993 gëtt d'Préretraite-ajustement, wat eng reng Beschäftegungsmesure ass, vun de Pensiounskeese finanzéiert. D'Préretraite-ajustement ass doduerch, dass se nëmme vum Aarbechtsminister kann accordéiert ginn, eng reng Beschäftegungsmesure a muss deemno vum Beschäftegungsfong bezuelt ginn, esou wéi dat virun 1993 de Fall war. Mir fuerderen dat als ADR als eenzeg Partei scho säit Joren, a mir hu souguer eng Proposition de loi agereecht, déi vun der Regierung ofgelehnt gëtt.

D'CSV an d'DP hu sech deemno fir e weidere Renteklau ausgeschwat an hëllefen dichteg mat, eng déck Rentemauer opzebauen. An et sinn net dem ADR seng Fuerderungen no effektiver Rentegerechtegkeet, déi eng Rentemauer opbauen, mä duerch de systematesche Renteklau vun der Regierung sinn iergendwinni keng Sue méi an de Pensiounskeesen, fir d'Pensiounen ze bezuelen, an da brauche mir dat Gesetz, wat mir virun e puer Deeg gestëmmt hunn, fir d'Gelder besser ze placéieren, da brauche mir dat net méi, well da si keng méi do.

Et ass awer natierlech méi einfach, ze versichen den ADR ëmmer erëm op eng lamentabel Aart a Weis ze culpabiliséieren. Wann also elo d'Préretraite-ajustement op de Käschte vun de Pensiounskeese weidergefouert gëtt, dann ass den ADR net d'accord. Wann d'Regierung der Meenung ass, dass se d'Arcelor iwwert d'Préretraite-ajustement ka retten, da soll se dat mat

Suen aus dem Fonds pour l'emploi maachen. Well d'Pensiounskeese si kee Self-service fir de Statsbudget ze stäipen, a scho guer net fir de Multien hiren Aarbechtsplazofbau ze finanzéieren.

An ech erënneren emol nach eng Kéier drun: 30 Milliarden aler Frang Scholdschäiner si virun 20 Joer einfach gestrach ginn, déi d'Regierung bei de Pensiounskeesen hat. Iwwer 10 Milliarde si säit 1993 aus de Pensiounskeesen erausgeholl ginn, fir d'Préretraite-ajustement ze finanzéieren. 130 Millioune sinn aus de Pensiounskeesen erausgeholl ginn, fir d'Krankekeesen ze sanéieren. An net ze vergiessen: De Revenu d'attente, deen am Kader vum Gesetz vun der Incapacité de travail an der Réinsertion professionnelle agefouert gëtt, gëtt och nach vun de Pensiounskeese finanzéiert, obwuel dass déi Leit, déi dëse Revenu d'attente kréien, weder an de Statistike vun de Pensiounskeesen nach an deene vun der ADEM erëmzefanne sinn. Dat ass eng kloer Makulatur vun eise Statistike fir d'Bedéngunge vun der OECD am Zesummenhang mat den Altersstrukturen op eisem Aarbechtsmaart ze erfëllen.

Am Zesummenhang mat der Finanzéierung vun der Préretraite-ajustement bei Arcelor muss eppes och emol zur Diskussioun bruecht ginn: De Lëtzebuerger Stat ass mat 5,9% Aktienundeel nach ëmmer ee vun deenen Haaptaktionäre vun Arcelor. D'lescht Joer huet de Stat iwwert dee Wee 12,6 Millioune Euro Dividendë kasséiert. Do doniewent huet de Lëtzebuerger Stat nach 31 Millioune Euro u Steieren akasséiert, well de Sëtz vun Arcelor hei zu Lëtzebuerg ass, an op allen Dividenden eng Retenue à la source gemaach gëtt. Dat sinn Aussoen, déi de President vum Arcelor-Verwaltungsrot virun der Chamberskommissioun gemaach huet an déi net vu Regierungssäit contestéiert gi sinn.

Dat heescht also, ëm déi 17 Milliarden aler Frang kasséiert de Stat alleng un Dividenden a Steieren iwwert d'Arcelor, dat heescht d'Préretraite-ajustement kënnt praktesch alleng scho mat deene Suen, déi de Stat un Dividendë kasséiert, finanzéiert ginn. Den ADR stellt also keng blann Fuerderungen am Zesummenhang mat der Finanzéierung vun der Préretraite-ajustement. Mir wëlle just kloerstellen, dass alleng mat deem, wat de Stat vun Arcelor kasséiert, kee Rentekla bräicht praktizéiert ze ginn, fir den Aarbechtsplazenofbau vun engem internationale Konzern ze finanzéieren, an och net dierft am Zesummenhang mat der Préretraite-ajustement geschéien.

Här President, an deenen Deklaratioune gëschter an haut ass vun alle Parteie kloer matgedeelt ginn, dass se gewëllt sinn, fir fir all Aarbechtsplaz ze kämpfen. Och mir als ADR sti kloer dozou, stellen awer an deem Zesummenhang kloer, dass mir net d'accord wäerte sinn, dass Aarbechtsplazen, déi geschafe ginn, einfach verschenkt ginn. Arcelor huet ugekënnegt, se géif am Zäitraum vun deenen dräi Joer nächste Joren, ëm déi 220 nei Leit astellen. A mir hunn als ADR scho länger de Verdacht, wou déi kéinten hierkommen. Den éischten am Haartmount 2005 geet op ARBED-Belval déi nei Mëtteleisestrooss a Betrib. Da ginn ëm déi 220 Leit do gebraucht fir d'Produktioun ze garantéieren.

Zougläich gëtt awer am Arcelor-Wierk STUL zu Longwy d'Mëtteleiseproduktioun agestallt. Betraff sinn do 331 Leit, déi ofgebaut respektiv entlooss ginn. A Frankräich gëtt et ee Gesetz vum 17. am Haartmount 2002 iwwert d'sozial Moderniséierung. Duerch dat Gesetz gëtt d'Arcelor vum franséische Stat verflicht déi Leit, déi se ofbauen, intern ze reklasséieren. Schonn alleng op parlamentarescher Ufro am Karschnatz 2002 huet den ADR bestätegt kritt, wat d'Arcelor-Direktioun wëlles huet. Déi Leit vum STUL vu Longwy sollen op de Lëtzebuerger Stolwierker beschäftegt ginn, de Gros vun hinnen op der neier Mëtteleisestrooss op ARBED-Belval. An dat krut ech och an der Chamberskommissioun vun der Direktioun op meng Fro hi vun Arcelor nach eemol kloer bestätegt. Ech hunn hinnen awer direkt ze verstoe ginn, dass dat fir den ADR net a Fro kënnt.

Et kënnt net a Fro, dass hei am Land 1.000 produktiv Aarbechtsplazen ofgebaut ginn an dass déi nei Aarbechtsplazen, déi geschafe ginn, vu Leit aus dem Ausland besat ginn. Et kënnt net a Fro, dass eis Leit an den CDR versat ginn, dee mat Lëtzebuerger Steiergelder finanzéiert gëtt, an dass déi Aarbechtsplazen, déi geschafe ginn, vu Stolaarbechter aus dem Ausland besat ginn. A mir soen dat ganz kloer, mir wäerten och net zécken an deem Zesummenhang Aktiounen anzeleeden.

Déi Plazen op de Lëtzebuerger Stolwierker musse vu Stolkolleege besat ginn, déi op de Lëtzebuerger Stolwierker bis elo geschafft hunn. A wann nei Plaze bäikommen, da mussen se vu Leit besat ginn, déi um Lëtzebuerger Aarbechtsmaart zur Verfügung stinn. Mir sinn net d'accord, dass de Lëtzebuerger Stat och nach den Aarbechtsplazenofbau vun der Arcelor am Ausland finanzéiert.

D'Argument, dass nëmmen déi Stolaarbechter vum STUL déi nei Mëtteleisestrooss kënne bedéngen, well se dofir qualifizéiert sinn, loosse mir net gëllen. Mir bauen elo iwwer dräi Joer un där neier Strooss. A mir hätten also Zäit genuch gehat, déi néideg Leit op eisen ARBED-Wierker ze forméieren. An et ass och elo nach aacht Méint Zäit. Oder ginn eis Stolaarbechter fir esou domm gehalen, dass se keng Formatioun fir eng Mëtteleisestrooss kënne bekäppen? Do dobäi kënnt nach, dass iwwer 300 Leit am CDR sinn, deen zu 80% vum Stat finanzéiert gëtt, sou dass déi Formatioun Arcelor och nach net vill géif kaschten.

Et geet eis beileiwen net drëm, fir eis Stolkolleege géint déi aus Frankräich auszespillen. Et geet hei drëm fir d'Interesse vum Lëtzebuerger Steierzueler ze schützen. Dofir gesi mir eis als Partei, déi deemnächst bereet ass Verantwortung ze iwwerhuelen, ganz einfach verflicht.

***(Interruptions)***

Als Ofschloss wëll ech mech kuerz faassen. Et ass natierlech einfach Fuerderungen ze stellen. Ech mengen, et gëtt der, déi Fuerderunge stellen, et gëtt Leit, déi an der Verantwortung sinn, déi Verantwortung mussen droen.

Ech mengen, ech hunn am Moment - ausser an eng Kategorie - nach Vertrauen an déi Leit, déi do um Verhandlungsdësch sëtzen, an ech hoffen, dass déi och hir Aarbecht wäerte maachen an och et fäerdeg bréngen, Arcelor an eng sozial Verantwortung eranzedrängen, an hinne kloerzemaachen, dass se net nëmmen hei am Land gedult sinn, fir ofzezapen.

Dofir wëll ech och, dass eng kloer Kontroll vun deem Positiounspabeier gemaach gëtt, an op alle Siten - wat och elo schonn amgaangen ass - intensiv Plaz fir Plaz gekuckt gëtt, fir dass keng Plaz onnéideg ofgebaut gëtt, an dat muss a voller Transparenz geschéien. Dat dierf net geschéien hannert zouenen Dieren, an dofir hoffen ech och, dass mer déi Diskussiounen, déi mir mat Arcelor haten, och systematesch no all Tripartite-Sitzung an der Chamberskommissioun kréien, fir dass och do d'Parlament a voller Transparenz kann iwwert dat, wat do elo ofleeft diskutéieren. An där Hoffnung soen ech lech merci, dass Der mer nogelauschtert hutt.

**M. le Président.**- Als nächste Riedner ass den Här Patrick Santer agedroen. Den Här Santer huet d'Wuert.

**M. Patrick Santer** *(CSV)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir d'Sécherheet vu senge Bierger ze suergen ass eng vun den Haaptaufgabe vum Stat. De Stat muss alles an d'Wee leeden, fir systematesch all Zorte vu Kriminalitéit ze bekämpfen, an hei mengen ech net nëmmen déi heiansdo spektakulär Fäll, déi vun de Medien iwwerdroe ginn.

D'Regierung huet déi kleng Kriminalitéit ni aus den Ae gelooss, well och hei a vläicht grad hei déi psychesch Schied fir d'Affer gradesou schlëmm kënne sinn, andeem se en diffuust a schwéier ze ëmschreiwend Onsécherheetsgefill prägen. Dës Regierung huet an de leschte Joren eng zolidd Aarbecht um Gebitt vun der Kriminalitéitsbekämpfung opzeweisen. Et kann een ni genuch all déi Strofdoten, wou physesch oder psychesch Schwächte vun eise Matbierger ausgenotzt ginn, condamnéieren. Ech denken hei un d'Pédophilie an doriwwer eraus un d'sexuell Verbriechen, mä och un d'Violence domestique.

Eis Strofgesetzer musse permanent iwwerschafft an un déi heiteg Gegebenheeten adaptéiert ginn. Esou zum Beispill ass d'Regierung energesch géint déi bluddeg Iwwerfäll op d'Geldtransportere virgaangen an huet e Gesetzesprojet op den Instanzewee geleet, dee mer viru gutt 18 Méint gestëmmt hunn, fir dës Aktivitéite besser ze regelen. Dëst Gesetz bitt méi Sécherheet fir all déi, déi mat Geldtransporteren ënnerwee sinn, an déi dagdeeglech enger net ze verkennender Gefor ausgesat sinn.

Och huet d'Regierung gewosst d'Menace vum Terrorismus ze erkennen an ze bekämpfen, an dat net nëmmen um nationale Plang, mä besonnesch an Zesummenaarbecht mat alle 15 anere Memberstaten an der Europäescher Unioun. Grad wat den Terrorismus ugeet hu mer eis Législatioun dohigoend ergänzt, fir all déi ze erfaassen, déi un enger terroristescher Aktivitéit deelhuelen, an esou eng Aktivitéit materiell oder finanziell ënnerstëtzen.

Ervirzehiewen ass awer och de Kampf géint de kriminelle Mëssbrauch vun eiser Finanzplaz. Et geet einfach net duer eiser Finanzplaz Moyenen ze ginn, fir sech ze entwéckelen, wéi Sicaren, d'Titrisatioun, d'Fiducie, den Trust an esou weider, wa mer näischt ënnerhuele géint déi Leit, déi eis Finanzplaz fir kriminell Zwecker be- oder ausnotzen. D'Législatioun iwwert de Blanchiment, déi mer amgaange sinn ze iwwerschaffen, bitt eng seriö Grondlag fir dëse kriminelle Machenschaften nozegoen an se ze bestrofen.

D'Kriminalitéit gëtt hei am Land erliichtert duerch seng geographesch Beschafenheet. Déi kriminell a besonnesch déi organiséiert Bande wëssen dat. Si wëssen, datt se an e puer Minutten nom Verbrieche sech an en Nopeschland aus dem Stëbs maache kënnen. Datt mer d'Grenzkontrollen ofgeschaaft hunn, bedeit net, datt mer d'Grenze fir d'Kriminalitéit ofgeschaaft hunn. Au contraire, bedeit dat d'Geleeënheet grenziwwerschreidend Kooperatioun an de Viergergrond ze setzen.

Mir hunn an deene leschte fënnef Joer wichteg Gesetzer diesbezüglech gestëmmt, déi eng méi enk Zesummenaarbecht vun deenen nationale Polizei-, Douane- a Justizautoritéiten erméiglechen, zum Beispill déi institutionaliséiert Kooperatioun iwwer Eurojust um Niveau vun de Justizautoritéiten oder Europol wou Informatioune stockéiert ginn a Kontakter tëschent Enquêteure méiglech sinn.

Esou eng Kooperatioun ass och um bilateralen Niveau mat eisen Nopeschlänner gemaach ginn. Anerersäits ass eng Harmoniséierung vu grenziwwerschreidende Prozeduren ënnerholl ginn, wéi zum Beispill den europäeschen Haftbefehl, oder harmoniséiert Ausliwwerungsprozeduren.

Wat den internationalen Aspekt vun der Kriminalitéitsbekämpfung ugeet, wëllt ech och nach un e Gesetz erënneren, vun deem net vill Leit schwätzen, an deem de Statut vun der Cour pénale internationale approuvéiert gouf. Dës Cour pénale internationale ass eng permanent an onofhängeg Geriichtsbarkeet fir géint Crimes contre l'humanité, Krichsverbriechen, Génocide an esou weider virzegoen.

Et wor weder verständlech nach vertrietbar, datt eng Persoun, déi honnertdausende vu Leit ëmbruecht huet oder ëmbrénge gelooss huet, besser dovu kënnt an heiansdo onbestrooft dovu kënnt, wéi wann nëmmen eng Persoun ëm d'Liewe komm wär.

Här President, mä iwwert d'Texter eraus mussen och déi strukturell Moossname klappen. D'Texter mussen agehale ginn. Meng Fraktioun huet sech ëmmer fir eng leeschtungsfäeg Polizei staark gemaach, an d'CSV wäert op alle Fall de Wee, dee mer mam Gesetz vun 1999 beschratt hunn, weider verfollegen.

D'Polizei muss duerch hir Presenz an hir Leeschtungsfäegkeet an der Lag sinn de Sécherheetsbedürfnisser vum Bierger ze entsprIechen, fir se viru Strofdoten ze schützen. An deem Sënn brauch eist Land modern Police- a Justizautoritéiten, fir déi ëmmer besser organiséiert Kriminalitéit ze ënnerbannen. D'CSV stong ëmmer a wäert och nach ëmmer stoe fir eng aktiv Sécherheetspolitik, déi fir de Bierger sichtbar ass, eng Police déi preventiv handelt, an an der Lag ass all Formë vu Kriminalitéit professionell ze bekämpfen. Eis Police muss iwwer ausreechend Personal verfügen, fir hir Presenz um Terrain ze ënnermaueren. Dëser Flicht ass d'Regierung an deene leschte fënnef Joer nokomm.

D'Gesetz vun der Police vum 31. Mee 1999 ass e wesentleche Bestanddeel vun der Reform vun eiser Sécherheetspolitik. Säit dem 1. Oktober 2002 sinn all sechs Polizeiregiounen am Land mat Interventiounszentren a Proximitéitskommissariaten ausgestatt. Déi sou genannte Police de proximité steet haut fir eng biergerno Polizeiaarbecht. Duerch d'Ëmsetzung vun der Reform vun 1999 kann haut eng Polizeipresenz 24 Stonnen am Dag, siwen Deeg an der Woch iwwer ganz Lëtzebuerg verbreet assuréiert ginn. D'Aarbecht vun eiser Police gouf doduerch wesentlech verbessert, dat esouwuel am Beräich vun der Preventioun wéi och vun der Repressioun vun der Kriminalitéit. Dës gutt Aarbecht kann awer nëmmen dauerhaft assuréiert ginn, wann och um personelle Plang Effortë gemaach ginn, fir dass eis Police déi nei Aufgabe ka wouerhuelen.

Am Ganzen ass d'Zuel vun de Polizeikräfte währand dëser Legislaturperiod op ronn 1.400 Beamten opgestiegen, wat eng Hausse mécht vun 20%. Esou goufen an deene leschte fënnef Joer 400 Persounen agestallt, dorënner 330 Polizisten a 70 Zivilbeamten. Mir däerfen awer net op hallwer Streck stoe bleiwen. Och an deene kommende Joren ass et noutwendeg fir de personelle Kader vun der Police am A ze behalen.

D'Zuel vun de Giischtercher, déi eng wichteg Aarbecht am Strofvollzuch verriichten, ënner schwieregen an heiansdo schwieregste Bedéngungen, déi wéineg Leit bereet wären ze maachen, muss och an d'Luucht goen.

Här President, eng modern Sécherheetspolitik erfuerdert deemno och eng effizient Justizpolitik. An och déi kann nëmmen effizient si wa se personell op der Héicht ass. An deene leschte fënnef Joer ass d'Police judiciaire ëm 40 Eenheeten op 140 Mann opgestockt ginn, an d'Zuel vun de Riichteren ass op 197 gehuewe ginn, wat säit dem Ufank vun dëser Legislaturperiod eng Croissance vun 20% ausmécht. D'Zuel vun den Untersuchungsriichteren ass verduebelt ginn, vu 7 op 14.

De Budget fir Justiz a Sécherheet ass an de leschte Jore konsequent an d'Luucht gaangen. De Budget 2004 geet och nach an d'Luucht ëm 7,9%. Insgesamt sinn 2004 215 Millioune Euro virgesinn.

Dir Dammen an Dir Hären, och an Zukunft ass d'CSV gewëllt fir am Domän vun der Justiz a Sécherheet Akzenter ze setzen a Konzepter ze entwéckelen, déi eng modern a performant Sécherheetspolitik haut ausmaachen. Wéi kann esou eng Politik ausgeriicht ginn?

1. Déi personell Ausstattung ass e Schwéierpunkt. Virun allem soll verstäerkt op Zivilpersonal zréckgegraff ginn, fir d'Uerdnungskräfte vun hirer administrativer Aarbecht wäitgoendst ze entbannen. Mir dierfen ni vergiessen, datt d'Polizei, wéi och d'Beamten am Strofvollzuch, eng schwéier Aarbecht verriichten, an dofir sollen se genuch Hëllef kréien, fir hinnen ze erméiglechen, déi Missiounen, déi si per Gesetz kruten, och erfëllen ze kënnen.

2. Eist Land brauch eng gutt équipéiert Police, déi iwwer modernst Technik verfüge kann, esouwuel am Informatiksberäich wéi och am kriminaltechnesche Beräich.

3. Och um infrastrukturelle Plang sollen eis Uerdnungskräften iwwert déi néideg Gebaier verfüge kënnen, well si se ganz einfach brauchen. Dofir setzt d'CSV sech dofir an, datt de Bau vun der Cité policière um Verluerekascht esou séier wéi méiglech finaliséiert gëtt. Des Weidere soll d'Police judiciaire schnellstméiglech iwwer e wëssenschaftleche Laboratoire verfüge kënnen.

4. Am preventive Beräich soll verstäerkt op lokal a regional Sécherheetspläng gesat ginn, an dat an enkem Kontakt mat de Gemengeverwaltungen.

5. Och an der Justiz setzt meng Partei sech dofir an, datt déi néideg Zuel vu Riichteren agestallt gëtt, fir dem Bierger en Uerteel an engem Délai raisonnable ze verschafen.

6. D'Prozeduren, déi zivil wéi och déi strofrechtlech, mussen iwwerpréift ginn, fir ze kucken, ob se nach zäitgeméiss sinn, oder net ze vill pingelech ausgeluecht ginn. Doniewent soll een och alternativ Methode fir Konflikter ze léisen, wéi d'Mediatioun, an eisem Rechtssystem festhalen, oder do wou et se scho gëtt, wéi an der Médiation pénale, kucken ob Verbesserungen noutwendeg sinn. An dësem Sënn soll een och de Strofvollzuch an d'Prozeduren, déi do mat drun hänken, iwwerpréiwen.

7. De Bau vun der Cité judiciaire soll esou séier wéi méiglech ofgeschloss sinn. Besser Aarbechtsbedingunge fir Riichter an Affekote verbesseren d'Effikassitéit vun eiser Justiz, wat leschten Enns nëmmen dem Bierger zegutt kënnt. Esou kréie mer och eng modern a besonnesch handicapéiertegerecht Infrastruktur.

8. Schlussendlech dierfe mer d'Affer net vergiessen. Ob et eng kleng oder eng méi grouss Dot ass, kënnen d'Affer psychesch oder physesch Schied dovundroen. Si sollen iwwert de Verlaf vun der kriminneller Instruktioun informéiert ginn. Hinne muss gehollef ginn. Hinne muss Ënnerstëtzung ugebuede ginn. Den Här Bodry ass bestëmmt net deen Eenzegen, deen op de Projet de loi, dee vum Här Justizminister déposéiert gouf, waart. Mä fir d'éischt, ier d'Chamberskommissioun dëse Projet veraarbechte kann, muss nach op den Avis vum Statsrot gewaart ginn, deen nach net virläit.

D'Kriminalitéitsbekämpfung, Här President, ass e permanente Chantier wou ëmmer muss dru geschafft ginn, wou ëmmer muss dru gefeilt ginn, wou ëmmer Verbesserungen noutwendeg sinn. Ech kann nëmmen hoffen, datt an der nächster Legislatur gradsou vill qualitativ wéi och quantitativ Aarbecht geleescht gëtt an dësem Beräich wéi dat an deene leschte Joren de Fall war.

Ech soen lech merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Als nächste Riedner ass den Här Lucien Lux agedroen. Den Här Lux huet d'Wuert.

M. Lucien Lux *(LSAP)*.- Merci, Här President. Kolleeginnen a Kolleegen, ech hu wéi vill anerer begréisst an der Ried vum Statsminister en Dënschdeg, dass dee Sujet, deen eis am Moment alleguer e bëssen hantéiert, dee vun der Aarbechtslosegkeet, déi absolut Prioritéit ausgemaach huet, däerf awer hannendrun direkt soen, dass ech et bedauert hunn, dass déi Ried och opzeechent, a wat fir engem Mooss se eng Ried ass, déi eng Rei vu verpasste Chancen opweist an déi kloermécht, dass mer munches, wat hei ugedeit gëtt, an deene leschte Jore verpasst hunn ze realiséieren, wat dozou gefouert huet, dass mer besonnesch am Beräich vum Aarbechtsmaart eng Rei vu Geleeënheete verpasst hunn, fir de Salariéë besser kënnen ënnert d'Äerm ze gräifen.

Mir stelle fest um Enn vun der Legislaturperiod, dass mer eng Augmentatioun vum Chômage vu ronn 70% feststellen. Déi Zuel ergëtt sech wann een där Regierung an dem neien Aarbechtsminister dräi Méint oder 100 Deeg ginn huet um Ufank vun der Legislaturperiod an et hëlt een de Wantermount Dezember 1999 mat 5.332 Leit, déi eng Aarbecht gesicht hunn, an et vergläicht een dee mam Wantermount Januar 2004, wou et der 9.113 waren, da kënnt ee genau op 70,91%. Dat ass eng Zuel, déi sécherlech heibanne kee wäert freeën, mä déi kloermécht, dass mer an deenen nächste Joren e bësse méi dynamesch, e bësse méi mat Phantasie mussen un d'Saach erugoen.

Mir hunn als LSAP an deene leschte Jore bei ville Geleeënheeten, am Joer 2000 bei der grousser Debatt, Propositions de loi gemaach, fënnef Motiounen deponéiert. Mir hu bei villen Debatten, un dären Ursprung mer waren, versicht Propositiounen ze maachen a mir hunn dat och, sief et am Wahlprogramm, sief et nach virun e puer Deeg, versicht ze maachen. Dofir hunn ech mech iwwregens gewonnert, dass den Här Weiler gëschter hei en Tëscheruff gemaach huet a gesot huet: Wou sinn d'Rezepter vun de Sozialisten? Ech mengen an deem Beräich do an alle Facetten, déi et gëtt, sinn déi Propositioune ganz konkret mat ville Spezialisten an deene leschte Wochen a Méint diskutéiert ginn.

Wann den Här Weiler no de Rezepter freet, da muss ech soen, op enger anerer Plaz hunn ech eng Ausso vum Aarbechtsminister Biltgen gelies, dee gesot huet, dass d'Rezepter vun der CSV mat deene vun der LSAP à peu près géingen iwwertenee stëmmen. Ech mengen, déi zwou Aussoe passen net beieneen, an ech weess net ob ech e Wuert soll soen iwwert dat wat den Här Rippinger gesot huet, dee gesot huet, dat wär waarm Loft.

Ech weess net ob e sech iwwerhaapt Zäit geholl huet fir d'Propositiounen ze liesen. Ech weess net ob hie weess wat am Artikel 43 vum PAN-Gesetz steet, ech woen dat ze bezweiwelen. Mä ech war dach passablement schockéiert wéi ech an der Fernsehemissioun en Dënschdeg den Owend gesinn hunn, dass all Riedner oder bal all Riedner, Fraktiounspresidenten, an der éischter Ronn effektiv eng Stellungnahm ofginn hunn, déi sech bezunn huet op d'Situatioun vum Land, a jiddfereen huet gesot ob en der Meenung ass, dass d'Prioritéiten, déi de Statsminister gesat huet, déi richteg oder déi falsch wären.

Deen Eenzegen, deen d'Lag vun der Natioun bezunn huet just op seng Partei an deen iwwert d'Lag vun der DP geäntwert huet, net iwwert d'Lag vum Land, war den Här Rippinger. Dat weist awer e bëssen den État d'esprit an dat weist och dat wat d'Leit dobaussen an der Tëschenzäit verstanen hunn, dass do den Intérêt vun der Partei méi wichteg anscheinend ass wéi den Intérêt vum Land.

***(Interruptions diverses et coups de cloche de la Présidence)***

Um Niveau vun de verpasste Chancë kann ee just soen, dass dat, wat de Statsminister en Dënschdeg ugedeit huet, dass mer musse feststellen no fënnef Joer, dass zum Beispill wat d'Situatioun um Niveau vun der ADEM ubelaangt, och déi Zuel contestéiert ginn ass vum Här Weiler, vun de 500 oder 550 Dossieren, déi all Placeur ze traitéieren huet, an en huet geschwat vun 250. Ech mengen, dass dat net richteg ass vun 250 ze schwätzen, well een dann higeet an all Psychologen, Éducateuren, Consultantë mat abezitt an d'Placeuren.

Well nëmmen esou ka jo déi Zuel vun 250 entstoen, an ech mengen - ech soe just dee Saz nach fäerdeg, Här Weiler - an ech hunn dat gëschter nach eng Kéier mat zwee Aarbechtsämter duerchdiskutéiert, déi Är Zuel net kënnen novollzéien, well se soen, dass souwuel d'Consultantë wéi d'Psychologe wéi d'Éducateuren dem Placeur zouschaffen, mä et ni eppes drun ännert, dass de Kontakt vun all eenzelnem Dossier zum Aarbechtsmaart ëmmer iwwert de Placeur fiert an dofir dat ëmmer nëmmen e Schub ass, deen zwar gutt ass an dee positiv ass, mä awer näischt drun ännert, dass all Placeur an der Tëschenzäit eng Zuel vun Dossieren huet, an Dir braucht nëmme mat hinnen ze schwätzen, ob dat an der Stad, zu Wolz oder zu Esch ass an esou virun, da wäerten se lech soen, dass all Placeur ongeféier op déi do Zuel kënnt.

M. le Président.- Jo, Här Weiler!

M. Lucien Weiler *(CSV)*.- Ech wëll dem Här Lux, zu deem wat en elo just gesot huet, ausdrécklech Recht ginn. Ech hat bei deene Chifferen, déi ech genannt hunn, effektiv déi Leit mat abezunn, déi en elo just genannt huet, déi vum Service spécialisé an all déi aner, déi zouschaffen. Wann een dat géif maachen, kënnt een op eng vill méi déif Zuel. En fait bleift awer, datt, wat d'Placeuren ubelaangt, jiddfereen ëm déi 500 oder souguer iwwer 500 Dossieren ze traitéieren huet. Ech wollt, datt dat kloergestallt ass.

M. Lucien Lux *(LSAP)*.- Okay. Zweetens - ech muss schnell maachen, well nëmmen zwou, dräi Minutte méi bleiwen -, dat wat een déi zweet verpasste Chance muss nennen, dat ass déi um Niveau vun der Solidarwirtschaft. Um Enn vun dëser Legislaturperiod hu mer keng Regulariséierung vun deenen Initiativen an hu mer e Projet, deen - an dat hu mir am November hei op dëser Plaz scho gesot - vun allen Associatiounen an deem Beräich ofgelehnt gëtt, well jiddferee seet: Dat ass déi total Bürokratiséierung an u sech d'Verhënnerung vun der Solidarwirtschaft an net den Ausbau.

Mir musse feststellen, an déi Iddi, Här Statsminister, hutt Der virun zwee Joer, mengen ech, schonn eng Kéier ansatzweise an der Tripartite abruecht, den Ausbau vum Artikel 43, fir ze erlaben, dass de Stat och finanziell Ureizer ka ginn, wann et net nëmmen drëm geet fir Leit anzestellen, mä och ze verhënneren, dass méi Leit ofgebaut ginn. Ech mengen dat hätte mer natierlech bei Villeroy & Boch zum Beispill als Instrument ganz gutt kënne benotzen.

Ech mengen, och do stellen ech fest, et elo ze soen ass gutt, mä hätte mer et 2000, an ech hunn deemools schonn d'Wett mat lech gemaach, dass d'Patronat säi Refus géint déi Propositioun ni wäert opginn, dass et also, mengen ech, vill ze vill optimistesch war ze mengen, dass et hei zu enger Eenegung tëschent de Sozialpartner géif kommen. Ech mengen, dass an de Propositiounen och déi, déi mer gemaach hunn iwwert den Ausbau vun der Préretraite progressive, déi mer elo an der Sidérurgie als Instrument gutt kënnte gebrauchen, wa se méi attraktiv géif gestalt ginn.

Ech denken och, bei deem Virschlag, dee gemaach ginn ass fir eng Prime anzeféiere fir all Aarbechtslosen, deen eng eegen Aarbechtsplaz fënnt, ech weess net ob dat net erëm e weidert Instrument ass, a mir mengen éischter, dass een e radikale Schnëtt vun den Instrumenter soll maachen.

Ech denken also, dass déi Propositiounen, déi mer e Méindeg nach eng Kéier gemaach hunn, souwuel wat d'Sofortmoossnamen ubelaangt wéi déi Pisten, déi mer opgedeckt hunn, besser konkret Virstellunge sinn, dass dat e besseren État d'esprit ass, deen eis géif erlaben an deenen nächste fënnef Joer um Aarbechtsmaart besser Resultater ze kréie wéi mer dat an deene leschte fënnef Joer haten.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Als nächst Riednerin ass d'Madame Simone Beissel agedroen. D'Madame Beissel huet d'Wuert.

Mme Simone Beissel *(DP)*.- Här President, de Mëttelstand als Réckgrat vun onser Wirtschaft mat 14.000 Entreprisen an zwee Drëttel vun den Aarbechtsplazen hei am Land erwirtschaftet Joer fir Joer 40% vun eisem Bruttoinlandsprodukt. D'Classes moyennes sinn also eng verlässlech Gréisst, déi och a schwierege wirtschaftlechen Zäiten nach wuessen.

Zum Beispill huet d'Handwierk fir sech eleng een Drëttel vun den nei geschaaften Aarbechtsplazen am Land ze verzeechnen. De Mëttelstand als eng vun den Haaptquelle vun der Schafung vu Valeur ajoutée zu Lëtzebuerg, vun allen Aarbechtsplazen, als Haaptacteur vun der Diversifikatioun a Landesplanungspolitik an als Wéi vun der Innovatioun an dem berühmten Esprit d'entreprise, muss also virun déi tatkräfteg Ënnerstëtzung vun der Politik kréien.

D'Zil vun eiser Politik ass et dem Mëttelstand en optimaalt Ëmfeld ze garantéieren an um Wee dohinner si mer an däser Legislaturperiod gutt virukomm. Muer wäert d'Commission des Classes moyennes beispillsweis iwwert de Projet de rapport zum neie Kadergesetz iwwert d'Bäihëllefe fir de Mëttelstand befannen an och d'Reform vum Néierloossungsgesetz befënnt sech op der leschter Ligne droite. Normalerweis gi se hei an dësem Plenum an den nächste Woche gestëmmt.

All Gesetzer, déi a Schlësseldomäne geholl ginn, wéi Steieren, Travaux publics, Ëmwelt, Soziales an esou weider, hunn onweigerlech Auswierkungen op d'Réckgrat vun eiser Wirtschaft. Dofir plädéieren ech dofir, dass besser nogekuckt gëtt an op jidde Fall am Virfeld analyséiert gëtt, wat dann den Impakt vun dësem oder deem Gesetz op de Mëttelstand ass. De Reflex zum „Thinking small first" muss besser ginn, well et ass selbstverständlech absolut ze vermeiden, dass mëttelstänneg Entreprisen duerch net genuch durchduechte Gesetzer a Schwieregkeete geroden. Denke mer zum Beispill un dat neit Kollektivvertragsgesetz, wou d'Struktur vun den handwierkleche Betriber, menger Meenung no, net genuch gekuckt ginn ass.

Mir däerfen dem Mëttelstand net zousätzlech hausgemaachte Problemer schafen, well d'Erausfuerderunge si scho vu sech selwer grouss, déi rasant technologesch Weiderentwécklung, d'EU-Erweiderung, d'Globaliséierung, fir nëmmen déi ze nennen.

Här President, hei elo e puer Proposë fir d'Ëmfeld fir d'Betriber nach ze verbesseren. Dat éischt ass duerch nach méi eng favorabel Steierpolitik. D'Steierreform fir d'Betriber, déi dës Regierung durchgefouert huet, huet den Entreprisen eng global Steiererliichterung vun 322 Milliounen Euro abruecht. Dat heescht, si hu manner Abgaben un de Stat gemaach a si haten dofir méi Geld fir an den Ausbau vun hiren Aktivitéiten ze investéieren. D'DP wäert sech och an Zukunft dofir asetzen, dass d'Steierlaascht fir d'Betriber op engem ganz niddregen Niveau bleift - dat natierlech ëmmer an der Optik vun enger seriöer Budgetspolitik.

An dësem Kontext wëll ech dem Här Bausch eppes soen, dee leider elo de Mueren net hei ass. Hien huet gëschter geschwat vu Schwäizer Kéis, wat d'DP-Proposen a Saache Steierpolitik sinn. Ech géif dem Här Bausch soen: Ech hunn de Schwäizer Kéis gär, well en ass voller Kallek, en ass voller Vitaminen an en ass voller Mineralien. Schwäizer Kéis brauch een, fir dass dat mënschlecht Gerüst viruleeft. Hien huet gëschter verstëbsten, skleroséiert kommunistesch Statstheorien hei vertrueden.

***(Interruptions)***

„Der Staat denkt, der Staat lenkt." Esou net, Här Bausch, dat brauche mer net zu Lëtzebuerg. Mir si mündeg, mir kënnen denken a mir hätte gär, dass d'Leit Gelder kréie fir an der Privatinitiativ virunzefueren.

***(Interruptions)***

Une voix.- Très bien!

Mme Simone Beissel *(DP)*.- Mir wëllen och als DP am Intérêt vum Mëttelstand, dass den Droit d'apport bei Betribsgrënnung verschwënnt. Mir wieren eis och a mir wäerten eis wieren esou laang wéi et geet an ëmmer nach virun an nach viru géint d'Aféierung vun enger Ierfschaftssteier an direkter Linn a mir plädéieren och fir d'definitiivt Ophiewe vun der Verméigenssteier, wat jo och misst am Interesse si vum Mëttelstand.

D'Entrepreneure sollen d'Méiglechkeet hu fir hiert Geld an de weideren Opbau vun hirem Betrib ze stiechen an domat d'Wirtschaft ze stäerken amplaz vun dësem Geld, wat jo net vum Himmel gefall kënnt, mä vu ganz haarder Aarbecht, vun hirer Aarbecht, mussen ze vill e groussen Deel un d'Statskeess ofzeginn.

Zweet Propos, duerch d'Festhale vun héijen ëffentlechen Investitiounen. Héich ëffentlech Investitioune bedeiten eng héich Zuel vun Opträg am Allgemengen a fir d'Betriber aus dem Mëttelstand am Besonneschen. Dofir ass et wichteg, d'Investitiounen op engem héijen Niveau ze halen an dat am Besonneschen an der Baubranche. Mir héieren, dass d'Carnets de commande net méi genuch bestéckt sinn an et géif ze laang dauere bis dat, wat zum Beispill am IVL geplangt ass, géif an d'Realitéit ëmgesat ginn, fir dass et erëm géif drastesch unzéien.

Ech war frou vum Här Juncker ze héieren, dass d'Regierung an noer Zukunft mat de Vertrieder vum Déifbau zesummekënnt fir dës Situatioun genee ze beliichten an ze studéieren, wéi hei prophylaktesch ze reagéieren ass. Ech sinn awer och frou festzestellen, dass de Logement unzitt an dass déi spezifesch Steiermoossname fir d'Ënnerstëtzung vum Kaf vun engem Haus oder engem Appartement duerch Privatpersounen a fir d'Leit ze encouragéiere fir weider Terrainen ze verkafen, bis 2005 verlängert solle ginn. Doduerch wäerte besonnesch bei de klengen a mëttlere Betriber erëm nei Commandë kommen.

Här President, vill gutt Iddie si schonn dorunner gescheitert, dass d'finanziellt Fëllement ze wackeleg war fir e Betrib drop ze bauen. Et ass dofir mir mech ausseruerdentlech wichteg - an dat ass meng drëtt Propos -, dass den Zougank zu Kapital virun allem zu Startkapital a Risikokapital hei am Land nach manner komplizéiert gëtt. Et si grouss Efforté gemaach ginn nëmme vun der SNCI, mä ech menge mir mussen d'SNCI mat hire Capacitéiten haaptsächlech a Saache vu Kredit nach weider ausbauen, esou dass si d'Entreprisen nach besser bei der Sich no Kapital beroden an ënnerstëtze kann, an dat wa méiglech op eng onbürokratesch Manéier.

Véiert Propos: Zur Schafung vun engem optimalen Ëmfeld fir d'PMEe gehéiert op jidde Fall och d'Reduzéierung vum administrativen Opwand an ergo vun der administrativer Belaaschtung fir d'Betriber. Dat ass een Drock, deen net nëmmen Zäit an Nerve kascht, mä leider och vill Geld. D'Chambre des Métiers huet kierzlech ausgerechent, dass pro Beschäftegten am Handwierk 1.728 Euro administrativ Käschten ufalen, wat eng global Belaaschtung vun 101 Milliounen Euro ausmécht fir déi Branche. Der Chambre des Métiers no hunn d'administrativ Chargen immens zougeholl an deene leschte Joren.

Et muss een dat natierlech relativéieren. Et kann een do net onbedéngt d'Responsabilitéit nëmmen de Lëtzebuerger Institutioune ginn, well mir wëssen do sinn eng ganz Serie vun EU-Direktiven, déi do mat eraspillen, wou mer net onbedéngt vill Handlungsfräiheet hunn. Fakt ass, dass mer de Käschtepunkt vun der administrativer Belaaschtung sécherlech ni op null kréien. Ech sinn awer iwwerzeegt, dass mer se duerch e verbesserten Networking tëschent de Verwaltungen, den Asaz vun neien Technologien an enger Kultur vun Optimiséierung vun der Zesummenaarbecht an de Verwaltungen, ëm e gudden Deel ofgeëscht kréien.

Et soll an et muss esou sinn, dass déi Informatiounen, déi eemol vun enger Verwaltung ugefrot goufen an enregistréiert sinn, och duerch eng aner Verwaltung kënne consultéiert ginn an dass et net esou virugeet, wéi et haut nach leider ass, dass ëmmer erëm an ëmmer erëm déiselwecht Informatioune vu sämtleche Verwaltungen ugefrot ginn. An enger Zäit vu modernen Technologien huet een ëmmer méi Schwieregkeete fir dat ze akzeptéieren. Och op deem Wee ass an der Legislaturperiod munches geschitt.

Leider ass de Guichet unique nach Zukunftsmusek, mä beispillsweis sinn d'Kommodo-Inkommodo-Prozedure beschleunegt ginn, si méi Verwaltungen iwwert den Internet zougänglech an esou weider. Fir eis als DP hu mir ëmmer nach Schwieregkeeten a mir plädéiere scho säit Joren dergéint, wann d'Betriber duerch d'Retarden an de Verwaltungen an hirem Aktiounsberäich agëenkt ginn. Mir setzen eis dofir weider an, wann eng Ufro bei enger Verwaltung keng Äntwert kritt an engem festgeluechten Délai, dass den Demandeur se dann als ugeholl kann ugesinn. Dat ass de berühmte Silence de l'administration. Dat besteet an anere Länner, mir doen eis schwéier dermat. Mä ech mengen, et misst jiddefalls op de Métier ge-

holl gi fir nach eng Kéier seriö gekuckt ze ginn.

Här President, e fënnefte wichtege Punkt sinn d'niddreg Lounniewekäschten. Dës Regierung huet et verstanen duerch eng effikass Gestioun vun de Kranken- a Pensiounskeesen d'Sozialofgaben niddreg ze halen. Mir trieden och dofir an, dass dat an der Zukunft esou bleift.

D'Käschte vun der Aarbecht niddreg halen ass ee Punkt, d'Qualitéit vun de Mataarbechter héich halen ass e weideren. Mir stelle fest, dass d'Nofro fir gutt qualifizéiert Aarbechtskräften och an Zäite vu schwiereger Konjunktur net ofräisst. Mir stellen och fest, dass d'Lëtzebuerger op der Sich no enger Aarbecht a staarker, ganz staarker Konkurrenz mat engem immens grousse Réservoir vu Frontaliere stinn, déi jo de Groussdeel vun den neien Aarbechtsplaze besetzen.

D'Situatioun weist eis, dass mir d'Ausbildung an d'Weiderbildung nach méi ausbaue mussen. Och mussen déi Efforte fir e besseren Dialog tëschent der Schoul an den Entreprisë fir eng Ugläichung vum Enseignement un d'Besoine vun de Betriber, déi d'Ministesch Anne Brasseur an d'Weeër geleet huet, konstant weidergefouert ginn, an dass déi jonk Leit déi wëllen en Handwierk léieren, dobäi esou gutt wéi méiglech ënnerstëtzt ginn, well hei gëtt et Plazen an et gëtt stabil Plazen.

Trotz där méi schwaacher Konjunktur ass d'Zuel vun de Leit an enger Handwierksléier net zréckgaangen. 2003 sinn a 40 Beruffer net manner wéi 603 nei Contrats d'apprentissage ofgeschloss ginn. Mir stelle fest, dass och ëmmer méi Erwuessener op dee Wee ginn, fir sech weider- an ëmzebilden. Trotzdeem konnten déi ugebuede Léierplazen net all besat ginn, woufir eis eis däitsch Nopere beispillsweis beneide kënnen. Dës Entwécklung weist awer och, dass de Handlungsbedarf bleift.

Et ass och extrem wichteg, dass d'Aus- an d'Weiderbildung vun de Betribschefen ausgebaut gëtt. Et si jo Fortschrëtter gemaach ginn, grouss Fortschrëtter, an do wëll ech all de Beruffschambere merci soen, déi do scho jorelaang am Asaz sinn a grouss Verbesserunge fäerdeg bruecht hunn. Mir wëssen, dass mangelnd Ausbildung an der Betribsféierung eng, wann net heiansdo d'Haaptursaach vun de Failliten ass. Mir mussen déi Problematik bekämpfen um Niveau vun de Betribschefen a mir mussen och kucken, dass mer eng besser Iwwerwaachung a Berodung vun deene Betriber, déi a Schwieregkeete sinn, fäerdeg bréngen. Et ass de Problem vun de Clignotanten.

Dir kënnt mer hei soen: Jo, mä Dir schwätzt vun Ofrëschtung, vun administrativem Opwand. Hei misst awer trotzdeem erëm administrativ agegraff ginn. Mä ech menge wann een dat an d'Balance leet fir ze kucken, dass, och wann een administrativ agräift fir déi Leit, déi do schaffen, a fir d'Wirtschaft, wann een deenen hir Aarbechtsplaze ka sécheren an de Betrib kann um Liewen halen, da mengen ech kënnte mer och liewe mat e bëssen zousätzlechem administrativem Opwand.

Här President, d'DP setzt op den Equiliber vu Wirtschaft an Ëmwelt, dofir wäerte mir oppassen, dass et bei enger effikasser a schneller Uwendung vum Kommodo-Inkommodo-Gesetz bleift. Mir wäerte weider Zone schafen, déi net nëmme fir industriell, mä och fir Handwierksbetriber zougänglech an haaptsächlech an erschwinglech sinn. Fir eis ass et kloer, dass eng nohalteg Ëmweltpolitik nëmmen zesumme mat de PMEe gemaach ka ginn an dass nëmmen esou den Equiliber ka fonnt ginn tëschent Ëmwelt a wirtschaftlechen Interessen.

Duerch de kombinéierten Engagement vum Ëmweltministère a vum Wirtschaftsministère konnt beispillsweis e relativ neie Secteur am Handwierk weider ausgebaut ginn. Ech schwätzen hei vun den alternativen Energien, wou duerch d'Ënnerstëtzungspolitik vun der Regierung fir d'Privathaushalter am leschte Joer net manner wéi 20 nei Entreprisë mat insgesamt 300 Beschäftegten entstoe konnten. Dëst, Här President, ass dach eng weider Illustratioun vun enger effikasser Diversifikatiounspolitik, déi net nëmmen an der Industrie stattfënnt, mä selbstverständlech och an deenen anere Secteuren, esou am Mëttelstand.

Mir wëssen, dass de Mëttelstand eng dreiwend Kraaft an der Innovatioun ass an e bedeitenden Acteur am Secteur vun der Fuerschung. D'Fuerschung ass wichteg, an ech soen der Regierung merci, dass se dat esou erkannt huet, dass se ëmmer méi Finanzmëttele fir d'öffentlech Fuerschung zur Verfügung stellt. Ech plädéieren awer och dofir, dass mer am Privatsecteur d'Fuerschung méi ënnerstëtzen andeems mer zum Beispill déi Ressourcen, déi mer an der Uni Lëtzebuerg hunn oder wäerten hunn, och an de Privatentreprisen zur Geltung bréngen.

D'Informatioun, Här President, ass de Sauerstoff vum Informatiounszäitalter. Loosse mer se deelen, loosse mer se richteg deelen, fir dass d'Wirtschaft, d'schaffend Vollek an domat eis Gesellschaft kann e Maximum dervu profitéieren.

Ech soen Iech merci.

Une voix.- Très bien.

M. le Président.- Als nächste Riedner ass den Här Gusty Graas agedroen. Den Här Graas huet d'Wuert.

M. Gusty Graas *(DP)*.- Ech hunn déi grouss Éier, mam Här Haupert ze wiesselen, deem ech och merci soen.

Bon, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, am Statsminister senger leschter Ried zu der Lag vun der Natioun vun dëser Legislaturperiod huet en eng ganz Rei vu wichtegen Themen ugeschnidden. Et ass kloer, dass natierlech den Haaptakzent op dat Wirtschaftlecht an op dat Aarbechtspolitescht geluecht gouf. Et ass evident, dass en och net all Departementer konnt touchéieren.

Ech wollt awer hei vun der Geleeënheet profitéieren, trotzdeem e puer Wuert iwwer e wichtege Secteur ze verléieren, an zwar dee vum öffentlechen Déngscht. Et däerf ee jo net vergiessen, dass an deem Secteur op de leschten 31. Dezember net manner wéi 13.989 Fonctionnairen, 3.971 Employéen an 2.374 Aarbechter ugestallt waren. Dat sinn der insgesamt 20.334. Wann een dann nach déi vill Leit derbäirechent, déi a parastaatlech Betriber schaffen an déi bei de Gemengen, da weess een, dass dat natierlech e ganz importente Secteur ass. Een, deen elo géing behaapten, an dëser Legislaturperiod wier net vill geschitt fir den öffentlechen Déngscht, dee seet natierlech net d'Wourecht, well vill Positives ass ouni Zweiwel tëschent 1999 an 2004 ënnert der CSV-DP-Regierung gemaach ginn.

Et brauch ee wuel net méi drop hinzeweisen, dass jo den Dialog no 1999 am August erëm opgeholl gouf an dass jo virun allem och zwee Accords salariaux ënnerschriwwe goufen, déi dozou bäigedroen hunn, dass eng Gesamterhéijung vun 8,57% vun den Traitementer erreecht ginn ass. Well et däerf een och net vergiessen, dass zënter dem 20. Mäerz 1992 dee leschten Accord salarial an der Fonction publique ënnerschriwwe gi war a wéinst deene bekannten Evenementer, op déi ech elo hei net méi wëll am Detail agoen, konnt jo dunn u sech keen Accord salarial méi ënnerschriwwe ginn. Zënter 1995 waren d'Gehälter beim Stat iwwert de Wee vun engem sou genanntene Plan salarial geregelt ginn.

Da sinn awer un der Gehälterstruktur och eng ganz Rei wichteg Ajustementer virgeholl ginn. Och ouni elo hei wëllen nach eng Kéier an den Detail ze goen, wëll ech awer drop hiweisen, dass ënner anerem d'Biennalen duerch d'Annalen ersat gi sinn. Et ass eng Revalorisatioun vun der Iessenszoulag virgeholl ginn an et ass och eng Erhéijung vun de Congésdeeg décidéiert ginn. A schlussendlech hu mer net méi spéit wéi praktesch genee virun engem Joer en neie Statsbeamtestatut gestëmmt, deen ouni Zweiwel ganz vill Positives fir d'Salariat an deem Secteur matbruecht huet. Ech denken zum Beispill un d'Aféierung vun der Deelzäitaarbecht. Ech denken awer och drun, dass déi Fraen, déi virun dem 1. Januar 1984 demissionéiert hate wéinst der Erzéiung vun hire Kanner, elo d'Méiglechkeet kréien, erëm an de Statsbetrib integréiert ze ginn.

Et ass also guer keen Zweiwel: An deene leschte fënnef Joer ass ënnert der CSV-DP-Regierung vill Positives am öffentlechen Déngscht geleescht ginn. An dass och déi Concernéiert dat ze schätze wëssen, wëll ech och unhand vun e puer Citatiounen hei nach eng Kéier ënnersträichen. Ënner anerem huet d'Chambre des Fonctionnaires et Employés publics Folgendes an hirem Avis zum Budget 2004 geschriwwen: „C'est dire que le bilan d'un partenariat fructueux retrouvé grâce à la pratique d'une politique d'ouverture, de transparence et de concertation se révèle très positif."

An an engem Communiqué huet och elo d'CGFP de leschten 20. Februar sech insgesamt positiv iwwert dës Legislaturperiod ausgeschwat, si seet: No der Politik vun der Konfrontatioun a vum sozialen Ofbau wier zënter 1999 nees Rou an den öffentlechen Déngscht komm. An de Jos. Daleiden, de Generalsekretär vun der CGFP, huet an der Fonction publique elo kierzlech Folgendes geschriwwen: „Quoi qu'il en soit, le bilan de la législature qui s'achève se présente, somme toute, de façon très positive, alors surtout que la fonction publique semble avoir cessé - à part les agissements maladifs d'aucuns - d'être la cible et le jouet des manoeuvres politiques qui lui ont causé tellement de tort par le passé."

An dass och d'Majoritéit vun de Bierger dobausse mat eisem Statsapparat zefridde sinn, dat beweist e Sondage, deen am Joer 2002 duerchgefouert ginn ass. Ronn 85% vun de gefrotene Leit waren dunn zefridde mat der Qualitéit vun eise Statsverwaltungen a 84% vun de Leit hu sech och positiv iwwert d'Kompetenz vun de Beamten ausgeschwat. Jiddefalls eppes ass kloer an dat ass eng Tatsaach: Zënter dass d'Demokratesch Partei mat der CSV an der Regierung ass, sinn net méi 40.000 onzefridde Statsbeamte vum Glacis op de Knuedler getreppelt. Et war och kee Streik méi an et war och jiddefalls keng Uklo méi vis-à-vis vun enger Regierung.

***(Interruptions diverses et coups de cloche de la Présidence)***

Ech wëll emol nach eng Kéier kuerz an d'Geschicht bliedere goe wat eis Kolleege Sozialisten dann esou gesot hunn an och gemaach hunn. 1994 stoung zum Beispill an hirem Wahlprogramm, ech zitéieren: „Die bestehenden Rechte im privaten und im öffentlichen Pensionsregime bleiben gewährt." 1998 hu jiddefalls d'Statsbeamten du gemierkt wat déi Ausso wäert war.

***(Interruptions diverses)***

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et gëtt jo oft behaapt, eise Statsapparat wier ze schwéierfälleg an och ze deier. Virun allem awer dës lescht Behaaptung kann ee ganz einfach widderleeën. Am Joer 2001 zum Beispill hunn d'Gesamtdépensë vun eisen öffentleche Verwaltunge 40,4% vum PIB ausgemaach. Dat ware 7,9% manner wéi am europäeschen Duerchschnëtt, an a Frankräich louch deen Taux zum Beispill bei 52,7% an an der Belsch bei 49,4%.

An dann och nach e Wuert zu de Gehälter vun de Statsbeamten, wou jo och Eenzelner ëmmer menge si missten drop hiweisen, dass déi vill ze vill héich leien. Ronn 8,3% vum PIB maache bei eis d'Gehälter vun Ugestallten an de staatleche Verwaltungen aus. Den EU-Duerchschnëtt läit allerdéngs bei 10,3%.

***(Interruption)***

An deem Kontext wëll ech dann och nach eng Kéier d'Chambre des Fonctionnaires et des Employés publics an hirem Avis hei zitéieren: „Les chiffres démentent donc clairement le cliché d'une fonction publique luxembourgeoise trop bien rémunérée."

Da ginn och nach eenzel Leit heibannen net midd ëmmer drop hinzeweisen, datt um Niveau vun der Réforme administrative näischt géing geschéien. Och dat sinn u sech falsch Aussoen, oder déi Leit hu sech nach net mat der Problematik am Fong beschäftegt, well dass déi, déi u sech de Statsapparat dagdeeglech awer um Dréinen halen, do eng ganz aner Approche hunn, beweisen och erëm hir Aussoen, déi se gemaach hu bei dem Avis zu dem leschte Statsbudget, wou dann d'Chambre des Fonctionnaires et Employés publics ënner anerem Folgendes geschriwwen huet: „Des efforts importants ont été entrepris pour moderniser l'administration et la rendre plus efficiente et plus proche du citoyen." Ech géif also mengen, dass eenzel Kritiker sollten an Zukunft e bësselche méi roueg an der Bewäertung do optrieden.

Et ass awer evident: Zum gudde Fonctionnement vum Statsapparat gehéieren natierlech awer wichteg a gutt Infrastrukturen, wéi awer och Equipementer, a virun allem am informatesche Beräich mussen natierlech selbstverständlech permanent Adaptatioune virgeholl ginn. Ech wëll awer och hei betounen, dass entgéint de Kritiker vun der Oppositioun de Projet eGouvernement op enger gudder Schinn ass. Et sinn am Moment ronn eng 70 Projeten an den Ëmsetzungen, an an eenzelne Verwaltunge si grouss Effortë gemaach ginn. An eng vun deene leschten, déi elo online gaangen ass, ass jo och d'Administratioun vum Enregistrement.

***(Interruption)***

Dann huet de Ministère vun der Fonction publique sech och 2003 aktiv bei der Schafung vun engem Aarbechtsgrupp e-commune bedeelegt, fir, wéi gesot, dass och kënne gemeinsam Projeten tëschent Stat a Gemeng an Zukunft géréiert ginn.

Ech ginn awer selbstverständlech ganz gären zou, dass nach mussen eng Rei Ustrengunge gemaach ginn, well hei si mir an engem permanenten Entwécklungsprozess, mä et ass falsch fir lapidar ëmmer erëm ze soen, d'Regierung hätt op deem Gebitt do keng Effortë gemaach. Och de Statsminister huet jo a senger Ried dee Volet do opgegraff, an en huet vu substanziellen Efforten a Fortschrëtter geschwat. En huet jo och dem President hei vun eiser Chamber eng Note iwwerreecht, wou en drop higewisen huet, wat erreecht ginn ass, a wat natierlech kann an Zukunft nach verbessert ginn.

Ech wëll dann awer och drop hiweisen, dass niewent enger Rei vu Gesetzer, déi mir hei gestëmmt hunn, fir de Statsapparat ze moderniséieren, awer och un reglementaresche Plang vill Décisioune geholl gi sinn. Et sinn eng ganz Rei vu Règlements grand-ducaux geholl ginn, fir eben e verbesserte Fonctionnement vum Statsapparat ze erreechen. Ech denken zum Beispill un nei Rekrutéierungskritären, wat d'Carrièren ubelaangt, d'Reduktioun vun dem Stage, d'Kenntnis vun deenen dräi Verwaltungssproochen, d'Piècen, déi am Dossier vun engem Beamte musse leien, respektiv d'Prozedur vun der Examenskommissioun, ouni och elo hei an den Detail ze goen, mä een, dee sech dofir interesséiert, ka jo d'Mémoriale vum leschten 13. Februar an dee vum 11. Mäerz consultéieren, wou dat alles opgelëscht ass.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, eng Positioun zu der Ried vun der Lag vun der Natioun erlaabt awer och e Bléck no vir ze werfen, an da kënnt natierlech ëmmer erëm déi kruzial Fro: Wéi vill Stat brauche mir, wéi vill Stat ass noutwendeg? Besonnesch an enger gutt situéierter materieller Gesellschaft, wéi mir nun eben eng sinn, ass jo awer d'Gefor trotzdeem grouss, dass eng gewësse Lethargie sech breet mécht vis-à-vis vun eenzelnen Institutiounen, an dass och vläicht déi eenzel Verflichtungen net méi esou grouss gehale ginn. Op jidde Fall de Ruff no méi Stat, no méi öffentlechem Déngscht gëtt dann ëmmer méi grouss.

Et muss een awer trotzdeem d'Fro stellen, awéifern dass eng Rei vun Déngschtleeschtunge gegebenenfalls awer och genausou gutt vläicht vu privater Säit aus kënnen erfëllt ginn. Op jidde Fall de Stat ka villes, mä op alle Fall net alles.

Et ass evident, dass mir als Demokratesch Partei wëllen d'Effizienz vum Statsapparat och nach erhéijen. Meng Virriednerin, meng Kolleegin Simone Beissel, ass virdru schonn drop agaangen, virun allem, wat d'Genehmegungsprozedur ubelaangt. Effektiv si mir nach wie vor der Meenung, dass ee sech soll Gedanke maachen, awéifern dass de Silence administrative soll spillen, an awéifern dass een do och soll légiféréieren. Ähnlech Iwwerleeungen huet jo de Statsminister och a senger Ried gemaach.

En huet och zouginn, dass en a senger Qualitéit als Finanzminister sech vläicht net ëmmer genuch ëm déi ganz Problematik bekëmmert huet, haaptsächlech, wat déi administrativ Iwwerbelaaschtung vis-à-vis vun dem Mëttelstand ubelaangt. Jiddefalls huet en do eng Schlankheetskur ugekënnegt, a sollt d'Demokratesch Partei d'Chance kréien an der nächster Regierung vertruede ze sinn, sinn ech och iwwerzeegt, dass d'DP sech wäert un där Kur do ganz gäre bedeelegen.

Op där anerer Säit ass et allerdéngs esou, dass d'Verwaltungen an Zukunft vläicht och nach musse méi flexibel gehandhabt kënne ginn. Ech wëll och drop hiweisen, dass eng iwwerreglementéiert Kontroll vun de finanzielle Mëttelen awer sech ka kontraproduktiv ausweisen. Natierlech stellt sech och an där nächster Period d'Fro vun enger allgemenger Gehälterrevisioun - déi ass jo aus deene bekannten Ursaachen dës Kéier net gemaach ginn. Mir sinn allerdéngs der Meenung, dass een déi soll am Viséier behalen, well et sech awer lount trotzdeem gewësse Carrièren nei ze iwwerdenken.

Och de Statut vun den Établissements publics war vill an der Diskussioun an ass vill an der Diskussioun. Och do wäert awer eng Ligne de conduite an noer Zukunft ënnerbreet ginn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et kann een also ofschléissend behaapten, dass den Zoustand vun eisem Land sech och doduerjer charakteriséiert, andeems dass een ënnersicht, wéi effizient eis Verwaltunge sinn. Do

kann een awer ouni Zweiwel behaapten, dass den Zoustand méi wéi zefriddestellend ass.

Op jidde Fall, d'DP huet an deene leschte Jore bewisen, dass se fäeg ass, e modernen, effiziente Statsapparat opzebauen…

***(Hilarité)***

Mir gesinn eis nach net um Enn vun dëser Aarbecht, an dofir si mer bereet…

***(Hilarité)***

Dofir si mer och bereet, wa mer d'Ënnerstëtzung vum Wieler wäerte kréien, déi Aarbecht fortzesetzen.

Ech soen lech merci.

Une voix.- „Hilarité générale" schreiwe mer do an de Compte rendu.

M. le Président.- Als nächste Riedner ass den Här Mars Di Bartolomeo agedroen. Den Här Di Bartolomeo huet d'Wuert.

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et kann ee sécher dem Premier net virwerfen, dass en d'Situatioun um Wunnengsbaumaart net géif kennen. 2001 huet en aus der Situatioun vum Wunnengsmaart eng éischt Prioritéit gemaach a staark Reaktiounen ugekënnegt. D'Baulandspekulanten sollten de Krich erklaert kréien, an alles sollt gemaach ginn, fir dass et besser gëtt, fir dass eng Wunneng net méi e Luxus ass, mä fir dass Wunnengen erëm erschwénglech sollte ginn.

2002 huet de Premier seng Aussoe vun 2001 liicht nuancéiert, huet awer senge Ministeren den Optrag ginn, fir resolut ze handelen. Ech soen et nach eng Kéier: Et kann een dem Premier net de Reproche maachen, dass en d'Problematik net erkannt hätt, mä et muss een awer feststellen, dass déi Leit, déi um Terrain seng Wënsch ëmzesetzen hunn, him net ëmmer follegen. Well déi Ukënnegungen sinn entweder net oder nëmmen hallefhäerzeg an d'Praxis ëmgesat ginn, wat dozou gefouert huet, dass mer nach ëmmer mat enger Baulandpräisexplosioun konfrontéiert sinn. Dräimol méi héich sinn d'Präisser vun den Terraine wéi virun zéng Joer. D'Wunnenge sinn duebel esou deier ginn.

Déi lescht Statistiken, déi dann elo ënnerwee sinn, dat sinn déi vun de Loyeren. D'Loyere sinn an deene leschte puer Joren ëm 60% an d'Luucht gaangen. D'Fakte sinn also ganz kloer bekannt, an hei zu Lëtzebuerg riskéiert d'Wunnen zum Luxus ze ginn. D'Wunne riskéiert eis an eng Zweeklassegesellschaft eranzeféieren, wou déi eng d'Chance hunn, eng Wunneng ze hunn, an déi aner nëmmen nach kënnen dovunner dreemen.

Et brauch een nëmmen an d'Annoncë vun deene grousse Banken eran ze lauschteren. Do gëtt net méi domat geworben, dass een e Prêt iwwer zéng oder zwanzeg Joer kritt, mä do gëtt domat geworben, dass een e Prêt och iwwer 30 oder 40 Joer kritt. Dat heescht näischt aneschters, wéi dass d'Leit net méi an der Lag sinn, an normalen Zäiten de Prêt erëmzebezuelen, mä dass se duebel esou laang musse rembourséieren, an dat heescht am Kloertext, dass se och duebel esou deier fir hir Wunnenge musse bezuelen, well déi zéng oder zwanzeg Joer Verlängerung vun der Frist féiere jo och dozou, dass méi rembourséiert muss ginn.

Ech hu virdru gesot, dass d'Situatioun spéitstens no Interpellatiounen an Orientéierungsdebatte bekannt war, mä dass een net ka verschweigen, dass déi Situatioun regelrecht verschlof ginn ass, well 2002 huet de Wunnengsbauminister nach Chiffere genannt iwwert d'Präisser vum Wunnen, op déi, wa se richteg gewiescht wären, jiddferee sech gestierzt hätt.

D'Regierung huet also d'Situatioun um Wunnengsmaart verschlof. Et muss ee soen, dass se och haut nach déi falsch Messagen erausgëtt. Et gëtt ëmmer nach behaapt, dass den Investissement an de Steen zu Lëtzebuerg sech net rentéiert. Abee, dat ass eng ganz kloer falsch Ausso, well dat huet vläicht gestëmmt zu den Zäite vun enger Héichzënspolitik oder zu enger Zäit wou een op der Bourse konnt massiv Geld verdéngen, mä zu enger Zäit wou d'Zënsen extrem niddreg sinn a wou et och op de Bourssen net méi esou dréint, loune sech d'Investissementer an de Steen.

Kuckt wéi d'minimal oder d'maximal Héichte vun de Loyere sinn. Déi sinn duebel esou héich wéi d'Zënse bei de Banken, an déi reell Loyere si vill méi héich wéi déi, déi am Loyersgesetz virgesi sinn, esou dass et eis Propositioun wär, emol fir d'éischt dofir ze suergen, dass dat aktuellt Mietgesetz respektéiert gëtt amplaz iwwer eng Reform ze diskutéieren, well d'Loyere sinn eis an der Praxis fortgelaf. Mä dat schéngt kengem eppes auszemaachen.

Ech hu gesot, hallefhäerzeg waren déi Moossname vun der Regierung, an de Premier huet dat a senger Deklaratioun selwer zouginn, well mer bei de Steiermoossname Leit wollte belounen, ouni déi, déi abuséiert hunn, zur Rechenschaft ze zéien. Dat war awer eng falsch Approche, well déi Steiermoossnamen an der Praxis strictement näischt bruecht hunn. An déi bréngen och esoulaang näischt wéi ee Bonifikatiounen net mat Penaliséierung oder mat Moossname begleet, déi Spekulante vum Spekuléieren ofhalen.

Angscht virum eegene Courage hat dës Regierung also a si huet probéiert am Beräich vum Wunnengsbau de Leit Sand an d'Aen ze streeën, well ënner anerem d'Problemer vun haut, vun de Leit vun haut, vun de Famillje vun haut, vun de Kanner a Famillje vun haut domat solle geléist ginn, dass een eng Prime vun 100 Euro schaaft wou ee vläicht kann uspuere fir sech an 30 Joer en Haus ze lounen. Dat ass de Leit Sand an d'Ae gestreet.

Wann een dann nach kuckt iwwer wat fir e Wee dee Règlement grand-ducal duerchgehollt ginn ass, da muss ee staunen. Dee Règlement grand-ducal ass nämlech laanscht de Statsrot déviéiert ginn, mam Argument, dass en urgent wär. Jo, d'Urgence war do well de Wunnengsbauminister onbedéngt virum 13. Juni nach déi Prime wollt ënnert d'Leit bréngen, déi awer näischt bréngt, déi näischt ännert un der Situatioun um Wunnengsmaart, mä just dozou féiert, dass een héchstens sech e Poppenhaus oder e puer Zille ka leeschte fir en Haus ze bauen.

Ech reprochéieren dem Wunnengsbauminister, dass en net zu der Mobiliséierung fonnt huet, déi noutwendeg ass fir eppes um Wunnengsmaart ze änneren, an ech reprochéieren der Regierung, dass se zwar erkannt huet, dass, wann een de Gemenge géif hëllefen, d'Bereetschaft bei de Gemenge méi grouss wär fir an deem dote Secteur eppes ze maachen. Dräimol ass et versprach ginn! Fir d'éischt huet de Premier versprach, dass d'Gemengen insgesamt géife gehollef kréien. Dunn huet e Wunnengsbaupläng ugekënnegt. Dunn huet den Innenminister ugekënnegt, dass Gemengen, déi Schoule bauen, méi staark gehollef géife kréien, an dunn huet de Finanzminister gesot: Dat wat de Premierminister gesot huet, dat wat den Innenminister gesot huet, dat ass net esou, d'Gemenge kréien näischt!

Konklusioun: D'Regierung huet de Problem zwar an der Zwëschenzäit erkannt, well se vun der Oppositioun drop gestouss ginn ass, mä si huet nëmmen hallefhäerzeg reagéiert a si huet déi gutt Propositiounen - an do kënnt Der net behaapten, dass keng Propositioune vun der Oppositioun komm sinn - zum leschten Zéngpunkteprogramm ignoréiert, ënner anerem och eng Moossnam ignoréiert wéi de Mietzuschuss, well de Wunnengsbauminister gesot huet, déi wär näischt.

Ech hunn dofir mat Erstaune gelies, dass am neiste Wahlblat vun der CSV gesot gëtt, de Mietzuschuss wär awer net esou schlecht. Ech schléissen domat, dass de Wunnengsbauproblem esou eescht ass, Här Statsminister, dass mer nëmmen eppes kënnen dorun ännere wa mer alleguer d'Leit mobiliséieren an net eppes nëmme fir d'A an deem dote Beräich maachen.

Ech soen lech merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Als nächste Riedner ass den Här Emile Calmes agedroen. Den Här Calmes huet d'Wuert.

***(Interruptions diverses et hilarité)***

Une voix.- Ass et lech elo besser?

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP)*.- Neen, neen! De Leit dobaussen ass et net besser, well se mat dräifach méi héije Baulandpräisser konfrontéiert sinn. Här Minister, Dir hutt en Haus, ech hunn en Haus, also mir brauchen net hei eis Suergen ze maachen. Ech maache mer Suerge fir d'Allgemengheet.

M. le Président.- Den Här Emile Calmes ass agedroen!

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État*.- Den Här Di Bartolomeo war traureg, well ech en net ënnerbrach hunn.

***(Hilarité)***

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP)*.- Neen. Ech war scho frou, dass Der do waart.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État*.- Sot nach eppes!

***(Hilarité)***

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP)*.- Ech fannen et och net an der Rei!

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État*.- D'Kamerae lafen. Schwätzt nach e bëssen!

M. Emile Calmes *(DP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären…

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP)*.- Dir hutt dat scho bal gradsou gutt eraus wéi ech.

***(Hilarité)***

M. le Président.- Här Calmes, Dir hutt d'Wuert.

M. Emile Calmes *(DP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, eng vun de groussen Erausfuerderungen am Ëmweltberäich an deenen nächste Joren an an Zukunft wäert ganz sécher d'Klimaproblematik sinn an déi Engagementer ze respektéieren, zu deene Lëtzebuerg sech och op der Klimaschutzkonferenz zu Kyoto 1997 engagéiert huet, wéi d'Welt-communautéit deemools en Accord fonnt huet fir weltwäit d'$CO_2$-Emissiounen ëm 5,2% par rapport zu 1990 ze reduzéieren, fir esou den Zäreneffekt an all seng Konsequenzen ze reduzéieren. Dës Reduktioun vu 5,2% soll dann och realiséiert ginn an de Joren 2008 bis 2012.

Wichteg ass awer direkt ze bemierken, datt deemools nëmmen een Accord fonnt ginn ass, well och de Prinzip vun de sou genannte flexibele Mechanisme festgehale ginn ass, dat heescht, datt ee Reduktiounen och kann op enger anerer Plaz maache wéi a sengem eegene Land, se do realiséieren a sech se guttschreiwe loosse kann oder och ka Quoten akafen oder verkafen. D'Grondiddi war déi vun der Käschteneffizienz. Klimaschutz ass, mengen ech, e globale Problem, an den $CO_2$ soll do reduzéiert gi wou et am bëllegsten an och am effikasste ka gemaach ginn.

Déi 15 Länner vun der Europäescher Communautéit hu sech deemools zu enger Reduktioun vu minus 8% engagéiert. Lëtzebuerg huet sech deemools zu minus 28% engagéiert an och elo, ouni engem wëllen do e Reproche ze maachen, mengen ech, ass awer deemools allze vill no hanne gekuckt gi wéi no vir. Dat heescht déi deemoleg Responsabel hunn u sech gekuckt wat tëschent 1990 an 1997 schonn u Reduktiounen zu Lëtzebuerg erreecht gi sinn. Dat ware grosso modo mengen ech deemools ëm déi 30%, bedéngt duerch d'Restrukturatioun an der Stolindustrie.

Ech mengen, datt déi Logik awer an deem Sënn falsch war, well den Engagement jo bis 2012 soll goen, an et hätt een deemools awer missen Projektioune maachen, wéi zum Beispill kucken, wéi vill Leit hei zu Lëtzebuerg kéinten am Joer 2012 wunnen. Et hätt een och kënne kucken, wéi vill datt déi Leit u Bensin géife verfueren, wéi vill datt déi Leit u Masutt géife verbrauche fir hir Haiser ze hëtzen, wéi vill Betriber ee bis dohinner kéint kréien, oder wéi vill Reserven ee misst arechne fir Betriber nach kënnen dobäi an d'Land ze kréien, a vläicht hätt een och misse kucken ob de Bensinstourismus, wéi dat esou genannt gëtt, den Tanktourismus, sech nach weider géing entwéckelen.

Ech mengen et kann een haut im Nachhinein soen, datt dat Zil vun deemools net nëmmen ambitiéis war, mä datt et u sech iwwerhaapt net duerchgerechent war an och net de Realitéiten entsprach huet. Ech mengen dobäi kommen eng Partie Facteuren esou wéi se am Kyoto-Protokoll festgehale sinn, datt mir hei zu Lëtzebuerg dann elo de Pech hunn, datt mer all Liter Bensin, deen hei zu Lëtzebuerg verkaaft gëtt, och an eiser Bilanz hei ugerechent kréien.

Op där anerer Säit kréie mer natierlech d'Produktioun vum Stroum net ugerechent, dee mer hei importéieren. Et muss een awer soen, datt dësen Avantage, dee mer beim Stroum hunn, awer ganz sécher net esou grouss ass wéi den Désavantage, dee mer beim Tanktourismus hunn. Et kënnt derbäi, datt mer elo och nach ëmmer méi eise Stroum selwer maachen hei zu Lëtzebuerg an datt mer dobäi eis ëmmer méi belaaschten.

D'Beispill ass déi Gasdampfturbin, déi zu Esch opgeriicht gëtt, wou mer dann een Drëttel vun eisem Stroum hei selwer maachen. Dat ass wuel méi ëmweltfrëndlech wéi den importéierte Stroum, mä et belaascht awer eis Bilanz. Och dee Fait mengen ech war 1997 net beduecht ginn, soss hätt een net dierfen op där enger Säit sech engagéiere fir 28% an op där anerer Säit dann awer eng Gasdampfturbin décidéieren, déi erëm eleng ee Plus vun 13% deem entgéintsetzt. Et gesäit een also och, datt déi minus 28% eng ganz Rei vu Facetten hunn, an et muss een akzeptéieren, datt, och bei allem gudde Wëlle fir en Effort fir de Klimaschutz ze maachen, een dach awer deemools méi realistesch un d'Saach hätt missen erugoen.

De Kyoto-Protokoll ass u sech iwwerhaapt nach net a Kraaft. Fir datt deen a Kraaft ass, musse 55 Länner d'Ënnerschrëft ginn, déi och 55% vun den Emissioune weltwäit duerstellen. Ob Russland e wäert ënnerschreiwen, weess een zu dësem Zäitpunkt net. Obwuel de Kyoto-Protokoll nach net a Kraaft ass, huet d'Europäesch Unioun sech awer gesot, datt is egal wéi an direkt hir Kyoto-Engagementer géif aléisen an huet dofir och eng Direktiv op de Wee ginn, eng relativ contraignant Direktiv, déi „emission trading"-Direktiv, déi sech nëmmen op d'EU u sech bezitt. Eng Direktiv, déi iwwregens aus verschiddene Kreeser als wirtschaftleche Risiko ugesi ginn, well ouni den Engagement vun anere Länner mer riskéieren, datt d'Betriber vläicht a Géigenden ofzéien, wou se keng $CO_2$-Quotë brauchen ze respektéieren.

D'EU-Direktiv vum sou genannten „emission trading" iwwerhëlt dann awer och ganz einfach déi eenzel chiffréiert Engagementer vum Kyoto-Protokoll, dat heescht déi 28% konnten also net méi vun dëser aktueller Regierung hei négociéiert ginn. D'Direktiv huet deen Allocatiounsplang zu Lëtzebuerg hei gefrot, net nëmme fir den Industriesecteur, fir déi Quotë kommen, mä och fir all déi aner Secteuren, wéi zum Beispill d'Haushalter an den Transport, déi awer u sech keng Quotë kréien. Just fir d'Industriebetriber, déi energie-intensiv Betriber zu Lëtzebuerg, wat ongeféier zéng Betriber sinn, sinn se obligatoresch a contraignant.

Mä och an dëser EU-Direktiv gëllt de Prinzip da vum Quotenhandel. Dat wëllt soen, datt een och e bëssen hei kann $CO_2$ kafen, akafen oder verkafen, ganz an der Logik vun der Käschteneffizienz. Dat heescht, datt een och do soll reduzéieren, wou et am bëllegsten ass. Dobäi soll een och kënnen ausserhalb vun Europa handelen. Dat ass awer nach net geregelt, wéi dat geet. Dat soll iwwer eng Zousazdirektiv gemaach ginn, der sou genannter „linking"-Direktiv, déi momentan an Ausaarbechtung ass. Bei der „emission trade"-Direktiv ass eng éischt Période d'essai vun 2005 bis 2007, op déi sech deen éischten Allocatiounsplang bezitt, dee Lëtzebuerg elo op Bréissel geschéckt huet.

Eppes ass awer ganz kloer, mengen ech, datt Lëtzebuerg sech der Noutwendegkeet vun engem effiziente Klimaschutz stellt an och net dat a Fro stellt, zu deem mer eis engagéiert hunn. An ech mengen déi rezent Vergaangenheet huet dat och bewisen, datt mer eis wëllen dësen Engagementer hei stellen. Esou ass zum Beispill am Joer 2000 eng Strategie fir d'Reduzéierung vun den $CO_2$-Gaser presentéiert ginn, déi sechs Aktiounsphasen definéiert huet an och haut nach vu Gültegkeet ass. Dat ass och net nëmme bei der Theorie bliwwen, well nieren zwee net Reglementer et zu konkreten Ëmsetzunge komm ass, an de Boom bei der Photovoltaik an d'Promotioun vun der Cogénératioun beweisen dëst jo zeguttst. Dat bewierkt reell global Reduktioune vun $CO_2$ an ass och sënnvoll. Mä déi ginn eis awer net ugerechent an deelweis belaaschten se eis souguer, wéinst der spezifescher internationaler Rechemethod an eiser Kyoto-Bilanz.

Ech wëll och drun erënneren, datt Lëtzebuerg eent vun den éischte Länner war, dat dëse Protokoll hei ratifizéiert huet. Lëtzebuerg ass och ee vun de Länner, wat rechtzäiteg säin Allocatiounsplang fir d'$CO_2$-Quoten op Bréissel eragescheckt huet. Mir hunn och dat hei bei eis am Haus diskutéiert. Ech mengen net, datt dat an engem anere Land gemaach ginn ass. Ech erënneren och drun, datt am Beräich vum ëffentlechen Transport eng ganz Rei Décisioune geholl goufen, déi sech an den nächste Joren och positiv op d'$CO_2$-Bilanz auswierke wäerten.

Fir iwwer eng Milliard huet d'Chamber an de leschte Jore Projete vum Transportministère gestëmmt fir nei Schinnen a méi ëffentlech Transport. Et kann een also net de Virwurf hei gëlle loossen, datt d'Re-

gierung d'Kyoto-Problematik verschlof hätt oder guer keng Efforté gemaach gi wieren, fir eise Beitrag zum Klimaschutz ze leeschten. Déi verschidde Mesuren, déi dës Regierung geholl huet, wäerten awer net duergoen. Zousätzlech Moossname wäerten ënnerholl musse ginn. D'Industrie huet hir Efforté schonn zum gréissten Deel gemaach. Si ass eng vun den energiespuerendsten an Europa a kann net zousätzlech belaascht ginn.

Wann ee vun de weideren nationale Mesurë schwätzt, dann denke mer jo alleguer ganz bestëmmt un de Beräich vun der Altbausanéierung oder den energieeffiziente Baumethode bei den neien Haiser, wéi niddreg Energie oder passiv Energie. De Reduktiounspotential allerdéngs bei der Altbausanéierung läit op zéng Joer gekuckt a mat engem relativ héije finanziellen Opwand bei 0,17 Milliounen Tonnen, beim öffentlechen Transport kombinéiert mat nach méi verbrauchsaarme Gefierer läit e bei 0,36 Milliounen Tonnen $CO_2$ an d'Experte soen eis, datt dës Reduktiounen zu engem enorm héije Präis pro Tonn gespuerten $CO_2$ nëmmen ze erreeche sinn.

Wann een dann och nach besonnesch doduerch gehäit ass, datt all déi positiv Efforten am Beräich Photovoltaik, Biogas, Wandkraaft a Cogénératioun och nach duerch dee spezielle Kyoto-Rechnungsmodus eis Bilanz net nëmmen net entlaaschten, mä och nach deelweis belaaschten, dann ass an engem komplexen Dossier eppes, wat een net einfach vermëttelt kritt. Et kann een dat awer net oft genuch dobausse widderhuelen. Lëtzebuerg huet Moossname geholl, déi global gesi gutt a sënnvoll fir de Klimaschutz sinn, mä an der spezifescher Kyoto-Bilanz gi mer dann awer schlussendlech och nach duerfir penaliséiert.

Déi speziell Bilanzéierung mécht och, datt all Bensin, deen hei zu Lëtzebuerg verkaaft gëtt, eis als $CO_2$-Emissioun ugerechent gëtt. Dräi Véierel vum verkaafte Bensin sinn awer bedéngt duerch den Transitverkéier an duerch d'Grenztanken reell am Ausland als $CO_2$ an d'Luucht geblosen. De Bensinverkaf verursaacht also e groussen Undeel vun de fiktiven, awer eis ugerechenten $CO_2$-Emissiounen an dofir kënnt eng einfach Solutioun u sech dora leien, eist Kyoto-Zil ze erreechen, andeems een de Bensinverkaf drastesch reduzéiert doduerch zum Beispill, datt een de Bensinspräis unhieft un den Niveau vun eisen Nopeschlänner. Esou Moossnamen hätten awer drastesch Auswierkungen op de Statsbudget, déi awer keen esou richteg vun eis alleguer wëllt.

Dans l'immédiat hu mer u sech keen Ersatz fir op d'mannst 15 bis 20% vun de Recetten aus eisem Statsbudget. Doriwwer eraus wier global gesinn doduerch keng $CO_2$-Reduktioun erreecht. Déi eenzeg Differenz wier, datt de Bensinsverkaf deenen aneren Nopeschlänner géif bilanzéiert ginn.

Och wann ee laangfristeg an d'Richtung vun enger Präisharmoniséierung vum Bensin an Diesel an Europa hei wäert zousteieren, wäert eng Differenz bleiwen, a Lëtzebuerg doduerch och an Zukunft seng Kyoto-Bilanz an dësem Beräich net wesentlech verbesseren. Mir kënnen eis dréinen a kéieren, wéi mer wëllen. D'Konklusioun vun den Experten ass, datt trotz grousser nationalen Efforten, déi mer schonns gemaach hunn an nach wäerte verstäerken, an trotz laangfristeg gesinn enger méi klenger Präisdifferenz vum Bensin zu den Nopeschlänner, mir dat Zil vu mindestens 28% net eleng kënnen erreechen. Lëtzebuerg kënnt net derlaanscht, wëllt et net deier Strofe spéiderhi bezuelen, fir och op déi sou genannt flexibel Mechanismen zréckzegräifen, déi de Kyoto-Protokoll an déi europäesch Direktiv virgesinn. Ech verweisen do u mäi Budgetsrapport vum Joer 2003, wou ech mech mat dëser Problematik ausernee gesat hunn.

Sécherlech sinn dës Mechanismen, déi eng subsidiär Optioun an eiser Klimaschutzstrategie duerstellen, ze hannerfroen. Et soll een awer och net verkennen, datt een domadder ka global Solutiounen zu engem globale Problem ubidden. Et musse flexibel Mechanisme benotzt ginn, an d'Zuele weisen dorop hin, dass et Lëtzebuerg prioritär op d'Realisatioune vu konkreten Ëmweltprojeten an den Entwécklungslänner ukënnt, déi haaptsächlech Demandeur fir esou Projete sinn, an dorop hunn ech schonn a mengem Budgetsrapport higewisen. Egal wéi musse mer och wëssen, datt déi Mesuren am Intérêt vum Klimaschutz, déi Lëtzebuerg souwuel national oder international wäert huelen, net zu engem Nulltarif ze kréie sinn. An deem Sënn ass och ze begréissen, datt décidéiert ginn ass ee Klimaschutz scho voll ze schafen, dee Mesurë soll fir $CO_2$-Reduktiounen a Kompensatiounsmoossnamen ënnerstëtzen a finanzéieren.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Klimaschutz wäert an deenen nächste Joren op alle Fall fir Lëtzebuerg vu grousser Aktualitéit bleiwen. Dësen Dossier ass eng Erausfuerderung net nëmme fir den Environnement, mä och fir aner Ministèren, sou zum Beispill fir de Wirtschaftsministère, fir den Transportministère, fir de Wunnengsbauministère, mä virun allem awer och fir de Finanzministère. De Klimaschutz däerf awer net nëmmen als eng Belaaschtung gesi ginn, mä e kann och nei Perspektiven opmaachen. Et ass un eis dëst an deenen nächste Joren opzezeechnen an och ze ënnerstëtzen.

Ech soen Iech merci fir d'Nolauschteren.

**M. le Président**.- Als nächste Riedner ass den Här Lucien Clement agedroen. Den Här Clement huet d'Wuert.

**M. Lucien Clement** *(CSV)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Relance économique, déi wuel prognostizéiert gëtt, huet awer, wéi mer all wëssen, Schwieregkeete fir Trëtt ze faassen - dat souwuel am Ausland wéi dat och hei zu Lëtzebuerg de Fall ass. De Mëttelstand mat senge 14.000 Betriber an iwwer 100.000 Beschäftegten spillt allerdéngs trotz där prekärer Wirtschaftslag hei zu Lëtzebuerg eng ëmmer méi wichteg an och eng ëmmer méi gewiichteg Roll am Kontext vun der ekonomescher Diversifikatiounspolitik. Datt dat och an Zukunft esou bleift, dofir muss d'Politik och weiderhi suergen, dat wirtschaftlecht an och dat administratiivt Ëmfeld kompetitiv par rapport zum Ausland ze gestalten oder ze halen.

Mam Objektiv d'Kompetitivitéit vun eise Betriber, vun eisen Entreprisen ze stäerken an d'Aarbechtsplazen ze festegen, huet d'Regierung 2001 ënnert dem Impuls vun dem Här Mëttelstandsminister Fernand Boden den nationalen Aktiounsplang zu Gonschte vun de Klenga Mëttelbetriber aktualiséiert. Haut, um Enn vun dëser Legislaturperiod, ass de Gros vun dësem Zéngpunkteprogramm Realitéit ginn. Ech wëll a menger Interventioun op verschidde Punkten aus dësem Aktiounspabeier nach eng Kéier hiweisen an Iech weisen, datt vill méi fir de Mëttelstandssecteur geleescht ginn ass, oder geleescht gouf, wéi dat dacks gewollt oder dacks och ongewollt des Öfteren dobaussen duergestallt gëtt.

Déi éischt Prioritéit vum Zéngpunkteprogramm war d'Reform vum Droit d'établissement. Déi lescht grouss Reform vun dësem Gesetz geet op den 28. Dezember 1988 zréck. Am Laf vun 2002 huet de Mëttelstandsministère, a Concertatioun sécherlech mat der Chambre des Métiers, eng ganz Rei vu Propositiounen op den Dësch geluecht, déi sech op zwou grouss Achse konzentréieren.

Am Projet de loi, deen do uganks 2003 déposéiert gouf, geet et engersäits dodrëm, datt déi handwierklech Betriber sech méi flexibel organiséiere kënnen. Och an Zukunft muss den Niveau vun der Qualifikatioun vum Chef d'entreprise op engem héijen Niveau gehale ginn. Hei spillt d'Gestion d'entreprise och fir déi kleng Patronen eng ganz wichteg Roll. Zum anere gëtt d'Lëscht vun de Beruffer nei aménagéiert, dat heescht verschidde Beruffer fusionéieren, neier gi geschafen an anerer ginn nei definéiert.

Duerch d'Festleeë vun den Nidderloossungskonditioune fir d'Betriber wäert dat neit Gesetz och vill dozou bäidroen, fir de Problem vun de Bréifboîtëfirmen aus der Welt ze schafen. Mir wäerten alles dru setzen an der Mëttelstandskommissioun vun der Chamber, fir datt mer dëse Projet nach dës Legislaturperiod hei am Plenum diskutéieren a stëmme kënnen. Et ass e Projet, dee sécherlech vun enormer Wichtegkeet fir de ganze Mëttelstandssecteur ass.

***(Interruption)***

Mir probéieren et, Här Fayot.

En aneren Objektiv aus deem Zéngpunkteplang ass den Ofbau vun den administrative Chargen a Formalitéiten, mat deenen d'Entreprisen allze oft konfrontéiert sinn. Fir dësem Zil méi no ze kommen, erfëllt de Service des autorisations am Mëttelstandsministère zënter kuerzem d'Norm ISO 9001:2000 an um legislativen Niveau ass et zur Reform vum Registre de commerce et des sociétés komm.

Duerch d'Aféiere vun deem harmoniséierte Konteplang konnte verschidde Charges administratives ofgebaut an d'Qualitéit vun de statisteschen Donnéeë vun eise Betriber doduerch och verbessert ginn. Den Austausch vun Informatiounen tëscht verschiddenen Administratiounen a Betriber gouf och verbessert a gëtt sécherlech och weiderhi gefördert.

De Statsminister huet a senger Ried virgëschter eng zousätzlech Vereinfachung ugekënnegt, notamment bei de Steieren. Am Finanzberäich kënnt eng Schlankheetskur, dat verspriechen ech ze maachen, huet hie gesot. D'Privatpersounen a sécherlech mat deenen och d'Betriber freeë sech dodrop.

Net vergiesse soll een d'Schafung vun dem Portail „entreprise", wou d'Betriber all néideg Informatiounen a Formalitéiten ouni vill Gedeessems nosiche kënnen.

Mä et bleift an dësem Dossier sécherlech nach vill ze maachen en d'Zukunft wäert eis weisen, datt ëmmer erëm nei Problemer, nei Direktiven entstinn, déi een an de Grëff kréie muss. Wichteg ass, datt de Ministère des Classes moyennes den Ofbau zesumme mat de Vertrieder vun den Entreprisen an Ugrëff hëlt. Wann een den Ofbau allerdéngs vun de Charges administratives fir d'Betriber eescht hëlt, dann ass net nëmmen de Ministère des Classes moyennes gefuerdert, dann ass all Ministère vun der Lëtzebuerger Regierung hei impliziéiert.

En drëtte Punkt gesäit vir, d'onéierlech Konkurrenz anzedämmen. Ech mengen, datt mer et fäerdeg bruecht hunn, duerch verschidde Mesuren, eng gerecht a gesond Konkurrenz fir Kleng- a Mëttelbetriber ze schafen, esouwuel hei am Land wéi och an hiren Aktivitéiten am Ausland.

Als éischt goufen d'Charges sociales op engem ganz niddregen Niveau gehalen. Um Terrain gi verstäerkt Actions coup de poing ënnerholl, fir d'Betriber ze kontrolléieren a fir ze kontrolléieren, ob se déi sozial, fiskal an aarbechtsrechtlech Gesetzgebungen anhalen. Aner Initiative goufen ënnerholl fir géint de Problem vun der Schwaarzaarbecht an dem sozialen Dumping virzegoen. Dës Politik huet positiv Resultater mat sech bruecht a gëtt och an Zukunft esou weidergefouert.

Um preventive Plang goufen eng Partie Gesetzesprojeten déposéiert, déi de Risiko vun engem kommerziellen Echec verréngere sollen. Duerch d'Reform vum Droit d'établissement zum Beispill ginn d'Zouloossungskonditioune fir d'Betriber verschäerft. Den 20. Mee 2003 gouf an der Chamber e Projet mam Titel „mesures ponctuelles en matière de prévention des faillites et de lutte contre les faillites organisées" déposéiert, deen allerdéngs nach diskutéiert muss ginn. Ausserdeem gouf duerch d'Gesetz vum 30. Juli 2002 den Droit de la concurrence, wou et ënner anerem iwwert d'Concurrence déloyale an d'Publicité comparative geet, ganz déifgräifend iwwerschafft.

Här President, d'Steierreforme vun 2001 an 2002 sinn, wéi mer mëttlerweil alleguerte wëssen, sécherlech am richtege Moment komm. Dës Entlaaschtungen hu ganz vill dozou bäigedroen, datt eis Klenga Mëttelbetriber an engem schwierege wirtschaftlechen Ëmfeld weiderhi kompetitiv konnte bleiwen. D'Steiererliichterungen hunn net nëmmen d'Schafe vun neien Entreprisen an Aarbechtsplaze favoriséiert, si hunn och nei Investissementer stimuléiert.

Och hunn ouni Zweiwel vill Klenga Mëttelbetriber dovu profitéiert, datt duerch dës Steierreform bei de physesche Persounen d'Kafkraaft vun de Leit an d'Luucht gaangen ass. Et ass wahrscheinlech och eng vun den Ursaachen, firwat Lëtzebuerg de weltwäite Konjunkturabroch net grad esou däitlech vläicht gespiert huet wéi aner Länner dat hu misse spieren. Datt 2003 méi TVA erakomm ass wéi virgesinn, ass e klore Beweis dofir, datt duerch dës Steierreform d'Kafkraaft vun all Eenzelnem erhéicht gouf, a virun allem ass et awer e Beweis derfir, datt d'Leit de Surplus u Geld, deen se haten, och an de Konsum ëmgesat hunn.

E ganz wichtegen Objektiv aus dem Zéngpunkteplang ass d'Reform vun de Lois-cadres, déi mer d'nächst Woch hei an der Chamber um Ordre du jour wäerten hunn. Dës Förderungspolitik vun eiser Regierung zu Gonschte vum Mëttelstand léisst sech europawäit weisen. Wann ech d'Lois-cadres kucken, an zwar iwwert déi lescht fënnef Joer, vun 1998 bis 2002, da sinn eng 2.650 Demanden hei eragaange fir en Investissement vun iwwer 541 Milliounen Euro. Hëllefe sinn accordéiert gi während därselwechter Period vu méi wéi 41 Milliounen Euro. Dat heescht pro Joer eng Moyenne vu 500 bis 600 Dossiere mat enger Moyenne vun 108 Milliounen Euro Invest.

Och 2003, wou et an der Wirtschaft sécherlech - wéi mer dat wëssen - méi lues gedréint huet, oder méi lues gelaf ass, beleeft sech den Invest am Mëttelstand nach ëmmer op méi wéi 180 Milliounen Euro. Ech mengen, dat sinn Zifferen, déi ee mol misst eng Kéier an de Raum setzen am Verglach zu aneren.

Investissementer, déi zweifellos séier wichteg si fir d'Weiderliewe vun de Betriber. Och dësen héijen Invest vun de Betriber ass sécherlech eng logesch Folleg vun där ugeschwatener Steierreform.

Dës Ziffere beweisen awer, datt de Mëttelstand hei zu Lëtzebuerg net op de Kretsche geet. En investéiert an engem héije Grad, e setzt domadder op seng Zukunft. All drëtt Aarbechtsplaz gëtt am Mëttelstand geschafen. Et bougéiert hei nach.

All dës Indikatioune beweisen, datt de Mëttelstand Vertrauen an d'Rahmebedingungen huet, an dat politescht Ëmfeld an och an déijéineg, déi sech dofir verantwortlech zeechnen, dat heescht déi heiteg Regierung a virun allem de Mëttelstandsminister Fernand Boden. Mä et heescht awer och, datt den Esprit d'entreprise bei deene Leit, déi an de PMEen selwer d'Soen hunn, nach ëmmer intakt ass, nom Motto „we change it".

D'Reform vun de Lois-cadres hëlleft den Entreprisen, sech den Défië vum 21. Jorhonnert ze stellen. Et ginn nei Ureizer geschafe fir an den Investissement non-corporel ze investéieren. Dat heescht an der Haaptsaach an nei Breveten, nei Lizenzen, esou wéi an de Wëssens- an Technologietransfert.

Selbstverständlech gi mer dovun aus, datt mat dëse Mesuren d'Schafung vun neien Entreprisë gefördert gëtt. Zum anere gi fir d'Entreprisen nei Ureizer geschafen, fir hir Aktivitéiten ëmweltfrëndlech an op eng nohalteg Aart a Weis anzeriichten. D'Entreprisë ginn doriwwer eraus incitéiert fir verstäerkt an d'Forschung ze investéieren.

Och soll an der Liewensmëttelbranche en Invest an e Regime mat Instrumenter a Methoden, deen d'Traçabilitéit an d'Qualitéit vun der Produktioun nach méi verbessert an d'Liewensmëttelsécherheet op engem héijen Niveau assuréiert, besser subventionéiert ginn. Mä och hei mussen d'Konsumente wëssen, datt et Traçabilitéit a Liewensmëttelsécherheet net zum Nulltarif gëtt. Et ass och mat villen zousätzleche finanzielle Belaaschtunge fir de Betrib verbonnen.

En anere wichtegen Acteur, deen d'Schafen an d'Iwwerhuele vu Betriber fördert a finanziell ënnerstëtzt, ass sécherlech d'SNCI. Duerch de Prêt de démarrage oder de Crédit d'équipement kréie jonk Betribsgrënner zënter Joren eng adequat Ënnerstëtzung. Ech wëll an dësem Kontext drun erënneren, dass d'SNCI am Juni 2003 décidéiert huet, den Zënsfouss op all senge Kreditter nach eng Kéier erofzesetzen. Dat mécht se nach méi interessant an nach méi attraktiv.

Ech menge mat Sécherheet behaapten ze kënnen, dass et kee Land gëtt, wou d'Betribsgrënner esou staark ënnerstëtzt ginn, wéi dat zu Lëtzebuerg de Fall ass. De Problem, deen ech iwwer Joren op dëser Tribün opgeworf hunn, dass de Capital à risque nëmme Kapitalgesellschaften zougestane ka ginn oder gouf, an net fir Betriber en nom personnel accessibel war, ass och elo aus der Welt geschaaft.

Den Aktiounsplang gesäit vir, speziell Aktivitéitszone fir Kleng- a Mëttelbetriber ze schafen. Mir wëssen alleguerte wéi et mat dësem Problem bestallt ass. Et ass natierlech wichteg, dass e Betrib, wann e sech vergréissere wëllt, och eng Plaz fënnt, wou en dat ka maachen, wann d'Raimlechkeeten dat op där aktueller Plaz wou en elo ass net méi erlaben. Oft si se an den Agglomeratioune selwer täteg a mussen do aus egal wat fir engen Ursaachen och ëmmer fortgoen. Et ass deemno wichteg, dass mer genuch Zone schafen, wou Kleng- a Mëttelbetriber sech kënnen nidderloossen, an net ze wäit vun hire Clienten ewech aktiv sinn.

Och op dësem Niveau gesäit een eng séier positiv Entwécklung an ech denken do besonnesch un d'Réaffectatioun vun der Industriebroochen op Esch-Belval, an u verschidde regional Aktivitéitszonen uechtert d'Land. Mä och hei däerfen d'Réglementatiounen, an dat ass ganz wichteg an dat schéngt och nach e Problem ze sinn, net restriktiv gehandhaabt ginn. Et gëtt ëmmer nach Betriber, Här President, déi et schwéier hunn an enger Zone artisanale oder régionale iwwerhaapt ënnerzekommen. Hei besteet mat Sécherheet Handlungsbedarf beim Iwwerschaffe vun de Réglementatiounen, well et kann net esou sinn, dass mer Betriber hunn, déi mer hei zu Lëtzebuerg brauchen, déi awer kee Mënsch wëllt, weder an enger Industriezon nach an enger Uertschaft. Esou kann et net sinn. Mir mussen déi Réglementatioun nach

eng Kéier op de Leescht huelen, fir se ze iwwerschaffen.

Och fir jonk Betribsgrënner mussen adequat Plazen ugebuede ginn. Ech wëll an dësem Kontext déi sou genannt Pépinières d'entreprises ernimmen. Dat sinn Infrastrukturen, wou Betriber kënnen hir Aktivitéit ouni allze groussen Opwand vun Invest ufänken, an eng gewëssen Zäit do schaffen, bis se sech eng kommerziell oder handwierklech Assise oder respektiv Clientèle geschaaft hunn. Eréischt duerno solle se sech no engem eegene Site ëmkucken, wou se op hiren eegene Kont sech etabléiere kënnen. Esou Pépinièrë gëtt et zu Esch, Féiz, Housen a Réiden. Et ass, warum ech richteg informéiert sinn, och zu Wolz eng an der Planung.

De Mëttelstandsminister huet an deene leschte fënnef Joer mat Sécherheet eng positiv Mëttelstandspolitik gefouert. En huet et verstanen an deene richtege Momenter déi wirtschaftlech, sozial a steierlech Viraussetzungen ze schafen, fir dass weiderhin eng dynamesch Entwécklung vum Mëttelstand méiglech ass a seng Kompetitivitéit an deem ëmmer méi konkurrenzéierten Ëmfeld konnt gestäerkt ginn.

Am zweete Volet vu menger Interventioun, Här President, wollt ech nach e bëssen op d'Kompetitivitéit vun der Lëtzebuerger Wirtschaft agoen.

Vu groussen Deeler vun der Oppositioun hei an der Chamber gëtt ëmmer nees behaapt, dës Regierung wier d'Regierung vum Stillstand, si reforméiert net genuch an d'ëffentlech Hand investéiert och net genuch. Esou gëtt et emol op d'mannst behaapt. Mä da loosst mer dat emol, Här President, e bësse vergläichen. Ech wëll mech nëmme mat deem zweete Volet beschäftegen.

Beispill d'Schoulbauten. Wann een den Iwwerbléck iwwert d'Investissementer an de Schoulgebaier mécht, da gesäit een, dass hei mat Sécherheet net gekleckert gouf. Wann een et am Verglach zu der leschter Legislaturperiod kuckt, ass esouguer richteg geklotzt ginn. An der Period 1984-1999, also während 15 Joer, hunn déi sukzessiv Regierungen an der Chamber Schoulbaute fir 547 Milliounen Euro zur Ofstëmmung bruecht. Eleng a fënnef Joer goufen an dëser Legislatur fir ronn 400 Milliounen Euro Schoulbaute gestëmmt. Fazit ass, a fënnef Joer CSV-DP-Regierung goufe bal gradesou vill Schoulbauten décidéiert, wéi an deene 15 Joer virdrun.

Mä mir hunn net nëmme gestëmmt, et gouf och gebaut. Aus der leschter Legislaturperiod sinn nach Projete fir ronn 160 Milliounen Euro am Bau, ënner anerem den Ausbau vum Maacher Lycée, dem Lycée technique Joseph Bech. An dëser Legislaturperiod hu mer ënner anerem d'Lycéeë Wolz, Péiteng a Réiden geplangt an d'Baggere sinn, mengen ech, och schonn sur place.

***(Interruption)***

D'Zuele sinn de Fazit, Här Wohlfart. Un dësem Beispill Schoulbaute gesäit een, dass et eiser Regierung a besonnesch der CSV-Bauteministesch, der Madame Hennicot, eescht gemengt war, fir ze investéieren. Si huet d'Investitiounen net gestoppt, si huet se zolidd op Trapp bruecht. Grad an dëse wirtschaftlech méi schwieregen Zäite kann d'Regierung op de sou genannten Apel fir den Duuscht zréckgräifen a kann d'Konjunkturentwécklung mat hiren Investissementer stëtzen. Ouni Reserven an de Fonge wär dës Politik mat Sécherheet net an deem Mooss méiglech gewiescht.

Ech kann dofir och net novollzéien, firwat de President vun der Lëtzebuerger Zentralbank a sengem Josresapport d'Zréckgräifen op d'Reserven a Fro stellt. Firwat leet ee soss a gudden Zäite Reserven un? Bestëmmt net well et Spaass mécht, fir sech vun der Oppositioun virhalen ze loossen, d'Regierung géif um Geld sëtzen. Neen, fir eben a schwieregen Zäiten de Konstruktiounssecteur net an de Chaos ze stierzen, mä fir en ze stëtzen. Domadder ënnerstëtzt d'Regierung net nëmmen den Entrepreneur oder besser gesot de Betrib selwer, mä et ginn och nach ganz vill Aarbechtsplazen an dësem Secteur iwwert dëse Wee ofgeséchert. Mir droe mat dësen Investissementer aktiv dozou bäi, fir dass vill Leit hir Schaff an dësem Land behalen hunn oder behalen.

A propos Aarbechtsmaart. Et mécht kee Sënn fir der Realitéit net wëllen an d'Aen ze kucken. Et gëllt e klore Bléck op de Chômage ze werfen, deen elo d'Grenz vu 4% passéiert huet. Dofir ass et richteg, fir dat gesamt Instrumentarium am PAN-Gesetz, dat an der Tripartite zum groussen Deel ausgeschafft gouf, ëmmer nees kritesch ënnert d'Lupp ze huelen. An dësem Kontext gëllt et ze iwwerleeën, ob et net méi intelligent ass, wann de Stat als Stat scho Geld mobiliséiert, fir dann d'Leit an der Beschäftegung ze halen, oder séier op eng aner Schaff ze bréngen.

Ech mengen, dass wann ee leschten Enns ausrechent, dass et, onofhängeg vun deenen negative mënschleche Begleiterscheinungen, méi bëlleg gëtt, fir aktiv a finanziell d'Aarbecht am Betrib selwer, deen a Schwieregkeeten ass, ze ënnerstëtzen, anstatt an Net-Aarbecht ze investéieren oder Net-Aarbecht ze bezuelen.

Dat ass eng Fro, déi ee sech ëmmer erëm nei stelle muss, an déi mat Sécherheet nach net esou séier geléist gëtt, mä et soll op d'mannst bei all Fall, wou e Betrib a Schwieregkeeten ass, oder wou e Betrib a Schwieregkeete kënnt, als Basisgedanke mat diskutéiert ginn.

Här President, eiser Ekonomie kann et nëmme gutt goen, wann de Standort Lëtzebuerg attraktiv ass an am Verglach zum Ausland och kompetitiv ass. Och hei gouf net geschlof. Ech erënnere gären un d'Steierreform vun 2002, déi d'Betribssteieren a Richtung 30% gedréckt huet. Doniewent goufen, wéi scho virdru gesot, d'Zënssätz fir d'Prête vun der SNCI erofgesat.

Mä d'Regierung huet no dëse Moossnamen d'Hänn net an de Schouss geluecht. Am Ekonomiesministère gouf en Observatoire de la compétitivité ageriicht. Fir dësen Observatoire goufen zwee Vollzäitekonomisten agestallt. Deenen hir Roll ass et d'Donnéeën zur Kompetitivitéit an eisem Land ze sammelen, eng systematesch Analys vun dësen Informatioune virzehuelen, a schlussendlech d'Schlussfolgerung doraus ze zéien.

E franséischen Expert, de Professer Lionel Fontagné vun der Paräisser Uni Sorbonne gouf vun der Regierung domadder beoptraagt d'Aarbecht vum Observatoire konzeptuell ze begleeden. Et gouf och dofir eng Tripartite-Sëtzung de leschte 15. Dezember ageruff.

Dës CSV-DP-Regierung huet den Ustouss dozou ginn, dass déi Themen hei zu Lëtzebuerg méi wëssenschaftlech beliicht solle ginn. Déi éischt Nummer vun där neier Publikatioun vum Ekonomiesministère, respektiv der Politique économique, war enger Etüd iwwert déi gesamt Produktivitéit vun de Produktiounsfacteure reservéiert.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, all dës Mesuré beweisen, dass dem Jean-Claude Juncker mat senger ganzer Regierung d'Kompetitivitéit vun de Lëtzebuerger Betriber um Häerz läit, an dass si do Gréisstméiglechst gemaach hunn, fir dass déi och ganz héichgehale gëtt.

Ech soen Iech merci fir d'Nolauschteren.

**M. le Président**.- Als nächste Riedner ass den Här Georges Wohlfart agedroen. Den Här Wohlfart huet d'Wuert.

**M. Georges Wohlfart** *(LSAP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, bei enger Interpellatioun, déi mer d'lescht Joer hei am Januar gefouert hunn iwwert d'Entwécklung am Kader vun der Landesplanung vun der Nordregioun, hate mer e relativ grousse Konsens fir festzestellen, dass do an deene leschte Joren esou munches sech beweegt huet, an dass den Zäitpunkt da komm wär, fir elo eng Rei Décisiounen ze huelen, fir den Zuch op déi richteg Schinnen ze setzen, fir an Zukunft eng nohalteg a positiv Entwécklung ze garantéieren.

Aus Zäitgrënn kann ech net méi op all déi Saachen agoen, déi mer deemools diskutéiert hunn. Ech wëll mech haut de Moien, Här President, drop beschränken, och d'Problematik vun den Aarbechtsplazen am Norden, vum Chômage a vun der Ausbildung a Fortbildung méi genee ze analyséieren.

An deene leschte Wochen a Méint ass vill geschwat ginn iwwert d'Lag op eisem Aarbechtsmaart, déi sech e bëssen zougespëtzt huet. D'Zuele si bekannt, an ech mengen, et wier neiwent deenen traditionelle Betriber, déi hei zu Lëtzebuerg laang aktiv waren, wéi Villeroy & Boch oder d'CEPAL, huet och d'Intentioun vun der Arcelor fir grouss Opreegung gesuergt, wou jo sollen dausend Aarbechtsplazen ofgebaut ginn, quitte dass op där anerer Säit awer Milliounen Investissementer an nei Strukturen investéiert ginn.

An dat ass d'Stéchwuert: Arcelor, well sech och am Kanton Wolz, virun allem zu Wolz selwer, en traditionelle Standuert vun der Lëtzebuerger Industrie, Suerge gemaach gëtt iwwert d'Zukunft vun der CircuitFoil, e Betrib, deen hautdëssdags nach ronn 300 Leit beschäftegt. Wann ee weess, dass déi Traditiounsindustriestad Wolz an de leschte Joren eng Rei Aarbechtsplaze verluer huet, esou kann een d'Suerg vun de Leit verstoen. Ech mengen, et ass och dofir, dass mer wëlle versichen do déi Aarbechtsplazen ze halen, dass an Zukunft och Wolz als Industriestanduert kann ofgeséchert ginn.

Mir begréissen och dofir all Moossnamen, déi dozou bäidroen, dass mer kënnen hei zu Lëtzebuerg nei Industrien an nei Betriber, och am Handel an am Handwierk, usiedelen an dofir och eng weider industriell Aktivitéit zu Lëtzebuerg kënne begënschtegen. Ech mengen et muss een awer feststellen, dass trotz Personalopstockung beim Aarbechtsamt awer d'Tatsaach bleift, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dass normalerweis ee Placeur 400 bis 450 Dossieren ze traitéieren huet. Dat ass eng Feststellung, déi beweist, dass et eng ganz schwiereg Aufgab ass, fir esou Leit ze hëllefen, déi eng éischt Schaff siche respektiv op der Sich no enger neier Aarbechtsplaz sinn.

An ech menge mir sinn ons eens, dass dat fir déi Leit e groussen Aarbechtsvolume ass, an et muss een den Hutt ofdoe fir déi Placeuren, déi an de leschte Méint ënnert relativ schwéiere Konditiounen awer nach e gudden Job gemaach hunn. Et muss also prioritär - ech mengen och do ass den Aarbechtsminister net mat mer oneens - dofir gesuergt ginn, dass d'Zuel vun de qualifizéierte Placeuren an d'Luucht gesat gëtt, fir hinnen esou ze erlaben, ënnert beschtméiglech Konditiounen hirem Job nozekommen.

**M. François Biltgen**, *Ministre du Travail et de l'Emploi*.- Et däerf een net vergiessen, wat oft vergiess gëtt, dass mer d'Placeuren duerch eng Partie aner Servicer esou épauléieren, dass si eng ganz Partie Aarbechten net eleng musse maachen. Zum Beispill déi Leit, an et sinn der ganz vill, déi perséinlech Betreiung brauchen, déi kréie se iwwer en anere Service, fir dass de Placeur och a senger Aarbecht entlaascht ass.

**M. Georges Wohlfart** *(LSAP)*.- Okay, mä trotzdeem ass déi Zuel vun Dossieren awer impressionnant wann ee se vergläicht mat deenen Zuelen, déi genannt ginn an onsen Nopeschlänner. Dont acte, dass mer dann dat elo wëlle maachen. Dat, mengen ech, wär awer eng Prioritéit.

Déi zweet Fuerderung wär déi, dass mer och géife versichen am Norde vum Land d'Schafung vun Antennen am Kanton Klierf, wou sech momentan eng ganz grouss industriell Aktivitéit am Kader vum SICLER entwéckelt huet, an och am Kanton Réiden virzehuelen. Well ech mengen, och de Fait, dass een no bei de Betriber ass, dass een no bei de Leit ass, wäert sécherlech zu der Effizienz vum Aarbechtsamt selwer bäidroen.

Handel an Handwierk, Här President, en anert Stéchwuert. Do ass gesot ginn, dass an deene leschte Joren en Drëttel vun den neien Aarbechtsplazen an dësem Secteur geschaaft ginn ass. Mäi Virriedner huet och eng ganz Rei vu Moossnamen opgezielt, déi an deene leschte Jore geholl gi sinn, fir nei Grënnunge respektiv de Weiderausbau vun Handel an Handwierk hei zu Lëtzebuerg ze begënschtegen. Ech mengen et ass evident, dass dëse Secteur fir d'Lëtzebuerger Ekonomie och an Zukunft vu grousser Wichtegkeet ass.

Dofir begréisse mir et als Partei, dass et erëm de Guichet unique fir Kleng- a Mëttelbetriber gëtt, wou d'Syndikater SICLER an och Wolz-Wanseler zesumme mam LEADER Klierf-Veianen a Wolz-Réiden de Courage haten, dës Initiativ erëm nei opliewen ze loossen, wou ech - dat muss ech ganz éierlech soen - déi Décisioun, déi do Träger haten, déi de Guichet unique am Ufank finanzéiert hunn, iwwerhaapt net kann novollzéien, an dofir sinn ech frou, dass et elo méiglech ass, e ganz wichtegt Instrument fir Handel an Handwierk a fir déi jonk Leit, déi sech wëllen nidderloossen, weider erëm funktionéieren ze dinn.

Ech mengen, dass et och net schlecht wär, wa mer vu staatlecher Säit géifen dës Saach subventionéieren. Et ginn aner Saache subventionéiert, déi sécherlech net esou liewensnoutwendeg sinn, wéi d'Kreatioun vun neien Entreprisen.

**Une voix**.- Ganz sécher!

**M. Georges Wohlfart** *(LSAP)*.- Op där anerer Säit wollt ech och soen, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dass et awer néideg schéngt, dass déi zwee Gremien, déi ech elo genannt hunn, dat heescht op där enger Säit d'Aarbechtsamt an op där anerer Säit de Guichet unique, sollen enk zesummeschaffen, an ech géif mengen, dass esou géife Synergië positiv kënne gebündelt ginn, an dat am Intérêt vun de Leit, déi am Fong geholl op déi Déngschter mussen zréckgräifen.

Ech si mer och bewosst, dass dës administrativ Moossnamen eleng net duerginn. Mäi Virriedner huet eng Rei Initiativen opgefouert, déi och noutwendeg sinn, fir dass Entreprisë sech kënnen entwéckelen, mä wat mir a menger Partei um Häerz läit, dat ass och d'Weiderbildung an d'Fortbildung u sech. Ech wëll net op déi pedagogesch Inhalter agoen, déi musse kommen, fir dass mer kënnen am Fong geholl d'Ausbildung vun onse jonke Leit verbesseren, dat wäert meng Kolleegin d'Madame Delvaux de Mëtteg in extenso maachen, mä ech wollt awer eppes soen zu den Infrastrukturen.

Ech menge wa mer wëllen am Kader vun der Chancëgläichheet an am Kader vun der regionaler Dezentralisatioun d'Infrastrukture bei d'Leit bréngen, da kann ee begréissen, an dat maache mer och ouni Wenn und Aber, dass mer momentan e Lycée schafen am Kanton Réiden. Ech bedaueren awer, dat muss ech éierlech soen, dass de Kanton Klierf do e bëssen zréckgestallt gëtt, eréischt an enger zweeter Phas.

Et huet mech och gewonnert, dass op eng parlamentaresch Ufro, déi ech gemaach hat virun dräi Joer, ech eng Äntwert kritt hunn, wou d'Zuel vun de Kanner aus dem Klierwer Kanton mat 850 Kanner am Primaire ageschätzt ginn ass, woubäi se bei 1.200 louch! Esou héich wéi déi am Kanton Réiden. Ech menge wa mer natierlech op falsch Zuele mussen ons Décisiounen huelen, da brauch ee sech net ze wonneren, dass verschidde Retarde kommen.

***(Interruption)***

Jo, jo, d'accord, mä ech krut virun dräi Joer awer déi Äntwert, déi ech Iech elo gesot hunn. Déi hunn ech net aus dem Hutt gezunn, ech wollt dat just soen. Ech mengen, selbstverständlech ass et och néideg an Zukunft weider am Tourismus, wou an de leschte Joren eng ganz Rei Betriber am Éislek vill investéiert hunn, ze investéieren. Och d'Landwirtschaft muss weider, och mat deene Schwieregkeeten, déi elo op ons duerkomme mat der Fischler-Reform a mat de Problemer, déi mer um agroalimentairë Secteur kennen, ënnerstëtzt ginn, dass och do d'Aarbechtsplazen erhale bleiwen.

Aus Zäitgrënn wëll ech och nach just un den ëffentlechen Transport erënneren, wou mer ons entschieden dogéint wieren, dass den Transport vun de Gidder op der Nordstréck soll ofgebaut ginn. Dat, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, war a kuerze Wierder dee Beitrag, fir d'Entwécklung vum Norden net aus den Aen ze verléieren.

Ech soen Iech merci.

**Plusieurs voix**.- Très bien.

**M. le Président**.- Als lescht Diskussiounsriednerin fir dës Sitzung ass d'Madame Agny Durdu agedroen. D'Madame Durdu huet d'Wuert.

**Mme Agny Durdu** *(DP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, déi liberal Partei huet sech sougutt als Partei wéi och als Koalitiounspartner agesat, fir dass der Educatioun hei am Land sollt an dëse leschte véier Joer extrem vill Importenz zoukommen, an ech mengen, dat ass och am Kader vun dëser Regierung geroden.

Fir wat ass sech an dëser Regierung agesat ginn? Éischtens hu mer eis emol déi néideg finanziell Moyene ginn. De Budget vun der Éducation nationale ass ëm 30% gestigen, wäit méi wéi dat also wat prozentual am nationale Budget virgesi war. Wann een d'Croissance vum nationale Budget kuckt, ass prozentual méi an d'Éducation nationale gestach ginn, wéi soss am Ganzen.

Zweetens, mir hunn eng ganz Partie modern Infrastrukture lancéiert respektiv Viraarbecht gemaach. Ugefaange Lycéeë si fäerdeg gebaut ginn, et sinn Décisioune getraff ginn, wéi zum Beispill de Péitenger Lycée, wou mer endlech déi Problematik vun deem Site vun deem Lycée geléist hunn. De Plan sectoriel „lycées" ass ausgeschafft ginn, an deemgeméiss gëtt elo deen éischte Lycée do an absehbarer Zäit ugefaangen ze bauen, nämlech dee vu Réiden.

Drëttens, mir hunn eis agesat fir genuch a gutt ausgebilt Léierpersonal an eis Schoulen ze kréien. An deene leschte Jore sinn 800 Neiposten - ech ënnerstraichen: Neiposten! - am Enseignement geschafe ginn, a bis 2008 sollen et

der nach 1.000 sinn, déi geschafe ginn. Doriwwer eraus freeë mer eis, dass am Kader vun der Formation continue grad d'Enseignantë sech erweisen als déi, déi am meeschten hei interesséiert sinn, sech am meeschte fir d'Formation continue hierginn, a mir sinn och ganz frou doriwwer. An an dësem Domän hu mer och quokeleg Dossieren ugepaakt, déi sensibel waren, wéi déi vun der Regularisatioun vun de Chargé-de-coursen.

Dee véierten Domän wou mer eis agesat hunn ass d'Integratioun an d'Programmer, déi mer ëmgeännert hunn. D'Integratiounsdebatt war hei an der Chamber e wichtegen Débat an et ware wichteg Entrevuen, déi mir an der Kommissioun haten. An déi Konklusiounen, déi do gezu gi sinn, do si mer konstant amgaangen déi ëmzesetzen, an ech mengen d'Madame Brasseur kënnt all Joers eng Kéier an d'Kommissioun wou se seet, dat an dat ass mëttlerweil erëm geschafft ginn.

Eng vun de Konklusiounen deemools war d'Gewiichtung vun eisem Sproochenunterrecht. Dat hu mer gemaach. D'Léierpersonal an de Spillschoulen huet didaktescht Material zur Verfügung kritt, et ass den „team teaching", deen och op d'Sproocheproblematik soll agoen an der Primärschoul, et ass eng nei Liesfibel, déi mir agefouert hunn, an am Lycée technique ass och d'Gewiichtung vun de Sproochen aneschters gesat ginn, aneschters bewäert gi wéi zum Beispill awer am Lycée classique, wou mir de Sproochen natierlech eng extrem grouss Bewäertung ginn.

Un de Programmer si mir konstant amgaangen ze schaffen, déi nei Liesfibel wéi ech gesot hunn am Primaire, de Geschichtsunterrecht ass an deem Enseignement ëmgeännert ginn, im fransésiche Programm gëtt momentan äerdeg geschafft, mä awer och am Postprimaire sinn an ass un neie Programmer geschafft ginn. Et läit do a ville Stécker un de Programmkommissiounen, déi mol uerdentlech Infrastrukturen zur Verfügung kruten, déi och dat didaktescht Material zur Verfügung kruten, fir ze schaffen.

Ech kann hei nëmmen nach eng Kéier - ech maachen et bei all Geleeënheet - eis Programmkommissiounen invitéieren, fir nach vill méi intensiv ze schaffen. Eenzelner funktionéieren extrem gutt an hu ganz vill Opweises. Ech denken un déi englesch Programmkommissioun, ech denken un déi vun der Physik, mä déi aner sinn och nach gefuerdert, fir ganz intensiv sech anzesetzen.

Fënneftens, eng besser Organisatioun vun der Schoul ass fundamental, och do hu mer eis net an d'Hannertreffe gerode gelooss. Am Primaire ass e Gesetz adoptéiert ginn iwwert déi nei Organisatioun vum Inspektorat a wou sechs Bureaux régionaux – neen, net onbedéngt sechs - geschafe gi sinn, wou mir mol all déi Hëllefsservicer, déi et am Primaire gëtt, wou mir déi probéieren, op eng Aart a Weis ze strukturéieren, dass emol jiddferee weess, wou si se, wou fannen ech se, a wou d'Leit wëssen, wou fannen ech dann elo déi Servicer, wou ech déi Hëllef fanne fir meng Kanner.

An am Postprimaire ass d'Gesetz vun der Autonomie vun de Lycéeën ënnerwee. Mir hunn et um Programm stoe vun eiser Kommissioun déi nächst Woch, de 5. Mee. Ech hoffen, dass mir dat och nach deementspriechend duerch d'Chamber kréie virun deem ominéisen 13. Juni.

Sechste Punkt, d'Zesummeschaffe vun alle Schoulpartner ass eis en Anliegen, dofir ass den Dialog am Ministère gefouert ginn op intensiivst Aart a Weis. Ech erënneren un dat Gesetz vun 1912, wat ausgeschafft ginn ass, wou d'Madame Brasseur eis matgedeelt huet, et wären 11 Réuniounen op allerlargester Basis gewiescht, fir un deem Gesetzestext ze schaffen. Leider kënne mir dat Gesetz net méi virum 13. Juni unhuelen, mä nichtsdestotrotz ass d'Basis geluecht.

A sou gutt an deem Gesetz vun der Reform vun 1912 wéi am Basisgesetz, wéi och an deem Projet de loi iwwert d'Autonomie gesäit een eppes ëmmer erëm: All déi Texter setze sech dofir an, fir dass all Partenairen an der Schoul éischtens sech kënnen organiséieren, an zweetens och mussen an den Dialog mateneen trieden, wou jiddferee seng Rechter a seng Flichten a bestëmmte Bunne geluecht kritt, a wou dann nach jiddferee soll a ka matenee schwätzen a kann dialogéieren. Dofir wäerte mir eis och an der Zukunft asetzen.

Dat, wat ech mengen, wat eis Schoul elo onbedéngt virun an der Zukunft brauch, dat wéilt ech am Fong geholl op zwee Wierder resüméieren, dat eent ass d'Qualitéit, an dat anert ass Evaluatioun. D'Qualitéit vum Enseignement muss viru prioritär sinn, mir mussen onbedéngt virun eis Programmer adaptéieren un dat, wat sech dobaussen an der Wirtschaft, wat sech dobaussen an der Wëssenschaft deet, an eis Schoule musse sech bewosst sinn, dass si net an engem Vase clos sinn, mä si sollen d'Kanner virbereeden op d'Liewen. Deementspriechend mussen och eis Programmer adaptéiert ginn un dat, wat um Marché geschitt.

Mir musse virun eis fir d'Bildungsstandarden asetzen, déi bis ewell am Primaire bestinn, mä déi mir och nach mussen am Postprimaire kréien. Eng wichteg Hëllef, déi mir an deem Domän wäerte kréien, dat sinn déi Épreuves communes, déi mir wäerten am Enseignement maachen, fir dass och all Schoulgebai weess, wou et mat sengem Programm do ass, wou se nach Schwächten hunn, sech musse verbesseren, an esougutt d'Autonomiesgesetz wéi d'Épreuves communes wäerten eis do a villem hëllefen.

Da soen ech nach eng Kéier, ech erwaarde mir ganz vill an der Zukunft vun eise Programmkommissiounen. Evaluatioun ass awer och fundamental, ech mengen dat war ee vun de kruziale Feeler, déi an eisem Enseignement gemaach gi sinn. Mir waren ëmmer der Meenung, mir hätten e gudden Enseignement. Dat wëll ech elo net verneinen, mä nichtsdestotrotz, mir mussen eis Schoul regelméisseg enger Evaluatioun ënnerzéien, wou ee kuckt: Sinn eis Programmer nach adaptéiert? Ass eist Léierpersonal nach gutt genuch ausgebilt? Ass eis Schoul dem Rhythmus vun de Leit an dem Rhythmus vun eise Familljen ugepasst? Et cetera, et cetera.

All déi Evaluatioune musse gemaach ginn, mir hunn déi och an d'Weeër geleet.

*(Interruption)*

Ma, zum Beispill d'Gesetz iwwert d'Chargés de cours, do hate mir eng Evaluatioun an der Kommissioun virgestallt kritt, an déi Evaluatioun, déi mir an deenen eenzelnen Domäner ugefaangen hunn, wäerte mir och virufééieren, a se wäert konkret ginn, an net iergendwou an den Theorië leien.

*(Interruption)*

Neen, neen, dat ass d'Realitéit, Här Gira. Mir loossen eis net beieren a si gewëllt sou an deem dote Klima virunzeschaffen.

Ech géif lech merci soe fir d'Nolauschteren.

**Une voix.**- Très bien!

**M. le Président.**- Domadder wäre mir um Enn vun eiser Sitzung ukomm. Déi nächst Sitzung ass haut de Mëtteg a fänkt um hallwer dräi un.

D'Sitzung ass opgehuewen.

***(Fin de la séance publique à 12.19 heures)***

# JEUDI, 29 AVRIL 2004 — 54E SÉANCE

**Présidence: M. Jean Spautz, Président**
**M. Nico Loes, Vice-Président**

## Ordre du jour

1. 5332 - Débat sur l'état de la nation (suite)
2. Ordre du jour

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre; Mme Lydie Polfer, Vice-Premier Ministre; M. Fernand Boden, Mmes Erna Hennicot-Schoepges et Marie-Josée Jacobs, MM. Michel Wolter, Henri Grethen et François Biltgen, Ministres; M. Joseph Schaack, Secrétaire d'État.

***(Début de la séance publique à 14.32 heures)***

**M. le Président.**- D'Sitzung ass op.

Huet d'Regierung der Chamber eng Kommunikatioun ze maachen?

***(Négation)***

Dat schéngt net de Fall ze sinn.

Da fuere mer viru mat eisen Debatten iwwert d'Lag vun der Natioun. D'Lëscht vun de Riedner gëtt erëm frësch verdeelt. No den Debatte vun haut de Mueren ass se erëm frësch opgedeelt ginn. Als éischt Riednerin ass d'Madame Ferny Nicklaus-Faber agedroen. Madame Nicklaus, Dir hutt d'Wuert.

### 1. 5332 - Débat sur l'état de la nation (suite)

**Mme Ferny Nicklaus-Faber** *(CSV)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Gesellschaft insgesamt muss méi aarbechtsfrëndlech a méi kannerfrëndlech ginn. Beruffs- a Familljeliewe gehéiere méi no beieneen. Dat sinn d'Wierder vun eisem Statsminister en Dënschdeg hei an der Chamber. Vill Effortë si schonn an deene leschte Joren an deenen Domäner geleescht ginn, an ech denken do un déi exzellent Politik zu Gonschte vun de Familljen am Allgemengen an de Fraen am Besonneschen.

De Bilan vun dëser Chamber léisst sech weisen: Am Laf vun de Jore goufen net manner wéi 19 Gesetzer gestëmmt, déi ënnert iergendenger Form Frae betreffen an hir Situatioun an der Gesellschaft verbesseren. Ech erënneren do un d'Gesetz iwwert den Harcèlement sexuel oder de Schutz vu schwangere Fraen op der Aarbecht, deenen hir Aarbechtskonditioune substanziell verbessert goufen. Vill Frae konnten dovunner profitéieren, sech eng eege Rent opzebauen an de leschte Joren andeems se Pensiounsbeiträg zréckkafe konnten. Och net ze vergiessen ass d'Aféierung vum Forfait d'éducation, eng Unerkennung vun der Erzéiungsaarbecht vun haaptsächlech der eelerer Generatioun vu Fraen.

Eent vun deene wichtegste Gesetzer aus dëser Legislaturperiod awer ass dat iwwert d'häuslech Gewalt. Dës Form vu Gewalt ass Ausdrock vu Muecht vun engem Geschlecht iwwert dat anert. E wichtege Message vun deem neie Gesetz ass ouni Zweiwel, dass Gewalt an der Famill keen Tabuthema méi ass. Aus den Zuelen, déi mer alleguerte kennen, geet däitlech ervir, dass d'Ofstëmmung vun dësem Gesetz net vu Muttwëll war. Nämlech zënter dem 1. November 2003 sinn 79 Männer vun doheem ausgewise ginn. Bis elo war bei den Ewechweisunge keng eenzeg Fra betraff.

Ze bedenke gëtt awer och, dass wäit iwwer 100 Kanner an dëse Famillje betraff sinn. Och si musse psychologesch encadréiert ginn, an dofir gëtt an Zesummenaarbecht mat dem Service d'assistance fir d'Affer vu Gewalt versicht, Weeër ze fannen, fir de spezifesche Bedierfnesser vun dëse Kanner Rechnung ze droen. E schlëmmt Beispill, wéi häuslech Gewalt sech an enger Famill auswierke kann, kënne mer am Moment an der Press verfollegen, wou e Mann de Prozess gemaach kritt, deen zu Esch virun zwee Joer seng ganz Famill, dat heescht seng Fra an dräi Kanner brutal ëmbruecht huet.

Zu engem anere Sujet. Am Sënn vu méi Kannerfrëndlechkeet wëll ech och e puer Wierder iwwert d'Aféierung vum Ombudskomitee fir d'Rechter vum Kand soen. D'Missioun vum ORK ass et, d'Rechter vum Kand ze schützen an ze promouvéieren, wat hei am Land ëmmerhin eng 103.000 Kanner betrëfft. Dëse Komitee krut eng Rei vu Funktiounen unerkannt, déi mat de Kannerrechter an deene betreffende de legislativen Texter zesummenhänken. Et gehéiert zu sengen Attributer, bestehend Texter ze analyséieren, Recommandatiounen ze maachen oder Avisen zu Texter a Gesetzesprojeten ofzeginn.

Här Clement, ech hoffen ech stéieren lech net ze vill.

**M. Lucien Clement** *(CSV)*.- Neen, neen.

**Mme Ferny Nicklaus-Faber** *(CSV)*.- Dann ass alles an der Rei. Den ORK ka sech iwwert d'Situatioun vun de Kanner am Land äusseren. E kritt Informatiounen iwwert d'Verletzung vu Kannerrechter a kann zu dësem Zweck Kanner selwer héieren ouni elo awer kënnen direkt anzegräifen. Dëse Komitee fonctionnéiert ganz gutt an huet sécherlech schonn an där kuerzer Zäit wou e besteet eng wäertvoll Aarbecht am Déngscht vun de Rechter vun de Kanner geleescht andeems e versicht, d'Kand, dat schwächste Glidd an eiser Gesellschaft, nees méi an de Mëttelpunkt vun allen Iwwerleeungen ze stellen.

Här President, wa mer iwwert d'Rechter vu Persoune schwätzen, da kënnt een net derlaanscht, d'Aféierung vun engem neie Paragraph 2 am Artikel 11 vun eiser Verfassung an d'A ze faassen. Gläich Rechter fir Mann a Fra goufe schonn am Traité vun Amsterdam oder och an der Charte des Droits fondamentaux vun Nice aus dem Joer 2000 festgehalen. Dëst Recht ass an eiser Verfassung awer nach ëmmer net ausdrécklech ageschriwwen. D'geplangten Ofännerung en vue vun engem neie Paragraph 2, Artikel 11, zitt sech elo schonn iwwer Joren hin.

Nieft der Commission des Institutions hat d'Fraekommissioun an Zesummenaarbecht mat der Commission juridique e gemeinsamen Text ausgeschafft, dee vum Conseil national des femmes zu 100% ënnerstëtzt gëtt, deen awer leider fir d'drëtte Kéier d'Zoustëmmung vum Statsrot net krut. Mëttlerweil kann ee sech déi berechtegt Fro stellen, ob hei de politesche Wëlle feelt oder ob elo den Déiereschutz als méi wichteg ugesi gëtt an onser Gesellschaft wéi d'Gläichheet vu Mann a Fra.

***(Interruptions diverses)***

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Vereenbarkeet vu Famill a Beruff ass vum Statsminister am État de la nation ugeschwat ginn. Op dësem Punkt gouf an de leschte Jore ganz vill Aarbecht gemaach. D'Unzuel vun de Crèchëplazen ass bestänneg an d'Luucht gaangen, an dat wäert och an Zukunft esou virugoen, well si droen dozou bäi, Beruff a Famill mateneen ze verbannen. Hate mer am Joer 1999 876 konventionéiert Crèchëplazen, esou sinn dës op 1.338 eropgaangen.

D'Iddi vun de Betribscrèchen, wéi se am Ausland schonn zënter Jore fonctionnéieren, muss och hei am Land weider gefördert ginn. D'Virdeeler leien hei op der Hand. Eltere kënnen dovunner profitéieren, hir Kanner no bei hirer Aarbecht betreien ze loossen. Vun dëse gudden Aarbechtskonditioune profitéieren awer net nëmmen d'Elteren, mä och d'Patronen, well en zefriddene Mataarbechter ass och e gudden a produktive Mataarbechter. Déi puer Betribscrèchen, déi mer hei am Land hunn, ginn awer net duer.

Hei stellt sech d'Fro vun der Finanzéierung, well d'Finalitéit vun engem Betrib ass jo Benefiss ze maachen an net Crèchen opzeriichten. Wéi kënne mer esou Infrastrukturen ënnerstëtzen? Vläicht op déiselwecht Aart a Weis wéi de Stat dat bei de Gemenge mécht. Dat ass eng Fro, déi an Zukunft nach gekläert muss ginn. Och d'Ganzdagsbetreiung an der Schoul, d'Kantinen an d'Encadrementer fir Kanner virun an no der Schoul, Hausaufgabenhëllef, alles dat dréit sécherlech dozou bäi, Beruff a Famill méi effikass kënnen ze kombinéieren.

Wéi mer en Dënschdeg jo héieren hunn, sinn 18 esou Projeten amgaang realiséiert ze ginn, 51 sinn der an der Etüd. Ech wëll do soen, dass d'Stad Lëtzebuerg haut d'Betreiung vun alle Kanner mëttlerweil an alle Quartieren offréiert an dat net nëmme fir stater Kanner, mä och fir eng grouss Zuel aner Kan-

ner. D'Eltere mussen awer kënnen am Intérêt vum Kand fräi entscheeden, ob déi Ganzdagsbetreiung fir si a Fro kënnt oder net. Si däerf op jidde Fall net obligatoresch ginn.

Här President, d'Aféierung vum Congé parental war eng wichteg an zugläich familljepolitesch Moossnam, déi vill zu enger besserer Balance tëschent Familljeliewen an Aarbechtswelt bäigedroen huet. De Congé parental, dee sech jo gläichermoossen u Fraen a Männer riicht, dréit och zu engem neie Rolleverständnis vu Fra a Mann bäi. Mamm a Papp kréien d'Chance hei, sech intensiv ëm d'Erzéiung vun hire klenge Kanner ze këmmeren.

Ech muss jo net drun erënneren, dass de Congé parental nëmme vu Virdeel fir ons Kanner ass, well et ass gewosst, dass souwuel aus emotionelle wéi aus éducativë Gesiichtspunkte besonnesch dat éischt Joer d'Kand onbedéngt vu sengen Eltere soll encadréiert ginn. Ganz erfreelech ass et och ze gesinn, dass a leschter Zäit ëmmer méi Pappen d'Verantwortung an der Erzéiung vun hire Kanner an zwar um Terrain selwer iwwerholl hunn.

**M. Lucien Weiler** *(CSV)*.- Net nëmmen a leschter Zäit. Dat ass scho laang.

**Mme Ferny Nicklaus-Faber** *(CSV)*.- Sou ganz laang, Här Weiler, mengen ech, ass dat zwar nach net hier.

***(Interruptions diverses)***

**M. Jean-Claude Juncker**, *Premier Ministre, Ministre d'État*.- …wéi wann e wéisst vu wat dass e géing schwätzen!

**Mme Ferny Nicklaus-Faber** *(CSV)*.- Waren et am Januar 2002 319 Männer...

***(Interruptions diverses et coups de cloche de la Présidence)***

**M. le Président**.- Madame Nicklaus, fuert virun.

**Mme Ferny Nicklaus-Faber** *(CSV)*.- Wann et roueg ass, fueren ech virun.

**M. le Président**.- Loosst lech net aus der Fassung bréngen.

***(Interruption)***

**Mme Ferny Nicklaus-Faber** *(CSV)*.- Dir musst mir hëllefen, Här Fayot.

Waren et am Januar 2002 319 Männer, déi de Congé parental an Usproch geholl hunn, sou waren et der den 1. Januar 2004 606, also praktesch eng Verdueblung innerhalb vun zwee Joer.

Fir Beruff a Famill mateneen ze verbannen, huet onse Statsminister och d'Iddi vun neien Aarbechtszäitmodeller ugeschnidden, eng gutt Mesure, wéi mer se schonn zënter Joren och an der Commission de l'Égalité des chances gefuerdert hunn.

Spéider an der Schoul, sief dat am Précoce oder am Primaire, duerf a kann d'Erzéiung vun de Kanner net eleng vum Léierpersonal assuréiert ginn. D'Eltere musse selbstverständlech an hirer Verantwortung bleiwen, woubäi eng méi enk Zesummenaarbecht um Terrain mat dem Léierpersonal an den Elterevereenegungen absolut noutwendeg ass.

Här President, wann een e Bilan mécht an ervirsträicht, wat an deene leschte fënnef Joer alles geleescht gouf, da muss een och iwwert d'Efforte schwätzen, déi zu Gonschte vum drëtten Alter gemaach goufen. 17% vun allen öffentlechen Investissementer goungen an deene fënnef leschte Joren an d'Beräicher vu Gesondheet an Alter. Et muss ee sech mol eng Kéier virun Aen halen, dass an dëser Legislaturperiod de Bau oder d'Moderniséierung vun zwielef Alters- a Fleegeheemer décidéiert gouf. All dës Gebaier wäerten, wa se fäerdeg sinn, de leschte Kritären a Saache Fleeg an Equipement entspriechen. D'Käschte vun deenen zwielef Infrastrukture belafe sech op e Montant vun iwwer 267 Milliounen Euro. Dës Sue sinn awer gutt ugeluecht, well si erlaben et, datt eis eeler Matbierger och an Zukunft vun engem effikassen a qualitativ héichwäertegen Ugebuet u Fleeg profitéiere kënnen.

Net nëmmen d'Unzuel vu Fleegean Altersheimer, och d'Offer vun der Fleeg doheem ass an deene leschte Jore kontinuéierlech erweidert ginn. Hei kréien eis eeler Matbierger e Service ugebueden, deen et hinnen erlaabt esou laang wéi méiglech an hirer Wunneng ze bleiwen, ouni op déi noutwendeg Fleeg an Zouwendung mussen ze verzichten, déi si brauchen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ons Regierung huet an der leschter Legislaturperiod vill fir ons Familljen ënnerholl a si massiv ënnerstëtzt, sief et duerch d'Eropsetze vum Kannergeld, den Ausbau vu Crèchëplazen, d'Aféierung vum Congé parental, d'Steiervergënschtegungen an esou weider. De Stat kann awer net alles maachen a jiddfereen an all Situatioun ënnerstëtzen. Jidder Eenzelne vun ons ass gefuerdert méi Responsabilitéit an Eegeninitiativ ze iwwerhuelen. An dësem Kontext wëll ech mat engem Zitat vum fréieren amerikanesche President Bill Clinton schléissen, deen dat esou ausgedréckt huet…

***(Interruptions)***

Da lauschtert emol, Här Jaerling! En huet gesot: „Fro net: Wat mécht mäi Land fir mech? Mä fro éischter: Wat kann ech fir mäi Land maachen?"

Ech soen lech merci.

**Une voix**.- Et war de President Kennedy.

***(Hilarité)***

**M. le Président**.- Et war de President Kennedy, deen dat gesot huet, wéi e vereedegt ginn ass.

Als nächste Riedner ass den Här Jos Scheuer agedroen. Den Här Scheuer huet d'Wuert.

**M. Jos Scheuer** *(LSAP)*.- Merci, Här President. Här President, Dir Dammen an Dir Hären, siwe Minutte fir d'Statspolitik op Provënzniveau ze setzen, oder siwe Minutte fir d'Provënzpolitik op Statsniveau ze hiewen: Dir sicht lech dat eraus, wat lech gefält.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, vun Zäit zu Zäit gëtt…

***(Interruption)***

Dir sicht lech dat eraus, Här Strotz, et ass lech iwwerlooss. Dir fannt et och eraus. Herno sot Dir mer et.

Vun Zäit zu Zäit tauchen an der politescher Diskussioun Begrëffer op, Wierder op oder heiansdo och Texter, déi nei Zeeche setzen, déi fir Diskussioune suergen, wéi zum Beispill deen ominöse Begrëff nohalteg Entwécklung. An dësem Fall ass déi Ofkierzung opgetaucht IVL, deem seng Propositioune bal unanime begréisst gi sinn hei an der Chamber, déi vu bestëmmten Oppositiounsriedner manner oder méi hannerfrot gi sinn. Oppositiounsriedner hunn op Konsequenzen higewisen, op Froen, déi opstinn. Fir mech ass deen IVL-Pabeier e Reflexiounspabeier, deen äusserst wichteg ass mat ganz wichtegen Denkustéiss, an déi Simulatiounen, déi do gemaach ginn, sinn absolut ubruecht.

Sécher ass, datt deen IVL en nationalen Impakt huet. Ech resüméiere ganz kuerz, ech resüméieren och esou prägnant wéi méiglech an esou pointéiert kuerz wéi méiglech. Wéi gesäit d'"Landschaftsstadt" Lëtzebuerg ass? An dee Begrëff Landschaftsstad, dee kënnt aus dem IVL.

Et gëtt dräi Ballungszentren, déi virgesi sinn an déi haut och schonn existéieren, zwee Ballungszentren an deene sech d'Ekonomie gruppéiert, masséiert a wou sech och de Wunnengsraum gruppéiert a masséiert. Déi Szenarien, déi befaasse sech dann eben och mam Wunnengsbau a mat den Transportproblemer, déi dermat zesummenhänken, plus dann och mam Aarbechtsmaart. Et gëtt da verschidde staark Regiounen. Et gëtt dominant Regiounen.

Déi éischt staark an dominant Regioun, déi stäerksten, ass Lëtzebuerg-Stad, dann ass déi zweet dominant stäerkst Regioun d'Südregioun mat Belval/Ouest, an da gëtt et nach drëttens eng aner, dat ass d'Nordstad. An tëschent dëse wirtschaftlechen an demographesche Bléck leien da sou genannt Regionalparken, Gréngzonen, Erhuelungszonen, Noerhuelungszonen. Dat ass d'Achs vun der Zukunft, dat ass d'Achs vun Norden no Süden. Eng Entwécklungsachs, do wou och d'Plusvaluen deemnächst an haut schonn dominant geschafe ginn, d'Plus-values économiques.

Wat bleift da fir den aneren Territoire vu Lëtzebuerg an deem IVL? Wat bleift fir de héijen Norden, a wat bleift fir de fernen Osten, déi territorial ëmmerhin dee gréissten Deel vum Lëtzebuerger Land ausmaachen? Wat bleift, wéi den IVL seet, fir déi sou genannt „ländlichen Räume" - esou steet et op der Säit 61?

**M. Henri Grethen**, *Ministre des Transports*.- Den Här Scheuer, deen amgaang ass an eng Pensée unique ze verfalen, däerf ech en drop opmierksam maachen, dass laut dem IVL et méi industriell Aarbechtsplazen op 1.000 Awunner am Norde vum Land gëtt wéi am Süde vum Land?

**M. Jos Scheuer** *(LSAP)*.- Ech hunn net onbedéngt vun Aarbechtsplaze geschwat. Ech hu vu Plus-valuë geschwat an ech kommen op d'Geld eraus herno. Ech komme ganz banal op Euroen eraus, Här Minister. Ech zitéiere wat bleift fir déi sou genannt „ländlichen Räume": Éischtens, „lebendige Städtchen", dat ass ganz niedlich; zweetens, „großes Potenzial für Tourismus und Naherholungsgebiete" - Wat ass dat schéin, wann een akafe goe kann! -; drëttens, Naturpark a véiertens, da kënnt fir den Här Minister - an do huet hie jo Recht - „Ansiedlung von Technologiebetrieben".

Wann dann d'Landesplanung dës Opdeelung proposéiert, dann actéiert se an dësem Fall an haut schonn am Fong dat, wat entweder schonn exekutéiert ass, a Beweis dofir ass déi formidabel wirtschaftlech a kommerziell Ballung ëm d'Stad Lëtzebuerg, oder dat, wat entweder décidéiert ass oder schonn an enger Phase d'exécution ass, an de Beweis dofir liwwert de Süde vum Land, de Beweis dofir liwweren d'Frichen am Süde vum Land. D'Nordstad bleift nach deelweis ze plangen oder bal ganz ze plangen. Do gëtt et Denkusätz.

Den IVL definéiert de ländleche Raum am Ënnerscheed zu de Ballungszentren duerch d'Feele vu grousse Betriber an duerch d'Feele vu grousse Wunnengsagglomeratiounen, als ee Raum haaptsächlech mat engem héijen Erhuelungswäert an deem et sech gutt liewe léisst an deen awer och dovunner liewe muss. Näischt schwätzt géint dës Definitioun, mä dofir mussen an der nächster Regierung verschidden Akzenter gesat ginn, déi dës Regierung net gesat huet.

An aus dem IVL-Wonschkatalog an deene véier Begrëffer fir déi sou genannt Randzonen huelen ech der zwee eraus: „Lebendige Städtchen" a „großes Potenzial für Tourismus". De Mëttelstands- an Tourismusminister ka sech dréinen a kéiere wéi e wëllt a bei Syndikater an Ententes touristiques eng Sonndesried iwwer Tourismus halen. Den Tourismussecteur geet zu Lëtzebuerg schläichend zréck a wann den Tourismussecteur zréckgeet a bestëmmte Regiounen, kréien och bestëmmte Betriber, Handwierksbetriber an de ganze Secteur tertiaire Schwieregkeeten. Dat gëllt fir den Norden, dat gëllt fir den Osten. Et geet an deem dote Beräich ëm e wirtschaftleche Secteur, haaptsächlech ëm e wirtschaftleche Secteur mat den Aarbechtsplazen.

**M. Jean-Claude Juncker**, *Premier Ministre, Ministre d'État*.- Da wier et dach och gutt, wann een zu lechternach nom Concert owes um hallwer eelef nach e Patt ze drénke géif kréien.

***(Interruptions diverses)***

**Une voix**.- Dir kënnt jo eng Taass Kaffi oder eng Taass Téi drénken.

***(Interruptions diverses et coups de cloche de la Présidence)***

**M. le Président**.- Loosst den Här Scheuer schwätzen!

**M. Jos Scheuer** *(LSAP)*.- Et geet net duer fir mat Subsiden ze operéieren. Et geet net duer fir eng sou genannt Kurtax an d'Gespréich ze bréngen, wat e gemaach huet, also duerno nees iwwert den ONT, dat ass den Här Marco Schank, an der Versenkung verschwannen ze loossen.

Den Tourismusminister ass a war ni de beschten Affekot vun den Tourismusgemengen. Den nächsten Tourismusminister muss en neie Schlëssel ausschaffe loossen an Zesummenaarbecht mam Innenminister, fir de besonnesch Belaaschtunge vun den Tourismusgemengen an den Tourismusgemenge Rechnung ze droen, zum Beispill e Schlëssel bei der Verdeelung vun der Gewerbesteier, wa se da bestoe bleift, respektiv iwwer e Fonds de dotation communale. Och dee muss deene Belaaschtunge Rechnung droen.

An dann zweetens just e Wuert un den Här Wirtschaftsminister wat d'Usiedlung vun Technologiebetriber ugeet. Den nächste Wirtschaftsminister muss dofir suergen, datt an den Industriezonen am Norden an am Oste vum Land och Hightechbetriber derbäikommen an ugesiedelt ginn.

**M. Henri Grethen**, *Ministre de l'Économie*.- Här President, den Här Scheuer ass amgaange gruje-lech Saachen ze soen.

Am Norden ass déi national Industriezon, an ech huelen d'Deputéierten aus dem Norden à témoin, struppevoll. Mir hunn e Problem. Mir mussen eng nei national Industriezon am Norde schafen an hätte mer endlech déi Wolzer Gemeng esou wäit, dass se géif Driff maachen, da wiere mer vill méi wäit.

***(Interruptions diverses et coups de cloche de la Présidence)***

**M. le Président**.- Lauschtert emol, Dir Dammen an Dir Hären, esou kënne mer jo net weiderfueren. Loosst de Riedner schwätzen a wann een eppes ze soen huet, Dir hutt jo all nach genuch Zäit, da léisst e sech androen, da mécht en eng Korrektur wann et noutwendeg ass.

**M. Jos Scheuer** *(LSAP)*.- Wann trotzdeem den Här Grethen esou sensibel ass...

**M. le Président**.- Här Scheuer, Dir sollt lech och net provozéiere loossen. Fuert einfach virun.

***(Hilarité)***

**M. Jos Scheuer** *(LSAP)*.- Mir brauchen och an deenen Zonen eng ganz breet Palett vun Entreprisen a mir brauchen Entreprisen, déi och Plus-valuë schafen, déi een herno am Impôt commercial zréckbehale kann.

D'Regierung kann a soll dat steieren. Besonnesch an engem Konzept an engem klenge Land, wéi mir dat sinn, ass dat méiglech.

Dir Dammen an Dir Hären, wa mer iwwert den IVL diskutéieren an och während enger nationaler Debatt, wéi dat hei eng ass, kann een nëmme soen, Dir Häre vun der Regierung verléiert den Norden net a vergiesst derbäi och den Osten net.

Merci.

**M. le Président**.- Als nächste Riedner ass den Här Niki Bettendorf agedroen. Den Här Bettendorf huet d'Wuert.

**M. Niki Bettendorf** *(DP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wéi geet et dem Land, der Natioun a puncto Sécurité sociale an a puncto Gesondheetswiesen 2004 hei zu Lëtzebuerg par rapport zu 1999? Et kann ee roueg soen, merci, et geet dem Land gutt, vill besser wéi 1999, zënter de Carlo Wagner vun der Demokratescher Partei de Gesondheetsministère an de Ministère vun der Sécurité sociale iwwerholl huet.

Fir d'alleréischt kommen ech a mengen Ausféierungen zu der Sécurité sociale. Ech wëll dat e bëssen beliichten. Am Joer 1999 krut d'Bezéierin vun enger Mindestwitwerent emol grad 921 Euro eraus. Haut kritt se 1.307,84 Euro. Dat ass eng Progressioun vun 42%.

1999 krut de Bezéier vun enger Mindestrent 1.135 Euro, haut kritt en 1.307 Euro. Dat ass e Plus vu bal 15,15%.

Am Joer 1999 hong een, deen aus gesondheetleche Schwieregkeeten net méi konnt op senger Plaz bleiwen an eng Ufro op eng Invaliderent huet misse maachen, oft no engem Joer tëschent zwee Still. Engersäits hunn d'Krankekeesen no 52 Wochen näischt méi bezuelt, anerersäits konnt de Betraffene kee Chômagegeld froen, well en am Fong kee Chômeur war.

Haut ass d'Invalideprozedur méi schnell ginn. Den Untragsteller, deem seng Invaliderent reviséiert gëtt, gëtt intern oder extern reklasséiert a kritt op jidde Fall Chômagegeld. Ass d'Chômagegeld ofgelaf an en ass nach ëmmer net reklasséiert oder huet d'Recht op d'Invaliderent nach net kritt, kritt en eng Indemnité d'attente, déi esou héich ass wéi säi Recht op d'Invaliderent. Richteg ass, dass et nach Lächer gëtt. Dofir si Verbesserungen um Instanzewee an déi MësssTänn, déi nach bestinn, wäerte mer och nach behiewen. Dës Lächer wäerten och nach zougemaach ginn.

Här President, am Joer 1999 louchen d'Reserve vun de Pensiounskeese bei 4,1 Milliarden Euro. Dëst Joer wäerten se méi wéi 6 Milliarden Euro ausmaachen. Dat ass iwwert dräimol dat wat all Joer ausbezuelt gëtt. Am Joer 1999 hat déi lescht Regierung dëser Regierung e Krankekeesendefizit vu 700 Milliounen aler Frang hannerlooss. Haut ass d'Situatioun am Krankekeeseberäich am Equiliber, och wa mer musse kucken, fir dëse MësssTänn, déi de Budget vun de Krankekeese staark belaaschten, endlech Meeschter ze ginn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, den Equiliber bei de Krankekeesen ass net einfach erbäizeféieren. Et muss een d'Situatioun genau analyséieren an nei Décisioune musse geholl ginn. D'Piste goufen hei an der Chamber schonn opgezeechent. Mir mussen deenen neie Pisten nogoen an de richtege Wee fanne fir de Krankekeesendefizit och an der Zukunft ënner Kontroll ze halen.

Zu de Rente muss ee soen, dass net ëmsoss dës Regierung de Gesetzesprojet op den Instanzewee bruecht huet an hei gestëmmt

huet, deen eng besser Verwaltung vum Patrimoine vun de Pensiounskeesen zum Zil huet, fir dës laangfristeg ofzesécheren. Mir hunn dat scho gemaach. D'LSAP kënnegt dat an hirem Wahlprogramm eréischt un. Andeem se d'Gesetz iwwert d'Gestion du patrimoine des Caisses de pension d'lescht Woch hei mat gestëmmt huet, huet se da schonn een Deel vun hirem Wahlverspriechen ageléist. Esou schnell kann et goen, wann een d'Aarbecht gutt virbereet kritt.

Iwwerhaapt vermëssen ech an hirem Wahlprogramm ganz kloer Aussoen iwwert déi zukünfteg Ofsécherung vun de Renten. Do steet just dran, dass d'Sozialiste wëllen d'Renten ofsécheren, mä wéi se dat maachen, dat steet net dran. Si schwätze sech just am Fong aus iwwert d'Bäibehale vum „aktuellen auf dem Umlageverfahren beruhenden Rentensystem" aus. Dat ass net ganz vill wat se do soen.

***(Interruptions diverses)***

Ech muss och soen, dass de Kolleeg Marcel Glesener hei an der Chamber vun neie Finanzéierungsquellen a puncto Rente geschwat huet. Ech hunn näischt dergéint wann d'Kolleegen dat hei soen. Ech hätt just gären, dass se alleguerte mer déi Pisten opzeechnen a genau soe wat se wëllen, fir dass een déi Gedankegäng och besser kann novollzéien.

Här President, fir d'Rente laangfristeg ofzesécheren an enger Gesellschaft, déi ëmmer méi al gëtt, musse mir d'Betribsrenten an och d'Privatrente weider ausbauen, ouni natierlech den éischte Pilier ze vernoléissegen, oder d'Upassung vun de Renten un den Index an un d'Lounentwécklung falen ze loossen. Fir dass de Generatiounsvertrag ka Bestand hunn, musse mir kucken, dass d'Leit och Loscht hu fir méi laang ze schaffen.

Fir ons geet et net drëm fir de Rentenalter an d'Luucht ze setzen, mä adequat Mesuren ze proposéieren, wéi Hallefdagsaarbecht beispillsweis, fir de Leit e graduellt Ausscheeden aus dem Beruffsliewen ze erméiglechen. Ausserdeem si mer dofir, dass d'Konklusioune vun den Aarbechtsgruppen, déi vum Rentendësch agesat goufen, fir Virschléi auszeschaffen am Beräich vun der Individualiséierung vun de Rente vun den Hausfraen Agank an eis Sozialgesetzgebung fannen.

Natierlech wäerte mer d'Entwécklung vun der Rentefinanzéierung am A behalen, well mer d'Léisunge musse permanent adaptéieren. Dofir ass jo schonn emol eng Revisioun vun den Dispositioune vum Rentendësch fir 2006 virprogramméiert.

Här President, d'Iwwerwaachung vun der Situatioun bei de Krankekeesen ass selbstverständlech och noutwendeg. D'DP setzt sech a fir eng optimal Gesondheetsbetreiung vum Bierger, egal wéi vill e verdéngt. Dës Betreiung, déi ëmmer méi sophistikéiert a méi deier gëtt, dréckt natierlech op d'Krankekeesen. Dofir musse mer eis bewosst sinn, dass, wa mer dat Bescht wëllen, mer och vill mussen dofir ausginn.

Wëllt ee manner ausginn an et eréischt guer net zu schwéiere Krankheete komme loossen, da setzt een op d'Preventivmedezin. D'Demokratesch Partei trëtt dofir an, dass déi virbeugend Gesondheetsmoossname méi ënnerstëtzt ginn. Gläichzäiteg si mer der Meenung, dass d'Abusë vun de Krankschreiwunge resolut musse bekämpft ginn. Do hu mer dräi Partner: Op där enger Säit hu mer d'Dokteren, déi mussen den Dix geriicht kréie wa se ze vill krankschreiwen. Op där anerer Säit hu mer den Arbeitgeber, deen den Absentéismus ganz oft favoriséiert, a mir hunn och den Arbeitnehmer, dee munchmol ze vill sech krankschreiwe léisst.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir gesinn als Demokratesch Partei d'Fleegeversécherung quasi als véierte Pilier vun eiser Sozialgesetzgebung an als zousätzlecht Standbeen vun eiser sozialer Ofsécherung. Fir d'DP huet all Bierger Recht drop gefleegt ze ginn, wann d'gesondheetlech Situatioun dat erfuerdert. Ee Beispill: D'Unzuel vun de Fleegebetter, déi 2002 scho bei 4.328 Better louch, ass amgaang duerch weider 1.350 Better opgestockt ze ginn, an et muss een haut manner laang drop waarde fir e Bett ze kréien.

Ech muss ofkierzen. Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Sécurité sociale kascht de Stat bal 1,5 Milliarden Euro d'Joer. Dat ass de gréisste Postë vun de Statsausgaben. Ech denken, dass dës Dépensen - wou Lëtzebuerg jo an der Berechnung pro Kapp d'Spëtzt an Europa ass - vläicht och nach an Zukunft wäerten an d'Luucht goen. Ech mengen awer, dass dat net richteg ass. Ech mengen, dass mer mussen an Zukunft méi sozialgerecht Sozialausgabe verdeelen an net einfach mat der Strenz iwwert d'Land fueren. Et gëtt eng Rei vun esou Entwécklungen, déi mer mussen an der zukünfteger Planung vum Sozialbudget berécksichtegen.

Villes hu mer säit 1999 fäerdeg bruecht. Et bleift och nach villes ze maachen. D'Demokratesch Partei an der Regierung huet bis elo villes realiséiert, mä dat ass net alles, et bleiwen och nach an der Zukunft eng ganz Rei Projeten ze realiséieren.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech kommen elo zum Gesondheetsdossier. No 15 Joer Gewurschtels an „Mir een, Dir een" an der Santé goufen an dëse fënnef Joer endlech Neel mat Käpp gemaach, mat enger Politik wou de Patient nees am Mëttelpunkt steet. Ech muss leider hei un d'Dysfonctionnementer erënneren am Gesondheetsministère ënnert der LSAP, wou Millioune bis haut nach net opgetaucht sinn, wou et e Selbstmord gouf a wou en LSAP-Minister huet misse säin Hutt huelen.

***(Interruptions diverses)***

D'Kolleege vun der LSAP hate gehofft, si kënnten dem Minister Carlo Wagner direkt de Fouss setze fir sech ze revanchéieren, mä hien huet mat Kompetenz a ganz vill Aarbecht aus dem LSAP-Pull erëm e Ministère gemaach wéi e muss sinn, an ech ginn lech eng Rei vu Beispiller.

***(Interruptions diverses)***

D'„Carte sanitaire": D'LSAP-Ministeren hate vergiess, eng Carte sanitaire auszeschaffe wéi d'Gesetz et verlaangt. Dëst huet de Carlo Wagner a kuerzer Zäit nogeholl. Mat der Carte sanitaire verfügt Lëtzebuerg iwwer eng detailléiert Bestandsopnahm vun eisen Spidolswiesen an de medezineschen Déngschtleeschtungen. Dëst Dokument war eng elementar Grondlag fir d'Erstelle vum Spidolsplang. De sozialistesche Spidolsplang vun 1994 huet op kenger gréndlecher Analys baséiert. Haut hu mer e Spidolsplang, e kohärente Plang fir e qualitéitsorientéiert, modernt an effizient Spidolswiesen.

Ech weess, déi Zäit ass de Minister Poos duerch d'Land gaangen, huet alles opgeschriwwe wat all Spidol géif brauchen. 20 Milliarde sinn derbäi erauskomm. Déi 20 Milliarden, déi stoungen 1984 am sozialistesche Wahlprogramm, si stoungen 1989 am Wahlprogramm, si stoungen 1994 am Wahlprogramm, an d'Finanzéierungsgesetz vun 1999 huet bewisen, dass vun de 15 Projeten, déi mer deemools gestëmmt hunn, der siwen iwwerhaapt net fäerdeg waren, kee Stempel vun der Commission permanente pour le secteur hospitalier haten. An och war d'UCM, déi 20% vun de Käschten dréit, iwwerhaapt net gefrot ginn.

Ënnert dem Carlo Wagner goufen zwee nei Finanzéierungsgesetzer gestëmmt, well ganz einfach d'Estimatioune vun 1999 net realistesch waren a vill ze niddreg ausgefall waren, well villes um Bau an och un Equipementer net virgesi waren, awer - och dat muss ee soen - well nei Besoinen entstane sinn. E Paradebeispill: Fir d'Modernisatioun an d'Renovatioun vun der Kannerklinik hat de sozialistesche Mandataire just 75.000 Euro virgesinn. Et kascht awer fënnefmol méi.

**M. Mars Di Bartolomeo** *(LSAP)*.- Frot de Marco Schroell wéi seriö deen Dossier vun der Kannerklinik war! Frot en emol! Wann e ganz éierlech ass, da seet en lech...

***(Interruptions diverses)***

**M. Niki Bettendorf** *(DP)*.- Ech weess ganz genau, dass den CHL ronn véier Milliounen Euro muss méi kréien, dass d'Maternité Grande-Duchesse Charlotte do déi véier Millioune muss méi kréien, an dass d'Kannerklinik 34 Milliounen Euro eleng muss kréie fir d'Kannerklinik op dee Stand ze bréngen, deen hir zousteet.

Den INCCI: Et ware ronn fënnef Millioune virgesinn, derbäi kommen 3,3 Milliounen. Fir d'Klinik vun Eech waren zwielef Millioune virgesinn, et komme 7,5 Milliounen derbäi. Den Neibau vun der Clinique privée Dr Bohler, do kommen 3,5 Milliounen Euro derbäi. De Centre national de radiothérapie François Baclesse beim Escher Spidol, dee war ze kleng wéi en ageweit ginn ass. Déi nei Vergréisserung kascht 19,2 Milliounen Euro. Profitéiert huet och den Hôpital François-Elisabeth um Kierchbierg mat zousätzlechen 113 Milliounen Euro. Zu Ettelbréck kritt dat neit Spidol zousätzlech 96 Milliounen a beim Rehazenter hu mer endlech de Grondsteen d'lescht Woch kënne leeën. Mir hunn och den éischte Schratt gemaach a puncto Statslaboratoire fir de Frënd Mars Di Bartolomeo zu Diddeleng.

Et muss een drun erënneren, dass mer 1999 am Land eng eenzeg IRM haten, haut hu mer der Gott sei Dank scho sechs, an all dës Investissementer sinn noutwendeg fir de Retard, dee sech a puncto moderne Spidolsinfrastrukturen ugeheeft huet, dee sech an 20 Joer akkumuléiert huet, haut wettzemaachen. Mir kënnen eis esou e flagranten Investitiounsstopp net méi erlaben, an d'Spidolsinfrastrukturen däerfen net méi à tel point negligéiert ginn.

Ech mengen ech kommen zum Schluss vu mengen Ausféierunge fir menge Kolleegen nach e bëssen Zäit ze loossen. Ech menge just, dass de Frënd vun Diddeleng ëmmer esou richteg seet, dass d'Gesondheet hire Präis huet, dass se eis eppes wäert kaschten. Dofir ass et och scho peinlech wann d'LSAP am Wahlkampfféiwer eng Gesundheitsoffensive wëllt erbäiposaunen nom Motto: „Plus on s'est trompé dans sa vie, plus on donne de leçons." Dat war e franséische Philosoph, deen dat gesot huet.

**M. Mars Di Bartolomeo** *(LSAP)*.- War et de Kennedy oder war et de Clinton?

***(Hilarité)***

**M. Niki Bettendorf** *(DP)*.- Neen, dat war de Gilles Deleuze, e franséische Philosoph, dee vun 1925 bis 1995 gelieft huet.

***(Interruptions diverses)***

Här President, ech hunn am Ufank vu menger Ried gesot, et géif der Santé an der Sécurité sociale gutt goen. Ech hunn dat mat mengen Ausféierungen hei kloer an däitlech bewisen. Mir wëssen, dass et schwéier ass an net esou brillanten Zäiten de grousse Retard, dee sech an 20 Joer akkumuléiert huet, opzehuelen, mä mir hu bewisen, dass mir et kënnen. A wann de Wieler et wëllt, da geschitt dat och nach an der Zukunft. Villes ass op alle Fall an de leschte Jore besser gi wéi dat ënnert der LSAP-Féierung war, a mir si bereet, eis Verantwortung och an der Zukunft ze huelen.

Ech soen lech merci fir d'Nolauschteren.

**Une voix**.- Très bien!

**M. le Président**.- Als nächste Riedner ass den Här Robert Mehlen agedroen. Den Här Mehlen huet d'Wuert.

**M. Robert Mehlen** *(ADR)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, den Här Statsminister huet seng Ried zum Ofschloss bruecht mat de Wierder: „Wirtschaft, Finanzen, Aarbecht, op dësen dräi Bühne spillt eist Lëtzebuerger Stéck." Dat ass vläicht net komplett, wéi en et och gesot huet, mä et ass awer och net falsch.

Wirtschaft, Finanzen an Aarbecht, déi kënnen nëmme fonctionnéieren, wa mer gutt forméiert Leit am Land hunn. Méi wéi all anere Politikberäich entscheet dofir den Enseignement iwwert d'Zukunft vun eisem Land. Nëmme wa mer an alle Secteuren, ob dat beim Stat ass, ob dat an eisen Entreprisen ass, ob dat Fräischaffender sinn oder ob dat Politiker sinn, déi d'Weichen hei am Land stellen, nëmme wa mer iwwerall beschtens forméiert Leit hunn, dann ass déi Zukunft och gesécheert, an da kënnen déi dräi Vecteuren do optimal fonctionnéieren.

Nëmmen, Här President, wann eis Ekonomie gutt fonctionnéiert, kann och en uerdentlech soziaalt Netz geknëppt an oprechterhale ginn. An an enger Welt, wou d'Globaliséierung ëmmer méi Realitéit gëtt, ass d'Wëssen, d'Kënnen an d'Formatioun vun de Bierger den entscheedende Facteur. Do kënne keng Bankeplaz a kee Bensinstourismus eis virdru retten. Et ass awer och kaum en anere Politikberäich, wou déi sukzessiv Regierunge méi versot hu wéi am Enseignement. De Bewäis huet d'PISA-Etüd eis bruecht, a jiddfereen ass d'accord, datt een dëser Regierung dat net kann ulasten. Jiddfereen ass d'accord, datt et d'CSV war, déi laang Zäit de Bildungsministère hat, déi sech dat do kann op hire Kont schreiwen.

Dat war, Här President, keen Accident de parcours! Et ass eng nohalteg, am negative Sënn, dat heescht eng dauerhaft Hypothéik op eis Zukunft, déi och dann nach net eliminéiert ass, wann eise Schoulsystem iergendwann eng Kéier erëm sollt optimal fonctionnéieren. Deemools sinn all méiglech Ausriede gebraucht ginn: Den Test war net op eise Bildungssystem ausgeriicht; d'Kanner waren net op den Test preparéiert; d'Enseignante waren net richteg drop opmierksam gemaach ginn, wat fir een Test, dass dat wär; mir hunn ze vill Auslänner an eise Schoulen an esou weider.

Här President, den Test huet déi traureg Wierklechkeet hei am Land erëmgespigelt. A mir gesinn et regelméisseg - ech woen dat hei ze soen -, wa mir hei an der Chamber Personal wëllen astellen, wa sech eng ganz Rei Universitairë mellen an dann intern hei bei eis getest ginn, an een un de Resultater gesäit, wéi traureg, datt eise Bildungsstand de Moment ass.

Jo, ganz sécher. Virdrun si se hei duerch eng Première gaangen. Et muss ee sech froen…

***(Interruption)***

…, wéi esou eppes méiglech war.

Här President, Bildung an Ausbildung sinn dat beschte Mëttel géint d'Aarbechtslosegkeet. An da stelle mer fest, datt vu 5.400 neien Aarbechtsplazen, déi 2003 geschafe si ginn, 72% vu Grenzgänger besat gi sinn an nëmmen 28% vu Leit, déi hei wunnen. Gläichzäiteg hu mer 9.000 Leit am Chômage an 3.000 a sou genannte Mesures d'emploi. An dat obschonn d'CSV jorelaang hir dichtegste Leit, d'Häre Juncker a Biltgen, am Aarbechtsministère hat an nach huet.

Et muss ee sech froen: Wéi ass esou eppes méiglech? Et kann een et nëmmen explizéiere mam Misère an eisem Bildungssystem, deen net capabel ass eis eege Leit op d'Besoinë vum Aarbechtsmaart virzebereeden.

1999, Här President, ass dunn d'DP ugetratt mat hirer grousser Bildungsoffensiv, wou dann alles sollt besser ginn. An no fënnef Joer DP am Bildungsministère kréie mer vun der Europäescher Kommissioun alt erëm eng Datz ausgestallt. Net nëmmen, datt mer bei deene Schlechtste leien, mä et wär nach schlëmmer ginn an deene leschte fënnef Joer. D'Ministesch seet: „Et ass net wouer." Esou wéi déi virdrun huet si och eng Partie Excusë beihand fir eis ze erklären, woufir dat, wat d'Europäesch Kommissioun erausfonnt huet, net richteg ass. Si hätt si schonn x-mol drop higewisen a si géingen dat net acceptéieren. Et muss ee sech froen, wéi esou eppes méiglech ass, d'autant plus wou Lëtzebuerg jo awer och mat senger Kommissärin jo ganz no um Ball ass.

Wat ass da wierklech geschitt an deene leschte fënnef Joer? Ausser Aktivismus net ganz vill! „Back to basics", e puer Korrekturen an de Programmer, fräie Samschdeg, d'Kand an de Mëttelpunkt - awer a Wierklechkeet huet sech grondleeënd an eisem Bildungssystem näischt verännert.

Här President, mir mussen och haut nach feststellen, datt mer deen deierste Schoulsystem vun der Welt hu pro Kapp, datt mer e risege Waasserkapp ëmmer nach am Ministère hunn. Ech weisen hei mat enger gewësser Genësslechkeet drop hin, datt eise fréiere Kolleeg, de Fränz Colling, Fraktiounschef vun der CSV, scho viru ville Jore verlaangt hat, mir missten als Chamber an der Finanzkommissioun eis eng Kéier deem Thema do am Detail unhuelen.

Da stellt een zum Beispill fest, datt d'Programmer iwwerluede sinn, datt d'Schoulzäit ëmmer méi reduzéiert gëtt. D'Vakanze fänke freides mëttes un, wann d'Schoul aus ass. A Wierklechkeet hu se awer dënschdes scho keng Schoul méi, well während de Vakanzen Konferenze musse gehale ginn, trotz 17 Woche Vakanz, wou all normale Mënsch nëmme fënnef Woche Congé zegutt huet. Dat muss ee Mënsch mir erklären. An dann héiert een zwou Wochen duerno, wann d'Schoul erëm amgaangen ass, datt d'hallef Zäit keng Stonne gehale ginn, well eng Partie Proffe mat anere Klassen an d'Skivakanze sinn - dat muss jo sinn hautdësdags - an déi aner, déi doheem bliwwe sinn, da keng Coursen hunn, well déiselwecht Proffen eben net verfügbar sinn.

Här President, wa mer hei am Land aus dem Bildungsmarasmus wëllen erauskommen, da musse mer seriö d'Kéier huelen. Da geet et net mat iwwerflächleche Beschéinegungsmoossnamen, mä da muss et an d'Déift goen. An dann deet et och op munche Plaze wéi. Mir mussen eis dat ee fir allemol virun Aen halen. Hei muss fundamental de System changéiert ginn. Mir brauchen an eise Schoule méi Autonomie. Mir brauche wéi am Privatsecteur Konkurrenz, déi de Motor vun all Fortschrëtt duerstellt. Mir brauchen eng öffentlech Schoul, déi fir jiddferee gratis ass - ech mengen, do si mer eis alleguer eens -, déi awer op där anerer Säit no de Regele vum Privatsecteur fonctionnéiert.

Leeschtung muss sech lounen. Lidderechkeet an Onfäegkeet däerfen net toleréiert ginn. Kee Kand hei am Land - Keent! - däerf fale gelooss ginn, wann et an der Schoul Schwieregkeeten huet mat virunzekommen, a kee Kand - Ech widderhuelen nach eng Kéier:

Keent! - däerf dovun ofhänken, ob et doheem Leit huet, déi mat em léieren oder net, soss kréie mer en Zweeklassesystem, wéi d'"Lëtzebuerger Wort" scho mat Recht viru fënnef Joer geschriwwen huet, datt déi, déi Mënz hunn, hir Kanner an d'Privatschoule schécken, déi besser fonctionnéieren, an déi aner an d'öffentlech Schoul.

An Däitschland - an ech hunn et dëser Deeg op engem öffentlechrechtleche Sender gesinn - ginn de Moment 6,5% vun de Kanner schonn an d'Privatschoulen, an et ass eng Demande do vun 20%, well d'öffentlech Schoul - a mir wësse jo och, wéi Däitschland am PISA-Test ofgeschnidden huet - net capabel ass, sech deem Défi richteg ze stellen.

Am Enseignement geet et, Här President, wéi a kengem anere Secteur ëm d'Zukunft vum Land. Et ass scho fierchterlech vill verpasst ginn a futtigemaach ginn, wat och nodréiglech net méi gutt ze maachen ass. 3.000 Jonker a Mesures d'emploi, ouni berufflech Perspektiv, dat ass d'Resultat vun deem System.

Dat bréngt mech awer gläichzäiteg bei de Mëttelstand, deen op eng onwahrscheinlech Aart a Weis vun dësen „Initiatives en faveur de l'emploi" eng déloyal Konkurrenz gemaach kritt, a wou wéi gesot op där anerer Säit sech näischt beweegt, déi jonk Leit vun enger Mesure d'emploi an déi aner ginn a keng Perspektiv hu jeemools eng Kéier an e richtege Beruff, eng richteg stabil berufflech Situatioun eranzekommen.

De Mëttelstand bilt déi Jonk hei aus, dat hunn och scho Virriedner viru mir hei gesot, a soubal wéi se d'Geleeënheet hunn, gi se bei de Lëtzebuerger Stat.

Enger Ëmfro zufolleg wëlle 77% vun eise jonke Leit an den öffentlechen Déngscht, bei de Stat oder bei d'Gemengen. Wäit iwwer 80% vun hiren Eltere wëllen, datt hir Kanner solle bei de Stat oder bei d'Gemeng schaffe goen. Den Här Statsminister, an dat huet mech gefreet, fënnt dat keng gutt Saach, fënnt dat eng geféierlech Entwécklung. Ech froe mech just, well dat ass jo net vun haut a vu gëscht, ass dat der Regierung während all där Zäit do échappéiert?

**M. Jean-Claude Juncker,** *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Neen, mä ech gleewen d'Sondagen de Moment esou gär!

**M. Robert Mehlen** *(ADR).*- Deen do gleewen ech ganz sécher, och wann ech déi aner net gleewen, Här Statsminister.

**M. Jean-Claude Juncker,** *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Et gëtt Prozentsätz driwwer.

**M. Robert Mehlen** *(ADR).*- Den DP-Politiker Gusty Graas, deen de Moien hei eizi, eizi vis-à-vis vum öffentlechen Déngscht gemaach huet, wéi keen aneren et hätt kënne besser maachen, huet viru kuerzem geschriwwen: „Dank einer umsichtigen Politik von Lydie Polfer und Jos Schaack wurden zwei Gehälterabkommen unterzeichnet, die den Angestellten im öffentlichen Dienst eine Erhöhung ihrer Gehälter um 8,3% bescherten."

Här President, wéi ech dat gelies hunn, du wousst ech net wat den Här Graas mat „umsichtigen Politik" géing mengen. Ob en domadder wëllt soen, mir hunn, well mer virsiichteg an der Finanzpolitik waren, nëmmen 8,3% accordéiert oder well mir et esou gutt mat der Fonction publique gemengt hunn, hu mir drop gehalen, datt se sollen awer wéinstens déi 8,3% kréien? Déi Fro steet am Raum, si ass net determinant, mä si ass awer determinant fir de Privatsecteur, ass determinant fir de Mëttelstand, deen déi jonk Leit kann ausbilden an da muss feststellen, datt se, esoubal wéi d'Dier zum öffentlechen Déngscht opsteet, fort sinn.

Dat Ongläichgewiicht tëschent Privatsecteur an öffentlechem Déngscht, Här President, belaascht d'Zukunft vum Lëtzebuerger Land wéi keen anert. Mir wësse jo alleguer, datt mer all Euro, all Frang nëmmen eng Kéier kënnen ausginn. Dat wat an d'Konsumausgaben, an dozou rechne mir d'Gehälter, geet, steet net fir Investitiounen zur Verfügung a wat net fir d'Investitiounen zur Verfügung steet schléit och erëm zréck op de Bausecteur an domat op de Mëttelstand. Et ass eng Binsenwahrheit, mä wann ee kuckt, wéi dat do formuléiert ginn ass, da muss ee sech froen ob dat iwwerall an de Käpp dran ass.

Här President, ech muss leider ophalen, well mer eis nach e puer Minutte wollten hannen halen. Ech hätt och gär dem Statsminister op seng liichtvoll Ausféierungen zu de Problemer an der Landwirtschaft an am Wäibau geäntwert. Dat bleift mer erspuert, well ech hunn a senger Ried, wéi esou dacks schon, näischt doriwwer fonnt.

Ech wollt awer mat engem Saz soen, datt dat wou d'Landwirtschaft de Moment drop histeiert, mat där Politik, déi elo gemaach gëtt, wou erëm nei Rechter, Jetonen, et muss ee sech virstellen, Här Statsminister, ech weess net ob Der dat scho matkritt hutt, d'Bauere sollen elo Jetonë kréien op den Hektar, déi herno erëm handelbar ginn, esou wéi d'Mëllechquoten och handelbar gemaach si ginn. Et ass jo e schéine System, deen éischtens nach ëmmer méi bürokratesch gëtt, an deen dozou bäidréit, datt déijéineg, déi am Beruff schaffen, manner dovunner hunn. Ech hu mech gefreet, datt Der sot, Dir géingt Iech deemnächst emol ëm dee Problem këmmeren. Dat heescht, datt déijéineg erëm mussen dofir bezuelen, fir iwwerhaapt däerfen de Beruff ze exerzéieren. Ech kommen domadder zum Schluss.

Här Statsminister, Dir hutt et mat Ärer exzellenter Rhetorik fäerdeg bruecht fir déi däischter Wolleken iwwert dem Lëtzebuerger Land fir annerhallef Stonn ewechzeblosen. Mä si sinn entre-temps schonn erëm do. Déi bewosste Schönfärberei, déi Der hei bedriwwen hutt, gëtt d'Realitéit am Lëtzebuerger Land net erëm. D'Problemer si vill méi grouss, wéi Dir et duergestallt hutt. D'Realitéit ass eng aner a si hëlt eis, fäerten ech, méi séier a wéi et eis alleguer léif ass.

Ech soen Iech merci.

**M. le Président.**- Als nächste Riedner ass den Här Ben Fayot agedroen. Den Här Fayot huet d'Wuert.

**M. Ben Fayot** *(LSAP).*- Här President, en zentrale Problem vu Lëtzebuerg um Ufank vum 21. Jorhonnert ass d'Innovatioun an d'Moderniséierung vum Land. D'wirtschaftlech Entwécklung ass eigentlech d'Konsequenz vun der Innovatioun an der Moderniséierung. Leider gëtt dëst nach ëmmer net als en zentrale Problem ugesinn. D'Lissabonner Reformagenda ass hei, wéi och soss an Europa, eigentlech an de Verzuch komm, obschonn déi jo wierklech eng Agenda fir d'Reform a fir d'Innovatioun ass. Ech contestéieren net, dass an der Fuerschung och méi Sue gefloss sinn, mä ech mengen, dass mer aus där Erfahrung, déi mer aus eLëtzebuerg gezunn hunn, ons Gedanke mussen driwwer maachen.

De Statsminister seet a senger Ried, et soll een e Bündnis fir Innovatioun maachen. Et soll een eng Moderniséierungsetapp féieren. Selbstverständlech kann een dat maachen. Ech sinn eigentlech e bësse verwonnert, dass dat um Enn vun der Legislatur kënnt, well et wier jo éischter um Ufank vun der Legislatur gewiescht, wou een dat hätt solle maachen.

Just ee Wuert zur Moderniséierung vum Stat. Ech mengen, dat ass jo och een Element wat am Fong geholl déi Moderniséierungsdebatt concernéiert. De Conseil économique et social huet dozou interessant Iwwerleeunge gemaach a sengem Avis zur Lag vun dem Land. Ech sinn och mam Conseil économique et social d'accord, dass ons Gouvernance den heitege Gegebenheeten eigentlech net méi ugepasst. ass, esouwuel an Europa, esouwuel wat d'europäesch Politik ugeet, wéi och wat d'Lëtzebuerger Politik ugeet.

Do kann ee sech dann an deem Zesummenhank froen, firwat dann d'Ëmsetzung vun zum Beispill eppes wéi eGovernment, dee Programm, deen 2000 vun der Europäescher Unioun décidéiert gouf, zu Lëtzebuerg esou laang Zäit gebraucht huet fir ëmgesat ze ginn. An ech mengen, ofgesi vun dem gudde Wëlle vun iergendengem Minister an der Regierung esouguer insgesamt läit de Problem dobäi, dass all Ministère, all Verwaltung seng eegen Zopp kacht.

Mä mir wëssen awer och op där anerer Säit, dass ee grondleeënden Zuch vun der Innovatioun eben deen ass, dass et zu engem Décloisonnement vun de Strukture kënnt, dass een also déi Festungsmentalitéit muss iwwerwannen an zu enger interdisziplinärer Method komme muss. Ech mengen, dozou gehéiert och zum Beispill dat wat ëmmer vun de Betriber gefrot gëtt, den Ofbau vun der Bürokratie. Den Ofbau vun der Bürokratie geet net ouni eng aner Approche vun der Gouvernance zu Lëtzebuerg.

Wat d'Innovatioun ugeet, fir op Fuerschung an Héichschoulwiesen ze kommen, huet d'LSAP an de leschten 20 Joer, well dat ass jo an der Legislatur 1984-1989 ugaangen, all déi öffentlech Instrumenter mat initiéiert a mat gedroen, déi d'Fuerschung an d'Héichschoulwiesen zu Lëtzebuerg geschaaft a weiderbruecht hunn. Ech wëll se net alleguerten opzielen.

Mä mir begréissen op jidde Fall, dass och an deene leschte Jore méi Geld, méi Mëttelen an d'Fuerschung gefloss sinn. Allerdéngs muss ech soen, zu deenen zwee Haaptgebidder, wou een Innovatioun ka produzéieren, d'Uni an d'Fuerschung, do kann een awer eng ganz Partie kritesch Remarquë maachen.

Bei dem Débat iwwert d'Universitéit hunn ech hei op dëser Tribün gesot, dass dat Gesetz dat wichtegst vun der Legislatur kënnt sinn, wann dann d'Ausféierung vum Gesetz réusséiert. Fundamental ass allerdéngs haut zu dësem Zäitpunkt, bal ee Joer nodeem dass déi Ëmsetzung ugefaangen huet, nach ëmmer net kloer ob dës Uni haaptsächlech eng Fuerschungsuni gi soll oder eng Université généraliste de proximité et d'accès aux études supérieures.

Wat d'praktesch Ëmsetzung vum Gesetz ugeet ass fir den Abléck schwéier ze erkenne wat genee geschitt a ganz konkrete Problemer, well hei si mer elo net méi um prinzipielle Plang. Hei si mer um ganz konkrete Plang wou et drëm geet, dass Saache geschéien: Studentewunnengen. Mir wëllen eng Uni mat ongeféier 5.000 Studente maachen, dovunner d'Halschent, 2.500, déi net zu Lëtzebuerg wunnen, déi aus dem noen Ausland oder vu méi wäit kommen, da feelen ons op jidde Fall a ganz kuerzer Zäit ëm déi 1.000 Studentewunnengen.

De Stat mécht eenzel Efforten, mä dat geet laang net duer. Studentenaarbecht, Jobs fir Studenten, Flexibilitéite fir déi Uni selwer am Kader vun hirem Fonctionnement, Studenten, Assistenten, Chercheuren Aarbecht ze ginn, Enseignement ze ginn, do si mer guer net fäerdeg.

D'sozial Sécherheet fir auslännesch Studenten hu mer och ugeschnidden. Mir brauchen och nach vill méi sozial a kulturell Ariichtunge fir déi nei Studenten. Mir brauchen eng grouss a gutt Unisbibliothéik, wa méiglech eng eenzeg an net dräi oder véier iwwert d'ganzt Land verspreet. Mir brauchen en Astieg an d'Diskussioun iwwert d'Standuerte vun der Uni, mëttelfristeg op jidde Fall. Mir kënnen net mat véier oder fënnef Standuerte vun där Uni herno erauskommen. Dat féiert zu engem enorme Gaspillage vun Zäit, verhënnert Synergien a verhënnert besonnesch den interdisziplinäre Kontakt, deen op esou enger Uni jo soll esou wichteg sinn.

Wat d'Uni selwer ugeet, ass nach ëmmer de Problem vun der Mobilitéit am Ausland, déi do misst integréiert ginn, net geléist. D'Fuerschung soll jo der Uni de Stempel opdrécken. Mä do hu mer och nach eng ganz Partie Problemer ze léisen, zum Beispill d'Zesummenaarbecht vun der Uni mat de Centres de recherche publics, och d'Zesummeschaffe vun der Uni mam Centre hospitalier, mat dem Laboratoire national de Santé. Do gëtt et also e ganze Chantier, deen nach ze beakeren ass.

Ech wëll och soen, trotz deene ville Suen, déi an d'Fuerschung an deene leschte Jore gefloss sinn, schaffen d'Fuerscher zu Lëtzebuerg nach ënnert ganz schwierege Konditiounen. Mir ware mat der Kommissioun vun dëser Chamber am Joer 2000 alleguerten déi Fuerschungsinstitutioune kucken a mir hu konstatéiert, dass déi Fuerscher materiell ënnert ganz schwierege Konditioune schaffen, an et ass och villes um Statut vun de Fuerscher wat nach net fonctionnéiert.

Dat sinn eng Partie Problemer kuerz ugerass, déi eng Erausfuerderung fir d'Zukunft sinn, an egal wéi déi nächst Regierung ausgesäit, kënnt se wierklech net derlaanscht fir deen Innovatiounsprozess an d'Wee ze leeden. Do geet et net mat enger Diskussioun duer, do musse ganz konkret Weiche gestallt ginn, fir dass mer als Lëtzebuerg innovativ a modern an d'Zukunft kënne goen.

**M. le Président.**- Als nächste Riedner ass den Här Xavier Bettel agedroen. Den Här Bettel huet d'Wuert.

**M. Xavier Bettel** *(DP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, déi lescht Zäit gëtt jo ganz vill vu Knäipe geschwat. Ech soen direkt, in limine litis, dass ech mech hei ganz vill un dem Här Juncker senger Ried zur Lag vun der Natioun inspiréiert hunn, well et mer gutt gedoen huet. Wann een als Jonken dobaussen esou d'Stëmmung héiert, déi vu verschiddene politesche Parteien a Medie gemaach gëtt, dann ass hei zu Lëtzebuerg jo eng dramatesch Situatioun: Et fënnt ee keng Aarbecht méi, de Chômage geet nëmmen an d'Luucht, d'Betriber ginn all zougemaach, de Wuesstum huet opgehalen, d'Leit ginn ëmmer méi verscholt.

Ech erlabe mer Iech elo einfach dat ze soen, wat mir wierklech gutt gedoen huet, wat den Här Juncker gesot huet: Am Joer 2003 ass d'Wirtschaft an der Eurozon ëm 0,4% gewuess. Zu Lëtzebuerg huet se e Sprong iwwer 2% gemaach. Si mir méi schlecht wéi déi aner? Neen! Mir liesen dauernd, d'Lëtzebuerger Ekonomie géif sech ënnert dem EU-Duerchschnëtt bewegen. Jo, et war heibanne virun engem Joer ze héieren, mir wieren d'Schlussliicht an Europa; dat hu verschidde Parteie behaapt. Mir sinn net d'Schlussliicht a mir haten am Joer 2003 genau véiermol méi Wuesstum wéi d'Eurozon et am Duerchschnëtt hat.

Mir sollen eis net besser maache wéi mer sinn, seet den Här Juncker, mä 2% sinn der méi wéi 0,4% an der Eurozon, 0% an Däitschland, 0,2% a Frankräich an 1,1% an der Belsch. Et hänkt och of, wann een elo de Chômage kuckt, wéi een deen interpretéiert. An haut hunn ech e ganz gutt Beispill an der Press fonnt. D'Zuelen, déi den Här Juncker zitéiert huet: Vun 1995 bis 1999 ware 40.000 nei Aarbechtsplaze kreéiert ginn. Tëschent dem Joer 2000 an elo sinn et der 43.207. Dat heescht eleng sinn dat der 3.207 méi wéi déi Joren, wou eng aner Partei an der Majoritéit war.

An der Europäescher Unioun sinn an de Joren 2000 bis 2003 nëmmen 0,9% méi Aarbechtsplazen an der Moyenne geschafe ginn, heiheem exakt véiermol méi. Mä et hänkt of wéi een dat interpretéiert. Ech liesen de „Jeudi": „Le chômage baisse." Ech liesen d'„Voix du Luxembourg": „Le taux de chômage continue de baisser." An ech liesen d'„Tageblatt" vun haut, do steet: „leichter Rückgang". Gesitt Der, d'Interpretatioun mécht scho ganz vill aus. Et steet awer och am „Tageblatt"-Artikel: „Im März 2004 konnten 938 offene Stellen nicht besetzt werden. Im Februar waren es deren 925."

Et ass sécher, dass d'Arcelor eis alleguerte wéigedoen huet wéi ee gehéiert huet wéi d'Situatioun do wär. Erlaabt mer just, dass ech Iech de Leitartikel vum „Lëtzebuerger Journal" vu virun zwou Woche vum Här Nic Dicken zitéieren: „Um rund 1.000 Stellen will der weltgrößte Stahlkonzern Arcelor über die nächsten vier Jahre bis 2007 seine Belegschaft in Luxemburg reduzieren. Dieser Vorgang ist bedauerlich, weil er über die wirtschaftliche Symbolik hinaus ja vor allem die Existenz der betroffenen Personen zumindest vordergründig und vorübergehend in Frage stellt. Andererseits wissen wir aber auch, dass das luxemburgische Sozialnetz eng genug geknüpft ist, um diesen Menschen den materiellen und gesellschaftlichen Absturz zu ersparen."

Mä lauschtert elo awer gutt no: „Es ist geradezu beschämend mit welcher Hartnäckigkeit jetzt gewisse Kreise aus den rezenten Vorgängen ihren eigenen politischen Profit zu ziehen versuchen und damit allenfalls ihre ökonomische Inkompetenz beweisen. Wo waren diese öffentlichen Ankläger, wenn beispielsweise vor etwa zehn Jahren, also ohne viel Aufhebens in einem einzigen Zyklus von zwölf Monaten, mehr als die Hälfte der Arbeitsposten wegfielen, die jetzt über einen Zeitraum von vier Jahren gestrichen werden sollen? Sind 600 Arbeitsplätze, die zwischen 1995 und 1996…", a wann ech mech awer gutt erënneren, war d'DP net an der Regierung, mä eng aner Partei, déi hei méi lénks vu mer sëtzt, „…verloren gingen, nicht zumindest genauso viel wert wie 250, die zwischen 2004 und 2005 aufgegeben werden müssen?"

Dir gesitt also, deemno wéi een et interpretéiert a wéi een et gären dobaussen de Leit virbréngt, da kann ee fir Panik an op jidde Fall fir Onrou suergen, mä et soll een awer net egal wat erzielen. Ech ka just feststellen, an dat steet och an der Ried vum Här Juncker, dass an deene leschte fënnef Joer 58 nei Aktivitéiten zu Lëtzebuerg gestart gi sinn. Si hunn 1.920 Emploien, Investissementer vu 604 Milliounen Euro zur Folleg gehat. Et kann ee soen, Här Grethen, huelt mer et net falsch, mä Dir sidd e gudde Reesender fir eist Land, Dir verkaaft eis gutt, well Dir gitt de Leit op jidde Fall Loscht fir bei eis ze kommen.

***(Hilarité)***

Wann een de Sozialisten esou nolauschtert, et gëtt jo de Super Mario beim Nintendo, dat ass dee klengen Aarbechter, deen ëmmer schafft an deen ni ophält. Dat heescht wann e Super Barto elo an der Regierung wier, da géif et kee Chômage hei zu Lëtzebuerg ginn. Et soll een net egal wat erzielen. Dir kënnt jo net soen, dass am internationale Kontext Krisen a ganz Euro-

pa an an der ganzer Welt waren, wou Crashë komm sinn, hei zu Lëtzebuerg awer eng Mauer ronderëm gebaut wier! A wann d'LSAP an der Regierung gewiescht wier mat deene Gréngen, wier dat jo selbstverständlech ni zu Lëtzebuerg geschitt! Do kënnen d'Leit nëmme laachen an de Kapp rëselen.

***(Interruptions diverses)***

Dee leschte Punkt, Här President, deen och wichteg ass, et gëtt hei gesot: Jo, dës Regierung gëtt Dépensen aus an Dépensen aus, si si mat de Suen esou einfach, si hunn alles déplacéiert wat se ze déplacéieren haten. Ech kann lech just soen - an ech zitéieren nach eng Kéier den Här Juncker -, dass dës Regierung 1,7 Milliarden Euro Finanzreserven hannerlooss huet. Dës Regierung hannerléisst där nächster Regierung dräi Milliarden Euro Finanzreserven. Wann ech gutt rechne kann, sinn dat 1,3 Milliarden Euro méi wéi déi lescht Regierung.

Obwuel mer eng Steierreduktioun gemaach hunn, wou den Taux vu 46 op 38% reduzéiert ginn ass, kann ech lech just soen, et ass jo richteg, well et gesäit een, dass déi Suen ze vill geholl gi sinn. Well wa mer haut mat deenen 8%, déi erofgaange sinn, awer nach d'Reserven an d'Luucht kritt hunn, kann ee just soen, dass dës Regierung eng kompetent, eng effikass an eng richteg Politik gemaach huet, an ech sinn iwwerzeegt, dass de Wieler dat gesäit, obwuel Dir mat Ärer Polemik probéiert de Leit Angscht ze maachen, mä Der kommt net ganz wäit domat.

Ech soen lech merci.

**Une voix.-** Här Bettel, Dir waart dach net op engem Parteikongress hei!

**M. le Président.-** Als nächste Riedner ass d'Madame Mady Delvaux-Stehres agedroen. D'Madame Delvaux huet d'Wuert.

**Mme Mady Delvaux-Stehres** *(LSAP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wann et een Zukunftschantier gëtt, dee jiddferengem Eenzelnen eppes bréngt an deen awer och fir d'Land am Ganze wichteg ass, dann ass et sécher dee vun der Schoulpolitik. D'Madame Durdu huet eis och de Moie wësse gedoen, d'DP hätt extrem vill an deene fënnef Joer op dësem Plang gemaach.

**Une voix.-** Très bien!

**Mme Mady Delvaux-Stehres** *(LSAP)*.- Si war allerdéngs zimlech eleng mat hirer Meenung, well souguer den CSV-Spriecher huet gemengt, déi Schoulpolitik wär net esou offensiv gewiescht, mä si wär allerdéngs mat klenge Schrëtt an déi richteg Richtung gaangen.

Ech ka just feststellen, dass jiddefalls um legislative Plang d'Bildungsoffensiv eng Maus accouchéiert huet. Zwar sinn e puer Gesetzer iwwer Infrastrukture gestëmmt ginn, mä déi Gesetzer, déi nei Inhalter an der Schoul solle festleeën, déi feelen. Weder d'Schoulgesetz vun 1912 nach d'Loi de base iwwert d'Schoul ginn an dëser Legislaturperiod gestëmmt, an dat ass eigentlech och gutt esou, well déi Projeten, déi virleien, sinn net kohärent ënnerteneen, d'Exposés des motifs klappen net mam Text vum Projet de loi, d'Loi de base harmoniséiert net mat de Gesetzer iwwert déi eenzel Enseignementer.

Och sollt d'Partnerschaft an der Schoul organiséiert ginn. Dat ass och net gelongen, well net manner wéi 14 Elterenorganisatiounen hu sech zesummegedoen a soen dem ganze Land, dass se net gehéiert ginn an dass och an deenen Texter hir Rechter net géife berücksichtegt ginn. Dat ass natierlech fir eng Ministesch, déi sech den Dialog an de Fändel geschriwwen huet, wéi d'Madame Durdu eis dat de Moien erkläert huet, kee risege Succès.

D'Inspektorat ass allerdéngs regionaliséiert ginn iwwer Gesetz. Dat Gesetz huet d'LSAP och gestëmmt, well et e gutt Gesetz war. Et ass eng gutt Saach, dass d'Inspektere solle méi Zäit hu fir sech ëm hir richteg Aarbecht ze këmmeren, nämlech d'Schoul ze encadréieren. Allerdéngs, zwee Joer, nodeem mer dat Gesetz an aller Hetz hu missen hei stëmmen, stelle mer fest, dass dat nach net fonctionnéiert. Een Inspektorat huet mol nach kee Lokal; vum Personal, wat ee bräicht, fir dass et géif funktionéieren, net ze schwätzen.

D'Ministesch seet och ëmmer méi oft, d'Schoul géif reforméiert ginn um Terrain an net esou séier duerch Gesetzer. Mä wéi ass et dann um Terrain? Vun der Duerchforstung vun de Programmer am Secondaire, hu mer de Moien héieren, dass se an zwee Fächer gemaach ass, an deenen aneren net. D'Ministesch huet och gesot, déi Aarbechte géifen net esou séier weidergoen, wéi si dat wënscht. Doriwwer si mer alleguerten net frou. Mä mir hu scho viru Jore gesot, dass déi Method, fir all eenzel Programmkommissioun am Bénévolat dat maachen ze loossen, net géif klappen. A leider hate mer doranner Recht.

***(Interruption)***

Déi nei Ausbildung vun de Schoulmeeschteren. Den ISERP ass ofgeschaaft. Obscho mer ee Gesetz iwwert d'Uni, wat sollt ee Jorhonnertgesetz sinn, gestëmmt hunn an den nächsten Hierscht déi nei Formatioun vun de Schoulmeeschteren a Léierinnen an der neier Uni Lëtzebuerg ugebuede soll ginn, huet d'Regierung bis haut nach net gesot, wéi déi Formatioun soll ausgesinn.

Da kämpfe mer géint den Échec scolaire. Dat ass och gutt esou. Et ass schlecht, wann d'Kanner duerchfalen. Et gëtt allerdéngs net gekuckt, wéi eng Ännerunge mer am Programm solle maachen. Net un de Methoden, mä un de Promotiounskritäre gëtt erëmgebastelt. Do wier ganz beispillhaft de Règlement grand-ducal, deen elo dat lescht Joer geholl ginn ass am Enseignement secondaire technique, wou elo einfach décidéiert ginn ass, dass, fir vun Neuvième an eng Filière technique générale ze kommen, ee 40 an den Haaptfächer muss hunn. Domadder kommen elo net méi vill Kanner an déi Filière an da falen der och net méi vill derduerch. Ech mengen awer net, dass dat eng Method ass, fir méiglech vill Kanner op engem héijen Niveau ze qualifizéieren, mä esou dréckt ee se a Filièren, wou se eigentlech wéineg Perspektiven hunn.

An dann déi berühmten Evaluatioun, déi d'Madame Durdu de Moien och hei ernimmt huet. Et ginn effektiv gemeinsam Tester am Land gemaach. Dat ass sécher en éischte Schrëtt a Richtung vun enger Evaluatioun. Mä éischtens soen déi Tester net genuch aus iwwert d'Qualitéit vum Enseignement, well do misst ee jo am Fong déi sozioprofessionell Zesummesetzung vun de Klasse mat huelen. Mä haaptsächlech: Dës Evaluatioun, wann et dann eng wier, gëtt net publiс gemaach. D'Ministesch refuséiert kategoresch fir dës Resultater bekannt ze maachen, well dat géif nëmme Sträit bréngen, seet si, an et géif onnéideg Opreegung hei am Land provozéieren.

Datselwecht seet se iwwert d'Projets pilotes. Honnerte vun Enseignantë lancéiere sech a ganz interessant Projeten. Déi Projete ginn awer net begleet. Si ginn net evaluéiert an haaptsächlech gi se net esou evaluéiert, fir dass ee kënnt Konklusiounen draus zéien, ob ee se generaliséiert oder ob een domadder ophält.

Wéi solle mer dann d'Qualitéit an eiser Schoul evaluéieren oder geschweig se verbesseren? Well um nationalen Niveau, do maache mer d'Evaluatioun net public a wa mer eng international Evaluatioun kréien, wéi PISA oder elo kuerz dee Rapport vun der Kommissioun, da gëtt vum Ministère gesot d'Statistike wiere falsch oder d'Method ass falsch oder déi falsch Problemer sinn ënnersicht ginn. Also, ech fannen dat éierlech gesot net ganz serió.

Ech weess och, dass et schwéier ass d'Schoulen ze reforméieren an dass Resultater nëmme laangfristeg virleien. Mä et wier awer gutt an déi richteg Richtung ze goen. A mir mengen, dass ee Kanner muss, all Kanner, op engem méiglechst héijen Niveau qualifizéieren. Dat ass wichteg fir deen Eenzelnen, well eng gutt Qualifikatioun ass de Schlëssel fir de Succès um Aarbechtsmaart. Et ass wichteg fir d'Land, well mer fir eis Kompetitivitéit an domat eise Liewensstandard ze erhalen, héich qualifizéiert Leit brauchen, mä et ass och wichteg - an ech wëll hei speziell drop insistéieren - fir d'Kohesioun hei am Land zwëschent den Awunner.

Mir kënnen et eis net leeschte Kanner aus défavoriséierte Milieuë lénks leien ze loossen. Wéinst hinnen, mä awer och wéinst där Onzefriddenheet, där Frustratioun an där Révolte, déi dat bei de Kanner provozéiert an déi riskéiert de soziale Fridden hei zu Lëtzebuerg a Fro ze stellen. D'Schoul muss all Kand stimuléieren a motivéieren an net negativ découragéieren.

Et geet och net duer den Elteren e Fanger ze maachen an hinnen ze soen, si misste kucken, dass hir Kanner sollen autonom ginn. Mä mir sinn der Meenung, dass d'Schoul dat muss maachen, dass d'Schoul all Kanner muss encadréieren an déi Kanner, déi net natierlech vun doheem aus léieren, esou ze encadréieren, dass se dat Zil vun der Autonomie iwwert d'Schoul léieren.

Dofir si mer och der Meenung, dass et...

***(Interruption)***

...eng Ganzdagsschoul a Ganzdagsbetreiung misst ginn. An ech wollt den Här Wiseler berouegen: Ech weess, wat den Ënnerscheed zwëschent enger Ganzdagsschoul an enger Ganzdagsbetreiung ass.

Mir wëllen e Projet pilote Ganzdagsschoul maachen, e richtege Projet mat engem Projet pédagogique, mat fächeriwwergräifendem Unterrecht, mat engem Team vun Enseignanten, mat Schoulstonnen, déi esou organiséiert sinn, dass se de ganzen Dag fonctionnéieren, mat engem Angebot un aneren Aktivitéiten a selbstverständlech mat enger Evaluatioun, déi mer och wëlle public maachen. Well mer awer wëssen, dass mer net dat ganzt Land kënne mat Projets pilotes andecken a well mer awer mengen den Encadrement wier wichteg, dofir triede mer och a fir eng Ganzdagsbetreiung, besonnesch fir jonk Kanner, Primärschoul a Spillschoul, wou déi traditionell Schoulstonne sinn a wou derniewent en Angebot iwwert d'ganzt Land soll sinn, fräiwëlleg fir d'Elteren, déi et kënnen unhuelen, wou d'Kanner sollen encadréiert ginn.

Ech hunn net méi vill Zäit. Ech wëll awer net mëssverstane ginn haut, dass mir als LSAP mengen, et géif duergoe Ganzdagsschoul a Ganzdagsbetreiung ze maachen an domadder wier de Problem an der Schoul geléist. Ech kann net eise ganze Wahlprogramm hei opziehen, mä ech wëll soen, dass mir fir eng öffentlech Schoul sinn, déi effizient ass, déi soll d'Moyenë kréie fir dat ze maachen. Autonomie, Partnerschaft, d'Kompetenzen iwwerschaffen, Programmer iwwerschaffen, eng Pédagogie de la deuxième chance - ech denken, dass et schrecklech vill ze maache gëtt.

Ech soen lech merci fir d'Nolauschteren.

**Plusieurs voix.-** Très bien!

**M. le Président.-** Als nächste Riedner ass den Här Norbert Haupert agedroen. Den Här Haupert huet d'Wuert.

**M. Norbert Haupert** *(CSV)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, eng vun de kruziale Froen iwwert d'Zukunft vun eisem Land ass héchstwahrscheinlech déi, wéi eist Land sech an der Zukunft soll weiderentwéckelen, wéi eis Kanner an der Zukunft hei zu Lëtzebuerg solle liewen. Wéi ass d'Liewensqualitéit vun eisen Nokommen, vun den zukünftege Generatiounen? Wellech Natur a wellech Urbanisatioun hannerloosse mer eise Kanner?

Ech hunn d'lescht Woch scho gesot, datt mer an der éischter Halschent vum leschte Jorhonnert hei zu Lëtzebuerg eng souzesoen normal Entwécklung vun eisem Land virfonnt hunn. Op där enger Säit sinn d'Leit dohinner wunne gaangen, wou d'Aarbechtsplaze geschafe gi sinn. Den öffentlechen Transport huet sech esou entwéckelt, datt den Transport vun de Leit an de Wueren, déi déi Zäit an der Groussindustrie hu missen transportéiert ginn, assuréiert war; an d'Schoulen, d'Spideeler, Heemer fir Kanner a fir eeler Leit, déi sinn do gebaut ginn, wou d'Leit gewunnt hunn.

Esouguer an de 50er Joren huet eist Land sech nach esou entwéckelt, a wann ee bedenkt, wéi d'Goodyear hei bei eis an d'Land sech implantéiert huet, huet se sech do néiergelooss, wou se den öffentlechen Transport, dat heescht de Schinnentransport, virfonnt huet, a besonnesch do, wou se eng potenziell Aarbechtskraaft virfonnt huet. Déi potenziell Aarbechtskraaft war am Norde vun eisem Land.

Déi ganz Entwécklung hat een eenzege groussen Nodeel, an zwar deen, datt net all Regioun gläichméisseg vun der Entwécklung profitéiert huet. Dat heescht: Schoulen, Spideeler an Heemer waren net iwwerall am Land an deemselwechte Mooss present. Mat der Restrukturatioun vun der Stolindustrie a besonnesch mat der Tertiarisatioun vun eiser Wirtschaft hunn déi nei Industrië sech net méi do néiergelooss, wou éischtens den Transport war an zweetens wou d'Aarbechtskraaft vorhande war. A besonnesch d'Leit sinn aus der Stad eraus op d'Peripherie wunne gaangen an esouguer bis an d'Land eran, esou dass d'Wunnen, d'Schaffen net méi openeen ofgestëmmt waren. Besonnesch mat der Entwécklung vum Auto huet sech d'Bewegung ëmmer méi op den Individualtransport verlagert.

Schonns an de 70er Joren huet d'Regierung de Problem erkannt. Dat éischt Gesetz iwwert den Aménagement du territoire ass déi Zäit gestëmmt ginn. Awer d'Bewosstsinn huet deemools gefeelt, fir déi néideg Mesuren ze huele fir deem entgéintzewierken.

Do muss ee soen, datt an den 90er Joren d'Regierung dee Problem erëm méi systematesch ugaangen ass. Ech mengen dee Mérite kënnt eisem Kolleeg, dem Lex Bodry zou, dass e wierklech do versicht huet nei Iddie mat eranzebréngen. Hien huet de Problem vun de Frichen opgegraff, andeem datt hien d'Iddi lancéiert huet, fir d'Frichë fir d'Zukunft vun eisem Land ze revaloriséieren.

Hien huet e Groupement d'intérêt économique, d'Regierung mat der ARBED zesummen, an d'Liewe geruff, deen eng Etüd gemaach huet iwwert d'Revalorisatioun vun de Frichen an 1997 gouf e Rapport - ee Rapport, dee besser bekannt ass ënnert dem Numm Rapport Agiplan - presentéiert, wat mat de Frichë soll geschéien. Hien huet och nach en neit Gesetz iwwert den Aménagement du territoire a mat engem Landesentwécklungsprogramm 1999 hei an der Chamber stëmme gelooss.

D'Basis fir nei Aktiounen am Beräich vum Aménagement du territoire war also geluecht. Domat war awer nach näischt Konkretes geschitt, mä ech géing awer nach eng Kéier drop hiweisen, datt de Mérite wéinstens bei him läit, datt hien de Problem erëm nei thematiséiert huet.

De Michel Wolter, soubal wéi en deen Departement iwwerholl huet, huet da versicht déi Iddien awer wierklech an de Gréff ze huelen. A wat den Dossier vun de Frichen ubelaangt, huet e gläich am Mee 2000, dat heescht en halleft Joer, nodeem datt en d'Responsabilitéit vun deem Departement iwwerholl huet, en éischte Rapport hei an der Chamber presentéiert iwwert den Développement vu sämtleche Frichë vun der Stolindustrie. An en huet hei a sengem Rapport gesot, datt de Wëlle vun der Regierung géing dora leien: „…de développer à partir d'un projet ambitieux et fédérateur une dynamique qui entraînera également le secteur privé et qui permettra de lancer à partir de Belval-Ouest la renaissance de la région du sud".

***(M. Nico Loes prend la Présidence)***

Am Februar 2001, also knapps ee Joer duerno, huet en en zweete Rapport hei presentéiert, deen haaptsächlech d'Frichë vu Belval-Ouest behandelt huet.

Am Summer 2001 hu mer hei an der Chamber d'Gesetz gestëmmt, wat d'Regierung autoriséiert huet, fir eng Participatioun an der AGORA ze huelen. D'AGORA, wat eng Entwécklungsgesellschaft ass, déi als Missioun huet, d'Frichë vun der Stolindustrie esou ze viabiliséieren an esou ze entwéckelen, datt se sech an den Entwécklungsplang vum Süde géingen integréieren.

Do ass eng nei Iddi mat an d'Wee geleet ginn. Virdru sollten am Fong geholl an den alen Industriebroochen nëmmen nei Industrieterrainë geschaaft ginn, an ech mengen hei ass d'Iddi komm fir méi e Gesamtkonzept vun deene Broochen ze schafen, dat heescht, datt nieft den Industriezonen och nach aner Aktivitéite kënnten do développéiert ginn.

Am Summer 2002 gouf d'Gesetz iwwert de Fonds Belval hei gestëmmt, deen als Objet huet dem Stat seng Equipementer um Site vu Belval ze realiséieren. Do gouf preziséiert, wat de Stat um Site Belval wëllt realiséieren. Dat ass éischtens emol eng Cité des sciences mat dem Département des sciences vun der Universitéit an de Centres de recherche, zweetens Logementer fir Studenten, drëttens en neie Lycée technique mat deenen néidege Sportsinstallatiounen, véiertens e Centre d'animation et de culture industrielle, fënneftens d'Kreatioun vun der Rockhal, sechstens d'Kreatioun vun engem Kongresszenter, siwentens d'Baue vun de Statsarchiven an aachtens d'Realisatioun vun anere Verwaltungen. Dat alles an dem Konzept vun enger Dezentralisatioun vun dem Stat sengen Administratiounen.

Et ass also virgesi fir do e komplett neie Quartier ze kreéieren, net nëmme méi eng Industriezon, mä e Ganzt mat engem Mix vu verschiddene Fonctiounen. Op enger Surface vun 69 Hektar solle mëttel- a laangfristeg iwwer 5.000 Leit wunne kommen. Et sollen iwwer 20.000 Leit dohinner schaffe kommen an et solle bis zu 400.000 $m^2$ Bürosflächen do realiséiert ginn.

Et soll do méi kompakt gebaut ginn, esou wéi dat an der Vergaangenheet de Fall war, a besonnesch 40% vun de Surfacë vun de Frichë solle fir Gréngzonen an öffentlech Plaze reservéiert bleiwen. Dofir ass och de Präis - an ech mengen dat ass jo d'lescht Kéier och hei kriti-

séiert ginn - vun den Terrainen an deene Frichen esou deier, well jidderee sech muss bewosst sinn, wann en een Ar do keeft, datt en am Fong geholl de Präis fir zwee Ar muss ginn, well jo 50% praktesch vun der ganzer Surface fir Gréngzonen an öffentlech Plaze musse reservéiert bleiwen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, och wat d'Landesentwécklung weider betrëfft, huet de Michel Wolter déi Dossiere weidergedriwwen. Hien huet besonnesch mam IVL et fäerdeg bruecht, fir d'Problematik vun der zukünfteger Landesentwécklung ze thematiséieren. D'lescht Woch hate mer déi Debatt hei an der Chamber. Ech wëll dofir net méi drop agoen.

Ech wëll just soen, dass ee vun de Butë vum IVL deen ass fir Wunnen, Schaffen, Fräizäit a Léiere méi no beieneen ze bréngen. Am IVL ass och festgehale ginn, dass, wa mer an deem engen Szenario eis weiderentwéckelen, mer an der Zukunft 2.500 nei Wunnenge méi d'Joer musse bauen, wéi dat bis elo an deene leschten zéng Joer an der Moyenne de Fall war, a wa mer eis a méi e groussen Awunnerszenario beginn, datt mer missten doriwwer erausgoen, dat heescht, datt mer méi Wunnengen an der Zukunft misste bauen.

An dat bréngt mech op deen zweete Sujet vu menger Interventioun, dat ass dee vum Wunnengsbau. A wann ech da liesen, d'Regierung hätt de Problem vum Wunnengsbau verschlof oder, wéi gëschter hei behaapt gi war, d'Wunnengsbaupolitik vun der Regierung wär e Fiasko, da wéilt ech awer dofir nëmmen e puer Zuelen hei ernimmen, fir ze weisen a wellechem Fiasko mer eis befannen. De Moment wunne 67% vun eise Stéit an hirem Eegenheem. 75% vun de Stéit hunn eng Wunneng, déi méi grouss ass wéi 100 m$^2$, a manner wéi 2.000 Stéit, déi méi wéi 2 Kanner hunn, wunnen an enger Wunneng, déi manner wéi 100 m$^2$ huet, dat heescht dat sinn 0,5% vun eise Stéit.

An deene leschten zéng Joer hu mer an der Moyenne iwwer 2.500 Wunnengen d'Joer gebaut an an deene leschte fënnef Joer hunn d'Bäihëllefe vum Stat u Privatpersoune sech op 526 Milliounen Euro chiffréiert…

*(Interruptions)*

Dat kléngt nach besser, mä da misst ech elo ëmrechnen. Dat sinn dann iwwer 20 Milliarden eises Geldes, Här Mathematiksprofesser, ech kann och nach esou séier rechnen.

…a 74 Milliounen Euro sinn am Fong geholl un d'öffentlech Promoteure gaangen. An dat ass de Fiasko, an deem mer eis haut befannen.

Ech mengen, dat sinn déi Zuelen, déi mer virfannen. Dat ass d'Resultat vun enger konsequenter Wunnengsbaupolilik, vun enger Wunnengsbaupolitik, wou vill Noperen an eisen Nopeschlänner eis géinge beneiden, wa se dat Resultat opweises hätten.

*(Interruption)*

Ech kommen nach eng Kéier dorobber zréck, Här Di Bartolomeo.

An dann d'Wunnengsbauproblematik. Wat déi ubelaangt, wëll ech awer dann e wéineg op den Avis vun der Chambre des Métiers agoen, an déi gëtt jo oft hei vun der Oppositioun zitéiert, mä si liesen awer ëmmer nëmmen déi Avisen, déi si arrangéieren.

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP)*.- Dir och.

M. Norbert Haupert *(CSV)*.- Mir liesen se alleguer, mä mir bewäerten déi, déi fir eis am beschte sinn. Mä hei ass een, an dee wëll ech dann zitéieren. Et ass den Avis vun der Chambre des Métiers iwwert dat neit Loyersgesetz.

Do seet d'Chambre des Métiers: „Le débat autour d'une pénurie de logements a fait couler beaucoup d'encre et a suscité de multiples initiatives de la part du gouvernement au cours des dernières années. La Chambre des Métiers regrette que ce débat est trop souvent mené sans l'objectivité nécessaire. Ainsi d'aucuns évoquent une pénurie de logements qui atteindrait entre 30.000 et 40.000 unités sans pouvoir prouver ni l'origine, ni la réalité de ce chiffre. De l'avis de la Chambre des Métiers, les discussions autour d'une prétendue pénurie de logements constituent un faux débat, alors qu'on devrait plutôt focaliser la discussion sur une pénurie de logements appropriés."

*(Interruption)*

Dat ass de Problem.

A weider seet d'Chambre des Métiers, mä dat wëlle mer awer net ëmmer alleguer hei wouer gesinn: „La Chambre des Métiers partage entièrement le point de vue du Conseil économique et social, qui estime que si le terme de pénurie a été utilisé au début des années '90, il faut se poser la question de savoir si cette notion, dans sa conception purement quantitative, est toujours appropriée à l'heure actuelle. Pour le Conseil économique et social, la question se pose plutôt de savoir si tous les ménages seront logés en fonction de leur besoin réel."

An da seet d'Chambre des Métiers, wat am Fong geholl déi richteg Besoinë vun engem normale Stot wieren, an da kënnt se zur Konklusioun: „Selon le recensement de la population 2001, pour cette classe de surface, 2.469 ménages habitaient un logement non adapté à leurs besoins. En procédant de la sorte pour l'ensemble des classes, on arrive à une pénurie de logements inappropriés qui touchait en 2001 2.962 ménages représentant 6.405 personnes."

2.962 Familljen, dat bedeiten 1,7% vun eise Familljen. Ech muss awer betounen, datt fir d'CSV dat 2.962 Familljen ze vill sinn, déi net an enger appropriéierter Wunneng wunnen, mä et sinn awer keng 40.000 oder 30.000, wéi dat ëmmer gesot gëtt.

Wann da behaapt gëtt, esou wéi et gëschter hei op der Tribün ugeklongen ass, datt de Stat soss näischt gemaach hätt wéi Primen ze bestëmmen, an déi Primen hätten am Fong nëmme méi zu enger Deirecht vum Baupräis zougedroen, da muss ech awer déi Primen emol an dat richtegt Liicht setzen.

Déi déckste Prime, déi de Stat ausbezilt, d'Prime d'acquisition oder d'Prime de construction, déi läit bei 9.700 Euro. Dat maachen 390.000 Lëtzebuerger Frang aus an dat ass eng Prime, déi e Stot kritt, e Stot mat sechs Kanner a mat engem Akommes vu 14.000 Euro d'Joer, dat maache 50.000 Frang de Mount aus. Wann da behaapt gëtt, déi hätten d'Baupräisser an d'Luucht gesat, da muss ee sech d'Fro stellen, wéi déi Leit sech kënne Baupräisser, déi awer elo bei enger Millioun oder annerhallwer Millioun den Ar leien, leeschten, fir esou op deem dote Secteur mat kënnen de Präis an d'Luucht ze drécken. Dat do si Leit, déi eng Bauprime kréien, a mat deene 400.000 Frang kënnen se sech eng al Wunneng uschafen, déi net ze deier ass an déi se selwer réaménagéieren. Ech mengen dat ass déi Hëllef, déi déi Leit brauchen, an et ass mat Sécherheet net déi Hëllef, déi derzou soll bäidroen, fir de Präis vun de Bauterrainen an d'Luucht ze dreiwen.

De Problem vun de Baupräisser ass der Regierung bekannt an dofir huet d'Regierung jo och versicht op deem Plang an do wou et néideg ass, dat heescht um Plang vun der Offer ze reagéieren. A wat huet se ënnerholl? Si huet mol éischtens d'Besteierung vun de Plus-valuen, déi ee realiséiert op dem Verkaf vun engem Terrain oder vun engem Haus, fir dräi Joer praktesch bis zu 70% reduzéiert, fir eben d'Propriétairen ze incitéieren, fir hir Terrainen op de Maart ze bréngen.

Zweetens huet se besonnesch déi öffentlech Promoteuren encouragéiert fir Baureserven ze schafen. Si huet Subventiounen un déi öffentlech Promoteuren - dat sinn de Fonds du Logement, d'Société nationale des habitations à bon marché, mä dat sinn awer och d'Gemengen - accordéiert, déi bis zu 40% fir de Kaf vun engem Terrain, 50% fir d'Viabilisatioun vun den Terrainen an am Fall vu Logement locatif gi se bis zu 70%, a wann ee Studentewunnengen do realiséiert, ginn déi Hëllefe bis zu 100%.

Dat sinn déi Mesuren, déi de Stat getraff huet, a wann den Här Gibéryen gëschter gesot huet, et ass näischt gemaach gi fir d'Offer an d'Luucht ze dreiwen, da froen ech den Här Gibéryen, wéi vill datt d'Fréisenger Gemeng vun deenen dote Mesurë profitéiert huet. Ech mengen dat sinn der ganz wéineg, well wann ech nokucke wellech Gemenge sech an dem ganze Wunnengsbau intensiv bedeelegen, da gesinn ech, datt d'Fréisenger Gemeng net dora figuréiert.

A wann ech dann de Programm vum ADR nokucken an ech liese wat den ADR virschléit fir wierklech d'Wunnengsnout ze stoppen, da seet en op där enger Säit, wat d'Demande ubelaangt, géing en am Fong geholl dat heite proposéieren: „sämtliche Taxen und Steuern auf dem Erwerb der Erstwohnung abzuschaffen".

Da froen ech mech: Déi Ofschafung vun deenen Taxen a vun deene Steieren, ass dat net eng indirekt Subventioun? Fir mech ass dat eng indirekt Subventioun, a wann dat eng indirekt Subventioun ass, a mir géingen dat esou unhuelen, da géing dat jo och dozou bäidroen, erëm eng Kéier no hirer Theorie, fir den Terrain oder fir d'Bauen ze verdeieren. Also dat ass d'Propositioun vum ADR, fir also d'Verdeirecht nach weider an d'Luucht ze dreiwen.

An da kommen se op deen aneren Deel: Wat kann ee maachen op der Säit vun den Demanden? Do soe se: „Wir treten für die Erschließung von Bauland durch die öffentliche Hand ein." Dat ass dat wat mer scho méi laang soen a wat mer och vun Incentiver virgesinn hunn. Mä op deene Gemenge wou si d'Soen hunn, hu mer gesinn, datt bis elo nach näischt geschitt ass.

De Problem vun dem Baulandpräis, dat ass e Problem vum Maart, dat ass e Problem vun der Offer a vun der Demande. A wat d'Demande ubelaangt, wéilt ech dat hei soen: Esou laang wéi et bei eis am Land de Leit nach esou gutt geet, datt d'Elteren an d'Schwéierelteren an d'Grousselteren esou gutt Pensiounen oder Gehälter hunn, datt se de jonke Stéit nach ëmmer kënne bäisteiere fir hiert Dramhaus ze realiséieren, do bleift eng staark Demande ëmmer bestoen. A wann d'Demande ëmmer nach grouss ass, besonnesch op engem héijen Niveau, da ginn d'Präisser an d'Luucht. Déi, déi Terrainë verkafen, déi brauche sech nëmmen dem Maart unzepassen, dat heescht si wiere jo och dann domm, wa se géinge manner froe wéi dat wat se ugebuede kréien.

Wat d'Offer ubelaangt, do muss ee soen, datt déi Offer am Fong geholl inelastesch op de Präis reagéiert. Dat heescht, si reagéiert net op de Präis, wéi dat um normale Maart de Fall ass. Um normale Maart ass et esou, dass wann d'Präisser an d'Luucht ginn, geet d'Offer och an d'Luucht, a wann d'Offer an d'Luucht geet an d'Demande geet net deementspriechend an d'Luucht, da falen d'Präisser. Dat ass leider beim Bauterrain net de Fall. Firwat? Well eng Rei vu Leit Terrainen zréckbehalen aus Spekulatiounsursaachen, well se ebe keng Sue brauchen a well se jo constatéieren, datt se all Dag méi räich ginn. Mir sinn also hei wierklech an engem Szenario vun enger perverser Präisentwécklung.

Wat kann een da maache fir d'Offer ze steigeren? Éischtens dat wat d'Regierung gesot a gemaach huet. D'Regierung huet versicht d'Leit ze encouragéiere fir méi Terrainen op de Maart ze setzen, an dofir huet de Finanzminister, de Jean-Claude Juncker, jo virun zwee Joer - elo ginn et der bal dräi - déi Besteierung op de Plus-valuen erofgesat, sou dass déi Leit, déi de Moment hir Terrainë verkafen, praktesch bis zu 70% manner Steiere bezuele wéi se dat an engem normale Fall géinge maachen. Dat sollt am Fong geholl d'Offer incitéieren. Ech sinn der Meenung, dass déi dräi Joer vläicht net onbedéngt duergaange sinn, well déi Leit, déi wëllen hiren Terrain…

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP)*.- Et mierkt een nach net vill, Här Haupert. Ech hunn d'Statistiken nogekuckt. Do ass awer näischt…

M. le Président.- Här Di Bartolomeo, wann ech gelift, loosst den Här Haupert elo schwätzen.

M. Norbert Haupert *(CSV)*.- Ech si frou, datt den Här Di Bartolomeo dat seet. Hien huet och net ganz Onrecht, well eben och déi Leit, déi wëllen hir Terrainë verkafen - alles wat dat Administratiivt an d'Autorisatiounen ubelaangt -, nach bis elo vläicht net déi néideg Autorisatiounen hu fir dat ze maachen. Mä et gesäit een awer scho méi wéi jee, dass an den Uertschaften d'Terrainen zum Kaf ugebuede ginn, an net wéi hei gesot gëtt, datt am Fong geholl d'Terrainë scho verkaaft sinn ier iwwerhaapt een sech dat richteg konnt iwwerleeëen.

Dat ass déi éischt Moossnam. Déi ass iwwerholl ginn an deemools huet de Statsminister och dat hei gesot: Wann déi Mesuren do net treffen, da musse mer bestrofend Moossnamen an d'Wee leeden. A bei deene bestrofende Moossnamen huet en och gesot, datt een d'Grondsteier op den Terrainë kéint progressiv an d'Luucht setzen, awer d'Grondsteier op deenen Terrainen, déi aus spekulativen Ursaachen zréckbehale ginn. Also net déi Leit, déi en Terrain hunn, dee se wëlle reservéiere fir hir Kanner, a scho guer net d'Baueren, déi eng Wiss am Perimeter hunn an déi deen Terrain nach ëmmer beakeren. Déi Leit ware viséiert, déi hiren Terrain zréckbehalen aus spekulativen Ursaachen.

Awer och do géing ech, bei all deenen Diskussiounen, déi mer hei gefouert hunn, eng gewësse Virsiicht walte loossen, well et ass jo gesot ginn: Alles wat mer maache vu Mesuren, dat répercutéiert sech op d'Präisser, an d'Fro, déi sech stellt, ob net dann awer, vu datt mer nach ëmmer eng staark Demande hunn, déi eben esou grouss ass well d'Bomi an de Bopa, d'Schwéiermamm an de Schwéierpapp kënnen derzou bäidroen, datt mer eist Dramhaus kënne kréien, ob dat dote sech net och nach géing op d'Präisser répercutéieren an dobäi dann de Bauterrain nach géing an d'Luucht goen.

An dann huet den Här Gibéryen gëschter eng drëtt Mesure genannt, un déi mir awer an der CSV nach net geduecht haten, an dat ass eng Mesure vun der Expropriatioun oder vun der Verstaatlechung vun den Terrainen. Also, Här Gibéryen, wann Der wierklech dorun denkt…

M. Robert Mehlen *(ADR)*.- Dorun huet en awer net geduecht!

M. Norbert Haupert *(CSV)*.- Ma, en huet dat awer hei gesot! Dat ass déi drëtt Mesure, an ech huelen un, wann Dir dat denkt am ADR, da musst Der de Leit dat dobausse wierklech soen, a wann Der dat wierklech net denkt, géing ech awer mengen, datt Der gëschter hei en Hues opgejot hutt an deem engen oder anerem vun deenen anere Parteien hei wierklech eng Iddi an de Kapp gesat hutt, wat een an der Zukunft kënnt maachen.

*(Interruptions diverses et coups de cloche de la Présidence)*

Ech soen Iech ganz kloer dat hei, Här Mehlen, mir ginn net an déi dote Richtung. Mir denken net drun, fir d'Leit ze expropriéieren.

M. Robert Mehlen *(ADR)*.- Mir och net!

M. Norbert Haupert *(CSV)*.- Ma Dir hutt dat awer gëschter hei an der Chamber…

M. le Président.- Här Mehlen, wann ech gelift, wann Der eng Fro hutt, da stellt dem…

M. Norbert Haupert *(CSV)*.- …, datt Der wéinstens deene Leit, déi dorunner denken, eng Iddi ginn hutt wat ee kënnt maache fir an der Zukunft méi Terrainen op de Maart ze kréien. Op alle Fall, mir wäerte versichen eis Mesuren och an der Zukunft weiderzeféieren an där Richtung, datt mer de Wunnengsbau uerdentlech wëlle begleeden, fir datt all Mënsch an der Zukunft eng dezent Wunneng fir seng Famill ka virfannen. Dat ass eist Zil an ech menge mir wäerten an déi Richtung weiderfueren.

Ech soen Iech merci fir d'Nolauschteren.

*(Interruptions diverses)*

M. le Président.- Merci, Här Haupert. Als nächste Riedner ass den honorablen Här Marc Zanussi ageschriwwen. Här Zanussi, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Zanussi *(LSAP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Statsminister huet bei senger Interventioun virun e puer Deeg déi Themen erausgesicht, déi senger Aschätzung no wichteg sinn, an huet awer wahrscheinlech och bei der Wahl vun den Themen, déi en hei behandelt huet, déi Themen erausgesicht wou hien der Meenung ass, dass seng Regierung e gudde Bilan opzeweisen huet. Eh bien, dofir ass et eigentlech net verwonnerlech, dass de Beräich Transport a senger Interventioun net ze fanne war, well de Bilan vun der Regierungsaarbecht am Beräich vum Transport méi wéi moer ass. Dee Bilan kann ee moossen andeem ee verschidde Froe stellt an un den Äntwerten erkenne kann, wat derbäi erauskomm ass.

Déi éischt Fro ass déi heiten: Huet d'Méiglechkeet vun de Leit, sech hei an dësem Land ze déplacéieren, sech an deene leschte fënnef Joer verbessert? Stinn d'Leit haut manner am Stau wéi viru fënnef Joer? Op déi dote Fro muss ee ganz kloer mat engem zweemol kloren Neen äntwerten. An d'Ursaache vun deem dote Resultat leien och ganz kloer op der Hand. Ausser 800 Meter - och wa se zu Diddeleng geluecht gi sinn - Schinnen an e puer RGTR-Linnen ass hei am Land näischt geschitt. De BTB-Projet mat sengem Kärstéck, nämlech d'Ubannung vum Zentrum vun der Stad Lëtzebuerg, ass ersatzlos gestrach ginn.

*(Coups de cloche de la Présidence)*

Ech hunn an den Dokumenter nogekuckt wat dann an deene leschte Joren do geschwat an décidéiert gouf. Ech hunn eng Motioun fonnt vun 1996 - lauschtert ganz gutt no - wou et ganz kloer eng Majoritéit an der Chamber ginn ass fir de Stadzentrum un d'Schinn unzebannen. Deemools huet d'CSV derfir

gestëmmt an d'Demokratesch Partei war och 1996 net dergéint. An de Statsminister huet a senger Interventioun de 4. Mee 1999 Folgendes gesot: De BTB-Projet ass en nationaalt an interregionaalt Verkéierskonzept, dee brauche mir an dee muss gebaut ginn.

Or, wat ass haut geschitt? Vill Zäit ass verluer gaangen. Fënnef Joer si verluer gaangen. Fir d'éischt ass an deem dote Projet d'Demokratesch Partei ëmgefall a kuerz duerno d'CSV.

**M. Ben Fayot** *(LSAP)*.- Si sinn zesummen ëmgefall!

**M. Marc Zanussi** *(LSAP)*.- Si sinn zesummen ëmgefall, Här Fayot. Amplaz vu Realisatiounen am Beräich vum öffentlechen Transport si mer just dermadder konfrontéiert, dass nei Etüde gemaach gi sinn, nei Broschüre publizéiert ginn, a soss näischt virugefouert ginn ass. Den Här Schummer wäert wahrscheinlech herno mir allegueren déi Projeten opzielen, déi gestëmmt gi sinn. Allerdéngs muss ee soen a wëssen, dass am Fonds du rail nëmmen 200 Millioune virgesi si fir déi Projeten do ze finanzéieren an awer alleguer déi Projeten do an der Héicht vun der Milliard Euro leien an et net ze garantéieren ass an och keng Finanzéierung dovunner ofgeséchert ass.

Dat si Kritiken, déi net nëmme vun eis gemaach ginn, mä déi och bei alleguerten deene leschte Projete vum Conseil d'État gemaach gi sinn. Et gouf och vun dem Conseil d'État a vun eis mehrmools drop higewisen, dass bei all där Hällewull vu Projeten, déi elo virleien, et net méi ze erkennen ass, wat dann eigentlech déi richteg Prioritéite solle sinn.

Wann da vum IVL-Konzept geschwat gëtt, da muss ee feststellen, dass do vun engem maximalen „modal split" vun 22% Rieds geet, wëssend dass et eigentlech u sech jo skandaléis ass, dass déi Leit, déi um IVL-Dokument geschafft hunn, net hunn dierfe préiwen, wat fir e positiven Afloss, dass dann d'Ubannung vum Stadzentrum nach eng Kéier hätt. Dat huet net dierfe gepréift ginn, an d'Resultat gesäit och deementspriechend aus.

Wann een am öffentlechen Transport eppes wëllt maachen, brauch een nëmme kuerz iwwert d'Grenzen ewechzekucken an et gesäit een, dass een eppes ka maachen. Ech wëll nach eng Kéier d'Beispill vun der Stad Zürich ervirsträichen, wou 60% vun de Bewegunge mam öffentlechen Transport gemaach ginn, well et e gutt Konzept gëtt, well et modernt Material gëtt a well et eng grouss Pünktlechkeet gëtt.

Als LSAP hu mir eis an eisem Wahlprogramm am Detail mam öffentlechen Transport beschäftegt. Mir soen, dass eng weider Attraktivéierung vum öffentlechen Transport eng absolut Noutwendegkeet ass. Mir schwätzen nach ëmmer dovunner, dass d'Ubannung vum Zentrum vun der Stad Lëtzebuerg eng absolut Noutwendegkeet ass virun der Ubannung vum Flughafen, a mir hunn eis och ëmmer ganz kloer fir d'Prioritéiten an den Infrastrukturen ausgeschwat fir Beetebuerg-Lëtzebuerg als Éischt, d'Gare als Zweet an dann d'Direktubannung vun Esch ze maachen, eng Iddi, déi jo och virdrun an eisem Wahlprogramm schonn enthale war a vun däser Regierung wuelweislech iwwerholl ginn ass.

Bleiwen, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Broochen am Süden, wou mer eis och als Fraktioun schonn e puermol derfir ausgeschwat hunn, dass déi och sollen a musse mat engem Train-tram-System erschloss ginn an och do den öffentlechen Transport an dee Betrib, deen am Süden nun eemol maassgeblech fir den öffentlechen Transport steet, den TICE, och domadder agebonne gëtt. An och entgéint deem wat deen zoustännegen Transportminister alt déi eng oder déi aner Kéier hei iwwert den TICE gesot huet, bleiwen ech derbäi - an de ganze Komitee deelt déi Meenung -, dass den TICE e gutt funktionéierenden öffentlechen Transportbetrib ass, deen deenen Aufgabe gewuess ass, déi op en zoukommen.

An ech wëll och hei nach eng Kéier dorun erënneren, dass mer als LSAP schonn e puermol hei nom Plan sectoriel „transport" gefrot hunn an eis och ganz kloer souwuel a Proposition-de-loie wéi an eisem Wahlprogramm derfir ausgeschwat hunn, dass och zur Attraktivéierung vum öffentlechen Transport den Nulltarif gehéiert, dee mer - och wa mer an enger Regierung sollte sinn - probéiere mat Nodrock ëmzesetzen.

Déi zweet Fro ass déi: Wéi stinn d'Transportbetriber am Moment hei zu Lëtzebuerg do, déi öffentlech an déi privat? Déi Eenzeg, déi einegermoosse kënnen zefridde sinn, sinn d'Privatbusentreprisen, well wann dat Gesetz, wat elo nach an der Diskussioun ass, iere sollt gestëmmt ginn - wat ech net hoffen -, si si déi Eenzeg, déi dovunner kënne profitéieren.

Mä wéi gesäit et op der Eisebunn aus? Mir hu laang hei op d'Strategie vun der Eisebunn misse waarden. Endlech ass se komm. Den Transportminister huet sech ëmmer dermadder erausgeriet, dass hie sech jo aus den Interna vun alle Betriber an och der Eisebunn géing eraushalen, obwuel de Stat 94% vun den Aktien huet. D'Resultat, dat elo hei um Dësch läit, gesäit vir, dass zousätzlech Aarbechtsplazen an der Gréisstenuerdnung vu 400 op der Eisebunn sollen ofgebaut ginn, dass dovunner geschwat gëtt fir Lounkierzungen an der Héicht vun 30% virzegesinn, och wa se iwwer en anere Wee erëm solle kompenséiert ginn.

Et geet doranner Rieds, dass am Atelier Péiteng, wat e Betrib vum Giddertransport ass, och zousätzlech Plaze sollen ofgeschaaft ginn an der Gréisstenuerdnung vu 70 Plazen, a mir mengen, dass d'Ursaach doranner besteet, dass vläicht op der Eisebunn an an der Eisebunnsdirektioun, awer och vu Säite vun der Regierung et keen offensiivt Strategiekonzept gëtt wéi een de Giddertransport hei zu Lëtzebuerg op der Schinn kann a soll promouvéieren.

Mir hunn an eisem Wahlprogramm doriwwer kloer Virstellunge wéi dat doten an der Zukunft soll geschéien a mir bleiwen derbäi a vertrieden och d'Meenung, dass an der Fro vum Gidderverkéier net eleng d'Rentabiliséierung am Viergrond muss stoen, mä dass Gidderverkéier och besonnesch hei am Land Lëtzebuerg eppes mat Landesplanung, mat Liewensqualitéit an domadder mat Service public ze dinn huet. Déi Elementer muss ee berécksichtegen, an ech sinn der Iwwerzeegung, dass déi Virstellungen, déi mir an eisem Wahlprogramm hunn, och dozou féieren, dass déi 400 Leit net brauchen ofgebaut ze ginn, an och d'Zuchpersonal, wat sollt ofgeschaaft ginn, ka bäibehale ginn.

Ofschléissend, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, si mer nach mat engem Gesetz konfrontéiert wat den öffentlechen Transport hei zu Lëtzebuerg soll an Zukunft regelen.

Ech ginn den Androck net lass wéi wann dës Majoritéit probéiert innerhalb vu kierzester Zäit, dee Projet nach hei iwwert de Knéi ze briechen, wëssend dass mer net nëmmen als LSAP domadder Problemer hunn an en alternativen Textvirschlag gemaach hunn, mä dass et och e ganze Koup Organisatioune gëtt wéi den Syprolux, wéi den LCGB, wéi den OGB-L, wéi de Mouvement écologique, wéi d'Aktioun vum öffentlechen Transport, déi mat deem Text, esou wéi en do virläit, net averstane sinn. Ech géing mengen, dass et eigentlech en Hohn wär, wa mer deenen Oppositiounen net géinge Rechnung droen, déi Diskussioun net kéinte féieren, an dëst Gesetz nach kuerzfristeg géing gestëmmt ginn.

Ech soen Iech merci fir d'Opmierksamkeet.

**M. le Président**.- Merci, Här Zanussi. Als nächste Riedner ass den honorabelen Här John Schummer ageschriwwen. Här Schummer, Dir hutt d'Wuert.

**M. John Schummer** *(DP)*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, wann ech den Här Zanussi elo just héieren hunn, da kann ech nëmme staunen. No 15 Joer sozialisteschem Wanterschlof am Transportministère, hu se ewell Léisunge fir alles. Mä déi Léisunge sinn äusserst kuriéis a simplistesch.

Här Zanussi, ech sinn nëmme frou, dass d'Sozialisten net de Verkéiersministère hunn, well wann d'Sozialisten de Verkéiersministère hätten, a vill Doudescher op eise Stroossen hätten, géingt Dir de Problem léisen andeem Dir géift méi grouss Kierfechter bauen. Esou kann et net goen.

***(Interruption)***

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, den 1. Mee gëtt déi gréisste Erweiderung an der Geschicht vun der Europäescher Unioun vollzunn. De Premier sot den Dënschdeg, dass dat en notariellen Akt wär, deen d'Réconciliatioun tëschent der europäescher Geschicht an der europäescher Geographie festhält.

An enger Unioun vu 455 Millioune Bierger muss och d'Mobilitéit vun de Leit a vun de Marchandisë garantéiert sinn. Et musse Weeër gesicht ginn, fir dass déi verschidden Transportmoyenen esou intermodal wéi méiglech sinn, fir d'Mobilitéit och weiderhin ze garantéieren, an dat natierlech och ënnert der Virgab, fir Qualitéit a Sécuritéit vun dëse Servicer ofzeséchere.

D'Zuchverbindungen tëschent West- an Osteuropa sinn aus bekannte Grënn nëmme wéineg développéiert. Tatsaach ass awer, dass haut scho 60% vum Eisebunnstrafic, dee laanscht d'Donau leeft, international ass. An d'Tendenz ass steigend. Dofir schéngt ons och de Bau vun enger Achs, esou wéi d'Europäesch Kommissioun dat virgesäit, tëschent Stuttgart-München a Salzburg-Linz-Wien, opportun.

D'Europäesch Kommissioun schwätzt och, eben an der Perspektiv vun der Erweiderung, vun enger Verlängerung vun der Streck op Budapest, Bukarest an Istanbul. Wann een da weess, dass d'Streck tëschent Stuttgart a Mannheim schonn a Betrib ass, a wa mer de Projet vum TGV-Est kucken, mat deem mir Paräis iwwer Stroossbuerg mat Mannheim verbanne kënnen, da stelle mer fest, dass mer hei schonn en transeuropäesche Korridor schafen tëschent Paräis a Wien. Lëtzebuerg gëtt och un de Korridor ugeschloss duerch ebe säin Uschloss un den TGV-Est européen, een Uschloss, dee mir eis an däser Legislaturperiod ënnert dem Henri Grethen ofgeséchert hunn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech hunn elo just dovunner geschwat, dass mer d'Mobilitéit an engem erweiderten Europa garantéiere missten. D'Mobilitéit ass e wichtege Facteur an eiser heiteger Gesellschaft a fir eis Ekonomie, wou alles ëmmer méi schnell geet, an ëmmer méi schnell reagéiert muss ginn, a sech ëmmer schnell an net adaptéiert muss ginn.

***(Brouhaha général et coups de cloche de la Présidence)***

Dofir muss een, wann ee Mobilitéit garantéiere wëllt, mat enger gewësser Wäitsiicht agéieren.

D'lescht Woch huet hei an dësem Haus eng Debatt iwwert den integrative Verkehrs- und Landesplanungskonzept, kuerz IVL genannt, stattfonnt. De But vun deem IVL, deen dës Regierung ausgeschafft huet, ass et jo, fir der Entwécklung vun eisem Land an deenen nächste Jore Rechnung ze droen, an ze hëllefen, déi richteg Décisiounen um Niveau vum Aménagement du territoire an och a puncto Transport virzehuelen.

Den Transportminister huet de 24. Juni 2002 den Strategiepabeier „Mobilitéit.lu" virgestallt, deen op den éischten Donnéeën, déi him aus deenen deemools lafenden Aarbechte fir den IVL zur Verfügung stoungen, baséiert. Den IVL geet zum Beispill dovunner aus, dass d'Unzuel vun de Frontalieren, déi bei eis an d'Land schaffe kommen, wou mir haut op 105.000 sinn, bis 2020 wäert op 170.000 klammen. 30% vum Grenzverkéier konzentréiert sech op d'Stad Lëtzebuerg, an 21% op de Raum vum Süden. Fir deem entgéintzewierke gëtt et just ee Moyen, an dat ass d'Leit op den öffentlechen Transport ze kréien.

Och gëtt weider dru geschafft fir an de Grenzregiounen Opfänkparkinge wéi zum Beispill zu Stengefort, awer och zu Volmerange-les-Mines, wou d'Eisebunnsstreck Beetebuerg-Diddeleng bis a Frankräich weidergefouert ginn ass, ze realiséieren. An der Peripherie ronderëm d'Stad sollen déi nei Garen zu Dummeldeng, zu Zéisseng, um Howald an um Kierchbierg mat deene jeeweilegen Opfänkparkinge realiséiert ginn.

A wann een den IVL gutt kuckt, wou d'Projeten opgezielt sinn, déi am Kader vu „Mobilitéit.lu" solle realiséiert ginn, da stellt een och fest, dass d'Majoritéit vun deene Projete schonn an der Chamber hei gestëmmt sinn. An dat an däser Legislaturperiod, well virdrun ass laang geschlof ginn. Sief dat d'Verduebelung vun der Linn Lëtzebuerg-Péiteng, sief dat den Uschloss vum Kierchbierg a vum Findel un d'Eisebunnsnetz, sief dat de Bau vun enger Eisebunnsantenn tëschent Belval-Usines a Belval-Mairie, déi spéider soll op Uewerkuer weidergoen. Sief dat de Bau vun engem zweegleisege Viaduc um Nordkapp vun der Gare hei an der Stad, an dann natierlech och déi Projeten, déi gestëmmt gi sinn, fir den Eisebunnsréseau och erëm a Stand ze setzen - eppes, wat vum Henri Grethen senge Virgänger schänterlechst ënnerlooss gi war.

A vergiesse mer och net, dass mer hei an der Chamber e Projet gestëmmt hunn, deen de Bau vun engem neien Atelier central virgesäit. Mä fir de Confort an d'Sécherheet vun de Voyageuren ze garantéieren, muss och dat néidegt Rull- an Zuchmaterial zur Verfügung stoen. D'CFL huet op Uweisung vum Minister anzwëschen déi richteg Démarchë geholl, fir dat aalt Rullmaterial auszetauschen an en neie Fuerpark ze erstellen, deen eng Capacitéit vun 22.636 Plaze wäert hunn, wat Investissementer an der Héicht vun 386 Milliounen Euro entsprécht. An deem Budget sinn dann awer nach net déi nei Lokomotiven dran. Zwielef elektresch Automotricë si bestallt ginn, déi tëschent 2004 an 2006 wäerte geliwwert ginn. Weiderhi si 85 Duebelstackwagone bestallt ginn, wou déi éischt am November 2004, also dëst Joer, scho geliwwert ginn.

Ausserdeem sollen deemnächst och 40 Wagone fir den Train-tram-Betrib bestallt ginn, déi tëschent 2005 an 2009 geliwwert solle ginn. A wat d'Lokomotiven ubelaangt, esou sinn der 20 bestallt ginn, déi fir de Persounentransport bestëmmt sinn, déi sollen tëschent 2004 an 2005 disponibel sinn.

Här President, wat den öffentlechen Transport ubelaangt an déi Mesuren, déi getraff gi sinn, sou sollen déi och ënnerstëtzt ginn duerch de Projet de loi iwwert d'Organisatioun vum öffentlechen Transport. Dee Projet de loi gesäit jo vir, dem öffentlechen Transport en zesummenhängend Konzept ze ginn, dat duerch d'Schafe vun engem legale Kader, ouni awer den aktuelle System vun den Autorisatioune vun de Buslinnen an hirer Exploitatioun a Fro ze stellen.

Och soll d'Gestioun vum öffentlechen Transport nei organiséiert ginn. Si soll enger sou genannter Autorité organisatrice ënnerstallt ginn, déi d'Form vun engem Établissement public kréie soll. Déi Autorité organisatrice soll och d'Aufgabe vun enger Mobilitéitszentral iwwerhuelen. Weiderhi sollen d'Gemenge méi an d'Organisatioun vum öffentlechen Transport agebonne ginn, an d'Clientë sollen iwwert de Wee vun engem Comité des usagers och un déi Aarbechten associéiert ginn. D'Sécherheet vum Client soll duerch besser strukturéiert Kontrolle garantéiert a verbessert ginn. D'Weiche sinn also ganz kloer gestallt, fir dass e „modal split" vu 25% zu 75% um Horizont 2020 kann erreecht ginn.

Fir nach eng Kéier op de Raccordement vum Kierchbierg a Findel un d'Eisebunnsnetz zréckzekommen, esou geschitt d'Ubannung vum Findel un d'Schinnennetz an der Perspektiv vum Joer 2020, wou mat 9.000 Passagéier pro Dag gerechent gëtt, déi soit de Fliger huele fir fortzefléien, soit bei eis am Land ukommen. An deem Kontext wëll ech och kuerz d'Extensioun vun eisem Flughafen ernimmen. D'Prioritéit vun dësem Gesetz loung ganz kloer bei der Verbesserung vum Accueil vun de Passagéier an och vun den Aarbechtskonditioune vun deene Leit, déi do musse schaffen.

Et ass kloer, dass dat éischt Bild, wat ee vun engem Land huet, dat ass vun der Plaz, wou een an deem Land ukënnt. An dësem Fall ass dëst de Flughafen. De Lëtzebuerger Flughafen muss en Accueil an e Service ubidden, deen dem Bild, dat Lëtzebuerg an Europa an an der Welt ofgëtt, absolut gerecht gëtt. Dat geschitt mam Bau vun der neier Aérogare. Wat eist Bild an Europa an an der Welt ubelaangt, sou wëllt ech och ënnersträichen, dass mer eis weiderhi staark wäerte maachen, fir dass de Projet Eurocaprail realiséiert gëtt, deen eng héich qualitativ Eisebunnsverbindung zwëschent deenen dräi groussen Haaptstied aus Europa, dat heescht Bréissel, Lëtzebuerg a Stroossbuerg, garantéiert a virgesäit.

A wat eisen Image ubelaangt, sou huet deen och eng ganz kloer ekonomesch Komponent, an um ekonomesche Plang sinn an däser Legislatur allegueren déi Mesurë geholl ginn, déi an der Situatioun, wéi se elo evoluéiert ass, ze huele waren. D'Diversification économique ass konsequent virugedriwwe ginn, an déi bestoend Betriber encouragéiert ginn, weider hei zu Lëtzebuerg an net an engem anere Land hir Filialen auszebauen an och weider ze investéieren. Mäi Fraktiounschef huet dat gëschter jo ausféierlech duergeleucht unhand vun Zuelen, déi eng ganz kloer Sprooch fir dëse Wirtschaftsminister geschwat hunn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir ofzeschléissen an op den Transport zréckzekommen, wéilt ech widderhuelen, dass dës Regierung an dësen Transportminister den öffentlechen Transport endlech erëm belieft hunn, an dat net mat Parolen, mä mat konkrete Moossnamen, déi op konkreten Donnéeë baséieren. D'Stéchwierder kenne mer: „Mobilitéit.lu", IVL, Plan sectoriel „transport".

An da wéilt ech nach op e Flugblat zréckkommen, dat am Määerz 2003 vum FNCTTFEL ënnert d'Leit bruecht ginn ass, wou drastoung: „Jahrzehntelang wurde es unterlassen, in Infrastruktur und Material zu investieren, so dass ein enormer

Nachholbedarf entstanden ist". De sozialisteschen Här Wennmacher huet hei déi reng Wourecht gesot an de sozialisteschen Transportminister vun deene 15 Joer virdrun eng ganz kloer Datz ginn, déi weider näischt gemaach hu wéi geschlof.

Abee, ech stelle fest, dass et e Minister vun der Demokratescher Partei gebraucht huet, fir do Remedur ze schafen, an hien huet genau dat gemaach, wat mäi leider ze fréi verstuerwene Frënd Josy Barthel ëmmer gesot huet: „Auf Worte lasst Taten folgen."

Ech soen lech merci fir d'Nolauschteren.

M. le Président.- Merci, Här Schummer. Als nächst Riednerin ass déi honorabel Madame Lydie Err ageschriwwen. Madame Err, Dir hutt d'Wuert.

Mme Lydie Err *(LSAP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, am Abrëll 2001 a senger Usprooch zur Lag vun der Natioun huet de Premierminister gesellschaftspolitesch Ëmwälzungen annoncéiert, an zwar esou staark, dass ech bal mengen Oueren net getraut hunn. Am besoten Artikel, deen ugaangen ass mat deem wonnerschéine folgende Saz: „Den Ëmgank mateneen ze regelen, dat ass eng vun den zentralen Aufgabe vum Stat a vum Gesetzgeber", ass dann eng Opzielung komm vun all deene Reformen, déi dixit Premierminister 2001 an deenen nächste Méint sollten ugekuerbelt ginn. Gemengt waren do de Partenariat, Euthanasie, den Numm vum Kand vu bestueten Elteren an déi grouss Reform vum Divorce.

Iwwert dës Punkten an e puer anerer, déi net ugeschwat gi sinn, wëll ech haut e puer Iwwerleeunge maachen a Bilan zéien.

1. D'Partenariatsgesetz, wat 2001 ugekënnegt gi war fir déi nächste Méint, gesäit elo aus, wéi wann dat déi eenzeg gesellschaftspolitesch Reform wier, déi hei nach géif gepackt ginn, an da muss een och nach kucken, op wat fir eng Aart a Weis.

Ech mengen net, dass et en Drama wier, wa mir et net méi géife packen dëst Gesetz nach virum Enn vun der Legislatur ofzestëmmen, a firwat?

Éischtens, well dëst Gesetz gemaach ginn ass, fir eng Diskriminatioun tëschent bestuetenen an net bestuetene Koppelen ofzeschafen, fir awer gläichzäiteg eng aner Diskriminatioun, an zwar déi tëschent hetero- an homosexuelle Koppelen, anzeféieren.

Zweetens, well engersäits ze vill, wat heterosexuell Koppelen ubelaangt, anerersäits net genuch materiell Bestëmmungen dra sinn, weder eng Konventioun nach en Inventaire vun de Gidder vun deenen zwee Leit, déi wëllen zesummekommen, war et méiglech an d'Gesetz eran ze kréien. A mir fält wierklech keen anert Argument a wéi Folgendes: Et ka jo net sinn, dass et beim Partenariat géing an der Praxis besser funktionéiere wéi beim Mariage. Dat ass natierlech eng Ursaach, déi relativ frustrant ass, an ech muss och soen als Konklusioun zu dësem Partenariatsprojet, dass genau dat gemaach ginn ass wat op jidde Fall ëmmer ugekënnegt war net den Zweck vun der Übung war, dat heescht de Mariage bis ze schafen.

Well mir dee Projet de rapport gëschter an der zoustänneger Kommissioun analyséiert hunn, komme mer op grad zwou Haaptdifferenzen tëschent dem Mariage an dem Partenariat. Éischtens ass beim Partenariat d'Opléisung méi einfach wéi beim Mariage, an zweetens muss een als Net-EU-Bierger, dee sech zu Lëtzebuerg wëllt nidderloossen, beim Mariage net onbedéngt scho virdru reguläir um Lëtzebuerger Terrain gewiescht sinn.

Mech dépasséiert déi Logik, déi an dësem Projet drasteet, a meng Konklusioun ass: Hallefhäerzeg an onkohärent.

2. De Familljennumm vun de Kanner vu bestuete Leit ass ugekënnegt ginn 2001 an no Avisë vu verschiddene Gremien ass et ganz kloer, dass dëse komplizéierten an äusserst delikate Projet och net méi dru kënnt.

Den Zweck vun deem Projet ass et, fir jiddereen, deen e liest, dass mer endlech kënnten déi Reserv an der CEDAW-Kommissioun, déi mer do gemaach hunn, ophiewen. De Projet ass nämlech esou enk gefaasst, esouguer a mengen Aen esou enk, dass et esouguer knapps wäert ginn, fir déi Reserv op der CEDAW-Kommissioun opgehuewen ze kréien, well dee Gesetzesprojet nëmme virgesäit, déi Diskriminatioun tëschent Mammen a Pappen, wat den Numm vum Kand ubelaangt, ofzeschafe fir d'Zukunft, mä kee Wuert seet iwwert déi Ofschafung vun déser Diskriminatioun fir déi Leit, déi haut Kanner hunn, an déi wëlles haten deene Kanner beispillsweis den Numm vun hirer Mamm ze ginn.

A wie sech un déi Affär erënnert, déi elo kierzlech an allen Detailer an der Revue expliziéirt ginn ass, dee kann nëmme mat mir d'accord sinn, a concluéieren, dat ass no esou vill Joren op deem Sujet skandaléis.

3. D'duebel Nationalitéit. Mir Sozialisten hu scho bei der leschter Reform zur Nationalitéit proposéiert déi duebel Nationalitéit anzeféieren. Et war dee Moment, an et ass nach net ganz laang hier, net doriwwer ze schwätzen, an ech mengen, dass et wierklech penibel ass fir elo ze soen, datt iwwert d'Wahlen d'Wieler géifen décidéieren ob oder ob net déi duebel Nationalitéit géing agefouert ginn, well ech wette mat jidderengem heibannen, datt wann den 13. Juni d'Leit wiele ginn, datt dat Lescht wat se am Kapp hu wuel dat wäert sinn, wat mat der duebler Nationalitéit soll geschéien.

Meng Konklusioun zu dësem Kapitel: Verschleefungstaktik.

4. Mënschenhandel an Artistinnevisa. Zënter Jore gëtt unisono hei an dësem Haus d'Existenz vun dësem sou genannten Artistinnevisa contestéiert. Bei der Interpellatioun vum Renée Wagener 2001 huet de Minister Luc Frieden gesot: Mir si gezwongen déi Autorisation de séjour auszestellen op Basis vun eiser Législatioun.

***(M. Jean Spautz reprend la Présidence)***

Den 31. Mäerz dëst Joer huet deeselwechte Minister an enger Kommissioun eis erkläert, no enger Etüd, no engem Groupe de travail vun Experten, déi een ëmmer dann asetzt wann een näischt wëllt maachen, wier d'Konklusioun komm, dass „malheureusement il n'a pas été possible de prendre des conclusions".

Esou wäit, esou gutt, elo - fënnef vir zwielef souzesoen - gëtt dee sou genannten Artistinnevisa ofgeschaaft vum 1. Mee un, ouni awer virdrun eng Debatt um Fong iwwer Proxénétismus, Prostitutioun ze féieren. Dofir meng Konklusioun op dësem Kapitel: Wahlmanöver oder Sand-an-d'Aen-Taktik.

5. Den Divorce. D'Reform ass grouss ugekënnegt ginn 2001 vum Premierminister, an entpuppt sech no Avisë vum Barreau, vum Ombudskomitee fir d'Rechter vun de Kanner, vum Statsrot als op ganz wichtegen Detailfroe méi wéi problematesch. Bezeechnend fir dës Reform, wou mer wëssen, dass se muss gutt si fir déi nächst Jorzéngten, ass, dass se gefouert ginn ass ouni eng fundamental Reflexioun iwwert d'Rechter an d'Flichten am Kader vum Mariage ze féieren. Dat ass e Feeler, deen nach méi staark anzeschätzen ass am Zesummenhank mam Partenariatsgesetz, wat jo eventuell nach soll virun de Wahle gestëmmt ginn. Meng Konklusioun dofir op dësem Punkt vum Divorce ass: Unausgegoren a massiv verbesserungsbedürfteg.

6. Justiz, Opferschutz a Mediatioun. Op béide Gebitter gëtt et sozialistesch Propositiounen, déi prinzipiell positiv vun der Regierung aviséiert gi sinn. Op engem vun dëse Punkte gëtt et och vun der Regierung en eegenen Text. Trotzdeem war et net méiglech wéinstens den Opferschutz, deen absolut noutwendeg wier, an där Zäit, déi verbliwwen ass, ofzehandelen. Meng Konklusioun zu dësem Kapitel, an ech mengen, dass och dem CSV-Spriecher vun haut de Moie seng Ried dorobber schléisse léisst, dass e sech géif uschléissen: Handlungsbedarf wier akut.

7. Immigratiouns- an Asylpolitik. Wat do opzeweise war, war éischtens emol eng vill ze vill restriktiv Regularisatioun, zweetens massiv an deelweis brutal Ausweisungen, an drëttens a leschter Minutt de Projet fir d'Délaie vun der Asylprozedur ze verkierzen. Déi Saachen, déi Elementer ginn op jidde Fall a mengen Ae bestëmmt net duer, fir dass d'Immigratioun zu Lëtzebuerg eng „success story" bleift. Dofir meng Konklusioun zu dësem Kapitel, kalhäerzeg a wäit genuch net generéis.

Elo ouni vun anere Saachen ze schwätzen, wéi beispillsweis Euthanasie, déi och 2001 ugekënnegt ginn ass, oder iwwer Gläichstellungspolitik, déi och Gesellschaftspolitik wier, ouni do wëllen am Detail drop anzegoen, mengen ech, dass een op deem Kapitel Gesellschaftspolitik wat 2001 hei ugekënnegt ginn ass, eng gesamt Notiz muss ginn, an déi wier ongenügend.

M. le Président.- Als nächste Riedner ass den Här Alexandre Krieps agedroen. Den Här Krieps huet d'Wuert.

***(Interruption)***

M. Alexandre Krieps *(DP)*.- Dir sidd schwéier unzestrécken, Här Jaerling.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ganz ugedoe ware mer natierlech duerch dem Statsminister Juncker seng Aleedung zu senger Ried zur Lag vun der Natioun. Ganz richteg läit de Statsminister doranner, dass een dat lescht bluddegt Jorhonnert als Europäer net vergiesse soll, an doduerch zugläich deen aussergewéinleche Fortschrëtt vum neien Europa moosse kann. Ech wär frou, wa mer den 8. Mee 2005 net déi Leit, déi an de KZer an Zuchthaiser waren, an déi Ëmgesiedelt vergiesse géifen, an och éieren. An ech wär haaptsächlech frou, wa mer zwou Dammen zu Éiere kéime loossen hei an dësem Land.

Déi éischt ass déi schéinste Fra am Land, an zwar d'Gëlle Fra, Symbol vum Asaz vun dausende Lëtzebuerger an iwwer 3.000 Doudeger an Nordfrankräich am Éischte Weltkrich, dorënner Nationalgréisste wéi de François Faber, duebele Vainqueur vum Tour de France an héchstwahrscheinlech éischte Mann mat der duebler Nationalitéit.

Une voix.- En hat nëmmen eemol gewonnen.

M. Alexandre Krieps *(DP)*.- Jo, hat en nëmmen eemol gewonnen? Dann ieren ech mech, dat ka sinn.

Mä schonns 1914-1918…

***(Interruptions diverses)***

Jo, do kommen ech nach herno drop.

Schonns 1914-1918 hunn déi Volontairen aus engem neutrale Lëtzebuerg sech deemools net geiert an et och erlaabt, dass mer 1919 ons Eegestännegkeet behalen hunn. Deemools wéi ons belsch Noperen net esou gutt gelaunt ware wéi gëschter an der Gäichel, deemools a virdru koum net vun ongeféier den Ausdrock an de Volleksmond: Gëff net Belsch!

***(Hilarité)***

Eng Suggestioun, déi ech hei natierlech wëll maachen: Fir dass een d'Messagë ronderëm de Fouss vun der Gëlle Fra och liese kënnt, misst een d'gëlle Lettragë ronderëm opfrëschen, well déi sinn un der Grenz vum Lieserlechen. Déi Leit, déi do ronderëm spadséieren, déi gesinn dat.

Déi zweet Dame ze éieren ass ouni Zweifel d'Grande-Duchesse Charlotte, déi onst Ländchen definitiv op d'Kaart vun Europa gesat huet. An erënnere mer och déi Jonk drun, dass hire Fils, de Grand-Duc Jean, mat den Irish Guards am Asaz war.

Dat gesot a gewënscht, Här Statsminister, ass d'Lag vun der Natioun am Gesondheetswiesen tëschent 1999 an 2004 drastesch ënnert dem Carlo Wagner an der ganzer Regierung verbessert ginn.

Une voix.- Drastesch?!

M. Alexandre Krieps *(DP)*.- Ech gleewen net, dass all ons Bierger Gediechtnisschwächten hunn. Zwee Problemer bleiwen natierlech enger Léisung zouzeféieren. Deen éischte Problem ass d'Explosioun vun de Käschte vun de moderne Medikamenter a vum Spidolswiesen. D'Budgetisatioun vun de Spideeler feiert d'nächst Joer hir zéng Joer a si pérenniséiert eng ganz Rei vun onnoutwendegen Ausgaben a bitt guer keng Incitatioun, fir dass d'Geld méi effizient agesat gëtt. Déi Käschtenexplosioun, déi vill méi séier wiisst wéi onse PIB, ass sécherlech en déif gräifenden Débat wäert. An deem Kader kann een och déi Diskussioun vun de Franchisë behandelen.

D'demokratesch Fraktioun wëllt net, dass déi Krank, dat heescht déi, déi d'Krankekeeseleeschtungen an Usproch huelen, fir déi Gesond bezuele mussen. Och déi Eeler a kannerräich Famillje sollen hei geschützt oder geschount bleiwen. Mä wéi schonns gesot ass déi ganz Problematik eng urgent Diskussioun am Parlament an net nëmmen an der Tripartite wäert.

Zweete Sujet am Gesondheetssecteur, deen ouni Zweifel wichteg gëtt, ass d'Pénurie vum Fleegepersonal op allen Niveauen. D'Fleegeberuffer gi verlooss fir an d'Sozialberuffer ze goen, a wann een an de leschte 40 Joer natierlech kuckt, hat een ëmmer Zyklen am Recrutement vun de Fleegeberuffer. Wichteg wär et natierlech am Secondaire, d'Orientation scolaire ze relancéieren op eng vill méi aktiv Aart a Weis a se waméiglech och an d'Fleegeberuffer ze orientéieren.

Trotz all den Effortë vun der Madame Brasseur fir den Enseignement préparatoire ze strukturéieren, beispillsweis Régenten anzeféieren, dat heescht Bezuchspersoune fir Schüler, déi et schwéier noutwendeg sinn, misst dee ganzen Ordre d'enseignement nach eng Kéier iwwerduecht ginn. Mir hunn do eng Tendenz elo de Problem ze zentraliséieren. Et freet ee sech ob et historesch net falsch war, dass mer déi Kanner vun den Dierfer fir d'éischt an d'Stied verluecht hunn an duerno elo wëllen zentraliséieren, dausend vun hinnen op een eenzelne Site. Do misst ee kucken ob déi Gesetzgebung vun deem Ordre d'enseignement net misst iwwerduecht ginn.

Iwwerduecht an deem Hibléck, dass dat Kanner sinn, déi herno der Gesellschaft ganz vill Folgekäschte verursaachen, misst och den Enseignement modulaire ginn, deen an deem System gefouert gëtt, well d'Gruppenzougehéieregkeet vun deene Schüler extrem wichteg ass. Wéi den Här Fayot scho gesot huet, muss déi nächst Regierung och ganz schnell d'Mise en place vun der Uni Lëtzebuerg evaluéieren. Dat war deemools an der Chamberskommissioun och scho suggeréiert ginn, well et sinn nach eng ganz Rei net geléiste Problemer, déi een zougedroe kritt, wann een d'Tournée des popotes mécht, wéi dat leschte Samschdeg war an der Faculté des Sciences.

Do gëtt et nach eng ganz Rei Statutefroe bei Enseignanten, déi Droit-acquisen hunn, déi awer net Enseignant-chercheur sinn, déi nëmmen Enseignant sinn, an déi och kee Lycée d'origine hunn, keng Affectatioun. Dat si Leit, bei deenen iergendwéi do déi Situatioun net gutt geléist ass. Där sinn der am fréieren IST mindestens 20. Et sinn och nach eng ganz Rei Kierchtuermreflexer an deenen Departementer, an et hält och net mat dem double emploi op. Doniewent huet een a verschiddene CRPen hegemonial Bestriewunge vu verschiddenen Titulairen, an dat misst och méi no analyséiert ginn. An der Kommissioun war schonn déi Interface Uni-CRP ugeschwat ginn.

De Bilan vun dëser Legislatur 1999-2004 zitt de souveräne Wieler den 13. Juni, an dee Bilan ass wat de Contenu ubelaangt, an de Contenu ass der demokratescher Fraktioun méi wichteg wéi d'Form, gutt fir d'ganzt Vollek gewiescht. Leschtlech wollt ech e puer Wuert zu den Alternative vun der Oppositioun soen. Ech sinn dem Här Bausch ganz dankbar, onsem Don Quichotte an dësem Haus,…

***(Hilarité)***

…fir ons den Dram vun enger heiler Welt viruliewen ze loossen. Ech gleewen awer un en duebele pleonasteschen Ausdrock, dass och am Avenir d'Realitéit d'Wierklechkeet fir d'Zukunft bleift. An do géif ech mengen, déi Suggestioun, déi hie gemaach huet vum Här Gore, deen elo den Här Kerry mat sechs Milliounen Dollar ënnerstëtzt, vu 500.000 Aarbechtsplazen, déi hu mir hei, den Här Graas huet lech dat gëschter gesot, mir hunn 300 Aarbechtsplaze geschaaft, an dat entsprécht bal 200.000 Aarbechtsplazen an Amerika.

Une voix.- Très bien!

M. Alexandre Krieps *(DP)*.- Wat mech terribel enttäuscht huet, ass d'Propositioun vun onsem Frënd, dem Här Asselborn, dee plädéiert huet fir Industrien, fir Onqualifizéierter hei an d'Ländchen erunzezéien. Ech gleewen, dass mir prioritär a besser d'Leit misste qualifizéieren hei. An der Lëtzebuerger Sozialistescher Aarbechterpartei hir Aussoen an dësem Rapport hu mech erënnert un e Film, an dat ass ee vu laang virum Här Clinton, Här Huss, an zwar deen huet geheescht „Modern Times", mam Charlie Chaplin, an deen huet den Ufank vun der Fléissbandaarbecht gewisen. Leider ass dee Film iwwer 80 Joer al, a wie schwätzt hei vu sozialisteschen a paléosozialisteschen Alternativen?

Merci villmools.

***(Hilarité)***

Une voix.- Genial! Genial!

M. le Président.- Als leschten Diskussiounsriedner ass den Här Jean-Pierre Klein agedroen. Den Här Klein huet d'Wuert.

M. Jean-Pierre Klein *(LSAP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de jährlechen Exercice, iwwert déi sozial a wirtschaftlech Lag vun eisem Land ze schwätzen, fält all fënnef Joer an eng Period wou et schwéier ass fir d'Regierung mat der richteger Objektivitéit driwwer ze befannen. Matsen an enger Wahlcampagne ass de Risiko grouss, fir verschiddenen onbequeme Froen aus dem Wee ze goen a fir aner Errongenschafte méi opzebauschen, wéi se dat verdéngen.

Et gëtt festgestallt, dass munch Schichte vun eiser Populatioun a Betriber a Kollektivitéiten duerch déi respektiv Steierreforme besser ewechkomm sinn. Mä wéi ass et mat de Leit mat manner Akommes, mat de klenge Paien? Wa mat der Strenz ausgedeelt gëtt, da kréien déi am mannsten, déi mam soziale Mindestloun mussen auskommen. Mir wëssen, dass et der vill gëtt, déi keng Perspektiv vun enger Carrière hunn an déi hiert Liewe laang an de privaten Entreprisë mat enger ganz niddreger Pai schaffen a liewe mussen.

Wat den alldeeglechen direkte Konsum hei zu Lëtzebuerg ugeet, steet eist Land par rapport zum Ausland gutt do. Mä wa mer et dann awer woe fir e bëssen hannert d'Kulissen ze luussen, da gesi mer, dass et besonnesch bei de jonke Stéit net ganz roseg ausgesäit. Et war menger Generatioun an och deene vu virdrun ëmmer en Haaptobjektiv, fir sech en Eegenheem unzeschafen. De Moment gëtt dat vill méi schwéier, wann net onméiglech, well eisen Immobiliemarché regelrecht explodéiert ass.

***(Coups de cloche de la Présidence)***

Haut muss eng Koppel, souguer wann déi béid Partner schaffe ginn, massiv Schold maachen, fir sech eng Bauplaz unzeschafen. Wa se da sollen drop bauen, da gëtt dat nach vill méi schwiereg.

Et geet net méi fir ze soen, dass de Marché sech soll der Offer an der Demande no riichten, dat kréie mer net méi hin am Sënn fir d'Präisser vum Terrain an de Grëff ze kréien. Et muss eppes Konkretes geschéien, fir dës katastrophal Tendenz ze bremsen, wéi zum Beispill, dass d'Gemengen, mam Stat zesummen, intensiv a massiv a Richtung soziale Wunnengsbau ginn. Och op dësem Gebitt gesi mer, wat fir eng weider maassgeblech Roll d'Gemenge matspillen.

Den Här Statsminister huet virgëschter während zwou Stonnen de Bilan vun der Regierungsaarbecht gezunn. En huet a sengem Bericht keen eenzegt Wuert iwwert d'Gemenge gesot. D'Regierung schwätzt nach just vun a mat de Gemenge wa se gär hätt, dass se solle Sacrificë bréngen. Dat hu mer gesinn, wéi d'Gemengen d'accord waren, fir am Impôt commercial Ofstrécher ze maachen, obschonn dass d'Gemenge permanent Missiounen a Chargen am Intérêt vun der Verbesserung vun der Liewensqualitéit vun de Bierger octroyéiert kritt hunn.

Et ass och einfach fir de Gemengen ëmmer méi Obligatiounen opzeërleeën, ouni hinnen déi néideg Moyenen ze ginn, an hinnen ëmmer erëm virzewerfen, si hätten ze vill Autonomie. Alleng um finanziellen Plang representéieren d'Gemengen ee Véirel vun allen Dépenses publiques. De Premier huet vun der Importenz vun de Kleng- a Mëttelbetriber geschwat. Et ass grad do, wou d'Gemengen eng wichteg Roll spillen, fir déi lokal Ekonomie um Liewen ze halen, well an de Gemengen ass vill Aarbecht, souwuel wat den Déifbau an den Héichbau ubelaangt.

D'Gemenge sinn am Moment un zwee wichtegen Dossieren interesséiert, an zwar éischtens d'Finanzen. Wann d'Ekonomie méi lues dréint, da spieren d'Gemengen dat méi wéi de Stat, well dem Stat seng Recetten, als Ganzt gekuckt, net esou staark variéieren, wéi déi vun de Gemengen. Schold dorun ass den Impôt commercial. Et huet sech erwisen, dass kee bis elo e Mëttel fonnt huet, fir en ofzeschafen. Mir ënnersichen am Moment am Syvicol a bestëmmt och spéiderhin am Conseil supérieur des finances communales e Mëttel fir den Impakt vum Impôt commercial ofzeschwächen. Dat kann ee maachen, andeems dass een en zum Beispill op een Drëttel reduzéiert a gläichzäiteg de Verloscht kompenséiert duerch d'Ubanne mat engem festen Taux un d'Gesamtrecettë vum Stat.

Mat esou engem System ginn d'Gemengerecetté méi stabil a méi previsibel. D'Gemenge behale mat eng finanziell Autonomie, an d'Attraktivitéit fir d'Betriber unzezéien an de Gemenge bleift bestoen.

Zweete Punkt: Den Impakt vum IVL. Et huet een hei an der Chamber e breede Konsens gespuert, fir ze soen, dass den IVL eng noutwendeg Saach ass. Ouni d'Gemenge bleift den IVL awer ganz sécher en doudesche Buschtaf. D'Gemenge kréien do nach méi Missiounen. D'Buergermeeschteren an d'Schäffen an d'Gemengeréit gi virun nei Erausfuerderunge gestallt, wat sech natierlech op hir Disponibilitéit auswierkt. Zënter Jore verlange mir eng Reform vum Congé politique, déi den Innenminister ëmmer op d'laang Bänk dréckt a seet, dat kënnt nëmme geschéien am Kader vun enger neier Repartitioun vu Kompetenzen tëschent Stat a Gemengen. D'Buergermeeschteren an d'Schäffe si guer net frou iwwert déi Aussoen a waarden op Konkretes.

E Gemengeverantwortlechen, fir dass e senge Verflichtungen och nokënnt, muss och d'Recht kréien op eng zolidd Formatioun. De Premier huet virgëschter och geschwat vum „lifelong learning". Dat muss sech och an der Gemengepolitik reflektéieren. Ech géing soen, dass et wichteg ass, fir eise Gemengen eng grouss Bedeitung an der Entwécklung vun eiser Gesellschaft zouzeerkennen. Si sinn e wichtege Facteur an der Gestaltung vun der Liewensqualitéit, a wann een dat unerkannt huet, dann ass et och net schwéier, fir eppes fir se ze maachen.

Ech soen Iech merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- D'Generaldiskussioun iwwert d'Lag vun der Natioun ass elo ofgeschloss, an d'Wuert huet elo den Här Aarbechtsminister François Biltgen.

M. François Biltgen, *Ministre du Travail et de l'Emploi*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, quitte dass vläicht elo Leit scho gären opgehalen hätten, mengen ech, wär et awer wichteg, dass zu e puer Sujeten awer nach eppes gesot gëtt.

Et war ganz vill an deenen dräi Deeg iwwert d'Aarbechtslosegkeet zu Lëtzebuerg Rieds, an ech mengen, et ass dofir wichteg, dass och den Aarbechtsminister sech e bësselchen domadder auserneen setzt. Well et ass en Thema. Et vergeet keen Dag, wou ech net entweder en Telefon kréien, oder Leit versiche mat mir ze telefonéieren, mech awer net geroden, oder déi mir Bréiwer schreiwen, deenen ech noginn, op déi ech äntwerten, vu Leit aus deene verschiddenste Kreesser an Alteren, déi eng Schaff sichen a keng fannen.

Et vergeet awer och keen Dag, wou ech ënnert d'Leit kommen, wou ech där doter begéinen, awer och keen Dag, wou ech net Bréiwer kréien, Leit begéinen, Telefone kréien och vun Employeuren, déi soen: „Ech fanne keen." Och dat ass einfach d'Realitéit, a just dat, déi Erfahrung, déi ech net alleng, mä eng Partie vun Iech heibanne maachen, dat ass d'Realitéit, mat där mir eis mussen auserneesetzen.

Ech sinn och dofir ganz frou, dass mir elo emol vill iwwer Chômage schwätzen. Während fënnef Joer, besonnesch während deenen éischte Jore vun dëser Regierungsperiod war ech net deen Eenzegen, mä ee vun deene Wéinegen heibannen, déi regelméisseg iwwer Chômage geschwat hunn. Ech ka mech nämlech nëmme wonneren, dass eigentlech huet missen de Chômage iwwer 4% goen, respektiv Sondagë kommen, déi soen, et wär e Wahlkampfthema, dass op eemol eng Partie Leit, déi virdrun net driwwer geschwat hunn, elo och mengen, si wären all befäegt doriwwer ze schwätzen. Mä wa se och duerno weider driwwer schwätzen, dann ass et jo gutt, wa se net nëmme virun de Wahlen driwwer schwätzen.

***(Interruption)***

Jo, jo, ech hu gesot, et sinn der heibannen, an Dir wäert och mierken, dass ech ganz genau weess, weem seng Kritiken ech och seriö huelen, well déi Kritike scho laang gemaach goufen, a weem seng Kritiken ech net seriö huelen - dat wäert Dir schonn nach mierken.

Well, et ass nämlech esou, dass d'strukturell Ursaache vum Chômage zu Lëtzebuerg scho ganz laang zréckginn, an déi strukturell Ursaachen a Problemer vum Chômage, déi waren och do, wéi de Chômage ganz niddreg loung. An dat ass den Haaptproblem, dee mir bei der Chômagebekämpfung hunn. Den Haaptproblem ass deen - an ech kommen nach eng Kéier drop zréck -, dass mir an dësem Land net genuch Lëtzebuerger hunn. Dat ass de Grondmotto…

***(Interruption)***

Jo, wa mir dat kucken, an ech wäert mir elo e bëssen Zäit huelen, fir schéi sachlech mat Iech duerch de Chômage ze goen, op d'Zuelen ze kucken, d'Ursaach e bëssen ze analyséieren, a virun allem ze kucken, wat ee fir Léisungsvirschléi huet.

***(Interruption)***

Alles ass schrecklech komplex. Jiddfereen, deen hei geschwat huet, hätt doudsécher an engem gewëssenen Deel Recht. Mä de Chômage ass e Puzzle, wou eng ganz Partie Stécker zesummekommen.

***

1) Komme mer elo fir d'éischt op d'Zuelen. Also, ech hale mech net op mat der Zuel, wéi vill de Chômage elo geklommen ass, 40%, 70% oder méi Prozenter, dat ass eigentlech onerhieflech. Dat hänkt ëmmer dovunner of, wat ee mat wat vergläicht, an op wat fir een Zäitpunkt ee sech setzt. Wichteg ass emol ze kucken, wéi de Chômage evoluéiert huet an deene leschte Joren. An ech huelen do einfach d'Joreswäerter vun der Aarbechtslosegkeet.

1997 hate mir 3,3%. Ech huelen d'Joreswäerter, well et gëtt saisonal Schwankungen. D'Fréijoer ass an der Regel gutt, awer net all Fréijoer war gutt, an de Wanter ass an der Regel schlecht; et waren awer och scho Wanteren do, déi gutt waren. Mä et gëtt saisonal Schwankungen, an dofir huele mir d'Joreswäerter.

1997 Chômage 3,3%; 1998 3,1%; 1999 2,9%; 2000 2,6%; 2001 2,6%; 2002 3%; 2003 3,8%. Dat ass also déi Evolutioun, déi war. Dir gesitt, de Chômage ass erofgaangen, en ass an en Dall komm a kënnt erëm erop. Dat ass och eppes, wat och an Zukunft erëmkënnt an dat war an der Vergaangenheet do. De Chômage ass wéi all wirtschaftlech Gréisst eng zyklesch Gréisst. Wichteg ass dofir beim Chômage erauszefannen, wat zyklesch ass a wat strukturell ass. An dat Strukturellt, dat ass dat, wat eis muss Suerge maache fir d'Zukunft.

Am August 1999 ass dës Regierung ugetrueden, dofir kann een och, wann ee wëllt, de Chômage an dëser Legislaturperiod eréischt kucken a vergläichen, wann den August 2004 do ass. Iwwregens ass den August normalerweis dee beschte Mount am Chômage. Do läit en erfahrungsgeméiss, net ëmmer, mä meeschtens am niddregsten. Am August 1999 loung de Chômage op 2,7%. Am déifste loung en am Mee an am August 2001, also Mee bis August 2001, do loung en op 2,4%.

Et muss ee wëssen, dass Mee bis August 2001 eng Period war, wou et wirtschaftlech scho vill méi schlecht goung. An do kënnt eppes, wat ee muss am Kapp hunn, wann een iwwer Chômage schwätzt, dat ass, dass den Emploi wéi de Chômage dauernd hannert der Wirtschaftsevolutioun nohinken. Dat heescht, wéi et an der Wirtschaft méi schlecht gaangen ass, ass den Emploi nach massiv gewuess, an de Chômage ass gläichzäiteg, wéi den Emploi nach massiv gewuess ass, nach erofgaangen, obwuel et wirtschaftlech méi schlecht gaangen ass.

Datselwecht wäert Dir och gesinn an Zukunft, nämlech dass de Chômage grad wéi den Emploi hannendrun hinkt, wann et wirtschaftlech och erëm besser geet. Am allermannsten Demandeurs d'emploi - eng Notioun, op déi ech awer nach eng Kéier zréckkommen, well och déi muss een hannerfroen - am allermannsten Demandeurs d'emploi hate mir an deene leschte fënnef Joer am Juni 2001 mat 4.529 Demandeurs d'emploi.

Voilà, dat emol gesot, muss een d'Saisonsschwankungen am Kapp behalen. Et muss een am Kapp behalen, dass de Chômage an den Emploi ëmmer der Wirtschaftsevolutioun hannendru sinn.

Dann dat zweet Kapitel, wat d'Zuelen ubelaangt. Ech wëll e bëssen op 2001 zréckkommen. 2001 gouf et eng ganz interessant Publikatioun vun der Banque centrale du Luxembourg iwwert d'Aarbechtsmaartpolitik a virun allem iwwert d'Aarbechtslosegkeet zu Lëtzebuerg. Déi Publikatioun ass am Abrëll 2001 komm an huet d'Zuele vun 1998 an 1999 analyséiert, also net déi vun 2001 an 2000, déi ganz gutt waren, mä déi vun 1998 an 1999, déi méi schlecht waren, awer besser wéi déi vun haut.

Do seet d'Banque centrale du Luxembourg, déiselwecht déi awer elo grouss Panik schléit: „…structural unemployment can be estimated at 30% of total unemployment with the remaining 70% falling under the category of frictional unemployment, seasonal unemployment being zero on average over the entire year."

Dat heescht d'Notioun vum frictionnellë Chômage, dee Chômagetaux, deen een no der Wirtschaftsdefinitioun brauch, déi Zäit, déi ee brauch, fir vum Chômage sech erëm frësch ze qualifizéiere fir een aneren Job, ass dee Moment vu Wëssenschaftler op 70% zu Lëtzebuerg gestallt ginn, wat och déi Zäit dann och Wirtschaftsexperten dozou befäegt huet fir ze soen, majo et gëtt iwwerhaapt kee Chômage zu Lëtzebuerg, mat manner wéi 3%, do ass een total am plein emploi, well de Chômage frictionnel, dat ass plein emploi.

An ech muss soen, dass ech ugefaangen hunn, wéi ech Aarbechtsminister gi sinn, fir all Joer de Bericht vun der Administration de l'Emploi virzestellen. De 7. Mee, d'nächst Woch, wäert ech dee vum Joer 2003 virstellen. All Joer hunn ech dee virgestallt, mä deen hat wéineg Echo an deenen Zäiten, wou et gutt gaangen ass.

A wann ech d'Commentairen nach esou kucken, déi ech de part et d'autre gemaach kritt hunn, dat war säitens vum Patronat emol virun allem d'Suerg, dass se gesot hunn, mir fanne keng Leit méi. Mir hunn net méi genuch Leit, mir fannen emol keng Leit méi an der Grossregioun. E grousse Mouvement huet sech zu mengem Büro gemaach fir ze soen, ech misst direkt a Polen fueren an direkt onmasseg Pole matbréngen. Woubäi onmasseg, wa mer dat am Detail gemaach hunn, awer erëm ze relativéiere war.

Et war - an do gesäit een einfach wéi séier eppes Wirtschaftleches kann ëmschloen - an et ass schwiereg, och do Pronosticen ze maachen, well dat wat 2001 fir jiddereen déi grouss Wourecht war, dat war schonns 2002 net méi wouer. An et war och schonn 2001 net méi wouer, et huet just keen et gemierkt, weder vun deenen, déi Statistike gemaach hunn, nach vun deenen, déi Prognose gemeet hunn, nach och vun enger Partie Employeuren, déi awer mat déi Éischt sinn, déi spieren, ob et réckleefeg ass oder net réckleefeg ass.

En anere Problem, deen d'Employeuren doudsécher déi Zäit haten, dat war och dee vun der Lounspiral. Well doduerch, dass natierlech de Réservoire méi kleng ginn ass, huet natierlech een deem anere versicht gutt Leit ofzewerben. Dat war besonnesch op der Banken- a Finanzplaz de Problem. Ech hunn dauernd missen Exposéen halen iwwert d'Fidélisatioun vun de Salariéen, well se gesot hunn, wa mer net méi nei Leit fannen, da geet de Loun ze séier an d'Luucht.

Tatsaach ass jo, dass Enn vum leschte Jorhonnert net nëmmen den Emploi riseg geklommen ass zu Lëtzebuerg, mä och de Loun. Mä och den Emploi ass riseg geklomm. Duerno ass e wirtschaftlechen Abroch komm, dat erkläert och zum Deel, woufir eis Produktivitéit zënter 2000 méi niddreg ass, well den Emploi geklommen ass an awer manner produzéiert gëtt. Et ass also net nëmmen, dass d'Leit géifen ze vill verdéngen, dass d'Produktivitéit méi niddreg ass, mä et kënnt och doduerjer, dass massiv Leit agestallt goufen Enn vum leschte Jorhonnert.

Heiansdo goufe Leit agestallt op Previsioun vun eppes, wat anticipéiert gouf. Sou wéi elo bei de Betriber zukënfteg schlecht Situatiounen anticipéiert ginn, sinn déi Zäit bei de Betriber zukënfteg gutt Situatiounen anticipéiert ginn. Do goufe Leit agestallt, déi deemools net gebraucht goufen, mä wou jiddferee gemengt huet, et geet nach ëmmer besser, an da brauch ech se och. Dat erkläert dee Problem vun 2000 bis 2002.

Wéi gesot, ech hunn deemools gesot, an ech soen et haut, dass fir mech den Taux net wichteg ass, ob deen 2,4 oder 3 oder 5, oder wat och ëmmer ass. 5%, dat wëll ech just soen, dat ass eppes wat ech op engem Opruff fir d'Europe sociale gelies hunn, wat ganz vill europäesch Sozialisten ënnerschriwwen hunn, och den Här Goebbels, awer och den Abbé Pierre an nach eng Partie aner Leit, ech këint deen Pabeier direkt mat ënnerschreiwen; ech hu just gestutzt, dass eng vun deene fënnef grousse Fuerderunge wär an enger reeller Europe sociale, dass de Chômage soll ëm 5% leien! Ech soen et just hei, dass een einfach gesäit, dass ee muss verschidden Aussoen ëmmer erëm e bësse relativéieren.

Deemools hunn och ganz vill Leit mer gesot: Ma wat brauchs de dann iwwerhaapt nach eng Administration de l'Emploi. Déi 5.000 Leit, déi do sinn, gëff deenen eng Pai an da schécks de d'Beamten heem. Dat ass och ze vergiessen, dass d'Chômeure kee Stock sinn, mä dass se e Flux sinn.

Wat ass zënter 2001 geschitt? Mir hunn en Abroch kritt, mä mir hunn den Abroch awer réischt méi spéit gemierkt. De Chômage huet en eréischt méi spéit ze spiere kritt, loosse mer et esou soen. Well 2002, 2003 war folgende Problem: Eréischt am Mäerz 2002 ass et méi lues gaangen, well nämlech am Mäerz 2002 de Chômage net erofgaangen ass. Normalerweis hätt am Fréijoer 2002 missen de Chômage erofgoen. Dunn huet vu Mäerz un de Chômage stagnéiert, an dunn am Hierscht a Wanter 2002 ass e massiv an d'Luucht gaangen. Ongeféier deeselwechte Phenomeen huet een 2003 och gesinn, dass d'Fréijoer keng recht Accalmie bruecht huet an dass de Chômage herno awer - September, Oktober, Dezember - erëm eng Kéier ugezunn huet.

Mëttlerweil, vun Enn 2003 u bis Ufank 2004 - Mäerz 2004 ass net

grad esou gutt wéi virdrun -, mierke mer, obwuel de Chômage erofgaangen ass, dass mer an enger Décélératiounsphas sinn, dat heescht de Chômage wiisst wuel nach, mä e wiisst manner séier. Dat wëllt och soen, dass, wann elo déi Mouvementer sech weider maachen, wann all déi positiv Signaler kommen, de Chômage sech kann eventuell an enger nächster Phas emol stabiliséieren, ier dass en erofgeet. Mä dat brauch nach Zäit, dat geet net vun haut op mar, well de Chômage liéiert ass mat dem wirtschaftlechen Opschwonk selbstverständlech.

***

E puer Begréffsentwirrungen, fir d'éischt déi vu Stock a Fluxen, well ech émmer héieren, leschte Mount hate mer 8.000 Chômeuren - ech soen et einfach pauschal - an dëse Mount hu mer 7.900 Chômeuren - et läit awer méi héich.

De Problem ass, dass mer um Marché de l'emploi keng Stocken hunn, mä Fluxen. Wa mer d'Ziffere vum Mäerz 2004 kucken, stelle mer fest, dass 1.596 nei Dossieren opgemaach goufen op der Administration de l'Emploi, dat heescht et si bal 1.600 Leit sech aschreiwe komm. Wa mer da wëssen, dass mer herno 163 Leit manner ageschriwwen hate wéi de Mount virdrun, da wësse mer, dass 1.759 Leit verschwonne sinn aus der Administration de l'Emploi. Déi meescht vun deenen hunn eng Schaff. Et sinn awer och Leit, déi verschwannen einfach. Mir hu ganz vill Leit am Land, déi keng Schaff hunn, déi awer net bei der Administration de l'Emploi ageschriwwe sinn. Dat ass och e bësselche vu méi okkultem Chômage.

Dann d'Notioun vun Demandeur d'emploi.

Wa mir vun Demandeur d'emploi schwätzen, schwätze mir normalerweis vu Chômeur. Dat ass net grad esou, well en Demandeur d'emploi kann och ee sinn, deen eng Schaff huet an awer eng sicht. Et si ganz vill Leit, elo zum Beispill, déi mierken, dass et an hirem Betrib schlecht geet, déi dat maache wat richteg ass, déi sech nämlech vorsorglech aschreiwe ginn, fir ze kucke fir iwwert d'Administration de l'Emploi eng nei Schaff ze kréien.

Dofir ass eigentlech eng aner Notioun richteg - a wa mer déi Zifferen huelen, da gesi mir wéi dramatesch d'Situatioun eigentlech war 2002/2003 -, dat ass déi vum Chômeur indemnisé. De Chômeur indemnisé, dat ass deen, deen entlooss gouf. Net all Chômeur indemnisé gëtt entlooss, well et dem Betrib schlecht geet. Et gëtt och Leit, déi ginn entlooss, well se näischt kënnen oder näischt wëllen oder näischt dagen.

Wann ech d'Evolutioun huele vun de Chômeurs indemnisés, hunn ech 1999 eng Moyenne vun 2.222, am Joer 2000 eng vun 2.025, am Joer 2001 eng vun 2.080, am Joer 2002 eng vun 2.775, an dann am Joer 2003 eng vun 3.938 an am Mäerz 2004 waren et der 4.762.

Do gesi mer also wat geschitt ass an deene Joren, dat heescht do sinn och Aarbechtsplaze verschwonnen. An dat bréngt mech dozou fir mol eng Ausso ze maachen iwwert d'Création nette de nouveaux emplois.

De Statec sot, mir hunn am Joer 2003 2% nei Aarbechtsplaze geschafen, 5.500, dat sinn netto nei Aarbechtsplazen. Wann ech da kucken, dass am Joer 2003 op der Administration de l'Emploi 8.103 nei Dossieren opgemaach goufen, vu Leit, déi Chômage kritt hunn, net Leit, déi sech ageschriwwen hunn, Leit, déi Chômage kritt hunn, dat heescht Leit, déi hir Schaff verluer hunn an déi Chômage siche gaange sinn op d'Administration de l'Emploi, dass 8.103 Leit do ageschriwwe goufen, a wann ech da kucken - dat sinn net alles Aarbechtsplazen; elo kann een net soen, do sinn 8.000 Aarbechtsplaze verschwonnen, mä et sinn awer e puer dausend Aarbechtsplazen, déi effektiv verschwonne sinn -, wann ech dat dann a Relatioun setze mat deene 5.500 Aarbechtsplazen, da muss ech soen, dass a Wierklechkeet vill méi wéi 5.500 Aarbechtsplaze geschaaft goufen.

Well eben, bis dass mer der konnte méi hu wéi virdrun, emol eng ganz Partie hu missen ersat ginn, während an deene Jore virdru wéineg Aarbechtsplaze verschwonne sinn, an dofir och natierlech d'Nettouwuesse vun Aarbechtsplaze vill méi héich war.

Dann e Wuert zu de Mesuren. Well ech émmer héieren, mir hunn - ech pauschaliséieren, ech ronnen no uewen op - 9.000 Chômeuren, wat Demandeurs d'emploi sinn, an 3.000 Leit a Beschäftegungsinitiativen.

Esou ass dat net. Wa mer kucke wat déi Moossname sinn, wou 3.000 Leit kënnen dra sinn - ech huelen elo wierklech d'Moyenne vun 2003 -, da waren der am Joer 2003 an der Moyenne 329 am CAT am Privatsecteur, 903 am CAT am öffentleche Secteur, eng Moossnam wou de Wirtschafts- a Sozialrot a sengem Bericht eis attestéiert, dass dat eng ganz gutt Moossnam wär an dass een déi onbedéngt misst weiderféieren, do hu mer zu 65% Réussite. Ech soe Réussite, 65%, et ass net alles nozemoossen, well mer eben net iwwerall wëssen, wéi laang bleift nach een op enger Schaff oder kënnt en net awer eng Kéier erëm, mä d'Réussite ass zimlech grouss.

Dann hu mer 144 Leit an engem Stage d'insertion gehat, 188 an engem Stage de réinsertion, 637 an iergendenger Formatiounsmesure, 195 am Apprentissage des adultes, 127 am Pool des assistants. Iwwregens fannen iwwer 90% vun de Leit, déi am Pool des assistants geschafft hunn, duerno eng fest Schaff. Dat si selbstverständlech haaptsächlech Universitairen.

573 an de Mesures spéciales. Mesures spéciales, dat sinn déi sou genannt Beschäftegungsinitiativen. Dat heescht, vun deenen 3.000 waren der 573 bei de sou genannte Beschäftegungsinitiativen. Et ginn der nach. Mä déi meeschte Leit, wa se Beschäftegungsinitiativ denken, denken se „Objectif plein emploi", „ProActif" asw.

An dann zum Schluss 239, déi an enger Mise au travail waren, déi beim Stat, am Privatsecteur oder wou och émmer, ganz vill beim Stat awer, schaffen, bis dass se erëm eng Kéier weider assignéiert ginn.

Dann ee Punkt iwwert d'Grenzgänger. D'Grenzgänger ziele mer net mat. Mir wëssen och net wéi vill et der sinn. Eng Indikatioun, déi mer hunn, ass déi vun den E301. Déi huet natierlech e puer Problemer. Wa mer d'E301en huelen, dann huet een an der Moyenne tëschent 8.000 an 10.000, dat hänkt dovun of. Elo waren et der manner wéi 10.000. Et waren der awer och schon 12.000. E301e si Formulairen, déi d'Frontaliere brauche fir an hirem Land Chômage ze kréien. Allerdéngs ass e grousse Problem dobäi.

D'Belsch zum Beispill brauche ganz wéineg en E301. Dat heescht, et si Belsch, déi entlooss ginn, déi net bei eis den E301 froen. Op där anerer Säit bei de Fransouse sinn der ganz vill, déi Leihaarbechter sinn. Vun deenen E301e sinn zwee Drëttel Dossiere vun de Leit, déi am Interim schaffen, emol net all zu Lëtzebuerg, mä vun enger Firma, déi zu Lëtzebuerg ugesiedelt ass, ronderëm an der Groussregioun. Dat heescht, dat si Leit, wann déi eng Missioun vun enger Woch zum Beispill eriwwer hunn, da kommen déi den E301 sichen. An da kréie se erëm eng Missioun a si kommen erëm eng Kéier den E301 sichen. Dat heescht, do hu mer ganz vill Leit, déi kommen émmer erëm, esou dass och den E301 net ka richteg soe wéi vill Frontaliere mer effektiv am Chômage hunn an da seet den E301 och nëmmen eppes iwwer Kënnegungen oder Fins de contrat aus an net iwwer eng Dauer am Chômage.

Mir hunn eng aner Indikatioun. Dat ass d'Invalidepensiounsregelung, wou mer jo mëttlerweil d'Grenzgänger mathuele fir de Reclassement interne an de Reclassement externe. Do stelle mer fest, dass en Drëttel vun den Dossiere Grenzgänger sinn. Dat gëtt also schonn e bessen eng aner Approche.

Et muss een natierlech wëssen, dass bei der Invalidepensiounsregelung d'Leit haaptsächlech Eelerer sinn, währenddeems ganz vill Grenzgänger Jonker sinn. Wann een dovunner géif ausgoen, dass d'Grenzgänger am Chômage d'selwecht vertruede wiere wéi d'einheimesch Résidenten, nämlech 40% par rapport zu 60%, da géif eisen Taux de chômage, wa mer d'Grenzgänger géife mathuelen - dat ass eng Hypothees, déi ech maachen, déi mag stëmmen oder net, mä ech huelen dat emol, wéi wann et 40% wieren -, vu 4,3 op 4,4% klammen.

Woufir net méi? Mä tout simplement well eisen Taux de chômage berechent gëtt op d'aktiv Bevölkerung zu Lëtzebuerg, währenddeems wa mer d'Grenzgänger bei d'Chômeure matrechnen, da musse mer nämlech déi 110.000 Grenzgänger och matrechne bei der schaffender Bevölkerung. Déi ginn elo net matgeholl. Dat ass eben e Feeler, dee ganz vill Observateuren dobaussen, déi ganz gutt informéierter sinn, oft maachen, well se mengen eisen Taux de chômage géif gerechent gi par rapport zu der gesamt schaffender Bevölkerung zu Lëtzebuerg. Dat ass net de Fall.

Dat war emol fir d'éischt e Kapitel fir e bëssen Zuelen an Notiounen, fir dass een d'Saache kann auserneen halen.

***

2) Dann zweetens d'Ursaache vum Chômage, an d'Ursaache virun allem vum Paradox, dass mer Aarbechtsplaze schafen an Aarbechstlosegkeet trotzdeem hunn. An do gëtt et nëmmen eng Explikatioun, an dat ass och déi, déi de Wirtschafts- a Sozialrot dëst Joer a sengem Avis schreift: „L'augmentation du chômage au Luxembourg n'est pas la conséquence d'une création insuffisante d'emplois, mais d'une inadéquation croissante des demandeurs d'emplois résidants aux emplois offerts dans le contexte de la concurrence transfrontalière. Le CES conclut que l'augmentation du chômage spécifique à caractère structurel au Luxembourg ne peut être contrecarré de manière efficace qu'en améliorant l'employabilité des demandeurs d'emploi résidants."

a) Dat ass de ganze Punkt an iwwregens ass dat net nei. Dat hate mer nämlech schonn an der Vergaangenheet. Déi éischt Ursaach vum Chômage ass déi, dass mir eigentlech an Affer si gi vun eisem Erfolleg. Mir si Mëttelpunkt vun enger Groussregioun. Ech hunn Ziffere geholl vun der Création d'emplois vun 1984 bis 1989. Deemools goufe 26.533 zousätzlech Aarbechtsplaze geschaaft. Du waren der 9.900 Grenzgänger, 5.500 Netlëtzebuerger, déi hei wunnen, an 3.500 Lëtzebuerger.

1998 bis 2002, dat waren elo wierklech déi ganz gutt Joren, goufe 60.000 nei Aarbechtsplaze geschaaft. 39.000 Grenzgänger, 15.000 Auslänner, déi zu Lëtzebuerg wunnen, a 6.000 Lëtzebuerger an dat erënnert mech drun, dass ech den Artikel komescherweis erëmfonnt hunn, deen ech eng Kéier 1989 geschriwwen hunn: „Es gibt nicht genügend Luxemburger auf dem Arbeitsmarkt." Well déi eenzeg Zuel, déi net gewuess ass an deene leschte Joren - mir hunn d'Aarbechtsplaze verduebelt zënter 1984 - ass déi vun de Lëtzebuerger an dat ass mat ee vun eise Problemer.

Mir konnten och nëmme wuessen, well mer déi Groussregioun haten. Op där anerer Säit hu mer doduerch e Problem. Mir sëtzen hei an engem klenge Lach an enger Groussregioun wou 500.000 Chômeure sinn. An engem Perimeter vu ronn 100 Kilometer ronderëm Lëtzebuerg si 500.000 Chômeuren, déi natierlech all wëllen op Lëtzebuerg schaffe kommen an déi och all Rechter hu fir op Lëtzebuerg schaffen ze kommen, dee Moment wou et sech ëm EU-Bierger handelt. An dat ass einfach de Problem.

A Lothringen ass de Chômage 9,3%, am Saarland 9,1%, a Rheinland-Pfalz 7,6% an a Wallounien ass en 18%. Dat alles erkläert, dass natierlech a virun allem dann déi jonk Diploméiert, déi bei sech keng Plaz fannen, bereet sinn op Lëtzebuerg ze kommen, zum Deel och zu anere Konditiounen hei ze schaffen, nëmme well se awer dann nach méi verdénge wéi do. Dat heescht, et besteet e risegen Drock op deen doten Aarbechtsmaart.

Här President, ech hunn en Zitat vergiess, ech muss dat siche goen.

***(Hilarité)***

b) Eng zweet grouss Ursaach. Mir liewen an enger postindustrieller Welt. Et ass gëschter vill vun „Aarbechter" geschwat ginn. Den Aarbechter an deem Sënn gëtt et net méi. Een, deen nach gesot kritt huet, wann s de net schaffs, da gees de bei d'ARBED. Dat gëtt et net méi. Op der ARBED gëtt et keng net qualifizéiert Aarbechtsplazen. D'ARBED huet an deene leschte fënnef Joer 800 Leit agestallt mat der Permissioun vum Aarbechtsminister, parallell zur Préretraite. Dat geet jo leider net méi esou weider. Vun deenen 800 Leit huet d'ARBED, an d'ARBED ass d'Arcelor, ee vun deene Betriber, déi ganz gutt mat der Administratioun de l'Emploi zesummeschaffen. Ëmsou méi deet et mer Leed, wann et do an Zukunft manner Aarbechtsplaze gëtt, well déi maachen nach Efforté fir déi Einheimesch ze privilegéieren, huet d'ARBED trotzdeem net alles kënnen heiheem rekrutéieren. Iwwert d'Halschent, bal 60% si Grenzgänger gewiescht an net grad 30% ware Lëtzebuerger.

Da soen ech och nach eng Kéier, et gëtt émmer gesot mir brauchen an Zukunft Industrie fir déi net Qualifizéiert. Mir brauchen an Zukunft Industrie. Mä d'Industrie huet keng net qualifizéiert Aarbechtsplaze méi. D'Industrie sicht dauernd Leit a mir hunn zënter deene leschte fënnef Joer - déi éischt Formatioun huet iwwregens bei mengem Virgänger ugefaangen - 11 Formatioune gemaach: Agents de fabrication. Fréier hu mer dat genannt, e Schichtaarbechter. Haut heescht dat en Agent de fabrication.

Dat sinn da Leit, déi aus der Schoul erauskommen, déi 20 bis 25 Joer hunn, well et ass jo net haut esou, dass d'Kanner géife mat 15 Joer ophale mat schaffen. 80% vun de Jugendleche sinn nach an der Schoul mat 18 Joer, mä si hunn awer zum Deel keen Diplom wa se erauskommen.

Agents de fabrication maache mer, Kompetenzvermëttelung regelméisseg all pur Méint oder eng Dose Leit. 90% vun deene fannen och dann eng Schaff bei deene Betriber wou mer se hischécken, mä do musse mer deene Leit, obwuel se laang an der Schoul waren, dann Informatik bäibréngen, Santé et sécurité, da Gabelstapler fueren an nach e puer aner Saache méi. Dat ass de Problem. Et gëtt den Aarbechter net méi!

Virun 30 Joer hate mer den Aarbechter. Deen huet missen zwee staark Äerm hunn a wëlle schaffen a mir haten de Beamten, deen huet liesen, schreiwen a rechne misse kënnen. Haut hu mer eng Spezialisatioun, déi riseg grouss ass an déi mer an deem dote Sënn eben net méi ënner Kontroll kréien a besonnesch net an engem Land wéi Lëtzebuerg.

Haut kënne mer net méi soen, et huet een déi eng Qualifikatioun oder déi aner. Ech huelen nëmmen d'Informatik. Bei der Informatik eleng gëtt et op d'mannst eng Dose verschidden Ënnerbegréffer, an dat hu mer déi leschte Kéier nach suivéiert wéi d'FEDIL hir Virstellung iwwert d'Informatik, déi nei Technologien, gemaach huet. Wann een dat noliest, da stellt een dat fest. Ech zitéieren, an dat kënnt Der dann alles noliesen, well Dir hutt de Bericht kritt, deen de Marcel Glesener op Grond vun der État-de-la-nation-Erklärung vum Statsminister vum leschte Joer mer dëst Joer iwwerreecht huet, deen Der zougeschéckt kritt hutt. Do steet dat ganz däitlech dran.

Do ass nämlech d'Fro gestallt ginn: Kënne mer Professiounen oplëschten, déi mer dann iwwer Accords de main-d'oeuvre verhandele ginn, dass mer soen, mir brauchen déi an déi Formatioun? Do steet nozeliesen: „La petite taille du pays et son insertion dans un marché de l'emploi régional rendent illusoire et inutile tout projet de constituer une liste nationale des qualifications les plus demandées. Et telle liste pourrait dans de nombreux cas d'ailleurs ne concerner que quelques unités par profession et devrait être actualisée rapidement." Dat ass einfach ee vun den Haaptproblemer, déi mer hunn.

A verschiddene Spezialisatioune feelen eis dauernd Kandiaten an an anere Spezialisatioune sinn der ganz vill direkt erëm do. Mir liewen an engem Land vun de petits nombres, dat heescht, et ka ganz liicht dat eent an dat anert ëmkippen an dat mécht alles natierlech vill méi schwéier.

c) Dann en drëtten Haaptproblem, an do wollt ech och de Marcel Glesener nach eng Kéier zitéieren, dat ass de Cloisonnement an d'Segmentatioun vun eisem Aarbechtsmaart, an dat ass bal eppes wat eis am meeschte misst Suerge maachen: „Les tendances à la segmentation du marché de l'emploi sont diverses tout comme les mécanismes qui les favorisent. La mobilité varie fortement sur les secteurs de travail, sur les nationalités, les statuts. La fuite de certains secteurs et la forte rotation au sein de ces secteurs semblent pouvoir être expliquées par le décalage entre les conditions de travail et de rémunération qui règnent et les attentes non satisfaites par rapport à un emploi. Le premier défi consiste donc à renforcer les qualités, les conditions sociales et psychologiques du travail et de l'emploi, tout en veillant à assurer une bonne base matérielle pour tous, particulièrement pour celles et ceux qui connaissent de moins bonnes conditions de travail."

Am Horeca-Secteur hu mer nach just 10% Lëtzebuerger. Am Bau hu mer e Cloisonnement vu portugisesche Matbierger, an der Administration publique natierlech ee vu Lëtzebuerger Matbierger. Mir fannen also eng riseg Segmentatioun, a wat d'Konzentratioun vun engem Grupp an engem Secteur oder heiansdo an engem Betrib méi grouss ass, wat d'Chance fir aner Leit, déi net zu deem Grupp gehéieren, iwwerhaapt do eranzekommen, méi kleng ass. An dat ass ee vun deene ganz grousse Problemer, dass mer eben op ville Plazen Aarbechtsplaze schafen, déi direkt erëm eng Kéier vu Grenzgänger besat ginn. Woufir? Mä well do Grenzgänger schaffen. Do funktionéiert de Buschtëlefon, an dat ass normal.

Dat ass normal, dat funktionéiert iwwerall esou, a mir stelle fest, dass an alagesiessene Lëtzebuerger Betriber natierlech méi Lëtzebuerger an och méi eeler Leit schaffen, währenddeem an neie Betriber méi Auslänner, virun allem Grenzgänger, a vill méi Jonker schaffen. An déi Betriber ass et dann erëm schwiereg, och Eelerer eranzekréien.

An da muss een och wëllen an en anere Betrib schaffe goen. Mir hu versicht, well mer jo iwwert dausend Nettoaarbechtsplazen am Bankesecteur verluer hunn, notamment fir den „middle management“, Leit déi d'Première oder e bësse manner wéi d'Première haten, ze forméiere fir an den Horeca-Secteur ze goen, well se nämlech do am Accueil an de groussen Hotele Leit brauchen, déi Informatik beherrschen, Sprooche beherrschen an esou weider. Do hu mer elo zwou Formatioune gemaach mat engem klenge Succès. Mä et ass och ganz schwiereg, hu mer festgestallt, fir Leit, déi an der Bankeplaz hir Aarbecht verluer hunn, ze soen: Wëlls du net an d'Horeca schaffe goen? Ganz vill waarden drop, dass et erëm unzitt op der Bankeplaz, an déi hoffen erëm eng Kéier dohinner zréckzegoen.

Mir hunn e puer Succèsen, mä dat ass näischt Weltëmwerfendes an dat ass erëm eppes wat mat deem Cloisonnement a mat där Segmentatioun ze dinn huet. Dat heescht wa mer wëllen de Chômage analyséieren, muss ee bis an d'Déift goen. Mir hu ganz vill Zifferen, net esou vill wéi ech der gären hätt, mä mir hunn der ganz vill. Et muss een an d'Déift goen an da muss een all Kéiers erëm eng Kéier iwwer e puer kleng Unitéiten an där Déift do schaffen an dann huet een och e Resultat.

d) Véiert Ursaach, d'Qualifikatioun. Et ass evident, d'Halschent vun de Leit, déi bei eis am Chômage sinn, hu keng Ausbildung. Dee Prozentsaz ass 2002-2003 erofgaangen. Woufir? Majo well virun allem an de Banken- a Finanzplazen entlooss gouf. Deen ass erëm amgaangen ze kippen, dat heescht, déi grouss Well ass eriwwer, do kommen och erëm Leit eraus, an dofir stelle mer erëm fest, dass an der Majoritéit d'Leit, déi am Chômage sinn, keng Qualifikatioun hunn. Och do, wa mer eng Detailanalys maachen, stelle mer ganz interessant Saache fest.

De Statec huet jo elo de Recensement publizéiert. Do ass immens vill Interessantes dran. Zum Beispill, um Aarbechtsmaart sinn - ech huelen d'Grenzgänger selbstverständlech eraus, well ech vun deenen net all d'Zifferen hunn - 55% Lëtzebuerger a 45% Auslänner, déi zu Lëtzebuerg wunnen. Am Chômage sinn et manner wéi 35% Lëtzebuerger an da 65% Auslänner!

Da kommen ech och op d'Fro vun der Ausbildung hei zu Lëtzebuerg. Och do kann eis net alles gelénggen. Well wa mer dann d'Detailanalys huele vun deenen eenzelnen Nationalitéiten, da stelle mer fest, dass - ech hu leider nëmmen d'Zuele fonnt vun 2001 - bei den Auslänner den Taux de chômage 4,1% a bei de Lëtzebuerger 2,2% war. Vun den Auslänner sinn awer nëmmen 23% hei zu Lëtzebuerg gebuer. Dat heescht, déi meescht Auslänner, déi zu Lëtzebuerg wunnen a schaffen, hunn hir Schoul, hir Basisschoul, iwwerhaapt net zu Lëtzebuerg gemaach. Déi hunn hir Basisschoul anzwousch aneschters gemaach an déi sinn heihinner komm wéinst enger gewësser Qualifikatioun. Dunn hu se hir Schaff verluer, an da kréie mer eng Schwieregkeet se erëm zréckzekréien.

Dee gréisste Chômage ass bei de Leit aus Exjugoslawien. Déi hunn en Taux de chômage vun 12,7%. Dat sinn der ganz vill natierlech, déi am Kader vun de Krichswirren heihinner komm sinn, déi meescht. Mä do hu mer en Taux de chômage vun 12,7%. De Statec huet och op Grond vum Recensement eng Analys gemaach vun den aacht Haaptgruppe vu Chômeuren, an dat gëtt da scho méi interessant, well da kann een emol kucke wéi ee ka weidergoen.

Déi aacht Gruppe si folgend: déi jonk Lëtzebuerger tëschent 15 a 24 Joer, déi virzäiteg aus der Schoul erausgaange sinn, Lëtzebuerger mat méi wéi 40 Joer, déi oft gescheet sinn an déi keng Schoule gemaach hunn. Drëttens, d'Portugisen aus de Joren 1980 an 1990, déi tëschent 35 an 39 Joer al sinn, wéi éinescht och erëm déi, déi gescheet, Locatairë sinn a keng Instruktioun hunn. Véierten Haaptgrupp, Portugisen, déi an de Joren 1970 komm sinn, déi elo 50 Joer hunn, déi wuel bestuet sinn an déi wéineg instruéiert sinn. Fënneftens, EU-Bierger, déi jonk sinn, déi gutt instruéiert sinn. De sechste Grupp, dat sinn d'Bierger ausserhalb vun der Unioun, déi jonk a gutt instruéiert sinn. Siwente Grupp, dat sinn d'Ex-Demandeurs d'asile, also d'Exjugoslawier respektiv d'Albaner. An dann en aachten Haaptgrupp, dat ass e ganz klengen, Italiener, déi an de 60er Joren heihinner immigréiert sinn.

Wann een dat elo hëlt, da gesäit een, dass een do eng ganz Partie vu Problemer huet. Dofir geet d'Grondausbildung, wa mer dorobber wëlle schaffen, net duer. D'Weiderausbildung an d'Ëmschoulung, wat mer maachen, ass och wichteg. Mä net alles geet esou einfach wéi een et gären hätt, an et muss een natierlech och wësse wann een Immigratioun mécht, dass een dann och aner Saache muss dès le départ wëssen, well wann déi Leit, déi ee komme léisst fir eng Schaff ze maachen, net méi op där Schaff sinn an net méi op eng aner kënne kommen, dann hu mer en décke Problem mat deenen, a wa se da wéineg gebilt sinn a schonn e gewëssenen Alter hunn, da komme mer net eraus.

Dann hu mer natierlech och Leit, déi eng héich Qualifikatioun hunn. Do si verschidde Problemer, déi sech stellen. Do ass emol fir d'éischt de Problem vun der Spezialiséierung, dass mer net fir all Spezialiséierung ee fannen. Mir hunn de Problem vun der Sozialkompetenz. Ech maache mer ganz vill Méi fir emol deen een oder aneren ze emfänken. Ech ka se net all emfänken, déi froe fir bei mech ze kommen, mä et sinn der déi ech regelméisseg huelen, einfach nëmme fir och emol erëm eng Kéier oder all Mount op d'mannst eng Kéier mat engem Chômeur um Dësch ze sëtze fir emol erëm eng Kéier ze kucke wéi d'Situatioun um Terrain ass.

Mä do sinn der och, wou mer eis ganz vill Méi ginn an déi einfach net an eng Equipe passen an déi, obwuel mer ganz vill Mesuren huelen, einfach net an eng Equipe erakommen. Dat ass en anere Problem, dee mer ganz vill gesinn, d'Sozialkompetenz. An dann natierlech de Wonsch vu ville Leit, déi en Diplom hunn, an deem Diplom ze schaffen an net anzwousch aneschters.

e) Fënnefte Problem, dat sinn d'sozial Problemer nieft der Sozialkompetenz, ganz vill de Problem vu Krankheet, ganz vill Problemer vun Alkoholismus, anerer och. Dann natierlech och de Problem vum Alter. Ech hunn esou oft heiriwwer geschwat, dass ech net drop aginn. Dann ass d'Fro: Wéiwäit ass eise Système d'indemnisation net gutt? Wann ech gutt verstanen hunn, huet jo de President vun der Zentralbank, den Direkter vun der Zentralbank gesot, et misst een d'Indemnité de chômage erofsetzen, fir dass d'Leit géifen éischter schaffe goen.

Et ass richteg, dass mer feststellen, dass tëschent sechs oder néng an zwielef Méint de Mouvement manner grouss ass wéi virdrun. Et gëtt schonn e gewëssene Mouvement bei Leit, déi da soen, elo huelen ech awer nach e puer Méint Chômage, ier dass ech schaffe ginn. Ech mengen awer net, dass dat d'Haaptpanacée elo wär, fir de Chômage vun 80% erofzesetzen, dass mer domadder manner Chômage hätten. Mir hunn eis Chômageregelung esou gemaach, dass mer gesot hunn, du kriss relativ wéineg laang Chômage, zwielef Méint, mä an där Zäit kriss de eppes, dass de net total an e Lach fäls. Ech mengen, dass dat nach wie vor net falsch ass.

Natierlech musse mer dorunner schaffen an dofir wëlle mer jo déi Prime aféiere fir déi Leit, déi selwer Effortë maache fir éischter erauszekommen. An et ginn och ëmmer Leit gestrooft. Eleng am Joer 2003 hunn 273 Leit de Chômage ganz gestrach kritt, ouni all déi, déi de Chômage fir en Dag oder eng Woch oder esou weider gestrach kruten. Mä et hunn der 273 e ganz ewechgeholl kritt.

Et ass och evident, dass eng Partie Leit net wëlle schaffen an dat erkläert och, dass ech regelméisseg Patrone fannen, déi mer soen, majo Dir hutt mer der esou vill geschéckt, d'Halschent ass net komm a vun deenen, déi komm sinn, hunn der schonn en Deel mer gesot, maacht mer direkt de Stempel drop, dass ech erëm zréck ka goen. Mä och dat gëtt et. Mä och da kann een net einfach elo, well et dat gëtt, d'Schlussfolgerung zéien, mir mussen de Chômage massiv kierzen, dann hu mer kee Problem vu Chômage méi. Esou geet dat net.

Wou mer och e Problem hunn, dat ass op der Bankeplaz. Op der Bankeplaz hunn d'Leit ganz vill déck Offindunge kritt, wou se oft ee Joer a méi net brauchen ze schaffen, sou dass ech elo nach Leit begéinen, déi elo eréischt ufänken sech an de Chômage aschreiwen ze goen an déi natierlech dann och erëm vläicht eng Zäitche méi laang am Chômage bleiwen, well och hir Employabilitéit, wéi dat esou komesch, mä richteg heescht, dann erofgaangen ass, well se eleng ee Joer näischt op hirem Curriculum opzeweisen hunn.

***

3) Dann e leschte Punkt: Léisungen - an do ginn ech och op déi verschidden an. Ech soen nach eng Kéier, et ass nëmmen dat ze maachen, wéi de Wirtschafts- a Sozialrot et schreift an dat ass ze kucken, fir op déi oppe Plazen déi Leit ze kréien, déi eng Schaff sichen an do muss jiddferee mathëlefen. An do ass d'ADEM de Machiniste, wéi de Statsminister gesot huet, mä awer d'Leit, déi eng Schaff sichen an och d'Betriber mussen do mathëllefen.

a) Déi éischt Approche ass méi Aarbechtsplaze schafen. Absolut richteg, wat mer méi Aarbechtsplazen hunn, wat et méi einfach ass, just dass ee muss wëssen, dass dat eleng, mat eisem paradoxale System, net duergeet. De Statec huet op Grond vun den empiresche Wäerter gerechent, dass wa mer de Chômage wéilten automatesch erofgoe loossen, da bräichte mer en Emploiswuesstum vun 3,5% a fir en Emploiswuesstum vun 3,5% ze hunn, bräichte mer e Wirtschaftswuesstum vu 4,5%. Et ass also illusoresch just dorobber ze waarden, dass et unzitt. Mir musse kucken, dass mer déi Ratio, déi de Statec ausgeschafft huet vun 3,5, 4,5%, ëmgedréint kréien.

Mir hu se och an der Mëtt vun den 90er Joren duerch déi Moossnamen, déi mer haten, ëmgedréint kritt, wou d'Beschäftegung vill méi lues gewuess ass, well et ass eréischt Enn den 90er Jore wou se ugezunn huet, an der Mëtt vun den 90er Joren ass se ganz liicht gewuess, a mer hunn trotzdeem de Chômage ee Moment erofgesat kritt, wat ebe beweist, dass déi Mesuren och schonn eppes bruecht hunn.

b) Déi zweet Approche ass d'Kënnegunge verhënneren. An do kommen ech op dee ganz Pak „Maintien à l'emploi“, deen ech an enger Tripartite ausgeschafft hat, wou de Statsminister jo och gesot huet, dass mer d'Sozialpartner opgefuerdert hunn, an do sinn ech um sozialpartnerschaftlechen Dialog. D'Sozialpartner hu gesot, si wéilten doriwwer diskutéieren; déi eng mat méi Freed wéi déi aner a Verschiddener mat iwwerhaapt kenger Freed. Mä mir hunn hinnen deen Optrag ginn no deem se selwer gefrot hunn.

Ech hat e puer vehement Diskussiounen - an dann ass et jo esou, dass ech net bei allem, wat ech maachen, direkt d'Press ruffen -, mä ech hat vehement Diskussiounen - mat där Säit, mat där ech se hat, kënnt der lech virstellen -, fir ze kucken. Dee ganz Pak, dat war net nëmme finanziell Begleedung vun Aarbechtszäitreduktioun bei Restrukturatiounen, dat war den Audit social, dat war den „outplacement“, dat war d'Préretraite progressive an nach villes méi. Mir haten e ganze Pak vun Iddien opgelëscht an d'Sozialpartner, déi zwou Säiten, hu mech gebieden, fir dat selwer kënnen auszediskutéieren, fir ze soen, presch elo net vir, mir kucke fir dat ze maachen. Den Här Lux hat eng Kéier op der Chambertribün ugekënnegt, déi Négociatioune wiere gebrach. Si sinn nach ëmmer net gebrach.

***(Interruption)***

Ech ginn dovunner aus, dass notamment d'Gewerkschafte mer dat géife matdeelen, well se Intérêt drun hätte mer dat matzedeelen. Mä nach eng Kéier soen ech dann, och fir d'Sozialistesch Partei, wann ech Äre Wahlprogramm liesen, steet alles wat mat Aarbechtszäitreduktioun ze dinn huet an an der Sozialpartnerschaft ze klären ass. Wann dat esou einfach wier, da wier et scho laang geschitt, well en Deel vun Aarbechtszäitreduktioun hu mer am 99er PAN-Gesetz gemeinsam virgesinn, d'Artikelen 43 a 44, ech ginn net méi op déi an, ech hunn dat oft genuch gemaach. Wien net weess wat et ass, dee weess et eben elo net, mä ech hu keng Zäit méi fir dat nach hei ze erklären. Mä do huet d'Sozialpartnerschaft net matgespillt, d'Sozialpartnerschaft huet dat net gemaach.

c) Dofir soen ech, ech sinn absolut bereet, dass wann hei e Blocage ass fir no vir ze goen an aner Mesurë virzeschloen, wéi zum Beispill déi finanziell Begleedung vun Aarbechtszäitreduktioun, awer net nëmmen déi finanziell Begleedung. Et muss ee just wëssen, dass en Deel vun den Argumenter vum Patronat net ohne sinn: zum Beispill, wéi dat mam Chômage conjoncturel iwwert d'Bühn geet, wéi dat als Aide d'État kéint vun Europa mëssverstane ginn. Bon, dat si richteg Argumenter, mä et sinn aner Argumenter, déi sinn net richteg.

Mä ech si bereet dat virzeschloen. Mä da soen ech souguer wann dat virgeschloen ass, wat am Gesetz steet, wann d'Sozialpartner sech um Terrain net eens ginn dat anzekloen, da kann dat och net spillen. Dofir ass et awer extrem wichteg, fir d'Sozialpartnerschaft net direkt virun de Kapp ze stoussen, mä fir aktiv matzerongen an ze drécken, fir dass et weidergeet an dass och eppes erauskënnt an dat wäerte mer och wëlle maachen.

d) Dann eng Pist - wouvunner ech scho kuerz geschwat hunn -, dat ass den Ofbau vum Aarbechtsrecht. Ech hunn elo kee gehéiert hei an der Chamber dat maachen. Dat ass och gutt esou. Mä ech kréien awer regelméisseg vum Ausland déi Reprochen.

Mä op Grond vun deem, wat ech lech virdrun iwwert d'Segmentatioun vun eisem Aarbechtsmaart erzielt hu verstitt Der elo, dass ech zum Beispill elo net kann der OCDE Recht gi wa se seet, wann Der gäre méi Eelerer op der Schaff hätt, da musst Der de Kënnegungsschutz fir déi Eeler kippen, dass déi méi liicht kënnen entlooss ginn. Wa mer dat géife maachen, dann hätte mer op Grond vun där Segmentatioun, déi mir hei op eisem Aarbechtsmaart hunn, massiv Eelerer an der Aarbechtslosegkeet an déi Plazen, déi géife fräi ginn, do géifen da massiv jonk Diploméierter engagéiert ginn, fir déi Plazen ze iwwerhuelen.

Dann déi fënneft wichteg Approche.

**Une voix.-** Wat war dann dräi? Dir hat eent, zwee, véier an dann elo fënnef.

**M. François Biltgen**, *Ministre du Travail et de l'Emploi.-* Also, Aarbechtsplazen, Kënnegunge verhënneren, Aarbechtszäitverkierzung, Ofbau, ech sinn elo net op d'35-Stonne-Woch agaangen, well ech mengen, dass dat sech elo…

**M. Jean-Paul Rippinger** *(DP).-* Dat wär awer ganz gutt!

**M. François Biltgen**, *Ministre du Travail et de l'Emploi.-* Ech kréien d'Geleeënheet nach, Här Rippinger. Ech hunn et schonn e puermol hei gemaach.

**M. Jean-Paul Rippinger** *(DP).-* Ebe just well ech Är Meenung kennen, dofir fannen ech et wier gutt.

***(Interruptions)***

**M. François Biltgen**, *Ministre du Travail et de l'Emploi.-* Ech hunn och eppes mat lech do ze diskutéieren. Ech wollt elo net hei op d'Polemik agoen, mä ech wollt emol wierklech kucken, déi Debatt hei ze objektivéieren. Ech weess net, ob et mer gelongen ass, ob muer net awer déiselwecht Polemike weiderginn, mä ech wollt awer hei versichen, déi Debatt ze objektivéieren.

e) Dann déi fënneft Approche, an dat ass eigentlech déi wichtegst, dat ass de Matching tëschent den Demandeurs d'emploi an den Offres d'emploi an do mussen d'Betriber matspillen. An dofir hunn ech et virdru scho gesot, d'Beispill vun der Arcelor hunn ech scho genannt, mä och déi Arcelor, déi vill matgespillt huet, huet et net gepackt.

Dann hu mer e Problem hei zu Lëtzebuerg an deen huet erëm eppes mat där Kärausso ze dinn, déi ech virdru gesot hunn, mir hunn net méi genuch Lëtzebuerger um Aarbechtsmaart. Mir hu selwer esou vill Lëtzebuerger wéi virun 20 Joer, mä mir hunn zweemol esou vill Aarbechtsplazen a mir hu ganz vill Lëtzebuerger beim Stat a bei de Gemengen, well dee Secteur ass an d'Luucht gaangen an deen huet jo missen an d'Luucht goen, well wann d'Wirtschaft wiisst, muss och de staatleche Secteur wuessen, well soss geet et net.

***(Interruption)***

Jo, Här Sauber. Et ass awer esou. Wësst Der, wann d'Betriber net kënne kontrolléiert ginn, ass dat och net gutt. Dofir hunn ech ëmmer gekämpft, fir dass zum Beispill d'Gewerbeinspektioun méi…

***(Interruptions)***

Gutt.

Also wat stelle mer fest? Mir hunn natierlech am Privatsecteur op de Managementsplazen ëmmer manner, ech wëll net soe Lëtzebuerger, mä Einheimescher; mir hu vill Auslänner, déi laang zu Lëtzebuerg wunnen an och d'Approche hu fir mat eis zesummenzeschaffen.

Mir hunn zum Beispill zu Lëtzebuerg eng Fonctioun an de Betriber, déi iwwerhaapt net genuch valoriséiert ass - net wéi am Ausland - an dat ass déi vum sou genann-

ten „human resource manager“, dem Personalchef, wéi mir e fréier genannt hunn. Dat sinn oft Jonker, déi dat e puer Joer maachen, déi dann och aus dem Ausland kommen an erëm fortginn. Ech stellen ëmmer erëm fest, wann ech Visites d'entreprises maachen, dass mer der do hunn, déi eis Gesetzer net kennen, déi eis Héllefen, déi mer hunn, net kennen. Mir wäerten also verstäerkt Informatioune ginn an eng ganz Campagne d'information wäert elo vun der ADEM aus mat neie Broschüren ulafen a mir wäerten en neien Internetsite maachen, fir de Betriber entgéintzekommen.

Mä ech soen awer och, dass mer engersäits mussen d'Betriber besser informéieren, mä mir mussen awer op där anerer Säit och d'Betriber strofen, déi net matspillen. Eng vun deene Méiglechkeeten, déi ech hunn, fir d'Betriber ze strofen, ouni dass se musse bezuelen - an un deem halen ech mordicus fest -, dat ass déi vun de Permis de travail. Well déi heefegst Ursaach, dass Permis de travail refuséiert ginn, ass einfach, dass de Posten net dekláréiert gouf, well d'Leit am Kapp hunn, ech fanne jo dach keen, mä ech fannen e Gudden dobaussen. An et sinn der och nach, déi mer am Gespréich soen, mä souguer wann ech ee bei Dir fannen, ech fannen awer nach e Besseren dobaussen an ech hätt also gären deen dobaussen an net deen heibannen.

De Permis de travail ass oft deen eenzege Moyen, deen den Aarbechtsminister huet, fir de Betrib emol ze zitéieren an ze soen, schaff elo mol an Zukunft mat der ADEM zesummen a wann s de dat méchs, da geet dat och, an dofir halen ech och drop. Ech soen net, dass dee System net reformbedürfteg wär, do sinn ech mer absolut eens an dat wäerte mer och maachen, mä de System gëtt net ofgeschaf an et gëtt kee Permis unique mat deem heiten Aarbechtsminister.

Dann déi Method, déi am meeschte Resultater bréngt, dat sinn d'Atelieren, wou de Betrib bei eis kënnt an e seet - dat ass natierlech net e Betrib, deen nëmmen een astellt, mä een, deen der méi astellt -, lauschtert, ech hunn der esou vill, déi ech astelle wëll, sicht Dir Leit zesummen, déi déi Qualifikatioun hunn an da schwätze mer iwwert de Betrib. Da siche mir d'Leit zesummen, se maachen eng Formatioun an no där Formatioun kommen se dann iwwer en CAT oder e Stage d'insertion oder de réinsertion an de Betrib an déi meescht vun deenen, déi aus deenen Atelieren erakommen, bleiwen och herno am Betrib.

Eleng am Joer 2004, wat jo nach net an der Halschent ass, hu mer 24 Ateliere gemaach mat 792 Demandeurs d'emploi a vun deene sinn der 75% komm, do gesitt Der, 25% hu sech net gemellt. Dat muss een och wëssen. Iwwregens, deen Taux ass awer besser wéi an deene Jore virdrun. An deene Jore virdru sinn et der vill manner, déi sech gemellt hunn. Hei hu sech der 75% gemellt an 52% konnte vermëttelt ginn. Déi hunn nach keng definitiv Aarbechtsplaz alleguer, mä 52% konnte vermëttelt ginn. Do sinn der wou mer ganz gutt Succèsen hunn, wou der wierklech ganz vill geholl goufen. Ech huelen den Delhaize: 77 waren ugeschriwwen, 57 si komm, 48 si geholl ginn. Wéi vill der herno bleiwen, dat kann een eréischt zu engem spéideren Zäitpunkt erausfannen.

Mir hunn awer och den Auchan: 42 geruff, 28 komm, 16 interesséiert a keen ass geholl ginn. Mir hu Gespréicher mat der Auchansdirektioun, déi wëllt mat eis zesummeschaffe fir ze kucke wat d'Ursaach ass. Ech ginn d'Gefill net lass, dass do d'Mentalitéit vum Betrib selwer eng Roll spillt, dass do schrecklech vill Grenzgänger dra sinn, dass do eng Grenzgängermentalitéit ass. Dat huet näischt mat Nationalitéit ze dinn, dat huet eppes mat enger anerer Mentalitéit ze dinn, well déi Leit, déi mer dohinner schécken, dat sinn haaptsächlech Netlëtzebuerger, well mer haaptsächlech Netlëtzebuerger am Chômage hunn.

Dat ass also iwwert d'Atelieren, mä d'Ateliere sinn awer op d'mannst de Wee wéi ee ka mat engem Betrib iwwer Diskussioune kucken, wat maacht Dir falsch, wat maache mir falsch a wéi kënne mer kucken do e Resultat ze hunn. Dat kascht ganz vill Aarbecht. Dofir de Placeur. Placeur, dat ass eng wichteg Roll an et ass keng einfach. Et si vill Placeuren, déi och mol ausfale wéinst Krankheet, well se och emol kënne mat den Nerve fäerdeg sinn.

Mä de Placeur ass net alles. Eis Aktioune brénge schrecklech vill an déi bréngen dat beschte Resultat, mä do kréie mer der hei eng Kéier fënnef, do eng Kéier zéng, nach eng Kéier zwee ënnerdaach, dat geet alles. Et gëtt keng Panacée universelle fir ze soen, vun haut op mar hu mer dausend Leit vum Chômage fort, dat gëtt et net.

f) Dann, an deemselwechten Zesummenhang - sechst Pist -, d'"employability", d'Mobilitéit, an net nëmmen d'Mobilité géographique, mä d'Mobilitéit an de Käpp, do musse mer nach ganz vill drop schaffen. Formatioun, Weiderbildung, Ëmschoulung, och do hu mer scho ganz vill gemaach an do schaffe mer weider drop, an dann natierlech de Rôle vun der ADEM.

Wann ech kucke wat de Wirtschafts- a Sozialrot schreift, dee schreift, dass mer schrecklech vill Moossnamen hunn. Dat hu mer och am leschte Comité permanent de l'emploi festgestallt. Mir sollen net méi nach honnert Mesuren dobäi fannen, mir solle kucken ze durchforsten, zesummenzeleeën, ze vereinfachen. Mä just wa verlaangt gëtt, loosst eis nei Mesuren afalen, do waren all d'Sozialpartner sech eens, et soll een elo ophalen ëmmer erëm nei kleng Mesuren dobäi ze maachen, mä et soll een d'Mesuren élargéieren, déi gutt halen, anerer reforméieren, anerer awer och ofschafen, déi näischt méi bréngen. Och do lafen eng Partie Initiativë schonn an deem dote Sënn. Dat wäert och esou weidergoen.

Dann, vu dass hei vill Leit mer d'Zeeche maachen, ech wär elo wierklech ze laang - dat ass och richteg -…

***(Interruption)***

…halen ech elo op mat de Beschäftegungsmoossnamen. Ech hu vun de Beschäftegungsmoossnamen en général geschwat, dat hunn ech lech virdru gesot, da soen ech nach just eppes vun deem wat Dir ënnert Beschäftegungsinitiativë verstitt.

Ech wëll da just, well ech dann och wierklech wëll ophalen, en Zitat bréngen, well jo gesot ginn ass, mäi Gesetz géif näischt dagen, well jiddfereen géint mäi Projet de loi wär. Ech soen dat, wat och schonn e puermol gesot ginn ass: Ech hat d'Prétentioun als Deputéierten, dass, do wou ech Rapporteur war, kee Gesetz esou géif erauskomme wéi et erakomm ass. An ech hunn zu där Prétentioun gehalen an et ass och esou ausgaangen. Bis eng Konventioun, déi konnt ech natierlech net änneren, mä all déi aner, et waren der 24 Stéck, do hunn ech ëmmer Amendementer mat menge Kolleegen an der Kommissioun abruecht. Dofir ass fir mech näischt méi normal, wéi dass hei och d'Chamberskommissioun, opgrond vun den Avisen, un deem Projet schafft. Dat ass dat mannst vun der Saach, mä d'Philosophie bleift richteg.

Dann zitéieren ech de Wirtschafts- a Sozialrot, wou d'Sozialpartner drasëtzen, an dee seet a sengem Avis vun dësem Joer: „Le CES approuve la volonté du gouvernement de clarifier, à travers le projet de loi relatif à la lutte contre le chômage social, la situation des associations actives dans le domaine de l'économie solidaire et par la même celle des bénéficiaires“.

Also wann de Wirtschafts- a Sozialrot, wou d'Sozialpartner drasëtzen, dat dote seet, dat wëllt dach soen, dass mat allem an d'Flillecke Klappen, vun där enger an där anerer Säit, well et geet ëm d'Interesse vun där enger an där anerer Säit, an et ass normal, wann se an d'Flillecke klappen, dass awer déi zwou Säiten de Bien-fondé an d'grouss Prinzipie vun deem Gesetzesprojet approuvéieren an dass mer absolut, wa mer eens ginn, och nach do eng Partie Saache kënnen änneren an och wäerten änneren.

Leider ass den Avis vum Statsrot elo net do, mä dee wäert awer nach mat Zäite kommen, fir dass déi nächst Chamber am Hierscht dee Projet kéint finaliséieren. Dat wär mäi Wonsch. Well déi Beschäftegungsinitiativen, dat soen ech ganz däitlech, wou mer natierlech zum Deel net kënnen novollzéien, wat Efficacité sociale an Transparence financière ass, déi brauche mer an déi wëlle mer och an Zukunft bäibehalen.

Ech soen lech merci.

**Plusieurs voix.**- Très bien.

**M. le Président.**- D'Wuert huet elo den Här Wirtschafts- an Transportminister Henri Grethen.

**M. Henri Grethen**, *Ministre de l'Économie, Ministre des Transports.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, e puer Wuert zur Réplique zu den Aussoen vun eenzelnen Deputéierten, wat d'Transport- an d'Wirtschaftspolitik ugeet.

Besonnesch den Transportexpert vun der Sozialistescher Aarbechterpartei, den Här Zanussi, huet mech hei erausgefuerdert, an ech wëll em e puer Saache soen, Här President, déi och nach nom 13. Juni Bestand hunn, egal ween dann de Secteur vum Transport ze veräntwerten huet.

Här President, d'Sozialistesch Aarbechterpartei ass an deene leschte fënnef Joer net midd ginn ze maachen, wéi wa géif en Tram vun der Gare duerch d'Nei Avenue an de Boulevard Royal fueren, dass dann all Transportproblem hei am Land geléist wär. Souguer e gewéinlech verstännege Mann wéi den Här Asselborn huet an engem Niewesaz gëschter a senger Ried hei dat ënnerstrach. Et war déi eenzeg Solutioun, déi e fir d'Problemer vum Transport hei zu Lëtzebuerg als Alternativ op den Dësch geluecht huet.

Här President, wéi ech am August 1999 an den Transportministère koum, kënnt Der lech jo virstellen, war meng éischt Suerg déi, mer mol all déi Dossieren unzekucken iwwert den Tram. Ech hu mer geduecht, och wann s du an deng Partei, wann Dir net waarm fir déi Iddi sidd, mä kuck der awer mol u wat gemaach ginn ass. An ech muss lech soen, Här President, 1999 hunn ech ausser enger Iddi net ganz vill fonnt. Et war eng Iddi do, et war keen Avant-projet sommaire do, net fir een eenzege Meter.

***(Interruptions)***

Et war kee Gesetz do. Et war keen Avant-projet sommaire do.

Här President, ech hu jo e Projet an dëser Chamber déposéiert, fir en Tram vun der Gare Lëtzebuerg iwwer Dummeldeng op de Kierchbierg fueren ze loossen, op d'mannst um Kierchbierg hätt ee jo da misse fäerdeg Pläng hunn. Et war näischt do.

Elo ass alles do. Déi Projeten, déi mir hei der Chamber virgeluecht hunn, si bis op de leschten Dibbelchen ausgeschafft, am Avant-projet sommaire.

Et war och keen Exploitatiounskonzept do. Et ass elo een do.

A wann een nom 13. Juni wëllt déi Projete realiséieren, déi dës Chamber zum Deel scho gestëmmt huet a vläicht och nach eenzelner stëmme wäert, da kann een direkt ufänken an et kann een dann e kohärenten Transportprojet fir dëst Land duerchzéien, net een, deen d'Bierger vun der Stad Lëtzebuerg pénaliséiert, mä dee sämtlech Bierger vun dësem Land avantagéiert. Dat ass dee ganz groussen Ënnerscheed zwëschent eise Projeten an Ären.

***(Interruptions)***

Dann, Här President, muss ech och dem Här Zanussi soen, als Vizepresident vum Tramssyndikat, well mir nennen dat jo nach ëmmer zu Esch den Tram, obschonns ech schonn zënter de 50er Joren net méi mam Tram fuere mä mam Bus vum TICE: Ech hunn hei op dëser Tribün gesot, an ech widderhuelen et nach eng Kéier - an ech hunn haut de Mueren nach Bréiwer ënnerschriwwe fir all Buergermeeschter vun all Gemeng, déi am TICE Member ass, fir hinnen dat schrëftlech ze ginn -, hei bei mech op mäi Büro komme Gemengeverantwortlecher, déi am TICE-Syndikat sinn, a soen: „Här Minister, hëlleft eis ëm Gottes Wëllen, dass mer deen Defizit an de Grëff kréien.“

Et ass net esou, Här President…

***(Interruptions)***

Wësst Der, wann dann d'Kamarilla vun de Genossen am Comité sëtzt an da seet: „Hutt Dir eppes zum Minister gesot?“, da seet natierlech jiddfereen neen. Et ass jo keen esou bescheuert - Här President, entschëllegt den Ausdrock -, dass en do praktesch beichte geet, wat e bei mir am Beichtstull gesot huet.

Mä ech kann lech op Éier a Gewësse soen, Här President, an duerfir hunn ech och de Buergermeeschteren et geschriwwen. Si wiere frou wann esou en Dossier vum TICE endlech géif uerdentlech ugegraff ginn a wann den TICE endlech géif op dee Wee goen, deen d'Stad Lëtzebuerg scho laang gaangen ass, dat heescht fir ze kucken, fir och de Privatsecteur mat eranzehuelen, fir dass mer do d'Problemer an de Grëff kréien, well wann een dat haut net ufänkt, Här President, da kënnt muer das böse Erwachen. Wa muer iwwer öffentlech Ausschreiwungen op eemol sämtlech Linnen dem TICE géinge verluer goen, dann hätte mer alleguer zesummen en décke Problem, deen zwar mir net ze veräntwerten hätten, mä dee mir missten ausläffelen. A well mer dee Problem erkannt hunn, ginn ech net midd fir ze soen, dass ee soll de Problem haut schonn an Ugrëff huelen.

Ech war virun e puer Méint beim TICE. Si hu mer hir nei Installatiounen gewisen, an déi si schéin. Ech hunn och gesot, Här President, dass dee Garage wonnerschéi wier. Wéi vill Bussen huet den TICE, Här Vizepresident? 150 Bussen. Et gëtt Privatentreprisen, déi hu méi wéi 150 Bussen, mä déi Privatentreprisen, déi méi wéi 150 Bussen hunn, brauchen net esou vill Leit am Garage fir den Entretien ze maache wéi den TICE.

***(Brouhaha général et interruptions diverses)***

Et gëtt hei an der Chamber Multitalenter, déi kenne bal vun allem eppes. Et gëtt der esouguer, déi schreiwe Bicher.

Dofir, Här President, ech wëll net weider op déi Polemik agoen, mä ech wëll just soen, dass déi Verantwortlech vum TICE musse mat sech zu Chouer goen, an dass déi Verantwortlech vum TICE sech mussen d'Froe stellen, wat muer an iwwermuer an hire Betriber lass ass, an déi Verantwortung, déi si hu vis-à-vis vun deenen, déi se haut astellen, an deenen se virgaukelen, dass muer keng Problemer wieren. An datselwecht, Här President, dat gëllt och bei der Eisebunn.

Bei der Eisebunn si mer haut an enger ganz droleger Situatioun. Ech hoffen, dass se nom 14. Juni erëm ophält. Mä bei der Eisebunn si Leit amgaange mam Feier ze spillen. Besonnesch an enger Gewerkschaft, déi net um Lëtzebuerger Modell hänkt, déi net deen Dialog huet, deen ee sech kënnt virstellen, ech hoffen, dass de 14. Juni, wann d'Wahlen eriwwer sinn, erëm e bësse méi verstänneg do diskutéiert gëtt an dass een dann och ka verstänneg négociéieren. Am Moment ass ee Kandidat vun der Sozialistescher Partei, a ganz besonnesch ee Kandidat, dee bei der Neier Lénk ass, op der Eisebunn amgaangen an e Feier ze blosen, wou se herno op der Eisebunn enorm Problemer kréien.

Dës Regierung, Här President, proposéiert dem Land, huet et schonn zum Deel a konkrete Projete gemaach, iwwert déi nächst 15, 20 Joer zwouanenghallef Milliard an Infrastruktursaarbechten ze investéieren. Dës Regierung proposéiert dem Land iwwer 600 Milliounen Euro an neit Eisebunnsmaterial ze investéieren. Dës Regierung proposéiert, dass mer e performanten öffentlechen Transport iwwert d'Schinn kréien, a mir brauchen dat. Den IVL huet et jo bewisen. Wa mer awer gären dee performanten öffentlechen Transport hätten, da musse mer wëssen, wat sinn d'Geforen, wat sinn d'Risiken, wat sinn d'Opportunitéiten, wat sinn awer och déi Méiglechkeeten, déi d'Lëtzebuerger Eisebunn huet.

D'Stäerkten an d'Schwächten, d'Opportunitéiten an d'Geforen, déi ze analyséieren, an op Basis vun där Analys dann e kohärente Konzept dohinner ze leeën, dat ass d'Erausfuerderung. Wëssend dass mer net nëmmen an engem nationalen Ëmfeld schaffen, wou mer och musse kucke mat wat fir engem Waasser mer kënne kachen, wat mer eis kënne leeschten, mä wëssend awer och, dass mer an engem europäeschen Ëmfeld sinn, wou mer eis mussen den europäesche Regelen, ob se eis heiansdo schmaachen oder net, fügen. Dat sinn d'Erausfuerderungen. Déi mécht een net mat Klassenkampfparolen, wéi Eenzelner dat wëlle maachen. Dat mécht een net domadder, andeem een de Leit seet, wa mir gewielt ginn, da geschitt lech op ëmmer an éiweg näischt. All déi, déi dat soen, beléien d'Land.

Et muss ee wëssen, dass mer Erausfuerderungen hunn, dass mer eis deenen Erausfuerderunge musse stellen, a musse kucken, dass mer déi an deem Modell, deen eisen eegenen hei am Land ass, fannen.

Do sinn eng Rei Effortë gemaach ginn. Do huet d'Direktioun e Strategiepabeier ausgeschafft. Dee Strategiepabeier gëllt et elo ze analyséieren am Dialog tëschent de Sozialpartner an der Direktioun, a wann dat geschitt ass, da muss d'Regierung, dës oder eng nächst Regierung, sech dohinner setzen a kucke wéi se ka matgoen an der Begleedung vun deem Konzept. An dat maache mer och, Här President, andeem mer parallell dozou eise Plan sectoriel „transport“ ausschaffen, e Plan sectoriel „transport“, un deem mer amgaange sinn ze schaffen, dee mer awer eréischt kënnen definitiv ausschaffen elo nodeem den IVL um Dësch läit. Dat huet dës Regierung virun zwee, dräi Joer esou décidéiert, an zu deenen Décisioune sti mer.

Ech war als Transportminister - mäi Kolleeg, den Innenminister sëtzt hei en face - net begeeschtert wéi gesot ginn ass, elo gëtt fir d'éischt den IVL gemaach, en attendant kann net e Plan sectoriel „transport“ finaliséiert ginn. Mä d'Argumentatioun huet mer awer ageliicht. Ech hu mer déi zu eege gemaach an, wéi dat an dëser Regierung war ënner faire Partner, hu mer dat och esou gemaach a mir wäerten och de Plan sectoriel en temps utile presentéieren. Esou wäit, Här President, zum Transportsecteur.

Dann nach e puer Wuert zur Ekonomie. Als Wirtschaftsminister gëtt een natierlech dohinner gestallt wéi wann een d'Responsabilitéit fir d'ganz Ekonomie hätt. Et ass och eng Responsabilitéit, déi ech gären hätt. Ech géif se gären droen. Leider war et net méiglech fir d'Classes moyennes, den Tourismus an aner Aktivitéiten. D'Zoustännegkeete sinn anescht verdeelt. Ech versti mengem Kolleeg Fernand Boden säin Intérêt fir dee Secteur, deen en net wollt u mech oder u meng Partei oftrieden.

Ech wëll just ënnersträichen, dass de Wirtschaftsminister hei zu Lëtzebuerg haaptsächlech fir den industrielle Secteur zoustänneg ass. Den industrielle Secteur zu Lëtzebuerg representéiert nach 10% vun eisem PIB. Mir mussen awer och wëssen, Här President, dass et kee Räichtum gëtt, deen net fir d'éischt an enger Entreprise erschafft gëtt. Mir musse wëssen, wa mer eenzel Entreprisen aus dem Mëttelstand esou luewen, zu Recht luewen, wa mer soen, dass se Créateurs de richesse sinn, Créateurs d'emploi sinn, da musse mer awer och wëssen, wéi d'Ekonomie funktionéiert. Et muss fir d'éischt Räichtum geschafe ginn.

Mäi Papp, Här President, hat jo eng gutt gehend Metzlerei zu Esch an der Uelzechtstrooss.

M. Robert Mehlen *(ADR)*.- Et ass schued, dass säi Jong se net weifergefouert huet!

M. Henri Grethen, *Ministre de l'Économie, Ministre des Transports*.- Här President, ech hu mer dat och schonn heiansdo iwwerluecht. Ech géif op alle Fall méi verdénge wéi als Minister, mä dat ass eng aner Fro.

***(Hilarité)***

Et ass jo mäi Choix gewiescht. Ech hunn nämlech och gesinn, wat mäi Papp a meng Mamm hu misse schaffen, verstitt Der. Mä, Här President, ech wollt just soen, dat wat mäi Papp mir schonn als klenge Bouf gesot huet, ech kann nëmme Wirschtercher verkafen, wann déi Leit, déi se bei mir kafen, dat ware gewéinlech Leit, déi op der Schmelz geschafft hunn, virdru gutt Sue verdéngt hunn, an déi Regel ass haut nach wouer.

Dir kënnt net konsuméieren, wann net virdrun an engem Secteur produktiv eppes verdéngt ginn ass. Dir kënnt net bauen, wann net virdrun d'Leit eng uerdentlech Pai kritt haten. Dir kënnt net Bürosgebaier bauen, wa kee Besoin do ass. Mir mussen also wëssen, wou den Ursprong vun eisem Räichtum ass. Deen ass ënner anerem an den Industriebetriber, an dës Regierung huet all méiglech Efforte gemaach, fir deene Betriber entgéintzekommen.

An déi, Här President, déi mengen dat wier net wouer, verweisen ech op deen excellentë Leitartikel am „Lëtzebuerger Wort", deen de 17. Abrëll den Här Paul Lenert geschriwwen huet, an ech zitéieren hien: „…in verschiedenen Produktionssparten der Industrie nicht mehr immer die günstigen Karten hat, dürfte deshalb nur noch unbelehrbare Schaltbrettökonomen überraschen, die den globalen Wirtschaftsprozess für mechanisch steuerbar halten". Dat heescht, an den Här Lenert huet dat zu Recht gesot, dass d'Ekonomie vill méi komplex ass, wéi Eenzelner dat wëlle gleewen doen.

An däerf ech dann, Här President, fir dass mer awer de Bilan kënne maachen, dat widderhuele wat de Statsminister en Dënschdeg hei ënnerstrach huet nom Prinzip „repetitio est mater scientiae". De Statsminister huet hei gesot, am Joer 1999 hate mer 248.261 Aarbechtsplazen. Vun 1995 bis 1999 waren der 40.000 nei entstanen. Am Joer 2003 hate mer 291.449 Aarbechtsplazen, tëschent dem Joer 2000 an elo sinn der 43.207 nei dobäikomm, netto 43.207, dat ass e Plus vu 16%, e Joresduerchschnëtt vu 4%.

Här President, déi Zuelen, déi jo festleien, déi léien net an déi weisen d'Bilanz vun dëser Regierung an engem schwieregsten Ëmfeld, dat si jo d'Riedner vun der Oppositioun net midd ginn hei ze ënnersträichen, an enger Period wou eise Wirtschaftswuesstum - et ass jo bedauert ginn, mir bedaueren et och - vun 9,1% op knapp méi wéi 1% erofgefall ass, an deem schwieregsten Ëmfeld, Här President, ass et eis gelongen, netto méi Aarbechtsplazen ze schafe wéi an där Period virdrun!

An däerf ech och ënnersträichen, Här President, wann ee Jore vergläicht an der industrieller Diversifikatioun - fir déi ech voll verantwortlech ënnerschreiwen a fir déi ech houfrech sinn, dat hunn dierfen ze maachen - tëschent 1995 an 1998, dat si Jore wou jo voll de sozialistesche Wirtschaftsminister an der Verantwortung war - ech huelen extra d'Joer 1999 net eraus, well et war kee gutt -, gouf et 24 nei industriell Projeten, nozeliesen am Joresrapport vum Wirtschaftsministère, dee Joer fir Joer opgestallt gëtt no deemselwechte Schema, mat 556,7 Millounen Euro Investissementer, an der Moyenne véier Projeten. An der Zäit 2000 bis 2003 waren dat 47 Projeten, dat heescht eng Moyenne vun zwielef, mat 573,45 Millounen Euro Investissementer.

An, Här President, dat ass ganz kloer, dass mir, wéi mir ugetruede sinn, eng aner Strategie haten! Am Ufank si mer jo quasi gebeetscht ginn, hu mer gesot kritt: Mä haalt dach op nei Betriber an d'Land ze bréngen. Elo net vun de Kolleege vun der Sozialistescher Partei, mä vun den Entrepreneuren dobaussen, déi hunn eis gesot: Haalt op nei Betriber an d'Land ze bréngen, mir fannen elo scho keng Leit méi! De Kolleeg Biltgen huet elo just d'Zuele vum Chômage, wéi se sech an deenen Joren entwéckelt hunn, hei virgelies. Mir haten de plein emploi praktesch komplett, wann een esou wëllt, wann een dat an internationalen Termë kuckt, mä mir hunn trotzdeem gesot, dass mer industriell Diversifikatioun bräichten.

Mä eist Haaptgewiicht hu mer op den Développement endogène vu bestehende Betriber geluecht. Mir hu gesot, wichteg ass emol, dass déi Betriber, déi hei am Land sinn, investéieren, dass do d'Aarbechtsplazen ofgeséchert ginn, dass do nei zousätzlech Aarbechtsplaze geschaaft ginn. Ech wollt keng esou Katastrophe wéi Bay State zu Steesel, déi während Jorzéngten näischt investéiert hunn an duerno de Schlëssel op d'Dier gemaach hunn. Ech wollt keng esou Betriber wéi Thomas & Betts, déi, wéi se gesinn hunn, dass fir zwee Cent an engem anere Land méi bëlleg kéint produzéiert ginn, d'Dieren hei zu Lëtzebuerg zougemaach hunn. Ech wollt staark Betriber, déi hei zu Lëtzebuerg géifen investéieren, déi hei zu Lëtzebuerg géife fuerschen, déi hei zu Lëtzebuerg géifen développéieren.

An dofir hunn ech mer och d'Méi gemaach, net wéi den Här Asselborn gemengt huet, Här President, an enger Fotell mech zréckgelehnt, mä ech hu mer d'Méi gemaach, bei d'Chef-d'entreprisen ze goen, an egal wat fir engem Land wou se wären! Ech war beim Här Davidson vu Guardian, ech war beim Sam Gibara vu Goodyear, ech war beim Charles O. Holliday vun DuPont de Nemours, fir nëmmen déi ze nennen, an ech hunn déi iwwerzeegt kritt, dass Lëtzebuerg eng gutt Plaz wär fir ze investéieren.

A wann Dir lech d'Méi maacht, déi Lëschten nozekucken, da gesitt Der, dass déi Politik e ganz zolitte Succès hat, dass déi Betriber hei zu Lëtzebuerg investéiert hunn an dass se och an Zukunft nach wäerten hei zu Lëtzebuerg investéieren. Net zulescht, Här President, och zu Diddeleng wäerten se investéieren. E Betrib zum Beispill wéi Husky, de Robert Schad, den Haaptmanager, den Animateur, de Grënner vun där Entreprise, huet mer versprach, zu Diddeleng nach nei zousätzlech Investissementer an der Héicht vu 50 Millounen Euro ze maachen. An der Entreprise Husky schaffe mëttlerweil iwwer 600 Leit am industrielle Beräich hei zu Diddeleng, an dat an engem héich kompetitiven, héichmoderne Wierk, wat och an de Joren duerch Héichten an Déifte gaangen ass, mä mat dem Secours vun der Regierung hu mer et fäerdeg bruecht, dee Betrib hei zu Lëtzebuerg ze stabiliséieren.

Mir hu bis elo, Här President, haaptsächlech op den Développement endogène gesat, mir hunn do doniewent konsequent an d'Diversifikatioun vun der Industrie investéiert, an de Bilan ass do, dee beweist et. Mir hunn awer gläichzäiteg och Betriber betribsiwwergräifend encouragéiert zesummenzeschaffen, Cluster-Programmer fir Betriber, déi aus verschiddene Secteure kommen, gemaach fir se ze engagéieren, ze encouragéieren zesummenzeschaffen, fir nei Produkter hei zu Lëtzebuerg ze développéieren.

A mir hunn e kolossalen Effort gemaach an der Ënnerstëtzung vun de Betriber an der Fuerschung an Entwécklung. Net nëmmen e kolossalen Effort an der Basisfuerschung - an d'Madame Hennicot als zoustänneg Ministesch huet dofir gesuergt, dass d'Recherche de base hei zu Lëtzebuerg konsequent développéiert ginn ass -, mä och am industrielle Beräich hu mer ganz grouss Effortë gemaach, fir déi Ambitiounen ze erfëllen, déi mer eis zu Lissabon an zu Barcelona gesat hunn.

Mir hu gläichzäiteg, Här President, op deen anere Pilier gesat, dee vun der Formation continue, fir dofir ze suergen, dass déi Leit, déi an de Betriber schaffen, ëmmer erëm besser forméiert sinn, fir hir Chance um Aarbechtsmaart ze behalen. Här President, ech sinn iwwerzeegt, dass dës Regierung déi richteg Wirtschaftspolitik gemaach huet, déi sech awer och artikuléiert huet a sensibele Steierreduktioune fir d'Betriber a fir déi Eenzel, an an niddrege Lounniewekäschten.

A wann ech bei den niddrege Lounniewekäschte sinn, Här President, däerf ech dann och dem Här Zanussi an dem Här Asselborn soen, dass déi Rezepter, déi Eenzelner vun hire Kolleegen hunn, déi alles géifen annulléiere wat mer un Effortë bei de Lounniewekäschte géife maachen, doduerch dass d'Lounhaaptkäschte steigen, dass dat déi falsch Rezepter sinn.

Wann Der am Ausland Lëtzebuerg musst verkafen an Dir verkaaft dat mat de Rezepter, déi d'Kolleege vun der Sozialistescher Partei proposéiere fir den 13. Juni, da kann ech nëmme soen: Bonjour les dégâts!

Plusieurs voix.- Très bien! Très bien!

M. le Président.- D'Wuert huet elo den Här Premier- a Statsminister Jean-Claude Juncker.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir sinn un deem virleefegen Enn vun dëser Debatt ukomm, an et ass richteg an normal, nodeem mer jiddferengem merci gesot hunn, dee sech mat méi oder manner Geschéck un därselwechter bedeelegt huet, dass een op eng Rei vun Observatiounen, Remarquen, Awänn, Hiwänn, Oflenkungsmanöver, gegléckte Manöver, mëssgléckte Manöver, nach eng Kéier zréckkënnt.

Ech hu mat enger evidenter Satisfaktioun zur Kenntnis geholl, bei der Lecture vun den Aloossunge vun de Sozialpartner zu där Erklärung, déi ech de leschten Dënschdeg hei virgeluecht hunn, dass déi Reaktiounen am Schnëtt positiv ausgefall sinn. Et ass mer keng an der Ërrenerung, déi ech kënnt an der Rubrik vun den heftege Virwërf, déi un d'Regierungsadress geriicht wären, ënnerbréngen. D'Sozialpartner alleguerten, d'Gewerkschaften: OGB-L, LCGB, CGFP, anerer, d'Patronatsverbänn hunn drop opmierksam gemaach, dass d'Regierung hei eng objektiv Bestandsopnahm virgeluecht hätt, dass se - Wahlen hin oder hier - sech net dozou verklommen hätt eng Bilanz, déi se huet, méi schéin ze mole wéi se ass, mä dass mer d'Saachen op deene Punkten, wou se ze soe waren, esou beschriwwen hunn, wéi se effektiv sinn.

D'Ried an Aklang bruecht mat der Realitéit, dat war dat wat mer de leschten Dënschdeg hei gemaach hunn, an net probéiert, d'Realitéit esou ze kréien, dass se zu enger Ried, déi méi schéi wär wéi d'Realitéit, géif passen. An dofir war et och normal an där Erklärung, dass een haaptsächlech iwwert d'wirtschaftlech Entwécklung an dat, wat do geschitt ass oder net geschitt ass, iwwert d'Aarbechtsmaartentwécklung, wat do geschitt ass an net geschitt ass, an iwwert d'Finanzentwécklung, wat do geschitt ass a wat net geschitt ass, geschwat huet.

Et ass iwwregens net esou, wéi déi méi iwwerflächlech Observateuren an eenzelne Presseorganer zum Ausdrock bruecht hunn, direkt nodeem déi Ried gehale ginn ass, dass en Drëttel vun där Ried iwwer Aussepolitik gaange wier, dat ass jo elo gedréckt a läit jo elo vir an et kann ee jo emol eng Kéier d'Säite kucken a se zesummerechnen, dat war net de Fall.

Well fir hei un den Zweete Weltkrich ze erënneren, dat huet selbstverständlech mat Aussepolitik eppes ze dinn, well en hat jo net heiheem ugefaangen, mä et huet awer eppes mat deene Leit ze dinn, déi heiheem de Krich ze erleiden haten. Fir hei iwwert d'Problemer vum Sozialdumping, vum Fiskaldumping, vum Loundrock, vun de Finanzproblemer, déi op eis zoukommen oder komme kënnen am Zesummenhang mat der Erweiderung vun der Europäescher Unioun, am Lëtzebuerger Parlament ze schwätzen, dat ass keen Ausfluch an d'Aussepolitik, dat ass een Dréinen op der Plaz an ëm d'Wëssen drëm, dass déi Kräften, déi een op der Plaz un d'Dréine bréngen, heiansdo vu bausse kommen. Dat ass net Aussepolitik am klassesche Sënn vum Wuert gewiescht; do fält mer just an, dass ech iwwert de Mëttleren Orient an iwwert den Irak geschwat hunn, soss mengen ech net, dass ech mech an deem Gaart dës Kéier opgehalen hätt.

Et ass och normal, dass ee probéiert huet bei där leschter Erklärung zur Lag um Enn vun dëser Legislaturperiod den eigentlechen Titel vun deenen Erklärungen, sou wéi se 1975 agefouert gi sinn, erëm mat deem…

***(Interruption)***

Et ka sinn!

…restriktive Liewen ze erfëllen, deen déi Titulatur hiergëtt, well dat ass jo eng Erklärung iwwert d'wirtschaftlech, d'sozial an d'finanziell Lag vum Land an et huet mer geschéngt, well och déi dräi Haaptpunkte vu politescher Tätegkeet am Mëttelpunkt vun den öffentlechen Debatten déi lescht Wochen a Méint stoungen, dass ee sech da konsequenterweis an och responsabelerweis a redevabelerweis mat deene Problemer beschäftegt, déi d'Leit beschäftegen an déi déi beschäftegen, déi eis mat deene Rieden, déi se halen, ëmmer erëm mat deeneselwechte Problemer beschäftegen.

Selbstverständlech gëtt et alleguer déi - dat ass jo all Joer de Fall -, dee laangen Cortège vun deenen, déi alles dat benenne wouriwwer een net geschwat huet. Ech wëll dann nach eng Kéier soen, well ech guer net d'Absicht hat de leschten Dënschdeg meng lescht Erklärung zur Lag vun der Natioun virzedroen, dass ee wierklech net méi wéi zwou Stonne ka schwätzen. Enfin, et kann een, ech si castristesch genuch gestréckt fir dat och kënne méi laang ze maachen. Mä ech fäerten, souguer den Här Krecké, dee mer jo ëmmer e geneigtent Ouer schenkt,…

M. Jeannot Krecké *(LSAP)*.- Neen, dat ass net auszehalen.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État*.- …dee géif dat net packen. A well ech den Här Krecké schoune wollt, hunn ech mech bis op annerhallef Stonn beschränkt an op déi Theme vun deenen hie gäre gehat hätt, dass ech géif schwätzen, an déi aner Saachen dann ebe leider Gottes hu mussen op der Säit loossen, obschonn een e Land och net ka reduzéieren op d'Wirtschaft, op Soziales an op Finanzielles.

E Land ass e bësse méi eppes Lieweges, méi eppes Quirliges, méi eppes Wibbeleges, wéi nëmmen dat, wat Wirtschaft, Finanzen a Soziales zum Ausdrock bréngen. Mä alles dat, wat sech hei am Land beweegt, kann een dezenterweis net an esou enger Ried behandelen. An dofir ass och keng integral reng politesch Bilanz virgeluecht ginn - déi géif och mol nach net alles beréieren, wat wichteg ass - mä eben eng, déi sech op déi Segmenter konzentréiert huet, wou ech gesot hunn.

Ech hu meng Ried, nodeem ech dës geschriwwen hat, vun 1999 nach eng Kéier gelies. An do hu mer richteg bilanzéiert. An et hat näischt gedéngt. Jiddefalls net fir jiddfereen, an dofir wollt ech dat dës Kéier och net instinktiv maachen, well dat gëtt esou eng lästeg Opzielung.

***(Interruption)***

Här President, den Här Di Bartolomeo interesséiert mech besonnesch wann hien esou lues schwätzt.

***(Hilarité)***

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP)*.- Ech hunn déi Logik ganz flott fonnt.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État*.- Ech si frou, dass Der eng entdeckt hutt, wou ech se ënnerwee net méi richteg erëmfonnt hat.

***(Hilarité)***

Mä ech weess, dass Dir mer fréndlech gesënnt sidd.

An deenen Debatten hei, déi - ech wëll dat soen, ech sinn zwar net hei fir Punkten auszedeelen, dat ass net meng Affär - eigentlech e gudde parlamentareschen Niveau hat fir eng Debatt, déi esou kuerz virun de Wahle stattfënnt, do hätt ee sech vill aneres kënnen denken a virstellen. An där Debatt hei ass sech mat Zuele beschäftegt ginn a mat Tatsaachen. A bei deem Zuelematerial, mat deem sech beschäftegt ginn ass, ass mer opgefall - an dat huet mech gefreet -, dass et e Pak ginn ass - dat huet mech net gefreet - wou d'Zuele contestéiert gi sinn, an ee Pak ginn ass wou d'Zuelen net contestéiert gi sinn. An och de Wirtschaftsminister an den Aarbechtsminister hunn een Deel Zuelematerial hei nach eng Kéier an Erënnerung geruff - et ass näischt méi schéi wéi ze gesinn, wann d'Ministere bei engem ofschreiwen; dat ass ee Geste, deen d'Kohärenz an d'Denken…

M. Jeannot Krecké *(LSAP)*.- Awer ouni genee ze soe wou et hierkënnt!

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État*.- Ah dach, si hunn hir Quell ëmmer zitéiert. Do sinn ech ganz pingeleg an deene Saachen.

M. Jeannot Krecké *(LSAP)*.- Ech hunn dat awer net matkritt!

***(Hilarité)***

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État*.- An iwwert déi Zuelen, déi se nach eng Kéier hei genannt hunn, iwwert den Aarbechtsmaart, iwwer industriell Betribsvermehrung a -mehrung zu Lëtzebuerg ass keng Kontrovers ausgebrach, obscho bei enger Debatt méi fréi am Joer, mengen ech, ganz hefteg déi Bilanz contestéiert ginn ass, déi de Wirtschaftsminister deemools virgeluecht huet, et war awer déiselwecht, just dass se elo complétéiert ginn ass, wéi déi, déi en elo hei virgedroen huet, sou dass ech dat als e positive Punkt vu gedanklecher Entwécklung an der politescher Klass zu Lëtzebuerg wëll verbuchen. Mä et kann ee jo net contestéieren, dass an dëser Legislaturperiod 43.000 Aarbechtsplaze geschafe gi sinn an an där leschter 40.000. Ech fannen esouguer dee Verglach, esou eng Zort vu Vergläicher, dee seet net alles.

Une voix.- Neen, nach laang net.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État*.- Et muss een se nëmme maache wann ee seet, et géif een alles falsch maachen, et géif een alles méi schlecht maache wéi déi virdrun. Mir hätten lech guer net mat deem Material belästegt wann Der dat déi lescht Wochen a Méint ënnerlooss hätt et dauernd erëm ze soen.

***(Interruptions)***

Dofir verstinn ech awer ganz gutt, well se eben incontestabel sinn, se och net konnte contestéiert ginn, grad wéi och de Rappel, deen ass awer nëtzlech an engem Moment wou gemengt gëtt, d'Regierung wier der Wirtschaftspolitik géigeniwwer vun engem extremen Immobilismus ugedriwwe gewiescht, dass een nach eng Kéier an Erënnerung geruff huet, dass mer d'Betribssteierlaaschte vu 37,5 op ronn 30% reduzéiert hunn a wa mäi Verständnes vun der Debatt richteg war, ass och keen dee gesot huet, dat wier falsch gewiescht, et ass keen, dee gesot huet, dat misst een zréckhuelen, et ass och keen, dee gesot huet…

***(Interruption)***

Ech schwätze vun de Fraktiounen, Här Urbany. An Dir hutt jo an Ärer Ried ausgeschloss, dass Dir lech eng Kéier an enger Fraktioun kënnt no de Wahlen hei erëmfannen. Mä déi Fraktiounen, déi geschwat hunn, hunn net erkenne gelooss, dass se géifen dat…

M. Serge Urbany *(déi Lénk)*.- …gesot, mengen ech.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État*.- Et ass heiansdo gutt, wann een engem seng Zwëschegedanken erkläert.

***(Hilarité)***

Keen huet gesot, dass déi steierlech Moossnamen am falsche Moment komm wieren, dass se iwwerdriwwen oder net wäit genuch géife goen an ech fannen dat awer och eigentlech en éierleche Reflex, deen d'Leit haten, well et ass jo méi liicht an d'Chamber ze komme an zur Regierung ze soen, d'Steiere sinn ze héich an Dir hätt se misse méi erofsetzen, wéi eigentlech zum Ausdrock ze bréngen, dat ass gutt gewiescht am Niveau, am Volume an am Ensemble vun der Interartikulatiounsméiglechkeet vun deene verschiddene Steiermoossnamen, sou wéi Der dat gemaach hutt.

Grad wéi décemment kee ka contestéieren, dass d'Kreditter fir d'Recherche - iwwert déi zu Recht hei an der Debatt vill geschwat ginn ass - ëm 400% an d'Luucht gaange sinn, zënter dass d'Regierung Mëtt 1999 am Amt ass. A wann een d'Zuelen derbäigeholl hätt vun deenen Transferten, déi iwwert de Statsbudget an d'Privatrecherche ginn - ech hunn hei a menger Ried nëmme vun der öffentlecher Recherche geschwat -, da wieren déi Chifferen natierlech, déi een hätt missen nennen, nach wesentlech méi héich.

Et huet och kee contestéiert, dass d'Wirtschaft méi staark gewuess ass am Joer 2003 wéi dat gemengt gi war. Mir sinn elo hei wochen- a méintelaang gehetzt gi mat deene Prognosen, déi mer haten - mat deenen ee selbstverständlech och muss schaffen, et huet ee jo keen anert Material -, mä et däerf een net ëmmer direkt ee vernenne wann e seet, déi Prognosen, déi si vläicht e bësse pessimistesch. Mir mengen als zoustänneg Ministeren, dass déi Prognosen ënnerschat sinn an dass d'Realitéit herno méi grouss wäert sinn.

Dat hu mer an der Vergaangenheet iwwregens och erlieft, wa mer zu Lëtzebuerg notamment wa mer bei der Budgetsopstellung d'PIB-Evolutiounshypotheese geholl hunn, dass duerno d'Realitéit eng war, déi wesentlech sech méi extensiv an déi gutt Richtung entwéckelt huet. Jiddefalls hate mer am Joer 2003 widder Erwarten, wann ech mer eenzel Debatten zréck an d'Gediechtnes ruffen a Wuertmeldunge vun onofhängeger Plaz, véiermol méi Wirtschaftswuesstum wéi dat an der Moyenne vun der Eurozon de Fall war, wat ëmsou méi remarquabel ass soen ech als een, deen net frou ass, dass mer nëmmen 2% Wirtschaftswuesstum hunn.

Dat seet een och nëmmen zu Lëtzebuerg, dass dat nëmmen 2% Wirtschaftswuesstum wieren, soen ech als een, deen domat net ganz zefridden ass, well et ënner eiser Potenzialitéit bleift an den Output bei wäitem net erreecht zu deem mer an der Lag sinn, ass ëmsou méi bemierkenswäert, wou eis dräi Nopeschekonomien an enger extrem schlechter Verfassung a Situatioun waren, well Däitschland war am Laf vum Joer 2003 an d'Rezessioun ofgerutscht. Frankräich war net wäit vun där Grenz ewech bliwwen an d'Belsch hat e ganz schwaache Wirtschaftswuesstum am Joer 2003.

Dat heescht, déi dräi Länner mat deene mer Commerce bedreiwen, vun deenen hirer Dynamik eis Exportwirtschaft wesentlech ofhänkt, waren an enger déif ausgeprägter Wirtschaftskris a sinn et zum Deel nach, well déi däitsch Ekonomie ka sech jo net aus där Stagnatiounsphas léisen. Dass mer et trotzdeem fäerdeg bruecht hunn, notamment am industrielle Beräich an och am Exportsecteur, vun der Plaz ze kommen, weist och déi grouss Ustrengungen, déi am Aussenhandel gemaach si ginn zënter laange Joren, fir nei Marchéen ze eroberen a fir och intern Wuesstumsfacteuren a genügend grousser Zuel, déi déconnectéiert si vum internationale Wirtschaftszyklus, lues a lues uneneenzereien, fir esou, och wann d'Wirtschaft méi lues geet, weltwäit an an Europa drastesch méi lues geet, awer nach Wuesstumsspréng zu Lëtzebuerg kënnen ze maachen.

An do ass eppes Onredleches an der Method, wann ech et verstinn, an ech zweifele keng Sekonn drun, wann ech an der Oppositioun wier, hätt ech genau datselwecht gemaach, fir ze vergläiche wat eigentlech net mateneen ze vergläichen ass. Mir vergläichen dauernd. Wann Der eis wëllt erklären, dass d'Regierung näischt daacht an net komme gesinn huet an dass d'Entwécklung schrecklech ass, vergläiche mer dat Joer, zënter dem Zweete Weltkrich, wou mer deen héchste Wirtschaftswuesstum haten, dat war d'Joer 2000 mat 9,1%, mat engem Joer, wou mer mat am mannste Wirtschaftswuesstum zënter de 60er Joren haten, dat war d'Joer 2001, an da fält een natierlech, an dat deet net gutt, vun 9,1 op 1,1% erof.

Et kënnt ee vläicht och emol considéréieren, dass 9,1% vläicht e bëssen iwwerdriwwe war. Mir waren eis emol eens bei fréieren Debatten, virun zwee, dräi Joer, dass dat net ganz erstriewenswäert wier, fir esou e Wirtschaftswuesstum ze hunn. Et si jo vill Leit am Land, deenen d'Schudderen iwwert de Réck gelaf si wann een emol erkläert huet wat fir demographesch Konsequenze sech aus esou Wuesstumssegmenter erginn, wa se sech zu enger ganzer Streck zesummenhänken. Vum 700.000-Awunner-Stat däerf jo kee méi schwätzen.

Dofir, den IVL léisst se schwätzen ouni e mam Numm ze nennen. Ech hu gesi wéi déi Debatt hei war. Ech soen dat nach eng Kéier, wat eng ganz gutt Debatt war. Dunn ass déi Fro vun der demographescher Entwécklung mat där gréisster Selbstverständlechkeet hei undiskutéiert ginn, wat jo och normal ass wann ee kuckt wéi vill Awunner, dass am leschte Joer bäikomm sinn a wéi vill Awunner 11% insgesamt zënter 10 Joer hei am Land bäikomm sinn, ass jo evident, dass ee laanscht déi Tatsaach net kënnt.

Mä esou héich Wirtschaftsspréng wéi déi, déi mer am Joer 2000 an och am Joer 1999 gemaach hunn, déi si strikt net souhaitabel. Ech soen dat nach eng Kéier, och wann anerer dann erëm kënne soen ech géif fir manner Aarbechtsplazen a fir manner hei a fir manner do plädéieren. Ech hale Wirtschaftswuesstumsspréng vun 9% d'Joer net fir souhaitabel.

D'Folgekäschte vun esou enger rasanter noutwendegerweis onkontrolléierter Entwécklung sinn esou héich, dass d'Resultater vun där Croissance esou just duergi fir d'Konsequenze vun där Croissance ze bezuelen. Dat heescht net, dass een eng Politik soll maache fir méiglecht no bei null ze sinn, mä dat heescht awer, dass een net eng Politik soll maache fir méiglecht dauernd bei 9 oder 10% ze sinn. Souguer déi gesäit ee jo net ëmmer kommen. Et gëtt gesot, d'Regierung huet et net komme gesi wéi et méi lues gaangen ass. Ech liesen eis Rieden no, mir hunn natierlech komme gesinn, dass et méi lues géif goen. Mir haten net un deen drastesche Verfall op kierzester Streck gegleeft. Mä ech hunn där Deeg nogekuckt, well ech mech mat der Opstellung vum Budget 2005 scho beschäftegen, wéi dann déi Aschätzunge vum PIB waren, déi mer an deene leschte Jore gemaach hunn a wat d'Realitéit war.

Am Joer 1998 war de reale Wuesstum, dee mer haten, iwwer 8%. Déi deemoleg Regierung hat e mat 4% ageschat, véier Méint ier dat Wirtschaftsjoer wierklech voll duerchgestart ass, wat och an deem Ëmfank net ze erkennen ass. Och heiansdo gesäit een net wann d'Wirtschaft sech op eemol iwwerschléit, fir vill méi séier ze dréinen a vill méi Wuesstum ze versprëtzen. Heiansdo gesäit een och net wéi drastesch, dass se sech ka reduzéieren. D'ekonomesch Wäitsiicht vun deenen, déi dat Méi net komme gesinn, ass net méi grouss wéi d'ekonomesch Wäitsiicht vun deenen, déi dat vill Manner net komme gesinn. Dofir wollt ech dat emol eng Kéier hei soen. Dat spillt nämlech an déi zwou Richtungen.

Den Här Asselborn huet a senger Ried, déi ech net gutt fonnt hunn, mä déi awer...

***(Hilarité)***

…esou war, dass se an e Wahlkampf passt, dee roueg ass - well jidderee vun eis, den Här Asselborn an ech, kënnen och ganz anescht schwätzen an den Här Asselborn huet hei mat engem anstännegen Toun geschwat, an ech wollt dat soen. Déi Ried huet mer awer net gefall, well einfach eng Rei Saachen dra waren, déi net stëmmen. Well en och zum Beispill gesot huet - ech froe mech wou en do dru komm ass -, dass d'Regierung an hirem Stabilitéitsprogramm, dee se zu Bréissel agereecht huet, gesot hätt, si géif d'Investitiounen zréckhuelen an deem nächste Joer an dass mer zu Lëtzebuerg géifen déck Bake maachen, den Här Frieden an ech, dass mer d'Investitiounen op héijem Niveau wëllen halen.

Éischtens hale mer se op héijem Niveau. Zweetens, wann ee liichte Repli um Investitiounsniveau kënnt, wat mer an deene leschte 15 Joer och periodesch haten, dat ass jo mat Delte gaangen, den absoluten Niveau vun den öffentlechen Investéierungen, da wier dat och nach ëmmer héich, well mir leien iwwer 4,2% par rapport zum PIB, während d'Moyenne an Europa 2,6% ëfffentlech Investissementer ass, mam Resultat, dass ganz vill Wirtschaften den Houscht hunn an déi Staten hu keng Sue fir eppes géint den Houscht ze maachen, well se déi Suen alleguer verdronk haten an Zäite wou se besser gehat hätten dat emol heiansdo an eng Bettfläsch ze leeën, an de Frigo ze stellen an et erauszehuele fir déi Zäite wou se et géife brauchen. Esouguer wann et zu engem liichte Repli géif komme vun den Investissementer, wier dat nach keng Katastroph, well da wiere mer nach ëmmer 40 bis 50% méi héich wéi eis europäesch Noperen.

Mä den Här Asselborn huet du gesot, do géif dat awer drastoen. An dat stëmmt och, dass dat drasteet, an ech wollt einfach, well dat eng berechtegt Fro ass fir ze soen, hei gëtt esou gesot, do gëtt esou gesot, erklären, firwat dass dat esou ass. Et ass eng technesch Ursaach. Am Joer 2004, vun deem schwätze mer, dat ass dat Joer wat elo leeft, verkafe mer dat Konrad-Adenauer-Gebai un d'Europäescht Parlament fir 60 Milliounen Euro. Dat ass net an de Konten 2003 dran, déi jo excédentaire ofschléissen, mä dat ass an der Ofwécklung esou gemaach, dass dat am Joer 2004 ka gebucht ginn.

Wann d'Bréisseler Kommissioun dat gesäit, an dofir muss een einfach elo dorop hiweise beim Stabilitéitsprogramm, dee jo op dräi Joer geet, well ee weess wat een am Joer 2004 soll maachen oder grosso modo weess wat een am Joer 2004 mécht, da considéréiert d'Bréisseler Kommissioun dat als en Désinvestissement, aus deem ganz einfache Grond, well en Actif aus dem Statspatrimoine erausgeet an den Actif vun engem anere wiesselt, ergo de Géigendeel vun enger Investitioun also eng Désinvestitioun ass, an dofir muss een déi 60 Milliounen Euro als dat melde wat et ass, nämlech een Désinvestissement. Dat huet eng Rentrée budgétaire, mä et ass en Désinvestissement wann d'Investissementer gemoossgi ginn an dofir musse mer dat vun dem Investitiounsniveau, dee mer am Joer 2004 hunn, aus technesche Grënn an och fir kredibel ze bleiwen zu Bréissel, - déi kucken dat jo méi genau wéi vill anerer - melden an also vun dem Investissementsniveau deen Désinvestissementspunkt erauszéie fir technesch an der Rei ze si mat dem Definitiounsregelwierk vum Stabilitéitspakt, vun de Regele vum Eurostat a vun de Bemiessungsregele vun der Kommissioun.

Dat erkläert, firwat dass mer do indiquéiert hunn, dass dat Element, well dat ebe geschitt, muss esou gebucht ginn an dat erkläert de Saz, dass op deem Punkt den Investitiounsniveau ka falen. E fält en fait net, mä e kritt en Désinvestissement ofgehalen. Elo hunn ech et dräimol erkläert an elo nach eng véierte Kéier. Vu datt et ech schonn dräimol d'selwecht erkläert hunn, kënnt ech et och net anescht erklären. Dofir loossen ech et emol bei deene véier Erklärungen, déi ech elo ginn hunn.

Ech wollt dem Här Asselborn dat just soen, well et eng Fro ass, déi e gestallt huet. En huet se net als Fro gestallt, mä et war awer eng Fro à la base vun engem Virworf, vun deem en elo weess, dass en net zu Recht hei formuléiert huet.

Déi contestéiert Chifferë vun deenen ech wollt schwätzen, an ech wollt einfach dorop agoen, well dat gëtt an der Debatt gesot, an entweder mir debattéieren oder mir debattéieren net, Sträit ass jo gutt, wann et ëm d'Saach geet, also vun deene Chifferen, déi genannt si ginn, - well ech beim Här Asselborn sinn, wëll ech ee Moment bei him bleiwen - ass och eng ganz Iwwerleeung iwwert dee sou genannte Maastricht-Defizit dobäi gewiescht. Ech hat et hei virgedroen, dass och wann een de Maastricht-Kritär géif huelen an alles géif répertoriéieren am Faass, wou alles dat drakënnt wat muss erauslafen, fir et kënne mateneen ze vergläichen, wann een dat géif maachen, also Maastricht géif applizéieren op d'Konte vum Joer 2003, da géife mer e Gesamtstatsdefizit maache vu minus 0,1% vum PIB. Dat considéréiert een net als Defizit, dat considéréiert een als ee Budget, deen am Equiliber ass.

Dorophin äntwert den Här Asselborn mer, souwéi och d'Lëtzebuerger Zentralbank: Halte là! Wann Der awer elo nëmmen d'Administration centrale huelt, dat heescht, fir dat vereinfacht ze soen, de Statsbudget huelt, do huelt Der awer en Defizit vun 2% par rapport zum PIB. Dozou sinn e puer Saachen ze soen.

Déi éischt, déi dozou ze soen ass, dat ass, dass mer op deem Punkt d'lescht Joer, am Joer 2002, en Defizit vun 2,5% haten, also och op deem Punkt hei, Administration centrale, eng Verbesserung par rapport zum Joer 2002 vun eiser Gesamtbudgetssituatioun erbäigefouert hunn. Een hallwe Prozentpunkt PIB ze bewegen an engem renge Budget, dat ass keng kleng Saach, well dat ass nämlech méi wéi déi Zousazmargen, déi een normalerweis huet fir supplementar Geld iwwert de Budget transitéieren ze loossen. Sou, wann een also nëmmen an deem Räsonnement géif bleiwen, wär et och nach proppper a gutt fir d'Finanzpolitik, well mir hunn eis verbessert op deem Punkt.

Et kann een awer net esou räsonnéieren. Ech wollt dat just eng Kéier erklären, well mer selte Geleeënheet hunn, iwwert déi Saachen ze schwätzen an eis awer wahrscheinlech ëmmer méi musse familiariséiere mat deene Berechnungsaart a -weisen, wéi mer déi elo zënter Maastricht an och dem Stabilitéitspakt hunn. Déi dräi Elementer ginn zesummegeholl: Administration centrale ass de Stat, Administration locale, dat sinn d'Gemengen, - entschëllegt mech, dass ech eppes iwwersetzen - an d'Sécurité sociale. An déi dräi zesumme gi gekuckt. Et gëtt eng no där anerer fir sech gekuckt an da gi se zesumme gekuckt an dann ergëtt sech den Defizit oder den Excédent.

Do ass et richteg fir ze soen, Dir hutt bei der Administration centrale 2% Defizit, Dir hutt bei der Sécurité sociale 2% Iwwerschoss - ech schwätze vun de Pensiounskeesen a vun de Krankekeesen, obschonn een do net grad ka vun Iwwerschoss schwätzen, wann ech dat richteg spiere bei de Krankekeesen, mengen ech - an dann hu mer 0,1% Defizit bei de Gemengen. Dat ass de Gemengen hiren Defizit. Da kënnt een dann op minus 0,1%, an den Här Asselborn huet Recht: Dat gutt Resultat erkläert sech aus der Sécurité sociale eraus an net aus der Administration centrale eraus, obschonn d'Administration centrale dräi besser ass wéi d'Administration centrale zwee.

Firwat muss een déi Saachen zesumme kucken? Dat hu mer net aus Eefältegkeet jo an de Vertrag, an de Stabilitéitspakt geschriwwen.

Mä ganz einfach well déi Saachen zesummenhänken. Déi kann een net vunenee lassléisen. Déi sinn esou interpénétral an déi interpénétréiere sech esou staark, dass ee se wierklech net kann dissociéieren.

Ech ginn lech e Beispill. De Statsbudget bezilt eppes iwwer 20 Milliarde Lëtzebuerger Frang all Joer un d'Pensiounskeesen. Jo, Här Asselborn, wa mer dat als Dépense bei der Administration centrale buchen, dat heescht do wou de Stat negativ belaascht gëtt well Suen erausginn, jo, da musse mer dat och bei der Sécurité sociale logescherweis als Recette buchen a se beim Gesamtstatsdefizit a bei der Gesamtbetruechtung vun de Statsfinanzen, vu dass Suen aus dem Budget an d'Sécurité sociale ginn, matenee kucken. Soss géife mer jo nëmmen dat wat erausgeet an d'Pensiounskeese kucken, an dat wat de Pensiounskeese selwer geschitt géife mer net kucken.

Mir hätten also een Defizit, dee keen Defizit ass, well mir ginn déi Sue jo just op eng aner, och sech am ëffentleche Secteur bewegend Gréisst virun, an dofir däerf een déi dräi Saachen net auserneen huelen. Dofir muss een déi dräi Saache beieneen halen, an dofir ass dat Räsonnement, wat sech just op d'Administration centrale beschränkt, eent wat verkierzt ass. Ech wonnere mech iwwregens, dass d'Zentralbänker, déi dat wëssen, déi dat ganz genau wëssen, well déi waren dobäi wéi de Zuelen a wéi déi Instrumenter hei gemaach si ginn, dann esou Presentatiounen do ginn!

**M. Jean Asselborn** *(LSAP)*.- De Conseil économique et social mécht dat aneschters.

**M. Jean-Claude Juncker**, *Premier Ministre, Ministre d'État*.- Jo, et ass och richteg! Et ass jo och richteg fir de Budget vun der Administration centrale ze kucken. Et ass just falsch fir ze mengen, dat wier alles. Et muss een och dee vun der Sécurité sociale am Kader vun der Währungsunioun a vun de Konvergenzkritäre matkucken. Esou war dat geduecht.

**M. Jean Asselborn** *(LSAP)*.- Erlaabt Der mer just ee Saz? Menger Meenung no wëllt awer de Conseil économique et social - ech beschränke mech op deen - domadder soen, dass d'Politik Afloss huet op de Statsbudget, fir deen esou an d'Luucht ze setzen, dass do d'Déséquiliberen net ze grouss ginn, während se bei der Sécurité sociale déi Emprise jo net huet, op jidde Fall net am Detail huet. An dat ass gesot ginn, op jidde Fall esou wéi ech gelies hunn hei am Rapport vum Conseil économique et social, dass een net kënnt op Dauer den Defizit vun der Administration centrale mat den Iwwerschëss vun der Sécurité sociale ausgläichen.

**M. Jean-Claude Juncker**, *Premier Ministre, Ministre d'État*.- Jo, mä ech sinn do emol net fundamental dergéint. Selbstverständlech muss ee kucken, all eenzelt Element vun deenen dräi Elementer am Equiliber bei sech ze behalen. Ech soe just, déi Aart a Weis wéi de Maastricht-Defizit gerechent gëtt, ass eng logesch Aart a Weis, déi mir fréier net haten, well als Recette gebucht gëtt wat als Dépense beim Stat ufält. Dass ee muss op der Administration centrale an hirem budgetäre Volumen agéieren, hu mer jo doduerch bewisen, dass mer am Joer 2002, wou 2,5% Defizit war, deen eleng betruecht op 2% zréckgaangen ass, also eng Reaktioun op deem Punkt gemaach hunn.

Deen Defizit an der Administration centrale kritt ee regléiert doduerch, dass een Iwwerweisungen un d'Sécurité sociale net géif maachen. Da géif - technesch gesinn, well ech hunn dat jo net wëlles - dat do stoe bleiwen, bei deem aneren net als Recette kommen, da wär d'Administration centrale an der Rei an d'Sécurité sociale wär net méi an der Rei. Dat sinn en fait keng Spillereien, et si just Explikatiounen, déi een an deem Zesummenhang muss hunn.

Datselwecht wollt ech soe wat de Stabilitéitspakt an den Ëmgank mat de Statsreserven, mat de Budgetsreserven ubelaangt. Ech hunn hei am Numm vun der Regierung duergestallt, wéi mer eis déi noutwendeg Amendementer zum Stabilitéitspakt virstellen, déi räsonnabel sinn, an den Här Asselborn ass och dorop agaangen. Ech hunn dat d'ailleurs an der Ried gemaach, well e bei der aussepolitescher Debatt bemängelt huet, dass näischt iwwert de Stabilitéitspakt dra war.

An der Äntwert vun der Sozialistescher Partei op d'Ried zur Lag vun der Natioun ass sech mam Stabilitéitspakt beschäftegt ginn, awer nëmme mat deem zweeten Deel. Wann Héichkonjunktur an Niddregkonjunktur ass, mussen aner Applikatiounsregele beim Stabilitéitspakt kommen, also keng zyklusneutral Applikatioun vum Pakt, mä eng zykluskonform.

Zu deem anere Punkt, wéi ee mat de Statsreserven a mat hirem Abréngen an d'Investissementsschinnen ëmgeet, do ass näischt gesot ginn. Dofir wëll ech dovun ausgoen, dass mer do enger Meenung sinn, well dat jo eng Regel vu bon sens ass. Dat heescht an anere Wierder, wa mer déi Suen, déi mer an de Reserven hunn, fir Investissementer ze maachen, an Zäite wou mer net genuch Steiergelder hu fir se ze maachen, an de Budget abréngen, déi kann een décemment net als Defizit rechnen, esou wéi d'Kommissioun dat mécht op Grond vun de bestehende Regelen - mir sinn amgaangen déi ze änneren -, mä déi muss een als Recette buchen. A wann dat schonn esou wier, an den Här Krecké seet mer, och d'Sozialistesch Partei géif dat esou gesinn - ech hunn d'ailleurs net dorunner...

**M. Jeannot Krecké** *(LSAP)*.- Fir déi Reform esou ze maachen?

**M. Jean-Claude Juncker**, *Premier Ministre, Ministre d'État*.- Jo, fir déi Reform esou ze maachen.

**M. Jeannot Krecké** *(LSAP)*.- Jo, jo, absolut.

**M. Jean-Claude Juncker**, *Premier Ministre, Ministre d'État*.- Wann déi Reform scho gemaach wier, d'Kommissioun huet dat vu Lëtzebuerg ausgerechent, wéinst eisen héije Reserven a wéinst eiser niddreger Statsschold hu se zesumme gekuckt wéi sech dat doten da géif auswierken, wann een dat emol géif richteg rechnen, wann een dat géif maachen, dann hätte mer am Joer 2003 - dee Budget hu mer jo elo ofgeschloss an de Konten -, wou mer 581 Milliounen Euro aus de Reserven an d'Investissementer bruecht hunn, en fait, alles richteg gerechent an d'Reserven dann och richteg betruecht, ee Budgetsexcédent, no Maastrichter Rechenaart a -weis, vun 0,5% gemaach. Eise Budget wier also no Maastricht, mat enger richteger Betruechtung vun de Reserven am Maastrichtmechanismus, ee vun 0,5%.

Dofir soen ech dat nach eng Kéier hei dem Kolleeg Asselborn a villen aneren: Et soll ee ganz gutt oppasse mat deem Kriegsschrei do, dass mer amgaange wieren, d'Maastrichter Kritären ze verletzen. Mir si wierklech wäit dovun ewech déi ze verletzen, wann een alleguer emol d'Elementer beienee leet a se richteg...

**M. Jean Asselborn** *(LSAP)*.- Mir hunn awer d'Reform nach net.

**M. Jean-Claude Juncker**, *Premier Ministre, Ministre d'État*.- Mir hunn d'Reform nach net, mä dat weist awer, dass mer also an de globalen Tendenze mat eisem Budget, esou wéi d'Kommissioun et jo och seet, mëttelfristeg kee Finanzéierungs- a kee Finanzrisiko an eisem Land lafen. Ech zitéieren d'Kommissioun an net d'Lëtzebuerger Regierung. Well mir hate scho Momenter wou dat manner gutt war. Wann een d'Zuele vun 1996 kuckt, dat ass nach net esou laang hier, war et och 0,5%, den Defizit esou gerechent, oder den Excédent esou gerechent, an 1995 war et 0,2%, an 1992, wou mer an enger extrem schwiereger an ugespaantener Situatioun waren, och.

Tout cela pour vous dire, dass all Gespréich, wat drop erausleeft, d'Leit duercherneen ze brénge mam schlechten Zoustand vun de Lëtzebuerger Statsfinanzen, sech an der Realitéit, egal wéi een se betruecht, net reflektéiert, an dofir solle mer och doriwwer net esou eng Polemik organiséieren, dass d'Statsfinanzen aus dem Rudder géife lafen oder dass den Zuch géif entgleisen. En entgleist net, e leeft schéin op engem Gleis. E leeft net méi mat där Vitesse wéi dat fréier war, wéi mer dat gären erëm hätten, wann och ni méi an deem Mooss - mir sinn iwwerhaapt net Demandeur dofir -, mä e leeft awer gutt.

**M. Jeannot Krecké** *(LSAP)*.- Här Finanzminister, Dir hutt lech ausenaner gesat mam Joer 2003. Ech hunn awer d'Impressioun, 2004-2005 wéinst där ugespaanter Situatioun, déi mer awer trotzdeem an eiser Wirtschaft haten an domat Rentréeën, déi mir elo net méi kënnen iwwerdecke mat deene Reserven, déi mir nach am Steierberäich haten, mir awer wahrscheinlech an eng Enkpäss eraginn - Dir hutt net vill doriwwer gesot. Dat Ganzt trotzdeem kombinéiert mat deene Reserven, déi awer scho quasi affectéiert sinn, wann Dir esou wëllt, bréngt da mat sech, dass een dann iergendwann déi Reservë wou een Invester getätegt huet, fäerdeg huet, a wou een net gesäit, wéi mer déi noutwendeg Infrastrukturaarbechten, déi awer ustinn, finanzéieren, an déi den Här Grethen hei esou ervirgestrach huet, wann ee weess, dass mer eng Budgetsreserv hunn, déi wierklech net vill ass, Compte tenu vum Gesamtbudget - mä besser et huet een eng, wéi et huet ee keng.

Mä et huet awer kee Wäert, dass mer eis awer elo dorobber focaliséieren, an dass mer an deenen nächste Jore Rentrées fiscales kréien, décaléiert mat een, zwee, dräi Joer, wann et och erëm géif besser goen, wat also mat sech bréngt, dass 2004, 2005 haaptsächlech e schwieregt Joer dierft ginn. Domat hutt Dir lech net auseneeaner gesat an dat war e bëssen eng Kritik vun eiser Säit.

**M. Jean-Claude Juncker**, *Premier Ministre, Ministre d'État*.- Här Krecké, Dir kennt mech esou gutt, dass Dir natierlech wësst op wat fir enger Plaz Der eng Fro musst stellen, fir dass ech mech net brauch ze ploe fir den Iwwergang vun deem enge Punkt zu deem aneren ze fannen, well d'Äntwert op Är Fro, déi kënnt nämlech elo direkt an deem nächste Punkt; fir de Rescht ass d'Fro awer richteg.

Ech hu beim Dépôt vum Budget a bei de Budgetsdebatten iwwert d'Joer 2004 an d'Joer 2005 geschwat a gesot, wann alles bleift wéi et ass, da kréie mir eng ganz schwiereg Situatioun am Joer 2005. Ech hunn an déser Ried gesot, mir wären nach net um Enn vun eiser Péng ukomm, mä mir wären nach matzen an der Péng an ech hu gesot, de Budget 2005, deen dierft jiddefalls net vill méi séier klammen, wéi de Budget vun 2004 an deen ass reell ëm 0,6% geklommen; déi niddregste Steigerung an de Lëtzebuerger Budgeten zënter 30 Joer.

An ech hu schonn e puermol iwwert dat Joer fënnef a sechs geschwaat. An dat, wat Dir als „Ënnerloossungssënn" hei ufëiert, ass keng Ënnerloossungssënn an och keng Sënn iwwerhaapt, well dat hu mer duergestallt, dass mir am Joer 2004 an am Joer 2005, wéi och schonn am Joer 2003, déi Steierréckstänn, déi mir notamment am Beräich vun der Kierperschaftssteier haten, esou séier ewéi méiglech géifen ophuelen an an d'Statskeess bréngen, wat jo och ganz normal ass an engem Moment wou ee roueg kann, och bei der Besteierung, Reservë leie loossen, mam gudde Gefill, do hunn ech nach Sue leien, déi ech kann anzéien a wann een der net méi genuch huet, zitt ee se selbstverständlech an. Dat halen ech fir eng logesch Politik, déi besser ass, wéi eng déi aus Kierzungen, déi d'Konjunktur géife schiedegen, am Budget géif bestoen. Dann ass et jo awer besser et mobiliséiert een déi Suen, déi kënne besteiert ginn an déi ee kann an d'Statskeess bréngen.

An déi Politik féiere mir och virun, an et ass ganz richteg, dass déi Portioun, déi do war, natierlech ofhëlt. Aus deem Grond hu mer eis jo och beméit mat enger anerer Steierkategorie Betriber an d'Land ze bréngen, déi dat kënnen zum Deel kompenséieren. Ech muss mech jo zwar heiansdo e bëssen iergeren, muss ech soen, wann esou gemaach gëtt, wéi wann déi Tatsaach, dass AOL op Lëtzebuerg komm ass, well se keng Aarbecht géif schafen, eigentlech näischt wär.

Verstitt Dir, wann ech kucken - d'Steiergeheimnis hält mech dovunner of fir de Montant ze nennen -, wat déi Firma bis haut schonn an d'Lëtzebuerger Statskeess bezuelt huet a pro Joer wäert an d'Lëtzebuerger Statskeess bréngen, da kommen ech zur Konklusioun, dass ech mech ni onbedéngt muss dofir entschëllegen, dass mer dee Betrib hei an d'Land bruecht hunn. E schaaft ausserdeem 32 Aarbechten an dat ass och eppes wäert wann der geschaf ginn, et dierf net nëmmen eng Nouvelle si wann der ofgebaut ginn. Muer an iwwermuer kréie mir erëm Nouvellë wou Aarbechtsplazen a Betriber ofgebaut ginn, mä wann der 32 an engem Betrib bäikommen, dann ass dat eigentlech ni eng Nouvelle, dofir muss een déi Saachen emol heiansdo beienee leeën.

Zu de Reserven: Mir hunn 3 Milliarden Euro a mir haten 1,7 Milliarden Euro 1999.

**M. Jeannot Krecké** *(LSAP)*.- Dat sinn der net vill. Et sinn der 1,1 vun der IGF virgesi fir Enn 2004.

**M. Jean-Claude Juncker**, *Premier Ministre, Ministre d'État*.- Déi Dépensen, déi an deem pluriannuellë Programm tëschent 2003 - dat ass amgaangen ofgewéckelt ze ginn - an 2007 gemaach ginn, belafe sech op 1,8 Milliarden am Fonds des routes, am sanitäre Fong, am administrative Fong an am Schoulfong; 1,8 Milliarden. Vun deene Projeten, déi gestëmmt si ginn, ginn also 1,8 Milliarde bis 2007 ausginn an da falen nach weider 2 Milliarden u vun deene gestëmmte Projeten, déi bis 2007 net als Dépense optrieden, mä déi an deene Joren duerno mussen ausbezuelt gi wann déi Investissementer getätegt sinn. Dat heescht déi Reserv, déi mir elo an den Investitiounsfongen hunn, geet duer fir op d'mannst déi Investitiounen ze bezuelen, déi mir bis 2007 hunn, souguer doriwwer eraus.

Wann een elo dovunner ausgeet, dass vun 2007 un déi budgetär Alimentatioun un Investitiounsfongen, all Joer ëm 10%, stëmmt, a mir huelen emol u mir géifen ni méi en Excédent budgétaire kréien, dee mir kënnen an d'Fongen affektéieren, da belafen déi Fonge sech bis an d'Joer 2012, fir déi nächst Planungsperiodë vun 2007 un ze huelen, och erëm op 1,8 Milliarden, déi da fräsch dobäi sinn.

Dofir kann ee soen, dass déi Investissementer - och den Här Gibéryen hat déi Fro gestallt -, déi hei vum Parlament décidéiert gi sinn, déi Investissementer kënne bis 2007 bis zu 1,8 Milliarde bezuelt gi mat de Moyenen, déi d'Fongen hunn. Se hunn awer ëmmer 1,2 Milliarde méi, an d'Opstocke via Dotation budgétaire annuelle vun 10% bréngt eis ouni Problem bis an d'Joer 2012.

Dofir ass et falsch fir ze soen, déi Reservë vun 3 Milliarden wäre ganz entaméiert duerch Investissementer. Et ass richteg fir ze soen, dass déi Investissementer, déi an der nächster Legislaturperiod geplangt sinn, mat deene Moyenen, déi elo schonn do sinn an zur Verfügung stinn, kënne getätegt ginn. D'ailleurs mir hu jo elo 76 Milliounen Euro Excédentë gemaach, do kënnt natierlech dee gréissten Deel och erëm an d'Investitiounsfongen, déi hunn ech hei bei där Betruechtung nach guer net matbehandelt.

Déi Transportinvestissementer vun deene geschwat gëtt an déi substanziell sinn, ma jo do muss een awer wëssen, dass dat net fir déi nächst zwee Joer ass, dat ass en Investissement, dee leeft ganz genau bis an d'Joer 2020. Do dierf een awer net soen, Dir hutt elo 3 Milliarde Reserven an da maacht Dir esou vill Milliarden Investissementer fir déi nächst 20 Joer an dann hutt Dir keng Suen, fir dat ze bezuelen. Ech weess och net, ob mir haut scho Sue genuch hu fir d'Statsbeamtepaien ze bezuelen. Ech weess och net, ob mir genuch Suen hu fir eisen Obligatiounen de Gemenge géigeniwwer nozegoen. Ech weess net ob mir genuch Obligatiounen hu fir déi Suen an dem Paiement virulafen ze loossen, déi mir par rapport zu eenzelne Betriber als Obligatioun contractéiert hunn.

Dir kënnt awer net alles, wat net schonn an der Keess läit, dohinner stellen als eppes wat ni géif kommen, an dat sinn Investissementer, déi am Transportberäich, notamment op der Eisebunn, sech bis an d'Joer 2020 strecken, an ech ka wierklech net akzeptéieren, dass ee seet, Dir hutt nëmmen 3 Milliarden, an esou vill wëllt Dir ausginn. Déi Milliarde sinn elo do an déi aner Investissementer, déi maache sech praktesch iwwer 20 Joer, dat kann een net matenee vergläichen.

D'Loi de garantie, den Här Gibéryen huet gesot: D'Leit froe sech wat dat ass. Mä eigentlech nëmmen, well hien dauernd dovunner schwätzt; mä bon.

***(Hilarité)***

Ech wëll lech soen - hien huet dat iwwregens och gesot - d'Bréisseler Kommissioun, an där Maastrichter Aart a Weis fir d'Defiziter ze rechnen considéréieren déi iwwert d'Loi de garantie getätegt Investissementer an hire Paiementseffeten net als eng Dette. Da gesinn ech och net an, firwat dass mir als eenzegt Land an Europa dat da sollen als eng Dette considéréieren, wa mer iwwer eis ëffentlech Schold musse Renseignementer ginn, well déi Renseignementer, déi solle jo richteg sinn an do solle jo keng feelerhaft Elementer dobäi sinn.

Mä ganz evidenterweis ass et esou, dass alles dat, wat iwwert d'Loi de garantie geet, muss rembourséiert ginn, an a Form vu Loyer fir deen Ausdrock nach eng Kéier zréck ze huelen, an dee steet am Budget. Dat heescht, d'Defizitberechnung vum Maastrichter Vertrag, hëlt dat als eng Dépense a rechent esou an ass dogéint, dass een dat als eng Dette betruecht, an dofir loosse mir dat och als Dépense stoen, a mir huelen et net als Dette, well mir bezuelen dat aus de Mëttele vum Fonds de la dette, dee mir mat 125 Milliounen dotéiert

hunn. Mir si jo dat eenzegt Land an Europa, wat scho Suen an der Reserve ugeluecht huet fir spéiderhin, an deem Moment wou se fälleg gëtt, déi Statsschold, déi ufält, kënnen ze bezuelen, an dofir mengen ech net, dass een dat einfach esou kéint als Dette, wéi eng aner Dette, considéréieren. Mä huele mer elo emol u mir géifen dat maachen

*(Interruption)*

Et ass keng Dette, dann ass och d'Pai vum Deputéierten eng Dette.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Dann ass alles eng Dette.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Jo, ebe just, et ass dat wat ech Iech wëll soen.

Also, Här Gibéryen, Dir sidd deen Eenzegen a ganz Europa - dat mécht Äre Charme, mä dat huet awer Grenzen -…

*(Hilarité)*

…, deen dat als Dette considéréiert, mä et kann een et net als Dette considéréieren. Ech weess och, dass mir dat eng Kéier musse bezuelen, sou wéi mir alles musse bezuelen, wat mir iwwert de Statsbudget lafe loossen an dofir huet et kee Wäert fir doriwwer…

M. Robert Mehlen *(ADR).*- …fir an Zukunft déi grouss Projeten ze finanzéieren.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Ma neen, ech mengen d'Gesetzgebung léisst net zou, dass een do all Méigleches iwwert d'Loi de garantie mécht. Mä fir den Här Gibéryen sinn also all Pensiounen, all Renten, all Paien an all Stroossen, déi musse bezuelt ginn a gemaach ginn, Scholden, well dat läit nach net do.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Neen, neen.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Also sinn et Ausgaben, dat heiten ass och eng Ausgab an dofir ass dat…

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Et ass eng Déviatioun.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Enfin, et ass gutt fir d'Stabilitéitssënner an Europa, dass Dir net zouständege Währungskommissär zu Bréissel gitt, soss géifen déi Dätsch an d'Fransouse manifestement 30-mol d'Joer d'Rad schloen, mat där Method, wéi Dir do un déi Saachen erugitt. Mä wann een dat géif als Dette rechnen - wat se net ass, et ass eng Dépense -, mä wann een dat géif als Dette rechnen, da géif eis Statsschold exakt 5,8% vum PIB bedroen, dat heescht et wär mat Ofstand nach ëmmer bei Wäitem déi niddregste Statsschold, déi et an Europa gëtt; ech wollt dat just eng Kéier am Zesummenhang duerstellen.

Wat d'TVA ubelaangt, do ass och geschwat ginn, wat fir Scholden, dass do nach wären, well et och eng Schold ass. Mä dat ass scho vill méi richteg eng Schold, awer net am Sënn vun där vun där mer schwätzen, mä am Allgemengen Opfaassungssënn vum Wuert. Ech wëll just soen, den 1. Abrëll vun dësem Joer hu mir net 800 Milliounen Euro ze rembourséieren, wéi dat heibanne gesot ginn ass, mä 708 Milliounen Euro bei den…

Une voix.- Dat waren d'Chiffre beim Budget, dee mir haten.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Jo, d'accord, mä dofir däerf ech jo awer hei soen, wéi se elo sinn.

Une voix.- Den 1. Abrëll!

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Den 1. Abrëll ass ëmmer gutt, fir d'Wourecht ze soen.

*(Hilarité)*

708 Milliounen Euro hu mer ze rembourséiere bei deene Betriber, déi nach an der Aktivitéit sinn - anescht kann een dat jo net kucken, ech gi jo kengem Suen zréck, deen et net méi gëtt, also mir si jo heiansdo Gelungener, mä et huet awer Grenzen.

708 Milliounen Euro musse mer zréckbezuelen, a mir hu bei deene Betriber, déi nach funktionéieren, déi also net faillite sinn an net verschwonne sinn, 461 Milliounen ze encaisséieren. Dat heescht an anere Wierder, dass mir netto 246 Milliounen ze rembourséieren hunn an net 800 Milliounen, wéi dat a séieren Duerstellungen heiansdo gemaach gëtt.

Do muss een derbäi wëssen, wann ee sech freet, wat fir ekonomesche Schued kann eigentlech doduerch entstoen, dass do net séier rembourséiert gëtt, dass déi déckste Montante selbstverständlech fir Betriber sinn, déi net zu Lëtzebuerg sinn, mä déi am Ausland sinn, déi also d'Lëtzebuerger Ekonomie net affektéieren, wat keng Ursaach ass, fir net ze rembourséieren, mä ech mengen de wirtschaftleche Schued, wa gefrot gëtt, wéi wierkt dat sech op eis Betriber aus, dee produzéiert sech net heiheem. An et muss ee wëssen, an där moderner Welt, an där Bannemaartwelt, an där steierharmoniséierter europäescher Welt, dass d'Fraude bei der TVA onwahrscheinlech zouhëlt - notamment d'Karussell-Fraude - an et gëtt allgemeng geschätzt, dass dat tëschent 10 a 15% vum Montant ausmécht. Déi muss een also och nach erofzéien, well dat stelle mir ouni Zweifel fest, wann déi Kontrolle gemaach ginn.

Firwat soen ech dat? Et ass onheemlech vill Fraude an Europa bei der TVA, besonnesch an Dätschland, awer och bei eis, well mir pechen do no drun, an et muss ee wierklech Millimeter fir Millimeter kontrolléieren, ier ee rembourséiert. Dat erklärt zum Deel och déi laang Remboursementszäiten, déi mir hunn, well d'Kontrollen, déi gemaach musse ginn, musse wierklech ganz intensiv sinn an och an engem grousse Verbund vun internationaler Zesummenaarbecht entre-temps gemaach ginn. Et ass mer just hei drop ukomm, well dat esou quietschfidel gesot gëtt, d'Loi de garantie, esouguer wann ee se als Schold géif rechnen, an de Remboursement bei der TVA, wäre scho méi wéi d'Reserven an den Investitiounsfongen an déi géifen och nach net duergoe fir déi Investissementer ze bezuelen, déi mer gemaach hunn. Déi zwou oder déi dräi Behaaptungen, déi si ganz einfach net richteg, an dofir hunn ech mir och erlaabt, dat a rouegem Gespréich hei duerzeleeën.

Dann ass hei gesot ginn, de Stat hätt en Astellungsstopp gemaach an dat géif eng Rei vu Problemer opwerfen.

Och den Diddelenger Buergermeeschter hat eng Kéier op der Televisioun gesot, beim Stat géif kee méi agestallt ginn.

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP).*- Ech hunn dat net gesot, ech hu gesot: De Stat huet en Astellungsstopp décidéiert. Dat hutt Der jo wuel!

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Voilà. Jo, an elo wëll ech emol erkläre wat dat ass, deen Astellungsstopp do; ech weess och net ob ech dat selwer esou genannt hunn, dat trauen ech mir zou…

M. Jeannot Krecké *(LSAP).*- Et ass esou genannt ginn.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Dat war bestëmmt den Här Frieden.

*(Hilarité et interruptions)*

Une voix.- Ah, dat ass ee vun deenen, déi net do sinn.

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP).*- Dee verdéngt der och e puer! Et ass net schued!

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Neen, d'Madame Err huet e schonn esou hei gebeetscht, sou dass ech fir d'éischt a mengem Liewen si och haut muss beetschen, wann ech nach Zäit hu fir dat ze maachen.

Mme Lydie Err *(LSAP).*- Ech huelen et mat Fassung.

*(Hilarité)*

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Ech fäerte ganz den Här Frieden awer och.

*(Hilarité)*

Et gëtt gesot, et ass en Astellungsstopp beim Stat. Dat ass net richteg, deen Ausdrock - falls ech e sollt gebraucht hunn, ech hunn en awer richteg erklärt - war dee falschen. Mir hunn décidéiert, dass am Numerus clausus keng supplementar Plazen am Joer 2004 bäigesat ginn, sauf 40 Plazen, déi am Laf vum Joer am Regierungsrot an op anere Plazen, meeschtens a mengem Büro, verdeelt gi fir wann Enkpäss kommen.

Ech hu jo a menger Ried gesot, mir géife 15 Giischtercher am Prisong bäisetzen, déi kommen natierlech nei dobäi, déi ginn aus deem Contingent vun deene 40 theoretesche Posten, déi mer geschafen hunn, geholl, well mir déi dringend brauchen, well d'Population carcérale ëm 70% zougeholl huet a mir do musse reagéieren. Datselwecht zielt fir d'Placeure vum Aarbechtsamt, déi kommen och eraus aus deem Contingent vun deene 40 Leit. Mä déi Leit, déi pensionéiert ginn - dat wollt ech dem Gast Gibéryen soen -, déi gi selbstverständlech ersat.

Dat heescht, dass dauernd beim Stat agestallt gëtt, soss bräichte mir jo och keng Statsexamen dauernd ze organiséieren - et brauch een och geschwë keng méi ze organiséieren, wann ee kuckt, dass bal keen e méi packt, mä ëmmerhi ginn der awer nach organiséiert - esou zwar, dass an dëser Legislaturperiod, well gesot gëtt, d'Verwaltunge fänken un net méi gutt ze funktionéieren, 2.569 Leit vun 1999 u beim Stat agestallt gi sinn, souwuel Fonctionnaires, Employés an Ouvriers de l'État an ech kann net gleewen, dass de Lëtzebuerger Stat in toto iwwer net genuch Beamten a Mataarbechter géif verfügen, fir sengen Aarbechten nozekommen.

Ech kennen och Enkpäss op eenzelne Plazen an ech mengen, dass awer wierklech, bei der Astellungspolitik beim Stat, keng oniwwerluechten an iwwerdriwwen Erspuernisser an deene leschte Jore gemaach gi sinn. An doriwwer kann een éiweg laang streiden. Ech denke schonn en halleft Mënscheliewen driwwer no, ech fannen awer och an där zweeter Halschent dovu keng Äntwert drop, wéi een se do wou ee vläicht den Androck huet et wäre Leit ze vill, kéint eriwwerréckelen als Posten, net als Leit, op déi Plaze wou der net genuch sinn.

Dofir hu mer och, fir där Saach e bëssen nozekommen, parallell zu dem Numerus-clausus-Stopp décidéiert, dass net jiddfereen, deen a Pensioun geet, op där Plaz ersat gëtt, wou e fortgeet, mä dass all Kéiers muss bewise ginn, dass een dee Poste wierklech op där Plaz brauch, wou elo ee pensionéiert gëtt. Dat hate mir och an där fréierer Regierung gemaach, mat grandiosem Succès, well mir haten a fënnef Joer siwe Leit fonnt, déi mir esou net ersat hunn. Ech hoffen, dass mir dës Kéier e bësse méi fündeg ginn, wa mir erëm eng Kéier fresch un déi Saach erugInn.

Zum IVL géif ech schrecklech gäre vill soen - och fir mengem Frënd Jempy Klein entgéintzekommen, wat ech ëmmer maache wann et nëmme geet, fir e bëssen iwwert d'Gemengen ze schwätzen, well hien héiert mech esou gären iwwert d'Gemenge schwätzen -…

M. Jean-Pierre Klein *(LSAP).*- Ech sinn e Gemengepapp!

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Majo, den Här Klein ass e richtege Gemengepapp, mä ech kann em awer déi Freed net all Joer maachen, well all Kéiers wann ech mat em driwwer schwätzen, ass en net d'accord mat deem, wat ech him do soen, a well ech dat, esou um Enn vun enger Legislaturperiod schlecht verdroen, den Här Klein am offenen Désaccord mat mir wandelen ze gesinn, wollt ech awer dës Kéier näischt méi iwwert d'Gemenge soen.

Sauf beim IVL, wou mir iwwert déi extrem wichteg an dichteg am Sënn vun dicht Problemballung um Plang vun de Gemengen am Zesummenhang mam IVL geschwat hunn. Ech weess och net richteg wéi mer déi Debatt elo sollen an déi richteg Bunne lenken, well eng Saach ass et - dat ass net esou schwammeg, wéi de Lex Bodry gesot huet -, fir eng Moderniséierungsdebatt unzekënnegen, dat huet och mam IVL ze dinn, dat ass bal esou schwammeg wéi e Plan de relance, dat ass dat, wat déi konservativ Premierministeren ëmmer a Frankräich gemaach hunn, de Raymond Barre an den Edouard Balladur - et gëtt net méi esou schrecklech vill vun hinne geschwat hautdësdags, obschonn et ganz dichteg Leit waren -, déi hunn ëmmer e Plan de relance gemaach, dat ass esou e schwammege Begrëff wéi Moderniséierungsdebatt.

*(Interruption)*

Jo, jo, beim IVL sinn der jo och dran. A wann ech Moderniséierungsdebatt soen, am Zesummenhang mat der Lissabon-Agenda, déi läit jo op an déi kann ee jo liesen, da weess jiddfereen, dass do Spannendes op de Säite steet an dass een dat och muss zesumme maachen, wann een dat wëllt eenegermoossen am Gréff behalen. Mä wéi mer déi Debatt iwwert den IVL organiséiert kréien, dat ass mer net ganz kloer an deem Mooss, wou ech gemengt hu kënnen ze soen, dass déi Debatt éischter ze spéit wéi ze fréi géif kommen, huet een e schlecht Gefill wann een elo seet, elo diskutéiere mer dat emol dräi Joer an da kucke mer emol.

Well mer kënnen awer och net mat allen Investitiouns- an Infrastrukturaarbechten eigentlech eng Pause - ee Moratoire, wéi dat heiansdo heescht - vun dräi Joer aleeën. Et muss jo awer och op ville Pläng, och aus wirtschaftlechen a soziale Grënn, virugoen. Mir mussen eis emol no de Wahlen eng Kéier genau iwwerleeë wéi mer déi Debatt do ugInn. An ech hat gemengt, et wier eng gutt Saach, wann een elo direkt géif de Wirtschafts- a Sozialrot mat engem Avis iwwert den IVL befaassen an dat hat ech och wëlles der Regierung den nächste Freideg, also mar, virzeschloen, dass um Niveau vum Wirtschafts- a Sozialrot e ganze Koup Aarbechte kann ugeholl ginn, déi dann och ganz vill Leit musse kënne komme loossen, mat deene schwätzen, dat si jo och Leit aus der Société civile, Mouvement écologique an anerer, déi och dozou eppes ze soen hunn an dat léisst een herno natierlech an dee Conseil supérieur du développement durable alafen, wou dat jo leschten Enns awer och schlësselméisseg higehéiert.

Mä wa mer elo mol mat engem Avis vum CES ufänken, dat ass ëmmer nëtzlech, déi Avisë sinn awer am Regelfall gutt. Den Här Asselborn liest dauernd…

*(Interruption)*

Jo, jo. Ech hat jo gesot, ech géif mech op d'Zong bäissen an et géif mer ënnert de Fangere brennen, fir eppes driwwer ze soen. Mä domadder sinn ech awer zum Beispill d'accord, datt een do muss mat esou Initialzündungen ufänken. Trotzdeem ass et awer gutt, och aus Sensibiliséierungsgrënn a well de Wirtschafts- a Sozialrot a sengem Joresavis relativ vill driwwer geschriwwen huet, dass een en domadder befaasst, do sëtzen awer Gewerkschaften, Patronatsorganisatiounen a Regierungsexperten, an dat däerf awer net esou goen, dass ee seet: Elo maache mer näischt bis mer deen Avis vum Wirtschafts- a Sozialrot erëm hunn. Dat heescht, dee muss also eng stramm Terminsetzung kréien an da kucke mer eis dat un a mäi Wonsch wier et, dass hei am Haus esou dacks wéi méiglech géif iwwert den IVL geschwat ginn, well soss behält een dat net an der wënschenswäerter Form an där och wënschenswäerter nationaler Debatt.

Iwwert d'Flüchtlinge wollt ech nach e Wuert soen.

Ech wëll mech elo net mat der Madame Err huelen. Dat wëll ech net maachen.

Mme Lydie Err *(LSAP).*- Genéiert Iech net.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Dach, éierlech gesot dach.

Ech kennen d'Madame Err esou laang, dass ech net géif wëllen op deen éischten autobiographesche Schwächemoment sprangen, deen hir, vun un, dass ech se observéieren, geschitt ass an dofir loossen ech deen onkommentéiert laanschtgoen, mä et war an der Saach falsch a fir de Minister beleidegend an et seet een net iwwer aner Leit, dass se keen Häerz hunn, wann een dat net kann...

Mme Lydie Err *(LSAP).*- Ah, ech hu vun der Politik geschwat, net vun deem zouständege Minister.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Ech kréien déi awer och an der öffentlecher Debatt schlecht dissociéiert, deen, deen d'Politik mécht, an dat, wat Politik ass.

Onofhängeg dovun, Här Gibéryen, haalt op mat där Saach. Och den Här Mehlen hat dat schonn eng Kéier an enger Debatt gemaach.

Dir braucht Iech net ze wonneren, Här Mehlen, dass Dir esou denkt wéi den Här Gibéryen an den Här Gibéryen sou wéi Dir, well Dir sidd déiselwecht Zort.

M. Robert Mehlen *(ADR).*- Jo, et ass grad wéi bei Iech.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Do hunn ech Zweiwelen.

*(Hilarité)*

Do hunn ech grouss Zweiwelen. Haalt einfach op ze soen, d'Regierung hätt bewosst näischt gemaach fir d'Verkierzung vun de Prozeduren, nëmme fir kënne kuerz virun de Wahlen, eng méiglechst grouss Zuel vu Réfugiéë manu militari, wéi eenzel anerer soen, heemzeschécken. Dat mécht een net. Dat soll een net maachen. Dat passt sech net an dat ass och net esou. Esou krank sinn eis Geeschter net.

Ech gi jo zou, dass mer heiansdo e bësse geckeg sinn, mä esou krankhaft si mer net veranlagt, fir mat esou bëllege Methoden ze probéieren hei am Land Politik ze maachen. An Dir sidd och elo an engem Zoustand ukomm, wou Der éierlech gesot, dat doten net méi

néideg hutt an dofir géif ech Iech wierklech froen, dat doten ze ënnerloossen.

Ëmsou méi, wou et an der Regierungserklärung vun 1999 richteg war, dass mer do gesot hunn, mir géife probéieren d'Prozeduren ze verkierzen, fir dass do méi ee Prozedere géif an dat schwieregt Politikfeld kommen, dee méi akzeptabel wier fir d'Leit, déi betraff sinn, a fir eis selwer. An da kënnt Der einfach net soen, mir hätte bis un d'Enn vun der Legislaturperiod gewaart fir dat ze maachen.

Dat ass alles net séier genuch gemaach ginn - dat weess ech -, mä Dir erënnert Iech drun, dass am Joer 2000 hei e Gesetz iwwert de Statut temporaire vun de Réfugiéë gestëmmt ginn ass, wat de Justizminister abruecht huet. An an deem Projet de loi hat de Justizminister virgeschloen, fir eng Instanz ze kappen - wann ech hei dat emol, net ganz frëndlech ausgedréckt, esou ka beschreiwen -, fir dass déi Décisiounen, déi d'Flüchtlinge betreffen, méi séier kënnte geholl ginn. „Aufschrei des Entsetzens" am Conseil d'État, deen dat mat formeller Oppositioun beluecht hat an och d'Chamber ass net mat op dee Wee gaangen op deen d'Regierung do wollt goen.

Als Schmalspurjurist däerf ech soen, dass ech bei esou Saache jo och ëmmer Bedenken hunn, well den double degré de juridiction, dat ass keng Klengegkeet. Mä du war et proposéiert ginn, wéinst deene ganz ville Leit, déi mer dee Moment kritt haten, fir séier kënnen och um juridictionnellë Plang ze décidéieren. D'Chamber huet dat Gesetz, mat Ausnahm vun eise gréngе Kolleegen, gestëmmt. Et ass och an der Kommissioun gestëmmt ginn. D'Chamber war mam Conseil d'État d'accord fir déi Méiglechkeet, déi mer do hate fir d'Prozeduren ze verkierzen, erauszehuelen. Ech sinn am Iwwregen der Meenung, dass dat och gutt eraus war, wann ech mer dat vun der leschter…

**Une voix.-** …gehollef, et geet ëm e Mount!

**M. Jean-Claude Juncker,** *Premier Ministre, Ministre d'État.-* Ech wëll Iech och soen, dass de Justizminister elo en neie Projet gemaach huet an dass ech dann hoffen, dass deen, well dee jo e bëssen anescht gestréckt ass, dann och d'parlamentaresch Hürde kann huelen, obschonn ech och do scho vill Bedenken a Bedenkleches och heiansdo héieren.

Mä souguer wa mer e Gesetz gehat hätten - dat wëll ech awer nach soen -, wat et erlaabt hätt d'Prozeduren onwahrscheinlech ze accéléréieren, se total ze verkierzen, dann hätt dat un der Situatioun vun de Flüchtlingen zu Lëtzebuerg an un eiser Situatioun mat hinne guer näischt gehollef, well mir hate keng Accords de réadmission mat deene Länner, mat deene mer der hätte missen hu fir dann déi Flüchtlingen, déi méi séier déboutéiert gi wieren, an hir Länner zréckzeféieren.

Et ass jo dowéinst wou souwuel d'Ausseministesch wéi virun allem de Justizminister sech d'Been an Europa stompech gelaf si mat dem fréiere Jugoslawien, mat Mazedonien, mam Montenegro, mat Albanien, mat jiddferengem, fir esou Accords de réadmission ze kréien. An eréischt wann een där Accords de réadmission huet, dat heescht also Accorden, dass déi Länner obligéiert sinn, déi, déi mir hei als Flüchtlingen net unerkennen, och erëm bei sech opzehuelen, mécht et och iwwerhaapt Sënn, dass een d'Prozedure verkierzt, well all verkierzte Prozedur hëlleft näischt, wann um Enn vun der verkierzter Prozedur keng Léisung fonnt gëtt.

An dofir géif ech wierklech häerzlech drëm bieden, dat mat méi Nuancen ze betruechten, wéi och d'Tatsaach méi nuancéiert ënner Examen ze huelen, déi doranner besteet fir ze soen: Zu Lëtzebuerg klëmmt d'Zuel vun de Flüchtlingen am leschte Joer ëm 123% an an deenen anere Länner fält se relativ staark, bis zu 60%. Dat huet wierklech näischt mat méi kuerze Prozeduren ze dinn, well déi sinn an deene seltenste Fäll méi kuerz.

Dir musst mol kucken, déi Länner, déi Dir opgezielt hutt, wat fir ofschreckend Politiken, dass déi Regierunge géint Flüchtlinge gemaach hunn; notamment eis Nopeeren hei an der Belsch. An enger Regierung wou keen derbäi war, deen och nëmmen am entferntesten an de Verdacht kënnt kommen zu menger Bluttgrupp ze gehéieren, mä soss sinn awer dräi Bluttgruppen heibanne vertrueden, déi an där leschter belscher Regierung vertruede waren, déi einfach décidéiert huet, dass d'Flüchtlingen net ee Frang, net een Cent méi kréien, mä dass se nach just eppes ze iesse kréien an dass se logéiert ginn.

Dass se an Holland - en ähnleche Fall - iwwerhaapt näischt méi bezuelt kréien, mä dass se alleguer, net an Halen, wéi ech dat mol eng Kéier gesot hunn, mä regelrecht a Lagere sëtzen an och elo nach mat anere Schikane geplot ginn.

Et ass och an Dänemark esou eng Politik gemaach ginn, déi a mengen Ae ganz schlëmm ass, wat den Ëmgank mat de Flüchtlingen ubelaangt. Déi Politiken,…

**Une voix.-** Déi gehéieren awer zu Ärer Bluttgrupp.

**M. Jean-Claude Juncker,** *Premier Ministre, Ministre d'État.-* Wat gelifft, d'Dänen? Ma, wann Der net gitt!

***(Hilarité et interruptions diverses)***

**M. Jeannot Krecké** *(LSAP).-* An d'Hollänner?

**M. Jean-Claude Juncker,** *Premier Ministre, Ministre d'État.-* D'hollännesch Politik deelt sech an zwou Phasen op: dat, wat se elo gemaach hunn an dat, wat an der Regierung vum Wim Kok gemaach ginn ass. An déi Politik beschreiwen ech hei, well an deem Joer huet et ugefaangen an Holland zréckzegoen, wou déi ganz restriktiv Moossname komm sinn.

Ech wëll hei fir mech soen - ech hoffen och fir meng Partei, do hunn ech nach kee gefrot, si kënne mer jo dann hiert soen -, géint déi Politike sinn ech an alle Fäll, well ech se fir mënschenonwürdeg halen, déi Politiken, déi an deene Länner gemaach ginn, wou d'Leit drangsaléiert ginn, wa se bis an engem Land sinn, fir dass se erëm séier fortginn an dann natierlech den arabeschen Tëlefon um Balkan esou fonctionnéiert, dass kee méi op d'Iddi kënnt dohinner ze kommen.

Et ass net déi Politik, déi mir wëllen. Ech hätt léiwer anstänneg rechtsstaatlech gutt encadréiert Verkierzung vun de Prozeduren, mat dann deenen Accords de réadmission, déi mer amgaange sinn ze kréien a vun deene mer eenzelner hunn, anstatt eng radikal Politik géint déi Leit unzewenden, wa se bis hei sinn. Mä, well den Här Gibéryen gemengt huet, si wieren nëmmen hei, well mir express d'Prozeduren net verkierzt hunn, wollt ech him awer soen, firwat dass déi massiv Abréch vun de Flüchtlingsstréim an deenen anere Länner ze observéiere waren.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech sinn den nächsten 1. Mee, um Dag vun der Aarbecht, net do wou ech soss ëmmer den 1. Mee gäre sinn, mä zu Dublin, wou mer eng Feier hu vun deene 25 Regierungschefe vun deene 25 neie Memberstaten, déi mer den nächste Samschden de Mueren hunn, wa mer aus enger laanger däischterer europäescher Nuecht erwächen. An ech war ganz frou hei festzestellen, dass all Fraktiounen, an iwwregens och mat relativ groussem Engagement, sech hei esou kloer an däitlech fir d'Erweiderung vun der Europäescher Unioun ausgeschwat hunn, déi jo net nëmmen eng Vergréisserung ass, mä eng Erweiderung am eigentleche Sënn vum Wuert; dofir ass dat Wuert jo och gewielt ginn.

Mir heibanne sinn dovun iwwerzeegt, dass dat de richtege Wee ass. Ech muss Iech soen, Dir wësst dat och, dass d'Leit dobaussen iwwerhaapt net dovun iwwerzeegt sinn, dass et fënnef Länner gëtt, laut Sondagen…

***(Interruption)***

Déi muss ee gleewe wann een näischt anescht huet, mä heiansdo huet ee se an da gëtt ee séier eppes bessere beléiert an dat kënnt geschwënn, dofir si Sondagen a Sondagen zwou verschidde Saachen, mä déi Meenungsëmfroen, déi mer hunn, beleeën, dass a fënnef Länner den Elargissement op Oppositioun stéisst, vun der Bäitrëttsfro vun der Türkei iwwerhaapt net ze schwätzen, déi ass nach domat net considéréiert, an dass d'Lëtzebuerger ganz ënnerschiddlecher Meenung sinn. Dat hält sech halbe halbe.

An dofir wier ech frou, wa mer elo an deenen nächste Woche bei d'Leit erausginn a mat hinnen diskutéieren a si mat eis, dass mer dann net aknécken, wann et ronderëm déi Froen do lassgeet. Ech loosse mech do um Lafenden halen.

Ech soen Iech merci!

**Plusieurs voix.-** Très bien.

## 2. Ordre du jour

**M. le Président.-** Kolleeginnen a Kolleegen, domadder wiere mer um Enn vun eisem Ordre du jour ukomm. Ech wëll Iech de vläicht nach Bescheed soen, wo es déi nächst Woch langgeht, do hu mer nach e ganz grousse Programm. Also et ass esou, dass d'Presidentekonferenz an hirer Sitzung vum 27. Abrëll Folgendes proposéiert:

D'Chamber siégéiert en Dënschden, de 4. Mee um dräi Auer, e Mëttwoch, de 5. Mee mueres um néng an nomëttes um hallwer dräi, an en Donneschden, de 6. Mee mueres um néng an nomëttes och um hallwer dräi. D'Sitzung vun en Dënschden an en Donneschden Nomëtte kënne bis no hallwer siwe verlängert ginn, déi vun e Mëttwoch Nomëtten dauert bis spéitestens hallwer siwen.

Um Ordre du jour steet:

1. en Dënschden de Projet de loi 5229 iwwert d'Konkurrenz, nom Modell 2;

2. de Projet de loi 5274 iwwert d'Grënnung vun enger anonymer Gesellschaft fir d'Distributioun vum Gas, nom Modell 1;

3. de Projet de loi 5227, eng Konventioun iwwert déi duebel Besteierung tëschent Lëtzebuerg a Malaysia, nom Basismodell;

4. de Projet de loi 5286, eng Konventioun iwwert déi duebel Besteierung tëschent Lëtzebuerg an der Türkei, nom Basismodell.

E Mëttwoch de Mueren:

1. d'Question avec débat N°40 vum Här Georges Wohlfart iwwert den Akerbau;

2. de Projet de loi 5103 iwwert d'Rockhal zesumme mat der Proposition de loi 4737 iwwert d'Schafung vun engem Établissement public „Centre de créations et d'événements musicaux Janis Joplin", nom Modell 1;

3. de Projet de loi 5269 iwwert den Echangeur op der Helfenterbréck, nom Modell 1;

4. de Projet de loi 5267 iwwert déi budgetär Upassung beim Bau vun der Saarstrooss, nom Modell 1;

5. de Projet de loi 5191 iwwert d'Organisatioun vun der Bauteverwaltung, nom Modell 1;

6. de Projet de loi 5266 iwwert déi budgetär Upassung bei verschiddene Bauteprojeten, nom Modell 1;

7. de Projet de loi 5226 iwwer en neit Gebai fir de Centre de Recherche public-Santé, och nom Modell 1.

E Mëttwoch Nomëtten:

1. de Projet de loi 5162 iwwert déi socio-éducatif Ariichtunge vum Stat, nom Modell 1;

2. de Projet de loi 5163 iwwert den RMG, nom Modell 1;

3. d'Projets de loi 5150 an 5151 iwwert d'Personnalité juridique vun der rumänesch- a serbesch-orthodoxer Kierch a vun der anglikanescher Kierch, nom Modell 1.

En Donneschden de Mueren:

1. de Projet de loi 4536 iwwert d'Verwaltung vun den Hëllefsdéngschter, nom Modell 2;

2. de Projet de loi 5264 iwwert den Ausbau vun der Beggener Kläranlag, nom Modell 1;

3. de Projet de loi 5265 iwwert den Ausbau vun der Hesper Kläranlag, nom Modell 1;

4. de Projet de loi 5318 iwwer eng nei Grenz tëschent der Schëfflenger an der Escher Gemeng, nom Basismodell.

En Donneschden Nomëtten:

1. de Projet de loi 5148 iwwert d'Ënnerstëtzung vum Mëttelstand, nom Modell 2;

2. d'Konsultatiounsdebatt iwwert de Plan sectoriel „mobilophonie", nom Modell 2.

Ass d'Chamber mat dëser Propositioun averstanen?

***(Assentiment)***

Et ass also esou décidéiert.

Dir Dammen an Dir Hären, domadder wiere mer um Enn vun der Sitzung ukomm.

D'Sitzung ass opgehuewen.

***(Fin de la séance publique à 19.18 heures)***

Chamber TV

och an der Rediffusioun all Sëtzungsdag vun 19:00 Auer un

Chambre des Députés
LUXEMBOURG

d'Chamber online op

www.chd.lu

**MARDI, 4 MAI 2004**

# 55E SÉANCE

**Présidence: M. Jean Spautz, Président**

## Ordre du jour

1. Communications

2. 5229 - Projet de loi relative à la concurrence

   *(Rapport de la Commission de l'Économie, de l'Énergie, des Postes et des Transports - Discussion générale - Lecture du texte du projet de loi - Vote et dispense du second vote constitutionnel)*

3. 5274 - Projet de loi modifiant la loi du 27 novembre 1973 autorisant la création d'une société anonyme pour l'approvisionnement du Grand-Duché en gaz naturel

   *(Rapport de la Commission de l'Économie, de l'Énergie, des Postes et des Transports - Discussion générale - Lecture du texte du projet de loi - Vote et dispense du second vote constitutionnel)*

4. 5227 - Projet de loi portant approbation de la Convention entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la Malaisie tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune et du Protocole y relatif, signés à Putrajaya, le 21 novembre 2002

   *(Rapport de la Commission des Finances et du Budget - Discussion générale - Lecture du texte du projet de loi - Vote et dispense du second vote constitutionnel)*

5. 5286 - Projet de loi portant approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République de Turquie tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune et du Protocole y relatif, signés à Ankara, le 9 juin 2003

   *(Rapport de la Commission des Finances et du Budget - Discussion générale - Lecture du texte du projet de loi - Vote et dispense du second vote constitutionnel)*

Au banc du Gouvernement se trouve: M. Henri Grethen, Ministre.

***(Début de la séance publique à 15.02 heures)***

M. le Président.- D'Sitzung ass op. Huet d'Regierung iergendeng Kommunikatioun ze maachen?

Une voix.- Neen, Här President.

M. le Président.- Dat ass net de Fall.

### 1. Communications

Ech maache folgend Kommunikatiounen:

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille, de la Solidarité sociale et de la Jeunesse, a déposé au Greffe de la Chambre des Députés, en date du 3 mai 2004, le projet de loi N°5336 autorisant la participation de l'État à la construction d'une maison de soins pour personnes atteintes de troubles psycho-gériatriques à Erpeldange.

Madame Lydie Polfer, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur, a déposé au Greffe de la Chambre des Députés, en date du 4 mai 2004, le projet de loi N°5335 modifiant la loi du 19 décembre 2003 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2004.

Mir kommen elo zur Diskussioun vum Projet de loi 5229 iwwert d'Konkurrenz. D'Riedezäit ass nom Modell 2 festgeluecht. Et si schonn ageschriwwen: den Här Sauber, d'Madame Delvaux, déi Häre Graas a Greisen. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, déi honorabel Madame Agny Durdu.

### 2. 5229 - Projet de loi relative à la concurrence

***Rapport de la Commission de l'Économie, de l'Énergie, des Postes et des Transports***

Mme Agny Durdu *(DP), rapportrice.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dee virleiende Gesetzesprojet ass hei an der Chamber den 31. Oktober 2003 déposéiert ginn. Folgend Volete ginn an dësem Gesetzestext traitéiert: engersäits ass et déi Adaptatioun um Lëtzebuerger Niveau vum Reglement N°1203 iwwert d'Mise en oeuvre vun de Konkurrenzregelen, déi an den Artikelen 81 an 82 vum europäeschen Traité festgehale sinn; et ass anerersäits d'Ofschafe vun eisem Office des Prix an et ass gläichzäiteg d'Asetze vun dem europäesche Prinzip, dass de Präis soll festgesat ginn duerch d'libre concurrence, de Prinzip, dass d'Ententë solle verbuede sinn, awer och mat hiren Exceptiounen, an d'Introductioun vun den Abus de position dominante.

Zu gläicher Zäit gëtt an dësem Gesetz eng nei Autoritéit hei am Land geschaf, nämlech d'Autorité nationale de concurrence, een Organ wat et bis ewell hei am Land net gouf an dat ass iwwerhaapt och eng Tradtioun, déi et bei eis am Land bis ewell net gouf. Fir d'Analys vun dësem Gesetzesprojet hate mir an der Kommissioun folgend Avisë virleien: ee vun der ULC, dann een Avis commun vun der Chambre des Métiers an der Chambre de Commerce an dann natierlech den Haaptavis an den Avis complémentaire vum Statsrot. D'Avisë vun der ULC a vun de Chamberen, muss ech ganz éierlech soen, waren am Fong geholl net extra kritesch mat dësem Gesetzesprojet, och net wat d'Ofschafe vum Office des Prix betrëfft. Par contre, huet de Statsrot eng ganz prezis Analys vun der Autorité nationale de concurrence, déi do ze schafe sollt sinn, gemaach an en huet genau sou wéi déi aner Aviseuren awer de Wonsch ausgedréckt, dass dës Autoritéit dann awer wierklech als independent Organ sollt fonctionnéieren; eng Meenung déi och vun der Kommissioun iwwerholl ginn ass.

Dat éischt Objektiv also vun dësem Gesetz ass d'Ofschafe vum Office des Prix. Dësen Office des Prix ass bei eis am Land an den Nokrichsjoren agefouert ginn, an enger Zäit wou dat en Organ war, wat mer wierklech och gebraucht hu fir de Marché eenegermoossen an d'Gläichgewiicht ze kréien. Et ass awer eng Institutioun op déi ëmmer manner an deene leschte Joren zréckgegraff ginn ass an dofir huet et sech elo och erwisen, datt se am Fong geholl net méi absolut notwendeg wär, sou datt mer se och mat rouegem Gewësse kënnen ofschafen, d'autant plus wou mer jo aner Regelen amplaz kréien. Parallell dozou ginn da folgend Prinzipien an dësem Gesetz agesat.

Éischtens, de Prinzip, dass de Präis duerch d'Konkurrenz vum Marché festgesat soll ginn. Et sinn awer och eng Partie Exceptiounen an dësem Gesetzestext virgesinn an dat ass éischtens, dass ee kann agräife wa konjunkturell oder strukturell Problemer op engem spezifesche Marché sinn. Da sinn déi spezifesch Reglementatioune vun de Präisser vun den Taxien a vun de Medikamenter bäibehale ginn;doriwwer hate mer an der Kommissioun eng länger Diskussioun. Dann, datt een déi spezifesch Situatioun iwwert d'Bensinspräisser, déi mer eben hunn, kann duerch de Contrat de programme viru regelen ass bäibehale ginn an da gëtt och d'Reglementatioun iwwert déi Indicatioun vun de Präisser bei Produkter a Servicer bäibehalen.

Weider iwwerholl ginn dann an dësem Gesetzestext déi europäesch Prinzipien, datt engersäits d'Ententë prinzipiell verbuede sinn, an och hei gëtt et awer Exceptiounen. Wann ee gesäit, datt d'Ententen am Intérêt vum Marché sinn, am Intérêt vun der Produktioun oder Produktivitéit, kënne se awer genehmegt ginn, an d'Abus de Position dominante ginn einfach excluéiert an do gëtt et och keng Méiglechkeet fir déi Position dominante schéin ze maachen, wann een en Abus de position feststellt, da si se ees wéi ees verbueden.

Dëse Gesetzestext, dat muss ee vläicht nach preziséieren, deen applizéiert sech op all d'Marchéen, sou gutt dee vun de Produkter a Servicer wéi de Marché public an de Marché privé, sou datt een also mat dësem Gesetzestext wierklech eng fundamental Regelung an eisem Konkurrenzrecht aféiert.

Déi wichteg Neierung, déi mer hei an dësem Gesetzesprojet virfannen, ass also d'Kreatioun vun enger Autorité nationale de concurrence. All deenen, déi den Text aviséiert haten, sougutt de Chamberen, wéi der ULC, wéi dem Statsrot, war dru geleeën, dass dës Autoritéit och sollt wierklech indépendant sinn an dass mat där Duebelméissegkeet, déi mer hu mam Conseil de la concurrence an der Inspection de la concurrence, och dës béid Organer sollten indépendant ee vum anere schaffen. Ech wëll awer och ënnerstraïchen, datt dës Autoritéit eng administrativ Autoritéit ass; et ass keng Geriichtsbarkeet, dat wëll ech extra ënnerstraïchen, fir dass do och herno an den Diskussioune keng Mësselen entstinn.

Déi Autorité nationale de concurrence setzt sech also zesummen engersäits aus dem Conseil de la concurrence an anerersäits aus der Inspection de la concurrence. Dee Conseil de la concurrence ass een Organe collégial, dee sech zesummesetzt aus engem President an zwee Conseilleren. De President huet am Prinzip e Mandat fir siwe Joer, dat renouveléiert ka ginn. Ee Conseiller kënnt - obligatorescherweis - aus der Magistratur an ee Conseiller kënnt aus dem Monde économique oder et ass een, dee besonnesch an dem Beräich vun der Ekonomie bekannt ass; all awer musse se eng universitär Formatioun am Droit oder an der Ekonomie hunn.

Bei der Inspection de la concurrence hirersäits war am initiale Gesetzestext virgesinn, datt de President vum Conseil de la concurrence och de Chef vun der Inspection de la concurrence sollt sinn. Dat war awer eng Meenung, déi gouf net vum Statsrot gedeelt an ech muss Iech och soen, d'Kommissioun war och mat däser Approche net frou; ech ënnerstraïchen awer, datt d'Chamberen do manner Problemer haten. Nëmme mir waren an der Kommissioun der Meenung, dass mer do erëm eng Kéier géinge riskéieren eng Affaire Procola ze kréien, dofir hu mer se wierklech kloer scindéiert: dat eent ass de Conseil de la concurrence an dat anert d'Inspection de la concurrence, wou de Chef, wann ech dat elo emol esou däerf soen, also d'Haaptpersoun, e Rapporteur général ass. Da gëtt et nach ee Rapporteur an et gëtt Inspekteren, an dës Leit kommen dann aus de Carrières supérieure a moyenne aus dem Ministère an och hiert Mandat ass eent vu siwe Joer.

Wéi kann een dee Conseil de la concurrence elo saiséieren? Do ginn et am Fong geholl véier Personnen, déi dat kënne maachen, engersäits d'Inspection de la concurrence oder eng Personne physique ou morale oder eben de Minister selwer. De Conseil constatéiert, ob dann elo eng Infraktioun zu dësem Gesetzestext, respektiv zu den Artikelen 81 an 82, virläit an e kann dann och déi néideg Mesuren ergräifen, zum Beispill Mesures conservatoires, fir emol an enger éischter Phas d'Problematik anzedämmen.

Dann ass et awer och esou, datt hei zum Deel nei Elementer an dëse Gesetzestext mat era kommen, natierlech op der Base vun den europäeschen Texter, nämlech déi, dass e sech do kann engagéieren. Ech erkläre mech: Wann de Conseil de la concurrence feststellt, dass Infraktioune sinn, da kann et esou sinn, dass deen, deen do Reproché gemaach kritt, ka soen: Ech halen elo direkt domadder op an ech engagéiere mech dat an dat ze maachen. Esou Engagementer kënne vum Conseil de la concurrence guttgehale ginn an dat ass am Fong geholl eng nei Approche, muss een esou soen, déi hei an eise Rechtssystem afléisst, mä wat ech awer net méi schlecht fannen.

D'Inspektioun op hirer Säit huet relativ schaarf a relativ vaste Pouvoire wann et drëm geet fir ze kucken: Sinn déi Infraktiounen, déi eis dénoncéiert ginn, ginn oder net ginn? Fir d'éischt ginn emol einfach Renseignementer gefrot a wann déi Renseignementer sech verdichten a méi Soupçonen opkommen, da kann et och bis zu Perquisitiounen a Saisië kommen. Mä dës Perquisitiounen a Saisië ginn awer ënnert der Autoritéit vun engem Juge d'instruction ausgefouert.

Vill Uleies hate mer an der Kommissioun, mä och besonnesch de Statsrot, wéi et hei drëm gaangen ass fir d'Rechter vun den Droits de la défense ze assuréieren an dass hei net abusiv Pouvoire sollte bei dës Inspektioun kommen. Hei hu mer eis am Fong geholl awer strikt un déi europäesch Texter gehalen, ebe mat deene prezisen textlechen Ausféierungen, déi de Statsrot gewënscht huet, sou datt mer an der Kommissioun der Iwwerzeegung waren, dass mer hei deenen engen an deenen anere Rechnung gedroen hunn.

Sanktiounen, déi natierlech vun deem Conseil ausgeschwat kënne ginn, sinn extrem empfindlech fir Entreprisen. 1 bis 5% vum Chiffre d'affaires kënnen d'Amendë bedroen an do kënnen da ganz stolz Zommen erauskommen. An ee vun de Problemer, dee mer haten - an dee war och vun de Chamberen opgeworf ginn -, war deen, wa Renseignementer gefrot ginn an déi sollten net komplett sinn, gëtt do eng Differenz gemaach tëschent deene Renseignementer, déi een intentionnellement zréckgehalen huet, an deenen, déi een einfach onkomplett erausgëtt, an d'Chamberen haten de Wonsch ausgedréckt, fir hei eng Differenz ze maachen.

Mir waren an der Kommissioun an där éischter Phas der Meenung, mir sollte beim europäeschen Text bleiwen a vu datt keen eng Differenz géing maachen, géife mir och keng maachen. De Statsrot huet awer do, esougutt a sengem éischten Avis, wéi a sengem Avis complémentaire, eng Opposition formelle gemaach a bei deem zweeten Avis hat e sech op eng Jurisprudenz Aalborg beruff, wou e gesot huet, respektiv d'Philosophie dovunner ass fir ze soen: Mat deenen Amenden, déi do zur Verfügung stinn, kann een am Fong geholl wierklech en Inculpé - dat ass am Fong geholl net dat richtegt Wuert - oder besser eng Gesellschaft oder eng Firma, déi do recherchéiert, op déi Aart a Weis zwénge fir Renseignementer erauszeginn, obschonn déi Renseignementer am Fong geholl misste vun der Inspection de la concurrence zesumme gesicht ginn. Aus deem Grond huet de Conseil d'État eng textuell Ännerung an dem Artikel virgeschloen an déi hu mer dunn och an eiser leschter Sëtzung iwwerholl.

Aner Problematiken, déi mer bei den Ausféierunge vun dem Fonctionnement vun der Inspection de la concurrence an och beim Conseil de la concurrence fonnt hunn, waren engersäits de Secret d'affaire et d'industrie an anerersäits de Secret professionnel.

Beim Secret d'affaire et d'industrie hat den initialen Text sech einfach un deen europäeschen Text ugelehnt, deen do am Fong geholl erméiglecht gewëssen Aschränkungen ze maachen. De Statsrot war op senger Säit der Meenung, datt wann ee sech kéint hannert senge Secrets d'affaire et d'industrie verstoppen an datt een op déi Aart a Weis d'Griefen, déi géint ee formuléiert wären, net all kënnt gesinn, da kënnt den Droit de la défense net onbedéngt assuréiert ginn; och hei huet de Statsrot sech op d'Jurisprudenz Aalborg beruff an huet Propositions de texte gemaach, déi mer do iwwerholl hunn.

Beim Secret professionnel hu mer ähnlech Diskussioune gehat, well den initialen Text hat op Base vum europäeschen Text virgesinn, dass kee méi de Secret professionnel kënnt invoquéieren à l'encontre vun der Inspection de la concurrence. Och hei waren d'Chameren an de Statsrot vill méi restriktiv agestallt mat den Iddien, déi mer iwwerholl hunn a wou mer och déi textuell Ännerungen agefouert hunn, déi sech do als néideg erwisen hunn, fir dass awer de Secret professionnel wäitméiglechst viru garantéiert ass.

Ee ganz wichtegt Kapitel, wat dee Conseil de la concurrence oder wat déi Autorité nationale de la concurrence betrëfft, ass deen, dass se wäert musse kooperéieren. Kooperéiere mat den Autoritéis nationales de la concurrence aus deenen anere Länner a kooperéiere mat der Kommissioun vu Bréis-

sel. Mir si bis ewell dat eenzegt Land gewiescht wat keng esou eng Autorité nationale de la concurrence hat. Wéi gesot, mat dësem Text féiere mer mol esou eng Institutioun an.

Mir hunn also relativ wéineg Erfahrung an dësem Beräich, mä där Kooperatioun an där Assistenz géintiwwer si mer natierlech net negativ agestallt, mä ech géif éischter soen, mir wären hir virsiichteg géintiwwer agestallt. Dës Meenung ass och gedeelt gi vun de Chamberen a vum Statsrot, an dofir hu mer bestëmmte Garantië probéiert anzebauen, fir dass och hei net op eemol gewëssen Informatiounen, déi een huet, oder gewësse Méiglechkeeten, déi dee Conseil de la concurrence huet, kënnten ausgehielegt gi fir Zwecker, déi eis vläicht net géifen arrangéieren.

An déi Garantien, déi mer op déi Aart a Weis an eise Gesetzestext afléisse gelooss hunn, hunn eben an der Iddi vun der Réciprocitéit bestanen, an zwar esou, dass mir och nëmme kënnen Informatiounen huelen an erausginn, a souwäit och kënne kooperéieren, wann déi auslännesch Autoritéit deem nämlechte Secret professionnel ënnerläit an och déi nämlecht Kompetenzen huet. An et ginn och keng Informatiounen aus eisem Land eraus, wann eng Firma oder wann ee Betrib well um Pénal inculpéiert ass wéinst deenen nämmlechte Faiten oder wa well eng Prozedur hei am Land amgaang ass. Op déi Aart a Weis hu mer probéiert e Maximum vu Garantien op eis Säit an deem dote Beräich ze huelen, ouni der Obligatioun vun der Kooperatioun an der Assistance, déi mer aschreiwen, ongerecht ze ginn.

Da gesäit dëse Gesetzestext des Weidere vir, dass dës Autorité nationale de concurrence derzou beruff ass mat eise Riichteren, eise Geriichter am Allgemengen, ze kooperéieren an och mat den Instituts régulateurs aus deene verschiddene Secteuren. Well wéi gesot, de Conseil de la concurrence ass un all Secteur vun eiser Ekonomie interesséiert an net un engem Bestëmmtenen, sou dass och d'Relatioune mat deene sektoriellen Instituter musse garantéiert sinn.

An zum gudde Schluss wollt ech Iech nach just soen - an dat och fir Iech nach eng Kéier ze rappeléieren -: Déi Autorité nationale, déi mer hei kreéieren, ass eng Autorité administrative an d'Voies de recours si virum Tribunal administratif an do kann een esougutt - oder subsidiaresch, dat hänkt dervunner of wéi d'Situatioun ass - e Recours en réformation wéi e Recours en annulation introduiséieren.

Voilà, Här President, mir hunn dëse Gesetzestext eng leschte Kéier de 27. Abrëll an eiser Kommissioun analyséiert an och do dëse Projet de rapport adoptéiert an ech wollt Iech am Numm vun der Kommissioun recommandéieren, dëse Gesetzesprojet ze stëmmen.

Ech soen Iech merci!

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Als éischte Riedner ass den Här Marcel Sauber agedroen. Den Här Sauber huet d'Wuert.

***Discussion générale***

M. Marcel Sauber *(CSV)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, eng nei Gesetzgebung iwwert d'Konkurrenzwiese steet an d'Haus. Duerch de Projet de loi relative à la concurrence, dee mer hei diskutéieren, gi mat engem Fiederstréch fréier Gesetzer a Reglementer, déi verschiddentlech gewëssermoossen als helleg Kéi ënner Denkmalschutz stoungen, ofgeschaaft an duerch fundamental nei Dispositiounen ersat.

D'Ofschafe vun engem Gesetz ass net onbedéngt eppes Neies. An dësem Fall ass et awer eppes wesentlech Neies. Eng al Philosophie, déi sech hei zu Lëtzebuerg ze laang gehalen hat, gëtt duerch eng nei Approche, duerch eng nei Denkweis, déi an anere Länner scho laang bestanen huet, elo och hei ersat. Den Dirigismus an der Wirtschaft huet nach ni eppes bruecht a ka sech op laang Weil och net halen.

Här President, wann ech mech a menger Interventioun hei op e puer wichteg Aspekter limitéieren, da fänken ech mat der Ofschafung vun dem Office des Prix un. Den Office des Prix huet säin Ursprong, wéi virdru scho gesot, an der Nokrichszäit. Hat hien deemools vläicht kuerzfristeg e Sënn, well eben den normale Maart net konnt fonctionnéieren, well d'Offer net vis-à-vis vun der Demande déi richteg Roll konnt spillen, sou war dat duerno net méi de Fall. Zumindest dunn, wéi de Marché équilibréiert war a wéi keng Abusë méi do waren, hätt den Office des Prix misste staark a senge Rechter beschnidde ginn; dat ass awer bei eis net de Fall gewiescht.

Den Exposé des motifs vum Projet, dee mer hei diskutéieren, gëtt am Fong d'Entwécklung vun de Gesetzgebung a vun de Reglementer iwwert den Office des Prix relativ gutt erëm. E schount och net mat der Kritik bei der Analys vun den Texter, déi bis elo bestanen hunn, och wat hir Effikassitéit um Terrain mat sech bruecht huet.

Den Office des Prix hat sech zu engem regelrechte wirtschaftlechen Interventiounsinstrument entwéckelt, dat d'Inflatioun sollt meeschteren. Den Ausdrock „staatlechen Dirigismus" ass méi wéi eng Kéier gefall; et pour cause. Well wann een zréckkuckt: Den Office des Prix huet praktesch d'Handelsmargen autoriséiert, en huet se och kontrolléiert, d'Präiserhéijungen hu misste vun him autoriséiert ginn, en huet Héchstpräisser fixéiert, en huet individuell Verkafspräisser festgeluecht an en huet och dee berühmte Prix normal interpretéiert an appréciéiert. An obschonn datt iwwerhaapt keng Handhab do war, weder textlech nach soss, goufen et awer Strofen.

Fir d'Handwierker an d'Commerçante war et eng regelrecht Schikanerei, wann et drëm gaangen ass fir e Präis un d'Entwécklung vun de Käschten, och wann et vun de Lounkäschte war, unzepassen. An ech schwätzen hei aus Erfahrung, well ech méi wéi eng Kéier un esou enger Verhandlung Deel geholl hunn. Um Terrain selwer huet déi ganz Gesetzgebung awer wéineg iwwerzeegend Resultater mat sech bruecht. Jo et koum souguer zu Situatiounen, wou dee faméise Prix maximum d'Konkurrenz praktesch ausgeschalt huet, well ebe jiddferee sech dann un dee Präis gehalen huet, wou normalerweis bei fräier Konkurrenz dee Präis vläicht hätt kënne falen. De System war u sech deelweis also och pervers.

D'Präisfräiheet ass mat der Zäit d'Regel gi bei alle westlechen Ekonomien an Europa, just Lëtzebuerg huet sech relativ schwéier heimat gedoen. Eist Land huet am Fong als eenzegt Land vun der Union européenne, jiddefalls offiziell, un enger staatlecher Reglementatioun vun de Präisser festgehalen, an dat obschonn d'fräi Konkurrenz an d'fräi Formatioun vun de Präisser eigentlech Viraussetzunge ware fir dass nei Länner an d'EU opgeholl konnte ginn. Lues a lues ass d'Präisregulatioun dann awer och hei zu Lëtzebuerg ofgebaut ginn, dat awer an engem Mooss, datt se haut, net wéi dat fréier de Fall war, verträglech war.

D'Konkurrenz belieft de Maart an de Maart ergëtt de Präis. D'Konditioun ass, datt eben de Maart muss funktionéieren, datt en och funktionéiert an datt e richteg funktionéiert.

Duerch dëse Gesetzesprojet gëtt dann elo d'Gesetzgebung iwwert den Office des Prix ofgeschaaft an datselwecht geschitt mat dem Gesetz vun 1970 iwwert d'Pratiques commerciales restrictives. Fir d'Zukunft gëtt et dann och elo hei am Land de Prinzip vun der fräier Bildung vun de Präisser. Ausnahme sinn awer och am Gesetz virgesinn oder kënnen ënner besonnesche Viraussetzungen an Ausnahmesituatiounen duerch Reglement agefouert ginn, wann de fräie Maart net méi richteg spillt. Dës Dispositioune kënnen dem Konsument entgéint kommen an dierfte verschidde Befierchtungen entkräften.

Parallell zum fräie Spill vun der Offer a vun der Demande gehéiert awer och, an dat ass d'Konsequenz dozou, dass déi zwee Elementer effektiv fräi spille kënnen, a spille mussen. Dat bréngt mat sech de Verbuet vun den Ententen an de Verbuet vum Mëssbrauch vun de Positions dominantes.

Dës Prinzipie ginn elo nei an dem Projet konkretiséiert, woubäi déi néideg Vernetzung mat den europäesche Reglementatioune geschitt. Et ass also net déi absolut Fräiheet, mä eng encadréiert Fräiheet, déi d'Abusen ënnerbanne soll.

Als nei Instanz gëtt aus dësem Grond och e Conseil supérieur de la concurrence agesat. Dësem seng Missioun ass et als onofhängeg Verwaltungsautoritéit dofir ze suergen, dass d'Präisfräiheet och richteg funktionéiert. Weider gëtt eng Konkurrenzinspektioun geschaf, déi als Service beim Wirtschaftsminister funktionéiert. Hir Missioun ass d'Kloen ze beaarbechten an d'Verstéiss géint d'Gesetz festzestellen, se ze beaarbechten an de Conseil supérieur de la concurrence heimat ze befaassen. Op déi Detailaspekter vum Funktionéiere vun dëse Gremien a vun der praktescher Uwendung vum Gesetz, respektiv och vun de Garantien, déi mat agebaut konnte ginn, wëll ech hei net méi agoen. Déi honorabel Madame Durdu huet dat an hirem exzellente mëndlechen a schrëftleche Virtrag rapportéiert, e Rapport fir deen ech se hei och félicitéiere wëll.

Här President, eis Gesetzgebung iwwert d'Konkurrenz dréit och dem CE-Reglement Rechnung, wat eben dës Matière behandelt a wat sech da berifft op d'Artikelen 81 an 82 vum Traité. D'Kooperatioun mat der Europäescher Kommissioun a mat de Konkurrenzautoritéiten aus deenen anere Memberlänner gëtt och an dësem Gesetz konkretiséiert.

Europäesch an Hausmaachervirschrëften fanne sech an dësem Text erëm; wat munches méi einfach mécht. Iwwert dëse Wee soll eng kohärent an uniform Uwendung vun den Artikelen 81 an 82 vum Traité, wat d'Interpretatioun ubelaangt, fonnt ginn.

Här President, déi staatlech Agréffer an d'Bevirmëndung vun de Betriber an der Präisformatioun verschwanne prinzipiell an d'Abusë vun enger falsch verstanener Präisfräiheet gi verhënnert. Um communautäre Plang zéie mir mat deenen anere Länner gläich an eisen Droit économique huet eng nei, méi fortschrëttlech Nues kritt.

D'Auteure vum Projet hunn eng gutt Viraarbecht geleescht an et kann ee se nëmme félicitéieren, dass se an hire Reflexiounen d'Etüd vun dem Laboratoire de Droit économique du Centre de Recherche public Gabriel Lippmann vum Centre universitaire vun deemools iwwert déi heiteg juristesch Situatioun bei eis an an deenen anere Länner mat agebonnen hunn. Ofschléissend wëll ech dann och heimadden den Accord vu menger Fraktioun zu dësem Projet iwwerbréngen. Merci.

Une voix.- Très bien.

M. le Président.- Als nächst Riednerin ass d'Madame Mady Delvaux-Stehres agedroen. D'Madame Delvaux huet d'Wuert.

Mme Mady Delvaux-Stehres *(LSAP)*.- Merci, Här President.

Dir Dammen an Dir Hären, mat dësem Projet de loi transposéiere mir eng Direktiv vum Dezember 2002, an dat Opfällegst um Gesetz ass wahrscheinlech, dass mir eng nei Autorité de concurrence schafen. Lëtzebuerg war bis elo dat eenzegt Land an der Europäescher Unioun wat keng esou eng Autoritéit hat an d'Direktiv obligéiert eis, bis den 1. Mee 2004, dat war leschte Samschdeg, esou eng Autoritéit zu Lëtzebuerg ze schafen, eng Autoritéit déi och soll capabel sinn, hir Obligatiounen ze erfëllen.

Eigentlech kléngt dat jo harmlos wann ee seet: Elo kréie mir nach eng nei Autoritéit. Mir hunn eis jo an der Zwëschenzäit dru gewinnt, dass mer esou Autoritéite kréien, déi mir bis virun zéng Joer wéineg kannt hunn. Mä et muss ee jo soen, dass dat Gesetz hei radikal déi bestoend Gesetzgebung iwwer Präisser an iwwer Konkurrenz hei zu Lëtzebuerg ännert. Vun engem System mat reglementéierte Präisser, dem Office des Prix - ënnert deem den Här Sauber esou gelidden huet -, gi mir dann elo an en neie System.

Ech muss soen, den Exposé des motifs vum Gesetz, deen ech excellent fannen, ass och ganz informativ, fir eigentlech op d'Inkohärenze vun eisem aktuelle System hinzeweisen, deen natierlech aus den Nokrichsjore staamt, deen zwar heiansdo adaptéiert ginn ass, mä deen awer ni fundamental nei organiséiert ginn ass. An et freet ee sech effektiv, firwat bei de Grompere méi héich Margen erlaabt si wa se an enger Épicerie fine verkaaft ginn, wéi wa se an enger normaler Épicerie verkaaft ginn. Et freet ee sech och, wat de Prix normal ass, besonnesch wann ee weess, dass d'Kritären an d'Schemaen, fir de Prix normal auszerechnen, jo am Fong vum Beruff selwer gemaach ginn, wann ee weess, dass d'Hausse vun de Präisser ugefrot ginn, dass ongeféier 1.000 Demanden d'Joer beim Office des Prix leien a wann den Office des Prix a 60 Deeg net geäntwert huet, dann ass déi Hausse jo a Kraaft getrueden, an do hunn ech mech als Laie gefrot, ob dat net eng Entente wär, déi awer am europäesche Recht u sech verbueden ass.

Den Exposé des motifs stellt och fest, dass e ganze Koup Reglementer net méi applizéiert ginn, obscho se um Pabeier nach bestinn, esou dass dat alleng schonn en Argument ass, fir eis Gesetzgebung ze änneren. Dobäi kommen dann d'Exigencë vun der europäescher Politik, dass d'Konkurrenz soll spillen, sou dass een also e Préjugé favorable huet fir eng nei Gesetzgebung. Dat neit Gesetz leet jo elo fest, dass d'Präisser fräi sinn, just an Ausnahmefäll kann de Pouvoir réglementaire iwwer Règlement grand-ducal Präisser fixéieren, wann d'Konkurrenz net géif spillen oder am Fall wou de Client net kéint vun der Konkurrenz profitéieren. D'Regierung kann och iwwer Règlement grand-ducal zäitlech begrenzte Moossnamen huelen, am Fall wou eng Krise ass, fir iwwerméisseg Haussen a Baissë vun de Präisser ze verhënneren.

An an dësem Gesetz autoriséiere mer de Minister an dräi Fäll fir bei der Präisbildung ze intervenéieren. Dat ass eng Kéier bei de Pëtrolspräisser, wou de Minister soll e Kontrakt mam Pëtrolssecteur ausschaffen. Do gëtt argumentéiert, dass mer wëlle verhënneren, dass de Secteur d'Präisser an d'Luucht setzt. Deen zweete Fall ass dee vun de pharmazeutesche Produiten, well mir Angscht hunn, dass dat och eventuell ganz negativ Konsequenze fir eis Sécurité sociale hätt. Deen drëtten - dat ass eigentlech méi erstaunlech - ass dee vun den Taxien. Vu dass d'Leit net de Choix hunn a wéi een Taxi dass se klammen, si se also eigentlech eng Clientèle captive, an dat ass dann d'Argument firwat d'Taxispräisser nach weider vum Minister sollte fixéiert ginn.

Ech weess net ob dee Choix immens glécklech ass, ech muss awer éierlech zouginn - d'Madame Durdu huet et schonn annoncéiert -, mir hunn an der Kommissioun driwwer diskutéiert a kee vun eis hat eigentlech de Courage fir ze soen: Kommt mir schafen déi dräi, besonnesch dee leschten, of; also hu mir déi dräi Fäll bäibehalen. Ech perséinlech hätt mir allerdéngs gewënscht, dass mer och nach hätte kënnen e Präis fir d'Bicher fixéieren. Ech hu mer awer erkläre gelooss, dass an eisem Marché, wou esou vill auslännesch Bicher - méi auslännesch wéi national Bicher - zirkuléieren, déi Interventioun net géif dat bewierken, wat ech mir géif erhoffen an ech hunn dat dann och esou akzeptéiert.

Déi Fräiheet, fir d'Präisser festzesetzen, gëtt am Prinzip jo vu jiddferengem begréisst. Ech wëll just hoffen, dass sech dat och zum Avantage vun de Consommateure wäert auswierken an dat implizéiert natierlech, dass mer och aktiv an energesch Associatiounen hunn, Vertrieder vun de Konsumenten, déi d'Intérête vun de Konsumente kënne vertrieden. Deen Avantage fir d'Konsumente kann awer nëmme spille wann um Maart eng richteg Konkurrenz entsteet. A fir dass déi Konkurrenz soll richteg entstoen, verbitt d'Gesetz jo Ententen tëschent den Entreprisen an och Abusë vun enger Position dominante.

Dee Secteur soll da vun enger neier Autoritéit kontrolléiert ginn, dem Conseil de la concurrence, deen zouständeg ass fir de Contrôle vun den Artikelen 3 bis 5 vun dësem Gesetz. D'Regierung hat jo och proposéiert een Organ ze schafen, eng Verwaltung, déi all Plainten, déi hir zougedroe ginn, sollt ënnersichen, déi sech kéint mat enger Plainte auto-saiséieren, ouni dass eng Plainte vu bausse géif virleien, déi dann och Amenden a Sanktioune kéint verhänke wann d'Entreprisë se net géifen exekutéieren.

De Conseil d'État huet sech vehement géint dës Léisung ausgeschwat an huet fonnt, dass ee Gremium, wat sou vill Pouvoir wéi e Juge d'instruction an e Juge juridictionnel géif zesumme cumuléieren, géif géint den Artikel 6 vun der Mënscherechtskonventioun verstoussen an huet dunn d'Schafung eigentlech vun zwou Instanze proposéiert: ee Conseil de la concurrence an eng Inspection de la concurrence.

Ech wëll net an den Detail vun der ganzer Prozedur agoen, ech menge just, dass d'Kommissioun, andeem se den Avis vum Conseil d'État suivéiert, der Saach u sech kee gudden Déngscht geleescht huet. Mir sinn als Land obligéiert, oder et gëtt vun eis verlaangt, dass mer eng onofhängeg Autoritéit sollen désignéieren. Déi sollt hir Obligatioune kënnen erfëllen. Si muss also kënnen d'Konkurrenzregelen applizéieren, déi am Traité stinn, si muss och d'Moyenen hu fir dës ze applizéieren, si soll d'Moyenen hu fir der Kommissioun bäizestoen, si soll och kënnen Investigatioune féiere fir d'Kommissioun oder fir Autorités de concurrence aus anere Länner. Am Fong gëtt och déi Autoritéit gekuckt, ob se am Stand ass hir Obligatioune richteg auszeüben.

Ech hu meng Zweifel, dass mer mat där Struktur, déi mer hei schafen, deenen Obligatioune gerecht ginn.

Mir kréien ee Conseil de la concurrence, deen aus dräi Conseillere besteet, dovunner ee President. En huet keen eegent Sekretariat, well en hänkt of vum Sekretariat vum Ministère. En huet keng Personnalité juridique. An dann doniewent

gëtt et eng Inspektioun, déi am Ministère ass, déi eigentlech ee Service vum Ministère ass, wou e Rapporteur général ass, dat heescht déi wichteg Aufgab gëtt an der Inspektioun gemaach, wou de Rapporteur muss e gudden Dossier zesumme stellen an et bleift dem Conseil dann eigentlech just ze appréciéieren, ob deen Dossier gutt ass oder net, an a Funktioun dovunner seng Décisioun ze huelen.

Ech mengen, dass e Collège vun dräi Leit ouni eng Equipe, ouni Leit, ouni Suen - well am Gesetz steet och näischt wéi se sech soll finanzéieren - keng onofhängeg Autoritéit ass. Dee Conseil soll awer déi iewescht Autoritéit an eisem Land ginn. Well mer hu jo scho sektoriell Regulateuren: den ILR fir d'Telekommunikatiounen, d'Post, de Gaz an d'Elektresch, de Bankesecteur mat der CSSF, de Secteur vun den Assurancë mam Commissariat aux assurances an dat sinn all Kéier an der Zwëschenzäit wichteg Gremien, déi eng Kompetenz opgebaut hunn, déi och mat ville Leit operéieren. Zwar steet am Artikel 25, déi missten da mam Conseil zesumme kollaboréieren an hinnen all Informatioune ginn, déi de Conseil brauch, mä ech sinn éierlech gesot net optimistesch, oder loosse mer soe wann ech dat positiv ausdrécken, sinn ech gespaant, wéi déi Zesummenaarbecht tëschent enger iewescht Autoritéit, déi eigentlech bal kee Manpower a wéineg Pouvoir huet, mat deene sektoriellen Autoritéite geet.

Et ass natierlech schwéier fir de Moment d'Envergure vun der Aarbecht vun déser Autoritéit anzeschätzen, well mir hu jo keng Traditioun an enger Politik vun der Konkurrenz. Zwar hate mer e Gesetz iwwer eng Politique commerciale restrictive, mä nach ëmmer nom Exposé des motifs ass ni eng Sanktioun verhaang ginn. Et kann ee sech natierlech froen, ob et zu Lëtzebuerg ni e Verstouss géint d'Konkurrenzrecht ginn ass; dat géif mech schwéier wonneren. Déi aner Explikatioun dovunner wär, dass d'Gesetz esou onprezis oder vläicht och esou komplizéiert war, dass et ni applizéiert ginn ass. Déi Analys, firwat mer ni e Fall hate wou Sanktioune verhaang gi sinn an der Konkurrenz, ass natierlech och net gemaach ginn. Ech huelen un, dass d'Informatiounen net virleien fir Opschloss doriwwer ze ginn. Jiddefalls confirméiert dat en Zitat wat d'ULC mécht a wou se seet: „L'élaboration et la mise en place d'une véritable politique de concurrence constitue un terrain vierge dans notre pays."

Mir betrieden also Neiland wat d'Konkurrenzpolitik an d'Präispolitik zu Lëtzebuerg ugeet an dofir fannen ech et am Fong geholl onverständlech, firwat mer Suggestioune vun de Chambres professionnelles an och vun der ULC net berücksichtegt hunn, déi am Fong gefrot hunn, dass sollt en institutionnelle Forum vu Consultatioun zu deene Froe geschaf ginn. Just well mer Neiland betriede wär et jo wichteg gewiescht mol e Konsens ze fannen a sech Kritären ze ginn.

Ech stelle mer d'Froen: Wat ass e Marché? Dat muss jo Fall fir Fall gekuckt ginn. Ass dat de Lëtzebuerger Maart? A verschiddene Fäll ass et de Lëtzebuerger Maart. Kann dat de Maart si vun der Groussregioun? Kann dat souguer iwwert d'Groussregioun eraus sinn? Besonnesch well jo dës Autorité de concurrence an déi Gesetzer iwwert d'Konkurrenz net nëmme gëlle fir privat Betriber, mä si gëlle fir öffentlech Betriber a fir Professions indépendantes. Dat gëtt also eng ganz grouss Envergure an ech huelen un, dass dat Fall fir Fall Ulass gëtt zu gréisseren Diskussiounen.

Dat ass och eng Position dominante vun engem Opérateur, wann en Opérateur, ee Betrib zu Lëtzebuerg, praktesch e Monopol huet, an da kënnt ee Betrib aus dem Ausland op Lëtzebuerg, deen zwar dann en neien Arrivant op eisem Maart ass, mä awer eng ekonomesch Puissance hannendru setzt, déi eventuell vill méi grouss ass wéi déi vun dem nationalen Opérateur. Wie gëtt dann do protégéiert? Wiem seng Positioun gëtt protégéiert? Wéi ginn déi Froen tranchéiert? An ass dat ëmmer esou positiv fir de Consommateur? Well ech denken, et geet jo awer och dräm, iwwert déi Fräiheet an iwwert déi Konkurrenz, fir de Consommateur spillen ze loossen. Dat si komplex Froen an et wär gutt, wann eng Consultatioun ronderëm dës oder ähnlech Froe géif organiséiert ginn.

De Conseil de concurrence huet dës Missioun net fir Consultatiounen ze féieren, sou wéi d'Chamberen et gefrot hunn an et gëtt och kee Comité d'accompagnement, sou wéi d'ULC et gefrot huet. Dat fannen ech schued. Déi Froen hu mer och net an der Kommissioun diskutéiert an dat reflétéiert eigentlech gutt, wéi d'Aarbechten an der Kommissioun vir sech gaange sinn.

Allgemeng hunn ech jo verstanen, dass zu dësem Gesetz vill Viraarbechte gemaach gi sinn. Et ass vu laanger Hand am Ministère preparéiert ginn, mam Laboratoire de Droit économique, mam CRP, mat Experten an et ass jo och schonn 2002 e Projet an de Conseil d'État geschéckt ginn, deen ass awer ni an der Chamber déposéiert ginn. Dunn ass am Oktober 2003 en neie Projet an de Statsrot geschéckt ginn an dat ass dee Projet, dee mer hei diskutéieren.

A wéi de Projet aus dem Statsrot zréck an d'Kommissioun komm ass, mat senge villen Oppositions formelles, stounge mer dunn natierlech ënner Zäitdrock, well mer jo fir den 1. Mee eng Autoritéit hei zu Lëtzebuerg mussen asetzen an dofir ass et dunn och am Eiltempo an der Kommissioun duerch den Dossier gaangen. An de Minister war och a sengem Rôle, fir eis ëmmer erëm ze soen, wa mer dat Gesetz hei net mat Zäit géife gestëmmt kréien, da géife mer riskéieren, dass et d'Lëtzebuerger Land deier géif kaschten. Dofir gëtt dat Gesetz, sou wéi et am Fong geholl de Conseil d'État wollt hunn a wéi ech mengen, dass et net déi beschte Versioun ass, dann haut hei an der Chamber gestëmmt.

D'sozialistesch Fraktioun wëllt sech deem Gesetz hei net oppouséieren, mä mir sinn der Meenung, dass, wa mer mussen eis Obligatiounen erfëllen, fir eng Autoritéit hei zu Lëtzebuerg fir den 1. Mee ze schafen, da musse mer natierlech e Gesetz stëmmen, da musse mer esou e Gesetz duerch d'Chamber lafe loossen, mä vu d'Mängel vun deem Gesetz a vu déi wéineg Moyenen, déi eiser Meenung no dës Autoritéit kritt, kann d'LSAP d'Gesetz awer net stëmmen a wäert sech enthalen.

Ech soe merci fir d'Nolauschteren.

**Pusieurs voix.**- Très bien.

**M. le Président.**- Als nächste Riedner ass den Här Gusty Graas agedroen. Den Här Graas huet d'Wuert.

**M. Gusty Graas** *(DP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären. A puncto Präispolitik gëtt et jo u sech zwou Meenungen: Déi eng fuerderen eng Verstäerkung vun der Präiskontroll an déi aner sinn éischter fir eng Liberaliséierung vun därselwechter Präiskontroll.

An enger fräier Maartwirtschaft ass et natierlech e relativ schwéieren Exercice fir de Pouvoir politique, fir an de Marché anzegräifen an et ass och dofir d'Konscht, fir en Equiliber hierzestellen tëschent dem fräien Unternehmertum an den Interesse vun de Konsumenten. Datt eng Rei Basisprodukter vum Stat aus fixéiert ginn ass nach ze verstoen, mä trotzdeem muss ee sech awer heiansdo d'Fro stellen, firwat datt an all deene Joren hu missen eng Rei aner Produkter respektiv Déngschtleeschtunge vum Stat fixéiert ginn.

Accorden dann tëschent den Entreprisen iwwer Präisfestsetzunge sinn a priori och net ëmmer schiedlech a besonnesch an enger Zäit vun der Globaliséierung, wou mer elo liewen, muss natierlech och déi national Ekonomie gegebenenfalls Synergien agoen, och fir sech visà-vis vun de Konkurrente kënnen ze behaapten. Mä et gëtt awer och Fäll vun Accorden tëschen Entreprisen, wou hir Effeten op d'Ekonomie ouni Zweifel nodeelhaft sinn; do kann eng Dominant um Marché grouss Gefore bedeiten. Dat ass zum Beispill bei der Diskriminatioun an de Geschäftsrelatiounen, de Boycottage oder och dat kollektiivt Festsetze vun exhorbitante Präisser. Dat féiert ouni Zweifel och zu Aschränkunge vum ekonomesche Fortschrëtt.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, bei den Diskussiounen den 29. Abrëll 1970 iwwert d'Gesetz vun de Pratiques commerciales restrictives ass deemools u sech schonn dofir gesuergt ginn, datt de Prinzip vum Anti-abus op zwou fundamentalen Notioune géing berouen, an zwar déi vum allgemengen Intérêt an déi vun der dominanter Entreprise. Mä dës zwou Notioune sinn allerdéngs deemools relativ vague gehale ginn. Se hunn éischter eng politesch wéi eng juristesch Interpretatioun zougelooss, an dowéinst wëll ech och an deem Kontext emol d'Madame Colette Flesch nach eng Kéier zitéieren, déi deemoleg DP-Spriecherin, déi Folgendes gesot hat: «C'est ici qu'il convient de mettre en garde le ministre de l'économie nationale, l'actuel et ceux qui lui succéderont un jour, contre une interprétation mouvante et fluctuante au gré des constellations politiques qui supprimeraient l'élément de sécurité indispensable au développement harmonieux du processus économique.»

Mir si jo u sech haut dat eenzegt europäescht Land, wat keng Konkurrenzautoritéit huet, an dofir ass jo dann och dëse Projet de loi elo ausgeschafft ginn. Et ass awer och gläichzäiteg, an dat ass wichteg hei ze ënnerstraichen, d'Bekenntnis fir eng fräi Konkurrenz, déi zwar natierlech och hir Grenzen huet, mä déi awer wichteg ass fir eis Ekonomie no vir ze bréngen, an eenzel Virriedner hunn dat jo scho richtegerweis hei ënnerstrach. Wann nämlech de Stat ze vill contraignant an déi fräi Maartwirtschaft agräift, riskéiert een d'Ekonomie deelweis ouni Zweifel domadder ze paraliséieren, an et gi jo eng Rei gutt Beispiller aus der Vergaangenheet.

Eng kruzial Fro, déi och ugeschnidde ginn ass, souwuel um Niveau vun dem Exposé des motifs wéi och an eiser Kommissioun, war jo natierlech awer och wat d'Tariffer vun deene fräie Beruffer wéi d'Affekoten, d'Notairen oder d'Ingénieuren ubelaangt. D'europäesch Kommissioun, déi jo éischter en faveur dovunner ass, wäert jo de Rapport publizéieren an op Basis vun deem Rapport wäerte mer dann och hei zu Lëtzebuerg décidéieren, inwiefern datt dee Secteur an Zukunft och soll gesi ginn.

D'Gefor an enger fräier Maartwirtschaft besteet jo doran, datt besonnesch déi Produkter, déi nëmme vu ganz wéinege Produzenten ugebuede ginn, herno awer och kënnen zu gewësse Monopolsituatioune féieren. Da kann och déi Situatioun antrieden, datt zwou oder dräi Firme sech zesummendinn, fir de Präis vum Endprodukt am Endeffekt kënschtlech héich ze halen. Dat kann ouni Zweifel negativ Auswierkunge fir de Konsument mat sech bréngen.

Ee vun den Haaptpunkte vun dësem Gesetz, an et ass schonn e puermol hei ënnerstrach ginn, ass dann d'Kreatioun vun engem Conseil de concurrence, dee jo zoustänneg soll gi fir all Secteure vun der Ekonomie, souwuel fir deen öffentleche wéi och dee privaten.

Dësem Gremium fält ouni Zweifel och eng delikat Aufgab zou, dofir ass d'Impartialitéit een enorm wichtegt Element. Dofir ass et och wichteg, datt déi dräi Haaptvertrieder an deem Gremium, déi och nach gläichzäiteg fënnef Suppléanten hunn, natierlech kënnen oder mussen esou wäit wéi méiglech onofhängeg an hirer Aarbecht virgoen. Dëse Conseil, deen eng Autorité administrative ass, muss jiddefalls kloer seng Onofhängegkeet demonstréiere kënnen. Dofir ass jo och richtegerweis keng Auto-saisine virgesinn.

D'Demokratesch Partei ass och der Meenung datt et richteg ass, datt de President vun dem Conseil net och gläichzäiteg ka President vun der Inspektioun sinn, wéi et jo ursprénglech virgesi war, well dat jo ouni Zweifel awer och zu enger Rei vu juristesche Problemer gefouert hätt.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, an engem Rechtsstat ass natierlech den Agréff an déi fräi Entwécklung ëmmer en delikaten Exercice. De Législateur muss do ouni Zweifel mat vill Fangerspëtzegefill virgoen. Der Inspektioun sti jo awer an dësem Gesetz trotzdeem wäitgehend Pouvoiren op deem Gebitt zou a se kënne jo op Basis vun enger Autorisatioun vum President vum zoustännege Bezierksgeriicht souwuel Perquisitioune wéi och Saisien an de Betriber maachen.

Ech mengen awer, datt eis Kommissioun duerch deen Text, deen elo zréckbehale ginn ass, de Kader kloer ofgestach huet. Duerch den Artikel 4 ginn d'Pëtrolspräisser extra traitéiert. Hei ass et awer vläicht och nach eng Kéier wichteg drop hinzeweisen, datt d'Chambre de Commerce d'Iddi gutt fënnt, d'Fixatioun vun de Pëtrolspräisser iwwert e Contrat de programme virzehuelen.

Ech ginn awer ganz gären zou, datt bei der éischter Lecture vum Artikel 19 vun dësem Gesetz ee fir d'éischt mol e bësselche méi nodenklech ginn ass. Do geet et jo dréms, datt u sech eng Entreprise ka ganz, respektiv deelweis vun enger Amende befreit ginn, wa se u sech mat der Autoritéit kollaboréiert. Op där anerer Säit muss een awer och soen, selbstverständlech, wann een d'Recht net huet eppes ze dénoncéieren, kann och vläicht munches net opgedeckt ginn.

En aneren delikate Punkt am Gesetz ass ouni Zweifel och den Échange vun den Informatiounen um europäesche Plang. Och an deem Beräich muss een natierlech ganz virsiichteg sinn, besonnesch och wat d'Recht vun den Untersuchunge vun auslännesche Autoritéiten op eisem Territoire ubelaangt. Dofir hu mer awer och, géing ech soen, an der Kommissioun deementspriechend gutt Formulatiounen zréckbehalen. D'Chambres professionnelles warne jo virun engem ze groussen Untersuchungsrecht vun ausläneschen Autoritéiten. Ech zitéieren aus dem gemeinsamen Avis vun der Chambre de Commerce an der Chambre des Métiers: «Les deux chambres professionnelles voudraient mettre en garde contre un pouvoir d'investigation trop élargi de la part d'autorités étrangères, eu égard notamment à l'existence du secret bancaire au Luxembourg, et elle s'oppose à ce que le secret professionnel et le secret bancaire ne soient sacrifiés sur l'autel de la libre concurrence.»

Mir mussen eis natierlech awer bewosst sinn, datt mer an enger Europäescher Unioun liewen an datt op ville Pläng an Zukunft wäert ëmmer méi harmoniséiert ginn, wat natierlech awer och kann dozou féieren, gewësse Souverainetéitsrechter deelweis ze verléieren.

Här President, no deem excellente schrëftlechen an och mëndleche Bericht hei vu menger Fraktiounskolleegin, dem Agny Durdu, bleift u sech deem näischt méi bäizefügen. Mir sinn als Demokratesch Partei jiddefalls der Meenung, datt dëst ouni Zweifel eng grouss an eng wichteg Reform ass, wat d'Präisgestaltung an d'Konkurrenz ubelaangt. Virun allem natierlech och duerch d'Ofschafe vum dem Office des Prix kritt elo d'Konkurrenzrecht u sech e ganz moderne Rahmen. Dat wäert sech ouni Zweifel och an Zukunft positiv op eis Ekonomie auswierken. D'Tatsaach, datt d'Avisen, esouwuel déi vun de Chambres professionnelles wéi och ee vun der ULC dach gréisstendeels positiv ausgefall si vis-à-vis vun dësem Gesetz, beweist jo awer, datt mer hei gutt legislativ Aarbecht gemaach hunn, sou datt et och normal ass, datt d'Demokratesch Partei sech wäert bei dësem Vote positiv ausspriechen.

Ech soen Iech merci.

**M. le Président.**- Als nächste Riedner ass den Här Fernand Greisen agedroen. Den Här Greisen huet d'Wuert.

**M. Fernand Greisen** *(ADR)*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, mat dësem Projet iwwerhëlt Lëtzebuerg europäesch Reglementer fir de Verbraucher an enger fräier Maartwirtschaft ze protégéieren.

Den 1. Mee war dee leschten Délai, dofir och dës Iwwerstierzung zum Schluss vun der Legislaturperiod.

Meng Virriedner hunn déi noutwendeg Erklärunge ginn, sou dass ech net méi brauch an d'Detailer anzegoen.

Den ADR ënnerstëtzt d'Ziler vun dësem Projet. Fräi Konkurrenz soll d'Präisser bestëmmen, d'Präisofsproochen am Handel solle verbuede ginn an dominant Positiounen däerfen net zu Mëssbrauch féieren. Mir hoffen, dass déi nei geschafen Instanzen an d'Ausféierungsreglementer, déi nach feelen, am Sënn vum Verbraucher wierksam kënne schaffen. Ech ginn heimadder och den Accord vum ADR zu dësem Projet.

Merci.

**M. le Président.**- D'Wuert huet elo den Här Minister Henri Grethen.

**M. Henri Grethen**, *Ministre de l'Économie*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, merci all deenen déi zu dësem wichtege Projet Stellung geholl hunn. Merci och fir déi breet Zoustëmmung, och wann d'Kolleege vun der Sozialistescher Partei sech bei dësem Projet enthalen.

Et ass e wichtege Projet, Här President, well mer heimadder e modernt Konkurrenzrecht schafen. Ech hat mer gehofft, dass mer déi Texter éischter an der Kommissioun an och hei am Plenum hätte kënnen diskutéieren. Mir hu schonn 2002 e Projet déposéiert. De Conseil d'État huet eis deen aviséiert an ech däerf der Chamber soen dass, wa mer dee Projet direkt an der Chamber déposéiert hätten, mer op d'mannst eng Dosen Oppositions formelles zu deem éischten Text gehat hätten, deen nach méi wéi dësen op de Viraarbechte vum Laboratoire juridique baséiert huet, déi den Här Sauber évoquéiert huet.

De Projet huet jo e puer Voleten. Dat eent ass d'Ofschafung, wa mer esou wëllen, vum Office des Prix an d'Asetze vun neie Regelen, wat d'Präispolitik ugeet. Mir hunn do, an d'Madame Delvaux huet dat ënnerstrach, dräi Secteure bäibehalen, wou mer eis d'Méiglechkeete ginn, koerzitiv ze intervenéieren.

Dat si fir d'Éischt emol d'Medikamenter. Do hätt ee kënnen dovunner ofgesinn, mä da wär et eng Verlagerung, compte tenu vun der Organisatioun vun eiser Sécurité sociale, aus dem Wirtschaftsministère an d'Union des Caisses de Maladie. Mä et wier mat engem Donkelraum oder mat enger Insécurité juridique behaft gewiescht, well da wuel d'Krankekeess gesot hätt: Mir rembourséieren dat do Medikament oder dat do Produkt nëmme mat engem Präis x. Mä den Apdikter wier nach ëmmer fräi gewiescht, à moins en hätt eng Konventioun gehat erëm mat der Union des Caisses de Maladie fir dat ze froen, wat hie fir richteg fonnt hätt. Mä mir hu gemengt, et wier méi einfach op deen dote Wee ze goen.

Dat Zweet sinn d'Taxien. Ech hunn de Conseil d'État befaasst mat engem neie Reglement fir d'Taxispräisser ze reglementéieren, nodeem ech mat Demandë vun der Branche vum Secteur befaasst war. Ech perséinlech kéint domat liewen, dass mer - an ech hunn dat och wëlles, sollt ech kënne mäi Mandat an enger nächster Period weiderféieren - dat Taxisreglement abrogéieren.

Gläichzäiteg awer muss een dann och déi Gesetzgebung iwwert d'Taxien ofschafen. Well am Moment ass et esou: Den Taxi steet an enger Rei, an Dir sidd obligéiert deen éischten ze huelen. Dir sidd also Clientèle captive, an duerfir och gëtt de Präis festgeluecht. Wann Der awer do stitt, Dir hutt zéng Taxien do, dat eent ass e ganz modernen Auto mat Klimaanlag am Summer, an dat anert, dat ass e rabbleche Won, deen net esou gutt équipéiert ass, wou och nach de Chauffeur vläicht net esou fréndlech ausgesäit, an deen net esou propper bannendran ass, da verstitt Der dass deen ee méi freet wéi deen aneren, mä dat muss dann affichéiert ginn. Dofir brauche mer en anert Gesetz.

Bei de Bicher ass d'Problematik jo esou, an d'Madame Delvaux huet déi och évoquéiert, dass op Basis vu communautäre Regele fir déi Bicher, déi hei am Land éditéiert ginn, een däerf e Präis festleeën, mä net fir déi Bicher, déi aus anere Länner kommen. Mir kënnen do eigentlech nëmmen drop spillen, dass d'Konkurrenz déi Questioun regelt. Ech muss awer op eppes opmierksam maachen: Am Bichersecteur gëtt et Bicher, dat si Selbstrenner. Do stinn d'Leit mueres scho Schlaang fir se däerfen ze kafen. Huele mer zum Beispill dee leschten Harry Potter. Do stinn déi jonk a manner jonk Leit an der Schlaang, fir déi däerfen ze kafen. Dat ass e Produit d'appel, an d'Buch als Kulturgutt, also Bicher déi manner héich Editiounen hunn, déi géifen do awer seriöse Schwieregkeete begéinen.

Ech wëll awer och ënnerstäichen - an dat ass deen drëtte Secteur -, beim Pétrol ware mir der Meenung, dass ee sollt e Contrat de programme, wéi dat och an anere Länner ass, ofschléissen. Et däerf ee sech och net allze villen Illusiounen higinn iwwert d'Präisflexibilitéit an deem Beräich, well d'Konkurrenz ass net enorm grouss. Et ass am Moment kengem verbueden, hei zu Lëtzebuerg Bensin oder Diesel méi bëlleg ze verkafen. Mir fixéiere jo nëmmen Héchstpräisser, stellen awer fest, dass dat net de Fall ass. Duerfir menge mer, dass e Contrat de programme am Intérêt och vum Consommateur wär, besonnesch wou och d'europäesch Reglementatioun eis dat net verbitt.

Esouwäit zu den Elementer Ofschafung vum Office des Prix an nei Formuléierung vun der Präispolitik, e fir mech perséinlech wichtege Aspekt vun dësem Gesetz. Genausou wéi den Här Sauber hunn ech wärend Jorzéngten ënnert där Gesetzgebung gelidden an et war eng vun den Haaptaufgaben an der Vergaangenheet vun de Beruffsorganisatioune vun Handel an Handwierk, fir ëmmer erëm drop anzewierken, dass déi Präisser adaptéiert goufen, mat deene Resultater, déi mer kannt hunn. Ech mengen, dass déi aktuell Situatioun, wou d'Konkurrenz spillt, vill méi gesond ass.

D'Madame Delvaux huet dann eng ganz Rei Froen opgeworf, an ech ginn nach méi op hir Interventioun a wéi op déi aner Interventiounen, einfach nëmme well déi aner Intervenantë mam Projet d'accord sinn, an ech hinne jo scho merci gesot hu fir déi Zoustëmmung. D'Madame Delvaux ass op d'Indépendance vum President vum Conseil agaangen.

*(Interruption)*

Seng Pouvoire si relativ grouss, artikuléiere sech awer och an engem europäeschen Ëmfeld. Déi Aarbechten, déi do ufalen, kënne mer net genau évaluéieren, mä spille sech op d'mannst zur Halschent och um europäesche Plang of, well dat Reglement 1/2003 ass jo e Reglement, mat deem d'Kommissioun sech déchargéiert op national Autoritéiten. Dat ass jo ee vun de Problemer, eng vun de fundamentale Modifikatiounen am europäesche Konkurrenzrecht, wou d'Kommissioun elo sech op national Autoritéiten déchargéiert a wou nécessairement dee Conseil och muss an engem enke Kontakt mat den europäesche Gremie sinn.

Wat d'Indépendance vun der Inspektioun ugeet, däerf ech einfach drop opmierksam maachen, dass jo awer d'Conseilleren och mussen den Eed leeschte virum President an dass deen Eed de Garant eigentlech soll si vun hirer Indépendance.

Dir hutt Froen opgeworf vun der Definitioun vum Marché. Dat ass eng ganz delikat Fro, déi, wat Lëtzebuerg ugeet, elo zum Beispill nach Objet ass vun engem Prozess. Dir kënnt Iech vläicht erënneren, Här President, dass hei zu Lëtzebuerg eng Rei Brauereien ugeklot waren, well hinne virgeworf ginn ass, eng Entente gemaach ze hu wat d'Concessioune vun de Wirtschaften ugeet. Bei deem Prozess do huet d'Kommissioun eng Décisioun geholl géint déi impliziéiert Brauereien. Déi Brauerei, déi deemools sech selwer ugeklot hat, ass no den europäesche Prinzipie fräi gesprach ginn. Aner Brauereie si veruerteelt ginn, dorënner Brauereien, déi awer eng ganz confidentielle Produktioun hunn, net vergläichbar mat de Mastodonten am europäesche Raum, mä och nach ganz klenger am Lëtzebuerger Raum. Géint déi Décisioun vun der Kommissioun hunn déi Brauereie Recours gemaach. Dat muss elo vum europäesche Geriichtshaff an der éischter Instanz, eventuell och an der zweeter, definitiv tranchéiert ginn. An aus deem Urteel eraus kréie mer dann héchstwahrscheinlech eng méi prezis Definitioun och vum Lëtzebuerger Marché, well déi Lëtzebuerger Brauereien argumentéiert hunn, dass ee si net kéint confinéieren op den nationalen Territoire, mä dass een dat op d'mannst misst an der Groussregioun gesinn. Duerfir konnten a wollte mir och net esou Problematike virgräifen.

Selbstverständlech wäert déi nei Autoritéit Aarbecht kréien. Däerf ech, Här President, d'Chamber informéieren, dass virun e puer Wochen hei zu Lëtzebuerg an engem Secteur eng Descente vun der Kommissioun war, mat Hëllef vu Beamten aus dem Ministère de l'Économie, wou an engem Secteur festgestallt ginn ass, dass eng Entente war, dass Präisofsprooche waren. Dass déi Leit sech eemol de Mount begéint hu fir ze kucken, wee wat fir e Marché géif u sech räissen a wéi se d'Präisgestaltung sollte maachen, an dass déi ënnert sech eigentlech de Kuch gedeelt hunn. Do wäert d'Kommissioun an deenen nächste Wochen déi Sanktiounen ergräifen, déi sech opdrängen. Dat wäert eng Problematik ginn, déi muer, wann eis Autoritéit funktionéiert, héchstwahrscheinlech um nationalen Aufgabegebitt wäert leien.

Déi Propositioun vun der ULC, fir e Forum de concertation ze schafen, hate mir och intern diskutéiert. Mir hunn awer gemengt, dass, compte tenu vun der Indépendance, esou e Forum de concertation net gutt wär. Mir wollten évitéieren, dass mer géifen ähnlech juristesch Konsequenze lafe wéi déi, déi am Arrêt Procola festgehale gi sinn.

Dat war eis Meenung zu där Thematik. Allgemeng, Här President, wéilt ech soen, mir betrieden, an d'Madame Delvaux huet dat ënnerstrach, mat dësem Projet wuel Neiland. Mir wëssen, dass mer duerfir net eng Äntwert op all déi Froen hunn, déi sech an dësem Zesummenhang stellen. Duerfir wëll ech och hei an haut den Engagement vun der Regierung huelen, fir no enger Period vu véier oder fënnef Joer dëse Projet, wann noutwendeg, erëm op de Métier ze huelen, fir dat ze verbessere wat noutwendeg ass.

Här President, dat wier dat wat ech zu deenen eenzelne Remarquë vun den Intervenanten ze soen hätt. Ofschléissend nach eng Kéier merci fir déi trotzdeem breet Zoustëmmung zu dësem gudde Gesetz.

**M. le Président**.- D'Diskussioun ass elo ofgeschloss. Mir kommen zur Lecture vun den Artikele vum Projet de loi 5229.

***Lecture du texte du projet de loi (par M. Jean Asselborn)***

D'Artikelen 1 bis 33 si gelies an ugeholl.

Dir Dammen an Dir Hären, mir stëmmen elo of iwwert de virleiende Gesetzesprojet.

***Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel***

Déi derfir si stëmme mat Jo, déi dergéint si mat Neen oder si enthale sech.

De Projet de loi 5229 ass ugeholl mat 44 Jo-Stëmmen an 13 Abstentiounen.

*Ont voté oui: Mme Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mme Marie-Josée Frank, MM. Marcel Glesener, Jean-Marie Halsdorf, Norbert Haupert, Nico Loes, Paul-Henri Meyers (par M. Marco Schank), Laurent Mosar, Mme Ferny Nicklaus-Faber, MM. Patrick Santer, Marcel Sauber, Marco Schank, Jean Spautz, Mme Nelly Stein (par M. Jean-Marie Halsdorf), MM. Théo Stendebach, Nicolas Strotz, Fred Sunnen, Lucien Weiler (par Mme Nancy Arendt) et Claude Wiseler (par Mme Ferny Nicklaus-Faber);*

*Mme Simone Beissel, MM. Jeannot Belling (par Mme Simone Beissel), Xavier Bettel (par M. Niki Betttendorf), Niki Bettendorf, Emile Calmes, Mme Agny Durdu, MM. Gusty Graas, Paul Helminger (par M. Jean-Paul Rippinger), Claude Meisch, Mme Maggy Nagel, MM. Jean-Paul Rippinger, Marco Schroell (par M. Emile Calmes) et John Schummer;*

*MM. Jean Colombera (par M. Aly Jaerling), Gast Gibéryen, Fernand Greisen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling et Robert Mehlen;*

*MM. François Bausch (par Mme Dagmar Reuter-Angelsberg), Camille Gira, Jean Huss, Mmes Dagmar Reuter-Angelsberg et Renée Wagener (par M. Camille Gira).*

*Se sont abstenus: MM. Jean Asselborn, Alex Bodry (par M. Mars Di Bartolomeo), Mme Mady Delvaux-Stehres, M. Mars Di Bartolomeo, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Jeannot Krecké, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Jos Scheuer, Georges Wohlfart (par Mme Mady Delvaux-Stehres) et Marc Zanussi.*

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

***(Assentiment)***

Et ass also esou décidéiert.

Da komme mer elo zur Diskussioun vum Projet de loi 5274 iwwert d'Grënnung vun enger Société anonyme fir d'Versuergung vum Land mat Äerdgas. Et si schonn ageschriwwen: den Här Clement, d'Madame Delvaux, déi Häre Graas, Greisen a Gira. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorablen Här John Schummer.

## 3. 5274 - Projet de loi modifiant la loi du 27 novembre 1973 autorisant la création d'une société anonyme pour l'approvisionnement du Grand-Duché en gaz naturel

***Rapport de la Commission de l'Économie, de l'Énergie, des Postes et des Transports***

**M. John Schummer** *(DP), rapporteur*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, beim Projet 5274 geet et drëm fir d'Gesetz vum 27. November 1973 ze modifizéieren, wat d'Kreatioun vun enger Société anonyme fir den Approvisionnement vu Lëtzebuerg mat Gas autoriséiert huet. Dëse Projet gouf de 14. Januar 2003 vum Ekonomiesminister déposéiert. De 16. Juli 2003 huet de Conseil d'État de Projet fir Avis kritt, an deem säin Avis ass de 25. November 2003 erakomm. D'Chambre de Commerce hirersäits huet hiren Avis den 2. Dezember 2003 zu deem Gesetz hei ofginn. Den 18. Mäerz huet eis Ekonomieskommissioun aus der Chamber mech als Rapporteur désignéiert an huet och eng éischte Kéier dëse Gesetzestext op de Métier geholl an och den Avis vum Conseil d'État examinéiert. D'Kommissioun huet dëse Rapport, deen da fäerdeg gestallt ginn ass, de 27. Abrëll 2004 ugeholl.

Lëtzebuerg importéiert zu 100% säi Gas aus Algerien, Holland, Norwegen a Russland. Säit 1972 ginn d'Demandë fir Gas stänneg an d'Luucht an eisem Land. Dës Source d'énergie huet zu Lëtzebuerg 27% vun der Gesamtconsommatioun vun der Energie. Am Moment gëtt de Gas vun der Firma SOTEG S.A. importéiert. D'Aktionäre vun der Firma SOTEG sinn de Lëtzebuerger Stat mat 21%, de Groupe Arcelor mat 20%, Ruhrgas mat 20%, d'Cegedel mat 19%, Saar Ferngas mat 10% an d'Société Nationale de Crédit et d'Investissement (SNCI) mat 10%.

D'SOTEG S.A. importéiert, transportéiert a liwwert de Gas un industriell Clienten an un d'Distributeurs publics. Déi lokal Distributioun gëtt assuréiert duerch d'Gaswierk Lëtzebuerg engersäits, d'Gaswierk Diddeleng, duerch SUDGAZ S.A., an duerch LUXGAZ Distribution S.A..

D'Gesetz vum 6. Abrëll 2001, dat eng europäesch Direktiv 98/30/CE ëmsetzt, wat d'gemeinsam Regele fixéiert, viséiert och e progressiven europäesche konkurrenziellen a kompetitive Marché vum Gas. Den Degré d'ouverture vum Lëtzebuerger Marché ass am Moment bei 74,1%. 2003 war d'Gesamtconsommatioun 1,182 Milliarde $m^3$ Gas.

Dëst Gesetz soll engersäits der SOTEG et erlaben, hire Réseau zu réévaluéieren an esou déi reell Valeur an hire Bicher kënne virzeweisen, an anerersäits och op hir fiskal Avantagen ze verzichten, fir dann am Kader vum Droit commun besteiert ze ginn. Ausserdeem gëtt de Recours op d'Statsgarantie mat dësem Gesetz och abandonnéiert.

D'SOTEG hat bis haut folgend Steieravantagen, an ech zitéieren: «1. La société n'est assujettie à l'impôt sur le revenu des collectivités que sur les bénéfices distribués aux actionnaires; 2. la société est exempte de l'impôt sur la fortune actuellement en vigueur, ainsi que de tout impôt sur le capital ou impôt foncier qui pourrait être institué par la suite au profit de l'État; 3. la société bénéficie actuellement d'une exemption de 50% de la cote d'impôt commercial communal.»

Fir conforme zu den europäesche Regelen ze sinn, freet also d'Gesellschaft fir hire privilégiéierte Statut kënnen opzeginn, op Basis vun der Direktiv 98/30/CE vum 22. Juni 1998, déi d'Diskriminatiounen eliminéiere soll, an ech zitéieren: «Étant donné cette directive et, a fortiori, la loi du 6 avril 2001 permettant également à d'autres fournisseurs potentiels de gaz naturel d'offrir leurs services à une clientèle luxembourgeoise sans pour autant pouvoir profiter d'un statut fiscal comparable, la société SOTEG se trouve dans une situation privilégiée et discriminatoire par rapport à ces nouveaux acteurs du marché.»

D'SOTEG wëllt eng Réévaluatioun vu sengem Réseau virun dem Passage an de Régime d'imposition de droit commun maachen. Dës Réévaluatioun ass noutwendeg, fir dass den Transport vum Gas op reelle Käschte baséiere kann. Den Institut luxembourgeois de Régulation seet a sengem Avis, an ech zitéieren och hien: «…que le réseau de transport de gaz naturel est largement sous-évalué dans les livres de la société SOTEG par rapport à sa durée de vie économique».

Ze ernimme bleift och nach, dass eng nei europäesch Direktiv ënnerwee ass, déi virgesäit, nieft der Séparation comptable och eng Séparation juridique zwëschent Transport a Commercialisatioun vum Gas ze maachen.

Aus Grënn vu Käschten, fir eng kleng Gesellschaft wéi d'SOTEG, ass eng Derogatioun zu dësem Séparatiounsprinzip am November 2001 - grâce déser Regierung an dësem Energieminister - vum Conseil vun den Energieministeren zu Bréissel ugeholl ginn.

D'Chambre de Commerce kann - ënnert klenge Reserven, entre autres, dass d'Tariffer net affectéiert ginn - mat dësem Gesetzprojet d'accord sinn. Och de Conseil d'État gesäit ausser e puer redaktionellen Ännerunge keen Problem. Compte tenu vun all deem, wat mer an der Kommissioun diskutéiert hunn, geschriwwen hunn an ech Iech elo gezielt hunn, wär ech frou wann Der alleguerten dee Projet hei géingt stëmmen, well mer brauchen en, an ech soen Iech merci.

**Plusieurs voix**.- Très bien.

**M. le Président**.- Als éischten Diskussiounsriedner ass den Här Lucien Clement agedroen. Den Här Clement huet d'Wuert.

***Discussion générale***

**M. Lucien Clement** *(CSV)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Rapporteur John Schummer, mengen ech, huet alles gesot wat dëse Projet ugeet. Ech wëll him dofir félicitéieren an him merci soe fir säi Rapport, a gläichzäiteg wëll ech dann och den Accord vun der CSV-Fraktioun ginn.

**Plusieurs voix**.- Très bien.

**M. le Président**.- Als nächst Riednerin ass d'Madame Mady Delvaux-Stehres agedroen. D'Madame Delvaux huet d'Wuert.

**Mme Mady Delvaux-Stehres** *(LSAP)*.- Merci, Här President. Dat Gesetz, wat hei virläit, ass eigentlech eng Konsequenz vun der Liberaliséierung vum Gasmarché. Ech wëll hei net de ganzen Historique an och net de Prozess maache vun där Liberaliséierung.

U sech proposéiert d'Regierung eis hei zwou finanztechnesch Mesuren: déi éischt, dass d'SOTEG

keng steierlech Avantagë méi kritt par rapport zu hire Konkurrenten, an déi zweet ass eng Réévaluatioun vum Réseau. Ech muss soen, dass ech erstaunt war, wéi ech de Montant gesinn hunn, wéi héich dass d'Valeur vun deem Réseau elo ageschat gëtt. Vill méi wéi doubléiert ass de Wäert vun deem Réseau. Ech verstinn dass d'Gesellschaft stolz ass fir ze weise wat se huet. Eng Inquiétude muss ech awer hei lassginn, dat ass, wann dee Réseau elo réévaluéiert ass, dann ass dat jo sécher och mam Argument fir deene Konkurrenten, déi eventuell herno vum Réseau profitéiere kënnen, méi een héije Präis fir den Transport ze froen. An dann, vu dass jo keen däerf en Avantage kréien, wann d'Konkurrenten en héijen Transportpräis gefrot kréien, da misst dat sech jo iergendwann, net onbedéngt, mä et kéint sech awer répercutéieren op de Präis vum Gas, deen herno gerechent gëtt. Sou dass ech mech froen, ob déi Libéralisatioun vum Gassecteur - déi eis jo verkaaft ginn ass, dass se soll gutt si fir d'Präisser erof ze drécken - dann net am Endeffekt den Effet kéint hunn, dass d'Präisser géifen an d'Luucht goen.

Dat ass déi eenzeg Angscht déi ech hei wëllt formuléieren. Ech gi wahrscheinlech elo berouegt an et gëtt gesot: Dorunner ass guer net geduecht, fir déi Präisser an d'Luucht ze setzen. Ech hoffen, dass dat dann an enger méi wäiter Zukunft och net esou wäert sinn. Dëst gesot, Här President, wëll ech den Accord vun der sozialistescher Fraktioun zu deene finanztechnesche Mesurë vum Projet bréngen.

Ech soe merci fir d'Nolauschteren.

**Plusieurs voix.**- Très bien.

**M. le Président.**- Als nächste Riedner ass den Här Gusty Graas agedroen. Den Här Graas huet d'Wuert.

**M. Gusty Graas** *(DP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, den Äerdgasverbrauch hei zu Lëtzebuerg huet jo schonn eng ganz laang Traditioun. Ech wëll zum Beispill drop hiweisen, datt schonn 1899 d'Compagnie générale pour le gaz gegrënnt gouf, dat ass déi heiteg SUDGAZ S.A., där 15 Gemengen ugehéieren, mat engem Réseau vun 800 km an 33.000 Clienten. Jiddefalls muss ee feststellen, datt d'Alimentatioun mat Äerdgas hei zu Lëtzebuerg eng enorm positiv Entwécklung an deene leschte Jorzéngte geholl huet. Bis haut si jo praktesch d'Halschent vun alle Stéit hei zu Lëtzebuerg ugeschloss. Bis 1987 war de Réseau u sech op den Zentrum an op de Süde limitéiert, entre-temps hu mer och e Sprong an den Osten an an den Norde gemaach.

Den Äerdgas ass ouni Zweifel eng sécher Energie an och méi eng ëmweltfrëndlech Energie wéi de Mazout zum Beispill, an, wat och e wichtegt Element ass fir de Particulier, dat ass datt e virun allem méi Plaz a sengem Keller huet, well en net muss e Mazoutstank opriichten.

Da wëll ech nach op en anert wichtegt Element vum Äerdgas hiweisen, an dat ass dat, datt mer de leschte 26. Januar hei zu Lëtzebuerg och déi éischt Tankstell mat Äerdgas opgemaach hunn, sou datt also och do e gewëssent Potenzial fir d'Zukunft dran ass. D'Schätzunge gi jo dovun aus, datt u sech nach Äerdgasreserven zur Verfügung si fir déi nächst 60 bis 65 Joer.

Dës Legislaturperiod ass jo zu engem gudden Deel och gekennzeechent duerch eng Rei vu Liberalisatiounsgesetzer. Dat huet natierlech eng Rei vu Konsequenze fir aner Gesetzgebungen an dowéinst muss eben och haut dann dat bestehend Gesetz iwwert d'SOTEG adaptéiert ginn.

Fir allerdéngs de Contenu besser kënnen ze verstoen, muss een och vläicht nach eng Kéier kuerz zréckgoen op d'Joer 1969, wéi eng Déclaration d'intention téschent dem Stat, dem Groupement des Industries sidérurgiques luxembourgeoises, dem Gemengesyndikat fir den Transport vu Gas, dem SYTRAGAZ an der Stad Lëtzebuerg ënnerschriwwe gouf. Jiddefalls, an där Deklaratioun haten déi deemoleg Signatairen hire Wëllen ausgedréckt, hir Négociatiounen, wat d'Liwwerung vun Äerdgas ubelaangt, an Zukunft nëmmen nach enger eenzeger a gemeinsamer Delegatioun ze iwwerdroen. D'Suite dovun ass jo dann d'Gesetz vum 27. November 1973.

Wann een dann d'Debatten nach eng Kéier noliest, déi deemools gefouert gi sinn, do ass et virun allem ëm zwee Punkte gaangen, wou awer och hefteg Diskussioune gefouert gi sinn. Engersäits natierlech ëm déi Exemptioun vu Steieren - oder deelweis Exemptioun, muss ee soen -, wou jo och d'SOTEG nëmme 50% zum Beispill vun der Gewerbesteier huet missen entriichten. Op där anerer Säit war awer och d'Tatsaach, datt d'SOTEG gratis Gebrauch vu privaten an öffentlechen Domäner ka maachen. Dat huet deemools och zu enger ganzer Rei vu kontradiktoreschen Diskussioune gefouert.

Jiddefalls, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, duerch déi Liberaliséierung muss natierlech dann eben och elo d'SOTEG hir fiskalesch Avantagen opginn. Ech mengen dat ass och ganz logesch, well soss wär dës Firma an der Konkurrenz jo awer duerch de Stat avantagéiert. Dofir muss jo, wéi gesot, och eng Réévaluatioun vun hirem Réseau gemaach ginn.

Ech wëll awer dann nach op e ganz klengen Detail agoe vun dem Artikel 1, dee mer jo och änneren, deen ënner anerem beweist, datt et awer net schlecht ass wann heiansdo Gesetzer e bësse méi prezis gehale ginn. Well am ale Gesetz stoung jo dran, datt d'SOTEG op net bebauten Terrainë ka Leitunge leeën, wann dës Terrainen net mat enger Mauer oder - ech zitéieren - «d'autres clôtures équivalentes» ëmgi sinn. Am Laf vun de Jore sinn et dunn awer eng Rei vu juristeschen Ausenanersetzunge ginn, wéi den Terme „clôtures équivalentes“ ze interpretéieren ass. Sou datt mer elo, wéi gesot, dann deen Terme einfach suppriméiert hunn, fir an Zukunft deene Probleмer aus dem Wee ze goen.

Vläicht nach e kuerzt Wuert iwwert déi nei Direktiv 2003/55/CE iwwert d'Liberaliséierung vum Gasmarché. Et ass scho richteg, datt Lëtzebuerg sech do awer eng Derogatioun ugefrot huet an datt d'SOTEG elo net muss an zwou Gesellschaften opgedeelt ginn.

Ech wëll ofschléissend mengem Fraktiounskolleeg John Schummer merci soe fir seng schrëftlech an och mëndlech Erklärungen. Selbstverständlech wäert d'DP och dëse Gesetzesprojet stëmmen.

Ech soen Iech merci.

**Plusieurs voix.**- Très bien.

**M. le Président.**- Als nächste Riedner ass den Här Fernand Greisen agedroen. Den Här Greisen huet d'Wuert.

**M. Fernand Greisen** *(ADR)*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, fir d'éischt e Merci un all déi Leit, déi un dësem Projet matgeschafft hunn.

Et ass dat zweet Gesetz wat elo dës Woch mat Iwwerstierzung zum Schluss vun der Législaturperiod nach duerch d'Chamber geet. Mam Projet selwer kann den ADR averstane sinn, well et drëm geet fir dat weider ze féieren, wat 2001 ugefaange gouf, nämlech d'Konkurrenz fräi an den Handel mam Gas zouzeloossen an och transparent ze gestalten. Dofir ass et kloer, dass d'Gesellschaft, déi de Gas hei am Land importéiert a verdeelt, déiselwecht Bedingungen erfëlle muss wéi all déi aner Firmen. Mir wënschen eis, dass de Verbraucher an der Praxis vum fräie Maart profitéiere kann, an den ADR wäert dëse Projet matstëmmen.

Merci.

**M. le Président.**- Als leschten Diskussiounsriedner ass den Här Camille Gira agedroen. Den Här Gira huet d'Wuert.

**M. Camille Gira** *(DÉI GRÉNG)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ville Leit sinn déi staatlech Hëllefe fir alternativ Energien en Dar am An. Si schwätze vu Geldverschwendung a Concurrence déloyale. Et ware jo och déi Leit, déi derfir gesuergt hunn, dass d'Steierverwaltung direkt aktiv ginn ass fir derfir ze suergen, dass déi éischt Fotovoltaiksanlagen, déi de klengen Investisseuren e puer Euro erabruecht huet, dass déi puer Euroen awer géingen ënnert d'Deklaratioun vun de Steiererklärunge falen.

Et waren och déiselwecht Leit déi derfir gesuergt hunn, dass d'Subside fir d'Fotovoltaiksanlagen, déi 2001 agefouert gi sinn, elo schonn erëm drastesch zréckgestutzt gi sinn, an dat obwuel, Här President, a kuerzer Zäit net manner wéi 300 Aarbechtsplazen an deem Secteur geschaaft gi sinn, an obwuel se mat deenen doten Zréckstutze fir eng immens Onsécherheet am Handwierkssecteur suergen. Do si Betriber, déi extra Leit agestallt hu fir an deem Beräich ze schaffen.

Et wier bal besser gewiescht, mir hätten d'Reglement elo nach virun de Wahle gestëmmt, well elo hu mer guer keng Reglementatioun. Et weess kee Mënsch wat geschitt am Joer 2004. Et weess kee Mënsch wat geschitt iwwert d'Joer 2004 eraus. Ech wonnere mech ëmmer nëmmen, wéi an deem dote Secteur ganz labber esou Situatiounen entstinn. Wann dat anzwousch anescht wär, da wär schonn Zeter und Mordio gewiescht.

Dofir wonnert et mech och e bëssen, Här President, wou dann déiselwecht Leit, déi dat doten ëmmer erëm dénoncéieren, sinn. Wou sinn déi Leit? Wou waren déi Leit fir déi massiv staatlech Bäihëllefen fir dénoncéieren, fir fossil Energieträger, Pëtrol, Gas, Bensin, Kerosen?

Ech wëll och nach eng Kéier drun erënneren - als Klammer; ech weess net ob jiddfereen dat heibanne weess -, dass um Kerosen net nëmme keng Akzisen opgehuewe ginn, mä et ass mol keng TVA drop. An da wonnere mer eis, dass et méiglech ass fir 10 Euro op Carcassonne ze fléien, mä dass een awer vläicht ronn 100 oder 150 Euro muss bezuelen, wann ee mam Zuch wëllt dorower fueren. Dat entspricht alles net dem fräie Maart. Do suerge Leit derfir, dass massiv Concurrence déloyale um Marché ass.

Hei ass et eigentlech d'selwecht. Just, déi Subsiden, hunn ech d'Gefill, an déi Bäihëllefe fir déi fossil Enegieträger, déi sinn natierlech vill méi subtil verstoppt. Ech sinn iwwerzeegt, dass vill Leit gestaunt hunn, ech perséinlech och, wéi se deen hei Projet de loi kritt hunn an héchstwahrscheinlech guer net wossten, dass eng SOTEG während 30 Joer keng Akommessteier bezuelt huet, ausser op den Dividenden, déi un d'Aktionäre verdeelt gi sinn, an dass d'SOTEG 30 Joer laang keng Verméigenssteier bezuelt huet. An ech fannen et nach vill méi schlëmm, dass hei eng Chamber décidéiert hat, dass och déi Firma nëmme 50% vun der Gewerbesteier sollt bezuelen. Ech fannen dat schonn e staarkt Stéck. D'Gewerbesteier ass jo eng kommunal Steier. An et mierkt een, dass net eréischt dës Regierung sech eng Freed draus gemaach huet an d'Gewerbesteier fummelen ze goe fir de Betriber, op Käschte vun engem aneren, d'Steierëmfeld ze erliichteren. Do schéngen der schonn éischter op déi Iddi komm ze sinn.

Da froen ech Iech, Här President: Wou ass dann elo hei d'Concurrence déloyale? Wéi sollen da jeemools alternativ Energië konkurrenzfäeg sinn, wann déi aner Energiequellen nach ëmmer mat méi oder manner verstoppte Bäihëllefen ënnerstëtzt ginn? Well et wier jo mol flott gewiescht auszerechnen, wat dann de Gas iwwert deen hei Wee un indirekte staatleche Bäihëllefe kritt huet. Ech wier mol eng Kéier ganz gespaant en Audit ze maachen, mat wéi vill Milliarden öffentleche Gelder dann d'Gasnetz hei zu Lëtzebuerg verdeelt ginn ass. Do sinn och Gemengen, déi Milliounebeträg mat subsidiéiert hunn. Ech ka mech och do nëmme wonneren, dass net eng Kéier e Veto vum Innenministère komm ass, wa Gemengen an zweestelleg Lëtzebuerger Frange Milliounebeträg enger S.A. an de Schouss geschott hunn, fir dass d'Gasnetz sollt verdeelt ginn. Wann awer haut déiselwecht Gemenge wëllen higoen an en Nahwärmenetz op Basis vun alternativen Energien an de Buedem leeën a selwer bedreiwen, da gi lénks a riets Knëppelen an d'Féiss geleucht.

Dofir wonnert dat mech ganz faméis, wéi hei mat zwou Mesurë virgaange gëtt an et wier derwäert vläicht erëm eng Kéier de Statsbudget frësch ze duerchliichten. Ech mengen, de fréiere Kolleeg Kollwelter, wéi e Budgetsrapporteur war, hat et eng Kéier usazweis gemaach, fir da mol ze kucken op wéi eng Manéier dass eng ganz Rei onekologesch Aktivitéite géingen dobaussen direkt oder indirekt subsidiéiert ginn; déi Etüd ass am Tirang verschwonnen. Et wier, mengen ech, um Ufank vum 21. Jorhonnert nach eng Kéier derwäert, fir dat ze maachen. An et geet scho monter weider, well d'Madame Delvaux huet ee Problem vun där Réévaluéierung vum Netz ugesprach an ech géing ganz gären en aneren uschwätzen.

Ech fannen et wierklech dann och elo net an der Rei, dass och nach bei dëser Réévaluatioun erëm eng Kéier keng Steiere geschëllt sinn. Dass och erëm eng Kéier déi Gemengen, op deenen hirem Territoire dës SOTEG aktiv ass, kee Su Gewerbesteier kréien, dat fannen ech wierklech net an der Rei. Ech mengen um Ufank vum 21. Jorhonnert kann een net nach sou massiv fossil Energieträger ënnerstëtzen an dat ass och d'Ursaach, Här President, firwat datt déi Gréng sech wäerte bei dësem Gesetz enthalen.

Ech soen Iech merci.

**M. le Président.**- Den Här Serge Urbany huet sech nach gemellt. Den Här Urbany huet d'Wuert.

**M. Serge Urbany** *(déi Lénk)*.- Merci, Här President.

Ech gesinn dat Gesetz hei an dat Gesetz vu virdrun iwwert d'Konkurrenz e bëssen als e Ganzt un. Dat éischt Gesetz regéiert deen allgemenge Prinzip, woubäi ee muss feststellen, dass et an eiser Législatioun iwwert d'Konkurrenz am Fong geholl zu engem Paradigmewiessel komm ass an deem Sënn, dass de Maart gläichgestallt gëtt mam allgemengen Interessen. Wat sech nach doniewent ofspillt, zum Beispill staatlech Interventiounen, dat muss fir d'éischt seng Existenz rechtfäerdegen, ier dass et vun deem neie Konkurrenzgesetz unerkannt gëtt.

***(Brouhaha général et coups de cloche de la Présidence)***

Dat Gesetz hei regéiert e besonnesche Secteur, nämlech dee vum Gas. E Secteur, dee vun zwou Direktive geregelt gëtt, vun deenen eng schonn zu Lëtzebuerg a Kraaft gesat ginn ass duerch dat Gesetz vun 2001, an dat Gesetz gesäit de fräien Accès vir un d'Réseau vun de Gasleitungen an un d'Gasstatiounen, fir dass och aner Liwwerante wéi d'SOTEG oder wéi déi lokal Gasgesellschafte kënne Clientë mat Gas beliwweren. Déi bisherig national Entreprise SOTEG, déi jo eng gemëschte Gesellschaft ass mat staatlechem Kapital awer och mat privater Bedeelegung, soll duerch dat heite Gesetz op déi nei Situatioun, déi duerch d'Gesetz vun 2001 geschafe ginn ass, virbereet ginn.

An zwar éischtens doduerch, dass de Steierprivileg zu hire Gonschten ofgeschaaft gëtt. Dat bréngt dem Stat zwar méi Geld - anscheinend zwou Milliounen Euro d'Joer kommen iwwer esou Steiere méi an de Budget eran -, dréit awer och am Prinzip zur Verdeierung vum Präis vun de Liwwerunge bäi an zwar esou, dass d'Ëmverdeelung net méi zu Gonschte vun de Konsumenten iwwert de Gaspräis geschitt, mä iwwert den allgemenge Budget. Et kann een elo zwar der Meenung sinn, dass dat eng onekologesch Energieliwwerung ass, déi domat gefördert gëtt, mä selbstverständlech och alternativ Energië kéinte jo mol profitéiere vun esou enger staatlecher Ënnerstëtzung; an dat wäert an Zukunft grad esou onméiglech gemaach gi wéi hei bei der Liwwerung vum Äerdgas.

Zweetens gëtt de Wäert vum Réseau vun der SOTEG no kommerzielle Kritären nei gerechent, fir kënnen d'Benotzertax vun deenen nei ze rechnen, déi sollen Accès un dee Réseau kréien; an och dat verdeeit am Prinzip d'Leeschtungen, dat heescht d'Liwwerung vum Gas.

Duerno ass d'Konkurrenz dann ënner gläiche Bedingunge fräi op deem Réseau vun der SOTEG, da sinn all potenziell Fournisseuren ënnertenee gläichgestallt an d'Konkurrenz mécht sech dann iwwert de Käschtepunkt vun de Gasliwwerungen, dee virun allem wäert zum Beispill duerch eng Senkung vum Faktor vun der Aarbecht oder vun anere Betribskäschtefaktoren no ënne gedréckt ginn. A well dann déi öffentlech oder hallef öffentlech Betriber, déi et nach gëtt - ech schwätzen zum Beispill och vu Gemengegasfournisseuren, déi et jo nach gëtt -, bei där Konkurrenz mathale mussen, mussen och si Lounkäschten an aner Betribskäschten aspueren.

Dat heescht, duerch hir ekonomesch Logik féiert d'Liberaliséierung automatesch och längerfristeg zu enger Privatiséierung vun deenen Déngschtleeschtungen. An dass dat op Käschte geet net nëmme vun de Léin a vun den Aarbechtsbedingunge vun deene Leit, déi an deene Gesellschafte schaffen, mä och vun der Sécherheet, dat beweise mëttlerweil scho genuch ausländesch Beispiller.

Ech mengen also, dass et virun deem Hannergrond do drëm geet, no de Wahlen derfir ze suergen, dass dat zweet Gesetz zum Gasmaart, wat déi zweet Direktiv sollt ëmsetzen an dat zweet Gesetz zum Elektrizitéitsmaart, wat déi zweet Direktiv an där Hinsicht soll ëmsetzen - béid Texter sinn hei virun eiser Chamber nach net déposéiert ginn -, dass, wann déi Gesetzer no de Wahle vun enger neier Regierung déposéiert ginn, derfir gesuergt gëtt, dass esouvill Elementer vu Services universels dran enthale si wéi nëmme méiglech, am Interesse vun de Konsumenten hei am Land an och am Intérêt vun de Gemengen, déi nach eegen Energieservicer hunn. An dat europäescht Recht schléisst net nëmmen esou Kritäre vu Services universels net aus, mä et gesäit se esouguer ausdrécklech vir.

Et geet och drëm, fir d'Energieservicer esou wäit ewéi méiglech an öffentlecher Hand ze loossen a fir déi Beschäftegt do a fir d'Bierger am Allgemengen esou wäit ewéi méiglech virun där Entwécklung ze

schützen, déi mat där Législatioun hei wäert op se zoukommen. E wichtegt Element dovu kann d'Bäibehale vum Réseau an öffentlecher Hand sinn, zum Beispill bei de Stroumnetzer, déi nach a Gemengenhand sinn, an et ass jo grad bei dësem Gesetz hei kloer gesot ginn, dass et grad bei klenge Gesellschafte wichteg ass, d'Netz an d'Exploitatioun net ze trennen. Ech mengen awer och, dass d'Gemenge mussen no de Wahlen d'Moyene kréien, fir eegen Energieservicer flexibel an eege Regie kënnen ze féieren.

Dat Ganzt hei ass also en Terrain wou nach ganz vill muss an Zukunft gestridde ginn, fir dass mer net vun enger Liberaliséierungs- a Privatiséierungswell no de Wahlen dervu gedroe ginn. Ech soen Iech merci.

M. le Président.- D'Wuert huet elo den Här Minister Henri Grethen.

M. Henri Grethen, *Ministre des Transports.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, merci allen Intervenanten a besonnesch dem Rapporteur.

Här President, ech hat d'Impressioun, wéi ech dem honorablen Här Urbany nogelauschtert hunn, dass ech an engem falschen Débat wier. Den Här Urbany huet dës Geleeënheet, wat säi perfekt Recht ass, benotzt fir eemol méi seng Theese géint d'Liberaliséierung vum Stapel ze loossen an hei Saachen an de Raum ze stellen, déi géifen antrieden oder déi schonn agetruede wieren, déi an deem Mooss absolut net zoutreffen an och net zougetraff hunn. Ech wëll dat awer net weider kommentéieren.

D'Madame Delvaux hat eng Suerg wat de Präisniveau ugeet. Beim Präisniveau ass et esou, dass bei den Transportpräisser en Tarif vum Exploitant ugefrot gëtt, an dësem Fall der SOTEG, an et ass dann den ILR deen déi Präisser fixéiert. Géint déi Décisioune si Recoursë méiglech an den ILR wäert derfir suergen, dass dës Modifikatioun am Statut vun der SOTEG net zu Präishaussë féiert.

Den Här Greisen, Här President, huet gemengt, mir géifen dëse Projet hei iwwerstierzen. Et ass guer keng Ursaach fir hei iergendeppes ze iwwerstierzen. Et kann een natierlech, awer da misst een entweder d'Chamberreglement oder eis Verfassung ëmänneren, soen, an enger Period zwee oder dräi Méint virun de Wahlen däerf kee Gesetz méi gestëmmt ginn.

Här President, ech hu mer soe gelooss, dës Chamber hätt eventuell hir lescht Sitzung den 19. Mee. Ech hoffen am Intérêt vun deene meeschten heibannen, dass de Grand-Duc sech wäert Zäit huele fir dann awer dës Chamber opzeléisen, sou dass een och nach déi eng oder aner Sitzung kann drunhänken. Et steet néirens dass et verbuede wier, à moins et géif een den offizielle Beschloss huele fir sech opzeléisen als Chamber, dass ee méi spéit och nach ka Projete stëmmen.

Ech wëll einfach nëmmen hei ënnersträichen, Här President, dass dee Reproche vum Här Greisen, dass dat hei iwwerstierzte legislativ Aarbecht wier, wierklech net „de mise“ ass.

Eppes Leschtes zu den Ausféierungen, Här President, vum Här Gira. Den Här Gira huet sech iwwert dëse Projet eraus och Gedanke gemaach iwwert d'Ënnerstëtzung fir aner Energien: Dës Regierung huet zum Beispill an der Fotovoltaik Initiativë geholl, déi mat sech bruecht hunn, dass mir mëttlerweil Weltmeeschter sinn an deem Beräich, mat alle Konsequenzen, déi dat huet, och de finanziellen.

Dës Regierung huet gemengt, si sollt net iwwer hir wesentlech Mandatsdauer eraus Engagementer huelen. Den 13. Juni gi mer wielen an da kann all Bierger jo, jee nodeem wiem e méi zoutraut an där enger oder där anerer Fro - do gëtt et jo Parteien, déi si bal an allem kompetent; anerer sinn nëmmen op engem Punkt kompetent; anerer sinn néirens kompetent -, en âme et conscience décidéieren, wat e wëll, an och an dëser Politik. Mir hunn, mat dëser Politik an der Fotovoltaik déi mer gemaach hunn, an dëser Regierung erreecht, dass mer mëttlerweil Weltmeeschter an deem Domän pro Kapp vun der Bevölkerung sinn, an dës Regierung huet net wëlles sech déi Biller schlecht maachen ze loossen.

***(Interruption)***

1973, Här President, wéi dëst Gesetz, wat mer haut modifizéieren, geholl ginn ass, stounge mer virum Défi, eise ganze Gasapprovisionnement op méi stabil, op nei Féiss ze setzen. Deemools sinn déi städtesch Gaswierker, déi mat Koks Gas hiergestallt hunn, zougemaach ginn. Mir sinn ugeschloss ginn un den internationale Gasréseau aus Holland, aus der Belsch am Ufank, a mir hunn eng Struktur gebraucht fir déi Infrastrukturen ze bauen. Et hätt ee kënnen als Stat se selwer eleng bauen, et hätt een awer och kënnen zesumme mat deene grousse Clienten, dat waren dee Moment d'ARBED, an anere Spezialisten an där Matière, Fournisseuren, dee Réseau bauen.

De Stat huet also eng Mise gemaach. De Stat huet awer gläichzäiteg och gesot: Et huet jo kee Wäert, dass mer op där enger Säit Impôt sur les collectivités oder Impôt commercial communal anzéien an op där anerer Säit dann erëm mat Subsiden déi Infrastrukture weider ënnerstëtzen. Dofir déi Dispositioune wat d'Steierbefreiung ugeet, déi mer haut ofschafen. Dat ass conforme zum Geescht vun där Initiativ vun 1973. Et ass awer ganz besonnesch och conforme zu den europäesche Regelen.

Dëst ass e gutt Gesetz. Et ass e Gesetz dat Normalitéit an dësem Secteur schaaft an dofir sinn ech frou, dass d'Chamber dësem Gesetz hir Zoustëmmung gëtt.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- D'Generaldiskussioun ass elo ofgeschloss. Mir kommen zur Lecture vun den Artikele vum Projet de loi 5274.

***Lecture du texte du projet de loi (par M. Jean Spautz)***

D'Artikelen 1 bis 3 si gelies an ugeholl.

Dir Dammen an Dir Hären, mir stëmmen elo of iwwert dee virleiende Projet.

***Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel***

Déi derfir si stëmme mat Jo, déi dergéint si mat Neen oder si enthale sech.

De Projet de loi ass ugeholl mat 52 Jo-Stëmmen, 1 Nee-Stëmm a 5 Abstentiounen.

*Ont voté oui: Mme Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mme Marie-Josée Frank, MM. Marcel Glesener, Jean-Marie Halsdorf, Norbert Haupert, Nico Loes, Paul-Henri Meyers (par M. Marco Schank), Laurent Mosar, Mme Ferny Nicklaus-Faber, MM. Patrick Santer, Marcel Sauber, Marco Schank, Jean Spautz, Mme Nelly Stein (par M. Jean-Marie Halsdorf), MM. Théo Stendebach, Nicolas Strotz, Fred Sunnen et Lucien Weiler;*

*Mme Simone Beissel, MM. Jeannot Belling (par Mme Simone Beissel), Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Emile Calmes, Mme Agny Durdu, MM. Gusty Graas, Paul Helminger (par M. Claude Meisch), Alexandre Krieps (par M. Emile Calmes), Claude Meisch, Mme Maggy Nagel, MM. Jean-Paul Rippinger et John Schummer;*

*MM. Jean Asselborn, Alex Bodry (par M. Ben Fayot), Mme Mady Delvaux-Stehres, M. Mars Di Bartolomeo, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Jeannot Krecké, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Jos Scheuer, Georges Wohlfart et Marc Zanussi;*

*MM. Jean Colombera (par M. Fernand Greisen), Gast Gibéryen, Fernand Greisen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepp (par M. Aly Jaerling) et Robert Mehlen.*

*A voté non: M. Serge Urbany.*

*Se sont abstenus: MM. François Bausch, Camille Gira, Jean Huss, Mmes Dagmar Reuter-Angelsberg et Renée Wagener (par M. Camille Gira).*

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

***(Assentiment)***

Et ass also esou décidéiert.

Da komme mer elo zur Diskussioun vum Projet de loi 5286, enger Konventioun tëschent Lëtzebuerg an der Türkei iwwert d'Duebelbesteierung. Et sinn ageschriwwe bis elo: déi Häre Krecké a Rippinger. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorablen Här Lucien Clement.

***(Interruptions)***

Wat gelift?

M. Norbert Haupert *(CSV)*.- Den Här Clement ass net hei, dofir kommen ech vir.

M. le Président.- Et ass an der Rei. Dann huele mer de Projet de loi 5227, d'Konventioun mat Malaysia iwwert d'Duebelbesteierung vir an dann herno deen iwwert d'Türkei.

Den Här Haupert huet d'Wuert.

## 4. 5227 - Projet de loi portant approbation de la Convention entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la Malaisie tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune et du Protocole y relatif, signés à Putrajaya, le 21 novembre 2002

***Rapport de la Commission des Finances et du Budget***

M. Norbert Haupert *(CSV), rapporteur.*- Merci, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Projet 5227 gesäit d'Ratificatioun vun engem Duebelbesteierungsofkommes mat Malaysia vir. Malaysia ass e Land am ostasiatesche Raum, deen an deene leschte 25 Joer eng staark wirtschaftlech Entwécklung matgemaach huet. Lëtzebuerg ënnerhält och eng Rei vu wirtschaftleche Relatioune mat Malaysia. Zënter '96 huet och Lëtzebuerg zu Kuala Lumpur, dat heescht an der Haaptstad vu Malaysia, eng Ambassade opgemaach.

D'Zil vun engem Duebelbesteierungsofkommes läit jo doran, fir éischtens mol d'Duebelbesteierung, dat heescht déi excessiv Besteierung vun dem Akommes vu Leit, déi an engem Land wunnen an an deem anere Land e Revenu bezéien, ze évitéieren. Zweetens läit d'Zil dodran, fir dass déi zwee Länner, déi den Accord treffen, sech géigesäiteg bei der Bekämpfung vun der Fraude fiscale ënnerstëtzen.

Déi Accorden, déi mer maachen, lehne sech meeschtens un eng Convention-type déi d'OCDE virgesinn huet. De Prinzip vun deene Konventiounen ass meeschtens deen heiten, an zwar dass d'Besteierung do gemaach gëtt wou déi Leit wunnen, oder wou déi Gesellschaft hire Sëtz huet, déi an deem anere Land e Revenu bezéien. Dat heescht, wann e Lëtzebuerger a Malaysia Suen investéiert huet an e kritt do e Revenu dervun, en Dividend oder Zënsen, da sollen déi am Fong geholl zu Lëtzebuerg besteiert ginn an net a Malaysia. Datselwecht wann eng Lëtzebuerger Entreprise a Malaysia iergendwéi e Chantier huet, da sollen déi Revenuen, déi se do bezitt, hei zu Lëtzebuerg besteiert ginn an net a Malaysia.

Dat ass am Fong geholl de Prinzip, mä do gëtt et dann an deenen eenzelne Konventiounen Derogatiounen zu der Convention-modèle. Ech wéilt hei op déi sechs wichtegst agoen.

Éischtens mol wat d'Definitioun vun der Résidence vun enger Gesellschaft ubelaangt. Normalerweis steet an de Konventiounen, dass déi Gesellschaften do residéieren, wou se de Siège vun hirer Direction effective hunn. Or, Malaysia huet Problemer, well eben an hirer Gesetzgebung de Siège vun der Direction effective net definéiert ass. Dofir ass an der Konventioun hei virgesinn, dass d'Autoritéite vun deenen zwee Länner sech géingen eenegen, wou dann d'Residenz vun deenen eenzelne Gesellschafte wier.

Zweetens, wat den Établissement stable ubelaangt, dat heescht wann eng Gesellschaft aus engem Land an engem anere Land während enger gewësser Zäit do Aarbechte vollzitt, dann huet se no enger gewësser Zäit do en Établissement stable a gëtt dann an deem anere Land besteiert. Normalerweis steet an de Konventiounen, dass den Établissement stable an deem anere Land unerkannt gëtt, wa se méi wéi zwielef Méint do hir Entreprisen ausübt. Hei an dëser Konventioun ass virgesinn, dass dat schonn no néng Méint de Fall ass.

Drëttens, wann eng Gesellschaft mat der Surveillance vun engem Chantier an engem anere Land betraut ass, da kritt déi Gesellschaft, déi d'Surveillance mécht, hiren Établissement stable schonn definéiert, wa se méi wéi fënnef Méint an deem anere Land hir Aktivitéiten ausübt.

Véiertens, wat d'Zënsen ubelaangt, do gesäit d'Konventioun vir, datt se am Ursprongsland, dat heescht dat Land wat d'Zënse bezilt, kënne besteiert ginn, awer mat engem Maximum vun 10%. Dat ass am Fong geholl d'Regel vun de Konventiounen. Hei an dëser Konventioun steet awer dann eng Derogatioun dran, an zwar am Fall wou e Lëtzebuerger seng Sue bei enger malaysescher Bank a Malaysia déposéiert huet an also do en Intérêt kritt. Déi Zënse sinn da vun der Steier befreit. Datselwecht ass de Fall wann et sech ëm e Prêt agréé oder e Prêt garanti handelt.

Eng fënneft Derogation ass déi vun de Redevancen; Redevancen déi ee bezilt op Breveten oder op Droits d'auteur. Do gesäit normalerweis d'Konventioun vir, dass déi Redevancen an deem Land besteiert gi wou de Bénéficiaire vun deene Redevancë wunnt. Hei gesäit d'Konventioun am Fong geholl e Partage vun de Steieren tëschent deenen zwee Länner vir, awer mat engem Maximum vun 8% an deem Land dat d'Redevancë bezilt. Datselwecht gëllt fir technesch Servicer, déi an engem Land prestéiert ginn.

Eng lescht Derogatioun, déi Lëtzebuerg praktesch an all Konventioun huet, ass eng Derogatioun zu de Besteierunge vun de Pensiounen, déi iwwert de Wee vun der sozialer Versécherung ausbezuelt ginn. Normalerweis sinn d'Pensiounen do besteierbar wou de Bénéficiaire residéiert. Well eis Regierung awer - dat heescht de Stat - zu de Pensiounen een Drëttel mat finanzéiert a well och nach déi Cotisatiounen, déi den Employé an den Employeur bezuelen, vun der Steier kënnen ofgesat ginn, gesäit Lëtzebuerg a sämtleche Konventioune vir, dass d'Pensiounen net an deem Land besteiert gi wou de Bénéficiaire wunnt, mä an deem Land wou se bezuelt ginn. Dat heescht, déi Pensiounen, déi Lëtzebuerg an d'Ausland bezilt, ginn hei zu Lëtzebuerg besteiert, an net an deem Land wou de Bénéficiaire wunnt.

Voilà, dat si grosso modo déi grouss Derogatiounen, déi an dëser Konventioun virgesi sinn. D'Kommissioun huet dee Rapport, deen Iech virläit, unanime ugeholl a si invitéiert d'Chamber dee Projet esou ze stëmmen, wéi en hei virläit. Ech ginn och domadder den Accord vun eiser Fraktioun.

Ech soen Iech merci.

M. le Président.- Als éischte Riedner ass den Här Jeannot Krecké agedroen. Den Här Krecké huet d'Wuert.

***Discussion générale***

M. Jeannot Krecké *(LSAP)*.- Här President, ech soen dem Norbert Haupert wéi ëmmer merci. En huet sech zwar virgedrängt, mä en huet en excellente Rapport gemaach, wéi ëmmer. Ech soen em merci dofir. Mir stëmme selbstverständlech déi Konventioun hei.

M. le Président.- Den Här Jean-Paul Rippinger huet d'Wuert. Oder?

M. Gusty Graas *(DP)*.- Bon, Här President, vu datt den Här Rippinger kuerzfristeg empêchéiert ass, iwwerhuelen ech dann déi wichteg Missioun, fir fir d'éischt dem Kolleeg Haupert merci ze soe fir seng ganz interessant Rapporten, an ech bréngen och gläichzäiteg den Accord vun der DP-Fraktioun.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Ass kee méi agedroen? Da kritt elo den Här Minister Henri Grethen d'Wuert.

M. Henri Grethen, *Ministre de l'Économie.*- Här President, d'Regierung freet sech iwwert déi breet Zoustëmmung a seet der Chamber merci derfir.

M. le Président.- D'Diskussioun ass elo ofgeschloss. Mir kommen zur Lecture vum Article unique a stëmmen driwwer of.

***Lecture du texte du projet de loi (par M. Jean Spautz)***

Den Article unique ass gelies an ugeholl.

Dir Dammen an Dir Hären, mir stëmmen also of iwwert de Projet de loi 5227.

***Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel***

Déi derfir si stëmme mat Jo, déi dergéint si mat Neen oder si enthale sech.

De Projet de loi ass ugeholl mat 57 Jo-Stëmme bei 1 Abstentioun.

*Ont voté oui: Mme Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mme Marie-Josée Frank, MM. Marcel Glesener, Jean-Marie Halsdorf, Norbert Haupert, Nico Loes, Paul-Henri Meyers (par Mme Ferny Nicklaus-Faber), Laurent Mosar, Mme Ferny Nicklaus-Faber, MM. Patrick Santer, Marcel Sauber, Marco Schank, Jean Spautz, Mme Nelly Stein (par M. Jean-Marie Halsdorf), MM. Théo Stendebach, Nicolas Strotz, Fred Sunnen, Lucien Weiler et Claude Wiseler (par M. Théo Stendebach);*

*Mme Simone Beissel, MM. Jeannot Belling (par Mme Simone Beissel), Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Emile*

*Calmes, Mme Agny Durdu, MM. Gusty Graas, Paul Helminger (par M. Claude Meisch), Alexandre Krieps (par M. Gusty Graas), Claude Meisch, Mme Maggy Nagel, MM. Jean-Paul Rippinger (par M. Niki Bettendorf), Marco Schroell (par M. Emile Calmes) et John Schummer;*

*MM. Jean Asselborn, Alex Bodry (par M. Ben Fayot), Mme Mady Delvaux-Stehres, M. Mars Di Bartolomeo, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Jeannot Krecké, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Jos Scheuer, Georges Wohlfart et Marc Zanussi;*

*MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen;*

*MM. François Bausch (par Mme Dagmar Reuter-Angelsberg), Camille Gira, Jean Huss, Mmes Dagmar Reuter-Angelsberg et Renée Wagener (par M. Camille Gira).*

*S'est abstenu: M. Serge Urbany.*

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

***(Assentiment)***

Et ass also esou décidéiert.

Elo komme mer zur Diskussioun vum Projet de loi 5286, enger Konventioun tëscht Lëtzebuerg an der Türkei iwwert d'Duebelbesteierung. Ageschriwwe sinn déi Häre Krecké a Rippinger. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorablen Här Lucien Clement.

## 5. 5286 - Projet de loi portant approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République de Turquie tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune et du Protocole y relatif, signés à Ankara, le 9 juin 2003

***Rapport de la Commission des Finances et du Budget***

M. Lucien Clement *(CSV), rapporteur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Türkei ass, wéi mer et jo alleguerte wëssen, Demandeur, fir datt d'Gespréicher fir d'Adhésioun an d'EU entaméiert ginn.

D'Türkei huet am Moment ronn 63 Milliounen Awunner. Zënter den 80er Joren huet sech d'Türkei kontinuierlech an eng oppen Ekonomie verwandelt. E Virgank, deen en enorme Wirtschaftsopschwonk mat sech bruecht huet. Dat gouf begleet duerch eng Sozialverännerung vun der tierkescher Gesellschaft. Vill Tierke goufen am Laf vun de Jore vu Baueren um Land zu Aarbechter an de Stiet.

Dëse Wirtschaftsopschwonk ass allerdéngs schonns e puermol duerch e bësselche méi zolidd Krise gestéiert ginn. Dat war an de Jore '94, '95 an och '99. D'Ursaach fir dës Krise waren an der tierkescher Budgetspolitik an an enger ze héijer Inflatioun ze sichen.

Zënter 1994 sinn eis Exporter an d'Türkei liicht gewuess, vu 25 Milliounen op 29 Milliounen Euro. Am Géigenzuch hu mir tierkesch Waren an engem Wäert vu 7,7 Milliounen Euro importéiert.

Dir gesitt, Här President, et ass net grad immens vill. Et ass awer séier wahrscheinlech, datt an noer Zukunft mat engem staarke Wuesstum vum Handel mat der Türkei ze rechnen ass. Dëser Prognos leien zwee Argumenter zu Gronn. Eng Kéier, dass et déi ëmmer méi enk Vernetzung vun der Europäescher Unioun mat der Türkei gëtt, an op där anerer Säit ass et déi wirtschaftlech Entwécklung an der Türkei selwer.

Déi tierkesch politesch Klass huet sech fir déi nächst Joren ee grousst Zil gesat: de Bäitrëtt vun der Europäescher Unioun. Schonns haut gëtt um wirtschaftleche Plang enk zesumme geschafft. Etappeweis ass bis Enn '95 den Accord d'association vun 1963 a Kraaft getrueden. D'Türkei selwer fillt sech och zum Deel als europäesche Stat. Dat kënnt och dodran zum Ausdrock, datt si Grënnungsmember vum Conseil de l'Europe war.

Här President, de Projet de loi zur Approbatioun vum Duebelbesteierungsofkommes mat der Türkei gouf de 27. Januar 2004 vun der Ausseministesch hei an der Chamber déposéiert, nodeems d'Ofkommes selwer den 9. Juni 2003 zu Ankara ënnerschriwwe gouf.

De Statsrot huet den 30. Mäerz 2004 e positiven Avis ofginn. En erkläert, an ech zitéieren: «Même si la Turquie est à ce stade encore un partenaire économique plutôt modeste du Luxembourg, il s'agit de développer à son égard une stratégie à long terme.»

De Statsrot weist awer och nach drop hin, datt d'Konventioun nëmmen op Englesch ass an net wéi üblech och op Franséisch.

D'Finanz- a Budgetskommissioun ass den 19. Abrëll zu enger Sëtzung zesumme komm, fir de Projet de loi an den Avis vum Statsrot ze analyséieren. Si huet an därselwechter Sëtzung mech als Rapporteur désignéiert an och de Projet de rapport ugeholl.

Här President, dat Ofkommes hei baséiert, wéi et mëttlerweil d'Regel ass fir Duebelbesteierungsofkommessen, déi zu Lëtzebuerg ausgehandelt ginn, um Modell vun der OCDE. An de Verhandlunge goufen och an dësem Fall e puer Ofwäichunge vun dësem Modell ausgehandelt.

Op déi eenzel Ofwäichunge wëll ech nach kuerz agoen. Als éischt wëll ech ënnerstraichen, datt den Uwendungsberäich all Résidentë vun deenen zwee Verhandlungsstate betrëfft. De Statsrot sot dozou, datt heimat all Problem vun enger eventueller Diskriminéierung am Hibléck op eng Nationalitéit ausgeschloss ass.

D'Definitioun vum Terme „Trafic international" betrëfft net nëmmen d'Schëfffahrt, mä gëtt och op de Stroossentransport ausgeweit. Wann d'Zënse vun engem Emprunt mat enger Lafzäit vun zwee Joer bezuelt ginn, da beleeft sech de maximale Quellesteiersaz op 10%. Bei Zënse vun engem Emprunt mat enger Lafzäit vu manner wéi zwee Joer gëtt e Saz vu 15% applizéiert. Wat den Artikel 14 ubelaangt, behält d'Türkei sech d'Recht vir, déi onofhängeg Beruffer ze besteieren, och wa se keng fest Büroe fir hir Aktivitéiten an der Türkei hunn, soubal sech dës op d'mannst 183 Deeg um tierkeschen Territoire ophalen.

Am Résumé: Am Abléck sinn eis Geschäftsbezéiunge mat der Türkei nach net esou ausgeprägt, mä et ass ofzegesinn - wéi ech dat scho gesot hunn -, datt sech dat zum Positive verännere wäert. Dofir ass dësen Duebelbesteierungsaccord ganz wichteg, fir dass d'Geschäftsleit an awer och d'Privatleit a Bezuch op hir Steiere Kloerheet hunn, wou se besteiert ginn. Dofir fält et mer net schwéier fir lech ze bieden, dëst wichtegt Duebelbesteierungsofkommes ze stëmmen.

Ech ginn dann och heimadder den Accord vun der CSV-Fraktioun a soen lech merci, datt Der mer nogelauschtert hutt.

M. le Président.- D'Wuert huet elo den Här Jeannot Krecké.

***Discussion générale***

M. Jeannot Krecké *(LSAP).*- Här President, well de Rapporteur virun e puer Wochen zu Ankara, och nach niewent sengem Rapport, konnt déi Froe stellen, déi noutwendeg waren, fir zu deene Konklusiounen do ze kommen, kann ech mech och nëmme sengem Rapport uschléissen a mir wäerten dat do stëmmen.

M. le Président.- D'Wuert huet den Här Gusty Graas.

M. Gusty Graas *(DP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech profitéieren och vun der Geleeënheet, fir dem Lucien Clement merci ze soe fir de Rapport zu deem wichtege Gesetz do a bréngen och gläichzäiteg den Accord vun der DP-Fraktioun.

M. le Président.- D'Wuert huet den Här Minister Henri Grethen.

M. Henri Grethen, *Ministre de l'Économie.*- Här President, d'Regierung seet merci fir déi breet Zoustëmmung.

M. le Président.- D'Diskussioun ass elo ofgeschloss a mir kommen zur Lecture vum Article unique a stëmmen driwwer of.

***Lecture du texte du projet de loi (par M. Jean Spautz)***

Den Article unique ass gelies an ugeholl.

Mir maachen de Vote vum Projet de loi 5286.

***Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel***

Déi fir de Projet si stëmme mat Jo, déi aner mat Neen oder si enthale sech.

De Projet de loi ass ugeholl mat 54 Jo-Stëmme bei 1 Abstentioun.

*Ont voté oui: M. Lucien Clement, Mme Marie-Josée Frank, MM. Marcel Glesener, Jean-Marie Halsdorf, Norbert Haupert, Laurent Mosar, Mme Ferny Nicklaus-Faber, MM. Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean Spautz, Mme Nelly Stein (par M. Jean-Marie Halsdorf), MM. Théo Stendebach, Nicolas Strotz, Fred Sunnen, Lucien Weiler et Claude Wiseler (par M. Théo Stendebach);*

*Mme Simone Beissel, MM. Jeannot Belling (par Mme Simone Beissel), Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Emile Calmes, Mme Agny Durdu, MM. Gusty Graas, Paul Helminger (par M. Xavier Bettel), Alexandre Krieps (par M. Niki Bettendorf), Claude Meisch, Mme Maggy Nagel, MM. Jean-Paul Rippinger (par M. Emile Calmes), Marco Schroell (par M. Claude Meisch) et John Schummer;*

*MM. Jean Asselborn, Alex Bodry (par M. Ben Fayot), Mme Mady Delvaux-Stehres, M. Mars Di Bartolomeo, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Jeannot Krecké, Mme Lydia Mutsch, MM. Jos Scheuer, Georges Wohlfart et Marc Zanussi;*

*MM. Jean Colombera (par M. Aly Jaerling), Gast Gibéryen, Fernand Greisen (par M. Jacques-Yves Henckes), Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen;*

*MM. François Bausch, Camille Gira, Jean Huss, Mmes Dagmar Reuter-Angelsberg et Renée Wagener (par M. Camille Gira).*

*S'est abstenu: M. Serge Urbany.*

Gëtt d'Chamber Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

***(Assentiment)***

Et ass also esou décidéiert.

Dir Dammen an Dir Hären, domadder ass mer um Enn vun eisem Ordre du jour vun haut ukomm. Déi nächst Sitzung ass muer de Mueren um néng Auer. D'Sitzung ass opgehuewen.

***(Fin de la séance publique à 16.55 heures)***

Chamber TV

Chambre des Députés
LUXEMBOURG

um Réseau vun der Eltrona / Siemens (imagin)

um Kanal S40 / 455.25 Mhz

um Réseau vun der Coditel

um Kanal S 29

och an der Rediffusioun all Sëtzungsdag vun 19:00 Auer un

## Ordre du jour

1. Communications
2. Question avec débat N°40 de M. Georges Wohlfart relative à la politique agricole
3. 5103 - Projet de loi portant création d'un établissement public nommé „Centre de Musiques Amplifiées"

   4737 - Proposition de loi de M. Robert Garcia portant création d'un établissement public nommé „Centre de créations et d'événements musicaux Janis Joplin"

   *(Rapports de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de la Culture - Discussion générale - Lecture du texte du projet de loi - Vote et dispense du second vote constitutionnel)*
4. 5269 - Projet de loi relative au réaménagement sécuritaire de l'échangeur de Helfenterbruck

   *(Rapport de la Commission des Travaux publics - Discussion générale - Lecture du texte du projet de loi - Vote et dispense du second vote constitutionnel)*
5. 5267 - Projet de loi relative à l'adaptation budgétaire du projet de construction d'une liaison routière avec la Sarre

   *(Rapport de la Commission des Travaux publics - Discussion générale - Lecture du texte du projet de loi - Vote et dispense du second vote constitutionnel)*
6. 5191 - Projet de loi portant réorganisation de l'Administration des Bâtiments Publics

   *(Rapport de la Commission des Travaux publics - Discussion générale - Lecture du texte du projet de loi - Vote et dispense du second vote constitutionnel)*

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Fernand Boden et Mme Erna Hennicot-Schoepges, Ministres.

***(Début de la séance publique à 9.02 heures)***

**M. le Président.**- D'Sitzung ass op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

***(Négation)***

### 1. Communications

Ech hu folgend Kommunikatiounen un d'Chamber ze maachen:

Madame Anne Brasseur, Ministre de l'Éducation nationale, de la Formation professionnelle et des Sports, a déposé au Greffe de la Chambre des Députés, en date du 4 mai 2004

- le projet de loi 5337 portant création d'un congé individuel de formation et modifiant la loi modifiée du 4 octobre 1973 concernant l'institution d'un congé-éducation, et

- le projet de loi 5338 portant création d'un Lycée technique pour professions éducatives et sociales.

Monsieur Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État, a déposé le même jour le projet de révision 5339 des articles 76 à 83 et 116 de la Constitution.

Als éischte Punkt op eiser Dagesuerdnung hu mer haut d'Question avec débat N°40 vum Här Georges Wohlfart iwwert d'Ackerbaupolitik. Et handelt sech heibäi ëm eng Demande d'interpellation, déi laut Artikel 83 vum Chamberreglement an eng Fro ëmgewandelt ginn ass. Den Auteur vun der Fro huet fënnef Minutten Zäit zu senger Haaptfro an no der Äntwert vum Minister fir seng Zousazfro virzedroen. Der Regierung stinn zéng Minutten zou. D'Wuert huet elo den Här Georges Wohlfart.

### 2. Question avec débat N°40 de M. Georges Wohlfart relative à la politique agricole

**M. Georges Wohlfart** *(LSAP)*.- Merci, Här President. Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech bedauere virop, dass mer net d'Méiglechkeet hunn am Kader vun enger Interpellatioun all Fraktioune Geleeënheet ze ginn, zu dësem Sujet Stellung ze huelen, mä ech kommen dann direkt zu menger Fro, well jo d'Zäit ganz begrenzt ass.

Den 12. Juli 2001 hu mer hei an der Chamber dat neit Agrargesetz gestëmmt. Deemools hu verschidde Leit gemengt, dat wär e grousse Schrëtt no vir. Dat musse mer da kucken, wa mer an e puer Joer de Bilan definitiv maachen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et huet ee festgestallt, dass d'Zuel vun de Betriber an der Landwirtschaft iwwert déi Jore virdrun dramatesch ofgeholl huet, méi wéi 3% pro Joer, an ech wollt de Minister virop froen, ob deen Trend zumindest konnt gebremst ginn, well mir wësse jo, dass et onméiglech ass, dass deen Trend soll ëmgedréint ginn.

Doraus ergëtt sech dann eng Zousazfro, dat ass déi wéi vill Primes de première installation bis elo konnten ausbezuelt ginn. En anere Punkt, deen ons an och d'Landwirtschaft interesséiert, dat ass d'Entwécklung vum Akommes. Deemools war hei op der Tribün gesot ginn, dass d'Akommes vum Bauer am Joresduerchschnëtt mat iwwer 774.000 deemools Lëtzebuerger Frang pro Joer hannert dem Revenu moyen vu Lëtzebuerg géif leien.

En aneren Objektiv war deen, fir de Secteur vun der Schwéngsproduktioun, deen hei zu Lëtzebuerg nëmme 6% ausmécht vun deem wat konsuméiert gëtt, weider kënnen auszebauen. Och do meng Fro wat déi Resultater ugeet, en éischte Bilan no knapp dräi Joer wou dëst Agrargesetz elo a Kraaft ass. An eng nei Mesure war derbäi, fir iwwer 1,7 Milliarde Lëtzebuerger Frang d'Entwécklung vum ländleche Raum ze förderen. Ech wollt och do den Här Minister froen, wéi vill Projete konkret bis elo dovu konnte profitéieren a wat dat dann och vläicht - wann en et ka soen - um Gebitt vun der Schafung vun Aarbechtsplazen ausmécht.

Zweete Punkt, Här President, mir hunn zwee Deeg virdrun hei och an der Chamber no enger öffentlecher Unhéierung vu sämtlechen Acteuren aus dem Secteur, dat heescht net nëmmen dem Gesondheets- an dem Landwirtschaftsministère mä och vun de Verwaltungen an allen aneren Implizéierten, déi mer ugehéiert hunn am Februar/Mäerz, en Débat d'orientation gefouert iwwert d'Liewensmëttelsécherheet. Heibäi ass dunn duerch de Rapporteur an och vun anere Leit e Bilan gezu ginn. Mir hunn eng Rei vun interessanten - wéi ech fannen - Virschléi zréckbehalen, an ech mengen et si jo och eng Rei Saachen ëmgesat ginn an d'Realitéit, dat heescht zum Beispill eng verstäerkt Zesummenaarbecht tëschent deenen eenzelne Servicer vun deenen zwee Ministèren. Dat schéngt mir eng evident Saach ze sinn, mä et ass och ze begréissen, dass mer hei an der Chamber d'Gesetz gestëmmt hunn iwwert d'Schafung vum Laboratoire national de Santé.

Op där anerer Säit sinn awer och menger Meenung no eng Rei Propositiounen, déi ech perséinlech an och aner Leit bei där Debatt interessant a konstruktiv fonnt hunn, net berücksichtegt ginn. Ech denken do un d'Iddi vum roude Punkt, dat heescht wou mer de ganze Produktiounsoflaf mat a Betracht zéien, net nëmmen e Produkt, an dann d'Schafung vun enger Agence vun der Liewensmëttelsécherheet, wat deemools och hei vu ville Leit begréisst gouf.

Drëtte Punkt, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Situatioun am agroalimentairë Secteur. Ech mengen et wousst ee vun de Schwieregkeete vun der Cepal, wéi awer d'Chifferen op den Dësch komm sinn um Enn vum leschte Joer, mat engem Bilan, dee relativ desastréis war, dunn huet sech munches hei zu Lëtzebuerg beweegt. Leider Gottes ass et och esou, dass do hu missen Aarbechtsplazen ofgebaut ginn.

D'Fro stellt sech, Här President, Dir Dammen an Dir Hären: Wat fir en agroalimentairë Secteur wëlle mer hei nach zu Lëtzebuerg, oder vläicht anescht, kënne mir en iwwerhaapt hei zu Lëtzebuerg erhalen, wa mer ons bewosst sinn, dass et ëmmer méi schwéier gëtt, fir an der internationaler Konkurrenz ze bestoen? Dat heescht an anere Wierder och, mat wat fir Acteure kréie mer et an Zukunft do ze dinn? Ënner wat fir Formen - Gesellschaftsform, einfach Zesummenaarbecht oder Fusioun oder Iwwerhuelen - ass dat méiglech?

Dat gesot, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wollt ech awer nach froen ob et stëmmt, dass eng positiv Entwécklung zumindest sech ofzeechent wat „De Verband" an d'Silozentral ugeet. Eng aner Fro, déi am Raum steet, ass déi vun der Saatbaugenossenschaft. An dee leschte Punkt, Här Minister, Dir hutt, wann ech gutt am Bild sinn, an den Diskussiounen Zesummenaarbecht tëschent Herdbuch an SEG en Audit an Optrag ginn, an ech wollt Iech froen, wéi deen Audit sech dann elo entwéckelt a wat fir e Stellewäert deen Audit huet, vu dass ech awer scho weess, dass et sécherlech juristesch esou ass, dass en do net bindend ass. Dat wären déi Froen, déi ech wollt dem Här Minister stellen.

**Une voix**.- Très bien.

**M. le Président.**- D'Wuert huet den Här Ackerbauminister Fernand Boden.

**M. Fernand Boden**, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, den Här Wohlfart huet eng ganz Rei vu Froe gestallt. Wann en de Rapport d'activité vun eisem Ministère nokuckt, da fënnt e ganz vill Äntwerten op déi Froen, déi e gestallt huet. Wéi vill Primes de première installation hei ausgedeelt gi sinn, wéi d'Zuel vun de Betriber sech entwéckelt huet, wéi d'Akommes sech entwéckelt huet, alles dat ass doranner festgehalen an och mat Zuele beluecht.

Den Här Wohlfart huet hei gesot, d'Agrargesetz hätt e Kader gesat, et misst een elo emol kucke wéi de Bilan wär. Ech muss soen, ech hunn ëmmer drop insistéiert, dass dat Agrargesetz e gudde legale Kader setzt fir der Lëtzebuerger Landwirtschaft Zukunftsperspektiven opzemaachen, fir hir Kompetitivitéit ze verbesseren, fir och d'Qualitéitsproduktioun hei am Land ze förderen. A wann een de Bilan vun deem Agrargesetz kuckt, gesäit een, dass et bis elo seng Prouf bestanen huet, dass d'Lëtzebuerger Baueren a Wënzer staark dovunner profitéiert hunn, an ech wëll nach eng Kéier insistéieren drop, dass et am Fong an deem Agrargesetz wéi e roude Fuedem Begrëffer gi wéi Qualitéit, Hygiène, Ëmwelt- an Déiereschutz, a mir wëllen eendeiteg d'Landwirtschaft an déi dote Richtung guidéieren.

Do sinn eng Rei vun neien Akzenter gesat ginn, d'Agrarëmweltmoossname si staark ausgebaut ginn. Et maachen haut méi wéi 90% vun de Lëtzebuerger Betriber bei deenen Agrarëmweltmoossname mat. Mir hunn d'Ausgläichzoulag staark ausgebaut, an eleng d'Agrarëmweltmoossnamen an d'Ausgläichzoulag maache pro Joer méi wéi 25 Milliounen Euro aus. Dat ass ebe fir de Baueren ze hëllefen, hir multifunktionell Roll kënnen hei am Land ze spillen, a fir och matzehëllefen, dass hiert Akommes ka verbessert ginn. An dat Akommes ass an de leschte Jore reell ëm ronn 2% pro Joer an d'Luucht gaangen, fir dem Här Wohlfart dorobber eng Äntwert ze ginn.

Mir hunn och versicht fir d'Konkurrenzfäegkeet vun der Lëtzebuerger Landwirtschaft iwwert d'Agrargesetz ze verbesseren. Déijéineg, déi bereet sinn ze investéieren, kréie ganz staark gehollef, an d'Baueren hunn investéiert, d'Wënzer hunn investéiert, si gleewen also un d'Zukunft vun der Landwirtschaft a vum Wäibau hei zu Lëtzebuerg. Eleng an de leschte véier Joer sinn 210 Milliounen Euro Bäihëllefen an der Landwirtschaft investéiert ginn. Also 210 Milliounen Euro Bäihëllefen, dat war nach ni virdrun de Fall! Mir wäerten dat mat esou 95 Milliounen Euro Bäihëllefen an deene véier Joer begleet hunn. Et gesäit een also, dass dat Agrargesetz, och wat d'Investitiounsbereetschaft vun de Baueren ubelaangt, seng Roll a seng Aufgab voll a ganz erfëllt huet. Doduerch kënnen d'Betriber e Strukturwandel matmaachen.

Et ass normal, dass d'Zuel vun de Betriber lues erofgeet, mä d'Betriber, déi bleiwen, gi méi konkurrenzfäeg, si gi méi grouss, an déi jonk Leit, déi Betriber iwwerhuelen, an déi gi jo méi staark gefördert wéi déi aner, déi hunn haut eng duerchschnëttlech Surface vun 80 Hektar. Dat ass immens héich, et ass schnell gewuess. Et gesäit een also, dass déi Betriber, déi bleiwen, wou déi Jonk bereet sinn dranzegoen, dass déi och wéi gesot konkurrenzfäeg sinn. Si hu sech moderniséiert, si hunn innovéiert, si versiche sech ze diversifiéieren, a mir hunn dat och staark begleet iwwer eng ganz Rei vu Moossnamen.

Diversifikatioun. Mir versichen de Schwéngssecteur auszebauen. Mir hu 5.000 nei Maschtplazen, déi dobäikomm sinn, subventionéiert. Mir wäerten der elo 5.000 nei ausschreiwen, well mer der jo 10.000 kënne bäimaachen a mir sinn dat eenzegt Land wat dat ka maachen an dat ass nëmme méiglech gewiescht, well d'Zuel vun de Marque-nationale-Hame ganz staark an d'Luucht gaangen ass. Et ass eng Demande um Maart vu Qualitéitsschwéngefleeschprodukter a mir hoffen, wéi gesot, datt mer doduerch och kënne weider déi Diversifikatioun virufféieren.

Am Gefligelsecteur hate mer gehofft, datt dee méi staark kënnt ausgebaut ginn. Et bestinn och Méiglechkeeten am Agrargesetz fir dat ze maachen. Do mussen d'Baueren natierlech matzéien. Mir ënnerstëtzen dat och weiderhin. Mir hu versicht fir de Baueren ze hëllefen alternativ Akommesquellen ze erschléissen a wann Der kuckt wéi vill Bauere bereet waren an d'Biogasanlagen ze investéieren, gesäit een, datt se versiche mat an d'Richtung vun den alternativen Energien ze goen, datt se och versichen den Image vun der Landwirtschaft dobaussen ze verbesseren an dat ass och dee Wee an dee mer se wëlle weider diriгéieren an hinnen hëllefe weider dee Wee ze goen.

D'Selbstvermaartung huet zougeholl. Et sinn Nischeprodukter geschafe ginn a virun allem musse mer versiche fir qualitéitsorientéiert ze schaffen an alleguer déi, déi qualitéitsorientéiert schaffen, kréie méi staark gehollef wéi déi aner. Dat zielt och fir den agroalimentairë Secteur. Am Agrargesetz ass virgesinn, datt déi, déi an d'Qualitéit investéieren, 5% méi kréien, dat heescht 40% vum Invest als Bäihëllefe kréien. Dat gëllt fir d'Schluechthaiser, fir d'Siloen, déi opgebaut ginn, fir Saatgutstatiounen, dat zielt fir Molkereien, déi eventuell investéieren a sech moderniséieren. Also, do gëtt staark gehollef an ech wëll och dem Här Wohlfart soen, datt mir alles maache fir den agroalimentairë Secteur hei zu Lëtzebuerg ze erhalen, well mir brauche staark Genossenschaften, mir brauchen och hei Produktiounsstätten, déi eis Primärprodukter verschaffen, vermaarten, doraus Méiwäert schafen, deen hei am Land geschaaft gëtt, datt hei Aarbechtsplaze gehale ginn.

Dofir huet d'Regierung och eng Initiativ geholl fir d'Leit, déi an deem Secteur schaffen, beieneen ze kréien, fir ze kucken, datt se zesummefannen, datt se eng Masse critique kréien, fir datt mer kënne konkurrenzfäeg bleiwen an datt mer déi Konzentratioun, déi sech am Handel mécht, och méi staark kréie bei deenen déi d'Produktioun an d'Veraarbechtung maachen.

Mir hoffen och, datt deen Audit, dee jo elo amgaangen ass, fir ze kucke wéi ee kann den SEG an d'Herdbuch beienee kréien, datt se zesummeschaffen an d'Vergaangenheetsbewältegung ofschléissen am Intérêt vun de Lëtzebuerger Baueren. Mir hoffen, datt deen Audit, dee jo fir Enn Juli soll fäerdeg sinn, nei Weeër weist, wéi se kënne besser a méi enk zesummeschaffen. Mir hoffen och, datt d'Cepal iwwer hir Schwieregkeete kann ewechkommen an datt déi Gespréicher, déi scho wäit fortgeschratt sinn tëschent dem Verband an tëschent der Silozentral, am Laf vun dësem Mount nach zu engem gudden Ofschloss kënne kommen. Dann hu mer op d'mannst en éischte positiven Akzent gesat, fir eng Stäerkung vum agroalimentairë Secteur hei zu Lëtzebuerg.

En anere Froeberäich, deen den Här Wohlfart ugeschwat huet, ass dee vun der Liewensmëttelsécherheet. Do huet en drop higewisen, datt de Santésministère an de Landwirtschaftsministère eng Cellule de coordination gemaach hunn. Do sinn Experten dran aus deene verschiddene Verwaltungen, déi sech mat der Liewensmëttelsécherheet ausenaner setzen. Déi maachen eng Gestioun vum Risiko, si maachen eng Kommunikatioun vum Risiko an déi hu bis elo eng gutt Aarbecht geleescht.

Mir hunn och d'Effektiver vun der Veterinärverwaltung staark an d'Luucht gehuewen. Mir hunn en neit Gesetz dofir gemaach. Do si sechs Leit derbäikomm. Mir hunn e Postë vum Coordinateur vun der Liewensmëttelsécherheet am Agrarministère geschaaft. D'Labo-

ratoiren hu gutt Viraarbecht gemaach fir lues a lues akkreditéiert ze ginn. Déi eng si scho prett, déi aner sinn amgaangen dee Wee ze goen. Mir hunn e Gesetz hei gestëmmt iwwert de Laboratoire de Santé, dee soll nei gebaut ginn zu Diddeleng. An deem Zesummenhank hutt Der eng Motioun gestëmmt, datt och de Veterinärslaboratoire op deem nämlechte Site soll gebaut ginn a wann dat geschitt, da kann deen och akkreditéiert ginn. Mir schaffen dorunner fir d'Viraarbechten ze maachen.

Et ass e Plan national fir d'Promotioun vun der Qualitéit gemaach ginn. An deem Plang huet d'Liewensmëttelsécherheet eng ganz breet Plaz kritt. Do ginn eng ganz Rei vun Initiativen ergraff fir sech ze verbesseren.

Den Här Wohlfart huet bedauert d'Aktioun „roude Punkt" wier net realiséiert ginn. Ech wier emol frou wann e mer géif erkläre wat genee déi Aktioun „roude Punkt" soll sinn. Bis elo konnt e mer dat nach net erklären, mä mir hu versicht iwwer eng ganz Rei Initiativen d'Traçabilitéit, den Etiquetage vun de Liewensmëttel ze verbesseren a besonnesch bei dem Rëndfleesch kann een haut noverfollege vun dem Bauer bis un d'Théik vu wiem a vu wou dat Rëndfleesch kënnt. Do sinn also wesentlech Verbesserunge gemaach ginn.

Dat nämlecht ass elo fir d'Eeër agefouert ginn, wou op den Eeër muss stoe wéi déi Hénger, déi d'Eeër geluecht hunn, gehale gi sinn. Den Etiquetage vun den Additiven ass verbessert ginn. Den Etiquetage vun den OGMen an hir Traçabilitéit si gekläert ginn, an Dir wësst, datt besonnesch wat d'OGMen ubelaangt, mer do eng ganz restriktiv Haltung anhuelen an datt mir de Principe de précaution ëmmer spille gelooss hunn, datt mer praktesch mat den Éisträicher déi Regierunge sinn, déi am strengste géint d'OGMe virginn, déi am skepteschste sinn an déi ëmmer eis Bemierkungen dozou maachen, wat aner Regierungen, wou esouwuel déi Rout, wéi déi Gréng dra sinn, net an deem Mooss maachen, well se sech net eens ginn ob d'OGMen dann elo eng gutt oder eng schlecht Saach sinn.

Mir waren do virsiichteg, mir wäerten och virsiichteg bleiwen a mir sinn och amgaangen e Gesetz ze maachen, fir datt d'Koexistenz tëschent OGM-Saatgut an net OGM hei zu Lëtzebuerg ofgeséchert ass a mir hoffen, datt dat, wat se elo alleguer verspriechen, och agehale gëtt, datt d'Bauere sech eens si fir keen OGM-Saatgut hei zu Lëtzebuerg unzeplanzen, datt mer also dovunner nach eng Zäitche verschount bleiwen.

Mir hunn de SANITEL agefouert. D'Traçabilitéit vun de Ranner besteet schon e puer Joer, a mir maachen dat och elo bei de Schwäin a bei de Schof.

Wat de Bien-être animal ubelaangt hu mer nei Réglementatioune gemaach. Zum Beispill wat d'Poules pondeuses ubelaangt, d'Legehennen, do verbidde mir vum 1. Januar 2007 un, datt iwwerhaapt nach d'Détentioun a Käfeger ka gemaach ginn, während déi europäesch Dispositiounen et erlabe bis den 1. Januar 2012 ze goen. Mir maachen et also vill éischter wéi déi aner Länner.

Um Niveau communautaire wësst Der, datt do e Livre blanc fir d'Liewensmëttelsécherheet geschaaft ginn ass. An deem Kader sinn elo 80 Reglementer an Direktiven am Intérêt vun der Liewensmëttelsécherheet entweder geholl ginn oder amgaange geholl ze ginn. Och do deet sech ganz villes an ech menge schonn, datt d'Lëtzebuerger Regierung, wat d'Liewensmëttelsécherheet ubelaangt, ganz zolidd Efforte gemaach huet, datt mir am fortschrëttlechsten an deem Aspekt do sinn, och wat de Statut sanitaire vun eise Betriber ubelaangt, an datt mer op jidde Fall de gudden an de richtege Wee ageschloen hunn. D'Lëtzebuerger Landwirtschaft zitt gutt mat a mir mussen natierlech weiderfueren an där Hinsicht ze schaffen.

**M. le Président.**- Den Här Wohlfart huet d'Wuert fir eng Zousazfro.

**M. Georges Wohlfart** *(LSAP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech soen dem Här Landwirtschaftsminister merci. Ech freeë mech wéi all d'Kolleegen heibannen, dass wéinstens positiv ze verzeechnen ass, dass d'Akommes soll ëm 2% an d'Luucht gaange sinn. Dat heescht, déi Schéier ass awer nach ëmmer par rapport zu anere Secteure relativ wäit op.

D'Stéchwuert huet e mer gi bei der Motioun iwwert de Laboratoire de Médecine vétérinaire. Mir haten och d'lescht Kéier bei der Agrardebatt eng Motioun erabruecht fir en Deel vu Reglementer, déi nach deemools, wéi mer d'Gesetz gestëmmt hunn, Här Minister, net geholl waren, schnell ëmzesetzen. Mir kruten deemools gesot, déi Motioun wier iwwerflësseg. Bei verschiddene Moossname wëll ech drun erënneren, datt et eng ganz laang Zäit gedauert bis déi geholl gi sinn. Dat ass och e Kommentar, deen ech hei muss maachen. A wa mer soe Motiounen, mir hunn och deemools eng Motioun gestëmmt fir den Dauerbrenner Lycée technique agricole. Bon, ech hoffen, dass déi Saachen dann och an Zukunft geregelt ginn. Dir hutt mech gefrot, „de roude Punkt". Do sinn ech zwar elo iwwerrascht, dass de Minister net soll wësse wat dat genau ass.

Et konnt een am Joer 2002 op enger Pressekonferenz vun der Bauerenallianz ganz genau noliesen, wat dat ass an ech géif och, Här President, als leschte Punkt eng Zitatioun maachen, déi hei op der Chambertribün gemaach gouf den 10. Juli vun dem President vun der Agrarkommissioun. En huet gesot, d'Propositioun vun der Schafung vun engem roude Punkt, deen d'Kritäre festleet fir den integrale Produktiounswerdegang an zwar fir déi ganz Gamme vun de Produkter, déi an engem Betrib produzéiert ginn, ass op eng allgemeng Akzeptanz an deenen zwou Kommissioune gestouss.

Ofschléissend hoffen ech, Här Minister, dass wa mer Enn Juli dann den Audit virleien hunn an engem Dossier, deen - dat ginn ech gären zou - ganz komplex ass, ech war derbäi wéi Dir och an der Generalversammlung vum Herdbuch waart, wou ee gesinn huet, dass d'Fronte relativ haart sinn - dat ass dat Mannst wat ee ka soen -, dass deen Audit nach net de l'art pour l'art ass, mä dass deen Audit ons Mëttel a Weeër opzeechent, déi dann och agehale ginn, fir an dësem Secteur kënnen Neel mat Käpp ze maachen.

Ech soen lech merci!

**M. le Président.**- Wëllt Der nach eng Kéier äntweren, Här Minister?

**M. Fernand Boden**, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural.*- Här President, den Här Wohlfart huet keng Zousazfro gestallt, en huet éischter e puer Commentairë gemaach. Ech kann dat zum Deel ënnerstëtzen, ech hunn och verlaangt a gefrot, dass de Lycée technique agricole esou schnell ewéi méiglech soll moderniséiert ginn. Dat ass eng Prioritéit vun der Regierung an ech mengen am Bauteministère gëtt do un de Pläng geschafft; do ware laang Diskussiounen iwwert de Site.

Wat de Laboratoire vun de Veterinären ubelaangt, mengen ech, ass och de Ministère vun de Bâtiments publics amgaange fir do Pläng auszeschaffen. Dat huet jo eng Motioun vun der Chamber gefrot, déi vun der Regierung akzeptéiert ginn ass. Wéi gesot, ech sinn der Meenung, dass do op jidde Fall Neel mat Käpp gemaach musse ginn an ech hoffen, dass de Lycée technique agricole méiglechst schnell ka realiséiert an ausgebaut ginn, dat soll e Kompetenzzentrum fir d'Lëtzebuerger Landwirtschaft ginn.

Ech sinn der Meenung, dass mat deenen neie Reformen, déi elo ustinn, a wou jo Wesentleches an der Lëtzebuerger Landwirtschaft ännert, d'Wëssen an d'Kënne vum Betribschef ëmmer méi wichteg gëtt. Et ass also wichteg, dass mer e beroden, dass mer em hëllefe sech weiderzebilden, an, wéi gesot, vum Lycée technique agricole a vun der Landwirtschaftskammer aus, sollen Initiative gestart gi fir d'Berodung, d'Aus- a Weiderbildung vun de Baueren ze verbesseren.

**M. le Président.**- Domadder wär dee Punkt ofgeschloss a mir kéimen dann elo zur Diskussioun vum Projet de loi 5103 iwwert de Bau vun enger Rockhal zesumme mat der Proposition de loi 4737 iwwert d'Schafung vun engem Établissement public „Centre de créations et d'événements musicaux Janis Joplin". D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht an et si bis elo agedroen: d'Madame Mutsch, déi Häre Schroell a Greisen an d'Madame Reuter. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi 5103, déi honorabel Madame Nelly Stein.

## 3. 5103 - Projet de loi portant création d'un établissement public nommé „Centre de Musiques Amplifiées"

## 4737 - Proposition de loi de M. Robert Garcia portant création d'un établissement public nommé „Centre de créations et d'événements musicaux Janis Joplin"

***Rapport de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de la Culture***

**Mme Nelly Stein** *(CSV), rapportrice.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, 1995 war d'Stad Lëtzebuerg d'Kulturhaaptstad vun Europa. Dëse Mega-Event war ouni Zweifel e grousse Succès vun deem mir haut nach zieren. Et gouf sécherlech Villes, wéi bei allem, wat een hätt kënne besser maachen, mä ënnert dem Strëch bleift et eng gelongen a prestigeträchteg Experienz, déi et gëllt 2007 ze toppen, wann et heescht, dass Lëtzebuerg, dës Kéier zesumme mat der Groussregioun, beoptraagt sinn, dat Joer kulturell ze ënnermolen.

Dat setzt awer viraus, dass eist Land um kulturinfrastrukturelle Plang eppes ze bidden huet. Dëser Erausfuerderung ass d'Regierung, an un éischter Stell d'Madame Hennicot, an deene leschte fënnef Joer nokomm, engersäits goufen Infrastruktur fäerdeg gestallt, ech denken do un d'Coque um Kierchbierg, d'Philharmonie op der Place de l'Europe oder d'Abtei Neumünster, anerersäits ass d'Regierung amgaangen aner Projeten ze finaliséieren an dorënner fält d'Rockhal op de Frichë vun Esch-Belval.

D'Diskussioune ronderëm de Bau vun enger Rockhal zu Lëtzebuerg datéiere bis an d'siwwenzeger Joren zréck. D'Demande koum souwuel vun de jonke Leit, déi u Concerten interesséiert sinn, wéi och vu Gruppen, déi sech am Kader vun enger adequat équipéierter Hal verwierkleche wollten. Och déi kulturell Kreesser an eisem Land hunn ëmmer erëm op dëse Manko higewisen, dee sech méi staark an den achzeger an an den nonzeger Jore bemierkbar gemaach huet.

Et goufen ëmmer Concerten zu Lëtzebuerg, mä si waren oft an de Gemengen uechtert d'Land. Mä do stoungen oft nëmme Kultur- a Sportszentren zur Verfügung, déi weder e grousst Faassungsverméigen haten nach déi néideg technesch Equipementer virweise konnten. Ech ka mech ganz gutt zum Beispill u Concerten an dem Schëfflenger Hall polyvalent erënneren, en Hall polyvalent, dee matten an engem Wunngebitt läit. De Succès beim Public war zwar ëmmer grouss, mä ech muss awer soen, do huet een ëmmer erëm d'Noutwendegkeet vun enger richteger Rockhal zu Lëtzebuerg verdäitlecht kritt; an dat ganz besonnesch aus Sécherheetsgrënn, a wéinst den Nuisancë fir d'Noperen.

De Projet, deen den 9. Mee 1999 an der Chamber adoptéiert gouf, huet sech als net optimal erausgestallt. D'Adaptatioun oder villméi d'Renovatioun vun der Gebléishal alleng an d'Ausgestaltung vum Daach, hätten d'Käschten an d'Onerméisslecht gedriwwen, sou dass en neie Projet huet missen an d'Weeër geleet ginn, an dat ass am Dezember 2000 geschitt, duerch eis Kultur- a Bauteministesch Madame Erna Hennicot-Schoepges, déi beoptraagt gouf fir e Projet auszeschaffen, dee mam Vote am Fréijoer 2003 konnt adoptéiert ginn.

D'Gesetz vum 15. Mee 2003 gesäit dann och de Bau vun engem sou genannte Centre de musiques amplifiées op de Frichen op Esch-Belval vir. De Gesetzestext vum 2. Juni 1999 hat ursprünglech virgesinn, fir eng Salle de concert pour jeunes ze bauen. Den Auteur vum Gesetz vum 15. Mee 2003 huet awer en aneren Terme geholl, deen engersäits méi prezis an anerersäits awer och méi oppen ass, wat de Genre vun den eenzelne Museksrichtungen ubelaangt.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, den Auteur vum Projet de loi 5055 hat a sengem Entworf proposéiert, fir autonom a flexibel Structures de gestion an d'Liewen ze ruffen a verschidde Piste virgezeechent, ausgoend vun enger Gestion publique bis zu enger Gestion privée, bis hin zu engem Établissement public. D'Regierung war och dovun iwwerzeegt, dass besonnesch an der Ufankssphas en adequate Suivi vun de Preparatiounsaarbechten, souwuel vum Bau, wéi och vun der Programmatioun vun den Evenementer garantéiert muss ginn.

D'Bautekommissioun hat an hirem schrëftleche Rapport vum 6. Februar 2003 festgehalen, dass en Établissement public dat richtegt Instrument wär, fir de Missiounen an den Objektiver vum neie Centre am beschte gerecht ze ginn. De virleienden Text dréit dëser Fuerderung Rechnung, well e souwuel d'Missiounen, wéi och d'Gestiounsstruktur vum neie Centre de musiques amplifiées op de Frichen op Esch-Belval gesetzlech definéiert.

De Projet ass den 11. Mäerz 2003 vun der Kultur- a Bauteministesch Erna Hennicot-Schoepges an der Chamber déposéiert ginn. De Statsrot huet den 30. Mäerz 2004 säin Avis ofginn. Den 1. Abrëll huet déi zoustänneg Kulturkommissioun mech als Rapporteur zu dësem Text bestëmmt a weider gouf an dëser Sitzung de Gesetzestext analyséiert, wéi och den Avis vum Statsrot. De schrëftleche Rapport konnt den 21. Abrëll 2004 ugeholl ginn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, den neie Centre huet sech héich Ziler gesat, déi sech souwuel op de kënschtlerechen a kulturellen Austausch bezéien, wéi och op d'Schafe vu Musek an op d'Integratioun vun neien Informatiouns- a Kommunikatiounstechnologien: Et ass also en interdisziplinarescht Schaffe wat gefuerdert ass.

Den neie Centre huet doriwwer eraus eng interregional, jo souguer eng international Approche, déi duerch d'Zesummenaarbecht mat aneren nationalen, regionalen an internationale Kulturinstitutiounen ëmgesat gëtt. Et ass virun allem déi kulturell Offer an der Grossregioun, déi duerch den neie Centre complétéiert an opgewäert gëtt. Deemno ass et kloer, dass sech d'Programmatioun komplementaresch mat dësen Institutiounen ausgestalte muss. Och d'Zesummenaarbecht mat aneren nationalen an internationalen Organisateure vu Concerten, Produzenten an Agente gehéiert zum Aufgabeberäich vum neie Centre; an dat virun allem am Beräich vu Koproduktiounen a Festivalen.

Den neie Centre riicht sech virun allem also un d'Museker, d'Produzenten, Agenten a Promoteure vun Evenementer a Concerten. Mä den neie Centre muss och à l'écoute vum Public sinn a sech der Demande upassen, ouni op d'Qualitéit ze verzichten. D'Musek, déi presentéiert gëtt, soll breet gefächert sinn an och nei Museksrichtungen, déi vläicht e bësse méi experimentell ausgeriicht sinn, sollen zum Zuch kommen. Den interdisziplinare Geescht spillt hei eng wesentlech Roll, well d'Zil ass et jo heibäi fir eng méiglechst breet gefächert Offer ze entwéckelen, déi souwuel vu bekannte Museker, wéi och vu manner bekannte Museker assuréiert gëtt.

D'Missioune vum neie Centre de musiques amplifiées loosse sech a fënnef Volete kategoriséieren.

1. Niewent der Diffusioun vu Musek spillt natierlech d'Produktioun eng gewiichteg Roll. De Centre ass nämlech net nëmmen e Komplex vu Concertssäll, mä och eng Plaz wou Musek kreéiert, studéiert an enregistréiert gëtt.

2. De Centre stellt an dësem Gebitt déi technesch Equipementer zur Verfügung, déi um neiste Stand wäerte sinn an déi virun allem fir déi méi kleng Gruppe wichteg sinn, fir datt si sech kënne weiderentwéckelen.

3. Weider kënne Gruppen och vun de spezielle Proufsäll profitéieren.

4. Doriwwer eraus ass de Centre och eng wichteg Informatiounsquell fir d'Museker, déi sech mat administrativen an organisatorielle Froen erëmploe mussen.

5. Dëse Centre assuréiert de Kontakt zwëschent nationalen an internationalen Artisten, déi schonn eng gewëssen Experienz an e grousse Bekanntheetsgrad virweise kënnen. De Centre sicht och de Kontakt mat aneren Institutiounen zu Lëtzebuerg an am Ausland, déi eventuell Formatiounen ubidden, déi eise Museker zegutt kommen.

Här President, fir alle Missiounen an Zilsetzunge gerecht ze ginn, muss déi nei geschafe Gestiounsstruktur autonom a flexibel zugläich sinn, fir déi ambitiéis Ziler mat Musek ze erfëllen. Aus dësen Ursaachen eraus ass en Établissement public sécher dat gëeegentst Instrument, dat verschidde Charakteristiken opweist.

1. En huet eng Personnalité juridique an eng Autonomie de gestion, wat em erlaabt eegestänneg ze schaffen an eng eegestänneg Personalpolitik ze bedreiwen.

2. Den neien Établissement public kann en eegene Budget verwalten; eng Démarche, déi am Sënn ass vun enger Autonomie financière an déi géréiert gëtt am Geescht vun enger privatrechtlecher Kontabilitéit, sous réserve vun nodréiglechem staatleche Contrôle. De Stat setzt de Verwaltungsrot vum Établissement public zesumme mat Vertrieder aus der staatlecher Verwaltung an aus dem Privatsecteur, also mat Leit, déi eng gewëssen Experienz op dësem Gebitt hunn.

Här President, de Statsrot huet a sengem Avis vum 30. Mäerz de Projet a senge grousse Linnen approuvéiert a sech gefreet gewisen iwwert d'Approche vun den Auteure vum Projet, fir d'Recommandatioune vun der héijer Kierperschaft iwwer aner Établissements publics an dësen Text ze integréieren.

D'Aarbechten an der zoustänneger Kommissioun waren, wéi schonn esou oft, oder ech géif souguer soen, wéi ëmmer, vum Matenee gepräg. Als Kommissiounspresidentin hat ech an deene leschte fënnef Joer déi grouss Chance, mat gudden a kompetente Leit aus alle Fraktiounen zesummenzeschaffen. Mir hunn all zesummen en toute sérénité och dëse Projet ënnert d'Lupp geholl, an den Text, dee mer haut zur Ofstëmmung virleien hunn, ass d'Resultat vun den Aarbechten, déi vun de Memberen an der Kommissioun a vun de Vertrieder aus dem zoustännege Kulturministère begleet goufen. Alle Leit, déi un dësem Projet matgeschafft hunn, wëll ech e grousse Merci ausdrécken.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, weider Detailer iwwert dëse Projet sinn a mengem schrëftleche Rapport vun der Kommissioun enthalen. Ech sinn dervunner iwwerzeegt, datt mat dësem Gesetz eis nei Rockhal, oder wéi se elo heescht, Centre de musiques amplifiées, haut mat Liewen a mat Musek erfëllt gëtt. Ech wënschen deenen, déi fir d'éischt am Verwaltungsrot sëtzen, eng glécklech Hand beim Choix a bei der Zesummestellung vun der Programmatioun. Et gëtt net einfach, well de Centre huet sech ambitiéis, mä villverspriechend Ziler gesat. Ech sinn zouversiichtlech, datt eis Rockhal, wéi se jo weider wäert am Volleksmond genannt ginn, e Meilesteen an der Kulturpolitik duerstelle wäert, an och dat ass e wichtege Bausteen am Hibléck op d'Kulturjoer 2007.

Ofschléissend, Här President, well d'Leit all esou gutt nogelauschtert hunn, wéilt ech merci soen an ech géif domadder den Accord vu menger Fraktioun ginn.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- D'Wuert huet elo de Rapporteur vun der Proposition de loi 4737, déi honorabel Madame Dagmar Reuter-Angelsberg. D'Madame Reuter huet d'Wuert.

Mme Dagmar Reuter-Angelsberg *(DÉI GRÉNG), rapportrice.*- Merci, Här President. Här President, Dir Dammen an Dir Hären, parallell zu dësem Projet de loi wollt ech lech nach de Rapport gi vun der Proposition de loi 4737, déi de 7. Dezember 2000 vu mengem Virgänger, dem Här Robert Garcia, deponéiert gouf.

No der normaler Prozedur ass dës Propositioun den 23. Januar 2001 hei an der Chamber presentéiert ginn. D'Regierung huet den 19. Mäerz 2001 eng Prise de position ginn. Den Dag duerno huet den Auteur seng Propositioun hei am Kader vun den Diskussioune vum Projet de loi 5055 ëm d'Konstruktioun vum Centre de musiques amplifiées op de Frichë Belval-Ouest virgestallt. Den 30. Mäerz 2004 huet de Conseil d'État säin Avis ofginn. D'Membere vun der Kommissioun kruten den 20. Abréll 2004 dëse Rapport ënnerbreet an hunn en den Dag drop ugeholl.

Dës Proposition de loi vum Här Garcia geet zréck op eng éischt Proposition de loi 4253 vum gläichen Auteur an der leschter Legislaturperiod, wou et ëm de Musée d'art moderne gaange war. Deemools goung et dem Auteur drëm, de Parallelismus méiglech ze maachen tëschent der Definitioun vum Contenu engersäits an dem Projet d'infrastructure anerersäits. Dat heescht, dem Auteur louch eng Concertatioun um Häerz, fir dass d'Etüd vun engem Konzept géif zesummelafe mat den entspriechenden Iddie vun den Acteuren, ebe mam Zil esou déi beschte Léisung ze fannen.

D'Regierung huet dës Approche iwwerholl. De 27. Juni 2000 gouf eng Motioun ugeholl, déi d'Regierung opgefuerdert huet fir de Parallelismus ofzesécheren tëschent dem Projet de loi iwwert d'Konstruktioun vu kulturellen a schouleschen Infrastrukturen an dem Projet de loi iwwer hir Fonctionnementer an hir Gestioun. Dës Motioun gouf eestëmmeg hei an der Chamber ugeholl an d'Regierung huet se positiv begréisst.

Den 3. Oktober 1997 hat d'Regierung beim Auteur senger Propositioun de loi nach op de Risiko vum double emploi mam Dossier Rockhal higewisen. Dat gesäit elo ganz anescht aus.

Ech wëll d'Stäerkte vum Här Garcia senger Proposition de loi nach eng Kéier kuerz ervirstäichen, esou wéi hie se fir säin Établissement public „Centre de créations et d'événements musicaux Janis Joplin" virgesinn hat. Den Établissement public hat als Aufgab:

a) d'Gestioun vun deem Espace, deen zum enge fir d'Kreatioun, d'Presentatioun an d'Diffusioun vun der Rockmusek bestëmmt war; zum anere fir déi konnex Aktivitéiten, esou wéi d'Gesetz vum 2. Juni 1999 dësen Espace definéiert hat;

b) d'Participatioun u verschiddenen Aktivitéiten, déi d'Kreatioun an d'Diffusioun vun der Musek vun de jonke Leit sollt förderen;

c) d'Participatioun vun der Gestioun vum Espace socioculturel, deen um Site Belval sollt geschaaft ginn.

Den Auteur huet och eng Zesummesetzung vun deem Établissement public virgesinn, deen elo vum Projet de loi zum Deel iwwerholl ginn ass, ënner anerem wat déi méiglech Presenz vu kompetente Leit aus der Kulturzeen ugeet.

Den Numm Janis Joplin hat den Auteur aus enger Rei vu Grënn zréckbehalen. Éischtens ass den Numm vum Janis Joplin, haut méi wéi jee, unerkannt als wichteg Gréisst an der Geschicht vum Rock. Zweetens steet hiren Numm och fir déi widdersprëchlech a mouvementéiert Vergaangenheet vun der Museksrichtung, déi deemools op eng Minderheet begrenzt war, awer haut scho bal als Mainstream gëllt. Drëttens goung et dem Auteur drëm, bei der Pléthore vu männlechen Nimm am „who's who" och eemol op eng eminent weiblech Vertriederin hinzeweisen.

A sengem Avis vum 30. Mäerz 2004 weist de Statsrot drop hin, dass déi zwou Propositions de loi vum Här Garcia een zum ganz grousse Deel identeschen Objektiv mam Projet de loi 5103 hunn. De Statsrot seet weider, dass dësen Objektiv net nëmme gerecht, mä souguer dépasséiert gëtt vum Projet de loi, esou dass de Statsrot virschléit d'Propositiounen opzeginn.

D'Chamberkommissioun huet den 21. Abréll 2004 sech dem Här Garcia seng Proposition de loi 4737 nach eng Kéier ugekuckt. Vu dass den Auteur selwer den 20. Mäerz 2003 hei an der Chamber den Dépôt vum Projet de loi 5103 zur Kenntnis geholl huet a vu dass hien an enger Motioun drop gehalen huet, fir dëse Projet esou séier wéi méiglech duerchzezéien, allerdéngs mat der Fuerderung, dass e Budget prévisionnel vun de Käschte vun der Gestioun sollt bei de Gesetzestext derbäikommen, ergëtt sech doraus, dass d'Proposition de loi 4737 nach just en historesche Charakter huet an dass se ka problemlos ersat ginn duerch de Projet de loi 5103.

Just ee Punkt vun der Propositioun gouf net am Projet zréckbehalen, an zwar dee vun der gemeinsamer Gestioun vun de Structures publiques op Belval-Ouest. Dee Punkt gëtt awer opgeholl an der Proposition de loi 4539 vum 3. Mäerz 1999 iwwert d'Kreatioun vun enger Centrale culturelle Belval, eng Propositioun, déi nach ëmmer an der Chamber usteet. Aus all dëse Grënn recommandéiert d'Chamberkommissioun, dës Proposition de loi 4737 hei net ze stëmmen, mä si hält drop fir dem Auteur merci ze soe fir de visionäre Charakter vu senger éischter Initiativ vum Dezember 1996.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech soen lech merci.

M. le Président.- Als éischt Riednerin ass d'Madame Lydia Mutsch agedroen. D'Madame Mutsch huet d'Wuert.

***Discussion générale***

Mme Lydia Mutsch *(LSAP)*.- Merci, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wou mer virun elo e bësse méi wéi engem Joer dat heite Gesetz gestëmmt hunn, dunn hate mer zwar eng ganz grouss Majoritéit - ech mengen et waren der 58 derfir an et hat ee sech enthalen -, mä et waren awer trotzdeem eng ganz Rei vu kritesche Stëmmen hei, déi virun allem sech gefrot hunn, wéi et eis géing gelénge, dee Spagat fäerdeg ze bréngen fir op där enger Säit der Lëtzebuerger Musik- a Kulturzeen Satisfaktioun ze ginn an op där anerer Säit awer och den Accès ze kréien un déi international Museks- a Kulturzeen.

Bon, mir wënschen op alle Fall deene Responsabelen, déi elo wäerten en charge si fir déi schwéier Missioun do ze erfëllen, bonne chance, a mir wëllen eis haut dorobber limitéiere fir net, wéi mer et deemools gemaach hunn, eng konstruktiv Kritik ze maachen, mä fir virun allem dozou bäizedroe fir eis Gedanken ze maachen iwwert de spéidere Fonctionnement wou mir och, egal a wéi enge Gremië mir sinn, wëllen dozou bäidroen, dass eppes dorauser gëtt.

Wat ee jo awer muss hei feststellen, dat ass, dass vun deenen eppes méi wéi eng hallef Dosen, ech mengen et si siwen, aacht gréisser Projeten, déi am Gesamtberäich vu Kreatioun a Patrimoine entweder an der Maach sinn oder geplangt sinn, dass der dovu véier an de Süde kommen. Dat heescht, dat heiten ass e Stéck Dezentraliséierung wéi mer se ëmmer gefuerdert hunn. Ech denken hei haaptsächlech un den CNA, un d'Archiven, un de Centre national de la Culture industrielle an och eben un d'Rockhal. Sou wéi mer et ëmmer gefrot hunn: Kommt, mir konzentréieren eis virun allem bei de kulturellen Infrastrukturen net ëmmer just op d'Zentrumsregioun, kommt mir kucken, dass och d'Regioune gestäerkt ginn. Dat fënnt hei statt an dat muss een och hei soen, well dat ass ze begréissen.

Mir mengen och, dass déi zwielef, déi an där am Virfeld scho provisoresch geschafener Associatioun sinn, ronderëm dee spéidere Fonctionnement vum Établissement public eng schwéier Missioun kréien, awer eng schéi Missioun kréien. Si sinn ëmmerhin herno do, wann herno déi néng Memberen am Conseil d'administration do sinn, déi ronderëm den Établissement public dréinen, fir eng ganz villfälteg Missioun ze erfëllen. Si sinn do herno fir ze beroden, ze géréieren, ze exploitéieren, ze promouvéieren, ze organiséieren, an dat ass net näischt.

Mir sinn och frou, dass dru geduecht ginn ass, fir Acteure vum Terrain eranzehuelen, beispillsweis e Vertrieder vun där Gemeng wou d'Implantatioun gemaach gëtt, an dësem Fall d'Stad Esch, well de Projet jo um Site Esch-Belval implantéiert gëtt. Mir hunn eng Persoun doranner delegéiert, déi gläichzäiteg och aktiv ass an anere kulturelle Gremien, notamment der Kulturfabrik, well et eis um Häerz louch - an ech sinn iwwerzeegt, den Auteure vum Projet de loi och -, fir herno eng Zesummenaarbecht ze kréie mat deenen, déi elo schonn um Terrain aktiv sinn. Well ech mengen déi géingen dat net verstoen, wann elo hei eng Infrastruktur géing dohinner kommen an och iwwer entspriechend finanziell Méiglechkeete géing verfügen, fir hir Programmatioun ze maachen an da géingen déi aner op der Streck bleiwen. Ech mengen, dat ass net hei esou geduecht an dat dierf och net esou sinn.

Flott ass et och, dass beispillsweis en Haaptvertrieder vum Syndicat d'initiative mat erakomm ass, well de Syndicat d'initiative, deen zu Esch implantéiert ass, deckt jo eng ganz Rëtsch vun de kulturellen Aktivitéite vum Süde vum Land mat of an huet och Kontakter zu anere Kulturträger, déi op deem Terrain aktiv sinn. Dat, mengen ech, wier eng gutt Saach, well mir hu jo hei oft scho gefrot an och kritesch hannerfrot, dass een net iwwerall soll just Persounen huelen, déi schonn an alle méiglechen Établissements publics aktiv sinn, mä och Leit mat eranhuelen, déi déi Kontakter hu vun deenen déi schonn do sinn an och dat kënne mat erafléisse loossen, dass et e Ganzt gëtt. Dat ass also éischter eng gutt Geschicht.

Dann ass och schonn hei vun der Rapportrice gesot ginn, där ech natierlech merci fir hire Rapport wëll soen, dass et eng ganz grouss Erausfuerderung gëtt fir dee Centre, fir op all deenen Terrainen aktiv ze ginn, déi e sech selwer erausgesicht huet an déi e sech selwer als Missioun wëllt ginn. E wëllt Echangë maachen, e wëllt e Centre de rencontre sinn, e wëllt Kreatioune maachen, e wëllt déi nei Technologië vun der Informatioun a vun der Kommunikatioun notzen, wat virun allem fir de Kontakt mat deene Jonke wichteg ass, e wëllt um interregionale Plang aktiv ginn, e wëllt mat Professionellen a mat Amateuren zesummeschaffen, e wëllt Spektakelen organiséieren, e wëllt Koproduktioune maachen, e wëllt mat Multimedia als Instrument aktiv ginn, e wëllt Formatioun maachen an e wëllt d'Ateliere bedreiwen. Dat doten ass alles net näischt, an do musse mer och herno e gudde Grëff beim Direkter hunn, deen am Verbond mat dem Conseil d'administration eng wichteg Aufgab wäert iwwerhuelen.

Mir sinn och der Meenung, dass deen dynamesche Kader, deen hei gesat gëtt, flexibel a soupel genuch ass fir déi dote Missiounen ze erfëllen. Mir kënnen eis jo alleguer nach ganz gutt erënneren, wou den Här Garcia a senger deemoleger Eegeschaft als Member, als ganz aktive Member vun der Kulturkommissioun gesot huet: „Mir musse virun allem kucke fir eng Zesummenaarbecht mat deenen ze kréien, déi elo scho ronderëm wibbelen." An et sinn der net nëmmen eng ganz Rëtsch, déi elo scho wibbelen, mä et sinn der och schonn eng ganz Rëtsch do, déi elo waarden op déi doten Infrastruktur fir mat hir zesummenzeschaffen an eng Synergie ze viséieren.

An dofir wëll ech och hei nach eng Kéier - ech soen awer elo net méi, soss mengt een, e wier dout, en ass jo awer och elo nach ganz aktiv - un déi konstruktiv Mataarbecht vum Här Garcia erënneren, well ech mengen awer, obwuel seng Propositiounen elo hei net an där Form festgehale sinn, si awer mat hirem Esprit agefloss sinn an déi Législatioun souwuel vun der Rockhal wéi och dem Établissement public, dee mer jo haut zur Ofstëmmung bréngen.

Eis läit et och um Häerz, dass eng Zesummenaarbecht mat de Gemengen ugestrieft gëtt. Dir wësst jo, dass mer eis elo als Gemengen am Süden zesummegeschloss hunn, als ProSud, dat ass eng wichteg Geschicht. Mir si jo hei am Land un déi regional Strukturen nach net esou ganz gewinnt. Am Ausland ass dat normal. Et huet sech och an der Vergaangenheet ni esou richteg imposéiert, well mer jo awer e bësse méi kleng hei si wéi eis Nopeschlänner, mä mir hunn awer elo hei gemierkt, ob et elo d'Syndikatspolitik ubelaangt oder ob et d'Zesummenaarbecht a verschiddene Beräicher, sou zum Beispill och de kulturellen, ubelaangt, dass et sech als interessant erausstellt fir an der Zukunft nach verstäerkt driwwer nozedenken, wou een als Gemenge kann zesummeschaffen, an dat gëllt och fir déi kulturell Zesummenaarbecht…

Une voix.- Et huet awer laang gedauert.

Mme Lydia Mutsch *(LSAP)*.- Gelift? Et huet laang gedauert, dat ass richteg, mä et ass awer elo um Rullen. Fir och déi kulturell Zesummenaarbecht op Gemengeplang méi intensiv ze maachen. Dat ass flott. Et gëtt jo och schonn eng Rei vu Gremien, déi dat op eng ganz flott Aart a Weis maachen. Ech denke beispillsweis un de Minettsdapp, an dat ass eng Saach, déi, mengen ech, och zum Droe wäert kommen, wann deen heiten Établissement public operationell ass.

En Hannergedanke bei där Saach ass, mä ech mengen et ass awer e ganz honorabelen Hannergedanken, dass vläicht d'Gemengen als privilegéiert Partner betruecht ginn herno vun deem Établissement public respektiv vun deem Centre de Musiques amplifiées, wou awer, wéi d'Rapportrice ganz richteg gesot huet, Rockhal gesot gëtt. Mir hoffen, dass d'Gemenge vläicht en erliichterten an e privilegéierten Accès zu den Infrastrukture vun där neier Rockhal kréien, dat zemools wou jo awer d'Kontakter wäerten eleng schonn duerch d'Participatioun vun enger ganzer Rëtsch vu Leit vum Terrain ganz konkret a ganz praktesch oflafen.

Dat ass e Wonsch, dee mer hunn, an nach eng Kéier, well et esou wichteg ass, d'Zesummenaarbecht mat deene Kulturhaiser a mat deene Kulturacteuren, déi elo schonn do sinn an déi mat zum Deel ganz reduzéierte finanzielle Méiglechkeeten eng formidabel Aarbecht leeschten an deenen een net sollt d'Geleeënheet gi fir déi heiten Infrastruktur als Konkurrenzinfrastruktur ze gesinn, mä als eng weider Infrastruktur, déi eist kulturellt Liewe weider opwäert.

Ech ka mech drun erënneren, dass mer och schonn an der leschter Legislaturperiod laang iwwert déi Struktur geschwat hunn, déi mer hei solle schafe fir kënnen eng flexibel Gestioun ze garantéieren. Et ass hei scho gesot gi vun der Madame Reuter, dass déi ganz Palett duerchgeschwat ginn ass vum Privé zum Public, a mir hunn eis fir déi heite Struktur ausgesprach, an zwar unanime ausgesprach, well mer mengen, dass se déi richteg Atouten huet fir kënne flexibel an awer och transparent ze fonctionnéieren.

Mir hunn allerdéngs insistéiert als Vertrieder vun eiser Fraktioun och an där Kommissioun - an dat ass och an de Rapport agefloss, well mer net wollten den Timing op d'Kopp geheie mam Vote vun deem heite Projet -, dass de Contrôle vun de Finanzen e komplette Contrôle ka sinn, dat heescht, dass hei d'Cour des Comptes - a mir hu jo och d'Instrument vun engem Réviseur des comptes am Projet fest mat dran -, esou wéi et an der Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire an am Accord mat alle politesche Parteie festgehale ginn ass, kann dee Contrôle esou maachen, dass net nëmmen all politesch Acteuren, mä virun allem och déi, déi an deem dote Beräich aktiv sinn, kënne mat Gewëssheet soen: Hei gëtt eng flott Aarbecht geleescht, hei gëtt transparent geschafft an hei leien d'Kaarten um Dësch, zemools wat de Contrôle financier ugeet.

Ech géing da ganz zum Schluss nach d'Informatioun hei ginn, dass mer och mëttlerweil de Feu vert kritt hu vum Minister fir dierfen eng Baugenehmegung auszestellen als Stad Esch, esou dass dann deen ambitiéisen Zäitraum vun der Ouverture vun der Rockhal, nämlech den 21. Juni 2005, pünktlech zur Fête de la Musique, kéint agehale ginn, well mer wësse jo elo, dass d'Chantieren um Site ganz gutt viruginn, an d'Excavatiounsaarbechten an och d'Stabilisatiounsaarbechte si jo eigentlech ofgeschloss, esou dass de Spuet och prett do steet fir dann elo an d'Héicht ze goen. Da soll et och net méi un den Autoritéite scheiteren, dass dat ka sinn, da kënne mer lassleeë mat schaffen.

**M. le Président.**- Als nächste Riedner ass den Här Marco Schroell agedroen. Den Här Schroell huet d'Wuert.

**M. Marco Schroell** *(DP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir d'alleréischt wëll ech dem Rapporteur an der Persoun vun der honorabeler Madame Nelly Stein félicitéiere fir hiren, wéi ëmmer, excellente schrëftlechen a mëndleche Rapport. Dëst gëllt natierlech och fir d'Madame Dagmar Reuter-Angelsberg.

Virun engem Joer, dem 20. Mäerz 2003 fir prezis ze sinn, huet dës Chamber de Projet de loi zum Bau vum Centre de Musiques amplifiées, am Volleksmond ëmmer nach d'Rockhal, zu Esch/Belval gestëmmt. Ouni wëllen am Detail elo op dat Gesetz anzegoen, géif ech awer gären e puer Punkten ervirhiewen. Mat dësem Gesetz vum 15. Mee 2003 ass endlech dem 30 Joer laange Wonsch no enger moderner Rockhal hei am Land Rechnung gedroe ginn. Eng Hal, an där gréisser Concerten an engem speziell dofir virgesinnene Kader, dat heescht mat enger gudder Akustik an ideale Sécherheetskonditiounen, kënnen iwwert d'Bühn goen.

Dobäi war et net déi éischt Rockhal, déi hei am Plenum gestëmmt gouf, hat déi viregt Chamber dach de 5. Mee 1999, viru genee fënnef Joer, deemno jour pour jour, de „Projet de loi relatif à l'aménagement d'une salle de concert pour jeunes" gestëmmt. Vun der restriktiver Denominatioun „pour jeunes" ofgesinn, hat dësen éischte Projet awer eng ganz Rei vu Lacunen opzeweisen. Zum Beispill ware weder den Accès nach d'Restauratioun vun der aler Gebléishal nach déi baussecht Aménagementer virgesinn.

Mäi Fraktiounskolleeg John Schummer hat d'lescht Joer a senger Interventioun gemengt, et hätt sech deemools beim geplangte Concertssall an der Gebléishal ëm waarm Loft gehandelt. Och den Niki Bettendorf hat op dee bâcléierte Projet vun 1999 higewisen a begréisst, datt mat dëser neier Rockhal een duerchduechte Projet op Esch/Belval kënnt, deen iwwregens ouni Problem mam Zuch kann erreecht ginn.

Awer och um regionale Plang am Süde vum Land gouf deemools de Projet Rockhal kontradiktoresch diskutéiert, notamment wat de Site vu senger Implantatioun ubelaangt. An esouguer am Escher Schäfferot ware se sech deemools net eens an et gouf als Alternativ d'Lentille Terres Rouges proposéiert, wat erëm d'Kreatioun vun enger Biergerinitiativ ervirgeruff hat.

Här President, mä elo genuch iwwert den 99er Projet. Ech géif gäre kuerz op dat Positiivt hiweisen, wat mam Centre de Musiques amplifiées, dem CMA, ugestrieft gëtt. Der Kreativitéit gëtt eng grouss Wichtegkeet zouerkannt. Op d'Pluridisziplinaritéit an d'Interdisziplinaritéit vun den Acteure gëtt gesat. Net nëmme Profien, mä och Amateure solle mat agebonne ginn. D'Beliewung vun der nationaler Musekszeen soll gefördert ginn. D'Beliewung vum Site Belval gëtt ugepeilt. D'nächst Joer soll den CMA seng Dieren opmaachen an deemno déi éischt Concerten do stattfannen. Dofir ass et wichteg, datt elo schonn d'Organisatioun vun Events ka virbereet ginn an net gewaart gëtt bis d'Rockhal steet.

Parallell zum Bau vum Contenant muss intensiv de Contenu virbereet ginn. Do heescht et Kontakter knüpfe mat internationalen Artisten a Gruppe respektiv hire Manager, mat Promoteuren, mat auslännesche Concertsveranstalter an ähnlechen Etablissementer, notamment an der Groussregioun. Wann ee weess, datt déi verschidden Artisten hir Tournéeë laang am Viraus plangen, mussen déi Kontakter méiglechst fréi opgeholl ginn. Och wann eng gesond Zesummenaarbecht mat ähnleche Strukturen am noen Ausland wéi dem Galaxie zu Amnéville oder d'Saarlandhalle sécherlech erstriewenswäert ass, esou muss ee sech dach awer och bewosst sinn, datt hei e gewësse Konkurrenzkampf entstoe wäert. Deemno ass et fir konkurrenzfäeg ze gi primordial fir den Terrain gutt virzebereeden.

Den CMA kritt awer net nëmmen d'Aufgab, Concerten ze organiséieren, mä soll och e Kader ubidde fir Produktiounen, dat heescht d'Realisatioun vun Opnahmen andeems déi dach héich sophistikéiert Equipementer den Artistë sollen zur Verfügung gestallt ginn. Interessant wier ze wësse wat ee genau ënnert där Mise à disposition verstoe soll a wéi dat konkret an Zukunft gehandelt gëtt. Datselwecht gëllt fir den Accès zu de Proufsäll. Et wier schued wann den CMA sech géif zu enger Aart neie Conservatoire entwéckelen.

A propos Proufsäll: Et ass sécherlech begréissenswäert, datt hirer aacht mat ageplangt sinn. Wann een awer weess, datt et hei zu Lëtzebuerg méi wéi 300 Museksgruppe gëtt, da kann ee sech virstellen, datt d'Proufsäll eng Denrée rare sinn a bleiwen. Vill Museker prouwen a méi oder manner fiichte Kelleren, Späicheren oder Garagen, anerer fannen iwwerhaapt näischt. Mir plädéieren net, datt am Kader vum CMA eng honnert modern Proufsäll hätte misse mat ageplangt ginn, mä et misst een deene villen Hobbymuseker op der Sich no einfache Raimlechkeeten dach méi entgéintkommen.

Den Encadrement an d'Formatioun sollen och net am CMA ze kuerz kommen. D'Iddi fir renomméiert auslännesch Gruppen op Esch kommen ze loosse fir do ze prouwen en vue vun engem Echange mat Lëtzebuerger Museker ass wuel luewenswäert, mä ech fäerte liicht onrealistesch. D'Museksbranche ass hautdësdags leider e knallhaarde Business, wou net méi vill Plaz fir Altruismus bleift. „The times, they are a-changing."

Här President, fir datt dës Aufgabe beschtméiglech erfëllt an déi eenzel Objektiver erreecht kënne ginn, wëllt d'Regierung mat dësem Projet de loi een Établissement public schafen. Heiduerch soll d'Gestiounsautonomie souwuel wat d'Organisatioun wéi d'Finanzen ubelaangt garantéiert ginn. Deem stëmmt de Statsrot jo och zou. Mam Centre de Musiques amplifiées, deen iwwregens en anere méi rockegen Numm soll kréien, - an ech froe mech firwat mer net beim Numm Rockhal einfach bleiwen - gëtt eis Kulturlandschaft ouni Zweifel beräichert, wat sécherlech interessant ass an der Imagefleeg vum Land en général a vum Minett en particulier, mä awer och am Hibléck op d'Kulturjoer 2007.

Zum Schluss wëll ech dem fréieren Deputéierte Robert Garcia fir säi visionären Asaz am Intérêt vun enger Rockhal gratuléieren a ginn am Numm vun der DP-Fraktioun mäin Accord zu dësem Projet.

Ech soen Iech merci.

**M. le Président.**- Als nächste Riedner ass den Här Fernand Greisen agedroen. Den Här Greisen huet d'Wuert.

**M. Fernand Greisen** *(ADR)*.- Merci, Här President. Merci och all deenen, déi un dësem Projet matgeschafft hunn a besonnesch merci dem Här Robert Garcia fir seng ursprünglech Proposition de loi.

Ech wëll nach eng Kéier drun erënneren, dass den ADR dem Projet vum Bau vun engem Musekszentrum mat spezifescher Infrastruktur zougestëmmt huet, trotz etleche Bedenken. Den Här Aly Jaerling huet dem ADR seng Positioun deemools an der Chamber däitlech gemaach an huet och zum Ausdrock bruecht, dass et vläicht besser gewiescht wier dësem Zentrum den Numm vun engem Artist aus der Musekszeen ze ginn oder enger Artistin, déi der Jugend, déi jo hei als wichtegst Zilgrupp zielt, dann och eppes bedeite géif. Ob den Numm Centre Janis Joplin, deen an der Gesetzespropositioun vum Här Garcia virgeschloe gouf, dee richtegen ass, dat weess ech net, mä dëse Virschlag hat de Verdéngscht drop hinzeweisen, dass et aner Méiglechkeete gëtt dësen Zentrum ze benennen.

Meng Virriedner hunn et scho gesot. Mam Projet soll eng öffentlech Institutioun geschafe ginn, fir de Musekszentrum mat Liewen ze erfëllen. Ënnert de Missiounen an Ziler, déi virgesi sinn, fanne mer et besonnesch wichteg, dass op interregional an international Zesummenaarbecht gehale gëtt. Et notzt eise Musikanten näischt wa se net mat der auslännescher Museks- an Artistenzeen a Kontakt stinn an nëmmen ënner sech bleiwen.

Wichteg ass och, dass hei eng Plaz entstoe soll, wou artisteschen Initiativgeescht an Experimentéierfreedegkeet gefördert soll ginn. Mat performanten Ariichtunge fir Kreatioun, Opféieren a Prouwen an den noutwendegen Infrastrukturen, fir en Zesummeliewe mat Austausch vun Erfahrungen an Informatiounen tëschent Museksfrënn, Artisten, ob dat Profien oder Amateure sinn.

Mir wënschen der Regierung eng glécklech Hand bei der Besetzung vun de Posten am Verwaltungsrot a bei der Auswiel vum Personal. Dovun hänkt of ob dëse Musekszentrum funktionéiert. Op aner Eenzelheete vum Projet brauch ech hei net méi anzegoen. Dëst gouf vu menge Virriedner am Detail gemaach. Den ADR begréisst et, dass mat der Wiel vun enger öffentlecher Institutioun, a Form vun Établissement public also, eng Struktur geschafe gouf, déi et eigentlech misst erlaben dësen Zentrum effikass a flexibel mat engem eegene Budget ze géréieren.

Dass d'Kontroll vun de Konten a vun der Gestioun duerch eis Cour des Comptes absolut noutwendeg ass, an zwar d'ganz Kontroll, well jo dëse Betrib sech net ouni Hëllef vum Stat selwer droe kann, ass fir den ADR kloer. Mir hätten och gäre gewosst wat de Betrib da kascht: Personalkäschten, Entretien, Opféierungen. Esouwäit ech weess ass eis dat awer net bei den Ënnerlage bäigeluecht ginn.

Zum Schluss wëll ech nach den Accord vum ADR zum Projet bréngen.

Merci fir d'Nolauschteren.

**M. le Président.**- Als nächst Riednerin ass d'Madame Dagmar Reuter-Angelsberg agedroen. D'Madame Reuter huet d'Wuert.

**Mme Dagmar Reuter-Angelsberg** *(DÉI GRÉNG)*.- Merci, Här President, Dir Dammen an Dir Hären. Ech soen der Rapportrice, der Madame Nelly Stein, villmools merci fir hiren ausféierleche Bericht. Et si schonn e puer Joer an d'Land gaangen, zënter dass d'Iddi entstanen ass endlech och bei eis en Zenter ze kréien, dee sech géif ideal fir Rockconcerten eegnen. Et huet seng Zäit gebraucht bis dëst Lach an eise kulturellen Infrastrukturen endlech elo gefëllt gëtt.

D'Musekszeen hei am Land, a mir denken do virun allem net nëmmen un déi Jonk an hire Museksstil, wäert dës Rockhal, wéi se scho laang am Volleksmond genannt gëtt, mat Enthusiasmus begréissen, well net nëmmen domat endlech eng Plaz entsteet wou ee regelméisseg Concerten op engem quantitativ a qualitativ méi grousse a méi héijen Niveau ka veranstalten, mä well och an deem Centre eng ganz Partie Museksgruppen un déi Proufraim kënne kommen, déi zënter laangem op all Eck an Enn feelen.

Et ass ze hoffen, dass dësen neie Centre e liewegen Treffpunkt gëtt an d'Méiglechkeete fir en Opschwonk vun der Lëtzebuerger Musekszeen bitt, awer och eng interregional Bedeitung kritt. Domat géif e wonnerbar passen an d'Konzept vum Kulturjoer 2007.

Et wier och schéin, wann deen neie Centre eng flott Form vun Zesummenaarbecht mat deenen anere kulturelle Zentren am Land géif fannen, besonnesch mat der Escher Kulturfabrik. Esou wéi d'Ziler hei am Projet de loi formuléiert sinn, wat d'Kreatioun, d'Produktioun an d'Zesummentreffe vun den ënnerschiddlechste Museksrichtungen a -stiler oder vun Mënsche betrëfft, kënne mer se nëmmen ënnerschreiwen. Natierlech si mir Gréng mat dësem Projet de loi fir en Établissement public d'accord, well mer fannen, dass dëst déi génschtegst, déi seriöst an och déi flexibelst Form ass, fir d'Missioun an d'Gestioun vum Centre de Musiques amplifiées ze definéieren.

Ech hu virdrun als Rapportrice schonn drop higewisen, dass d'Iddi vun esou enger Gestioun viru laanger Zäit vum Här Robert Garcia beschriwwe ginn ass. Datselwecht gëllt fir d'Kompositioun vum Conseil d'administration, wou niewent de Vertrieder vum Stat eben och Fachleit aus der Zeen opgeholl ginn, wat sécher e grousse Plus ass.

Et bleift mir am Fong elo just nach ze wënschen, dass déi nei gegrënnten A.s.b.l. oder Association de préfiguration gutt an hirer Aarbecht virukënnt, dass de Schantje vum Centre de Musiques amplifiées rapid wiisst, fir dass mer d'nächst Joer déi nei Rockhal, well esou wäert se wuel nach weider genannt ginn, fir d'Fête de la Musique kënnen a Betrib huelen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech ginn heimat mäin Accord fir dës Rockhal.

Ech soen Iech merci.

**M. le Président.**- D'Wuert huet elo d'Madame Kulturministerin Erna Hennicot-Schoepges.

**Mme Erna Hennicot-Schoepges**, *Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech soen alle Riedner merci, virun allem awer der Presidentin a Rapportrice vun der Kommissioun, fir dee konstruktive Bericht. Mir hunn e positiven Accord vun alle Fraktiounen an et ass eemol méi wou ech der Chamber wëll merci soe fir hir Zoustëmmung.

Et ass natierlech evident, datt vun enger Propositioun bis zu enger Realisatioun de Wee wäit ass. Vill Deputéierten hu vill gutt Iddien an un der Regierung ass et fir se dann duerchzesetzen. Ech konnt dat maachen. Den Här Garcia ass haut an enger anerer Funktioun, awer och nach mam Kulturministère verbonnen. Ech mengen, et wier awer ubruecht, datt ech och der viregter Regierung an dem deemolege Partner an der Regierung merci soen, well ouni déi Viraarbecht wier de Wee zu enger Rockhal och vläicht net esou einfach gewiescht.

Et war en Accord do vun der Regierung an et war schonn e positive Vote do vum Parlament. Dann ass et evident, datt, wa mer haut e Projet hunn, deen anescht ass wéi deen, deen 1999, viru fënnef Joer also, gestëmmt ginn ass, dat nëmme Guddes kann hunn, well de Projet ass effektiv vill verbessert ginn.

Mir konnte fir déi doten Zort vu Musek och e Bau dohinner setzen, dee sech weise léisst, dee qualitativ héichwäerteg ass, dee vun der Akustik hir vun deemselwechten Akustiker gepréift ginn ass, deen d'Philharmonie préift. Dat heescht, mir hunn also déi dote Musek d'selwecht behandelt wéi de klassesche Beräich, an hir Qualitéit verdéngt, datt se och eng gutt Infrastruktur huet.

Dat gesot ass de Projet Rockhal a besonnesch dee vum Établissement public, dee mer haut stëmmen, e Projet, deen 22 nei Aarbechtsplaze schaaft. An Dir Dammen an Dir Hären, grad besonnesch an dësen Zäiten, wou mer eis Gedanke maachen iwwer nei Aktivitéiten an iwwer Aarbechtsplazen, ass dat eng wichteg Komponent vun dësem Projet. Et ass also net esou, datt mer hei nëmme Suen ausgi fir e Bau, mä mir maachen och hei méiglech, datt Leit an dësem Kader eng sënnvoll an eng gutt Aarbechtsplaz fannen.

A wa mer de Gedanke weiderspannen, et ass hei gemengt ginn, et wier Konkurrenz fir d'Conservatoiren, et ass net Konkurrenz, et ass complémentaire, well a kengem vun eise Conservatoiren huet déi nei Musek esou eng Plaz wéi se eigentlech géif verdéngen, esou datt dësen Zentrum an deem dote Beräich, och wat déi musikalesch Ausbildung ugeet, ganz sécher eng Daseinsberechtegung huet. Ech wëll awer soen, datt mer eis zum Beispill un de schwedeschen Autoritéite kënnen orientéieren, wou d'Musek den zweeten Exportartikel ass. Wou een also gesäit, datt d'musikalescht Schaffen an engem Land eng ekonomesch Valeur huet. A wa mer an deem Sënn mat Qualitéit kënnen op den internationale Maart goen, dann hu mer ganz sécher fir eist Land och an dem Beräich vum Ekonomeschen eppes geschaaft.

Ech denken et sinn net weider vill Froe méi gestallt ginn, Här President, sou datt ech frou sinn iwwert d'Zoustëmmung. Selbstverständlech muss et Synergie ginn a selbstverständlech muss déi Synergie un éischter Plaz mat deem Institut, wat zu Esch täteg ass - mat der Kulturfabrik -, stattfannen, awer och mat aneren. A wann hei de Wonsch geäussert gëtt, datt d'Gemenge sollen e préférentiellen Zougank kréien, da géif ech dat gesinn an enger Form vu Partenariat, dass d'Gemengen dann awer och een Apport mat abréngen, well ech mengen d'Zäit muss ëm sinn, wou jiddfereen a senger Kiche fir sech kacht a wou d'Budgeten op eemol explodéieren. Ech denken u Kulturbudgete vu Gemengen, déi e Véirel ausmaache vun dem gesamte Kulturbudget fir Subsiden, déi de Stat zur Verfügung huet. Wa mer dat alles zesummeleeën a mer zéien do un engem Strang, dann hu mer ganz bestëmmt alleguerte méi dovun.

Et ass also duerchaus a menger Absicht fir Partenariater zouzeloossen, awer net esou, datt nëmmen de Stat soll bezuelen an d'Gemenge solle préférentiel den Zougank derzou kréien.

Et ass evident, datt de Contrôle vun der Cour des Comptes bei all Établissement public d'Regel soll sinn, no deenen neie Mechanismen, déi d'Regierung arrêtéiert huet. Dofir kann een am beschte schaffen, wann och d'Finanzen transparent gehandhaabt ginn. Dat gesot, wësse mer, datt mer hei eis un 350 Museksgruppe wenden an datt mer domadder eng ganz Partie Leit awer an eng besser Situatioun setze fir hir Prouwen.

Ech wëll dobäifügen, datt et evident ass, datt dat net duergeet, wat elo u Proufsäll zur Verfügung steet, an datt nach ëmmer d'Gemengen och opgeruff sinn a gefuerdert sinn an datt ech en Appel u se maachen, fir där doter Zort Proufsäll zur Verfügung ze stellen. Dat verhënnert, datt et Konflikter gëtt mat den Noperen. Dat gëtt awer och ville Jonken d'Méiglechkeet ze üben.

Här President, ech sinn dankbar fir d'Zoustëmmung. Mir hunn d'Zouso, datt mer elo eng definitiv Baugenehmegung hunn. Mir hu gutt konsolidéiert a mir stinn an de Startlächer fir an d'Héicht ze goen, a wa mer dann dat an deenen nächsten Deeg wäerte kréien, da kann och den Datum agehale ginn, fir den 21. Juni bei der Fête de la Musique de Startschoss an der Rockhal op Esch-Belval ze ginn. Ech soen dofir der Chamber merci fir hir Zoustëmmung.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- D'Diskussioun ass elo ofgeschloss. Mir kommen zur Lecture vun den Artikele vum Projet de loi 5103.

***Lecture du texte du projet de loi (par M. Jean Spautz)***

D'Artikelen 1 bis 8 si gelies an ugeholl.

Dir Dammen an Dir Hären, mir stëmmen elo of iwwert de virleiende Gesetzesprojet.

***Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel***

Déi derfir si stëmme mat Jo, déi dergéint si mat Neen oder si enthale sech.

De Projet de loi 5103 ass eestëmmeg ugeholl mat 55 Jo-Stëmmen.

*Ont voté oui: Mme Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mme Marie-Josée Frank, MM. Marcel Glesener (par M. Théo Stendebach), Jean-Marie Halsdorf, Norbert Haupert, Nico Loes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Mme Ferny Nicklaus-Faber, MM. Patrick Santer, Marcel Sauber (par M. Marco Schank), Marco Schank, Jean Spautz, Mme Nelly Stein, MM. Théo Stendebach, Nicolas Strotz, Fred Sunnen, Lucien Weiler et Claude Wiseler;*

*Mme Simone Beissel, MM. Jeannot Belling, Xavier Bettel (par M. Niki Bettendorf), Niki Bettendorf, Emile Calmes, Mme Agny Durdu (par M. John Schummer), MM. Gusty Graas, Paul Helminger (par M. Jeannot Belling), Alexandre Krieps (par M. Emile Calmes), Mme Maggy Nagel, MM. Jean-Paul Rippinger, Marco Schroell et John Schummer;*

*MM. Jean Asselborn, Alex Bodry, Mme Mady Delvaux-Stehres, M. Mars Di Bartolomeo, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Jeannot Krecké, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Jos Scheuer (par M. Alex Bodry), Georges Wohlfart et Marc Zanussi;*

*MM. Jean Colombera (par M. Jean-Pierre Koepp), Gast Gibéryen (par M. Fernand Greisen), Fernand Greisen et Jean-Pierre Koepp;*

*MM. François Bausch (par M. Camille Gira), Camille Gira, Jean Huss (par Mme Renée Wagener), Mmes Dagmar Reuter-Angelsberg et Renée Wagener.*

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

***(Assentiment)***

Et ass also esou décidéiert.

Da komme mer elo zur Diskussioun vum Projet de loi 5269 iwwert den Echangeur op der Helfenterbréck. Et si bis elo agedroen: d'Madame Nicklaus, déi Häre Fayot, Bettendorf an Henckes an d'Madame Reuter. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorablen Här Nicolas Strotz.

## 4. 5269 - Projet de loi relative au réaménagement sécuritaire de l'échangeur de Helfenterbruck

***Rapport de la Commission des Travaux publics***

M. Nicolas Strotz *(CSV), rapporteur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Projet de loi 5269 ass e Bauprojet bei deem et drëms geet, d'Op- an d'Offahrte vum dem Échangeur Helfenterbréck um Contournement vun der Stad Lëtzebuerger méi sécher ze maachen an de Verkéier am Beräich vun dem Échangeur méi flësseg ze gestalten.

De Projet de loi ass den 30. Dezember 2003 vun der Madame Bauteministesch déposéiert ginn. De Statsrot huet de 16. Mäerz 2004 e positiven Avis zum Projet ofginn. Schonn an der Sitzung vum 14. Januar sinn ech als Rapporteur bestëmmt ginn. De 25. Mäerz huet d'Kommissioun de Projet analyséiert an den 19. Abrëll ass de Rapport mat der Enthalung vun der grénger an der sozialistescher Fraktioun ugeholl ginn.

De Projet de loi begräift véier verschidden Deeler. En éischten Deel ass d'Verleeë vun enger SEBES-Leitung, vun enger Wasserleitung. An der Voie d'arrêt d'urgence vun der bestehender Autobunn befënnt sech momentan, wéi gesot, déi SEBES-Leitung vu 700 Millimeter Duerchmiesser, déi am Beräich vum dem Viaduc de Moment ugehaangen ass. Wéinst den technesche Contraintë bei der Verbreederung vun der Bréck ass en Déplacement vun där Wasserleitung onëmgänglech.

Kuerz virun deem Échangeur an der Bréck befënnt sech eng Pompelstatioun vum SEBES an et ass vun do u wou d'Leitung verluecht gëtt. Si gëtt dem natierlechen Terrainverlaf vum Péitrussdall no verluecht, muss dobäi souwuel ënnert der Autobunn wéi ënnert der Eisebunn erduerch gepresst ginn. Och muss eng nei Pompelstatioun erriicht ginn. De genaue Verlaf vun där Léisung ass am Exposé des motifs beschriwwen.

De Käschtepunkt vun där Operatioun beleeft sech ouni TVA an Honorairen op 2.110.000 Euro.

An der Kommissioun ass d'Fro opkomm, ob d'Bartrenger Gemeng net kéint un déi Leitung ugeschloss gi fir eng Waasserreserv ze hu bei engem Accident an der ugrenzender Industriezon. Waren d'Gemengen och virdrun ugeschriwwe gi fir hir Doléancen ervirzebréngen, och wann dat näischt mam Projet selwer ze dinn huet an eis näischt direkt ugeet, sou war d'Kommissioun dach der Meenung, dass dee Problem nach eng Kéier ënnert deene betraffene Partner zur Sprooch sollt kommen.

En zweeten Deel vum Projet ass d'Ëmännerung vum bestehenden Échangeur Helfenterbréck, deen d'Route Nationale 34, dat heescht déi Strooss, déi an d'Industriezon vu Bartreng-Stroossen féiert, respektiv d'Verbindung vun der Helfenterbréck mat der aler Strooss op der Héicht vum Cactus a mat der A6 respektiv E25 duerstellt.

Firwat dës Ëmännerung? Gewosst ass, dass d'Autobunn Mëtt der 70er Joren gebaut ginn ass. Ursprénglech war keen Échangeur op där Plaz geplangt. Dee sollt dem initiale Projet no méi no zu Stroossen hikommen. Mä am Stroossebau kënnt et oft anescht ers wéi ursprénglech geplangt, well et dem Politiker, souwuel Gemenge- wéi Landespolitiker, oft un där néideger Konsequenz feelt, fir Projeten duerchzesetzen.

***(Interruption)***

No enger Rei Joren, uganks den 90er Joren, ass dunn décidéiert ginn, en Échangeur bei der Helfenterbréck ze bauen, fir esou d'Lonkecher Strooss ze entlaaschten a fir d'Ubannung vun der Industriezon Bartreng-Stroossen un de Réseau vun der Autobunn ze kréien. Leider huet dës Plaz net méi hiergi wéi dat wat deemools gebaut ginn ass. Dat heescht ze enk Radien vun den Op- an Offahrten, eng schlecht Ubannung un d'Route Nationale 34, bedéngt duerch Lénksofbéier, a besonnesch bedéngt duerch eng ze kuerz Beschleunigungs- an Ofbéispur, respektiv Bremsspur op der Autobunn.

All déi Nodeeler waren d'Konsequenz dovun, datt den Échangeur ze no bei der Bréck louch.

Duerch d'Zouhuele vum Verkéier am Laf vun deene Joren, an dat besonnesch op der Autobunn, huet dësen Échangeur sech quasi zu engem Point noir entwéckelt, sou dass de Projet vun haut, a mengen An, méi wéi iwwerfälleg ass.

Op der RN34 gëtt elo dem Projet de loi no e Giratoire gebaut, wou d'Op- an d'Offahrte vun der Autobunn, bebaut nom System vun engem hallwe Kléiblat, zesummelafen. Dëst bedéngt de Bau vun enger neier Bréck ënnert der Autobunn erduerch. Fir de Giratoire net iwwerzebelaaschte gëtt engersäits d'Busspur, déi un der RN34 gebaut gëtt, laanscht de Giratoire geleet, an anerersäits gëtt de Verkéier, dee vun der Lonkecher Strooss kënnt an op d'Autobunn wëllt, als Rietsofbéier direkt op d'Autobunn geleet ouni brauchen an de Rond-point eranzefueren.

D'Voie d'accélération an d'Voie de décélération op der Autobunn gi selbstverständlech esou gebaut a verlängert, datt se den internationalen Normen entspriechen. Dëst bedéngt dann d'Verbreederung vum Viaduc, wat dann den drëtte Volet vun dësem Projet ass.

De Käschtepunkt vum zweete Volet beleeft sech ouni TVA an Honorairen op 3.330.000 Euro. Fir den Detail vun deenen Aarbechte verweisen ech op den expliziten Exposé des motifs vum Projet de loi.

Den drëtten Deel vum Projet, d'Verbreederung vun der Bréck, mat engem Käschtepunkt vun 13.150.000 Euro, ass d'Kärstéck vum Projet.

D'Bréck ass 1973 gebaut ginn an huet elo schonn iwwer 30 Joer um Bockel. Si féiert iwwert de Péitrussdall, wou se d'Lonkecher Strooss, d'Eisebunn an d'Péitruss oder d'Märeler Baach iwwerbréckt. D'Bréck gëtt parallell zu de Verbreederungsaarbechten enger allgemenger statescher a baulecher Revisioun ënnerzunn an do wou et muss sinn, gëtt deen néidege Lifting virgeholl. Déi bestoend Bréck ass eng Bréck iwwer sechs Felder vu 37 Meter laang an huet de Moment zwou getrennte Fahrspure vu jee 13,14 Meter breet. An der Mëtt ass e Vide vun 1,92 Meter. Déi eenzel Fahrspure leie pro Feld op fënnef virgespaanten Eisebëtonsträger vu 35 Meter laang. D'Verbreederung vun der Bréck geschitt a verschiddene Phasen, mä ëmmer esou, dass de Verkéier sech permanent op 2 x 2 Bunne kann ofwéckelen.

D'Haaptaarbechten, déi duerchgefouert musse ginn, sinn:

- d'Ofmontéiere vun der aler SEBES-Waasserleitung,

- d'Verbreederung vun den Opleeër,

- d'Réfectioune vun de Pfeiler an den Träger,

- d'Ersetze vun de Lager,

- d'Zoubetonéiere vun dem Vide an der Mëtt vun der Bréck,

- d'Verbreederung vun der Fahrspur.

Dëst geschitt duerch prefabrizéiert Stolcaissonen, déi quasi un d'Bréck ugehaange ginn. Si sinn, wéi déi aner Träger, 37 Meter laang, weie 60 Tonnen a musse mat Spezialkranen op hir Opleeër gehuewe ginn.

Da gëtt d'Fuerbunn hiergestallt, nei Jointen agebaut, eng nei Isolatioun opbruecht an de ganze Stroossenopbau duerchgezunn, Leitplanken an e Mur antibruit hiergestallt, deen esou effikass wéi méiglech soll sinn.

All dës Aarbechten, déi och am Detail am Exposé des motifs vum Projet de loi beschriwwe sinn, stellen eng Erausfuerderung fir Ingenieuren, Techniker, Entrepreneuren a Bauleit duer, a musse bis an dee klengsten Detail virgeplangt an duerchduecht sinn. Trotzdeem wäert déi eng oder aner kleng Iwwerraschung, souwuel technescher wéi och finanzieller Aart vläicht net ausbleiwen an et wäert och während den Aarbechten zu klengen a grousse Verkéiersproblemer kommen. Dat musse mer als Politiker, déi haut dee Projet hei stëmmen, wëssen.

Wann d'Bréck fäerdeg ass, huet se eng Gesamtbreet vun 38,75 Meter. Op deene jeeweilege Fahrspuren, déi an der Mëtt duerch e Mur californien getrennt sinn, ass Plaz fir dräi Spuren à 3,5 Meter, plus eng Voie de décélération op där enger Säit an eng Voie d'accélération op där anerer Säit, plus eng Bande d'arrêt d'urgence op all Säit.

Ze begréissen ass, dass d'Bréck op 2 x 3 Spuren ausgebaut gëtt an domat elo schonn de Recommandatioune vum IVL Rechnung dréit, dee virgesäit, dass dat Stéck Autobunn vu Mamer iwwert de Contournement an d'Croix de Gasperich no Diddeleng op dräi Spure soll ausgebaut ginn.

Ze bemierken ass och nach, dass trotz de Problemer, déi dës Verbreederung beinhaltet, de gewielte System méi bëlleg gëtt wéi de Bau vun enger komplett neier Bréck a verkéierstechnesch vill manner Problemer mat sech wäert bréngen.

Beim véierten Deel vum Projet, dee quasi e separate Projet duerstellt, geet et drëm d'Fluiditéit vum Verkéier op der Lonkecher Strooss ze verbesseren an zwar do wou d'RN34 an d'Lonkecher Strooss zesummestoussen. Hei ass och de Bau vun engem Giratoire virgesinn, deem säin äussersten Duerchmiesser 70 Meter ass. De Moment gëtt de Verkéier hei mat roude Luuchte geregelt, wat zu riesege Staue féiert. Un dëse Rond-point soll och spéider de Boulevard de Merl ugeschloss ginn, deen a Planung ass, an eng eventuell spéider Verbindung Richtung Autobunn A4.

Fir de Rond-point kënnen ze bauen, muss virdrun eng nei Bréck iwwert d'Eisebunnsstreck Lëtzebuerg-Bréissel gebaut ginn. De Profil vun där Bréck ass esou geplangt, dass en drëtt Gleis, dem Programm vu mobilitéit.lu entspriechend, all Moment bäigeluecht ka ginn. Da muss déi jëtzeg Eisebunnsbréck ofgerappt ginn, d'Lonkecher Strooss Richtung Helfent muss deelweis verluecht ginn an eng bestoend Bréck muss verbreedert ginn, wéinst der Ajoute vun enger Busspur op der Lonkecher Strooss.

Des Weidere bedéngen dës Aarbechten d'Verleeë vun enge sëlleche bestoenden Infrastrukturen an d'Stad Lëtzebuerg profitéiert vun dësen Aarbechte fir zousätzlech grouss Reenofwaasserleitungen ze verleeën.

De Käschtepunkt vun dësem Deel beleeft sech hors TVA an Honorairen op 6.580.000 Euro an och hei verweisen ech op den Detail vum Exposé des motifs vum Projet.

Ze bemierken ass, datt, ier dee véierte Volet vum Projet an Ugrëff geholl ka ginn, nach en Emprisëproblem muss geléist ginn; Verhandlunge mat engem Propriétaire mussen nach zu engem Ofschloss bruecht ginn. Ech froe mech, ob et net ubruecht gewiescht wier, dësen Aarbechten de Statut d'utilité publique zouzeerkennen, fir eventuell eng Expropriatiounsprozedur anzeleeden, wann et net zu enger Eenegung kéim.

Bemierke wëll ech och, dass déi zwee Giratoiren, déi an dësem Projet virgesi sinn, nëmmen 300 Meter vunenee sinn. Dëst kéint, menger Meenung no, mol bei extrem héijem Verkéier zu engem Réckstau féieren. Dat gesot, ware mer awer an der Kommissioun der Meenung, dass déi gewielte Solutioun déi beschtméiglech ass fir e lafende Verkéiersfloss ze garantéieren.

De Käschtepunkt vun deene véier Deeler beleeft sech hors TVA op 25.170.000 Euro. Mat TVA an Honorairë fir Etüden a Surveillance ass de Gesamtkäschtepunkt vum Projet 31.800.000 Euro.

Dem Statsrot sengen textuellen Ännerunge vum Projet hu mer Rechnung gedroen. Net suivéiert hu mer de Conseil d'État bei senger Propos, fir den Devis un de leschte Bauindex unzepassen. Dëst hätt den Detail vum Devis duerchernee gehäit an hätt näischt um Fall geännert, dass de Projet souwisou automatesch un dee spéidere Bauindex ugepasst gëtt.

Déi supplementar Nofolgekäschte vun dësem Projet par rapport zum jëtzegen État des lieux belafe sech laut der Fiche financière op 159.200 Euro pro Joer; dovunner ginn der 127.360 op de Fonds des routes an 31.840 op den normale Budget.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären. Si besonnesch beim véierte Volet vum Projet och nach net all Problemer geléist, wat d'Emprisen ugeet, esou bieden ech lech dach dësem Projet Är grouss Zoustëmmung ze ginn. Et ass e wichtege Projet, besonnesch am Interesse vun der Sécherheet a vun de Stroossebenotzer, an en duerf dofir net länger opgeschobe ginn.

Ech soen lech merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Als éischten Diskussiounsriedner ass den Här Ben Fayot agedroen. Den Här Fayot huet d'Wuert.

***(Interruption)***

Ah sou, ma da maacht dat nach. Den Här Loes huet d'Wuert.

***Discussion générale***

M. Nico Loes *(CSV).*- Här President, ech wéilt am Numm vun der CSV den Accord ginn zu dësem Projet an dem Här Strotz merci soe fir déi ausféierlech Erklärungen, déi e gemaach huet, a fir déi gutt Aarbecht, déi hien och bei dësem Projet geleescht huet.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- D'Wuert huet dann elo den Här Ben Fayot.

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Här President, no deenen ausféierleche Bemierkunge vum Rapporteur bleift mer iwwert de Projet selwer net allze vill ze soen. Mir hunn ons an der Kommissioun zu deem Projet hei enthalen aus Ursaachen, déi elo net direkt mam eigentleche Bauprojet ze dinn hunn.

Deen eigentleche Bauprojet dréit dozou bäi, dass op deem Échangeur vun der Helfenterbréck d'Autobunnop- an -offahrt méi bequem a méi flësseg a manner geféierlech gëtt, an dat ass natierlech eng Zilsetzung, déi mer kënnen deelen. Et ass allerdéngs, wéi oft bei Stroossebauprojeten, net nëmmen deen eigentlechen Objet vum Stroossebauprojet, deen an der Diskussioun ass, mä och nach eng Partie Saachen, déi hannendrun hänken.

Hei an dësem Projet constatéiert een, dass eigentlech zwou Décisioune mat beinhalt ginn, déi méi wäit gi wéi den Échangeur vun der Helfenterbréck. Déi eng Décisioun betrëfft d'Breet vun der Chaussée op der Bréck, déi verbessert gëtt,

selbstverständlech, well se aus dem Joer 1973 staamt, mä och verbreedert soll ginn.

Am Projet gëtt gesot, dass d'Breet vun där neier Chaussée esou concevéiert gëtt, dass se op dräi Bunne kann ausgedehnt ginn. Ech zitéieren textuell aus dem Rapport: „La largeur de la nouvelle chaussée est conçue de manière à pouvoir y installer trois voies de circulation, répondant ainsi aux recommandations émises par l'IVL."

Am IVL, also an deem berühmten integréierte Konzept, liesen ech zum Beispill op Säite 30, ech zitéieren dat op däitsch: „Auf dem Boulevard de Contournement kommt es während der Spitzenzeiten zu Überlastungen. Der angedachte Ausbau auf 2 x 3 Spuren wird diesen Engpass beseitigen, Kapazitätsreserven schaffen und die Verteilerfunktion des Contournement im Süden der Stadt Luxemburg stärken." Op Säite 40 vun deemselwechte Konzept IVL gëtt dann de sechsspuregen Ausbau vun der A6 an A3 tëschent Mamer/Capellen an dem Beetebuerger Kräiz als „Basisfall Plus" bezeechent. „Das heißt", steet am IVL, dat ass och interessant ze zitéieren: „Maßnahmen dieser Stufe stehen noch nicht vor der konkreten Ausführung, sind aber Projekte, die im Falle eines erfolgreichen Abschlusses aller Prozeduren in dieser oder geringfügig veränderter Form realisiert werden." An da schlussendlech Säite 43 gëtt gesot, dass den Ausbau vum Boulevard de Contournement an den IVL iwwerholl gëtt.

Allerdéngs seet den IVL och, an dat fannen ech interessant, dass ee soll e Plan sectoriel „Transports" ënnerhuelen am Zesummenhank ebe vun der Landesplanung, déi dat jo virgesäit an do gëtt dann och, an do zitéieren ech erëm eng Kéier den IVL - ech fannen dat esou schéin, well et esou eng flott Sprooch ass, eng Spezialistesprooch: „Im Sinne eines robusten Konzeptes im Rahmen des Plan sectoriel „Transports" soll auf Grund der räumlichen Zielsetzungen des IVL eine detaillierte Prioritätensetzung für die Umsetzung vorgenommen werden." An ech mengen de Plan sectoriel „Transports" huet jo de groussen Avantage, dass do d'Gemenge gefrot ginn, dass d'Bierger aus der Géigend kënne matschwätzen an dat konnte se jo eigentlech bis elo nach iwwert deen Ausbau do net maachen. Mir sinn hei am Südweste vun der Stad Lëtzebuerg, an engem Ballungsgebitt ronderëm d'Stad, wou et interessant opstriewend Gemenge gëtt, déi och dovunner concernéiert sinn. Ech denken u Bartreng, ech denken u Stroossen, ech denken natierlech och un Hesper a Leideleng, alleguerten déi, déi dovunner concernéiert sinn.

Dofir gëtt jo dann och am IVL fir de Südweste vun der Stad eng sou genannt integrativ Gesamtplanung als néideg duergestallt. Dofir wëll ech hei eigentlech och net vun der inhaltlecher Opportunitéit vun deenen dräi Bunne vun deem Contournement ronderëm d'Stad schwätzen, mä ech....

***(Interruptions diverses)***

Also ech sinn amgaangen hei Gedanken ze exposéieren, Här Bettendorf, fir ze weisen, dass ech fannen, dass et verfréit ass fir elo schonn ze décidéieren, dass do dräi Bunne solle kommen. Dat wollt ech soen. Ech wollt net iwwert d'Opportunitéit vun deenen dräi Bunnen u sech schwätzen, well een dat jo nach net kann. Et muss een an där Gesamtplanung, déi am IVL gefrot gëtt, déi Décisioun huelen an net eng eenzel Décisioun iwwert de Contournement vun der Stad Lëtzebuerg. Dat ass dat wat ech wollt soen.

Et wonnert mech allerdéngs och, an dat ass deen zweete Punkt, deen ech wollt dobäi setzen, dass an dësem Projet eigentlech eng zweet Décisioun, ech wëll net soen, virewech geholl gëtt, mä eng Weich gestallt gëtt, fir eng nei parallel Strooss zur Autobunn, déi op dräi Spure soll ausgedehnt ginn, ze bauen, nämlech de Boulevard de Merl. Dat ass eng weider Strooss, déi am Fong geholl soll de Verkéier am Südweste vun der Stad, och wéinst deene Zones d'activité, déi dohi kommen, respektiv schonn do sinn, vereinfachen.

De Problem ass also deen, wa mer schonn de Südweste vun der Stad Lëtzebuerg stroosseméisseg oprüsten duerch d'Verbreederung vum Contournement op dräi Bunnen an dann och duerch de Bau vun engem Boulevard de Merl, da muss een dat an engem gesamte Konzept gesinn. Dobäi kënnt ee jo dann och op de Strategiepabeier vun der Stroossebauverwaltung aus dem Oktober 2003, wou dee Boulevard de Merl dann och beschriwwe gëtt a wou gesot gëtt - ech zitéieren aus deem Strategiepabeier: „L'autoroute A6 tout comme les routes annexes partant des divers échangeurs ne suffisent pas à évacuer le trafic généré par les nouvelles zones d'activité." Dat heescht, déi sechs Zonen, déi tëscht dem Houwald a Stroossen bis op Bartreng leien, an dofir gëtt jo dann eben dee Boulevard de Merl geplangt. Et ass bekannt, dass dee scho ganz laang am Bebauungsplang vun der Stad Lëtzebuerg - schonn am Vago-Plang an duerno am Joly-Plang - ageschriwwen ass, an dass dat och schonn zu heftegen Diskussiounen an deene leschten 20, 30 Joer Ulass ginn hat.

De bekannte Strategiepabeier vun der Stroossebauverwaltung seet dann och, an ech mengen, dat ass interessant ze zitéieren: „Cette artère maîtresse" - dat heescht, dee Boulevard de Merl - „conçue comme boulevard urbain", also niewent dem Boulevard de Contournement - ech fannen dat esou schéin, dass dat alles Boulevard genannt gëtt - „tracée plus au moins parallèlement au boulevard périphérique de la capitale" - dat ass also d'A6, déi op dräi Spure soll ausgebaut ginn - „prend son départ au nord à la limite territoriale des communes de Luxembourg et de Strassen aux abords du cimetière de Merl par un giratoire, se raccorde à la N5 et à la N34 à Helfenterbruck par un grand giratoire". An et ass eben iwwert dee Giratoire, dee mer hei matdécidéieren, wou weider Rieds geet an da gesot gëtt: „le Boulevard de Merl poursuit son tracé vers le Sud pour se terminer à l'autoroute d'Esch-sur-Alzette à laquelle il se raccorde par un nouvel échangeur."

An dem Exposé des motifs vum Projet de loi, dee mer haut diskutéieren, gëtt och dëse Boulevard de Merl erwähnt. Dat geet jo dann nach weider, wann een déi Strooss kuckt, déi an deem Strategiepabeier vun der Stroossebauverwaltung stinn. Da gëtt de Contournement vun Zéisseng gemaach bis op de Boulevard Cloche d'Or.

Ech erënneren drun, dass d'Madame Minister den 13. Februar 2000 an enger Äntwert op eng Fro mengersäits geschriwwen hat, et géif sech hei ëm eng Série de projections „par son initiative, l'Administration des Ponts et Chaussées a élaboré" handelen. Dat heescht, dat si Projektiounen ënnert der Responsabilitéit vun der Verwaltung. Déi hunn also kee politesche Statut, sinn also net politesch décidéiert, sinn och net politesch diskutéiert ginn. Et ass also eng reng technesch Projektioun, déi hei gemaach ginn ass, woufir d'Madame Minister selbstverständlech och keng Responsabilitéit iwwerhëlt. An trotzdeem muss ech soen, Här President, dass déi Projektioune vun der Stroossebauverwaltung schonns elo e riesege Poids an der Diskussioun hunn, well se jo an dem IVL-Dokument iwwerholl ginn, ier eigentlech iergendeng ëffentlech Diskussioun doriwwer stattfonnt huet.

Dofir hunn ech e Problem mat den Aspekter vun dësem Projet, well d'Virausssetzunge geschaf gi fir weider Stroossebaute méiglech ze maachen, déi politesch nach net diskutéiert sinn, déi politesch menges Wëssens och nach net vun der Regierung ofgeseent gi sinn an och net hei an der Chamber oder an iergendenger Kommissioun oder dobaussen an der Ëffentlechkeet diskutéiert gi sinn.

Et kann een natierlech wéi bei dësem Projet argumentéieren, et wier rationell, dass ee Virausssetzunge géif schafe fir weider Projeten ze realiséieren amplaz herno erëm missen alles opzerappen an nei opzebauen. Dat ass vläicht richteg, mä et wier awer och demokratesch an transparent, wann ee klore Wäin géif aschëdden a kloer soe géif, wou mer da stinn. Ech nennen et „saucissonnage" wann eenzel kleng Décisioune spéider grouss politesch Décisioune virewechhuelen an dann natierlech grouss Planungen, déi eventuell kommen, souzesoen imposéieren.

Dat hu mer jo op anere Plaze gesinn. Mir hunn e Rond-point um Briddel gebaut, mir hunn e Rond-point am Biergerkräiz gebaut an elo gëtt gesot, fir awer déi Stroossen an déi Rond-pointen elo voll ze valoriséiere musse mer eng nei Strooss Richtung Walfer duerch de Bierg bauen.

***(Interruptions diverses)***

Gelift? Jo, bon, ech mengen dat ass de Problem dee mer eben hu mat grousse Projektiounen, egal op wat fir engem Niveau dass se geschéien, wou mer politesch net wësse wou mer domat erauskommen.

Et ass also fir mech keng Kloerheet an deem ganze Stroossebauwiesen an der Regioun Zentrum-Süden - loosst mer dat emol esou nennen, well d'Stad Lëtzebuerg mat hirem Ballungsgebitt dodranner ass oder och an der Agglomeratioun vun der Stad Lëtzebuerg -, soulaang wéi mer net dee Plan sectoriel „Transports" hunn, dee mer no der Landesplanung solle kréien, deen dann och d'Gemenge mat implizéiert a wou dann eben och déi Stroossebauprojeten öffentlech diskutéiert ginn. Ier mer dat hunn, muss ech soen, sinn esou kleng Schrëtt, wéi se hei an dësem Projet iwwert d'Helfenterbréck dra sinn, eigentlech net akzeptabel.

Ech wollt dat awer hei mat aller Däitlechkeet soen, déi Reserven, déi mer dozou hunn iwwert d'Prozeduren, dat heescht iwwert d'Transparenz vun der Prozedur. Mir sinn, wéi ech am Ufank gesot hunn, d'accord mam Bau vun deem neien Échangeur fir de Verkéier méi flësseg, méi bequem ze maachen, fir do dee Geforepunkt auszemäerzen. Mir wäerten also och dësem Projet zoustëmmen. Ech wëll awer nach eng Kéier dervir warne fir aner Décisioune schonn an engem Projet virewechzehuelen a weider Diskussiounen iwwer Konzepter, déi mer an dëser Regioun musse féieren, eben dann onnéideg ze maachen.

Ech soen Iech merci.

**M. le Président.**- Als nächste Riedner ass den Här Niki Bettendorf agedroen. D'Wuert huet den Här Bettendorf.

**M. Niki Bettendorf** *(DP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, och ech wëll dem Kolleeg Néckel Strotz villmools merci soe fir säi mëndlechen a schrëftleche Rapport. Wann hien och d'nächst Kéier net méi mat an d'Wahle geet an net méi hei an der Chamber wäert sëtzen, esou gëtt hien eis alleguerten e gutt Beispill. Hie bréngt seng Projete regelméisseg a bis zum Schluss mat grousser Kompetenz an d'Kommissioun eran a féiert och da seng Aarbecht bis zum Schluss excellent duerch. Ech mengen den Néckel Strotz verdéngt dofir eis Unerkennung.

**Plusieurs voix.**- Très bien!

**M. Niki Bettendorf** *(DP)*.- Wann et ee Projet de loi gëtt, deen ech besonnesch begréissen, dann ass et deen hei. Här President, ech mengen, ech wier och ee vun deenen heibannen, déi d'Situatioun op der Plaz am beschte kennen. D'Autobunnsbréck gouf 1973 gebaut zu enger Zäit wou de Contournement vun der Stad Lëtzebuerg staark contestéiert war, an et goufe virun allem wichteg Stater LSAP-Politiker, déi géint de Contournement vun der Stad Lëtzebuerg waren.

**Une voix.**- Ouh? Wien dann?

**M. Niki Bettendorf** *(DP)*.- Et sëtzen der haut nach zwee an der Chamber an ee vun deenen huet elo kuerz hei virdru geschwat.

Ech muss Iech soen, dass mer glécklech waren, dass deemools de Marcel Schlechter als Bautemininster de Contournement vun der Stad Lëtzebuerg gebaut huet. Den Här Fayot huet elo grad hei d'Zoustëmmung vun der LSAP zu dësem neie Projet ginn. Mä wat e virdru gesot huet, dat hätt am Fong geholl nëmmen zougelooss, dass e sech beim Projet enthalen hätt; dat war weder Fësch nach Fleesch.

Ech muss soen, mir haten deemools, wéi mer de Contournement net haten, esou wonnerschéin, phantastesch Staue wann d'Vakanzen ugaange sinn an d'Belsch an d'Holländer koumen iwwert d'Areler Strooss duerch d'Hollerecher Strooss iwwert de Leschte Steiwer an d'Diddenuewener Strooss fir zu Fréiseng erëm erauszefueren. Ech weess aus Erfahrung, deemools huet e Bensinscamion vu Bartreng bis op de Leschte Steiwer an d'Stad, fir do 12.000 Liter Bensin zu liwweren, an deenen Zäite bis zu véier Stonne gebraucht fir do en Approvisionnement ze maachen. Ech muss Iech soen, dat ware wierklech nach flott Zäiten!

Virun zéng Joer gouf dann den Échangeur Helfent gebaut. Dat mannst wat ee ka soen ass, dass déi deemoleg Planung eng falsch war, an et kann een et roueg soen, si war radikal schlecht. Als Buergermeeschter war ech natierlech houfrech, eng Autobunnsopfahrt ze kréien, mä als en Employé vun enger Bensinsfirma hunn ech direkt missen de Chauffeure verbidden, déi Opfahrt ze huelen, well se esou geféierlech war an een all Moment huet misse mat deem Schlëmmste rechnen. Et gouf genuch Accidenter op där Plaz, et gouf och Doudeger, an dat eleng justifizéiert dësen neie Projet total.

Et beweist awer och, dass eng Planung ouni Wäitsiicht duebel kascht, an dofir begréissen ech hei virun allem den Ausbau vun der Bréck op zweemol dräi Spuren, plus Accélératiouns- a Standspur. Et wier onverantwortlech hei keng Wäitsiicht ze hunn, dëst net ze maachen, wou mer jo och scho wëssen - an dat ass schonn erimmt ginn am Kader vum IVL -, dass mer vläicht eng Kéier op dräi Spuren iwwerginn an dass mer just op dëser Plaz awer déi dräi Spure sécher haut musse bauen an net nach eng Kéier mussen ufänken.

Här President, de Rapporteur huet eis gesot, de Projet géif aus véier Louse bestoen. Den éischte Lous ass d'Waasserleitung vun der SEBES. Do gëtt elo d'Pompelstatioun vun der Stater Säit op d'Bartrenger Säit verluecht, eng gutt Saach, déi awer eng aner gutt Saach méiglech mécht. Dir wësst, zu Bartreng leien déi national Pëtrolsreserve vum Lëtzebuerger Land. Wat feelt zu Bartreng, dat ass genügend Waasser fir ze kille wann eng Kéier e Behälterreservoir géif brennen. Da ginn d'Waasser vu Péitruss an Aalbaach net duer. D'Gemeng huet grouss Efforte gemaach an déck Diametere Waasserleitungen, elo kuerz nach eng 300er-Leitung vun Dippech erof geluecht an d'Aktivitéitszon. Et geet awer mam Waasser net duer.

Am Ausland stinn normalerweis d'Pëtrolsdépôte laanscht d'Waasser oder um Mier. Firwat koum et awer zu Bartreng net zu engem SEBES-Uschloss? Bartreng ass net Client bei der SEBES, well zënter ëmmer ass Bartreng un de Syndicat des Eaux du Sud, d'SES, ugeschloss. En Uschloss un déi déck SEBES-700er-Leitung - dat ass dat Déckst, mengen ech, wat mer am Land hunn - ouni Waasser ze gebrauchen, ass fir d'SEBES net interessant, an esou koum et och ni zu dëser wichteger Installatioun. Mir hunn et hei mat engem nationale Problem ze dinn, an ech kann d'Regierung mam Innenminister ganz staark invitéieren, déi noutwendeg Schrëtt ze ënnerhuelen, dass hei eng Léisung erbäigefouert gëtt.

En zweete Lous ass d'Modifikatioun vum Échangeur. Amplaz vun der geféierlecher, onméiglecher Lénksabbiegersituatioun mat grousse Stauen ass elo e Rond-point ënnert der Bréck virgesi mat Abezéie vun der Route Nationale 34. Dës nei Konzeptioun ass nëmmen ze begréissen a wäert zu engem fléissende Verkéier op dëser Plaz bäidroen.

Wou ech perséinlech keng Erfahrung hunn, dat sinn déi sou genannte Bypasse fir Bussen. Ech hu just héiere vu Leit, déi vu Sandweiler a Richtung Irrgarten fueren, wou den neie Rond-point elo fonctionnéiert, do géif d'Méiglechkeet bestoen, dass Autofuerer iertëmlech d'Busspur benotzen, déi eng fir ofzekierzen, anerer, dat besonnesch nuets, well se sech ganz einfach trompéieren an dann d'Busspur huelen amplaz am Rond-point ze fueren. Wéi gesot, ech perséinlech hunn do keng Erfahrung domat, mä mer mussen awer och an der Planung dat weider am A behalen.

À propos Route Nationale 34 vun der Helfenterbréck op d'Lonkecher Strooss, op d'Areler Strooss, do gëtt et erëm Schwieregkeete mat den Terrainen. Iwwert de Biais vun der ITM ass een Deel Terrainen net méi gutt. Leit, déi räich waren, déi sinn aarm ginn, an elo stëmmen d'Emprisëplangen net méi. Wat awer nach ëmmer bleift, dat sinn d'Encochen, déi d'Gemeng an hirem Bebauungsplang Gott sei Dank virgesinn hat an op deene Plazen net baue gelooss huet. Awer just op dëse Plazen huet de Comité d'acquisition, wéi et schéngt, déi gréisste Problemer fir un Terrainen erunzekommen.

Ech muss soen, wat notzt eis d'Route Nationale 34 wann de wichtegsten Deel net gebaut gëtt. Gréissten Notznéisser vun der Route Nationale 34, dat ass zum Beispill d'Autobunnspolizei an d'Ponts & Chaussées, déi sech zu Bartreng niddergelooss hunn. Mat engem direkten Uschloss un d'Autobunn kommen déi direkt op d'Autobunn fir ze streeën a bei Accidenter, an et wier schued wann deen Deel Route Nationale 34 net schnellstens kënnt realiséiert ginn. Well wann zum Beispill d'Eisebunn manövréiert an der Rue de l'Industrie, wann d'Barrière do zou ass, wann d'Zitären do mussen iwwert d'Strooss fueren, dann dauert dat ëmmer relativ laang an da kommen, wéi gesot, d'Autobunnspolizei an d'Streedéngschter net schnell genuch op d'Autobunn. Ech géif et also ganz staark begréissen, wann hei och géif sou séier wéi méiglech de leschten Deel vun der Route Nationale 34 gebaut ginn.

Wou ech insistéieren, dat ass och datt bei dësem Projet en effikasse Lärmschutz erëm dohinner kënnt, eppes Besseres wéi déi gréng Blecher, déi elo do stinn. Ech krut an der Kommissioun gewisen op de Pläng, dass de Lärmschutz virgesinn ass, mä ech hunn awer an den

Devisë kee Präis fir dëse Lärmschutz fonnt. Ech invitéieren, datt hei och en effikasse Lärmschutz dohinner kënnt, am Intérêt vun den Awunner an awer och vun alle Leit, déi zum Beispill an där Gëgend am Bësch spadséiere ginn. Ech weess wéi et virdru wor ouni Lärmschutz an ech weess wéi et elo ass. Et ass besser haut, mä et kann een iwwert den neie Projet nach weider hei verbesseren.

Dat Ganzt, d'Lousen 1, 2 an 3, dat ass e ganz sensibele Projet mat villen Inconvénienten, déi d'Awunner an d'Automobilisten nach wäerte vill Nerve kaschten. Et ass dofir wichteg, datt hei gutt geplangt a schnell gebaut gëtt.

Wat mech awer opreegt bei dësem Projet, dat sinn zwou Saachen. Quizfro à propos neien Échangeur Helfent: Wéi al ass dee jëtzegen Échangeur? Wéini ass deen ale gebaut ginn - deen heitegen? Ënner wat fir engem Minister ass e gebaut ginn? Ass e gebaut gi mat Gesetz? Ass e gebaut ginn ouni Gesetz?

Kloer ass, dass deen Échangeur - mir allegueren heibanne wëssen dat haut - deemools ouni Gesetz gebaut ginn ass. Ouni Gesetz ass deen Échangeur gebaut ginn an, Här President, d'Madame Ministerin wäert eis vläicht soen, ob dat haut och nach méiglech ass. Et ass nach net esou laang hier: zéng Joer.

**Une voix.**- Wie war dat?

**M. Niki Bettendorf** *(DP)*.- Ma dat war dee Minister mam gëllene Bagger. Dir hutt e jo kannt. Ech weess net ob dee sech deemools iwwert d'Virschrëften ewech gesat huet, mä op alle Fall, esou e wichtege Punkt…

***(Interruptions diverses)***

Ech muss Iech soen, dass, wéi dëse wichtege Projet virun zéng Joer realiséiert ginn ass - an haut gesäit een, wéi schlecht dass en ass an dass mer haut en neie Projet brauchen an dass mer houfreg sinn, dass mer hei e Gesetz stëmmen iwwert den neie Projet -, dass deemools e Minister sech driwwer ewech gesat huet an esou e Projet realiséiert huet, ouni hei e Gesetz eranzebréngen, ech mengen dat däerf eng Chamber wéi déi hei sech net bidde loossen.

***(Interruptions)***

De Lous Nummer 4…

***(Interruptions diverses et coups de cloche de la Présidence)***

Wësst Der, Iech am Ree stoe loossen: Wann ee géif op Iech lauschteren, dann hätte mer haut nach déi Situatioun wou mer géife mat den hollännesche Karawanen iwwert d'Areler Strooss tuckeren, d'Hollerecher Strooss erof an iwwert d'Diddenuewener Strooss, da wiere mer wäit fort.

***(Brouhaha général)***

Also ech begréissen awer léiwer eng progressiv Astellung wéi déi, déi mer haut hunn. Dir héiert dat do net gären.

***(Brouhaha général)***

**M. Jacques-Yves Henckes** *(ADR)*.- Wann et de Gréngen no géif goen, da géife mer gläich mat der Geess hei duerch d'Stroosse goen.

***(Interruptions diverses)***

**M. le Président.**- Ech bieden Iech net dauernd ze ënnerbriechen an dem Riedner nozelauschteren.

**Une voix.**- Waart Der den Här Gorbatschow lauschteren, jo?

**M. Niki Bettendorf** *(DP)*.- Ech hu gesot: Ech begréissen dee ganze Projet. Ech begréissen och am Projet d'Lous Nummer 4, dat heescht de Rond-point op der Lonkecher Strooss.

Et ass schued, dass mer hei zënter ville Jore gesot kréien: Mir hunn den Terrain. Mir hunn den Terrain net. Mir hunn den Terrain. Mir hunn den Terrain net. An d'Realisatioun vum Projet ass esou wichteg, dass ech mengen, datt hei wier d'utilité publique. Mir als Chamber si gebieden, der Regierung op alle Fall déi Gesetzer ze stëmmen, fir dass och an der Zukunft eng Expropriatioun pour utilité publique ka méi schnell vir sech goen, wéi dat momentan de Fall ass, a raisonnablen Délaien an zu raisonnable Präisser. Et kann net sinn, dass eng eenzeg Persoun esou wichteg Projete kann op zéng, 20 Joer verschleefen, wou déi Projeten dann och nach rieseg a vill méi deier ginn.

Här President, mir vun der Fraktioun vun der Demokratescher Partei begréisse wierklech dëse Projet de loi 5269 a mir ginn em och eis voll Zoustëmmung.

Ech soen Iech merci fir d'Nolauschteren.

**Plusieurs voix.**- Très bien.

**M. le Président.**- Als nächste Riedner ass den Här Jacques-Yves Henckes agedroen. Den Här Henckes huet d'Wuert.

**M. Jacques-Yves Henckes** *(ADR)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech menge meng Virriedner hunn hei schonn eng etlech Punkten ervirgestrach, sou datt ech mech an deem méi gestressten a chargéierten Ordre du jour e bësselche méi kuerz ka faassen.

Dat wat wichteg ass, dat ass datt mer musse feststellen, datt de Verkéier um Échangeur vun der Helfenterbréck méi geféierlech ginn ass, datt mer permanent Stauen hunn an datt eng vun deenen Ursaachen déi ass, datt mer rout Luuchten hunn, datt dee ganzen Échangeur den Trafic, deen dohinner kënnt, net méi meeschtert.

Et ass doduerjer wichteg, datt een op dee Wee geet fir hei Aménagementer ze maachen, fir e Giratoire virzegesinn a fir déi rout Luuchten ofzeschafen. Doduerjer kritt ee manner Stau a manner Accidenter. Mä et ass awer och wichteg, datt mer op dräi Spure ginn. Well mer wëssen, datt dat amgaangen ass eng Noutwendegkeet ze ginn op där ganzer Streck vun Arel, vu Stengefort eriwwer bis Richtung Diddeleng, bis Richtung Frankräich.

An dat wat mer bedaueren, Madame Ministerin, dat ass datt hei net kloer gesot gëtt vun der Regierung: Mir wëllen op alle Plazen op dräi Spuren, op déi eng Säit an op déi aner Säit, goen. Dat géing zu der Transparenz bäidroen. Anstatt datt een dat elo hei an engem Saucissonnage mécht, ass et besser ze soen: D'Regierung mengt datt et richteg wier, fir op zweemol dräi Spuren insgesamt ze goen.

Well dat ass dat wat noutwendeg ass. Et ass och dat wat de facto geschitt. Ech mengen, da soll een et soen an dann ass et och kloer.

Et ass ganz evident, datt, wann een net op de Wee geet, da gëtt een deem Verkéier net Meeschter, mä dann hëlt en ëmmer méi zou. D'autant plus wou mer all Encouragementer maachen, fir datt de Verkéier net soll duerch d'Uertschafte goen, mä laanscht d'Uertschaften. Wa mer dat wëllen encouragéieren, da musse mer kucken, datt mer op zweemol dräi Bunnen insgesamt iwwerginn. Well soss ass et jo kloer, datt bei deem éischten Incident, dee passéiert, bei deem éischte Stau d'Leit erofginn an dann nees duerch d'Uertschafte fueren.

Dofir ass dat heiten e gudde Projet a mir kënnen och als ADR-Fraktioun ons Zoustëmmung zu deem Projet ginn, well en an déi richteg Richtung geet.

Just eng Fro nach, dat ass déi mam Lärmschutz. Ech hunn Iech déi bei anere Plazen och scho gestallt. Ech wollt just nämme sécherstellen, datt de Lärmschutz hei virgesinn ass an datt e ka realiséiert ginn. Well et ass absolut wichteg, wann ee scho méi Verkéier op eng Plaz séit, datt dann souwuel iwwert de Belag Méiglechkeete besti fir Lärmschutz ze bedreiwen, mä awer och duerch verschidde Protektioune lénks a riets, wou et Méiglechkeete gëtt fir esou Wäll virzegesinn, datt do am Intérêt vun den Urainer déi néideg Moossname solle getraff ginn.

Dat gesot, ginn ech den Accord vun der ADR-Fraktioun zu dësem Projet.

**M. le Président.**- Als lescht Diskussiounsriednerin ass d'Madame Dagmar Reuter-Angelsberg agedroen. D'Madame Reuter huet d'Wuert.

**Mme Dagmar Reuter-Angelsberg** *(DÉI GRÉNG)*.- Merci, Här President.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech soen dem Här Strotz merci fir säin ausféierleche Rapport. Mir enthalen eis bei dësem Projet, well mer fannen dass vun Ufank u keen ordentlecht Konzept virlouch, wéi déi Stroossen do am Beräich Helfenterbréck gebaut gi sinn.

Fir d'éischt war jo iwwerhaapt keen Accès op d'Autobunn do virgesinn, wat sécher e Manktum war, well jo awer vill Leit vun der Lonkecher Strooss erfort op d'Autobunn wëllen. Déi Op- an Offahrten, déi do gebaut goufen, si vill ze kuerz a stellen eng permanent Gefor duer. Mir fannen et scho wichteg, dass d'Sécherheet do op där Plaz, wou zwou Haaptverkéiersstroossen an eng wichteg Eisebunnslinn sech kräizen, elo besser gëtt. Mir froen eis awer och, ob dat op Dauer esou bleift. Wann ee ronderëm kuckt a bedenkt, dass déi Zone d'activité do ausgebaut gëtt ënner anerem mat engem administrative Gebai vun 2.500 Leit, déi do schaffe kommen, da weess een net ob mat deem Échangeur, dee gebaut gëtt, schonn all Problemer wäerte geléist sinn oder ob der net nach weider wäerten op engstem Raum derbäi kommen.

Mir sinn och d'accord mam Här Fayot, wann e seet, datt kee Plan sectoriel vum Transport hei virläit an dat wär dach awer ganz wichteg, fir méi Transparenz an dat Ganzt ze kréien.

Zum Schluss wëll ech awer och nach betounen, dass mir Gréng drop halen, dass net nëmmen d'Verkéierssécherheet soll am Mëttelpunkt vun dësem Projet stoen, mä dass een och Moossnamen net soll vergiessen, wéi zum Beispill en effikasse Mur antibruit, deen all déi Beräicher ofschiermt wou Mënsche liewen oder schaffen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech soen Iech merci.

**M. le Président.**- D'Wuert huet elo d'Madame Bauteministerin Erna Hennicot-Schoepges.

**Mme Erna Hennicot-Schoepges**, *Ministre des Travaux publics*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech soe fir d'éischt dem Rapporteur, dem Här Strotz, merci a senger Funktioun als effikasse Member vun der Bautekommissioun a President, deen et fäerdeg bruecht huet, déi Projeten nach alleguerten zäiteg ze finaliséieren, fir datt mer kënne schaffen. An ech denken, datt dat, wat hei u Beanstandunge par rapport zu dësem Projet a senger Abannung an e gréissert Konzept gesot ginn ass, och nëmmen deelweis stëmmt.

Vun Ufank un hunn ech mech am Bauteministère schwéier gedoe fir déi Planung, déi meeschtens kuerzfristeg war, déi och net esou virbereet war, datt een hätt kënne laangfristeg soen, mir hunn eng Planungssécherheet a mir hunn am Joer 2000 e Groupe mobilité geschaaft. An dee Groupe, deen am Bauteministère ugefaangen huet, zesumme mam öffentlechen Transport a mam Ëmweltministère ze schaffen, dat war eigentlech de Virleefer vun deem, wat dann herno den IVL ginn ass.

Wann elo hei gemengt gëtt, dëse Projet géif komplett nieft der Schinn vun all deenen dote Planunge lafen, dann ass dat strictement net richteg. Mir hunn am Ministère vun den Travaux publics souwisou déi Erhiewung vun deene sou genannte Points noirs wou et aus Sécherheetsgrënn néideg ass, dass mer intervenéieren, registréiert.

Et ass evident, datt den Échangeur vun der Helfenterbréck ee vun de Problemer war, datt deen als dat och gebrandmarkt war, dat heescht, datt also d'Travaux publics als Verwaltung sech domadder befaasst hunn. A wann hei den Här Bettendorf gefrot huet: Ass e Gesetz gemaach ginn?, da soen ech him ganz kloer: Neen, well dat war net néideg déi Zäit. Déi Zäit huet jo de Fonds des routes kënnen intervenéieren an déi néideg Infrastrukture finanzéieren, ouni datt do iergendeen e Problem gesinn hätt. D'Prozedur ass elo méi kompliéiert: Mir musse virun d'Chamber kommen an e Gesetz maachen. Dat ass och dofir gutt, well dat jo Transparenz gëtt an et gëtt engem och d'Gefill, et huet een d'Chamber hannert sech. A si steet jo awer haut och zu hirer grousser Majoritéit hannert dësem Projet an dat huet dann awer och dermat ze dinn, datt mer déi Planung an all déi Aarbechten, déi niewelaanscht gemaach si ginn, do dran abannen.

A wann hei gesot gëtt, et wier keen Accord politique, do géif ech emol considéréieren: Dat ass net wouer! Et ass ëmmerhin en Accord vun der Regierung do gewiescht. Et ass eng Décisioun vun der Regierung do gewiescht vum Joer 2000 fir eng Tangente Ouest ze bauen, wou och schonn den Ausbau op dräi Bunne vun der Autobunn ugeschnidde war. Et ass eng Zesummenaarbecht mat den Administratioune vun dem Transport organiséiert ginn, déi dann zu enger Beschlussfaassung am IVL gefouert huet.

Den IVL betruechten ech net nëmmen einfach als een Dokument, wat keng Valeur hätt, well schliesslech fënnef oder sechs Administratiounen hei zesumme geschafft hunn an en Accord fonnt hunn. A wann déi Aarbechten, déi Travaux publics, déi Ponts & Chaussées an hirem Strategiepabeier ënnerbreet hunn, wann dat och keng politesch ofgeseenten Décisioune sinn, sou sinn dat dach awer déi laangfristeg Planungen, déi am Stroossebau méiglech sinn.

Wa mer elo hei bei dësem Projet fannen, datt dat alles sech zesummefënnt an engem Projet, sou datt mer kënne soen, mir hunn dat, wat am IVL vun den Expertegruppe gesot gëtt, hei validéiert, well wann et bei der Autobunn als Basisfall Plus virgesinn ass fir auszebauen, dann heescht dat dach eppes. Dann heescht dat och eng Prioritéitesetzung vun deem, wat an deene respektiven Administratiounen do a vun der Regierung ofgeseent da festgestallt ginn ass.

Mir hunn also elo zu dësem Zäitpunkt eng kloer Schinn wou d'Prioritéite mol opgelëscht sinn. Dat hate mer fréier net, well mer fréier déi zesummenhängend Aarbecht net gemaach hunn. A leschten Enns ass den Échangeur Helfenterbréck och an déi dote Situatioun komm, wa mer den Ausbau vun deene Gemengen, déi do dru leien, bedenken a wa mer och déi industriell Entwécklung, déi sech an deem dote Beräich vun der Stad Lëtzebuerg gedoen huet, da mat berücksichtegen.

Mir hunn also hei net laanscht déi grouss ugeluechte Planung geplangt, au contraire. Mir hunn där Planung Rechnung gedroen an domadder mengen ech, Här President, kënnt een net hei soen, datt dëse Projet, esou wéi vläicht aner Bauprojeten an der Vergaangenheet, isoléiert do géif stoe fir nëmme punktuell e Probleme ze léisen. Dëse Projet reit sech an eng Logik an, déi e Ganzt ass an déi och eng Gesamtplanung virgesäit.

Et ass evident, datt mer mat de Problemer vun den Emprisen eréischt da virukommen, wann d'Gesetz vun den Acquisitioune geännert gëtt, fir datt mer bei de Prozedure manner Zäit verléieren. Mir waarden am Bauteministère dorop an et ass en Aarbechtsgrupp, deen tëscht de Finanzen an der Justiz un enger Ännerung vun deem Gesetz schafft, fir datt mer déi leideg Problemer geléist kréien.

Et ass dann och gefrot ginn, wéi et hei mam Lärmschutz wier. Selbstverständlech hu mer Kreditter virgesinn an zwar ganz genee 883.200 Euro si virgesi fir de Lärmschutz an dësem Projet, sou datt mer deem och Rechnung droen.

Dat gesot, mengen ech, wier et evident, datt mer, wa mer dann och nach den Uschloss un de Boulevard de Merl kréien, an deem dote Beräich awer eng positiv Entwécklung hätten. Ech denken och, datt déi Stéchstrooss op d'Areler Strooss zu Bartreng eng Erliichterung vun der Verkéierssituatioun bruecht huet. E parallellen Zougang zu dem Boulevard de Merl bréngt eng weider Erliichterung an domadder denken ech, datt mer hei eng gutt Aarbecht kënne leeschten.

Ech soen der Chamber merci, datt mer och déi Aarbecht elo an der Praxis kënnen ëmsetzen, soubal wéi mer d'Gesetz gestëmmt hunn.

**Plusieurs voix.**- Très bien!

**M. le Président.**- D'Diskussioun ass elo ofgeschloss a mir kommen zur Lecture vun den Artikelen a stëmmen zum Schluss vun der Sitzung iwwert de Projet of.

***Lecture du texte du projet de loi (par M. Jean Spautz)***

D'Artikelen 1 bis 4 si gelies an ugeholl.

Dann huele mer elo d'Diskussioun vum Projet de loi 5267 iwwert déi budgetär Upassung beim Bau vun der Saarstrooss. Et sinn agedroe bis elo: déi Häre Scheuer, Belling a Gibéryen an d'Madame Reuter. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Nicolas Strotz.

***(Interruptions)***

Ass den Här Strotz net do?

***(Interruptions)***

**Une voix.**- Dir hutt gesot, um Enn vun der Sitzung.

**M. le Président.**- Ech hu gesot um Enn vun der Sitzung.

***(Interruptions diverses)***

Abee, et sinn eng hallef Dose Kolleegen heihi komm an hu gesot, si wieren elo berufflech verhënnert, an dunn hunn ech geduecht, mir géifen um Enn vun der Sitzung ofstëmmen.

**Une voix.**- Dat do geet net! Da ginn ech och heem.

***(Brouhaha général et interruptions diverses)***

**M. le Président.**- Abee gutt, da sot Der de Kolleegen et. Ech hu geduecht, dat géif der Kaz kee Bockel maache wann et eng hallef Stonn méi laang géif daueren. Dat hei ass och e Projet, deen net laang dauert.

***(Brouhaha général et interruptions diverses)***

Et ass gutt. Wann Der et gären esou hätt, da stëmme mer direkt iwwert de Projet of. Da gëtt et an Zukunft awer ëmmer esou gemaach a wéi gesot, et si Kolleegen,

déi dat gefrot hunn opgrond vu bestëmmten Ëmstänn.

***Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel***

Déi fir de Projet si stëmme mat Jo, déi aner mat Neen oder si enthale sech.

De Projet de loi ass mat 47 Jo-Stëmmen an 3 Abstentiounen ugeholl.

*Ont voté oui: Mme Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mme Marie-Josée Frank, MM. Jean-Marie Halsdorf, Norbert Haupert, Nico Loes, Laurent Mosar (par M. Jean-Marie Halsdorf), MM. Marcel Sauber (par M. Marco Schank), Marco Schank, Jean Spautz, Mme Nelly Stein, MM. Théo Stendebach (par Mme Nancy Arendt), Nicolas Strotz, Fred Sunnen, Lucien Weiler et Claude Wiseler (par M. Nico Loes);*

*Mme Simone Beissel (par M. Jeannot Belling), MM. Jeannot Belling, Xavier Bettel (par M. Niki Bettendorf), Niki Bettendorf, Emile Calmes, Mme Agny Durdu, MM. Gusty Graas, Paul Helminger (par M. John Schummer), Alexandre Krieps (par M. Emile Calmes), Claude Meisch (par M. Gusty Graas), Mme Maggy Nagel, MM. Jean-Paul Rippinger, Marco Schroell et John Schummer;*

*MM. Jean Asselborn (par M. Ben Fayot), Alex Bodry, Mars Di Bartolomeo, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Jos Scheuer, Georges Wohlfart et Marc Zanussi (par M. Alex Bodry);*

*MM. Jean Colombera (par M. Jean-Pierre Koepp), Gast Gibéryen, Fernand Greisen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.*

*Se sont abstenus: M. François Bausch (par Mme Renée Wagener), Mmes Dagmar Reuter-Angelsberg et Renée Wagener.*

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

***(Assentiment)***

Et ass also esou décidéiert.

Mir kommen elo zum Projet de loi 5267 iwwert d'Saarstrooss. D'Wuert huet den Här Nicolas Strotz.

## 5. 5267 - Projet de loi relative à l'adaptation budgétaire du projet de construction d'une liaison routière avec la Sarre

***Rapport de la Commission des Travaux publics***

M. Nicolas Strotz *(CSV), rapporteur*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wéi ech Enn dës Joers 2001 de Projet de loi 4792 relative à la construction d'une liaison routière avec la Sarre als Rapporteur hei virgestallt hunn, hat ech net geduecht nach eng Kéier hei missen drop zréckzekommen.

Mir wëssen all, dass deen deemolege Projet scho quasi en Alibiprojet war, ass et dach drëms gaangen, fir de Projet de loi vum 31. Juli 1995, deen den Här Goebbels déposéiert hat an deen net konform zu der europäescher Direktiv 85/337 vum 27. Juni 1985 war, ëmzeänneren.

Ech wëll hei eng Klammer opmaache fir ze soen, dass ech bedaueren, dass mer, och wa mer bei der Ausaarbechtung vu gréissere Projeten eis un d'Bestëmmunge vun der Direktiv halen, déi Direktiv nach net ëmgesat hunn. Dee vun der Regierung amendéierte Projet de loi ass säit dem 28. August 2003 déposéiert, mä well de Statsrot en nach net aviséiert huet, konnt dee Projet de loi nach net hei am Plenum diskutéiert ginn. Klammer zou.

Am Projet de loi vun 2001 war de Gesamtprojet vun der Saarstrooss am Detail beschriwwe ginn, esou datt een hätt kënnen unhuelen, dass och den deemolegen Devis vun 242.935.000 Euro net géif iwwerschratt ginn. Deem ass awer net esou, a just dorëm handelt de Projet de loi vun haut. Et geet am Projet de loi vun haut drëm en Zousazkredit vun 49.065.000 Euro ze stëmmen, woumat de Gesamtkäschtepunkt fir de Bau vun der Saarautobunn sech géif op 292 Milliounen Euro belafen. A Prozenter ausgedréckt ass dat en Dépassement vu 16,8%.

Dëst ass schonn e substanziellen Dépassement an huet dofir och de Statsrot dozou verulasst, Bedenken iwwert d'Seriositéit vun den Auteure vum Projet zum Ausdrock ze bréngen. Dëst kann ee verstoen, wann ee just d'Chiffere kuckt. Kuckt een awer den Detail an analyséiert een, wou déi Dépassementer hierkommen, da muss een déi Aussoe vum Statsrot méi wéi relativéieren.

Während den Aarbechte sinn eng ganz Rei vu Problemer opgetaucht, déi net virausgeplangt waren, wéi zum Beispill déi provisoresch Strooss an e Giratoire, dee wéinst dem Problem vum Terrain Linster huet misse gebaut ginn; e Park&-Ride zu Fréiseng, deen nodréiglech décidéiert ass ginn. Dann de Bau vu véier zousätzleche Querverbindungen an déi zousätzlech Sécherheetsmesuren am Tunnel Markusbierg an an der Tranchée couverte zu Munneref, dat à la suite vun neien internationale Recommandatiounen iwwert d'Sécherheet an den Tunnellen.

Géint dës Mesuren huet sécher keen heibannen eppes anzewenden, well si sinn des Öfteren hei vun der Tribün erof gefuerdert ginn. Da gouf et eng Rei net viraussehbar Problemer am Beräich vun der Geologie, déi hu misse behuewe ginn an esou weider. Fir den Detail verweisen ech op den Exposé des motifs, wou all Ursaachen an all Dépensen am Eenzelnen opgefouert sinn.

Bemierke muss ech och, dass an deem jëtzegen Zousazkredit och déi Part nach enthalen ass fir d'Autobunn iwwert den Terrain Linster ewech fäerdeg ze bauen, wann dee Problem mol bis geléist ass. An deem Kontext bemierkt déi zoustänneg Chamberskommissioun, datt et un der Zäit ass, jo schonn iwwerfälleg ass, an d'Madame Minister huet et elo grad och ugedeit, fir d'Expropriatiounsgesetz nei ze iwwerdenken. Et muss méiglech sinn, wéi am Ausland, wann d'Utilité publique gesprach ass, eng Mise en possession provisoire a räsonnabelen Délaien ze deklaréieren, ouni dass dobäi deem Eenzelne seng Rechter beschnidde ginn.

Wat de Projet vum Bau vun enger Tankstell op der Saarstrooss ugeet - deen ass net an dësem Projet enthalen. Ech erënneren awer drun, dass hei eng Motioun mat ganz grousser Majoritéit gestëmmt ginn ass, fir dee Projet kuerzfristeg ze realiséieren, dat net fir den Tanktourismus ze förderen oder den $CO_2$-Ausstouss ze vergréisseren, mä fir d'Uertschaften, déi momentan vum Tanktourismus betraff sinn, endlech ze entlaaschten. Eng Tankstell gehéiert dohi wou de Verkéier ass, an dat ass nun eemol op der Autobunn.

***(Interruptions)***

Oh, Här Gira.

***(Interruptions)***

Dofir géif ech d'Madame Minister froen, wou dee Projet drun ass.

***(Interruptions)***

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, erlaabt mer nach kuerz e Wuert zur Sécherheet am Tunnel ze soen. All déi Mesuren, déi initialement virgesi waren, plus déi, déi no de gréissten Tunnelsaccidenter am Ausland nach derbäikomm sinn, an déi zesumme mat der Protection civile an de Pompjeeën, Beruffs- a fräiwëlleg, an der ITM duerchdiskutéiert an décidéiert si ginn, hunn dozou gefouert, dass haut de Sécherheetsstandard am Tunnel Markusbierg quasi deen héchsten an Europa ass. Dëse Sécherheetsstandard gëtt och an den Tunnellen op der Nordstrooss iwwerholl.

Am Exposé des motifs sinn déi eenzel Ariichtungen opgezielt a kuerz beschriwwen. Déi, déi un enger zousätzlecher Informatioun interesséiert sinn, sollen den Artikel – ech hunn en haut de Moien an Eenzelner ausgedeelt - op der Säit 83 vun der Kongresszeitung vun der Lëtzebuerger Pompjeesfederatioun duerchliesen, déi ech wéi gesot ausdeele gelooss hunn de Moien.

Ze bemierken ass awer, dass egal wéi sophistikéiert déi Sécherheetsmesuren och sinn, bei engem Accident Selbsthëllef mat déi wichtegst ass, well virun zéng Minutte keng Hëllefskräften op der Plaz sinn. Dofir wier et wichteg, Madame Minister, datt zesumme mat dem Innenministère an den zoustännegen Hëllefsdéngschter eng Informatiounsbroschür erstallt kënnt ginn, fir de Leit ze vermëttelen, wéi ee sech engersäits am Normalfall a besonnesch bei engem Accident an engem Tunnel soll verhalen.

Bemierke wëll ech och, dass d'Interventiounsplangen erstallt an och schonn duerchexercéiert sinn, an dass eng Permanence vun de fräiwëllegen an de Beruffspompjeeën esou wéi vun der Protection civile garantéiert ass.

Dat gesot géif ech Iech bieden dësem Projet Är Zoustëmmung ze ginn, fir datt déi nach ustoend Aarbechte kënnen exekutéiert a bezuelt ginn.

Da wëllt ech och am Numm vun der CSV-Fraktioun den Accord zu dësem Projet ginn.

Ech erlabe mer awer a mengem perséinlechen Numm an als Spriecher vun der CSV-Fraktioun nach zwou, dräi Remarquen ze maachen. Éischtens als nach Deputéierte vun der Musel wier ech frou, Madame Minister, wa mer schnellstens bei den Offahrten Hiwäisschëlter kriten, déi de Benotzer vun der Autobunn op eise schéine Museldall an eis gutt Wäiner an och op d'Munnerefer Thermalbad géifen opmierksam maachen. Am Ausland, besonnesch a Frankräich, kënne mer gesinn, wéi dat soll gemaach ginn. Dass dat eenheetlech fir d'ganzt Land soll sinn, ass evident, mä et muss gemaach ginn an zwar esou séier wéi méiglech.

Ech erlabe mer och nach eng Kéier drop hinzeweisen, datt et wichteg wier, fir den Échangeur op der Ellenger Gare mat Stroosseluuchten ze équipéieren. Verstinn ech och d'Argumentatioun vun der Madame Minister, déi si dem Här Clement op Grond vu senger Question parlementaire ginn hat, esou mengen ech dach, dass dësen Échangeur, no bei der Zone d'activité économique, wou deemnächst relativ vill Verkéier kënnt vum Kanton Réimech, dem Centre thermal an dem Casino vu Munneref, menger Meenung no am Interesse vun der Sécherheet mat Luuchte sollt équipéiert ginn.

Leschtens dann, als Buergermeeschter vun der Gemeng Wellesteen wier ech frou, wann d'Camionen zu Rëmerschen op d'Autobunn och a Richtung Lëtzebuerg kéinten eropfueren. Wann de gudde Wëllen do ass, ass dat méiglech. De Versuch wier wéinegstens der Wäert gemaach ze ginn. Gefoeren, déi derbäi kënnen entstoen, sinn net esou grouss wéi an den enke Stroossen zu Wellesteen.

Ech weess, datt Dir, Madame Minister, net eleng fir dës Problemer zoustänneg sidd. D'Décisioune ginn am Transport geholl, an ech soen Iech awer merci fir déi vill Efforten, déi Dir bis elo gemaach hutt fir do Léisungen ze fannen. Op jiddfe Fall, och déi Welleschter Bierger wieren Iech dankbar, wann déi Problemer enger definitiver Léisung kéinten zougefouert ginn.

Ech soen Iech merci.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Als éischte Riedner ass den Här Jos Scheuer agedroen. Den Här Scheuer huet d'Wuert.

***Discussion générale***

M. Jos Scheuer *(LSAP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass also fir d'drëtt, wou mer eis mat engem Projet de loi befaassen, dee sech op d'Saarstrooss bezitt. Ech hat 1995 déi redoutabel Éier fir de Rapport ze maache vun deem grousse Projet. Och deemools hu mer schonn iwwert d'Direktiv geschwat a mir waren der Meenung, datt déi net applicabel war. Mir wollte se ëmgoen. An der Zwëschenzäit ass déi Direktiv nach ëmmer net ëmgesat. Ech wollt wierklech och froen, wéi wäit mer domadder sinn a firwat se nach net ëmgesat ass. 2001 huet dann den Här Strotz schonn en Zousazrapport gemaach an elo mécht en dann deen zweeten Zousazrapport. An 11 Punkte gëtt dann opgezielt, wat alles huet missen investéiert ginn a wat net konnt vun der Enveloppe budgétaire, déi virgesi war, ofgedeckt ginn. Am Ganze sinn et ronn 49 Milliounen.

Den Här Strotz, deem ech zu sengem soberen a gudde Rapport wierklech félicitéieren, huet virun allem och ervirgehuewen, datt d'Sécherheetsbestëmmungen am Tunnel Markusbierg eng grouss Roll spille bei deem Surcoût, an datt de Sécherheetsstandard, deen an d'Luucht gesat huet misse ginn, nodeem eben déi verschidden Accidenter a Katastrophen am Ausland virgefall sinn, dozou gefouert huet, datt elo eben déi Autobunn ronn 17% méi deier ass wéi et deemools geplangt war. Am Text steet dann, an ech ginn déi puer Begrëffer, déi alles zesummefaassen: Et waren Travaux accessoires an et waren Travaux imprévisibles. Ech sinn der Meenung, datt dat an dësem Fall zoutrëfft, an ech fannen, datt deen Devis gutt ausgerechent war.

Ech wollt awer, ouni elo nees alles ze widderhuele wat am Rapport steet, e puer Froen opwerfen, déi och de Rapporteur opgeworf huet. Déi éischt Fro ass natierlech déi nom Terrain Linster, wéi dat mat deem Bypass ass a wéi d'Chancë sinn, datt an absehbarer Zäit - an absehbarer Zäit! - dann iwwer eng Prozedur vun der Expropriatioun mat den Délaien, déi do ustinn, déi Autobunn awer kann zu Enn gefouert ginn. Et huet een e bëssen d'Impressioun, a Schilda ze sinn, wann een do d'Situatioun kennt.

***(Brouhaha général)***

Also et ass immens bëlleg. Dir wësst…

***(Interruptions diverses)***

Et ass ganz bëlleg fir dat doten an engem Stéck ze widderhuelen.

***(Interruptions diverses)***

Neen, et ass net esou! Et war net esou! Et war eng juristesch Appréciatioun, déi ebe falsch war. Voilà!

***(Interruptions diverses)***

Une voix.- Allez! A woufir dann?

M. Jos Scheuer *(LSAP)*.- Dat ass jo vun deenen héchste Geriichter eben esou gemaach ginn. Do un der Basis hunn awer och Juriste gestanen, déi gesot hunn, et kann een et op déi doten Aart a Weis maachen! Et deet mer e bësse Leed, datt ech net d'Ried gelies hunn, déi den Här Gibéryen hei gehalen huet. Den Här Gibéryen ass bei där Diskussioun opgetruede wéi e Maarthändler. Hien huet sech hei Saache versicht...

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Oh, ech wäert Iech dat dann och emol erklären!

M. Jos Scheuer *(LSAP)*.- En huet sech versicht Saachen hei ze kafen, an déi Saachen, déi en net kafe wollt, iwwert déi huet e wéineg geschwat.

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Den Här Goebbels...

M. Jos Scheuer *(LSAP)*.- Net den Här Goebbels.

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Ma deen huet genausou gelunn ewéi Dir elo, dofir hunn ech Här Goebbels gesot.

***(Hilarité)***

M. Jos Scheuer *(LSAP)*.- Esou war et! Esou war et wéi Dir Äert hat. Duerno hutt Der dann déi Feeler opgedeckt iwwert déi Der virdrun net geschwat hutt. Sou, dat war zum Beispill alles wat mat der 85er Direktiv zesummegehaangen huet. Gutt, ech misst Är Ried noliesen. Ech hunn awer kee Problem…

***(Interruptions diverses)***

Oh, mir missten iwwer e Rondpoint schwätzen. Déi Diskussiounen, déi mer do gefouert hunn…

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Wat fir Rond-pointen?

M. Jos Scheuer *(LSAP)*.- Déi Rond-pointen, déi sollen op Fréiseng kommen, déi am Ufank net dra waren.

***(Coups de cloche de la Présidence)***

M. le Président.- Här Scheuer, fuert viru mat Ärer Ried! Mir kënnen hei awer keng...

M. Jos Scheuer *(LSAP)*.- Dir gitt aus dem Kino eraus an Dir wësst firwat.

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Neen, neen!

M. Jos Scheuer *(LSAP)*.- Dach. Bon, et spillt keng Roll. Deen Terrain Linster, de Problem ass gestallt an e muss geléist ginn, an e muss op eng juristesch einwandfrei Aart a Weis geléist ginn.

***(Interruption)***

Dat Zweet ass de Problem vun der Tankstell. Och dee muss geléist ginn, a wat den Här Strotz net gesot huet ass, datt mer eng Motioun gestëmmt hunn an datt en Délai an där Motioun war. An deen Délai war Oktober 2003! A mir hunn zënter Oktober 2003 awer näischt méi dovun héieren. D'Fro, déi sech gestallt huet, war net de Prinzip fir eng Tankstell un déi Saarstrooss opzeriichten, mä et war d'Fro: Wou kënnt se hin. Ech hat d'Fro och gestallt an der Kommissioun an do schéngt sech um virgesinnenen Emplacement näischt geännert ze hunn. D'Fro ass ob mer elo virun de Wahlen nach Faarf bekennen a soen: Éischtens, mir bauen eng Tankstell, an zweetens, mir bauen déi Tankstell op déi an déi Plaz.

Ech sinn der Meenung, datt déi Uertschaften, déi fir de Moment doutgemaach ginn duerch den Tankverkéier, duerch den Tanktourismus, deen ee mat anere Mesurë vläicht verhënnere kënnt, mä awer net doduerch, datt ee keng Tankstellen op d'Autobunn baut, e Recht drop hunn, fir entlaascht ze ginn.

***(Brouhaha général)***

Sou ass et.

M. le Président.- Fuert virun, Här Scheuer!

M. Jos Scheuer *(LSAP)*.- Dann déi drëtt Fro, déi sech stellt, déi ass och vum Här Strotz gestallt ginn an déi gëtt regelméisseg och

op de Wahlversammlungen op der Musel gestallt, dat ass d'Fro vun der Opfahrt op d'Autobunn fir Camionen, déi aus Richtung Rëmerschen kommen. Do stellt sech d'Fro vun dem Gläichgewiicht vun den Nuisancen. Wat fir eng Nuisancë si méi grouss: Wann d'Camionen duerch déi Uertschaften, déi awer zu de Bijouxë vun der Lëtzebuerger Musel gehéieren, knéchelen, oder awer wa se iwwert d'Autobunn dann um kierzeste Wee verschwannen?

Ech wollt dann déi véiert Fro stellen. Well déi Autobunn ewell funktionéiert a well jo awer och schonn de Verkéier sech agependelt huet an d'Leit an d'Automobiliste schonn hire Wee fonnt hunn oder hir Weeër fonnt hunn, wollt ech de Wonsch un d'Madame Minister riichten, datt hir Servicer den Impakt vun der Autobunn op déi ganz Regioun evaluéieren, datt een Zählunge mécht an dann dorauser Konklusiounen zitt an dann eventuell iwwer en Accord tëschent Travaux publics mam Ministère des Transports a mat de Gemengen dann einfach eng nei Verkéiersregelung op d'Bee setzt am Intérêt vun deenen, déi op d'Autobunn wëllen, awer virun allem och am Intérêt vun deene Leit, déi e Recht op Liewensqualitéit an deene verschiddenen Uertschaften hunn.

Ech soen Iech merci.

**M. le Président**.- Als nächste Riedner ass den Här Jeannot Belling agedroen. Den Här Belling huet d'Wuert.

**M. Jeannot Belling** *(DP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, och ech soen natierlech mengem Frënd Néckel Strotz villmools merci fir säi gudde Rapport. Ech schléisse mech dann och de Wierder un, déi virdrun hei gesot gi sinn, dass den Néckel déi Saach ëmmer sachlech gemaach huet a gutt, esou wéi mer dat vum Néckel gewinnt sinn.

Erlaabt mer vläicht fir e puer Wuert ze soen, déi net direkt an de Projet ginn, mä éischter un d'Niewenerscheinungen, déi positiv esou wéi déi negativ, vum Bau vun der Saarautobunn. Et ass laang spekuléiert ginn, wéi eng Inzidenz dës Autobunn op d'Nopeschuertschaften aus dem Haff Réimech huet. Eent ass kloer, dat gesäit een all Dag, virun allem bei mir an der Uertschaft zu Réimech: Den Trafic huet effektiv an enger Richtung mat Sécherheet ofgeholl. Allerdéngs ass et enorm erstaunlech, wéi vill Imaginatioun dass Chaufferen, virun allem Camionschauffere beweisen, wann et drëm geet fir e puer Kilometer ze spueren.

**M. Camille Gira** *(DÉI GRÉNG)*.- Wat hat Der da gemengt?

**M. Jeannot Belling** *(DP)*.- Ech wäert Iech dat elo soe wat ech gemengt hunn. Ech wollt dat iwwregens elo soen, mä ech si vum Här Gira ënnerbrach ginn. Entschëllegt, Här President.

***(Interruptions diverses)***

Bon, et ass esou, fir deen obligatoresche Wee net ze fueren, si se am Ufank zu Maacher erofgefuer, sinn dann iwwert déi ganz Route du Vin, oder fir d'Fachleit N10, gefuer a sinn dann zu Réimech erëm eropgefuer fir dann op d'Ellenger Gare an do op d'Autobunn ze goen. Dat Positiivt war, dass se zu Réimech awer nach getankt hunn.

Et ass elo esou, dass dunn den Transportminister déi Saach ënnerbonnen huet a se forcéiert huet op der Autobunn ze bleiwen. Wat se ewell maachen, ewell si se dann nach méi ingénieux. Si fueren einfach iergendwou erof, fueren dann zu Wuermer iwwer a fueren zu Wuermer iwwert déiselwecht N10, dann erëm op Réimech laanscht de Scheierbierg, laanscht mäi Frënd, dem honorable Luss Clement seng Dier, an da fuere se vun do aus op d'Ellenger Gare an dann erëm op d'Autobunn.

Dat ass leider Gottes Praxis an dogéint kann een anscheinend net allze vill ënnerhuelen. Dat ass schued. Dat sinn déi negativ Aspekter vun der Autobunn. Negativ Aspekter si mat Sécherheet och ekonomescher Aart. Ech mierken, an dat héiert een als Buergermeeschter an enger Stad, dass d'Geschäftswelt relativ klot. Et ass kloer, dass virun allem de Pendelverkéier sech e bësse méi op d'Autobunn axéiert huet an dann net méi esou duerch Réimech fiert, an da sinn et natierlech déi Geschäfter, wéi haaptsächlech Bäckeren, Metzleren an esou weider, déi dorënner ze leiden hunn. Dat ass ganz kloer.

Ech schwätzen net vun den Tankstellen. Mir wëssen alleguer, wann der nach dräi weider wieren, da géingen der och nach dräi weider benotzt ginn. Mä ech schwätze ganz kloer vun deene klenge Geschäftsleit, déi leide mat 100%eger Sécherheet dorënner.

Duerfir ass et och esou, dass d'Gemengen e bësse gefuerdert sinn an d'Gemengen aus dem Haff Réimech, Schengener Eck, mussen zesummeschaffen. Iwwregens eppes, wat och elo amgaang ass héchstwahrscheinlech Realitéit ze ginn. D'Gemenge Rëmerschen, Wellesteen, Mondorf a Réimech hu sech zesummegesat a probéieren, dach iergendwéi eppes ze maachen. Mir mussen onbedéngt touristesch Infrastrukturen erneieren, verbesseren an och d'Angebot eben deementspriechend upassen, well soss geet et wierklech eise Geschäftsleit e Strapp ze séier.

Et ass geschwat gi vu menge Virriedner vun der Beschëlderung. Ech kann dat och nëmmen hei ënnersträichen. Wann ee vun eis no Däitschland fiert, do stinn e puer ganz flott Schëlder iwwert d'Musel, déi leider Gottes deen anere Wee net stinn. Och d'Beliichtung zur Ellenger Gare léisst ze wënschen iwwreg, woubäi ech vläicht wëll soen, dass meng Frëndin Maggy Nagel als Buergermeeschtesch vu Mondorf e Bréif geschriwwen huet un d'Madame Ministesch, deen allerdéngs bis elo nach net beäntwert ginn ass. Duerfir géing ech da vun dëser Säit an hirem Numm froen, ob dat eventuell kéint gemaach ginn.

Dann ass och gefrot ginn, ob d'Pompjeeën extrat Material kréichen, wa se an deem Tunnel mussen Interventioune maachen. Och dat ass bis elo ouni Äntwert bliwwen.

Eent ass 100%eg, dat ass dass d'Demokratesch Partei dëse Projet stëmmt. Also esouwäit ass déi Spannung elo scho geholl. Mir votéieren dee Projet hei. Et ass selbstverständlech dass déi Dépensen hu misse gemaach ginn, an dat am Intérêt vun der Sécherheet. Wann ech dee Verkéier zwëschent Wuermer a Réimech ugeschwat hunn, wëll ech der Madame Ministesch awer merci soen, dass am Moment zwëschent Réimech a Briedemes d'N10 fräsch gemaach gëtt. Sou dass déi Praxis dann och elo während mindestens engem bis zwee Joer e ganze Koup Camionë wäert ewechhalen.

Wéi gesot, mir ënnerstëtze voll a ganz dëse Projet an ech ginn dann och selbstverständlech den Accord vu menger Fraktioun domat, an ech soen Iech merci, dass Der mer nogelauschtert hutt.

**Plusieurs voix**.- Très bien.

**M. le Président**.- Als nächste Riedner ass den Här Gast Gibéryen agedroen. Den Här Gibéryen huet d'Wuert.

**M. Gast Gibéryen** *(ADR)*.- Merci, Här President. Ech wëll d'Spannung net sou laang ophalen erhale wéi de Kolleeg Belling dat gemaach huet. Ech wëll dofir direkt soen, datt mir dësem Projet wäerten zoustëmmen.

Här President, ech wëll awer och dem Kolleeg Strotz merci soe fir säi Rapport, deen e gemaach huet, an déi rapid Aarbecht, déi d'Kommissioun hei gemaach huet, fir datt dëse Projet nach kann duerch d'Instanze goen.

D'Saarstrooss ass eng Strooss, déi eis hei an der Chamber scho laang beschäftegt. 1995 hu mer deen éischte Projet gestëmmt, 2001 deen zweeten, an elo 2004 stëmme mer nach eng Kéier no. An dee vun 1995 hat eng laang Virgeschicht, eng turbulent Virgeschicht. Virun allem an der Géigend vun der Gemeng Fréiseng, wou deemools vill gestridde ginn ass iwwer eng Nord- an eng Südvariant, wou mer Biergerinitiativen, déi eng fir déi eng, déi aner fir aner, haten.

Mir sinn haut nach der Meenung an der Iwwerzeegung, datt mer dee falschen Tracé geholl hunn, mä dat ass passé. Mir liewe mat deem wéi d'Décisioun hei an der Chamber 1995 gefall ass.

Dee Projet, dee mer haut hei stëmmen, beinhalt eben, fir eng Rei vun Dépassementer ze finanzéieren, déi vum Rapporteur hei virdru virgefouert si ginn, an deen och dofir eis Zoustëmmung däerf fannen, well et gréisstendeels Dépassementer waren, déi zu deem Zäitpunkt, souwuel 1995 wéi duerno, net virauszegesi waren an nodeems elo nei Erkenntnisser komm sinn.

Ech denke virun allem un d'Sécherheetsmoossnamen, déi mer zousätzlech am Tunnel Markusbierg gemaach hunn. Dat opgrond vun Accidenter, déi am Ausland geschitt sinn. Ech wëll och hei soen, datt de Kolleeg Strotz am Fong déi Zäit deen éischte war, deen hei an der Kommissioun ëmmer drop insistéiert huet, och beim Projet, datt missten zousätzlech Verbindungstunnellen am Tunnel vum Markusbierg gebaut ginn.

Et sinn also virun allem Investitiounen, déi mer an d'Sécherheet maachen. An ech mengen, wann ee schonn esou Tunnelle baut wéi de Markusbierg, wou esou eng grouss Pente dran ass, wéi net dacks en Tunnel se huet, dann ass e Maximum u Sécherheet ubruecht, wann een déi do an déi Investitioune mat erabréngt. A wann nei Erkenntnisser kommen, an et kann een déi nach abauen, da schéngt dat mer och nëmmen normal ze sinn, datt een dat da mécht.

Den zweete Punkt ass de Park & Ride, deen zu Fréiseng op der Grenz gebaut gëtt. Dat war eng Propositioun, déi vun der Gemeng Fréiseng aus komm ass. Well mer festgestallt hunn, datt d'Diddelenger Autobunn ëmmer méi iwwerfëllt ass an erëm vill méi Leit iwwert déi normal Nationalstrooss vun Thionville, Hettange, Fréiseng, Hesper an d'Stad fueren an datt d'Leit vu sech aus e wëlle Park & Ride am Fong ugefaangen hunn, deen och elo fonctionnéiert, well et vun eisem Eck aus eng ganz gutt Zuchverbindung Richtung Lëtzebuerg gëtt a well moies quasi all puer Minutten e Bus an d'Stad fiert. Et sinn da vill Frontalieren, déi ebe vun där Busverbindung profitéieren an dann an dem Duerf, an de Stroossen einfach parken, fir kënne mam Bus an d'Stad ze fueren.

Dat huet zu zousätzleche Problemer am Duerf gefouert, och bei de Parkinge bei de Schoulen, bei de Gemengen a bei de Kierchen, déi vu Frontaliere besat si ginn a wat eis dunn zur Iddi komme gelooss huet: Ma wier et dann net ubruecht fir e Park & Ride hei zu Fréiseng ze bauen? Du ware mer frou, datt do vum Bauteministère direkt eng positiv Äntwert komm ass an datt do och Projete gemaach si ginn, déi souguer méi wäit gi wéi dat wat elo an där éischter Phase realiséiert gëtt. Dat heescht also, wann dee Park & Ride sech eng Kéier géif als voll ufillen, wier nach eng Méiglechkeet fir eng Extensioun do ze maachen.

Et kann een also och soen, doduerch datt mer an dësem Projet Kreditter stëmmen, stëmme mer och Kreditter a Richtung öffentlechen Transport, well duerch de Park & Ride gëtt jo dann och den öffentlechen Transport weider gefuerdert, a mir wäerten dann och als Konsequenz vun deem Park & Ride, deen do gebaut gëtt, mussen Zoufahrtsstroosse wahrscheinlech aménagéieren, fir datt d'Busse vun deem Park & Ride besser a Richtung Lëtzebuerg kommen. Wat vläicht dann erëm aner Problemer mat Parkingen, déi mer elo hunn, Parksträifen, mat sech bréngt. Mä d'Strooss ass do esou breet, datt mer der Meenung sinn, datt een Infrastrukturen do kéint maachen, wou d'Busse relativ séier kéinte fueren a mer awer Parkraum kéinte maachen.

Deen eenzegen Handicap, dee mer bei deem Park & Ride hunn - deen ass awer net ze évitéieren -, dat ass datt een awer kann dovun ausgoen, datt d'Frontalieren, déi op dee Park & Ride kommen, trotzdeem gären zu Lëtzebuerg nach géifen tanken. An d'Tankstelle leien nun emol op där anerer Säit vum Park & Ride, sou datt een awer dee Kilometer tëschent dem Park & Ride an der Fréisenger Kräizung, wou d'Tankstelle sinn, Verkéier kritt. Mä vu datt dat awer eng Strooss ass, wou ebe vill Tankstelle sinn, verkraaft déi dat och, an et kann een dat eventuell mat den Aménagementer vun där Strooss nach zousätzlech begéinstegen.

Op jidde Fall ass dat eng gutt Iddi, datt mer do e Park & Ride kréien. Domadder kréie mer manner Verkéier vu Fréiseng bis an d'Stad, virun allem och wat dee Knuet, dee mer zu Hesper am Prinzip moies hunn, léist. Mir kréie méi e grousse Floss op der Kräizung vu Fréiseng a mir kréien och deelweis dann de Parkproblem hei an der Stad oder an deene Parkinge ronderëm d'Stad suppriméiert, well dat heite jo awer e relativ grousse Park & Ride gëtt.

Et däerf een net vergiessen, dass et net nëmmen e Park & Ride gëtt fir d'Frontalieren, déi do an d'Land kommen, well déi komme jo am Fong net iwwert d'Saarstrooss, déi kommen iwwert déi al Strooss vun Thionville-Hettange hei an d'Land, mä et ass och e Park & Ride fir d'Saarstrooss. Dat heescht fir déi Leit, déi aus der däitscher Grenzregioun kommen. Well mir stellen elo fest, datt awer scho relativ vill Däitscher hei vir aus der däitscher Grenzregioun d'Saarstrooss huelen an zu Fréiseng erausfuere fir an d'Stad. A mer stellen och fest, datt vun där anerer Säit aus dem Minett Leit iwwert d'Saarstrooss kommen, fir dann an d'Stad ze fueren. Et ass also och e Park & Ride fir d'Saarstrooss an deenen zwou Richtungen.

Duerfir ass dat heiten e Projet, dee wierklech eng Verbesserung vun der Situatioun bréngt an duerfir och doudsécher fir Liewensqualitéit an deenen eenzelnen Uertschaften, déi laanscht d'Saarstrooss leien, däerft bäidroen.

Ech wëll awer hei nach zwee, dräi Problemer opwerfen. Dat eent ass dee vun der Tankstell. D'Chamber huet hei eng Motioun mat grousser Majoritéit ugeholl, wou d'Regierung opgefuerdert gi war - ech mengen et war souguer en Datum an der Motioun gesot -, fir eben e Projet virzeleeë fir eng Tankstell op der Saarautobunn ze bauen. An ech sinn haut nach ëmmer der Iwwerzeegung, dass déi Tankstell muss kommen. Well wa mir et net fäerdeg bréngen, de Camionen, virun allem de Camionen, an den Autoen, d'Méiglechkeet ze ginn op der Autobunn selwer ze tanken, fuere se erof. An déi, déi dat net wëlle gleewen, déi kënnen dat kucke goen an alleguerten déi Gemengen, déi un der Saarstrooss leien; do fuere permanent Autoen erof an d'Dierfer, déi an der Regel net géifen erof an d'Dierfer fueren. An och d'Camione maachen Déviatioune fir an d'Uertschaften tanken ze goen, wat dann erëm der Sécherheet an der Liewensqualitéit zum Affer fält. Dofir mengen ech, dass wa mir eng Autobunn bauen, da musse mer och dozou de Courage hunn. Mir bauen déi fir d'Autoen a fir d'Camionen, an déi brauchen nun emol Bensin a Mazout, an da musse se deen och do kréie wou se fueren, well wa se deen net do kréien, fuere se noutgedrongen erof.

Wou se hikënnt, kann natierlech diskutéiert ginn. Ech wëll och soen, dass mir keng Objektioun géife maache wann eng Tankstell op onsen Terrain géif kommen, mä mir sinn awer der Iwwerzeegung, dass wa mir de Problem gäre richteg léisen, dass mir den Transitverkéier an de Grenzverkéier gären hätten, da musse mer se esou no wéi méiglech un d'Grenz leeën, well soss kréie mer just den Transitverkéier opgefaangen an de Grenzverkéier dee fiert eis dann awer direkt hannert der Musel iergendwéi erëm erof an dofir wollt ech dat hei soen, well och de geschwat ginn ass, wou se da soll kommen. Ech mengen, et sollt een déi bescht Méiglechkeet fanne wou déi Tankstell muss hikommen an da muss een de Courage hu fir se ze bauen.

Ech wollt hei awer dem Kolleeg Scheuer nach e puer Bemierkunge maache wat de Bypass vun Helleng ubelaangt, respektiv den Échangeur vu Fréiseng. Ech géif soen, wann een an deem Dossier do misst roueg sinn, da missten et eis Kolleege vun der Sozialistescher Partei sinn, well déi zwee Problemer, déi mir hunn, déi ginn op de fréiere Bauteminister, den Här Robert Goebbels, zréck. Well déi Zäit, wat Helleng ubelaangt - an dat léisst sech noliesen an de Rapporte vun deemools vun der Kommissioun -, hunn hei an der Debatt vun der Chamber, net nëmmen ech, mä vill Kolleeginnen a Kolleegen heibannen den Här Goebbels drop opmierksam gemaach, dass dee Projet de loi contraire zu den europäeschen Direktive wär an dass mir de Risiko géife lafen, wa mer de Projet esou géifen duerchzéien, dass mer dann eben deene Problemer géife begéinen, déi mir haut begéint hunn. An ech wëll och soen, dass deemools hei an där Debatt den Här Goebbels zum Beispill eng Ausso gemaach huet - ech hat deemools hei proposéiert, fir eventuell iwwer Remembrement ze fueren - wou e gesot huet: Mir brauche kee Remembrement, well mir hunn d'Terrainen alleguerten. Dat war 1995. Haut schreiwe mer 2004, a mir hunn d'Terrainen nach ëmmer net alleguerten; et muss een dat awer emol erëm eng Kéier an d'richtegt Liicht réckelen.

An dann och wat den Échangeur zu Fréiseng ubelaangt, do muss ee wëssen, dass am éischte Projet vum Här Goebels nëmmen en hallwen Échangeur geplangt war, an zwar een Échangeur, eng Op- an Offahrt Richtung Diddeleng-Esch a keng Richtung Musel. An och deemools hu mir gesot, dass, wann een esou eng grouss Strooss, wéi d'Strooss Lëtzebuerg-Thionville, net un eng Autobunn ubënnt, da brauch een och keng aner méi unzebannen. Deemools ass dunn op eisen Drock hin eng Etüd iwwert d'Échangeure maache gelooss ginn an déi huet dunn zur Erkenntnis bruecht, dass ee wierklech esou eng grouss Strooss muss komplett un d'Autobunn mat engem Échangeur ubannen.

Deemools huet d'Etüd och erginn, dass op den Échangeur tëschent Uespelt an Altwies an der Carrière Feidt theoretesch keng Leit géifen erop- an eroffueren; e war awer am Projet dran an en ass och gebaut ginn. Mir waren net dogéint, well mir hu gesot: Et ass jo awer eng grouss Décharge do - an déi gëtt jo och elo erëm méi grouss gemaach -, a wann nëmmen déi Camionen,

déi op d'Décharge an erëm fueren, iwwert d'Autobunn an déi Décharge fueren, wann déi nëmmen dovunner profitéieren, da sinn déi Dierfer ronderëm scho frou an dann huet et sech scho gelount, well da sinn nämlech déi honnerte vu Camionen aus den Dierfer eraus. Mä wéi gesot, deemools ass aus der Etüd erauskomm, dass do am Fong statistesch gesi keng Autoe géifen erop- an eroffueren, mä et ass awer erauskomm, dass misst ee ganzen Échangeur zu Fréiseng gebaut ginn. An dat war eben de Problem, dunn ass den Échangeur ganz gebaut ginn, mä an deem éischte Projet de loi war nëmmen en hallwen dran, an dofir hat de Stat zu deem Zäitpunkt d'Méiglechkeet net envisagéiert fir déi Terrainen ze kafen an ass ebe spéider mat deene Problemer befaasst ginn.

Ech sinn och der Meenung, dass d'Madame Minister do soll d'Prozedur virun dreiwen, fir deen Terrain ze kréien. Par hasard, mengen ech, wär och eng Méiglechkeet do, fir laanscht deen Terrain ze fueren, dass een dann ebe misst mat Palplanchen hannert dem Tunnel fueren, wat menges Wëssens no zwar e Käschtepunkt vun eppes ëm 20 Milliounen aler Frang zousätzlech géif bedeiten. Mä ech sinn awer der Meenung, dass, wann ee keng kuerzfristeg Léisung kritt, de Stat sech do net maximal soll erpresse loossen, well mir kënnen als Stat net zouloossen, dass do aner Präisser bezuelt gi wéi de Rescht vun de Leit, déi hir Terraine ginn hunn, fir hiren Terrain kritt hunn, an de Stat muss do schonn eng konsequent Linn beim Akafe vun den Terraine behalen. Wann dee Problem géif fäerten eng Rei vu Jore verzögert ze ginn, géif ech éischter proposéieren, dass een da sollt als Stat an de saueren Apel bäissen, supplementar Dépensë maachen, wat technesch a praktesch machbar ass, fir ebe laanscht deen Terrain ze kommen.

Fir den Échangeur vun Helleng, do leeft d'Prozedur an et ass ze hoffen, dass een do iergendwéi zu engem Accord an engem räsonnabelen Zäitpunkt ka fannen. Mir hunn heibanne schonn eng Kéier iwwert dee Bypass diskutéiert, deen do gebaut ginn ass, an ech wëll eise gréng Kolleege soen, déi och deemools zu Helleng an der Wiss eng Pressekonferenz gemaach hu fir ze soen, et bräicht een dee Bypass do net ze bauen, dass se mol sollten dohinner…

M. Camille Gira *(DÉI GRÉNG)*.- Mir hu gesot et wier net legal. Et war deemools net méiglech well d'Sue stinn elo eréischt am Gesetzprojet vun haut.

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Jo, wat heescht net legal, Här Gira, mä…

M. Camille Gira *(DÉI GRÉNG)*.- Et ware keng Suen do!

***(Interruptions diverses)***

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Souguer deemools hunn déi Leit, déi deen Terrain do ginn hunn, esou wéi zum Beispill de Mouvement, d'Lëtzebuerger Natur- a Vulleschutzliga, agesinn, dass et wichteg wär, dass si deen Terrain géifen zur Verfügung stellen, fir dass dee Bypass do kéint gebaut ginn. Well et muss ee jo awer wësse wat do vun Autoen a Camionen duerchgeet. A wa mir dee Bypass do net gebaut hätten a mir hätten d'Saarstrooss opgemaach, a mir hätte missen dee ganze Verkéier duerch d'Dierfer fuere loossen, da wär dat eng Katastroph ginn an dat wär einfach net ze veräntwere gewiescht.

A mir kënnen eis erënneren, wéi virun e puer Méint d'Autobunn zougemaach ginn ass - wou Der och net domat averstane waart, mä wéi et schéngt ass dat an Zwëschenzäit awer geregelt -, fir e Bypass ze dréinen, wat dunn an deem Dag bei eis an den Dierfer lass war. Eleng bei eis an der Gemeng hate mir dee ganzen Dag 6 km Stau - an ech gesinn de Kolleeg Lux wénkt dohannen - an deen ass bis an d'Beetebuerger Gemeng a bis op Réimech erof gaangen, wou et dee ganzen Dag dee Chaos war. A wa mir och deemools rose waren, esou hat dat awer eppes Guddes muss ech soen. Well et gëtt nach ëmmer Leit, déi soen: D'Autobunn huet näischt gedéngt; et fueren nach ëmmer vill Autoen duerch eis Dierfer. Ma zumindest deen Dag hu se gesinn, dass se eppes gedéngt huet, well dat war de komplette Verkéierschaos esou laang wéi se zou war. An dofir soen ech, et misst ee vläicht all Joer een Dag d'Autobunn zoumaachen, fir deene Leit, déi ëmmer reklaméieren, se hätt kee Wäert, de Contraire ze beweisen. An da kéinten déi Gréng sech déi Deeg op den Trottoir an an d'Dierfer stelle goen an de Leit erklären, firwat dass se géint de Bau vun den Autobunne sinn, well da géifen d'Leit jo gesinn, wat an hiren Dierfer lass wär, an dat wär een eenzege grousse Chaos.

An da wëll ech ofschléissend, Här President, awer och nach vun der Geleeënheet profitéieren, fir deene Leit eppes ze soen, déi mengen, Autobunne géifen zevill an der Natur stéieren. Ofgesi vum Choix vum Tracé, mengen ech, sinn awer d'Saarstrooss an och déi aner Stroossen, déi mir elo bauen, e gudde Beweis dofir, wéi eis Fachleit, souwuel aus der Bauteverwaltung wéi aus der Ëmweltverwaltung, haut à même sinn, fir esou Stroossen an d'Natur ze integréieren.

M. Camille Gira *(DÉI GRÉNG)*.- Oh! Dat kennt een zu Altwies zum Beispill.

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Jo, Dir kënnt doriwwer laachen. Da kommt emol op d'Plaz kucken, wéi déi Stroossen an d'Landschaft integréiert sinn. An och déi Leit, déi virdru bei eis an der Gemeng reklaméiert hunn, domadder géif vill Kaméidi op hir Haiser an esou zoukommen, ma déi Problemer sinn duerch déi Schallwänn geléist ginn - dat muss ee fairerweis soen -, déi laanscht d'Autobunn gesat gi sinn, an duerch Uplanzungen, déi gemaach gi sinn. Ech hu mat hinnen alleguerte geschwat, déi deemools reklaméiert hunn, déi soen effektiv: Mir hunn haut kee Kaméidi dee mir vun där Autobunn do matkréien.

An da muss een och wëssen, dass mam Bau vun esou enger Autobunn eng Opwäertung vun der Fräizäitgestaltung vun de Leit kënnt, dass dat integral mat Vélospisten, mat Foussgängerweeër, mat souguer klengen Erhuelungsgebidder aménagéiert gëtt, wat wierklech en Liewensqualitéit och vun deene Leit, déi do an deem Eck wunnen, zegutt kënnt. Zum Beispill ass bei eis herno ronderëm d'Duerf mat enger Piste iwwer Baachen, déi renaturéiert gi sinn, alles un d'Vélospisten, déi bis an de Süde vum Land ginn, ugeschlooss. Also wat d'Liewensqualitéit vun de Leit ubelaangt konnt domadder ganz villes realiséiert ginn, wat virdrun net méiglech war.

Dofir mengen ech, wann hei ëmmer Leit esou konsequent géint de Bau vun Autobunnen optriede mussen, muss een deenen awer och emol eng Kéier virhalen, dass esou eng Autobunn eppes Positives ass, dass d'Liewensqualitéit vun de Leit do vill méi grouss gëtt an dass vill Méiglechkeete komm sinn, déi virdrun net do waren. Dass mir Autoen hunn an dass mir muer och déi Autobunnen an aner Stroossen erëm voll hunn, dat ass e Problem, mä dat ass net d'Schold vun den Autoen. Dat ass einfach eis Mentalitéit, well hei am Land jiddfer Haushalt mengt, e misst zwee an dräi Autoen hu fir ze fueren. Bon, da brauche mir och Stroossen, a mir brauchen Autobunnen. An alleguerten déi, déi géint d'Autobunnen a géint de Stroossebau sinn, déi sollen dann och wann ech gelift mam Vëlo a mam Zuch duerch d'Landschaft fueren an hiren Auto doheem loossen, oder - besser gesot - iwwerhaapt kee fueren; an da wär haut wahrscheinlech kee vun de gréngе Kolleegen hei.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- D'Wuert huet elo d'Madame Dagmar Reuter-Angelsberg. D'Madame Reuter huet d'Wuert.

***(Interruptions)***

Mme Dagmar Reuter-Angelsberg *(DÉI GRÉNG)*.- Merci, Här President.

***(Interruptions)***

M. Camille Gira *(DÉI GRÉNG)*.- Déi Gréng hunn zumindest nach all hire Führerschäin, Här Gibéryen.

***(Interruptions)***

Une autre voix.- Wien huet en dann net?

Mme Dagmar Reuter-Angelsberg *(DÉI GRÉNG)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech soen dem Här Rapporteur merci…

***(Interruptions diverses et coups de cloche de la Présidence)***

M. le Président.- D'Madame Reuter huet elo d'Wuert an déi aner sollen nolauschteren!

***(Interruptions diverses)***

Une voix.- Ech mengen, Dir geheit déi Gréng an den ADR duercherneen!

***(Hilarité)***

M. le Président.- Fänkt un, Madame Reuter.

Mme Dagmar Reuter-Angelsberg *(DÉI GRÉNG)*.- Ech wëll gläich festhalen, dass mir Gréng dës Adaptatioun net stëmmen. Mir sinn haut dann elo am drëtten Akt vun der Saarautobunn ukomm, am drëtten Akt vun engem Theaterstéck vun deem een net weess, ob een et als Comédie oder als Tragédie soll bezeechnen.

Plusieurs voix.- Oh!

Mme Dagmar Reuter-Angelsberg *(DÉI GRÉNG)*.- Mir Gréng hate vum éischten Akt un eng negativ Haltung vis-à-vis vun dësem Projet, dee vun Ufank un eng ganz Partie Froen opgeworf huet a vill Inconnuë gelooss huet. Mir si leider an eise Bedenken a Virbehalter méi wéi bestätegt ginn. 2002 hu mir scho gefrot, ob déi legal Basis gi wär fir e Bypass. Dunn ass eis Populismus virgeworf ginn. Do konnte mir jo net wëssen, dass d'Enveloppe budgétaire vu ronn 243 Milliounen Euro, festgehalen am Artikel 2 vum Gesetz vum 16. November 2001, nach däitlech iwwertraff géif. D'Ursaache si genee opgeziilt, firwat de Projet esou deier ginn ass. A wann een dat esou liest, da seet ee sech, dass et wierklech e staarkt Stéck ass, dass mer hei elo 49 Milliounen Euro mussen dobäi stëmmen.

49 Milliounen, dat sinn an eiser aler Währung net manner wéi ronn 2 Milliarden. De Gesamtprojet kënnt domat op ronn 12 Milliarde Frang. Mir all wëssen, dass et leider normal ass, dass am Endeffekt en Ufanksbudget praktesch ëmmer muss no uewe korrigéiert ginn. Dat heescht, dass d'Sue mussen nogestëmmt ginn, fir Aarbechten, déi net esou virgesi waren, a mir mengen net, dass dat hei mat dësen zwou Milliarden och esou ass. Genau wéi de Statsrot kënne mir de Caractère imprévu vu verschiddenen Dépensen net novollzéien, wéi zum Beispill d'Signalisatioun, de Marquage an d'Sécherheetsplanken. Wéi wann dat Poste wären, un déi een net direkt geduecht hätt! Et hätt och misse gewosst sinn, dass déi dräi Tunnellen op där Streck missten ugestrach ginn. Mir schléissen eis dem Statsrot un, wann e seet, dass esou Oublien intenabel sinn a virun allem net conforme zu enger verantwortungsbewosster Gestioun vun de Statsgelder.

Eng Bemierkung nach dobäi. Et ass gesot ginn, dass nom Accident vum Gotthardtunnel d'Sécherheetsmoossnamen nach weider hätte misse verstäerkt ginn, wat u sech ze begréissen ass. Mä wa keen Accident geschitt wär, wat wär dann u Sécherheetsmoossname geholl ginn. Et ass e schwaachen Trouscht ze héieren, dass den Tunnel Markusberg ee vun de sécherste vun Europa wär; do misst een awer och emol den Detail gesinn.

Une voix.- Ech hunn lech e jo scho gewisen!

Mme Dagmar Reuter-Angelsberg *(DÉI GRÉNG)*.- Deen Tunnel mat sengem Gefäll hannerléisst gemëschte Gefiller, wann een derduerch fiert. Mä natierlech hofft jo keen, dass eng Kéier eppes Schlëmmes an deem Schlauch geschitt.

Ze kritiséieren ass och sécher, dass et elo op eemol geologesch Schwieregkeete gouf. Waren déi wierklech esou schwéier virauszegesinn? Wat fir eng Experte waren do um Wierk?

Als Fazit kann een nëmme soen, dass d'Bedenke vun deene Gréngen och bei dëser Autobunn méi wéi berechtegt waren. Dobäi gouf hei nëmmen en Deel vun de Problemer vun de gesamten Autobunne beréiert. Mir stëmmen dëse Projet de loi net. Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech soen lech merci.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- D'Wuert huet elo d'Madame Bauteminister Erna Hennicot-Schoepges.

Mme Erna Hennicot-Schoepges, *Ministre des Travaux publics*.- Här President, ech si ganz sécher an der Stroossebaupolitik mat enger Ierfschaft begléckt gewiescht, déi net ëmmer einfach war. Ech wëll awer soen, dass de Stroossebau souwisou e sensibelt Gebitt ass, dass d'Stroosse fir deen ee gutt sinn a fir deen anere schlecht an dass een do, méi wéi bei all anerem Politikgebitt, de Géigesaz vun den Interessen, déi fir d'alleréischt op dem perséinleche Gebitt leien, ze spiere kritt, an egal wéi een tranchéiert, et mécht een ëmmer onzefridde Leit.

De Stroossebau hei am Land huet sech an de vergaangene Joren eigentlech lues entwéckelt, well wa mir, ofgesi vun den Autobunnen, d'Kilometere vergläiche mat deenen, déi mer virun 30 Joer haten, da sinn dat der net vill méi. Et gëtt och emol Stroossen, déi zréckgebaut ginn an déi net méi am nationale Stroossennetz drableiwen. Et ass also net esou, dass hei wéi wëll drop lass gebaut géif ginn, well wa mer kucken, wat d'Gesetz vum Fonds des routes vun 1967 fir e Programm hat, a wa mer dee Programm vergläiche mat deem, wat haut realiséiert ginn ass, da soen ech: Mir stinn do nach wäit hannendran, mir hunn a 40 Joer net dee Programm realiséiert, deen eng Chamber deemools verabschiet hat.

Nun hat mäi Virgänger et méi einfach - an ech muss mech dofir net bei der Chamber entschëllegen, well dat sinn einfach Prozeduren, déi mir eis ginn hunn -, well wa mäi Virgänger dépasséiert huet, dann ass dat an de Kreditter vum Fonds des routes mat dobäi geschloe ginn, iwwert de Budget ratifizéiert ginn an da war et fäerdeg. Ech sinn elo iwwer Gesetzer gehalen, all Frang, dee weider ausgi gëtt wéi den Devis, hei virun der Chamber ze justifizéieren. Dat gesäit jo och net duerno aus, wéi wann ee seng Aarbecht net seriö géif maachen, mä dat ass schlicht an einfach weider näischt, wéi dass ech mech un déi Prozeduren halen, déi mir zënter 1999 mat enger neier Cour des Comptes hunn, déi mäi Virgänger net hat, déi en ergo och net huet brauchen anzehalen.

D'Thema Saarstrooss ass a viller Hisiicht vun enger besonnescher Brisanz an dat, wat mir haut stëmmen, ass d'Upassung vun de Sécherheetsmoossnamen am Tunnel. Ech si frou, dass kee vun de Riedner dat kontestéiert, well zu deem Zäitpunkt, wéi den Tunnel gebaut ginn ass, hu sech just déi Problemer am Mont-Blanc-Tunnel gestallt. A mir hunn hei de Maximum gemaach, mir hu wierklech hei de Maximum gemaach, fir och do den Awänn vun der Protection civile gerecht ze ginn; a mir hunn haut een Tunnel, deen zu de sécherste Tunnelle vun Europa gehéiert. Dat gesot, ass do natierlech de Präis och entspriechend an dat, wat mir haut nostëmmen, dat kënnt jo gréisstendeels aus deenen dote Moossnamen.

Dann hu mer besonnesch Problemer mat de Proprietéitsverhältnisser gehat. Prozedure si schéin a gutt, mä heiansdo si se géint de gesonde Mënscheverstand a cougenéieren den eenzelne Bierger awer esou, dass ee sech ka froen: Hätt ech solle fir d'éischt e Gesetz maachen éier mer de Bypass zu Helleng gebaut hunn oder hätte mer net emol direkt solle Moossnamen huelen, fir de Bypass ze bauen, fir deenen Hellenger Leit de Verkéier net zouzemudden. A wéi elo mol eng Kéier d'Autobunn zou war - bei där Geleeënheet konnte mir dann och déi Déviatiounen testen, déi mir herno géifen aféieren, wann eng Kéier wierklech en Accident op der Autobunn wär -, huet jo jiddfereen agesinn - an ech sinn dem Här Gibéryen dankbar, dass en dat ervirgehuewen huet -, wat d'Autobunn iwwerhaapt bréngt. Well wann eng Strooss bis do ass, vergiesse mer ganz dachs wéi et virdru war an da gesi mir nëmmen nach déi méi oder manner grouss Problemer, déi sech dann nach stellen.

Mir si mat de Prozeduren um Geriicht, ech kann dofir dem Här Scheuer keng Zousoe fir den Datum ginn, well wann een um Geriicht ass, da weess een ni wéi laang dat dauert. Mir hunn déi Prozeduren zügeg ageleet, mir hunn och keng Méiglechkeet gehat, den Terrain anescht ze kréien, nodeems dass mer eis juristesch an déi richteg Lag gesat hunn, fir d'Expropriatioun kënnen duerchzesetzen.

Mir hunn en aneren Terrain wou ech hei muss soen, dass dat och net onbedéngt dem Här Goebbels säi Problem war, dass en den Terrain net virdrun hat. En hat nämlech e Compromis! An en hat en ënnerschriwwene Compromis!

***(Interruptions diverses)***

An deejéinegen, deen de Compromis ënnerschriwwen huet, deen huet deen een Deel vum Compromis exekutéiert, dat heescht, deen huet déi Terrainen, déi en als Géigestéck kritt huet fir deen Terrain, deen e sollt oftrieden, exploitéiert elo während néng Joer. An da solle mer elo op eemol soen, Schwamm driwwer, mir bauen op enger anerer Plaz! Ech mengen, esou geet et net!

Also do wäerte mer och d'Prozedur virundreiwen an och do no der Expropriatioun kucken, an ech denken, dass jiddferee versteet, dass hei de Stat net mat zweeërlee Mooss a Gewiichter, wat d'Rémuneratioune vun den Terrainen ugeet, op enger an därselwechter Strooss ka fueren. Ech sinn Demandeur fir en anstännegt Gesetz ze kréien, wou ee kann expropriéieren an da lassfuere mat engem Bau an et weess ee wou een

drun ass. Well dat Hin an Hier deet kengem gutt.

Ech sinn och frou, dass hei dee Park & Ride zu Fréiseng ervirgehuewe ginn ass. Mir hunn nach een anere Projet vu Park & Ride, deen op därselwechter Streck do eng massiv Verbesserung wäert afëieren. Dat ass am Agank vun Alzeng, op der Alzenger Kopp, wou mer och a Verhandlunge mat engem Propriétaire sinn, fir do en Terrain ze kréien, esou dass mer dann och wierklech fir déi Hesper Leit eng Verbesserung kënnte kréien, déi zougläich mat der Buspist fir den öffentlechen Transport géif eng zousätzlech attraktiv Méiglechkeet ginn, an dann hätt ee fir dee Verkéiersfloss, deen aus der franséischer Géigend all Dag an d'Stad fiert, op jidde Fall op zwou Plazen eng massiv Verbesserung.

Dat gesot, Här President, wann ech vläicht nach op déi Froen zu den Dépliantë wat d'Utilisatioun vum Tunnel ugeet däerf agoen, da géif ech hei der Chamber matdeelen, dass se um Internetsite vum CITA sinn, dass se do schonn accessibel sinn, an dass d'Dépliantë verdeelt gi sinn un den Automobile Club an un den Transportministère, esou dass mer als Verwaltung och do eis Aarbecht gemaach hunn. Wat d'Beliichtung vun der Hellenger Gare ugeet, do wäert ech der Administratioun vu Ponts et Chaussées de Wonsch vun der Chamber matdeelen. Héchstwahrscheinlech hu se nach net op dee Bréif geäntwert, well se sech dat nach e bësse wëllen iwwerleeën.

An dann zur Tankstell op der Saarstrooss. Här President, ech soen Iech: Déi nächst Regierung, déi soll och nach kënnen eppes décidéieren…

***(Hilarité)***

…an déi soll de Site vun der Tankstell an d'Koalitiounsverhandlunge mat abauen. Mir si prett mat engem Projet, a wann eng Koalitioun sech eens gëtt, wou déi Tankstell soll gebaut ginn, da ka se iwwermuer ugefaange gi gebaut ze ginn.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Dir Dammen an Dir Hären, d'Generaldiskussioun ass domadder ofgeschloss a mir kommen zur Lecture vun den Artikele vum Projet de loi 5267 a stëmmen driwwer of.

***Lecture du texte du projet de loi (par M. Jean Spautz)***

D'Artikelen 1 bis 4 si gelies an ugeholl.

Dir Dammen an Dir Hären, mir stëmmen elo of iwwert dee virleiende Projet.

***Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel***

Déi derfir si stëmme mat Jo, déi dergéint si mat Neen oder si enthale sech.

De Projet de loi ass ugeholl mat 53 Jo- a 5 Nee-Stëmmen.

*Ont voté oui: Mme Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mme Marie-Josée Frank, MM. Marcel Glesener (par M. Lucien Clement), Jean-Marie Halsdorf, Norbert Haupert, Nico Loes, Paul-Henri Meyers (par M. Marco Schank), Laurent Mosar (par M. Jean-Marie Halsdorf), Mme Ferny Nicklaus-Faber (par M. Patrick Santer), MM. Patrick Santer, Marcel Sauber, Marco Schank, Jean Spautz, Mme Nelly Stein, MM. Théo Stendebach (par Mme Nancy Arendt), Nicolas Strotz, Fred Sunnen, Lucien Weiler et Claude Wiseler (par M. Nico Loes);*

*Mme Simone Beissel, MM. Jeannot Belling, Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Emile Calmes, Mme Agny Durdu, MM. Gusty Graas, Paul Helminger (par M. Gusty Graas), Alexandre Krieps (par M. Niki Bettendorf), Claude Meisch (par M. Xavier Bettel), Mme Maggy Nagel, MM. Jean-Paul Rippinger, Marco Schroell et John Schummer;*

*MM. Jean Asselborn (par M. Ben Fayot), Alex Bodry, Mme Mady Delvaux-Stehres (par Mme Lydie Err), M. Mars Di Bartolomeo, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Jeannot Krecké (par M. Jos Scheuer), Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Jos Scheuer, Georges Wohlfart et Marc Zanussi (par M. Alex Bodry);*

*MM. Jean Colombera (par M. Jacques-Yves Henckes), Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.*

*Ont voté non: MM. François Bausch (par Mme Renée Wagener), Camille Gira, Jean Huss, Mmes Dagmar Reuter-Angelsberg et Renée Wagener.*

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

***(Assentiment)***

Et ass also esou décidéiert.

Da komme mer elo zur Diskussioun vum Projet de loi 5191 iwwert d'Bauverwaltung. Et sinn agedroe bis elo: déi Häre Strotz, Wohlfart a Calmes an d'Madame Wagener. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorablen Här Nico Loes.

## 6. 5191 - Projet de loi portant réorganisation de l'Administration des Bâtiments Publics

***Rapport de la Commission des Travaux publics***

M. Nico Loes *(CSV), rapporteur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Stat muss dofir suergen, dass seng Verwaltungen de Gegebenheeten an der Evolutioun vun den Aarbechten ugepasst ginn. Dat ass e permanente Prozess, well sech d'Aufgabe vum Stat net nëmmen erweidert hunn, mä och nach grondleeënd verännert hunn.

An der Chamber hate mir am November 2003 eng wichteg Debatt iwwert d'Kompetenzopdeelung tëschent dem Stat an de Gemengen. Vu ville Riedner ass d'Notioun vum sou genannten „mieux d'État" opgegraff ginn, ee Konzept wat ëmmer ënner subsidiaresche Gesiichtspunkten ze verstoen ass. De Stat soll do verwalten, wou et noutwendeg ass. Do wou aner Kollektivitéite responsabiliséiert kënne ginn, do soll sech de Stat wäitestgehend zréckzéien.

De „mieux d'État" heescht och, sech den Erausfuerderunge vun eiser Zäit upassen. E gutt Beispill ass do eis Bauten- an Investitiounspolitik, déi an de leschte Jore gewuess ass, well mir eng intensiv Investitiounspolitik bedriwwen hunn, fir eist Land mat qualitativ héichwäertegen Infrastrukturen auszestatten. Dës betreffe virun allem Infrastrukturen am sozialen, am schoulesche Beräich, awer och am Gesondheetsberäich an am Beräich vun de staatleche Verwaltungen. Dofir dränge sech och personell an administrativ Ëmgestaltungen op, wa sech dës als noutwendeg erweisen.

Et ass kloer, dass d'Gestioun vun eisen Infrastrukturen d'Statsverwaltung och erausfuerdert. Mir brauchen eng modern an eng transparent Verwaltung, déi sech ëm dës Infrastruktur këmmert. Eng wichteg Komponent vun de Missioune vun esou enger Verwaltung ass den Ënnerhalt vun eise Bauten. An zwar net nëmme wann eis Infrastrukture scho vereelst an a Matleedenschaft gezu sinn, an ech denken hei beispillsweis un d'Ëmweltafléss, déi eis Bausubstanz zersetzen. Mä et geet drëm fir schonn am Virfeld Konzepter unzewenden, déi dëst erlaben, wann de Stat a laangfristegen an dauerhaften Investissement fir e Gebai getätegt huet.

Et sinn also dës Voleten, déi dësem Projet zu Grond leien, zum engen eng Verwaltungsreform, déi sech den Ufuerderunge vun der Zäit upasst, an zum aneren d'Festschreiwe vun engem Konzept, dat preventiv den Erhalt vun eisen Infrastrukturen erméiglecht. Deemno gëtt elo d'Gesetz vum 18. Dezember 1975 iwwert d'Reorganisatioun vun der Administration des Bâtiments Publics reforméiert, eng Verwaltung, déi op dem Gesetz vum Abrëll 1843 baséiert an déi ënnert der Tutelle vum Bauteministère steet. Dës Reform huet virun allem Auswierkungen op dee personelle Kader vun der Verwaltung souwéi op d'Missiounen an d'Organisatioun innerhalb vun der reforméierter Administration des Bâtiments Publics.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de virleiende Gesetzesprojet ass den 1. August 2003 vun der Madame Bauteministesch Erna Hennicot-Schoepges am Parlament déposéiert ginn. De Statsrot huet en éischten Avis den 19. Dezember 2003 ofginn. Déi zoustänneg Bautekommissioun huet de 14. Januar vun dësem Joer hire Rapporteur designéiert a souwuel de Gesetzestext wéi och den Avis vum Statsrot ënnert d'Lupp geholl. D'Kommissioun huet den 28. Januar 2004 eng Rei Amendementer geholl an un de Statsrot weidergeleet, dee sengersäits en Avis complémentaire ofginn huet, deen op de 16. Mäerz 2004 datéiert ass. De Statsrot huet d'Amendementer vun der Kommissioun, zesumme mat dem Regierungsamendement zum Artikel 8, analyséiert. De schrëftleche Rapport konnt an der Sitzung vum 19. Abrëll ugeholl ginn, an an där Sitzung krute mir och d'Fiche financière iwwerreecht, déi am Kader vum Artikel 79 vum Kontabilitéitsgesetz muss bäileien.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, op déi legislativ Virgeschicht kann ech net am Detail agoen, well meng Zäit mer dat net erlaabt, mä de Rapport an och de Projet enthält am Punkt 3 déi néideg Informatiounen.

Wat sinn dann elo d'Reform oder d'Attributiounen, déi déi nei Administration des Bâtiments Publics kritt?

Si loosse sech an zwee grouss Voleten opdeelen: Zum engen hu mer déi sou genannten Activités productives, déi sech - wéi soll et aneschters sinn - virun allem op déi nei Konstruktioune bezéien. D'Investitiounen an deenen eenzelnen Deelberäicher finanzéiere sech zum engen iwwert d'Investitiounsfongen an zum aneren iwwert d'Loi de garantie. D'Investitioune sinn an deene leschte Joren a Jorzéngte konsequent an d'Luucht gaangen, wat op eng aktiv Investitiounstätegkeet fir staatlech Infrastrukture vun de sukzessive Regierunge réckschléisse léisst.

Doniewent ass d'Administratioun mat Ënnerhaltsaarbechte chargéiert, déi opgrond vun deene ville staatleche Gebaier, déi de Stat ze verwalten huet, exponentiell an d'Luucht gaange sinn. De Patrimoine immobilier vum Stat ëmfaasst net manner wéi 1.500 Objeten, verdeelt op 950 Siten, mat engem Volume vu ronn 10 Milliounen m³. Dobäi kommen ongeféier 20 nei Objeten, déi amgaang si finanziell fäerdeg gestallt ze ginn a wou sech de Volume op 1,7 Millioune m³ beleeft. Analyse vun dësem Patrimoine hunn erginn, dass 30% eng Vétusté moyenne opweisen. D'Finanzkommissioun vun der Chamber huet a sengem Avis zum Statsbudget 2004 op déi grouss Ënnerhaltskäschten, déi eis Infrastrukture brauchen, higewisen. De Stat muss ëmmer méi grouss an opwändeg bauen, wat d'Käschte fir d'Exploitatioun an den Ënnerhalt an d'Luucht dreift. Op dës Froe gëllt et an deene kommende Joren och eng Äntwert ze fannen.

Zum anere muss d'Administration des Bâtiments Publics och den administrativen Opwand bewältegen, dee sech opgrond vun de Missiounen net verréngert huet. Duerch e performant informatescht Equipement kann d'Aarbecht besser a méi effektiv bewältegt ginn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, eng Administratioun kann nëmmen effektiv schaffen, wa se personell mat deenen noutwendege Leit ausstaffféiert ass. D'Artikele 5, 6, 7 an 8 vum Gesetzesprojet sinn dann och just Artikelen, déi d'Personalproblematik traitéieren. De Gesetzesprojet gesäit eng personell Verstäerkung vir, déi virun allem an der Division des travaux neufs zum Ausdrock kënnt. An Dir gesidd och an enger Tabell, déi dem Projet de loi bäiläit, datt d'Verwaltung an hirer Loi organique eigentlech 153 Leit huet, mä datt mer awer gesinn, datt der 168 de Moment do sinn. Wat doduerch ze erklären ass, datt och déi Verwaltung, doduerch datt se net ëmmer konnte Leit astellen, och op Personal huet misse Réckgrëff huelen, wat eigentlech net am Kader figuréiert, mä déi duerch Kontrakter bei der Verwaltung ugestallt sinn.

Ech hu virdrun zum Volet Preventioun geschwat, deen an de leschte Joren ëmmer méi wichteg ginn ass. D'Preventioun befaasst den Erhalt, d'Astandsetzung vun de Gebaier, mä och d'Evaluatioun vum Energieverbrauch an deenen eenzelne Gebaier, fir eventuell Verbesserungen an Adaptatiounen an d'Weeër ze leeden, déi ekologesch an ekonomesch besser vertretbar sinn. Dës Aufgabe betreffen an éischter Stell zwee Servicer vun der Administration des Bâtiments Publics, déi mat dësem Text zesummegeluecht ginn. Et ass dat d'Division des services régionaux an een Deel vun der Division des services spéciaux, déi zesummen elo d'Division de la gestion du patrimoine ausmaachen. Fir datt dës nei Divisioun kann eng gutt Aarbecht verriichten, ass et noutwendeg, wéi ech scho virdru gesot hunn, se mat deenen néidege personellen, finanziellen an och informatesche Ressourcen auszestatten.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dëst waren d'Haaptreformen, déi mat dësem Text agelaut ginn. De Commentaire des articles geet am Detail op déi eenzel Ännerungen an. Ech muss awer e puer Wuert iwwert d'Aarbechten an der Kommissioun verléieren, déi - muss ech soen - an engem gudde Klima iwwert d'Bühn gaange sinn.

Et ass virun allem preziséiert ginn, datt d'Employéen, déi am Moment an der Administration des Bâtiments Publics ugestallt sinn, nëmmen hire Statut geännert kréien an datt den Text d'Prozedure fir Neiastellungen an der Fonction publique net kann ëmgoen. Et ass awer och drop higewise ginn, datt an den Dispositions transitoires virgesinn ass, datt duerch den Détachement vun dräi Beamten aus der Administration des Bâtiments Publics op de Fonds Belval déi dräi Posten erëm duerch dräi nei Kandidate kënnen ersat ginn. Et gouf zu gudder Lescht dann och nach ervirgehuewen, datt am Moment d'Administratioun keng Privatbeamten agestallt huet, mä datt am Kader vu grousse Projeten op Spezialisten aus verschiddene spezialiséierte Bureaux d'études zréckgegraff gëtt, déi sech zum Beispill jee no Bedarf am Beräich vun der Akustik a vun der Statik auskennen.

D'Kommissioun huet de 25. Mäerz 2004 den Avis complémentaire vum Statsrot ënnersicht a sech sengen Observatiounen an Ännerungsvirschléi ugeschloss.

Ech wollt awer nach ervirsträichen, datt mir den 23. Abrëll 2004 den Avis vun der Chambre des Fonctionnaires et Employés publics zu dësem Gesetz kritt hunn. Well d'Kommissioun awer schonn de Rapport den 19. Abrëll ofgestëmmt hat, kann ech selwer als Rapporteur elo net méi op deen Avis agoen. Mäi Fraktiounskolleeg Néckel Strotz wäert dat maachen a wäert och eng Motioun presentéieren, well et sech hei ëm dräi Beamten handelt, déi am Kader vun dësem Gesetz sollten hir Situatioun redresséiert kréien a wou d'Chambre des Fonctionnaires et des Employés publics awer eng ganz aner Vue vun där Prozedur huet.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech hoffen, datt ech Iech dësen Text konnt e bësse méi no bréngen. Ech gesinn dës Reform vun dëser Administratioun als eng ganz wichteg Reform un, well se derzou bäidréit, eis Infrastrukture laangfristeg ze erhalen, a well d'Bauverwaltung elo à même ass, dann och besser dëser Missioun nozekommen.

Ech géif och hei deene Beamten, déi am Kader vun dësem Gesetz gehollef hunn de Rapport opzestellen, merci soen. Ech géif och deene Beamten an der Administratioun merci soe fir déi Aarbecht, déi si un de Statsgebaier maachen. An ech géif Iech merci soe fir Är Opmierksamkeet.

M. le Président.- Als éischten Diskussiounsriedner ass den Här Nicolas Strotz agedroen. Den Här Strotz huet d'Wuert.

***Discussion générale***

M. Nicolas Strotz *(CSV)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, am Numm vun der CSV-Fraktioun soen ech dem Kolleeg Nico Loes merci fir säin ausféierleche schrëftlechen a mëndleche Bericht. Hien huet de Projet am Detail virgestallt, esou dass ech mech ka kuerz faassen.

Ech wëll just nach eng Kéier ervirsträichen, dass dëse Projet de loi à la suite vun engem Audit interne an der Verwaltung ausgeschafft ginn ass. Duerch dëse Projet kritt d'Verwaltung iwwersiichtlech nei Strukturen, déi et hir erlaabt hire villfältegen Aarbechten, déi an deene leschte Joren enorm zougeholl hunn, gerecht ze ginn.

D'Verwaltung gëtt ënnerdeelt an dräi Divisiounen, der Division de direction, der Division des travaux neufs an der Division de la gestion du patrimoine. Besonnesch d'Division de la gestion du patrimoine erlaabt et, e bessere Suivi vun de bestehende Gebaier ze maachen. Dat och am Hibléck vu sou genannten Altbausanéierungen an dem Energiespueren, wat bei villen eelere Gebaier ze wënschen iwwreg léisst.

Dass de Kader vum Personal ugepasst gëtt, respektiv eenzel Situatioune vu Leit, déi säit Joren an der Verwaltung am privatrechtleche Statut schaffen, regulariséiert gëtt, schéngt mer eng normal Saach ze sinn. Dës Upassungen, esou wéi och déi nei Strukture vum Kader vun der Verwaltung, sinn och an enker Zesummenaarbecht mat dem Ministère de la Fonction publique et de la Réforme administrative gemaach ginn.

Et kann ee jo och déi vehement Stellungnahm vun der Chambre des Fonctionnaires et des Employés publics verstoen, besonnesch well si eréischt ëm hiren Avis gefrot goufen nodeems de Statsrot säin Avis ofginn hat; esou sinn ech dach der Meenung, dass eenzel Observatiounen iwwerspëtzt duergestallt sinn.

Dass d'Carrière vum Architekt a vum Ingénieur als eng Carrière unique betruecht gëtt, ass e Choix politique an e Choix vun der Verwaltung, deen et an dësem Fall ze vertrieden ass. Och d'Chambre des Fonctionnaires et des Employés publics gesteet dem Législateur dat zou. Dofir awer vu Fantaisien ze schwätzen, schéngt mer iwwerdriwwen ze sinn. Dat gëllt och fir d'Fonctioun vum Chef d'atelier, déi vun engem Ingénieur technicien besat soll ginn.

Zum Kaderopbau vun der neier Verwaltung wëll ech soen, dass mer als CSV domat d'accord sinn. Erlaabt mer awer eng perséinlech Remarque dozou ze maachen. Fréier waren an der Verwaltung véier Leit aus der Carrière vum Kondukter. Dës Carrière besteet net méi an déi véier Leit sinn duerch Ingénieurs industriels ersat ginn. Dat heescht, déi Leit maachen déiselwecht Aarbecht, an dat mat därselwechter Kompetenz, just mam Ënnerscheed, dass déi eng an der Carrière supérieure, déi aner an der Carrière moyenne sinn.

Déi Problematik vum Ingénieur technicien respektiv vum Ingénieur industriel, déi am Verwaltungsapparat vum Stat elo säit Jore bekannt ass, misst endlech geléist ginn. Ech hoffen, dass déi nächst Regierung sech definitiv där Problematik unhëlt.

Am Kader vun dësem Projet huet d'Regierung versicht e Problem ze léisen, deen näischt mat der Bauverwaltung ze dinn huet. Mä well déi Verwaltung un de Ministère des Travaux publics ugegliddert ass, ass versicht ginn iwwer e Regierungsamendement e Problem vun dräi Beamten aus de Ponts et Chaussées ze léisen. Dës Beamte sinn am Kader vun engem Transfert vum Service de l'éclairage routier, deen am Service de l'Énergie ugesiedelt war, an d'Ponts et Chaussées ëmgesiedelt ginn. Dës Ëmsiedelung sollt awer esou geschéien, dass keen a senge Rechter léséiert géif ginn. Dëst ass awer an deenen dräi Fäll geschitt an et ass hinne versprach ginn, fir hire Problem bei der éischter Geleeënheet ze léisen.

Hei wär elo eng Geleeënheet gewiescht fir deem opzehëllefen, wat och den Avis vun der Chambre des Fonctionnaires ass. De Statsrot huet awer eng Opposition formelle gemaach a mengt et géifen nach där Problemer ginn an et sollt een all déi Problemer an engem eegene Gesetz léisen. Dëst ass keng falsch Astellung, déngt deenen dräi Concernéierten awer näischt. Leider muss ech soen a feststellen, dass souwuel d'Regierung, wéi och de Statsrot an eenzelne Projeten, wann et ëm d'Personal geet, heiansdo esou an heiansdo anescht décidéiert an dass et mir schéngt, wéi wann et heiansdo un där néideger Konsequenz géif feelen.

Fir den Dossier vun der Reform vun der Bauverwaltung kënnen ze evakuéieren, ass der Opposition formelle vum Statsrot Rechnung gedroe ginn. Well dee Problem awer trotzdeem net erëm an den Tirang geluecht soll ginn, géif ech mir erlaben am Numm vun der Majoritéit eng Motioun anzereechen, fir dass déi nächst Regierung déi Problematik schnellstens soll léisen. Här President, wann ech gelift.

**M. le Président.**- Merci.

**M. Nicolas Strotz** *(CSV)*.- Ech soen lech merci fir d'Nolauschteren.

***Motion 1***

*La Chambre des Députés,*

*- considérant l'amendement gouvernemental du 8 mars 2004, pris sur initiative du Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative et ayant pour objet la régularisation de la situation de la carrière de trois artisans-fonctionnaires de l'Administration des Ponts et Chaussées lésés par un changement d'administration d'office;*

*- considérant que le Conseil d'État s'oppose à la démarche de vouloir régler la situation de ces fonctionnaires dans le cadre du projet de loi N°5191, du fait qu'il y a bien d'autres cas de rigueur à régler;*

*- constatant que le Conseil d'État plaide en faveur d'un seul et même projet de loi pour l'intégralité des cas de rigueur;*

*invite le Gouvernement*

*- à trouver dans les meilleurs délais une solution globale pour les fonctionnaires lésés par un changement d'administration d'office dans le cadre d'un projet de loi unique.*

*(s.) Nicolas Strotz, Jeannot Belling, Niki Bettendorf, Nico Loes, Jean-Paul Rippinger, John Schummer, Fred Sunnen.*

**M. le Président.**- Als nächste Riedner ass den Här Georges Wohlfart agedroen, den Här Wohlfart huet d'Wuert.

**M. Nicolas Strotz** *(CSV)*.- Selbstverständlech ginn ech den Accord vun der Fraktioun zu dësem Projet. Merci.

***(Brouhaha général)***

**M. Georges Wohlfart** *(LSAP)*.- Merci, Här President. Här President, Dir Dammen an Dir Hären, virop e Merci un de Rapporteur fir säin ausféierleche schrëftleche Rapport, deen en hei nach eng Kéier mëndlech ergänzt huet an ech wollt och a mengem perséinlechen an am Numm vu menger Fraktioun dem President vun der Kommissioun, dem Nicolas Strotz, merci soe fir déi Aarbecht, déi en an de leschte fënnef Joer an onser Kommissioun ëmmer ganz souverän geleet huet.

Ech mengen, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, eleng de Verglach vun den Investissementer, déi iwwert déi verschidde Fonge am Fong geholl an d'ëffentlech Bauten an de leschte Joren investéiert gi sinn, beweist d'Noutwendegkeet vun enger Upassung vun de Strukture vun der Bauverwaltung. Nämlech zwëschent 1975 an dem Joer 2002 sinn d'Investissementer geklomme vun eppes méi wéi 11 Milliounen Euro am Joer 1975 op iwwer 90 Milliounen am Joer 2002, dat heescht den Investitiounsvolumen huet sech méi wéi veraachtfacht. An ech mengen, dat alleng beweist a beleet méi Aarbecht, déi op d'Bauverwaltung duerkënnt. Datselwecht gëllt fir d'Aarbechte vun der Divisioun vun de Regionalservicer respektiv vun der Divisioun vun de Spezialservicer, wou eng ähnlech Entwécklung festzestellen ass, ouni dobäi déi Aarbechten ze vergiessen - wéi de Rapporteur et och scho gesot huet -, déi iwwert d'Loi de garantie ofgewéckelt ginn.

De Rapporteur huet och am Detail op d'Zuel vun deene ville staatleche Gebaier higewisen an och de Bauvolumen, dee ganz impressionant ass, ass dobäi opgefouert, an ech mengen och do wäert et an Zukunft esou sinn, dass - wéi de Rapporteur et ënnerstrach huet - net nëmmen d'Zuel vun de Gebaier, mä och de Volumen nach dramatesch uwuesse wäert.

Mäi Virriedner huet drop higewisen, dass en internen Audit vun der Bauverwaltung aus dem Joer 1999 am Fong geholl dësem Gesetzesprojet zu Grond läit. Niewent dem méi Opwand an Aarbecht, gouf d'Noutwendegkeet vun enger effikasser, transparenter an informatiséierter Gestioun vun de staatleche Gebaier duerch eng preventiv Ënnerhaltspolitik ënnerstrach. Dës lescht Zilsetzung gouf an enker Zesummenaarbecht am CRP Henri Tudor an engem modernen Informatiounskonzept ëmgesat. Esou soll niewent dëser Moossnam och - an de Rapporteur huet dat gesot - eng Ëmstrukturéierung an dräi Departementer virgeholl ginn; an der Direktioun, an der Divisioun vun den neien Aarbechten an an der Division vum Ënnerhalt vun de Gebaier, dat duerch d'Zesummeleeë vun deene fréiere Servicer vun der Divisioun vun de Regionalservicer, respektiv vun de Spezialservicer.

Ech begréisse speziell de Fait, dass mer och elo tatsächlech, wat den Ënnerhalt vun de Gebaier ugeet, dee mir am Fong geholl hei ze behandelen hunn, op deen neie Wee ginn, well mer, menger Meenung no, en Noholbedarf hu bei de Statsgebaier hirem Ënnerhalt, dat op laang Siicht sécherlech mat engem Méikäschtepunkt, dat heescht mat engem grousse finanziellen Opwand, verbonnen ass.

Wann ee bedenkt - an de Rapporteur huet et ervirgestrach - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dass, géif ech soen, 30% vun de staatleche Gebaier vereelst an ofgenotzt sinn, da weess een, dass een duerch eng preventiv Politik kann an den nächste Jore vill Suen aspueren.

Ech wëll drun erënneren, dass mer bei enger ganzer Rei vu Gebaier, déi mir an de leschte Jore wollten transforméieren, ëmmer erëm op Iwwerraschunge gestouss sinn, déi am Fong geholl duerch e schlechten Ënnerhalt iwwer Jore bedéngt waren an déi da bei de Projeten, déi mir gestëmmt hunn, sief et am sanitären oder am schoulesche Beräich, mat sech bruecht hunn, dass mer ëmmer hu misse Kreditter adaptéieren. An do doniewent - an et ass och schonn drop higewise ginn - gëtt de Personalkader ëm 15 Leit opgestockt an ech mengen, dat ass méi wéi verständlech, wann een de Méizouwuess vun Aarbecht gesäit, deen op d'Verwaltung duerkënnt, a well et op där anerer Säit och d'Aglidderung vun enger Rei Leit an d'Verwaltung selwer méiglech mécht, déi schonn an de leschte Joren eng gutt Aarbecht geleescht hunn an déi aus dem externe Beräich kommen.

De President vun der Kommissioun, den Nicolas Strotz, huet elo just eng Motioun deponéiert an en huet och erklärt, firwat dass dës Motioun agereecht ginn ass. Wéi mer wëssen, geet et jo drëm, fir dräi Härtefäll vu Leit, déi an der Verwaltung schaffen, ze reguliséieren a wou de Statsrot ons drop opmierksam gemaach huet, dass et och aus Grënn vu Gläichbehandlung, Equitéit besser wär, dass mer géifen eng global Léisung fanne fir ähnlech gelagert Härtefäll an der Fonction publique. An dofir kann ech am Numm vu menger Fraktioun och d'Zoustëmmung ginn, wat dës Motioun ugeet, an ech géif dann zum Schluss, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, och den Accord vun onser Fraktioun zum Gesetzesprojet ginn.

Ech soen lech merci.

**Plusieurs voix.**- Très bien.

**M. le Président.**- Als nächste Riedner ass den Här Emile Calmes agedroen. Den Här Calmes huet d'Wuert.

**M. Emile Calmes** *(DP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, erlaabt mir och dem Rapporteur hei ze félicitéiere fir säi schrëftlechen a mëndleche Rapport, wat et a sech ëm e Sujet geet, mat deem ech mech och am Kader vu mengem Budgetsrapport am Dezember 2002 beschäftegt hunn, wou ech mech op Grond vun deenen héijen Investissementer, déi de Stat iwwer seng Fonge mécht an och ebe ganz mat den Nofollgekäschte vun dësen Investissementer. D'Nofollgekäschte wäerte considérabel an Zukunft sinn an och permanent do sinn an den ordinäre Budget awer och den extraordinäre Budget an engem ganz grousse Ausmooss belaaschten, net zulescht doduerch, dass se nei Personalfunktionements- an Exploitatiounskäschte provozéieren.

Mä op där anerer Säit mussen awer och den Entretien an d'Erneierung vun deenen Aarbechte gemaach ginn. Wéi ech mer do d'Fro gestallt hunn, wéi datt mir dann dësen Aufgabe kéinten nokommen am Kader vun deem Rapport, hunn ech direkt d'Äntwert an am Fong geholl och d'Léisung vun der Bauverwaltung geliwwert kritt, déi sengerzäit amgaange war mam Centre de Recherche public Henri Tudor un deem Konzept vum Entretien préventif ze schaffen, dee jo dann och elo Bestanddeel vun deem Gesetz hei ass. An et freet mech a sech, dass dat awer relativ schnell konnt goen, fir dat an eis Gesetzgebung hei ze iwwerhuelen.

Wat ass deen Entretien préventif? Nun, an engem Wuert gesot, dat ass de preventiven Ënnerhalt, e besteet a sech an enger globaler Démarche vun der Gestioun vum Patrimoine immobilier vum Stat, eng Démarche, déi all ufalend Aarbechten op allen Ouvragen an Equipementer ofdeckt an zum Zil huet, ee besseren Equipement ënnert de rentabelste Konditiounen ze erreechen.

E soll am Fong geholl évitéieren, dass allerklengste Mängel an Zukunft zu schlëmmen Désordre géife féieren. Dat bedeit dann och, dass d'Objektiver vun dësem preventiven Entretien sinn, deen an Zukunft vun dëser Verwaltung hei soll gemaach ginn, d'Liewensdauer ebe just vun de Gebaier erop ze setzen, awer och d'Qualitéit vum Fonctionnement ze verbesseren, virun allem awer och d'Zefriddenheet vun deene Leit, déi dora schaffen, ze erfëllen an d'Investitioune laangfristeg ze schützen an doduerch a sech Gewënner à long terme ze maachen.

Dat ass natierlech méi einfach gesot wéi dat gemaach ass, a fir dat ze maachen, mengen ech, muss een den ëffentleche Besëtz kënne géréieren, andeem dass een emol all Elementer iwwert d'Gebaier, déi de Stat huet, ophëlt a répertoriéiert, dëst duerch regelméisseg Kontrollen, awer och, andeem dass een den Zoustand vum Gebai evaluéiert an d'Exigence entwéckelt, fir se ze ënnerhalen, andeem ee sech och d'Leitlinnen iwwert déi Dépensë gëtt, déi prioritär musse getätegt ginn; dat ass dee System, sou wéi en och hei am Exposé des motifs beschriwwen ass.

Dëse System vun der Gestioun iwwert den Entretien préventif erlaabt et hei jo och dësen Entretien „just in time" ze maachen. A sou wéi de Rapporteur drop higewisen huet, an och mäi Virriedner, hunn déi nei Informatiounstechnologien eis ganz einfach d'Moyenë gi fir dat ze maachen. Et geet awer net duer fir ze répertoriéieren, et muss een och Leit hu fir dat ëmzesetzen an dës Moyenë wëlle mer eis jo gi mat dësem Gesetz hei iwwert d'Schafung vun engem neie Service, nämlech dem Service vun der Gestion du patrimoine, deen dann zesummegesat gëtt aus der Fusioun vun zwee Servicer, dee vun de Services régionaux an dee vun de Services spéciaux.

Ech mengen, dat ass néideg a wichteg, datt déi Aarbecht do éierbar gemaach gëtt an de Rapporteur huet op de Volume vun deem Patrimoine higewisen, deen am Besëtz vum Stat ass; a Valeuren ausgedréckt sinn dat haut ongeféier dräi Milliarden. Wann ech all déi Investissementer nach derzourechnen, déi an Zukunft iwwert déi dräi Haaptfongen: de Fong fir déi administrativ Gebaier, dee fir d'Schoulgebaier an dann drëttens dee fir déi sanitär a sozial Gebaier, gemaach ginn, da wäert an deenen nächste Joren d'Valeur vun deene Gebaier sech praktesch verdräifachen, wa mer dee Programm hei kënnen duerchhalen.

Et läit eis eben drun, datt déi Gebaier do sollen éierbar ënnerhal sinn, et ass nämlech net de Patrimoine vum Stat, et ass de Patrimoine, de Besëtz vun eis alleguer an ech mengen et ass derwäert, datt mer mat deem Besëtz ëmginn, d'selwecht wéi mat eisen Haiser doheem an dee grad esou gutt versuergen, wéi mer dat do maachen.

Do geet et awer net mat engem gudden Informatiounssystem duer an et geet och net duer mat genuch Personal fir dat ze maachen, och dofir brauch ee Geld a Kreditter. A wann een déi Tableaue liest, déi am Rapport an och am Exposé des motifs opgefouert ginn, da gesäit een awer, datt déi Schéier tëschent dem Entretien an den neien Investitiounen awer relativ wäit ausernee geet.

Dat wëllt ganz einfach soen, datt mer net genuch Kreditter am Budget virgesi fir den Entretien vun deene Gebaier, deen an Zukunft wäert op eis duerkommen; an dat ass net gutt, datt mer dat esou maachen. A géife mer dat net änneren, da géif dat u sech bedeiten, datt op déi Generatiounen, déi no eis kommen, ganz vill Dépensë géifen duerkommen, souwuel am ordinären, awer och vill méi héich Dépensen am extraordinäre Budget, fir dann déi Gebaier erëm an d'Rei ze setzen, déi mer vergiess haten an der Rei ze halen; an dat huet mat där Vétustéit ze dinn, déi de Rapporteur hei genannt huet.

Haut sinn 30% vun de Gebaier relativ vétuste, wüst - ech weess net wéi een et op Lëtzebuergesch nennt -, mä wann een an Zukunft näischt géif maachen - an dat weist och een Tableau -, da géif dat an deenen nächsten 20 Joer erop goen op 60%. Géif een dat mache wéi bis elo, géife mer den Niveau vun der Vétustéit op 30% behalen awer mat engem ganz anere Volume vu Gebaier; dat heescht d'Vétustéit géif eropgoen. Géife mer awer de System vum Entretien préventif uwenden, da géife mer et fäerdeg bréngen déi Vétustéit ze halbéieren a se praktesch op 17% erof ze setzen.

An dofir brauche mer déi Kreditter an dat ass néideg, well mer an Zukunft sollen 3% vun deem investéierte Kapital reservéieren, fir den Entretien éierbar ze maachen, esou gesäit de System vum Entretien préventif dat vir; dat ass ganz sécher méi, wéi dat, wat mer elo maachen, dat wäert awer och nach net duergoen.

Deen Entretien préventif, vun deem mer hei schwätzen, an de Finanzement vum Entretien gëtt dann och laangfristeg gekuckt, wann en och net ëmmer héich genuch ass, ass en an deem Sënn dernieft och net ëmmer flexibel genuch, dass den Entretien iwwert den ordinäre Budget finanzéiert gëtt. Dëst entsprécht awer net der Iddi vum Entretien préventif, deen eng méi grouss Flexibilitéit brauch, well en op enger pluriannueller Organisatioun baséiert. Eng pluriannuel Organisatioun vun den Ënnerhaltsaarbechten kann och nëmme pluriannuel exekutéiert ginn, well déi Aarbechte sech ganz einfach iwwer verschidde Budgetsexercicer strecken.

An deem Sënn wier et erstriewenswäert, dass déi Kreditter, déi e brauch a sou wéi dat och an deem Gesetz ugedeit ginn ass, iwwert den Entretien, iwwert d'Remise en état, iwwert d'Conformisatioun, iwwert d'Sécurisatioun vun de Gebaier, iwwer ee Fong géife getätegt ginn, wat engem eng méi grouss Flexibilitéit géif ginn. Ee Fong, deen, wéi déi aner Fongen, dann och alljährlech géif gespeist ginn.

Esou kënnt ee sech deen Investitiounsfong fir den Entretien préventif virstellen, deen et géif erlaben, d'Kreditter ëmmer dann zur Verfügung ze hu wann den Entretien néideg ass, dat heescht „just in time". Deen noutwendegen Entretien wier dann net a Fro gestallt - wéi dat haut oft de Fall ass -, doduerch datt ebe keng Kreditter do sinn.

Mä, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, och de Service vun den Travaux neufs wäert sech an Zukunft musse mat den Nofollgekäschten ofginn, well d'Spréchwuert gëllt nach ëmmer: „Mieux vaut prévenir que guérir." Dat heescht, datt et ënner anerem och an Zukunft wäert wichteg sinn, wat de Choix vum Material ubelaangt, e Material ze huele wat eis awer eng Partie Garantië liwwert, fir esou och e Minimum, doduerch datt mer e falscht Material géifen huelen, op d'Nofollgekäschten ze drécken.

Ech erënneren zum Beispill un d'Problematik vum Asbest, wou a sech sengerzäit - ouni datt een dat vläicht wousst - vläicht net genuch analyséiert ginn ass, ob dat dat richtegt Material wier. Dofir solle mir och an Zukunft Materialer gebrauchen, déi déi natierlech Ressourcë schounen, well déi u sech och begrenzt sinn. Virun allem awer solle mer Materialer huelen, déi laanglieweg sinn an esou laang wéi méiglech keen Entretien géréieren.

Mir sinn och gehalen an Zukunft ze kucken, datt déi Gebaier, déi mer bauen, de rezentsten, modernsten an energetesche Kritären entspriechen. Et freet mech, datt zum Beispill de Lycée vu Réiden dëse Kritären total entsprécht a wann an Zukunft dee Wee agehale gëtt, da mengen ech, si mer do um richtege Wee. Dat huet och dermat ze dinn, datt d'Bauverwaltung sech zënter Jore scho vun engem ekologesche Leitfade guidéiere léisst, wat dee ganze Bau u sech vun öffentleche Gebaier an Zukunft méi nohalteg mécht an et ass jo och op d'Nohaltegkeet op déi mer an Zukunft wëlle setzen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech mengen, datt dat Gesetz hei den Ufank ass, an d'Basis awer och setzt, fir et an Zukunft der Bauverwaltung ze erlaben nei Weeër am Entretien vun eise Gebaier alleguer ze goen. An dat entsprécht och dem Gedankengut vun eiser Fraktioun, vun der Demokratescher Partei. An et ass selbstverständlech, dass ech den Accord zu deem Projet de loi hei bréngen.

Ech soen Iech merci fir d'Nolauschteren.

**Une voix.**- Très bien.

**M. le Président.**- D'Wuert huet elo d'Ministesch vun den öffentleche Bauten, d'Madame Erna Hennicot-Schoepges.

**Mme Erna Hennicot-Schoepges**, *Ministre des Travaux publics.*- Här President, ech sinn all deenen Intervenanten dankbar, déi hei dësem Projet vun der Reform vun der Verwaltung vun de Bâtiments publics zoustëmmen. Ech soen dem Rapporteur an dem President vun der Kommissioun merci, déi wéi ëmmer eng zügeg Aarbecht gemaach hunn.

Ech denken, déi Problemer, déi ugeschnidde gi sinn, wat de Reklassement vun dräi Fonctionnairen hei ugeet, déi wäerte ganz sécher an engem Gesetz, wat dann alles regruppéiert wat op deem dote Plang läit, vun där nächster Regierung mussen an Ugrëff geholl ginn. Ech si virun allem frou, datt mer dës Verwaltungsreform nach konnte finaliséieren, well mir hu mat der Wartung vun de Gebaier eng grouss an eng nei Aufgab.

An ech wëll derbäi awer och soen, Här President, - an dat ass jo och e Signal un eis Betriber - ech mengen hei kënnt erëm eng ganz Partie Aarbecht op d'Betriber duer a wann de Stat seng Gebaier gutt ënnerhält, da weess een, datt dovunner och d'Lëtzebuerger Handwierk profitéiere kann.

Mir hunn an deene leschte Joren - insgesamt an dräi Joer - 117 Milliarden al Lëtzebuerger Frang ausginn, reng nëmmen iwwert de Ministère vun den Travaux publics. Mir wëssen also, datt déi Investitiounen och eng Beschäftegungsmoossnam si fir d'Betriber hei am Land.

Dat gesot, ass de Service vun der Bauverwaltung e sensible Service, deen net méi einfach ginn ass, well mat alle Prozeduren, déi em operluecht sinn, gëtt et méi wéi eemol Situatiounen, wou den eenzelne Beamte sech och Kritiken ausgesat gesäit an dofir ass et wichteg, datt d'Leit a Rou a mat deem néidege Réckhalt vun enger gutt fonctionnéierender Verwaltung kënnen hir Aarbecht maachen.

Ech soen dofir och all menge Beamten a Mataarbechter vun de Bâtiments publics merci; et ass schliesslech déi eeltste Verwaltung hei am Land, vun 1843 un. Si hunn deemno haut, bei enger Investitiounstätegkeet vum Land, déi jo ëmmer méi grouss gëtt, eng grouss a wichteg Aufgab. Merci der Chamber, dass mer dëse Projet konnte gestëmmt kréien.

**Plusieurs voix.**- Très bien.

**M. le Président.**- D'Diskussioun ass elo ofgeschloss a mir kommen zur Lecture vun den Artikele vum Projet de loi a stëmmen driwwer of.

***Lecture du texte du projet de loi (par M. Jean Spautz)***

D'Artikelen 1 bis 8 si gelies an ugeholl.

Dir Dammen an Dir Hären, mir stëmmen elo of iwwert de virleiende Projet 5191.

***Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel***

Déi derfir si stëmme mat Jo, déi dergéint si mat Neen oder si enthale sech.

De Projet de loi ass eestëmmeg ugeholl mat 52 Jo-Stëmmen.

*Ont voté oui: Mme Nancy Arendt (par M. Lucien Clement), M. Lucien Clement, Mme Marie-Josée Frank, MM. Jean-Marie Halsdorf, Norbert Haupert, Nico Loes, Laurent Mosar (par M. Jean-Marie Halsdorf), Mme Ferny Nicklaus-Faber (par M. Nicolas Strotz), MM. Patrick Santer (par Mme Nelly Stein), Marcel Sauber (par M. Marco Schank), Marco Schank, Jean Spautz, Mme Nelly Stein, MM. Théo Stendebach (par M. Norbert Haupert), Nicolas Strotz, Fred Sunnen, Lucien Weiler (par M. Nico Loes) et Claude Wiseler;*

*Mme Simone Beissel, MM. Jeannot Belling (par Mme Simone Beissel), Xavier Bettel (par M. Marco Schroell), Niki Bettendorf, Emile Calmes, Mme Agny Durdu, MM. Gusty Graas, Alexandre Krieps (par M. Emile Calmes), Jean-Paul Rippinger et Marco Schroell;*

*MM. Jean Asselborn, Alex Bodry (par M. Georges Wohlfart), Mme Mady Delvaux-Stehres, M. Mars Di Bartolomeo, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot (par M. Jean Asselborn), Jean-Pierre Klein, Jeannot Krecké (par M. Mars Di Bartolomeo), Lucien Lux (par M. Jos Scheuer), Jos Scheuer, Georges Wohlfart et Marc Zanussi (par Mme Mady Delvaux-Stehres);*

*MM. Jean Colombera (par M. Aly Jaerling), Gast Gibéryen, Fernand Greisen (par M. Gast Gibéryen), Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen;*

*MM. François Bausch (par Mme Dagmar Reuter-Angelsberg), Camille Gira, Jean Huss, Mmes Dagmar Reuter-Angelsberg et Renée Wagener (par M. Camille Gira).*

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

***(Assentiment)***

Et ass also esou décidéiert.

***Motion 1***

Dir Dammen an Dir Hären, da komme mer elo nach un d'Motioun 1.

Stëmme mer of par main levée?

***(Assentiment)***

D'Motioun ass ausgedeelt ginn. Dir hutt se virun Iech leien.

***Vote***

Wien derfir ass, ass gebieden d'Hand an d'Luucht ze hiewen.

Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

Ech stelle fest, d'Motioun 1 ass eestëmmeg ugeholl.

Dir Dammen an Dir Hären, domadder wäre mer um Enn vun eiser Sitzung ukomm. Déi nächst Sitzung ass haut de Mётteg a fänkt um hallwer dräi un.

D'Sitzung ass opgehuewen.

***(Fin de la séance publique à 12.45 heures)***

## Sommaire des séances publiques


Communication page 649

5332 - Débat sur l'état de la nation (suite) pages 649-676

Ordre du jour page 676

Communications page 677

5229 - Projet de loi relative à la concurrence pages 677-680

5274 - Projet de loi modifiant la loi du 27 novembre 1973 autorisant la création d'une société anonyme pour l'approvisionnement du Grand-Duché en gaz naturel pages 680-682

5227 - Projet de loi portant approbation de la Convention entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la Malaisie tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune et du Protocole y relatif, signés à Putrajaya, le 21 novembre 2002 pages 682-683

5286 - Projet de loi portant approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République de Turquie tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune et du Protocole y relatif, signés à Ankara, le 9 juin 2003 page 683

Communications page 684

Question avec débat N°40 de M. Georges Wohlfart relative à la politique agricole pages 684-685

5103 - Projet de loi portant création d'un établissement public nommé "Centre de Musiques Amplifiées"

et

4737 - Proposition de loi de M. Robert Garcia portant création d'un établissement public nommé "Centre de créations et d'événements musicaux Janis Joplin" pages 685-688

5269 - Projet de loi relative au réaménagement sécuritaire de l'échangeur de Helfenterbruck pages 688-691

5267 - Projet de loi relative à l'adaptation budgétaire du projet de construction d'une liaison routière avec la Sarre pages 691-694

5191 - Projet de loi portant réorganisation de l'Administration des Bâtiments Publics pages 694-696



## Chambre des Députés

Compte rendu officiel

***Supplément commun aux quotidiens:***
Luxemburger Wort, Tageblatt, Lëtzebuerger Journal, Zeitung vum Lëtzebuerger Vollek

***Contenu rédactionnel:***
Service du compte rendu de la Chambre des Députés
Service des relations publiques de la Chambre des Députés

***Conception, saisie de texte et mise en page:***
Polygraphic SA, Luxembourg

***Concept et coordination générale:***
BRAIN & MORE, agence en communication, Luxembourg



# Chamber TV

*weist all öffentlech Sëtzung*

**live** *an* **integral**

*mat enger Rediffusioun*

*all Sëtzungsdag vun 19:00 Auer un*

## Sommaire des questions parlementaires


| Question N° | Auteur | Objet |
|---|---|---|
| 2651 | Marc Zanussi | Promotion de la culture locale de biocarburants |
| 2663 | Jeannot Belling<br>Lucien Clement | Redressement du tronçon de la N10 entre Remich et Stadtbredimus |
| 2682 | Jacques-Yves Henckes | Déplacement des bases américaines en Europe |
| 2685 | Marc Zanussi | Bassin de rétention sur le terrain de l'aéroport du Findel |
| 2686 | Marie-Josée Frank | Découvertes archéologiques sur le site de construction du CIPA à Grevenmacher |
| 2695 | Mars Di Bartolomeo | Examen de contrôle médico-sportif |
| 2696 | Mars Di Bartolomeo | Agences privées pour travail intérimaire |
| 2697 | Mars Di Bartolomeo | Subventions pour la promotion d'énergies renouvelables et l'installation de chaudières |
| 2706 | Aly Jaerling | Préretraite-ajustement au sein du groupe Arcelor |
| 2709 | Ferny Nicklaus-Faber | Règlement UE sur les denrées alimentaires et les aliments pour animaux génétiquement modifiés |
| 2714 | Marc Zanussi | Rôle de la buprénorfine dans les traitements de substitution |


Question 2651 (2.3.2004) de M. Marc Zanussi *(LSAP)* concernant la promotion de la culture locale de biocarburants:

Dès l'année prochaine, les cuves des stations-services de l'Union européenne devront obligatoirement contenir 2% de biocarburants et en 2010 5,75% qui supposeront neuf millions d'hectares de culture.

Deux alternatives s'offriront aux États pour approvisionner les véhicules: soit un réseau de distribution spécifique au flottes «captives» (transports en commun, entreprises), soit un mélange à faible dose avec du carburant classique.

Il reste un obstacle de taille: la production de biocarburant est plus onéreuse que celle des carburants classiques. C'est pourquoi l'Europe laisse aux États la possibilité de les «défiscaliser», c'est-à-dire de réduire les taxes et/ou accises afin de rendre les biocarburants plus compétitifs. Chaque pays membre devra communiquer ses intentions en la matière à la Commission européenne avant juillet 2004.

J'aimerais dès lors poser à Messieurs les Ministres les questions suivantes:

1. Quel choix le Gouvernement envisage-t-il de faire à propos de l'approvisionnement des véhicules?

2. Le Gouvernement souhaite-t-il promouvoir la culture locale des biocarburants ou plutôt opter pour un recours au marché mondial?

3. Quelles sont les intentions du Gouvernement en ce qui concerne les taxes et accises?

Réponse commune (14.5.2004) de M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre des Finances* et de M. Charles Goerens, *Ministre de l'Environnement*:

La directive 2003/30/CE du 8 mai 2003 vise à promouvoir l'utilisation de biocarburants ou autres carburants renouvelables pour remplacer le gazole ou l'essence en vue de contribuer à la réalisation d'objectifs consistant notamment à respecter les engagements en matière de changement climatique, à assurer une sécurité d'approvisionnement respectueuse de l'environnement et à promouvoir les sources d'énergie renouvelables.

En application de la directive, les États membres doivent veiller à ce qu'un pourcentage minimal de biocarburants et autres carburants renouvelables soit mis en vente sur le marché national.

Les objectifs nationaux indicatifs à fixer se basent sur une valeur de référence fixée respectivement à 2% pour l'horizon décembre 2005 et à 5,75% pour l'horizon décembre 2010 et calculée sur la base de la teneur énergétique de la quantité totale d'essence et de gazole mise en vente sur le marché national.

Pour mémoire, un projet pilote visant la promotion du biodiesel à base de colza à destination du transport public de personnes fonctionne depuis 1994.

Pour ce qui est d'un mélange carburant/biocarburant - diesel/biodiesel, une telle solution n'est envisageable au Luxembourg que dans le cadre d'une action commune entre États par exemple au niveau du Benelux. Aussi ce produit, s'il était disponible à très large échelle, devrait supplanter l'essence ou le diesel actuel afin de limiter le traitement spécifique administratif du point de vue fiscal.

Quant à la question du traitement fiscal du mélange, celle-ci doit être posée sur toile de fond du prix de base du produit mélangé, encore inconnu. Un prix attrayant à la pompe devrait toutefois être visé.

Finalement, la question fiscale ne se posant qu'en fin de compte, celles ayant trait aux effets bénéfiques éventuels du produit pour la politique agricole-risque de monoculture et pour la politique environnementale doivent obtenir des réponses satisfaisantes au préalable.

Le département de l'Environnement a chargé l'Agence de l'Énergie d'effectuer une étude de marché portant sur la disponibilité de et le recours aux biocarburants.

Question 2663 (16.3.2004) de MM. Jeannot Belling *(DP)* et Lucien Clement *(CSV)* concernant le redressement du tronçon de la N10 entre Remich et Stadtbredimus:

D'après le rapport d'activité 2003 du Ministère des Travaux publics, plusieurs travaux sont prévus sur la route N10 au courant de l'année 2004. Un de ces projets est le réaménagement de la piste cyclable de ladite N10 entre Grevenmacher et Machtum.

Cependant, le tapis provisoire du tronçon de la N10 entre Remich et Stadtbredimus est dans un état délabré causé entre autres par le trafic intense le long de la Moselle. La dégradation est telle que ce tronçon est pratiquement devenu incarrossable.

En outre, cette partie de la N10 est empruntée par un grand nombre de flâneurs, de promeneurs et de cyclistes. Malheureusement, un éclairage de cette partie de la route fait défaut.

Dans ce contexte nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre:

- Le redressement de ce tronçon de la N10 entre Remich et Stadtbredimus est-il prévu dans un proche avenir?

- Existe-t-il des projets prévoyant l'implantation d'une piste cyclable entre Remich et Stadtbredimus à l'occasion du redressement éventuel de cette partie de la N10?

- Dans l'affirmative, Madame la Ministre peut-elle nous renseigner quant au début de ces travaux?

- Enfin, dans l'hypothèse où une piste cyclable serait mise en place, Madame la Ministre peut-elle nous dire si l'éclairage de cette partie est également prévu?

Réponse (16.5.2004) de Mme Erna Hennicot-Schoepges, *Ministre des Travaux publics:*

En réponse à la question parlementaire des honorables Députés Messieurs Jeannot Belling et Lucien Clement il y a lieu de préciser que les travaux de réaménagement de la N10 entre Remich et Stadtbredimus ont été adjugés à l'entreprise Tracol en date du 10 février 2004.

Le projet prévoit de ramener la chaussée à une largeur de 8 mètres, de réaliser une bande de stationnement selon les disponibilités (min. 3 mètres) ainsi que d'aménager une piste cyclable d'une largeur de 3,50 mètres. Cette piste sera délimitée par une bande de verdure de 2 mètres du côté de la N10 et par une haie vive du côté de la Moselle.

Le début des travaux est notifié au 26 avril 2004 et la fin du délai d'exécution sera le 21 mars 2005.

Le Service électromécanique de l'Administration des Ponts et Chaussées n'envisage pas de mettre en place un éclairage public.

Question 2682 (29.3.2004) de M. Jacques-Yves Henckes *(ADR)* concernant le déplacement des bases américaines en Europe:

Den amerikanesche Pentagon huet no Informatioune vun der „Washington Post" Pläng ausgeschafft no deene méi wéi 60% vun den amerikaneschen Zaldoten an Däitschland sollen ofgezu ginn. Dëst op Grond vun der Tatsaach, dass sech nom Enn vum Kale Krich d'Bedrohunge verännert hunn. An deene Pläng ass virgesinn, a ganz Europa eng Rei vu Militärbasen zouzemaachen. Ongeféier ee Véirel vun de militäreschen Ariichtungen an Europa wieren iwwerflësseg. An Europa soll nach e Rénk vu Militärstützpunkter an de Länner Däitschland, England, Italien, Rumänien an eventuell Bulgarien erhale bleiwen.

Laut amerikaneschen Informatioune wieren déi betraffe Länner schonns iwwert dës Pläng informéiert ginn. Ier dës Pläng definitiv géife ginn, wieren awer nach Verhandlunge mat den amerikanesche Verbündeten noutwendeg. Mengen Informatiounen no soll hei zu Lëtzebuerg virun allem de Standuert Beetebuerg betraff sinn.

Kann d'Madame Ausseminister mir duerfir dës Froe beäntwerten:

1. Ass déi lëtzebuergesch Regierung iwwert dës Pläng zur Schléissung vu Militärbasen an Europa an der Neiverdeelung vun amerikaneschen Zaldoten an Europa vun Amerika informéiert ginn?

2. Sinn déi verschidde Standuerter vun der amerikanescher Arméi zu Lëtzebuerg vun den amerikanesche Reorganisatiounspläng betraff? A wa jo, wéi eng an a wéi engem Ausmooss? Wéi gesinn déi eventuell Verännerunge konkret aus?

3. Sinn an den nächste Méint weider Gespréicher mat der amerikanescher Regierung iwwert dës Pläng geplangt? Wéi eng Positioun wäert déi lëtzebuergesch Regierung an deene Verhandlungen, de Fall gesat Lëtzebuerg ass direkt oder indirekt betraff, anhuelen?

Réponse (26.5.2004) de Mme Lydie Polfer, *Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur:*

De Froesteller referéiert sech op en Artikel vun der „Washington Post" no deem den amerikanesche Verteidegungsministère wëlles hätt, d'amerikanesch Militärbasen an Europa ze reorganiséieren.

Dës Informatioun ass net nei an d'Diskussiounen doriwwer ginn och schonns zënter längerem am US-Verteidegungsministère gefouert. Allerdéngs muss ënnerscheet ginn tëschent Rumeuren a konkrete Pläng. D'amerikanesch Administratioun wäert sécher mat deene betraffene Länner a Kontakt sinn.

Wat Lëtzebuerg ubelaangt, esou si mir ganz regelméisseg vun amerikanescher Säit iwwert d'Reorganisatiounspolitik informéiert ginn esouwäit se ënner anerem Material- a Reparatiounslagere betreffe wéi Beetebuerg a Suessem.

Konkret huet op deem Plang Amerika décidéiert, zwee Siten an Holland zouzemaachen. D'Material ass duerno deelweis och op Lëtzebuerg verlagert gi fir Reparaturen. Beetebuerg a Suessem sinn also net betraff wat d'Pläng géifen ubelaange fir Verännerungen.

Mir si konstant am Kontakt mat der amerikanescher Regierung, mä et si keng speziell Diskussiounen iwwert d'WSA geplangt, well am Moment kee Bedürfnis doriwwer ass.

Question 2685 (30.3.2004) de M. Marc Zanussi *(LSAP)* concernant le bassin de rétention sur le terrain de l'aéroport du Findel:

Dans un article de presse paru il y a peu de temps dans le quotidien „Tageblatt", il est question de la situation inacceptable concernant le bassin de rétention qui se trouve sur le terrain de l'aéroport du Findel, du côté du ruisseau „Birelerbaach". Dans ce bassin de rétention en plein air construit dans les années 80 s'écoulent les eaux de surface du Findel ainsi que toutes sortes de déchets, notamment des résidus de combustible des avions, des produits chimiques utilisés pour dégivrer les avions ou encore du sel d'épandage. De plus, l'épuration des eaux qui se trouvent dans le bassin de rétention en question n'est pas garantie, car depuis sa construction il existe un système comprenant deux vieilles manivelles rouillées qui peuvent être actionnées manuellement de façon à ce que les eaux du bassin s'écoulent soit dans le collecteur de la station d'épuration SIAS, soit directement dans le ruisseau «Birelerbaach».

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Environnement:

- Monsieur le Ministre a-t-il connaissance de cet état de choses? Peut-il le confirmer le cas échéant?

- Monsieur le Ministre peut-il m'informer si effectivement dans la plupart des cas les eaux polluées sont déversées dans le ruisseau «Birelerbaach», par conséquent dans une réserve naturelle, et étant donné que le ruisseau en question est un cours d'eau à faible débit, si les eaux polluées s'infiltrent dans le sol?

- Pour remédier à une telle situation, n'est-il pas prévu de procéder à des travaux de modernisation du bassin de rétention en question?

- Monsieur le Ministre partage-t-il mon avis qu'il s'agit ici d'un problème urgent qui nécessite une solution rapide?

Réponse (17.5.2004) de M. Michel Wolter, *Ministre de l'Intérieur:*

J'aimerais d'abord - et pour la seconde fois - rappeler à l'honorable Député que depuis la constitution du Gouvernement issu des élections de 1999, le Ministère de l'Intérieur a obtenu toutes les compétences en matière de gestion de l'eau et que toutes les questions parlementaires relatives à ce sujet sont à adresser à lui.

Pour ce qui est de l'assainissement du Findel, le bassin de rétention auquel se réfère Monsieur le Député Marc Zanussi se trouve dans le «Franzousegronn», une vallée latérale de la rive gauche du «Birelerbaach». Le bassin reçoit les eaux de surface des pistes et d'autres surfaces imperméabilisées de l'aéroport et sa destination primaire est celle d'égaliser les charges hydrauliques extrêmement variables des eaux en question. En périodes de gel, les eaux de surface contiennent évidemment les résidus des déverglaçants épandus sur la piste, en l'occurrence un produit à base de formiate, mais l'effluent du bassin est connecté pendant toute la période critique de l'hiver vers le réseau d'assainissement, et donc de la station d'épuration, du SIAS à Uebersyren.

Rappelons qu'à l'époque un déverglaçant à base de nitrite de sodium fut utilisé mais que celui-ci en raison de sa nocivité pour le milieu aquatique a été remplacé depuis quelques années par le formiate, moins toxique.

À côté des déverglaçants, il convient encore de mentionner les dégivrants, en l'occurrence des glycols, appliqués sur les avions avant leurs départs. D'éventuelles pertes de ce produit, par ailleurs facilement biodégradable, sont drainées directement vers la canalisation raccordée au réseau d'assainissement du SIAS et ne peuvent donc en principe rejoindre ni le bassin de rétention, ni le cours d'eau récepteur du «Franzousegronn», sauf en cas de pluies extrêmes.

Pour parer à toute éventualité de rejet dans l'eau des produits prémentionnés, il est projeté d'aménager des capacités de rétention supplémentaires en bord de piste et dans l'enceinte du centre cargo.

Il est vrai que les ruisseaux du «Franzousegronn» et du «Birelergronn» sont des cours d'eau à très faible débit et donc très sensibles à la moindre pollution. C'est justement la raison pour laquelle les Services de la Gestion de l'Eau sont intervenus auprès du Ministère des Transports pour que les capacités de rétention supplémentaires prémentionnées puissent être aménagées dans les meilleurs délais. Lors de sa réunion du 7 mai dernier, le Gouvernement en conseil a approuvé un projet de loi introduit par le Ministre des Transports autorisant le financement des mesures en question.

Question 2686 (31.3.2004) de Mme Marie-Josée Frank *(CSV)* concernant les découvertes archéologiques sur le site de construction du CIPA à Grevenmacher:

Le 17 mars 2004, la Chambre des Députés a adopté le projet de loi N°5218 autorisant la participation de l'État à la construction d'un centre intégré pour personnes âgées à Grevenmacher. Le projet de construction d'un centre intégré pour personnes âgées le long de la rue des Tanneurs à Grevenmacher remplace un autre projet convenu entre l'État et la Congrégation des Sœurs Franciscaines le 30 mai 1996 et approuvé par une loi du 8 septembre 1998 qui prévoyait comme lieu d'implantation le site de l'ancienne clinique.

Le projet de construction a nécessité des fouilles archéologiques sur le site qui ont été confiées au Musée national d'Art et Histoire. D'après les informations fournies par ce dernier, l'histoire de la ville de Grevenmacher doit être en grande partie réécrite au vu des découvertes faites par les spécialistes. Ainsi le MNHA a entre autres découvert un cimetière ainsi qu'une église datant de l'époque carolingienne. La suite des fouilles pourrait encore aboutir à la mise au jour d'un hôpital ou d'une auberge, situés à côté de l'église.

Dans ce contexte, un certain nombre de questions s'impose que je souhaite poser à Madame la Ministre de la Culture et des Travaux publics:

1. Quel est le détail des découvertes faites par le Musée national d'Art et d'Histoire? Quelle est leur valeur archéologique?

2. Quel pourrait en être l'impact sur l'histoire de la ville de Grevenmacher, voire sur l'histoire de notre pays?

3. Quelles sont les conséquences de ces découvertes sur le projet de construction du CIPA? Est-ce que ce dernier doit subir des remaniements substantiels?

4. Est-ce que les fouilles ont comme conséquence un éventuel retardement des travaux de construction du nouveau CIPA à Grevenmacher? Est-ce que les délais de construction initialement prévus pourront être maintenus?

5. En cas de réponse négative à la question précédente, quels seraient alors les délais envisageables?

Réponse (18.5.2004) de Mme Erna Hennicot-Schoepges, *Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche:*

Les fouilles archéologiques en cours au jardin dite «Baxeras» ont révélé, à part des structures appartenant à l'ancien aménagement du jardin de styles baroque, les substructions d'une église inconnue jusqu'à ce jour ainsi qu'un cimetière remontant aux époques carolingienne et postcarolingienne. La plupart des pièces de monnaie trouvées dans l'église couvrent une période allant du 12e au début du 15e siècle.

S'y ajoutent les structures d'une agglomération carolingienne composée d'une dizaine de fosses et fonds de cabanes auxquels se superposent trois maisons en pierre longeant la rue des Tanneurs et donnant vers un axe routier reliant deux chemins antiques longeant la Moselle. Ces structures ont été rasées au 14e siècle.

La question qui se pose à ce stade est la suivante: S'agit-il de l'église St-Jean, la plus importante de l'ancienne paroisse de Grevenmacher? Les résultats de la fouille ne soutiennent guère cette interprétation, mais favorisent plutôt l'hypothèse d'une église paroissiale réunissant plusieurs villages et hameaux, et ceci en raison de sa situation le long d'un axe routier avec un cimetière assez important.

Malgré la grande quantité d'objets gallo-romains on ne peut pas encore affirmer que les substructions de cette église remontent à l'époque gallo-romaine. La fouille fournira sans doute des confirmations précieuses au sujet de la christianisation de notre pays, à l'instar des sites de Mertert, Wasserbillig, Echternach et Diekirch.

Le dépôt à l'intérieur de l'église d'une importante quantité d'ossements humains brûlés rappelle une trouvaille similaire faite lors de la fouille de l'ancienne église de Mertert en 1998. Ces trouvailles extrêmement rares en Europe suscitent différentes questions interdisciplinaires et font d'ores et déjà l'objet d'une collaboration scientifique avec l'institut anthropologique de l'Université de Tübingen.

Une des maisons en pierre de plan rectiligne et aux dimensions importantes avec un grand foyer ouvert pourrait appartenir à la «Spitalscheuer» citée au 13e siècle. Un «Spital» de l'époque pouvait réunir plusieurs fonctions: soins des malades, orphelinat, auberge et maison des pauvres.

Un argument en faveur de cette interprétation est sans doute la présence d'une tombe dans l'église contenant une coquille St-Jacques, attribut des pèlerins sur le chemin de St-Jacques-de-Compostelle.

Jusqu'à présent aucune mise en valeur éventuelle n'a été envisagée de la part du MNHA et du Service des Sites et Monuments nationaux.

Sauf imprévu, les fouilles se termineront dans les prochaines quatre à six semaines et ne retarderont guère la réalisation du projet de construction.

Question 2695 (7.4.2004) de M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP)* concernant l'examen de contrôle médico-sportif:

La pratique actuelle prévoit que pour bénéficier d'une licence pour l'exercice du sport de compétition il faut passer avec succès les examens du contrôle médico-sportif si on est âgé entre sept et cinquante ans.

L'examen médico-sportif n'est plus exigé après l'âge de cinquante ans; or il est un fait que de nombreux sportifs continuent à pratiquer leur sport de manière régulière, voire assidue après l'âge de cinquante ans.

J'aimerais dès lors savoir de Madame la Ministre pour quelles raisons le contrôle médico-sportif n'est plus exigé après l'âge de cinquante ans.

- Madame la Ministre ne partage-t-elle pas notre avis que ce sont justement ces sportifs qui courent les risques les plus élevés?

- Madame la Ministre n'estime-t-elle pas qu'il faudrait lever cette limite d'âge datant d'une autre époque?

Réponse (14.5.2004) de Mme Anne Brasseur, *Ministre de l'Éducation nationale, de la Formation professionnelle et des Sports:*

1. Il n'est pas possible de généraliser les risques que tout un chacun encourt en pratiquant une activité sportive. Il faut précisément différencier les risques sportifs en fonction des disciplines sportives, en fonction de la fréquence et de l'intensité de la pratique et aussi en fonction de l'âge et de la forme physique du sportif.

Ainsi, chez les jeunes, on rencontre davantage de problèmes traumatiques et orthopédiques. Les problèmes de santé chez les personnes plus âgées relèvent par contre plus souvent du domaine cardio-vasculaire. Les sédentaires reconvertis voulant à tout prix récupérer le temps perdu d'une période d'inactivité en forçant sur l'intensité et la fréquence d'une pratique sportive, encourent certainement plus de risques que les personnes âgées ayant régulièrement pratiqué une activité physique.

2. L'octroi d'une licence sportive est subordonné à l'examen médico-sportif pour les sportifs qui participent - en principe en tant que membres actifs d'une association sportive - aux compétitions régulières organisées par les fédérations sportives agréées. La périodicité et l'exécution des examens sont fixées par règlement grand-ducal et les seuils d'âge inférieur (7 ans) et supérieur (50 ans) en deçà et au-delà desquels le sportif est dispensé de l'examen médico-sportif, sont définis sur avis de la Société luxembourgeoise de Médecine du Sport.

Les propositions des médecins du sport s'appuient d'un côté sur des considérations d'ordre médical, mais d'un autre côté aussi sur les expériences et échanges de vues qu'ils vivent au contact permanent avec les sportifs. Il y a lieu de relever à ce titre que le nombre de sportifs licenciés actifs de plus de 50 ans est particulièrement faible et qu'il convient de mobiliser davantage cette catégorie de personnes à travers des actions de sensibilisation comme «Europa bewegt sich».

Un examen médico-sportif pour les sportifs licenciés de plus de 50 ans peut être envisagé dans le cadre des licences sportives pour autant qu'il concerne exclusivement les licences sportives type compétition. Je prendrai prochainement une initiative dans ce sens.

Question 2696 (7.4.2004) de M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP)* concernant les agences privées pour travail intérimaire:

Les agences privées pour travail intérimaire ont tendance à se multiplier au Grand-Duché de Luxembourg.

- J'aimerais dès lors savoir de Monsieur le Ministre quelles sont les raisons de cette évolution.

- Quel est le nombre des agences et de filiales pour travail intérimaire au Luxembourg?

- Combien de travailleurs intérimaires ont été recrutés pendant les années 2002 et 2003, années qui ont connu une recrudescence du chômage?

- Quelles sont les statistiques pour les années précédentes?

- Quelle est l'évolution du nombre des entreprises prenant recours au travail intérimaire et quels sont les secteurs concernés?

- Quelle est la proportion des travailleurs intérimaires trouvant un emploi à durée indéterminée après la fin de leur contrat intérimaire avec l'entreprise?

Réponse (17.5.2004) de M. François Biltgen, *Ministre du Travail et de l'Emploi:*

Au Luxembourg, le taux d'emploi intérimaire se situe entre 1,6% et 1,8% de l'emploi total en équivalent temps plein ETP selon les normes européennes. En prenant les critères statistiques des autres États membres, ceci est dans la moyenne de l'Union européenne, voire même un peu en dessous de cette moyenne (par exemple par rapport aux Pays-Bas). Il ne faut donc pas parler de situation extraordinaire au Luxembourg.

Cette façon de recruter permet d'avoir recours à une main-d'œuvre d'appoint pour faire face à des absences temporaires de main-d'œuvre, voire à un surcroît de travail temporaire. La législation est agencée de manière à tenir compte de cette finalité primaire du travail intérimaire (main-d'œuvre d'appoint).

Il y a cependant lieu de reconnaître que des problèmes peuvent surgir avec certains utilisateurs, responsables au même titre que les entreprises de travail intérimaire, qui utilisent de manière trop systématique et sur une trop longue durée le travail intérimaire comme type courant de contrat de travail dans l'activité courante de leur entreprise. Nous avons les données en question et ne manquerons pas, après la préparation administrative qui s'impose, de faire des enquêtes détaillées auprès des entreprises utilisatrices concernées et de faire appliquer la loi en réduisant le travail intérimaire de manière à le faire concorder avec la finalité de la législation. J'ai d'ailleurs déjà publiquement, en diverses occasions, mentionné la possibilité d'un changement législatif au cas où cet abus, non généralisé mais réel chez certains, ne cessera pas.

Je renvoie l'honorable Député aux tableaux imprimés ci-après concernant la durée moyenne des contrats de travail.

Après cette remarque introductive, je me permets d'en venir aux questions de Monsieur le Député.

Depuis le 8 décembre 1997, l'ADEM a signé une convention cadre avec l'Union luxembourgeoise des entreprises de travail intérimaire a.s.b.l. (ULEDI) qui a pour objet d'améliorer:

- les chances de placement des demandeurs d'emploi inscrits à l'ADEM;

- les services à rendre aux entreprises;

- la transparence du marché du travail.

Pour ce faire l'entreprise de travail intérimaire s'engage à communiquer ses offres de mission d'une durée initiale de deux semaines au moins à l'Administration de l'Emploi.

Depuis 1997 un consultant, salarié détaché du secteur privé, auprès de l'ADEM s'occupe en particulier du secteur intérimaire. Ses activités principales sont les suivantes:

- informer les demandeurs d'emploi sur les possibilités offertes par le secteur du travail temporaire, les suivre dans leurs démarches de recherche d'emploi et les orienter dans leurs recherches en fonction de leur profil et du type de travail recherché;

- conseiller et assister les demandeurs d'emploi dans la préparation de leurs dossiers de candidature (CV, lettre de motivation et entretien d'embauche);

- assister les placeurs dans le suivi et le placement des demandeurs d'emploi;

- anticiper les besoins des entreprises de travail temporaire et répondre rapidement aux déclarations de places vacantes en faisant une présélection des candidats;

- informer et orienter les sociétés sur des questions concernant le droit du travail, la mise au travail de candidats inscrits à l'ADEM, les déclarations de places vacantes et les règlements de l'ADEM concernant le suivi des dossiers de chômage dans le cadre des missions d'intérim.

Au cours des six dernières années on peut constater une légère variation du nombre d'entreprises de travail intérimaire établies au Grand-Duché sans qu'on puisse cependant parler d'une multiplication de ces entreprises comme le soutient l'honorable Député.

En effet, au 1er janvier 1998, 26 entreprises étaient en possession d'une autorisation pour exercer une activité d'entreprise de travail intérimaire.

En 1999 le nombre a chuté à 25 et en 2000 il a augmenté de quatre unités pour s'arrêter à 30 entreprises en 2001.

En 2002 le nombre d'entreprises de travail intérimaire est resté inchangé pour chuter à 27 en 2003.

Au 1er janvier 2004, 31 entreprises étaient en possession d'une autorisation.

À l'heure actuelle (au 28 avril 2004) 32 entreprises de travail intérimaire sont en possession d'une autorisation du Ministère du Travail et de l'Emploi prévue par la loi du 19 mai 1994 portant réglementation du travail intérimaire et du prêt temporaire de main-d'œuvre.

Au total ces 32 entreprises font fonctionner 50 agences locales sur le territoire du Grand-Duché.

En 2002, 6.522 travailleurs intérimaires ont été recrutés par mois en moyenne.

En 2003, ce chiffre était de 7.125.

En détail:

| 2002 | | 2003 | |
|---|---|---|---|
| janvier | 5.500 | janvier | 5.765 |
| février | 5.954 | février | 5.970 |
| mars | 6.061 | mars | 6.683 |
| avril | 6.226 | avril | 6.685 |
| mai | 6.277 | mai | 6.823 |
| juin | 6.629 | juin | 7.665 |
| juillet | 7.198 | juillet | 8.022 |
| août | 6.848 | août | 7.775 |
| septembre | 7.227 | septembre | 8.202 |
| octobre | 7.024 | octobre | 7.655 |
| novembre | 6.765 | novembre | |
| décembre | 6.552 | décembre | |
| moyenne/ mois | 6.522 | moyenne/ mois | 7.125 |

Les données des mois de novembre et décembre 2003 ne sont pas encore disponibles.

En ce qui concerne les statistiques des années précédentes, on peut souligner qu'en 2000 et en 2001 ce chiffre était de 6.097 respectivement 6.502 par mois en moyenne.

En détail:

| 2000 | | 2001 | |
|---|---|---|---|
| janvier | 5.028 | janvier | 5.746 |
| février | 5.287 | février | 6.029 |
| mars | 5.943 | mars | 6.439 |
| avril | 5.812 | avril | 6.194 |
| mai | 6.065 | mai | 6.394 |
| juin | 6.456 | juin | 6.999 |
| juillet | 6.794 | juillet | 7.102 |
| août | 6.371 | août | 6.826 |
| septembre | 6.842 | septembre | 6.934 |
| octobre | 6.480 | octobre | 6.881 |
| novembre | 6.099 | novembre | 6.459 |
| décembre | 5.982 | décembre | 6.020 |
| moyenne/ mois | 6.097 | moyenne/ mois | 6.502 |

Le nombre des entreprises prenant recours au travail intérimaire a évolué comme suit:

| Mois | 2002 | 2003 |
|---|---|---|
| Janvier | 1.008 | 1.062 |
| Février | 1.088 | 1.076 |
| Mars | 1.132 | 1.143 |
| Avril | 1.150 | 1.195 |
| Mai | 1.179 | 1.181 |
| Juin | 1.197 | 1.242 |
| Juillet | 1.240 | 1.308 |
| Août | 1.187 | 1.248 |
| Septembre | 1.255 | 1.318 |
| Octobre | 1.231 | 1.291 |
| Novembre | 1.195 | |
| Décembre | 1.201 | |

Selon les tableaux en annexe les secteurs les plus concernés sont le secteur de la construction, les secteurs non déterminés, le secteur des activités extraterritoriales, le secteur du travail des métaux et le secteur du commerce de gros et intermédiaires de commerce (selon code nace).

Les fichiers de la sécurité sociale servant de base aux statistiques publiées par l'Inspection générale de la Sécurité sociale ne contiennent pas de renseignement sur la nature du contrat de travail. De ce fait, il est impossible de chiffrer le nombre de personnes ayant trouvé un emploi à durée indéterminée auprès de l'entreprise utilisatrice après la fin de leur contrat de mission. Il faudrait compléter à cet effet par l'une ou l'autre mention les formulaires de déclarations à remplir par les entreprises pour le Centre commun. Ce point devra à mon sens être débattu dans les instances tripartites qui relèvent de ma compétence (Comité permanent de l'Emploi, Observatoire des Relations professionnelles et de l'Emploi), alors qu'il s'inscrit dans la discussion sur la simplification administrative, notamment dans le cadre de la Stratégie européenne de l'emploi (Ligne directrice esprit d'entreprise). En effet dans ce contexte nous sommes régulièrement amenés à étudier les possibilités de simplification administrative surtout pour les PME, alors que l'inscription de nouvelles cases à remplir irait à contre-courant de ces efforts. Cela dit, si les partenaires sociaux estiment comme moi que les informations pouvant en découler seront des informations importantes en vue de la guidance du marché de l'emploi, je plaiderai pour cet ajout aux déclarations patronales.

En principe, il est possible, par voie d'étude longitudinale ad hoc, de compter les personnes qui ont eu un contrat de mission auprès d'une société utilisatrice à un moment donné (p.ex. au 31 mars 2002) et qui après la fin de ce contrat de mission ont obtenu un emploi auprès de cette même voire auprès d'une autre entreprise, respectivement de vérifier le laps de temps s'écoulant entre la fin du contrat de mission et l'embauche sous un autre régime. Mais il est impossible de faire la distinction entre contrat à durée indéterminée et contrat a durée déterminée.

Pour être concluante cette statistique devrait porter sur une période d'observation plus étendue. En plus, il faudrait analyser aussi si les personnes ayant eu un contrat de mission auprès d'une entreprise d'un secteur ont obtenu un contrat de travail auprès d'une autre *(tableau à consulter au Greffe de la Chambre des Députés)*.

Question 2697 (8.4.2004) de M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP)* concernant les subventions pour la promotion d'énergies renouvelables et l'installation de chaudières:

Par règlement grand-ducal du 17 juillet 2001, le Gouvernement a introduit un régime de subventions pour la promotion d'énergies renouvelables et l'installation de chaudières à condensation. Ce règlement grand-ducal devait être valable jusqu'au 31 décembre 2004.

Or, vu le succès de cette mesure et l'évolution dynamique des crédits budgétaires, le Gouvernement en Conseil a décidé fin janvier 2004 d'amender ce règlement et de réduire sensiblement les subsides prévus.

Selon la décision du Gouvernement, les subsides pour chaudières à condensation seraient réduits à partir du 1er avril de 1.240 € actuellement à 500 € .

Lors de la réunion de la Chambre des Députés du 16 mars, Monsieur le Secrétaire d'État a confirmé la réduction des subsides à partir du 1er avril.

Comme cette date est dépassée entre-temps et comme le règlement en question n'est pi publié ni en vigueur, j'aimerais savoir de Monsieur le Ministre:

1) N'est-il pas d'avis que cette manière de changer des promesses de subsides contraignantes en cours de route constitue un cas de «deux poids et deux mesures»?

2) Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas que, faute de nouveau règlement, le règlement du 17 juillet reste toujours en vigueur et partant les subsides nettement plus élevés?

3) Monsieur le Ministre peut-il confirmer que les demandes pour les subsides fixés dans le règlement grand-ducal du 17 juillet 2001 pourront toujours être introduites et, le cas échéant, jusqu'à quelle date?

Réponse (26.5.2004) de M. Charles Goerens, *Ministre de l'Environnement:*

L'honorable Député s'informe sur les nouvelles dispositions concernant les chaudières à condensation du règlement grand-ducal du 17 juillet 2001.

En janvier une version adaptée dudit règlement avait été adoptée par le Conseil de Gouvernement. Celle-ci prévoyait un nouveau montant de 500 euros du subside pour les chaudières à condensation fonctionnant au gaz à partir du 1er avril.

Après analyse de la mise en œuvre de cette échéance, il a été convenu en accord avec la Chambre des Métiers que lesdites chaudières installées et facturées avant le 1er juin 2004 seront traitées suivant l'ancien régime.

Question 2706 (14.4.2004) de M. Aly Jaerling *(ADR)* concernant la préretraite-ajustement au sein du groupe Arcelor:

Am Zesummenhang mam geplangten Aarbechtsplazofbau op de lëtzebuergesche Produktiounssitë vun Arcelor ass och d'Instrument vun der Préretraite-ajustement am Gespréich.

Hei stellt sech folgend Fro:

- Wéi vill vun deenen an de lëtzebuergesche Filiale vun der Arcelor Beschäftegte wäerten an de Joren 2005 an 2006 d'Konditioune vun der Préretraite-ajustement erfëllen?

Réponse commune (19.5.2004) de M. François Biltgen, *Ministre du Travail et de l'Emploi:*

An de Joren 2005 an 2006 erfëllen am ganze 604 Leit vun der lëtzebuergescher Filiale vun der Arcelor d'Konditioune fir kënnen an eng Préretraite ze goen. Et sinn dat 412 Aarbechter an 192 Employéen. Am Joer 2007 kënnen 204 Aarbechter a 97 Employéen hir Demande maachen. Et bleift ze bemierken, dass ongeféier 60% vun den Aarbechter a 25% vun de Beamte kënnen noweisen, dass si op d'mannst 20 Joer Nuetsschichte gemaach hunn. Dat gëtt hinnen d'Recht op eng Préretraite fir Schichtaarbechter sou wéi den Artikel 13 vum Gesetz iwwert d'Préretraite dat virgesäit.

Dat bedeit, dass och wann d'„Préretraite-ajustement", wou den Accord, dee mat der Regierung no der Stoltripartite vun 2001 fir d'Joergäng 1945, 1946 a 1947 ofgeschloss ginn ass an deen am Dezember 2004 ofleeft, net géif verlängert ginn, awer ongeféier 120 Aarbechter a 70 Beamte vun de Joergäng 1948 bis 1950 vun der Préretraite fir Schichtaarbechter kéinte profitéieren, ouni dass duerfir eng Décisioun vun der Regierung erfuerdert ass.

Question 2709 (16.4.2004) de Mme Ferny Nicklaus-Faber *(CSV)* concernant le règlement UE sur les denrées alimentaires et les aliments pour animaux génétiquement modifiés:

En date du 22 septembre 2003, le Parlement européen a voté le règlement N°1829/2003 concernant les denrées alimentaires et les aliments pour animaux génétiquement modifiés. Cette réglementation introduit pour la première fois des exigences strictes en matière d'étiquetage des aliments génétiquement modifiés pour animaux suivant les mêmes principes que les aliments destinés à l'alimentation humaine. De plus, le nouveau règlement fonde l'obligation d'étiqueter non plus sur la possibilité de détection de protéines ou d'ADN (acide désoxyribonucléique) résultant de modifications génétiques, mais sur la possibilité de remonter par la traçabilité à l'utilisation ou non de produits génétiquement modifiés. Ainsi, par rapport au système d'étiquetage actuel, le nouveau règlement relatif aux aliments génétiquement modifiés destinés à l'alimentation humaine et animale introduit l'étiquetage de:

- toutes les denrées alimentaires produites à partir d'OGM, indépendamment de savoir si le produit final contient de l'ADN ou des protéines dérivées d'OGM,

- tous les aliments génétiquement modifiés pour animaux.

Afin d'éviter un surétiquetage, les ministres européens ont décidé que ces obligations devraient s'appliquer uniquement si le produit final contient un OGM à raison de plus de 0,9% dès lors que la présence de cet OGM est accidentelle ou techniquement inévitable.

La date limite de transposition de ce règlement dans les États membres est le 18 avril 2004.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Santé et à Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural:

- Le Gouvernement luxembourgeois a-t-il déjà transposé la réglementation susmentionnée?

- En quoi peut précisément consister l'étiquetage des denrées alimentaires et des aliments pour animaux génétiquement modifiés?

Réponse commune (14.5.2004) de M. Carlo Wagner, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale* et de M. Fernand Boden, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural:*

L'honorable Parlementaire pose un certain nombre de questions en rapport avec le règlement N°1829/2003 du Parlement européen et du Conseil du 22 septembre 2003 concernant les denrées alimentaires et les aliments pour animaux génétiquement modifiés.

En fait, en date du 22 septembre 2003 le Parlement européen et le Conseil ont arrêté outre le règlement précité un deuxième règlement ayant trait celui-là à la traçabilité et à l'étiquetage des OGM et la traçabilité des produits qui en contiennent.

S'agissant de règlements CE, ces textes sont d'application directe, c'est-à-dire qu'ils ne nécessitent pas de mesure nationale de transposition.

Le premier cité de ces deux règlements impose sur l'étiquetage une mention rendant attentif au fait que le produit consiste en des OGM ou en contient. Dans le cas d'une denrée destinée à l'alimentation humaine consistant en plusieurs ingrédients cette mention doit figurer immédiatement après l'ingrédient ayant fait l'objet d'une modification génétique.

Dans le cas d'une denrée proposée à la vente au consommateur final sans préemballage l'information afférente doit être affichée sur le présentoir de l'aliment ou à proximité de celui-ci.

En ce qui concerne les OGM destinés à l'alimentation des animaux, les aliments pour animaux contenant des OGM ou consistant en de tels organismes ainsi que les aliments pour animaux produits à partir d'OGM, le nom de l'organisme génétiquement modifié doit figurer entre parenthèses juste après le nom spécifique de l'aliment ou dans une note en bas de la liste des aliments. De plus, l'étiquetage doit mentionner toute caractéristique de l'aliment qui diffère de celle du produit conventionnel de référence.

Quant au lancement d'une campagne d'information destinée au grand public, il faut savoir que les moyens budgétaires dont dispose le Ministère de la Santé pour de telles campagnes sont limités. Il convient de les réserver aux domaines, notamment l'éducation à la santé, dans lesquels un impact sensible sur la santé et le bien-être peut être attendu. En l'occurrence les destinataires du règlement, à savoir les producteurs, sont sans doute au courant des nouvelles exigences.

Question 2714 (23.4.2004) de M. Marc Zanussi *(LSAP)* concernant le rôle de la buprénorfine dans les traitements de substitution:

La méthadone n'est plus le seul produit de substitution pour aider les héroïnomanes à vaincre leur dépendance.

La buprénorfine est une alternative à la méthadone. Ses avantages sont nombreux:

- ce médicament est inoffensif, ce qui est important si un enfant en avale par mégarde;

- il est moins contraignant puisqu'il peut se prendre tous les deux jours contrairement à la méthadone qui doit être prise tous les jours;

- il est plus sûr et présente peu de risque d'overdose (il ne crée pas d'euphorie, même légère, donc le consommateur est moins tenté de forcer la dose) et surtout il ne provoque pas d'arrêt respiratoire fatal comme peut le faire une trop forte dose de méthadone.

J'aimerais poser à Monsieur le Ministre les questions suivantes:

1. Quel est le rôle que la buprénorfine joue dans les traitements de substitution au Grand-Duché?

2. Qu'en est-il du remboursement de la buprénorfine?

3. Existe-t-il des études comparatives sur les résultats obtenus par la buprénorfine et la méthadone?

Dans l'affirmative, quels sont ces résultats?

Réponse (26.5.2004) de M. Carlo Wagner, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

L'article 13 du règlement grand-ducal du 30 janvier 2002 déterminant les modalités du programme de traitement de la toxicomanie par substitution désigne les produits susceptibles d'être utilisés dans le cadre du programme de substitution. Il s'agit des médicaments et des préparations magistrales contenant comme principe actif soit la méthadone soit la buprénorphine. Dès lors il appartient au médecin agréé qui prend en charge le toxicomane de faire son choix parmi les deux produits légalement admis.

Il est un fait qu'au Luxembourg la méthadone est davantage utilisée que la buprénorphine. Ceci tient au fait que lorsque le programme de substitution a démarré le médicament Subutex, à base de buprénorphine, n'avait pas encore obtenu d'autorisation de mise sur le marché, puis n'était pas disponible en fait pendant quelque temps après l'autorisation obtenue en juillet 1998.

Il existe effectivement de nombreuses études comparatives méthadone/buprénorphine. Il est impossible d'entrer dans le présent contexte dans le détail de ces études. Toujours est-il que la buprénorphine y apparaît comme un traitement effectif, alternatif à la méthadone. L'effet de la buprénorphine est davantage plafonné, ce qui explique que son utilisation produit moins d'euphorie.

Il faut cependant se garder de considérer l'usage de cette substance comme anodin. Quelques cas de décès ont été signalés dus à une dépression respiratoire, en particulier lorsque le produit est utilisé en association avec des benzodiazépines ou lorsque les instructions n'ont pas été observées.

Quant à la fréquence de la prise, tous les deux jours au lieu de quotidienne, il faut relever que la première de ces alternatives n'est actuellement qu'à l'étude. Cette posologie n'est pas encore autorisée et ne figure pas dans la notice.

Je signale enfin que les médicaments à base de buprénorphine, à savoir le Subutex sous différentes formes, sont pris en charge au taux de 80% par l'assurance-maladie.

**Chamber TV**

**an der Stad**
*um Kanal S 29 (Coditel) oder*
*um Kanal S 40 (Eltrona/Siemens)*

**zu Esch**
*um Kanal S40 (455.25 MHz)*

**zu Déifferdeng**
*um Kanal S 29*

**zu Diddeleng**
*um Kanal S 32*

**an der Gemeng Nidderaanwen**
*um Kanal S 29*